CIHEAM
Options Méditerranéennes



Espaces méditerranéens et dynamiques agraires: état territorial et communautés rurales

Le Coz J.

in

Le Coz J. (ed.).
Espaces méditerranéens et dynamiques agraires: état territorial et communautés rurales

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 2

1990
pages 1-393

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

---

http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI900731

To cite this article / Pour citer cet article

Le Coz J. **Espaces méditerranéens et dynamiques agraires: état territorial et communautés rurales.** In : Le Coz J. (ed.). *Espaces méditerranéens et dynamiques agraires: état territorial et communautés rurales.* Montpellier : CIHEAM, 1990. p. 1-393 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 2)

CIHEAM

http://www.ciheam.org/
http://om.ciheam.org/

CIHEAM

Espaces méditerranéens et dynamiques agraires

Etat territorial et communautés rurales

★

Jean Le Coz

Edition revue et augmentée du rapport : ***L'évolution des structures agraires et son impact sur l'environnement****, présenté à l'«Atelier sur l'agriculture et la transformation des terres dans le bassin méditerranéen» qui s'est réuni à Montpellier du 13 au 17 juin 1988. Cette réunion était organisée par les institutions suivants :*

- ***Ministère français de l'Environnement***
- ***Comité français du SCOPE***

(Comité Scientifique sur les Problèmes d'Environnement)

- ***UNESCO/MAB***

(Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture/Man and Biosphere)

- ***CIHEAM***

UNESCO

MEDITERRANENSIUM AGRARIA UNIVERSITAS NATIONUM

La conception, la maquette, la mise en page et
l'édition de ce numéro d'*Options Méditerranéennes*, ont été réalisées à
l'Atelier d'Edition du CIHEAM/IAM, Montpellier
sous la responsabilité de **F. Lerin.**

Mise en page : **F. Gaforg**
Photo de couverture : G. Mutin *(L'Habitat algérien : un village socialiste en Oranie)*

Imprimeur : OFFSET 2000
Adresse : Espace Commercial - Lot 49 ,
Montpellier - Fréjorgues
34130 MAUGUIO (France)
Tél : 67 64 63 64

Tirage : 1 500 exemplaires

Fiche bibliographique :

Espaces méditerranéens et dynamiques agraires. Etat territorial et communautés rurales.
- Jean **Le Coz.**
- Paris : CIHEAM (Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes)/UNESCO/MAB (Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture/Man and Biosphere), 1990.- 393 p.
(*Options Méditerranéennes*, Sér. B : Etudes et Recherches, n° 2)

ISSN : 1016-1228
ISBN : 2-85352-092-7

©

CIHEAM, 1990
Reproduction partielle ou totale interdite sans
l'autorisation
d'*Options Méditerranéennes.*

A la mémoire

d'Omar ***Bouchenaki***,

Géographe à l'Université d'Oran

(1948 – 1987)

et

de Paul ***Pascon***,

Socio-économiste à l'Institut National Agronomique

et Vétérinaire Hassan II de Rabat

(1932 – 1985)

Cette étude a été réalisée dans le cadre de l'Atelier ***Agriculture et Transformation des Terres dans le Bassin Méditerranéen****, organisé à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM/IAMM) du 13 au 17 juin 1988 par le Comité Français du* ***SCOPE (Comité Scientifique sur les Problèmes d'Environnement)*** *dépendant de l'UNESCO, avec le soutien du Ministère Français de l'Environnement et la collaboration du Programme MAB (Man and Biosphere) de l'UNESCO et celle du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM).*

Ce groupe de travail tint un Atelier à l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (CIHEAM / IAMM) du 13 au 17 juin 1988. Un résumé de ses travaux (28 pages) a été publié en août 1988. Les communications et le résumé de cet atelier sont mentionnés dans cet ouvrage sous le titre «Rapport SCOPE».

Le texte que nous avons rédigé à l'occasion de cet Atelier, ***Systèmes Agraires et Environnement*** *(171 pages), a été repris et élargi dans la publication que nous donnons ici.*

Il nous est agréable de remercier pour leur compréhension et pour leur aide financière et matérielle :

~ MM. F. FOURNIER et M. SKOURI, de la Division des Sciences Ecologiques de l'UNESCO, responsables du Groupe de travail,

*~ MM. R. FEVRIER, Secrétaire Général du CIHEAM et R. PEREZ, Directeur de l'IAMM, sous l'égide desquels ont été organisés les travaux de l'Atelier et qui ont bien voulu permettre la parution de ce texte dans la série «Etudes et Recherches» d'***Options Méditerranéennes****,*

~ Mme C. MARLOIE qui a réalisé la saisie du texte, Mme F. GAFORG qui en a assuré la composition et la mise en page, et dont j'ai pu apprécier la patience et l'efficacité,

~ M. F. LERIN, responsable de l'Atelier d'Edition du CIHEAM / IAMM, qui m'a fait bénéficier de judicieux conseils pour en améliorer la présentation.

Sommaire

Introduction générale : De la gestion écologique aux équilibres géopolitiques. **3**

Ière Partie : Systèmes agraires et «Méditerranéité».

Chapitre I : Les systèmes agraires. Concepts et problématique. **7**

A – Le système de production agricole **8**
B – Un écosystème finalisé **12**
C – Le système agro-alimentaire **13**
D – Formation sociale et mode de production : la société composite **14**
E – Le système agro-territorial : zonage et maillage, terroirs et territoires **16**
F – La finalité : de la macro-économie au développement local **22**

Chapitre 2 : La «Méditerranéité», zonage et label paysager, rente de situation et carrefour de flux. **25**

A – L'identité méditerranéenne **25**
B – Les rythmes déphasés de l'histoire agraire : les Suds **33**
C – Les grandes turbulences de la fin du siècle et les nouvelles donnes de la géopolitique **37**

IIème Partie : Systèmes de production et effet de zonage. Le double clavier de l'espace et du temps.

Chapitre 1 : Agriculture et mobilité des paysages. **48**

A – Les domaines morpho-bioclimatiques : le cas type du Maghreb **48**
B – Pratiques culturales et processus d'érosion **49**
C – Les terroirs leitmotivs permanents de l'ordre agraire méditerranéen **50**

Chapitre 2 : Les chaînes technologiques : de l'extensif à l'intensif, de l'araire au tracteur. **55**

A – Les deux extrémités de la chaîne **55**
B – Les déphasages dans la révolution agricole **61**
C – L'irrigation, le grand saut technologique **72**
D – La filière fruits et légumes : conquêtes technologiques et conquêtes spatiales **78**
E – La vigne «plante de civilisation» **89**
F – Le champ comme maillon de la chaîne technologique : de l'infra- au supra-agraire **92**

IIIème Partie : Pouvoirs et territoires. Communautés rurales et Etat territorial.

Chapitre 1 : L'impossible «modèle» foncier. Le quadrige paysan-communauté-seigneur-Etat. *103*

Chapitre 2 : L'ordre communautaire. La trame des finages. *107*

A – Les pays sud-méditerranéens : les survivances de l'ordre tribal *109*
B – Continuités et ruptures *116*

Chapitre 3 : Les réformes agraires : de la révolution politique à la régulation sociale. *125*

Chapitre 4 : Survivances et mutations du système latifundiaire. *131*

A – Le système andalou : «en finir avec le XIXème siècle» *131*
B – Le système toscano-ombrien : grande propriété et métayage *134*
C – Le système *fassi* : le renforcement de la classe agrarienne *134*

Chapitre 5 : L'habitat composante du système agraire. *137*

IVème Partie : Crises et régulations.

Chapitre 1 : Vers une agriculture duale ? Crise agricole et redéploiement spatial. *155*

A – Les deux pôles : néo-artisanat familial et agriculture d'entreprise *157*
B – La régulation socio-économique *159*
C – Recomposition socio-professionelle et stratégies familiales *169*
D – Quelques types d'évolution *177*

Chapitre 2 : A la recherche d'une logique agro-territoriale. *187*

A – L'inégal développement, une fatalité ? *187*
B – Dynamique agraire et développement local *190*
C – La «petite région» niveau pertinent du développement local *204*

Vème Partie :Types d'organisations régionales. Formation sociale et formation spatiale. Focalisations et marginalisations.

Chapitre 1 : Des zones focales, des «régions agraires». *219*

A – Une campagne profondément humanisée : le paysage toscano-ombrien. *Coltura promiscua* et imbrication ville-campagne *219*
B – Les espaces hydrauliques *221*
C – Le vignoble languedocien : un bloc socio-territorial *239*

Chapitre 2 : Le marginal et l'extensif. 247

A – La montagne : complémentarités anciennes, solidarités nouvelles 247
B – Dynamique agraire et dynamique forestière 258
C – La steppe : le pastoralisme réglementé, la difficile sédentarisation des troupeaux et des hommes 260
D – Les interfaces ville-campagne 265
E – Un pays médian, la Garrigue : de la marginalisation à la péri-urbanisation 273
F – Le cas d'une politique d'intégration régionale : le *Mezzogiorno* 277

VIème Partie : Les politiques nationales. L'Etat en question. Vers la supranationalité.

Chapitre 1 : La crise de l'Etat territorial. 289

A – Moins ou mieux d'Etat ? 289
B – Les politiques supranationales et la difficile prise en compte de la «Méditerranéité» 290
C – La politique agricole méditerranéenne, un simple marchandage? 296

Chapitre 2 : Les politiques nationales. 301

A – Le Machrek (Moyen-Orient) 301
B – Le Maghreb : la diversité des expériences structurelles 315
C – Deux systèmes socialistes européens 333
D – La façade méditerranéenne de l'Europe des Douze 342

Conclusion : La «Méditerranéité» une nouvelle frontière ?

1 – Le principe de territorialité 371
2 – Les paradoxes de l'agriculture méditerranéenne 373
3 – La remise en cause de la relation Etat-communautés rurales et du système agro-territorial : à la recherche de nouvelles identités 377
4 – Une «nouvelle frontière» ? 379

★

Table des figures 385

Table des matières 389

Introduction générale

De la gestion écologique aux équilibres géopolitiques (★)

Dans une ambiance moins naïve et moins messianique que celle qui prévalait à la fin du siècle dernier, on assiste à un renouveau scientiste : «*nous avons construit une civilisation basée sur la transmission et l'utilisation du savoir*» (J. F. Revel). Mais cette alliance de la connaissance et de l'action est très inégalement distribuée selon les branches de l'activité humaine et selon les nations. Elle a fait des villes, technopoles et métropoles, les noyaux de structuration de l'espace. Elle a moins concerné les campagnes, réputées lieux d'archaïsmes et de blocage.

L'ordre agraire a été cependant, à l'époque moderne, le théâtre de mutations en profondeur relevant de trois types de «réformes» qui ont revêtu des intensités telles qu'elles ont atteint à des «révolutions» :

– **révolution agricole**, fondée sur l'acquisition de nouvelles techniques de production et l'intensification des pratiques culturales ;

– **réforme agraire**, à objectif plus social et politique, visant à une plus grande rationalisation des structures de production ;

– **révolution rurale**, consistant en un rattrapage du retard pris sur l'ordre urbain en matière de niveau et de mode de vie, par la mise en place d'équipements divers (réseaux de routes, d'eau, d'électricité, écoles, hôpitaux ...), ouvrant sur l'extérieur et aboutissant à développer de nouvelles organisations micro-régionales (1).

Ces trois phénomènes, ayant chacun son rythme propre, ont tendu à confondre leurs effets, mais engendrent des dysfonctionnements et des contradictions qui en ont réduit les avantages. Tout particulièrement, la relation des systèmes agraires à leur environnement a été rarement l'objet de l'attention qu'il eût été désirable de lui donner. Il en est résulté toute une série de distorsions et de mécomptes dans les rapports entre l'homme et le milieu, qui rendent maintenant nécessaire de s'orienter vers une quatrième révolution, la **révolution écologique**, ou plus simplement de prendre en compte la gestion écologique de l'espace définie comme (2) :

«*L'ensemble des mesures qui favoriseraient le maintien d'une diversité des communautés d'êtres vivants et garantiraient une productivité biologique globale élevée, obtenue au meilleur coût énergétique, tout en satisfaisant, au moindre coût économique, les besoins sociaux, culturels et esthétiques diversifiés de la société*» (PIREN, 1980).

Dans cette perspective, les cellules agraires ont un rôle essentiel à tenir, puisqu'étant composante fondamentale de l'environnement par leur double fonction d'entreprises de production et d'espaces de verdure, d'unités économiques et de structures paysagères.

Mais cette conception doit être elle-même élargie, car d'une part le secteur agraire est grand consommateur d'espace et constitue ainsi une pièce de base de l'aménagement du

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

territoire, et d'autre part la production et les échanges agro-alimentaires prennent de plus en plus valeur stratégique et s'insèrent dans des enjeux qui dépassent largement le cadre local. Les dynamiques agraires valent ainsi comme composantes des forces géopolitiques.

Les circonstances de l'histoire ont fait que, vers 1960, la dislocation des empires coloniaux et la mise en place des instances de commandement de la Communauté Economique Européenne entre Strasbourg et Bruxelles ont tendu à déporter le centre de gravitié politique et économique du continent vers sa façade atlantique, accentuant du même coup la situation de marginalité du versant méditerranéen.

Or, voici qu'en cette fin de siècle, la Méditerranée, confirmant entre-temps sa position de premier lac touristique du monde et canalisant de grands flux de produits énergétiques, a pris valeur stratégique nouvelle, devenant secteur névralgique des relations Nord-Sud.

Le Monde Méditerranéen, en tant que zone bio-géographique parmi les mieux typées du globe et que carrefour de civilisations, constitue ainsi un laboratoire d'une exceptionnelle richesse pour l'analyse des agencements territoriaux qui résultent de cette relation des sociétés à leurs espaces.

Notes bibliographiques

(1) GAVIGNAUD, G., 1987.- De la révolution agricole à la révolution rurale.- In : *Revue historique*, pp. 99-109.

(2) Définition extraite du Programme Interdisciplinaire de Recherche en Environnement (PIREN), CNRS, mai 1980.

Une publication comme celle-ci, dont l'objectif principal est de dégager une méthodologie, des axes de réflexion et de recherche, une typologie des principaux phénomènes observés, ne peut prétendre à présenter un tableau complet des dynamismes spatiaux sur le pourtour méditerranéen. Des choix étaient nécessaires. Les circonstances nous ont ainsi amené à sacrifier certains thèmes comme ceux de la protection de la nature («Parcs naturels») ou de l'insularité, largement traités par ailleurs et également certains Etats, comme le Liban et Israël, dont les turbulences actuelles découragent toute tentative de mise au point concernant l'organisation spatiale.

Première partie

Systèmes agraires et «Méditerranéité»

I - 1

Les systèmes agraires ~ Concepts et problématique (★) (1)

Par **système agraire** l'on entend «*un ensemble organisé, finalisé, de structures et de techniques de production agricole (et d'élevage) et d'échange, se développant dans un espace déterminé de mise en valeur et d'action humaine, en relation avec le milieu physique local et avec l'économie et la société globales*» (2).

On peut définir l'**environnement**,

— dans son sens le plus large, comme : «*un ensemble de données fixes et d'équilibres de forces concurrentes qui conditionnent la vie d'un groupe biologique*» (3) ;

— ou encore dans une perspective anthropique, comme : «*Le milieu physique perçu par l'homme, les groupes sociaux et les sociétés humaines*» (4).

Ces définitions mettent en cause trois éléments : la donnée naturelle, sa transformation qui la conduit à des degrés divers d'artificialisation, la conscience que prend l'homme de la fragilité de ce complexe bio-social.

Parce que cette relation aboutit à créer un dispositif ayant sa logique interne, on peut parler à ce propos de **système**, défini comme «*un ensemble structuré d'éléments se combinant de façon à composer un tout ordonné, dans lequel chacune des composantes remplit une fonction déterminée par l'ensemble*» (le Robert).

Si l'on admet avec H. Lefèvre que «*l'espace est production de la société*», le système agraire est l'un des instruments par lesquels s'effectue cette opération. Et le phénomène prend d'autant plus de portée que l'activité agricole est en elle-même grande consommatrice d'espace.

Dans les formulations économistes de la relation de la société à l'espace, ce deuxième élément est souvent perçu comme une composante neutre et passive. Or, pour la branche agricole plus encore que pour toute autre activité, l'espace doit être considéré comme un milieu biologique, vivant (dont l'homme lui-même est une constituante), comme un environnement.

Le système agraire qui implique à la fois adaptation au milieu naturel, activité de création biologique et comportement social, qui se situe entre nature et société, n'est donc pas simple reflet de l'environnement ou force d'impact sur lui ; il est lui-même environnement.

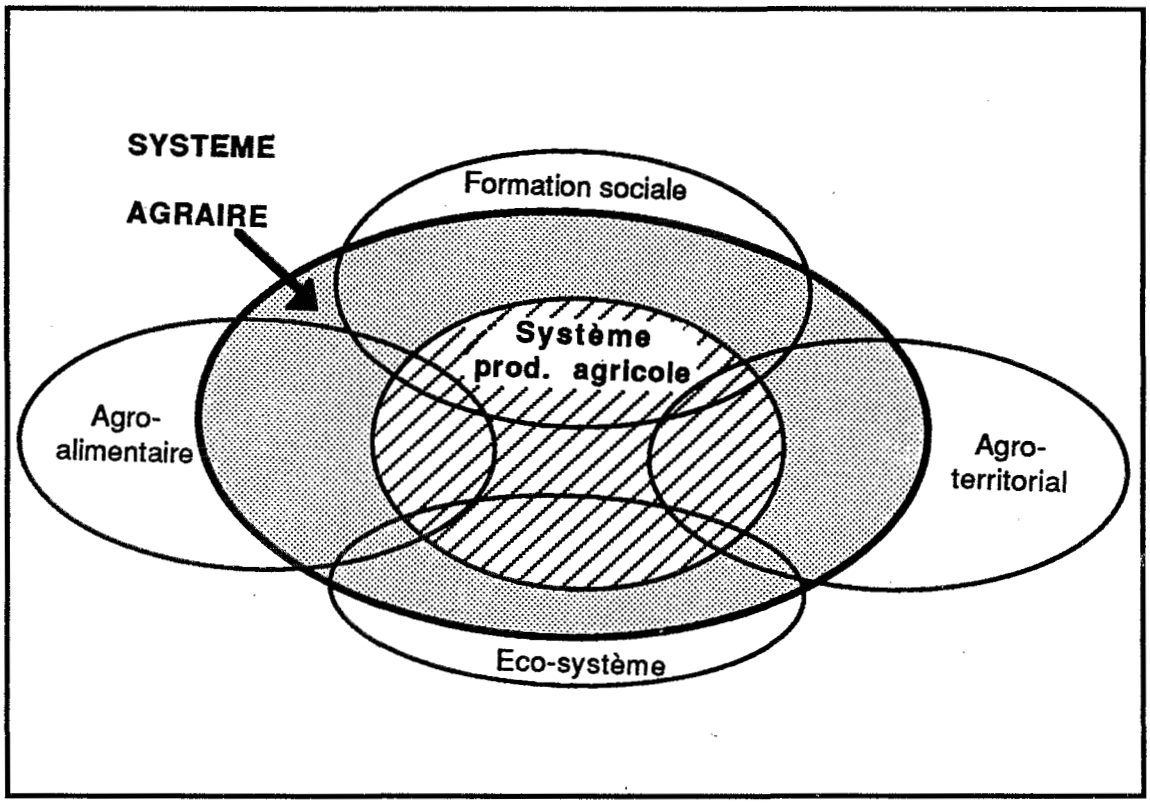
Concernant la dynamique de l'espace agraire, trois vérités simples doivent être rappelées :

① L'agriculture est une activité à fondement biologique, soumise aux lois de la nature et conservant des aspects de contingence ; malgré les progrès dans la science agronomique et dans la maîtrise de l'écosystème, le complexe agricole doit faire place à certaines pratiques anti-aléatoires ;

② «*Il n'existe pas de solution proprement agricole aux problèmes de l'agriculture*» (L. Malassis) ; l'agriculture est phénomène de civilisation et son évolution est solidaire de celle

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

Figure 1 : Le système agraire et ses composantes



Le COZ, J.

de l'économie et de la société globales, caractérisées à l'époque contemporaine par un grand transfert de forces vives de la campagne vers la ville ;

③ Etre agriculteur ne signifie pas seulement exercer son métier au sein d'une certaine branche socio-professionnelle, c'est aussi s'intégrer de façon originale dans un environnement géographique.

Ainsi se trouvent rappelés, au temps de la mondialisation de l'économie et du triomphe de la science, les caractères spécifiques du secteur primaire de l'activité humaine, avec sa double dépendance : dépendance écologique qui en fait une activité à distribution zonale, dépendance sociale qui en fait l'expression d'un mode de production et de la formation sociale afférente.

Tel que défini ci-dessus, le système agraire englobe le sous-système de production agricole et en recoupe quatre autres : écologique (écosystème), agro-alimentaire, social (formation sociale), territorial (**Figure 1**).

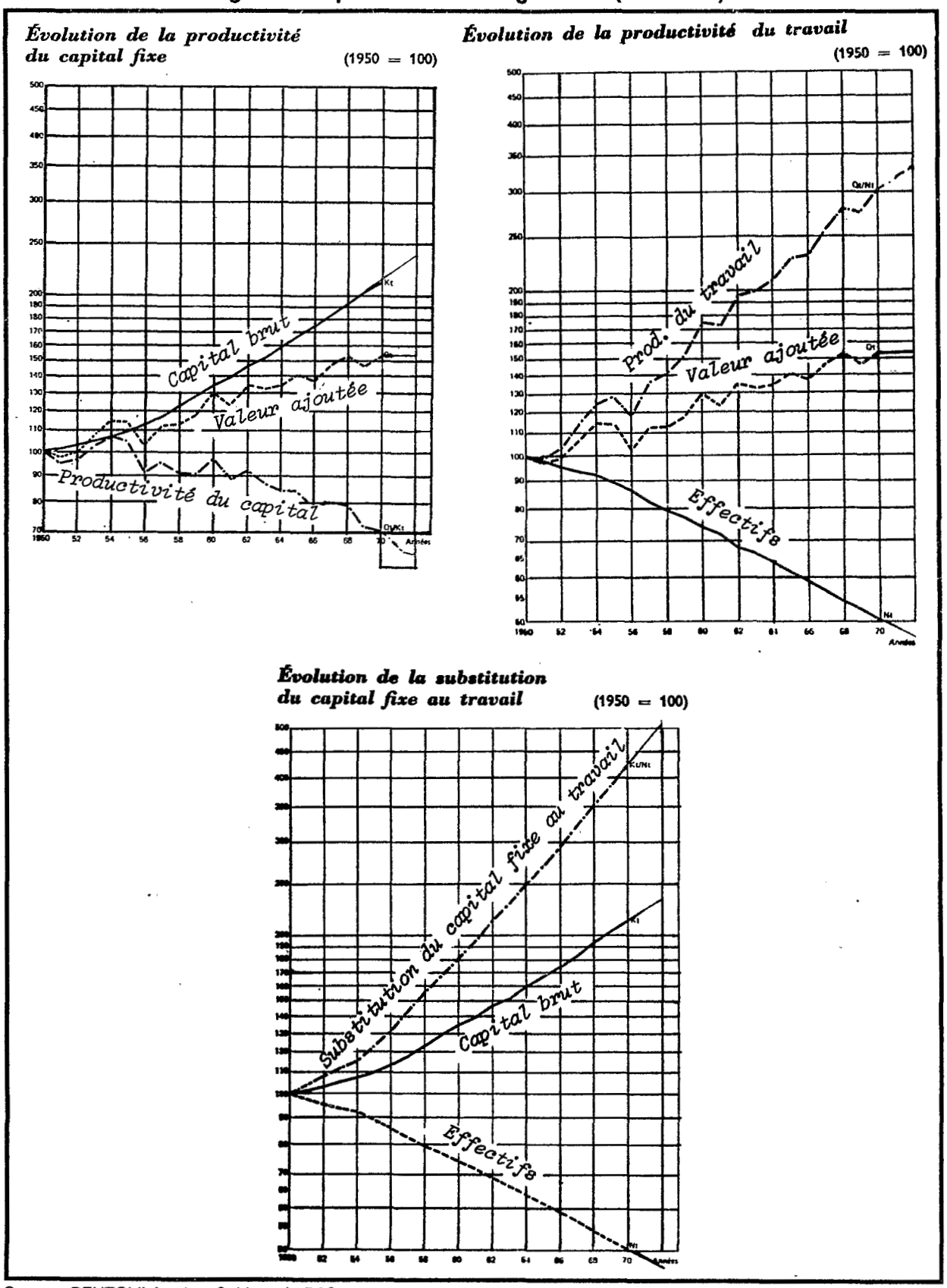
A – Le système de production agricole

Pour J. Chombard de Lauwe (1963), **le système de production agricole** est «*la combinaison des productions et des facteurs de production dans l'exploitation agricole*» (5).

De cette composante centrale du système agraire, nous ne rappellerons ici que quelques données élémentaires, cadres de développements ultérieurs. Pour ce qui est des productions, nous aurons l'occasion de montrer combien le monde méditerranéen est remarquable autant par la nature spécifique de certaines espèces ou variétés (enrichie par l'adoption de types extérieurs) que par la complexité de leurs combinaisons, lesquelles vont d'une «monoculture forcenée» à des associations d'une extrême diversité.

Quant aux facteurs de production : terre, capital, travail, la très grande variété des «potentialités» locales, ainsi que des héritages historiques, et les décalages dans les rythmes d'adaptation des

Figure 2 : Capital et travail en agriculture (en France)



Source : BENTOLILA,.- *Les Cahiers du BAC*, 1974 - 2, pp. 5-37

termes de la «révolution agricole» font que leurs combinaisons sont également innombrables.

On ne saurait trop insister sur la portée de la composante technique du système agricole, avec son histoire faite de stagnations, de progrès lents, de ruptures. La novation technologique n'intervient pas simplement comme instrument d'une meilleure maîtrise du sol, mais encore comme élément de mutation de l'atelier de production, comme créatrice d'une autre médiation entre la société et son territoire : charrue à soc, tracteur, serre, pivot d'irrigation n'ont pas été seulement instruments de conquête foncière de l'espace et de l'essor de la productivité du travail, ils ont été aussi ferments du changement social.

Ces remarques étant faites, il faut tenir compte également de la capacité de reproduction ou d'inertie de certaines structures biologiques et sociales. Au-delà des mutations technologiques, il est des «plantes de civilisation» qui contribuèrent à modeler et à conserver des types de paysages et de sociétés : aussi révolutionnaires que furent les pratiques introduites par le tracteur ou la machine à vendanger, la «civilisation de la vigne» a perduré en Languedoc dans ses structures essentielles, et avec elle le paysage créé par la monoculture, ainsi que le mode de vie du vigneron.

La modernisation de l'agriculture se traduit par l'accroissement du capital d'exploitation (matériel, cheptel, capital circulant ...) en valeur absolue et aussi en valeur relative, au sein de l'exploitation par rapport au capital foncier (terres, bâtiments, équipements permanents ...). Ce rapport qui était, en France, de 1 à 12 en 1789, 1 à 8 en 1900, 1 à 2 en 1929 devenait de 1 à 1,3 en 1970. Parallèlement la productivité du capital en agriculture diminuait en moyenne de 3 % par an, tandis qu'au contraire la productivité du travail augmentait plus fortement que dans le reste de l'économie : entre 1950 et 1970 la valeur ajoutée agricole croissait en moyenne de 2,2% par an. Or dans le même temps la population agricole diminuait de 3,5% par an. On assistait donc à un important phénomène de **substitution du capital au travail**, qui atteignait le rythme de 6% entre 1950 et 1960, de 9% entre 1960 et 1970 (6) (**Figure 2**).

La capacité de gestion de l'entreprise devient un paramètre aussi important que la technique de production elle-même. Le «plan de développement» est un atout essentiel dans la conduite de l'exploitation, commandant les modalités de l'investissement et donc de l'obtention des crédits.

«L'informatique à la ferme» n'est plus une curiosité. Mais la très inégale aptitude des chefs d'exploitation à utiliser ces moyens plus ou moins sophistiqués crée un clivage entre agriculteurs «modernistes» et «traditionnels». Et les organismes de gestion mis en place pour assister les producteurs ont souvent conduit à des désillusions : que ce soient les centres de gestion en France ou les CACG (Caisse Agricole de Comptabilité et de Gestion) pour le secteur socialiste en Algérie.

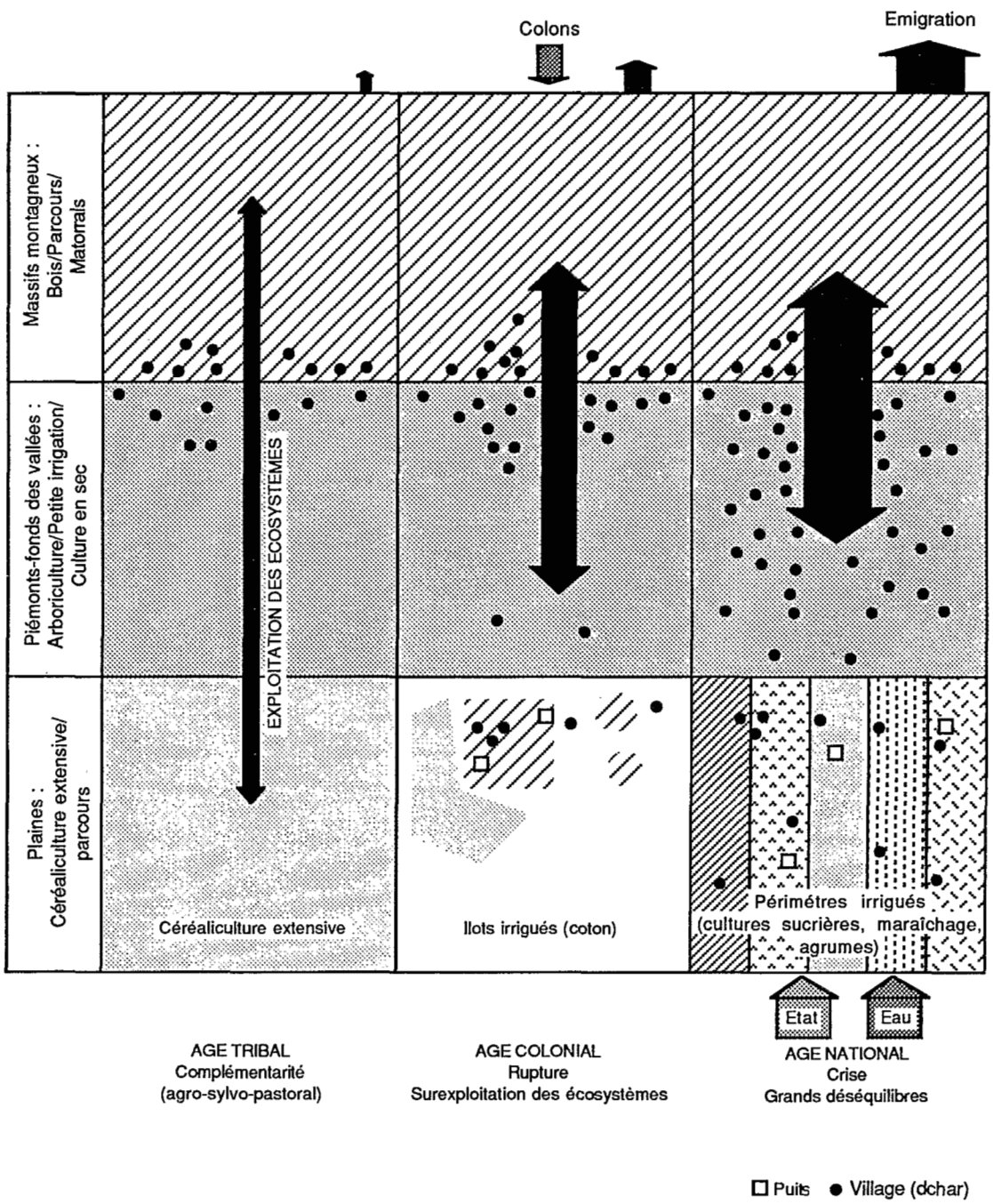
Alors que des fellahs égyptiens continuent à travailler à la houe et à vivre sous la hutte, on en est ailleurs à s'inquiéter de «mécanisation en finesse» pour les pratiques culturales, de micro-informatique pour la gestion, de robotique pour le conditionnement des produits ...

Les grandes innovations technologiques, à base de mécanisation et de motorisation, avec ouverture sur l'économie marchande, ont été porteuses de la **Seconde Révolution Agricole** ayant pour effet direct d'accroître la productivité de la terre et, par voie de conséquence, de faire évoluer la valeur de capital du sol ainsi que celle de la rente foncière afférente. Parallèlement se sont modifiés les modes de faire-valoir (faire-valoir direct, fermage, métayage, formes mixtes ...) dont le dynamisme apparaît comme *«un ajustement à l'environnement socio-politique»* (V. Rey).

Un rapport complexe à l'élevage : agriculture et pastoralisme

Au temps, pas si lointain ..., où la géographie classait les formes de rapports de la société à l'espace en fonction **des genres de vie**, une opposition majeure était introduite entre la catégorie des agriculteurs et celle des nomades pasteurs. La carte des «genres de vie» dressée en 1949 par J. Despois dans son ouvrage «l'Afrique du Nord» , apporte une remarquable illustration de ce point de vue et constitue encore un document de grand intérêt. Mais cette notion apparaît de nos jours périmée, dans la mesure où s'affirme la tendance à «l'uniformisation des genres de vie», avec sédentarisation des populations, développement chez les pasteurs de pratiques agricoles, adoption par eux de modes

Figure 3 : Des écosystèmes finalisés : le dynamisme agraire dans le Rif oriental



A travers les trois âges agraires (tribal, colonial, national), on assiste à un renversement des valeurs : les plaines arides longtemps objets d'une mise en valeur très extensive sont maintenant occupées de façon continue et dense dans le cadre de secteurs d'irrigation mis en place par l'Etat.

Source : OULKADI, A., 1989.- *Espaces hydrauliques et développement au Maroc.*

de vie paysans et introduction des équipements de la société moderne.

Cependant, dans cette évolution, la conduite du troupeau s'effectue encore souvent selon des rythmes anciens liés à un usage extensif de l'espace. D'où, dans la définition des activités liées de façon prédominante à l'élevage, la séparation entre pratiques se rapportant au troupeau et la manière de vivre des populations et ainsi l'introduction du concept de **pastoralisme** que l'on peut définir comme : **ensemble des activités d'un groupe humain liées à la prédominance d'un élevage pratiqué de façon extensive sur des espaces de parcours** (7).

Aux parcours correspond «*toute la biomasse végétale non cultivée susceptible d'être utilisée par cette forme d'élevage. Ils incluent la végétation herbacée saisonnière, la végétation herbacée pluri-annuelle, la végétation ligneuse et forestière*» (G. Lazarev).

La notion du parcours, la richesse et la diversité de sa végétation, mais également des ressources en eau induisent, dans son usage, un déterminisme parfois très fort. Mais celui-ci peut être corrigé grâce à la mobilité du troupeau, par l'association de parcours à rythmes biologiques divers ou par l'association du parcours à l'agriculture. Celle-ci intervient soit de façon passive par les chaumes sur les jachères, soit de façon plus active par la fourniture de plantes fourragères spécifiques (luzerne, trèfle...), soit de plantes de substitution (orge). Et, inversement, la culture peut participer à l'amélioration des parcours par certaines techniques qui lui sont propres en matière de diversification et intensification de la production : espèces nouvelles, engrais, travail mécanique...

B – Un écosystème finalisé

Qu'il soit en relation étroite avec l'écosystème, c'est une évidence et la définition que donne B. Vissac (1979) du système agraire le rappelle avec vigueur (8) :

« (il) *exprime en particulier l'interaction entre un système bio-écologique représenté par le milieu naturel et un système socio-culturel, à travers des pratiques issues notamment de l'acquis technique*».

Par écosystème, nous entendons :

«*Une entité ou unité naturelle qui inclut les parties vivantes pour produire un système stable dans lequel les échanges entre les deux parties s'inscrivent dans des cheminements circulaires*» (E.P. Odum, 1958).

L'agriculture est à la fois adaptation à l'écosystème et facteur de son altération, voire de sa destruction, comme le rappelle G. Bertrand (9) :

«*L'agriculture est non seulement une rupture de l'écosystème naturel, mais elle est aussi un détournement de la production naturelle à des fins extérieures de fonctionnement. Elle met en place un écosystème de type particulier que l'on peut qualifier* ***d'agro-système***».

Ainsi l'agro-système est un **écosystème finalisé**, organisé par la société humaine pour atteindre des objectifs qui lui sont propres. C'est également un **écosystème tronqué et abâtardi**, sélectionnant certaines composantes du milieu naturel, en éliminant d'autres, en introduisant d'autres encore (**Figure 3**).

C'est aussi un **écosystème exportation** qui enlève à la nature des éléments qu'il faut compenser ou remplacer par des apports extérieurs dans le cadre de pratiques culturales adaptées (jachère, fumier, engrais, ...).

Enfin l'agro-système n'est pas seulement une structure ou un système de production, c'est aussi «**un milieu de vie, un environnement** *en grande partie hérité des sociétés rurales antérieures, mais toujours dynamique. Il intervient sur les comportements psycho-sociologiques et contribue à façonner les mentalités paysannes*» (G. Bertrand).

Ainsi, à l'intérieur de l'écosystème, le secteur de culture ne se réduit pas à sa seule fonction de production. En tant qu'«espace vert», il participe également à la fonction de protection de la nature. Dans l'élaboration des Plans d'Occupation des Sols, cette analogie partielle, pour la défense de l'environnement, entre zones NC (agricole) et ND (protection naturelle) est clairement perçue par les populations. Mais des conflits sont inévitables dans la gestion de ces deux fonctions, dont l'une vise à tirer de l'exploitation de l'espace une plus-value maximale, même au prix d'une intensification, voire d'une artificialisation très

poussées, tandis que l'autre conduit à favoriser les modes d'utilisation les plus neutres et les plus extensifs. Des heurts peuvent se produire entre catégories sociales différentes, telles que «agriculteurs» et «résidents». Mais au sein de la société agricole elle-même, des oppositions se manifestent entre ceux qui considèrent la terre comme un patrimoine foncier à valoriser au maximum, quitte à l'abandonner aux promoteurs, et ceux pour qui elle est avant tout base d'une activité professionnelle.

«*Connaissant les intérêts en jeu pour maintenir l'expansion de l'agriculture dans une logique de «concentration-puissance» au profit de la minorité des plus forts, sachant que l'idée que les hommes se font du progrès en agriculture ne peut changer en une génération, la rupture entre la fonction agricole et la fonction de valorisation et d'entretien des espaces paraît inéluctable*» (10).

En pays méditerranéen, où, plus qu'ailleurs sans doute, la qualité paysagère est considérée comme produit haut de gamme, une valeur négociable, ces conflits peuvent prendre une grande vigueur.

C – Le système agro-alimentaire(11)

Le recoupement avec le **système agro-alimentaire** introduit dans le complexe agraire la dimension économique indispensable, prenant en compte aussi bien l'autoconsommation et l'économie domestique, pour lesquels «la valeur d'usage l'emporte sur la valeur échangée», que les phénomènes liés au marché.

Le système agro-alimentaire se définit comme :

«*l'ensemble des activités de production, de transformation et de distribution qui visent à assurer l'alimentation des hommes*» (L. Malassis).

Dans les sociétés modernes, à l'intérieur du système agro-alimentaire apparaît une dissociation de plus en plus accentuée entre la fonction de production et la fonction de consommation, entre les deux s'intercalant des fonctions diversifiées de transformation et de distribution.

Le poids du secteur industriel ne cesse de s'affirmer au sein de la filière agro-alimentaire. Il arrive de plus en plus souvent que, dans la chaîne ainsi constituée, le maillon industrie devienne l'élément déterminant du système agraire. C'est l'usine : la sucrerie, la conserverie, la fabrique de jus de fruits..., qui joue le rôle moteur dans l'évolution des cultures.

Ainsi, **dans la périphérie de l'exploitation agricole, le secteur agro-industriel multiplie les points forts de la structuration de l'espace agraire** et parallèlement il tient le rôle **d'une articulation majeure avec le domaine macro-économique.**

Compte tenu de l'essor démographique et de l'exode rural, la production alimentaire mondiale devrait doubler en quatorze ans. Or, par un phénomène de *squeeze*, l'agriculture est de plus en plus en situation de dépendance vis-à-vis des autres secteurs d'activité, ce qui fait sortir et transférer la valeur qui s'y forme, maintient et aggrave le dénuement des populations. «*L'idée directrice est que la pauvreté rurale, laquelle nourrit la pauvreté urbaine, est le phénomène central qui explique la crise alimentaire et a de nombreuses conséquences sur la crise économique générale*» (L. Malassis).

Or, les aspects dramatiques de cette situation se manifestent dans la plupart des pays de la rive sud de la Méditerranée, où le taux annuel de croissance démographique dépasse les 3%, provoquant un doublement du chiffre de population à chaque génération et posant donc de graves problèmes de taux de couverture des besoins alimentaires par la production nationale (moins de 50% en Algérie).

Ainsi, alors que l'on constate la tendance à l'occidentalisation des modèles de consommation, les aspects de «l'alimentation inégale» entre pays développés et en voie de développement sont au coeur de l'étude des systèmes agraires.

La chaîne agro-alimentaire se décompose en une série de **filières.** La filière se définit comme «*un ensemble d'activités étroitement imbriquées (production, expédition, transformation, transport, commercialisation en gros et détail...) et liées verticalement par l'appartenance à un même produit ou à des produits voisins*» (12).

Chaque produit induit, en fonction de sa nature, des contraintes biologiques ou économiques qui président à son acheminement (stockage), et aux conditions de sa mise en marché en rapport avec

la clientèle. Et l'on peut estimer avec F. Lauret que :

«*Une filière est un champ pertinent pour observer la diversité des systèmes de production, des technologies mises en oeuvre, des formes techniques et économiques des entreprises et de leurs relations. La compréhension du fonctionnement de la filière conduit à s'interroger sur l'articulation entre les différentes formes, sur les relations entre les types de production et les types d'échanges, sur la logique des prix*».

En milieu méditerranéen, la filière des fruits et légumes constitue un révélateur particulièrement significatif de la dynamique agro-alimentaire.

D – Formation sociale et mode de production : la société composite

Par formation sociale l'on entend le complexe constitué par les personnes du fait de leurs activités professionnelles et de leur insertion dans des groupes de relations et d'échanges. Cette formation peut être analysée soit simplement en fonction de l'appartenance à une «catégorie professionnelle» déterminée, soit par référence à une stratification en «classes sociales» élaborée en fonction du mode et des rapports de production.

Elle est reflet du mode de production défini comme l'ensemble des facteurs qui déterminent l'organisation de l'économie et de la société, tels que : dispositif technologique, mode de possession des moyens de production, pratique de la division du travail, relations entre classes et catégories sociales, rapports des individus à l'Etat et aux corps intermédiaires.

Sur ces bases, sont distingués, on le sait, modes de production communautaire, féodal, capitaliste, socialiste, au sein desquels des différenciations doivent être introduites en fonction du stade d'évolution technologique auquel l'économie est parvenue : pré-industriel, industriel, post-industriel.

Le mode de production traditionnel, ou domestique, ou familial dominé, ou encore paysan (au sens le plus restrictif du terme) existe dans tous les pays, caractérisé, sur le plan spatial, par le régime minifundiaire, sur le plan économique par la faiblesse des consommations intermédiaires, l'accumulation de travail humain, et la faible ouverture sur le marché, sur le plan social par la division du travail au sein de la famille : atelier de culture et cellule domestique se confondent, ne permettant qu'une faible capacité d'accumulation : l'objectif majeur est la reproduction (la maintenance) du système.

Ce mode de production continue à former le fond de décor des pays en voie de développement, donc de la rive sud de la Méditerranée ; dans les pays parvenus à l'âge post-industriel comme la France, il est confiné dans des situations marginales.

Le mode de production familial marchand est la forme évoluée de l'agriculture paysanne et repose sur une disponibilité suffisante des facteurs de production, terre : superficies variables selon les degrés d'intensification des cultures, capital : en ajoutant à l'accumulation du surplus à l'intérieur de l'exploitation le recours au crédit, les investissements en machines permettant la substitution du capital au travail : lequel réunit outre la main-d'oeuvre familiale une main-d'oeuvre salariale (qui peut n'être que saisonnière).

Ce mode de production correspond à une strate sociale dont le dynamisme marque profondément l'économie agricole de tous les pays.

Elle est porteuse de la vraie «résistance paysanne», celle qui s'oppose aussi bien à la régression pour insuffisance de revenus et semi-prolétarisation, qu'à l'absorption par le système capitaliste avec lequel elle peut mener des alliances (contrats), ou par le système étatique dont elle attend aide et protection.

Le mode de production capitaliste fait de l'investissement le moteur de l'évolution en jouant sur la taille de l'unité agraire : la «grande exploitation», l'emploi de salariés, une forte utilisation des produits intermédiaires, laquelle permet ainsi une économie de main-d'oeuvre ; l'asservissement au marché érige en règle de conduite la diminution des coûts de production.

La place de ce mode de production dépend du degré d'évolution globale de l'économie des nations, mais aussi de l'action du pouvoir en place dans chacune de celles-ci. Les formes techniquement les plus évoluées se trouvent donc dans les pays au capitalisme le plus diversifié : France, Italie, mais aussi de plus en plus en Espagne. Les pays d'où il est en principe

banni sont ceux qui ont pratiqué les réformes agraires les plus radicales : Albanie certes, mais aussi Yougoslavie, Algérie.

Le **capitalisme d'Etat** induisant parfois la constitution d'une classe de bourgeoisie d'Etat crée des structures différentes de celles du capitalisme libéral proprement dit : les cas du Maroc (SODEA et SOGETA) et de la Tunisie (Sociétés de Mise en Valeur Agricole) apportent des illustrations de cette diversité.

Le mode de production socialiste : coopération et domaines d'Etat. Mettre dans la même catégorie coopératives et domaines d'Etat peut sembler exagérément simplificateur. Mais dans les faits, le fonctionnement des coopératives dites autogérées de la Yougoslavie et de l'Algérie montre que leur degré d'autonomie est faible et elles n'ont constitué qu'une variante du système d'Etat. En Algérie, l'ambiguïté de l'institution est en train de se lever. En Yougoslavie, les combinats agro-industriels ne représentent que 15% de la superficie du pays. En Albanie, les coopératives (de type courant ou de type supérieur) ne sont considérées que comme stades intermédiaires vers l'idéal de la ferme d'Etat : l'ardeur doctrinale albanaise appelle de tous ses voeux l'apparition d'une entreprise standard.

Dans la réalité, à l'époque contemporaine, le capitalisme est le mode dominant : on en arrive à considérer **l'espace économique comme un espace de déploiement du capital.** Et, à l'heure de la mondialisation de l'économie, se marque une tendance au renforcement des solidarités et des complémentarités entre pays et entre régions, marquées notamment par la diffusion des effets de la «crise».

Mais cette résonance à l'échelle planétaire va de pair avec l'accentuation des spécificités locales, que celles-ci résultent du décalage dans les rythmes d'évolution ou du choix délibéré de certaines spécialisations. L'adaptation aux lois du marché se traduit par l'orientation vers la division internationale du travail, la constitution de vastes bassins d'emploi définis non seulement par les données du milieu naturel et les héritages de l'histoire, mais encore par la nature des facteurs de production: équipement, main-d'oeuvre, salaires.

Au total, la mondialisation de l'économie se traduit par le «*renforcement de l'hétérogénéité de l'espace, décomposé en sous-ensembles juxtaposés*» (L. Malassis), avec les phénomènes de focalisation et de marginalisation.

La branche agriculture est marquée par des spécificités professionnelles très fortes (activité à bases biologique et foncière) qui retentissent sur l'ensemble de la formation sociale afférente.

1° – Le phénomène de concentration du moyen de production fondamental, la terre, y est généralement peu poussé et laisse la prédominance à la moyenne et à la petite exploitation. La prolétarisation d'une partie de la société peut avoir pour «correctifs» l'emploi dans d'autres secteurs d'activité et l'exode rural qui jouent comme «soupapes de sureté». L'émiettement de la branche en un très grand nombre d'ateliers de production est facteur de faiblesse face aux pouvoirs extérieurs. «*La population rurale n'a donc aucune homogénéité et l'expression «classe paysanne» n'a aucun sens précis*» (H. Lefèvre).

2° – La stratification sociale y est parfois très contrastée : propriétaire latifundiaire-travailleur journalier, la dominante est celle d'exploitants à la fois possesseurs de leurs moyens de production et travailleurs dans l'entreprise. Et par le dégagement d'un surplus financier à partir, soit d'un travail de la terre, soit d'une activité complémentaire (la sienne ou celle de membres de sa famille), l'agriculteur peut souvent envisager de gravir des niveaux de l'échelle sociale : ouvrier, métayer, fermier, petit, moyen, grand propriétaire. La possession de la terre a tendance à faire de l'agriculteur, chef de PME, un «conservateur» : sauf en des cas extrêmes, (où la jacquerie peut conduire à la révolution), la cohésion née de l'esprit de corps l'emporte sur les oppositions de classes. Plus corporatiste que révolutionnaire, l'agriculteur peut s'organiser en groupements de types divers ouverts au dialogue avec le pouvoir établi, pour aboutir éventuellement à un système de «cogestion» de la branche. Si grands que fussent les écarts de niveau de vie au sein de la profession agricole, on a pu assister à la mobilisation d'une corporation toute entière, comme lors de la révolte vigneronne de 1907 en Languedoc.

La structure paysanne apparaît comme une anomalie par rapport à la fois à l'idéologie libérale et à l'idéologie marxiste : son maintien est en contradiction aussi bien avec la loi de concentration au sein du système capitaliste

qu'avec les impératifs de la lutte de classes devant conduire inéluctablement au socialisme.

La permanence de la paysannerie porte témoignage de la réalité de **la société composite**, amalgame de structures de production.

Ce phénomène s'exprime en particulier par une **très grande hétérogénéité foncière** : la juxtaposition de modes de possession dépendant de réglementations émanant de la coutume, du droit privé ou de la toute-puissance de l'Etat. La carte ci-dessus de la diversité agraire du Gharb en fournit un exemple particulièrement expressif (**Figure 4**).

La notion de **société composite** a été prise en compte spécialement par P. Pascon (13) qui lui a donné, en l'appliquant au cas spécifique du Maroc, une signification particulière, l'opposant à la notion de **société de transition**. Il faisait donc une forte distinction entre «**les sociétés de transition**, *celles qui annoncent, désirent, désignent les idéaux qu'elles veulent faire arriver en se donnant les moyens de liquider les autres et, d'autre part, les* **sociétés composites** *qui au contraire refusent, répugnent, évitent de se donner une ligne radicale nouvelle et tentent de durer en jouant sur tous les tableaux que leur offrent les compétitions implicites des modes de production passés et nouveaux*».

Et P. Pascon explicite sa préférence en affirmant que :

«*Changer la société, choisir un mode d'existence nouveau pour une société nouvelle, c'est vivre une morale nouvelle, une morale et un comportement homogènes dans une société qui se veut homogène. Ceci pose le problème de la rupture*».

Or, l'expérience montre qu'il n'est pas aisé de réussir ces «ruptures» :

1° – l'objectif d'«un comportement homogène dans une société homogène» paraît difficile à atteindre, compte tenu des itinéraires divergents suivis successivement dans un même pays par les gouvernements se réclamant de la même idéologie et ce, non seulement pour l'Algérie, mais encore pour la Chine et l'URSS ; seule l'Albanie semblerait illustrer cet idéal de continuité, mais dans une situation d'enfermement qu'il est difficile d'imaginer pour d'autres pays ;

2° – «il n'y a pas de révolution agraire réussie» ; si des résultats répondant aux voeux des acteurs du mouvement ont pu être obtenus dans la phase de déstructuration des organisations antérieures, dans la phase de restructuration qui suivit aucun régime n'est parvenu à établir des formes nouvelles efficaces et stables sans les maintenir par la contrainte. Un seul cas semble faire exception à la règle : la Grèce est arrivée à réaliser après 1920 une réforme agraire démocratique qui marqua le début du redressement économique du pays ; mais ce fut dans une situation de crise grave provoquée par le retour des «frères d'Asie mineure» et déclenchant un élan de solidarité nationale exceptionnel. Nous sommes donc amenés à constater avec H. Lefèvre (14) : «**la loi d'inégal développement** *de formes analogiques et d'interaction de ces formes (qui coexistent à des étapes différentes de leur vie) semble une des grandes lois de l'histoire*».

E – Le système agro-territorial : zonage et maillage, terroirs et territoires

Parce que rattachée organiquement à un espace support de production, la société agricole incorpore des valeurs économiques, politiques et culturelles liées au local : clan, paroisse, «communauté», «pays» ... Contradictoirement, la profession agricole peut également s'organiser en filières, en réseaux. Et la relation entre le local et l'extérieur, l'«horizontal» et le «vertical», conduit alors à des situations très diverses, dont le schéma le plus expressif est le suivant : dans un premier temps réaction contre le local considéré comme moule d'inertie, dans un deuxième temps essai de gérer le local comme instrument de progrès.

A l'interface entre nature et société, les systèmes agraires concourent à façonner l'**espace rural**, lequel correspond au :

«*milieu naturel aménagé pour la production agricole (animale ou végétale) par des groupes humains qui fondent sur lui une part notable de leur vie économique et sociale, créant ainsi un paysage à dominante non urbaine*» (d'après G. Bertrand).

Figure 4 : Société composite et hétérogénéité foncière

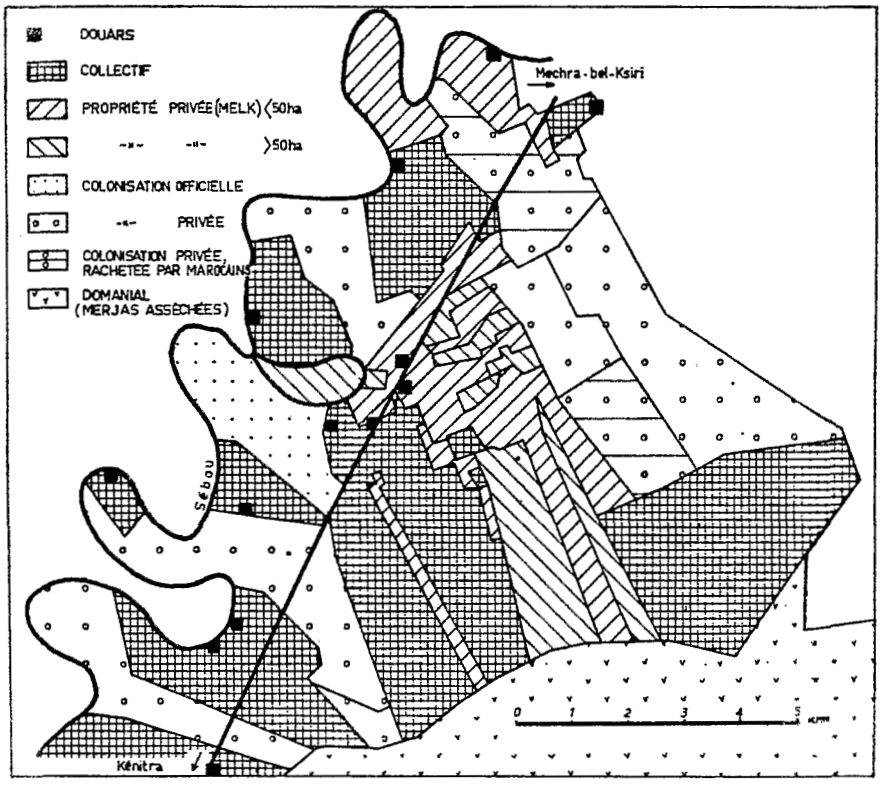


Image de la diversité agraire dans une plaine de colonisation au Maghreb. Le Gharb vers 1960.

Depuis cette date :

– les collectifs ont été privatisés, mais n'ont pas été partagés ;
– les terres de colonisation officielle ont été récupérées par l'Etat qui les fait gérer par les SODEA ;
– les terres de colonisation privée ont été en partie récupérées par l'Etat, en partie achetées par des privés marocains ;
– les terres domaniales ont été alloties.

Source : Le COZ, J., 1968.- *Le 3e âge agraire du Maroc.*

Ainsi, l'espace rural est constitué de formes (apparentes dans le paysage), de flux (expressions de facteurs internes ou externes), le tout ordonné selon des logiques traduites par des hiérarchies. Ou encore, l'espace rural est agrégat de terroirs et territoires, amalgame de zonage et de maillage :

– le **zonage**, c'est-à-dire la distribution (l'affectation) de l'espace en aires d'activités (agro-sylvo-pastorales ou autres) manifestant divers degrés d'artificialisation du milieu naturel (**Figure 5**);

– le **maillage**, c'est-à-dire la répartition de l'espace en fonction du pouvoir qui s'y exerce, maillage de possession (types de propriétés, mode de faire-valoir), maillage d'administration (commune, canton, département, ...).

Le **zonage** correspond à divers degrés d'organisation du paysage, ou encore à diverses échelles de **terroirs**, définis comme des unités bio-morpho-pédologiques à «vocation» culturale (ou pastorale) plus ou moins déterminée : parcelle, îlot, quartier, zone homogène, petite région, région naturelle ...

Une tendance de l'ordre agraire moderne est de se détacher des terroirs : d'une part parce que les moyens techniques : engins mécaniques, assolements, engrais, permettent de pallier les insuffisances naturelles ; d'autre part parce que l'on peut créer des terroirs artificiels adaptés aux types de culture recherchés.

Mais la tendance inverse existe également : pour des raisons économiques : l'artificialisation coûte cher et reste souvent aléatoire, pour des raisons écologiques : le souci de préserver le milieu naturel.

Ainsi, assiste-t-on, à des niveaux divers, au développement de mouvements tendant à **revaloriser la notion de terroir** et à créer ainsi des **rentes de situation écologique** :

– à l'intérieur d'une exploitation, remontée de la vigne des bas-fonds humides sur les versants aptes à donner des vins de meilleure qualité ; on relance le **label de terroir** désigné par une dénomination physique (vins de coteaux) ou par une localisation (fraise de Carpentras, melon de Cavaillon..., Cf. *infra* : le type comtadin) ;

– au niveau communal : les Plans d'Occupation des Sols (POS) portent reconnaissance (encore timide) de cette recherche de l'adéquation de l'usage des sols à leur nature, commandant leur affectation ;

– au niveau national : dans la plupart des pays, s'affirment des **pratiques de zonage**, par exemple en Algérie, avec la publication en 1983, par la Direction Générale des Etudes et de la Planification du Ministère de l'Agriculture, du rapport **Réflexions sur les perspectives de l'agriculture en l'an 2000** qui fait de «la redistribution des cultures pour une meilleure exploitation des conditions agro-pédo-climatiques compte tenu des priorités alimentaires», un des fondements du progrès agricole.

Le **maillage** correspond à une hiérarchie de **territoires** définis comme :

«des sections d'espace sur lesquelles s'exerce l'autorité d'une personne, d'un groupe social ou d'un organisme de gestion ou de contrôle».

La logique qui commande ce dispositif combine deux mouvements : d'une part la **déconcentration du pouvoir étatique**, d'autre part l'intégration des unités de base dans des formes de **régionalisation ascendante**.

Ces solidarités créent un **système territorial**, constitué de niveaux emboîtés et hiérarchisés ; ainsi dans le cas français, pris comme référence : 1. Propriété-exploitation ; 2. Groupe (type GAEC, banque de travail) ; 3. Commune ; 4. Petite région («pays», Charte inter-communale) ; 5. Département ; 6. Région ; 7. Etat ; 8. Europe (Marché Commun).

La relation entre zonage et maillage prend sa pleine signification dans les premiers niveaux (du 1 au 4) du territorial – ceux qui constituent le **local** – et ce sous-ensemble peut être défini comme système **agro-territorial**.

• *Territorialité et communauté* (15)

Ces cadres territoriaux sont les fondements de l'exercice de deux fonctions : celle de **représentation** politique et celle de **gestion**. Le dispositif vertical en niveaux emboîtés est recoupé par un dispositif complexe de réseaux de pouvoirs. Par le truchement des alliances qui se

Tableau : «De la maison aux lointains»
Cadres d'appartenance sociale et niveaux d'organisation du «local»
dans le Sud de la France

Provence	Cévennes	Corse
Oustaou-Mas (Hameau) *Village-commune* (Micro-région) (Provence)	Oustaou-Mas Quartier *(Commune)* Vallée Cévennes	Carrughju *Paisolu* (Paese) Pieve Micro-région Corse

Source : BALGET, H., BROMBERGER, C., RAVIS GIORDANI, 1976.- In : *Pratiques et représentation de l'espace dans les communautés méditerranéennes*.- Paris : CNRS, pp. 27-73.

nouent entre ces organisations s'exerce le **«contrôle social»**.

La décentralisation a pour objet de déplacer le lieu de décision de l'Etat au niveau régional et local. Pour les uns cette perspective est un leurre : elle est seulement occasion du redéploiement des pouvoirs d'un «Etat en crise» (16), pour d'autres elle est le fondement d'une véritable démocratie.

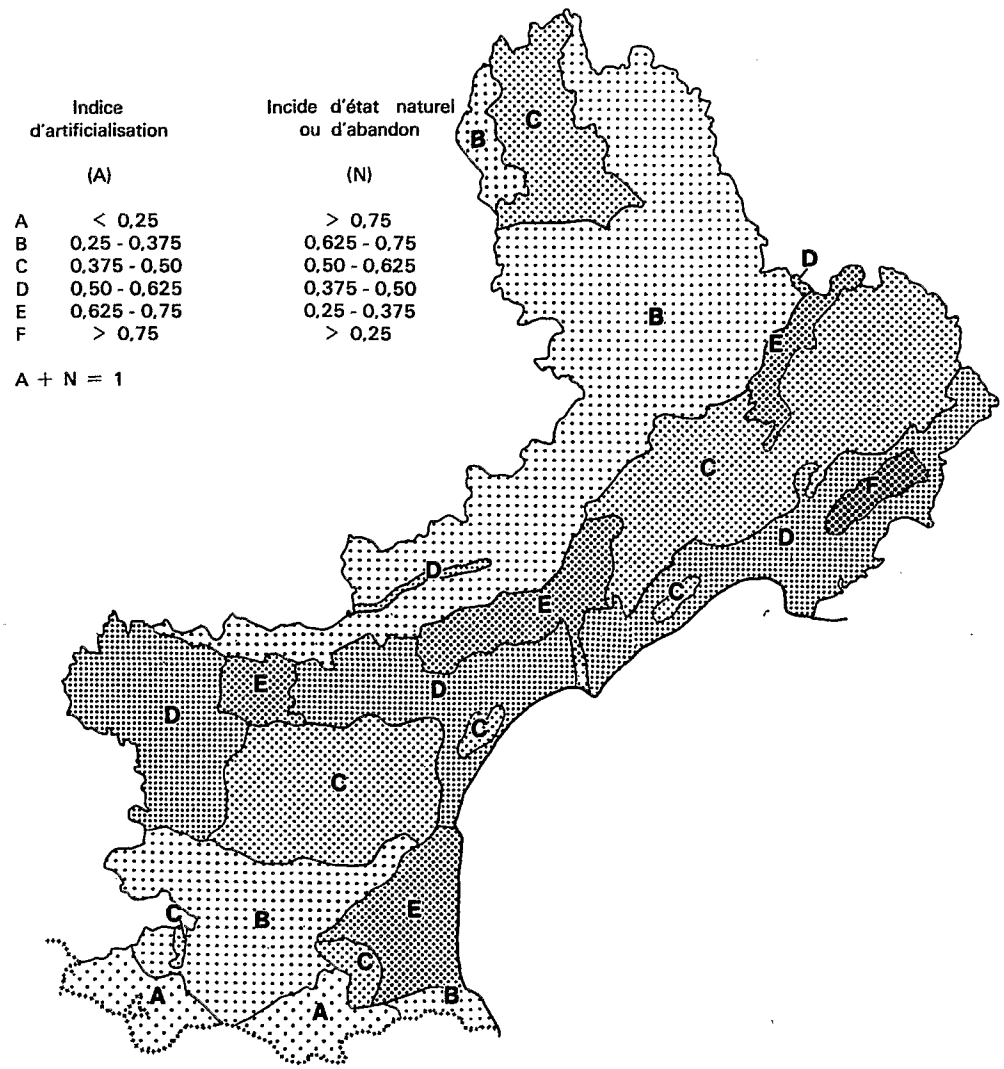
Structure du système territorial organisé dans le cadre national, le «local» est inséparable du régime politique y régnant. La relation de pouvoir entre le «local» et le «national» s'est posée en termes très variables d'un pays à l'autre, d'une période à l'autre. Mais on peut, à travers cette diversité, dégager un mouvement général en trois temps, ceux de :

– l'âge traditionnel et de l'organisation communautaire où à **la segmentation** de la société correspond une structure territoriale segmentaire, traduisant la faiblesse de pouvoir central et la primauté du «local», voire la (semi-) autonomie de la périphérie (opposition entre *bled makhzen* et *bled siba*), c'est sur ces bases que s'ordonnent les **finages**, territoires aux frontières (*fines*) plus ou moins nettement délimitées et à l'intérieur desquelles s'organisent les structures agraires selon deux logiques associées : celle de la complémentarité des terroirs afin de mieux assurer la survie du groupe, celle de la projection de l'ordre social sur l'espace ; ainsi, finages de tribu, de fraction, de douar associent, chacun à leur niveau, terrains de culture et d'élevage (dans leurs diverses nuances), et inscrivent dans l'espace un découpage reproduisant la segmentarité de la société ; l'assiette des communes modernes a souvent prolongé jusqu'à maintenant ces principes anciens, lors même que les pratiques collectives ancestrales ont disparu ;

– l'ordre moderne et de l'organisation étatique (qu'il soit monarchique ou républicain) dans lequel le renforcement de la technocratie centrale et de ses prolongements dans les provinces vise à l'uniformisation des conditions et à l'homogénéisation des situations et donc à l'effacement du «local» : les collectivités territoriales fonctionnent essentiellement comme instruments de la déconcentration du pouvoir de l'Etat ; chaque nation organise de façon spécifique les complémentarités qui naissent de son zonage interne : pour l'Italie A. Gramsci a montré que l'évolution en sens inverse du Nord, pôle de développement, et du Sud, secteur de sous-développement, s'est effectuée au sein d'un «bloc historique» (cf. *infra* partie IV) ;

– l'ordre du futur et de l'organisation sociétaire, dont les linéaments s'aperçoivent à travers la crise de l'Etat et les essais de recomposition territoriale qu'elle entraîne, avec en particulier la relance du «local» comme fondement de la juste adéquation entre territorialité et démocratie en vue d'«*élargir le champ de la société civile, des droits collectifs, de la liberté et de la responsabilité individuelle*» (A. Touraine). Dans ce mouvement qui tend à mettre le pouvoir au service de la demande sociale (et non l'inverse), le «local» est appelé à prendre une nouvelle vigueur comme échelon identitaire des personnes et comme cadre pertinent du développement économique et social, à un moment où «*le pouvoir sur le langage et la*

Figure 5 : Aspects du zonage écologique en Languedoc-Roussillon en fonction du degré d'artificialisation du milieu



Quelques exemples

Zone d'Alès	A = 0,71	N = 0,29.
Pays de Sault	A = 0,34	N = 0,66.
Causses lozériens	A = 0,26	N = 0,74.

Les zones A, B, C avec un indice d'abandon ⟩ 0,5 représentent l'essentiel des friches, des surfaces embroussallées et des accrus.

Ce dispositif en zones parallèles permet de distinguer un avant-pays littoral, une zone médiane, un arrière-pays.

Source : Carte de l'artificialisation des régions écologiques (*Atlas du Languedoc-Roussillon*), 1969.- Montpellier : Université P. Valéry/CNRS-CEPE).

Les niveaux du système territorial français

1 – Propriété – (exploitation) – composante de base, dont la signification résulte autant de son rôle d'agent de production fondamental que du caractère d'inaliénabilité que lui reconnaît le Code Civil.

2 – Groupe d'exploitations, du type GAEC, banque de travail, ou simplement hameau et terres sectionnales : jalon de faiblesse.

3 – Commune, cellule administrative dont la permanence, la stabilité marquent profondément la vie rurale française.

4 – «Petite région», au contraire velléité plus que réalité, ayant revêtu des formes juridiques diverses : PAR ; «pays» (contrat de...), ou simple SIVOM, ou encore, depuis peu, Charte intercommunale.

5 – Département, articulation essentielle de l'ordre républicain et qui, à l'heure actuelle, passe par une cure de jouvence (le «fait départemental»).

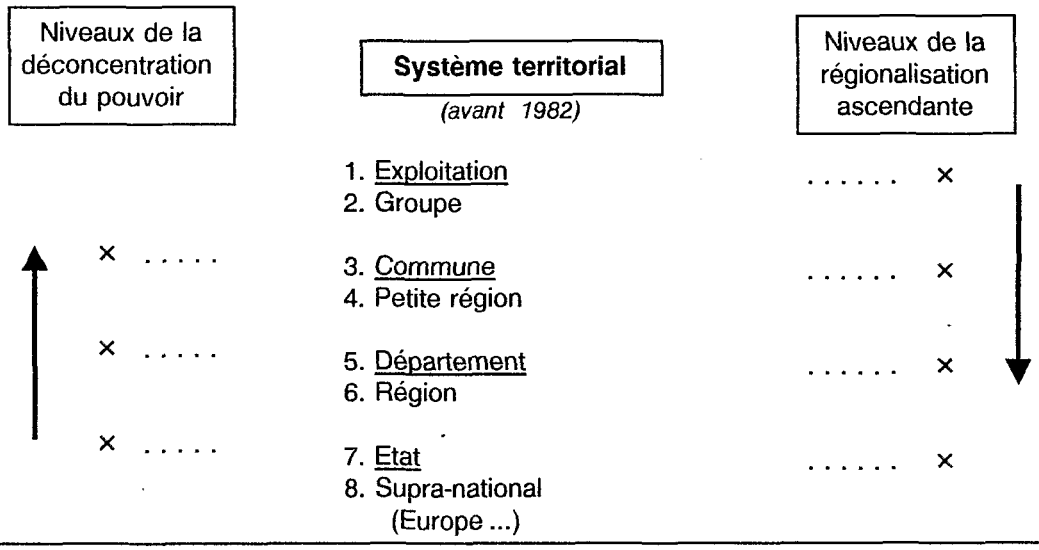
6 – Région, rejeton plus ou moins abâtardi de l'antique province, et qui prend une vitalité nouvelle avec sa reconnaissance pleine et entière comme «collectivité territoriale» et comme centre majeur de décision.

7 – Etat, dont la puissance dans le système français n'est point à démontrer.

8 – (L'Europe), espace en construction, mais niveau de décision déjà important en matière agricole (Politique Agricole Commune).

On remarque que les niveaux impairs (soulignés) constituent les éléments forts de cette construction, les niveaux pairs les éléments faibles. Il en résulte qu'en matière de réseaux de pouvoirs à l'échelon local, la petite région, «niveau intermédiaire», a de la peine à s'affirmer comme lieu de décision entre la commune et le département.

A partir du niveau 3, les fonctions de représentation et les fonctions de gestion sont imbriquées, mais doivent être distinguées. Les problèmes de gestion étant ici notre préoccupation, nous avons oblitéré le canton pour lequel la valeur de représentation l'emporte sur celle de gestion.



communication a remplacé le pouvoir sur la production des biens matériels» (*id.*).

A diverses échelles d'espace et de temps, la prise en compte de la notion de territoire comme élément de base de toute politique de développement s'exprime de plus en plus fortement aux niveaux de responsabilité de la planification économique.

Rappelant que «*le territoire c'est un capital qu'il faut apprendre à gérer*», un économiste italien en arrive à estimer que «*c'est peut-être autour de la capacité à gérer cette nouvelle intégration territoriale que se décidera l'avenir de l'Europe*» (17).

Le destin de la **communauté rurale** doit être envisagé dans un dynamique à trois mouvements, car elle est à la fois forme englobante, forme englobée, forme de médiation ; chacune de ces formes appelant à une fonction particulière.

En tant que **forme englobante**, la communauté rurale est à la fois groupement de personnes et pouvoir d'organisation de l'espace, comme le rappelle la définition donnée par H. Lefèvre (18) : «*la communauté rurale (paysanne) est une forme de groupement social, organisant selon des modalités historiquement déterminées, un ensemble de familles fixées au sol. Ces groupements élémentaires possèdent d'une part des biens collectifs ou indivis, d'autre part des biens «privés», selon des rapports variables, mais toujours historiquement déterminés. Ils sont liés par des disciplines collectives et désignent – tant que la communauté garde une vie propre – des responsables mandatés pour diriger l'accomplissement de ces tâches d'intérêt général*».

En tant que **forme englobée**, la communauté intervient comme institution, comme niveau intégré à un système socio-territorial, l'idéal de la communauté est d'obtenir une reconnaissance officielle de son existence, de devenir une «commune», au sens politico-administratif du terme.

En tant que **forme de médiation**, la communauté joue de façon spécifique le rôle de relais entre ses commettants et les organisations supérieures au sein desquelles elle se fond.

En se référant à ces trois formes ou fonctions, la communauté se présente ainsi comme :

«*un type de groupe ou groupement concret qui assure, ou prétend assurer, la médiation entre l'individu d'un côté et, de l'autre, la nature et/ou l'ensemble social plus vaste qui englobe l'individu*» (19).

La communauté correspond donc au niveau 2, 3 ou 4 de notre schéma d'organisation spatiale. Elle est pièce du système agro-territorial et prend sa signification comme composante du mode de production dans lequel elle s'insère. Les déphasages entre rives Nord et Sud de la Méditerranée sont en l'affaire particulièrement sensibles. Au Sud, l'ordre agraire reste souvent marqué, à des degrés divers, par l'organisation segmentaire de la société. Au Nord, la communauté a tendu à se fondre dans une institution administrative, la commune, collectivité territoriale de base officiellement reconnue.

F – La finalité : de la macro-économie au développement local

On voit, au total, la dynamique agraire dépendre, pour un milieu naturel déterminé, du jeu d'une série de facteurs interdépendants :

– dans la mesure où l'exploitation agricole est ouverte à l'économie d'échange, se manifeste le commandement du marché poussant à la croissance de la productivité ;

– parallèlement, le changement dans la condition des acteurs se traduit par des mécanismes de recomposition sociale, en liaison avec la nature de l'unité d'exploitation mais également de son environnement géographique ;

– et l'ensemble évolue dans la recherche de la maîtrise territoriale, dont le paysage est l'expression.

Cet amalgame apparaît à la fois comme une donnée, un héritage résultante d'une évolution historique dans son adaptation aux potentialités et aux contraintes biogéographiques locales, et comme un élément en devenir, pouvant être intégré dans un projet de développement. Une **politique de développement** se définit comme une somme d'actions volontaristes visant à mettre en harmonie croissance économique,

équilibre social, progrès culturel et cohérence territoriale.

a) La reconnaissance d'un «système productif local»

La dynamique agraire prend deux significations différentes selon qu'elle donne la priorité absolue à la composante économique jaugée en termes de productivité mesurée en valeur ajoutée par hectare ou par travailleur, ou mette au premier rang la composante socio-territoriale, estimée en fonction aussi bien de la qualité que du niveau de vie des producteurs et de leur mode d'insertion dans leur espace d'activité.

Pour les uns, une politique agricole saine doit favoriser l'installation des productions dans les aires les plus aptes à assurer l'intensification des cultures. La loi du marché prévalant, toute expansion économique ne pourrait pas ne pas se traduire, normalement, par des disparités entre les entreprises, conduisant à des disparités régionales, inévitables sinon souhaitables.

Pour d'autres au contraire, il est nécessaire d'«*analyser la politique agricole comme un produit social complexe, procédant des dispositifs institutionnels qui spécifient des formes d'articulation entre le secteur et l'Etat, et réfractent le fonctionnement et les crises des économies agricoles ainsi que les conditions de leur expression sociale*» (20).

Dans cette seconde perspective le problème agricole devient élément intégré d'une politique de développement local.

La croisade pour la promotion du local a eu des excès, mais faire de la référence au local l'antinomique de toute idéologie de progrès est également pernicieux.

Admettre, dans certaines circonstances, sa capacité de structuration, n'empêche pas que l'on reconnaisse qu'«*un système local de production correspond à un segment des structures économiques*». A la convergence de la macro-économie et de la micro-régionalisation se trouve ainsi légitimée la notion de «*système productif local*» (21).

b) Le local : un géosystème et une formation territoriale

La valorisation du rapport entre zonage et maillage de l'espace aboutit à la reconnaissance du local comme géosystème. Et le système agraire constitue une unité fondamentale de cet ensemble, ne serait-ce que parce qu'il est grand consommateur d'espace. En France, par exemple, alors que l'agriculture ne retient plus que 8% des actifs, la superficie relevant de l'agraire compte pour plus de 80% du sol national.

Mais le destin de l'espace rural n'est pas de servir de fond de décor passif aux bouleversements de la société contemporaine, de continuer à acheminer vers la ville et vers l'industrie ses produits, ses hommes, son épargne et d'en être le marché (22). Les campagnes, à travers le monde, sont le siège, depuis deux siècles et avec des rythmes très variables, d'une révolution agricole permanente, elles sont maintenant le théâtre d'une véritable révolution rurale faite de réajustements démographiques, «*d'évolution vers la polyvalence de leurs fonctions, de la polarisation de leurs activités*» (23).

Ces fonctions se diversifient : résidence, loisir, redéploiement industriel, services divers. Et l'espace s'organise selon **le principe de centralité**. De tout temps, à partir du niveau 3 (celui de la commune) de notre système territorial, l'espace tendait à se polariser autour d'un noyau de commandement et de services, le «chef-lieu». La multiplication des services renforce les relations entre la campagne et la hiérarchie des éléments du réseau. La ville assure ainsi plus complètement sa domination sur l'espace rural. L'un des problèmes de fond de l'aménagement du territoire est d'assurer un meilleur équilibre entre ces deux parties.

Toute dynamique agraire s'inscrit dans un phénomène plus large de relation ville-campagne, avec ses diverses composantes : échanges de produits, de capitaux, de services, mais également exode rural, exurbanisation, rurbanisation.

Dans son intervention tentaculaire, l'Etat moderne est amené à considérer le système agraire comme pièce de la planification économique et de l'aménagement du territoire. Or, le «changement» qu'il se propose d'introduire dans

la société ne peut se réaliser et se maintenir que s'il est pris en charge par les intéressés eux-mêmes. La dynamique agraire est ainsi conditionnée par les modalités de fonctionnement de la démocratie au sein de la relation entre Etat territorial et collectivités locales.

c) Paysage et niveau révélateur de la cohérence agraire

Le paysage agraire n'est pas simplement le reflet du système dont il est l'émanation, il en est composante cardinale, car, produit d'une histoire plus ou moins longue et complexe, il commande, par son existence même, l'évolution à venir. Il est à la fois produit et acteur, obéissant à des règles de logique et de hiérarchie qui dépassent celles de ses diverses parties.

En posant le problème de l'échelle adéquate de la bonne perception de la dynamique paysagère, c'est la question du niveau pertinent de la compréhension de l'ordonnancement des structures au sein du système qui est également soulevée.

L'expérience montre que, dans le cas les plus fréquents, c'est à l'échelon de la petite région que cette vision est la plus enrichissante, car permettant de découvrir les principes qui ont présidé à la mise en place du parcellaire et de son contenu au sein de l'exploitation, à l'intégration de chacune de ces unités dans le cadre de la commune rurale et à la gravitation de celle-ci autour du petit centre de services, sans oublier la valeur esthétique qui en résulte (24).

A ce niveau majeur de la cohérence agraire, le paysage est comme un ensemble organisé au sein duquel chacune des composantes remplit des fonctions déterminées assurant la reproduction de l'ensemble. Etant bien entendu qu'il s'agit d'un ensemble ouvert, réagissant également à des actions extérieures.

Le chercheur est tenté de rattacher l'explication fondamentale de la dynamique agraire d'une région aux principes réglant l'évolution de la société et de l'économie globale, car «*le processus de recherche échappe difficilement à l'idée d'une rationalité unique et dévorante celle par laquelle l'Occident stricto sensu se représente le sens du développement*» (25).

Mais cette attitude est «*réductrice de la multiplicité des faces et des phases*» de cette réalité. Nous convenons donc avec les anthropologues qu'il s'agit «*de faire éclater cette vision unitaire et homogénéisante, de rompre, entre autres, avec la posture intellectuelle qui lui correspond, et enfin de mettre en premier plan l'idée de* **rationalismes régionaux**, *connaissant et reconnaissant leurs spécificités et leurs limites*» (26).

La dynamique agraire paraît ressortir à trois orientations principales :

① la **tendance à l'enfermement** par le jeu des solidarités locales, lesquelles résultent en premier lieu de la relation biologique étroite de la production agricole au milieu, mais également de l'inertie foncière, de la stabilité du rapport habitat-atelier de travail, de la capacité d'auto-organisation de l'espace à l'échelon du territoire d'une «petite région» ;

② **l'appel à l'ouverture**, du fait sans doute de la dimension du marché au sein d'une économie de concurrence mondialisée, imposant ses règles de la division régionale ou internationale du travail, mais aussi de l'impact irrépressible de la culture extérieure au sein d'une société pratiquant une médiatisation forcenée ;

③ la **nécessité d'arbitrages** qui lorsque les conflits atteignent une certaine étendue ou une certaine acuité, relèvent du **pouvoir politique**, à des niveaux territoriaux de plus en plus élevés.

L'espace méditerranéen peut-il convenir à ce type d'actions de régulation socio-économique ?

I - 2

La «Méditerranéité», zonage et label paysager, rente de situation et carrefour de flux (★) (27)

Certains, partant du principe que «l'homme habite une culture et non une planète», rejettent toute causalité naturelle et pour eux la Méditerranée a pour principal effet de creuser «un fossé béant» entre deux façades continentales, dont chacune porte la marque profonde de deux civilisations antagonistes, romano-chrétienne d'une part, arabo-islamique de l'autre.

Cependant la Mer Méditerranée a joué, à plusieurs reprises au cours de l'histoire, le rôle d'un actif agent de liaison entre ses deux rives, voire de support du pouvoir de thalassocraties ou d'axe d'empires continentaux : que ce soit pour les colonies phéniciennes ou grecques, pour l'Empire romain (signification de la bataille d'Actium) ou bysantin, pour l'Empire turc (coup d'arrêt à Lépante) ou pour les expansions coloniales des temps modernes : de l'Espagne (le Rif), de France (le Maghreb), de l'Italie (la Libye), ou encore pour la diaspora mercantile des Grecs.

Et sans tomber dans l'excès d'une volonté à tout prix de reconnaître une «identité méditerranéenne», on peut, dans une première approximation, relever certains traits qui, dans un transect méridien, font ressortir l'originalité de cette bande étroite entre la zone tempérée de l'Europe occidentale et centrale et la zone désertique du Sahara et du Moyen-Orient.

A – L'identité méditerranéenne

Une reconnaissance de cette spécificité méditerranéenne vient d'être apportée par la mise en place, au sein de la Communauté Européenne, des PIM (Programmes Intégrés Méditerranéens), qui se présentent comme :

«*des efforts de réflexion reposant sur une logique de développement régional mettant en synergie l'ensemble des efforts prévus ou programmés sur un territoire caractérisé par une cohérence spatiale ... Pour la première fois, les programmes prévus par la politique régionale de la Communauté Européenne ne sont pas basés sur une technique de financement ou sur la création d'un fonds permanent d'intervention, mais sur une base géographique large dont la cohérence repose sur les particularités des zones territoriales qui la composent* »(28).

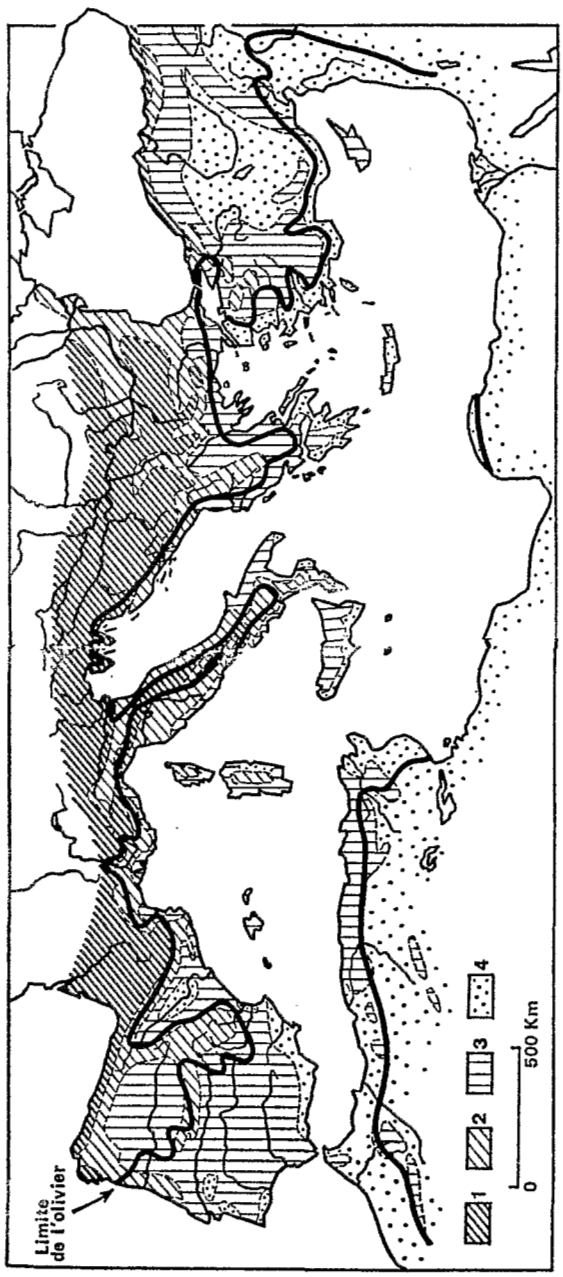
Ainsi voit-on se définir un **zonage méditerranéen** fondé sur les trois caractères majeurs suivants :

– une marque (une «livrée») paysagère incontestable, des terroirs bien typés, de la steppe à la *huerta*, reflets de la nature et de l'anthropologie, avec l'empreinte de l'aridité et l'acuité du «problème de l'eau» (**Figure 6**); l'olivier par la place qu'il tenait dans le paysage, par les limites bien dessinées de son aire écologique est devenu l'emblème de cette «méditerranéité», illustrée également par la place donnée à la vigne, «plante de civilisation», aux vergers d'agrumes, au maraîchage ... ; ces traits suffisent à conférer au Monde méditerranéen un label de «Sud» ;

– **une situation de marginalistion (de périphérie)** par rapport aux centres de décision du monde

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

Figure 6 : «Méditerranéité» et aridité

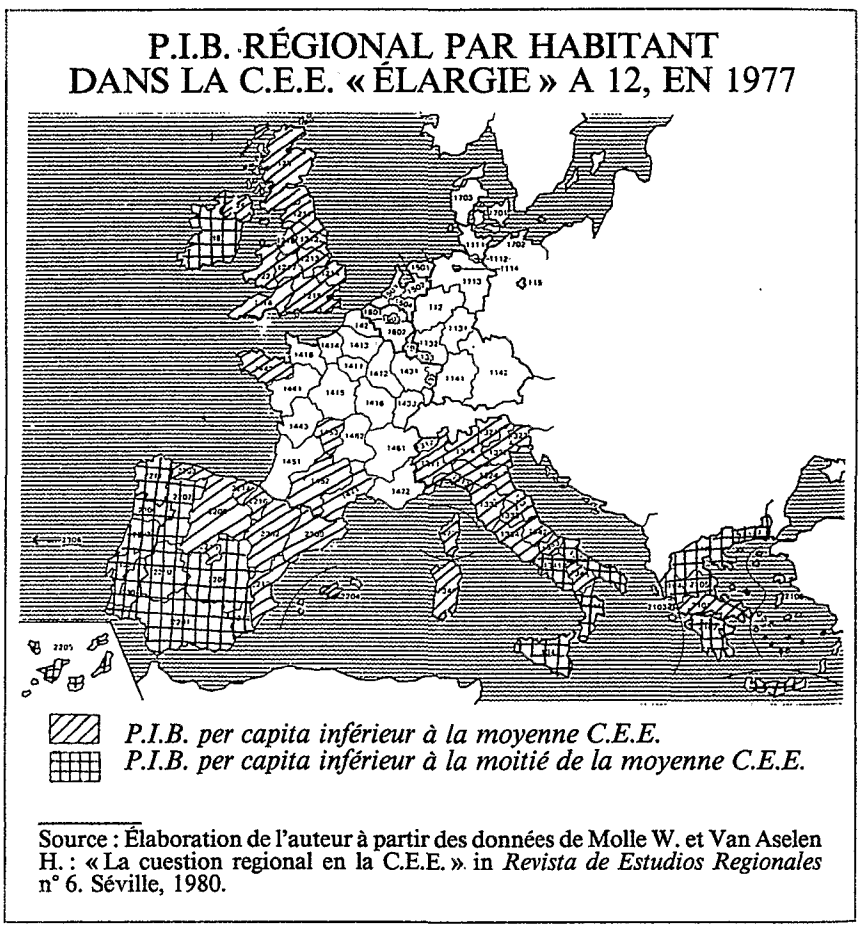


Durée de la saison sèche

1. aucun mois sec
2. 1 à 3 mois secs
3. de 3 à 5 mois secs
4. plus de cinq mois secs

Source : DEFFONTAINES, P., 1975.- *La Méditerranée, Géographie régionale.*- Paris : Gallimard.- Col. La Pléiade.

Figure 7 : Centre et périphérie en Europe occidentale



Source : SEQUEIROS-TIZON, J. G., 1987.- Les déséquilibres régionaux en Espagne.- In : *La politique de développement régional en Méditerranée*, pp. 100-137.

contemporain, laissant aux pays méditerranéens des marques variables du sous-développement ; au sein de la Communauté Européenne, ce «syndrome de la périphicité» est tellement pris en considération qu'il entraîne la préoccupation du «désenclavement des régions méditerranéennes» (C. Bonnefoi) ;

– **des faiblesses structurelles marquées** par rapport aux pays de l'Europe du Nord-Ouest: forte dépendance vis-à-vis du secteur primaire (le taux d'agricolité des régions méditerranéennes de la CEE est de l'ordre du quart, alors que la moyenne européenne est de 8%), existence d'un secteur secondaire de faible rendement et d'un secteur tertiaire hypertrophié, d'où il résulte des rendements de travail médiocres, des courants d'investissements peu fournis et des difficultés à exporter ; ces dysfonctionnements entraînent de forts taux de chômage, surtout chez les jeunes et des essais de régulation de l'emploi par des mouvements migratoires.

Le jeu de ces éléments se traduit, sur le plan agraire proprement dit, par quelques traits significatifs que nous rapportons ici :

– un **binôme archaïsmes-novation sans cesse répété**. L'expression «terres de contrastes» a, de tout temps, été accolée au Monde méditerranéen, soulignant les oppositions tranchées tant sur le plan géographique que sur le plan social. Les disparités régionales entre secteurs de richesse et secteurs de pauvreté constituent un trait permanent de la vie méditerranéenne, mais avec parfois des inversions de valeur : ainsi au Maroc, au début de ce siècle la montagne retenait quelque 40% de la population totale du pays, tandis que, dans certaines plaines marécageuses et infestées de moustiques, continuaient à prévaloir des modes de vie très extensifs, à rentabilité médiocre, ne permettant que des densités de peuplement très faibles. Aujourd'hui seuls quelque 15% de la population marocaine sont localisés en montagne, tandis que drainage et irrigation ont permis, dans les plaines littorales, une intense culture continue juxtaposant betterave et canne à sucre, au milieu d'une hiérarchie serrée de villes, de bourgs et de villages.

Dans certaines régions, comme en Italie insulaire et péninsulaire, le prolongement des archaïsmes jusqu'à l'époque actuelle s'est effectué même sous des formes relevant du système semi-féodal, comme le métayage. La *mezzadria classica*, qui interdit au paysan l'accumulation du capital et par conséquent les investissements productifs, le réduit à un tel état de servitude économique que sa condition personnelle en est dégradée et que son statut en fait la victime d'«une sorte d'exploitation conservée comme un fossile sociologique».

L'empreinte du pastoralisme (29)

L'activité pastorale a marqué d'une empreinte profonde la vie «traditionnelle» du Bassin méditeranéen. Elle continue à le faire directement pour une part notable de la rive Sud. Pour la rive Nord, sauf cas extrêmes (certaines vallées corses, confins gréco-bulgares), sa marque est plus subtile (délimitations anciennes des espaces de communautés).

Ainsi est-on amené, en fonction de son rapport à l'espace et à la fonction agricole, à distinguer en la matière, avec G. Lazarev, «quatre situations de référence» :

– «***l'espace pastoral intégral*** *: le système de production est intégralement fondé sur l'usage du parcours. Cet espace correspond à des formes de* «***pastoralisme intégral***» ;

– **l'espace pastoral associé à des activités agricoles** : ces dernières activités existent mais elles se plient à une organisation générale de la production dominée par le pastoralisme, notamment en ce qui concerne les disciplines de déplacements des troupeaux. Ce type d'espace correspond à des formes de «*pastoralisme à complément agricole*» ;

– **l'espace pastoral associé à l'espace agricole stable** : il s'agit des différentes formes de pastoralisme qui utilisent les parcours laissés libres par l'occupation sédentaire et agricole de l'espace. Cette forme de pastoralisme est traditionnellement intégrée au système de production global : on propose, jusqu'à ce qu'on l'ait mieux définie, de la désigner par le terme «**d'agro-pastoralisme**» ;

– **l'espace pastoral résiduel** : il s'agit de formes résiduelles qui subsistent dans des espaces totalement dominés par l'agriculture. Cet espace correspond à un «**pastoralisme**

résiduel», en général sans signification sociale, voire économique.

Dans la partie européenne, il ne s'agit plus guère que «d'agro-pastoralisme» ou de «pastoralisme résiduel».

En France, depuis que les physiocrates ont remporté, juste avant la Révolution, des succès décisifs contre les droits communaux, on a progressivement assisté au démantèlement des systèmes agro-pastoraux. En Languedoc, la descente des troupeaux de moutons d'Andorre vers la plaine ou même la montée de ceux de la garrigue le long des drailles vers les Cévennes, ne sont plus guère que survivances. Et, dans la Crau, l'extension de l'irrigation pourvoyeuse de fourrages, réduit peu à peu les effectifs de moutons que les camions conduisent vers les alpages.

En Espagne, depuis qu'au début du 19ème siècle la longue lutte des cultivateurs a conduit à la ruine des privilèges de la Mesta, les grands mouvements de déplacement ont cessé. Et dans la Meseta, la mise en valeur des *dehesa* fait appel de plus en plus à des pratiques stabilisatrices de la semi-intensivité.

– La **permanence du fait communautaire** : après avoir été pendant des millénaires la zone par excellence des Etats, des Empires organisés et puissants, les pays de la Méditerranée ont eu de la peine à s'affirmer en tant qu'Etats-Nations, laissant une large place aux identités et aux structures locales, à tel point que l'on a pu dire que «*la communauté méditerranéenne s'affirme comme institution anti-étatique*» (30) ;

– Le **renforcement actuel du tropisme solaire** qui crée sur le littoral euro-méditerranéen une mégalopolis balnéaire étalée sur des centaines de kilomètres et qui pousse des avancées sur la rive africaine : le phénomène touristique imprime sa marque sur l'ensemble du paysage, soit que par sa masse il l'organise totalement à son usage, soit que sous des formes diluées il multiplie les boutures de rénovation dans l'arrière-pays ; mais partout il engendre une compétition pour la terre, et indirectement il réagit encore sur le sytème de culture en l'orientant vers des productions adaptées à cette clientèle.

La «Méditerranéité» héritage éco-historique ou prospective politique ?

Certains anthropologues refusent de se laisser aller aux apparences (31) :

«*Fait remarquable, les études anthropologiques relatives à la Méditerranée qui postulent une unité culturelle de cette aire, ne parviennent pas pour autant à lui donner un contenu autrement que sous la forme d'un amalgame de traits tenus pour spécifiques*»,

et ils soulignent «*la contradiction majeure ... : l'inexistence d'une culture commune à l'ensemble de l'aire, en dépit de plusieurs millénaires d'échanges de personnes, d'idées et de biens matériels ...*».

Ces phénomènes d'hétérogénéité, ces contradictions entraînant conflits et combats revêtent une telle signification que l'on en vient à faire de cette confrontation l'essence même de la «Méditerranéité».

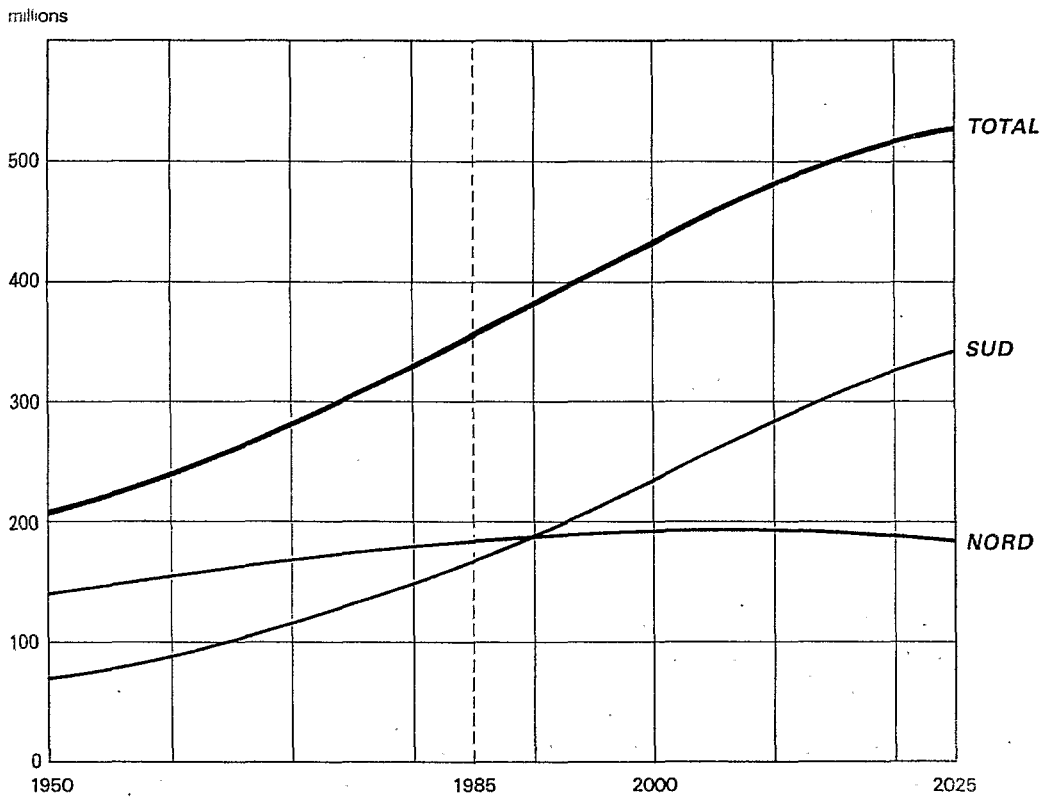
Le poids de la démographie et le lancinant problème de l'emploi (32)

Dans toute considération relative à l'économie et à la société méditerranéennes ainsi qu'à leur distribution spatiale, un facteur doit être constamment pris en compte : la démographie, avec deux situations et deux perspectives opposées : au Nord de la Méditerranée une quasi-stagnation des chiffres de population : pour l'ensemble des pays riverains 245 millions d'habitants en 1985 et 275 millions prévus pour l'an 2000 : au Sud 214 millions en 1985, 330 millions en 2000 ; d'un côté un croît annuel moyen de l'ordre de 0,5%, de l'autre un doublement de population en une génération (croît supérieur à 2,5%), pouvant même encore, malgré une certaine baisse du taux de mortalité, dépasser les 3%; ainsi pour le Maghreb : 2,2% en Tunisie, 2,5% au Maroc, mais encore 3,2% en Algérie.

Et **l'obsession démographique conduit ici à l'obsession nutritionnelle**, à la stratégie de l'autosuffisance alimentaire, entraînant des choix culturaux difficiles entre produits de base (céréales, légumineuses) et produits d'exportation (agrumes, maraîchage, plantes industrielles ...). Les tragiques événements qu'a connus le Maghreb au cours des dernières

Figure 8 : Le Nord et le Sud : le «ciseau» démographique

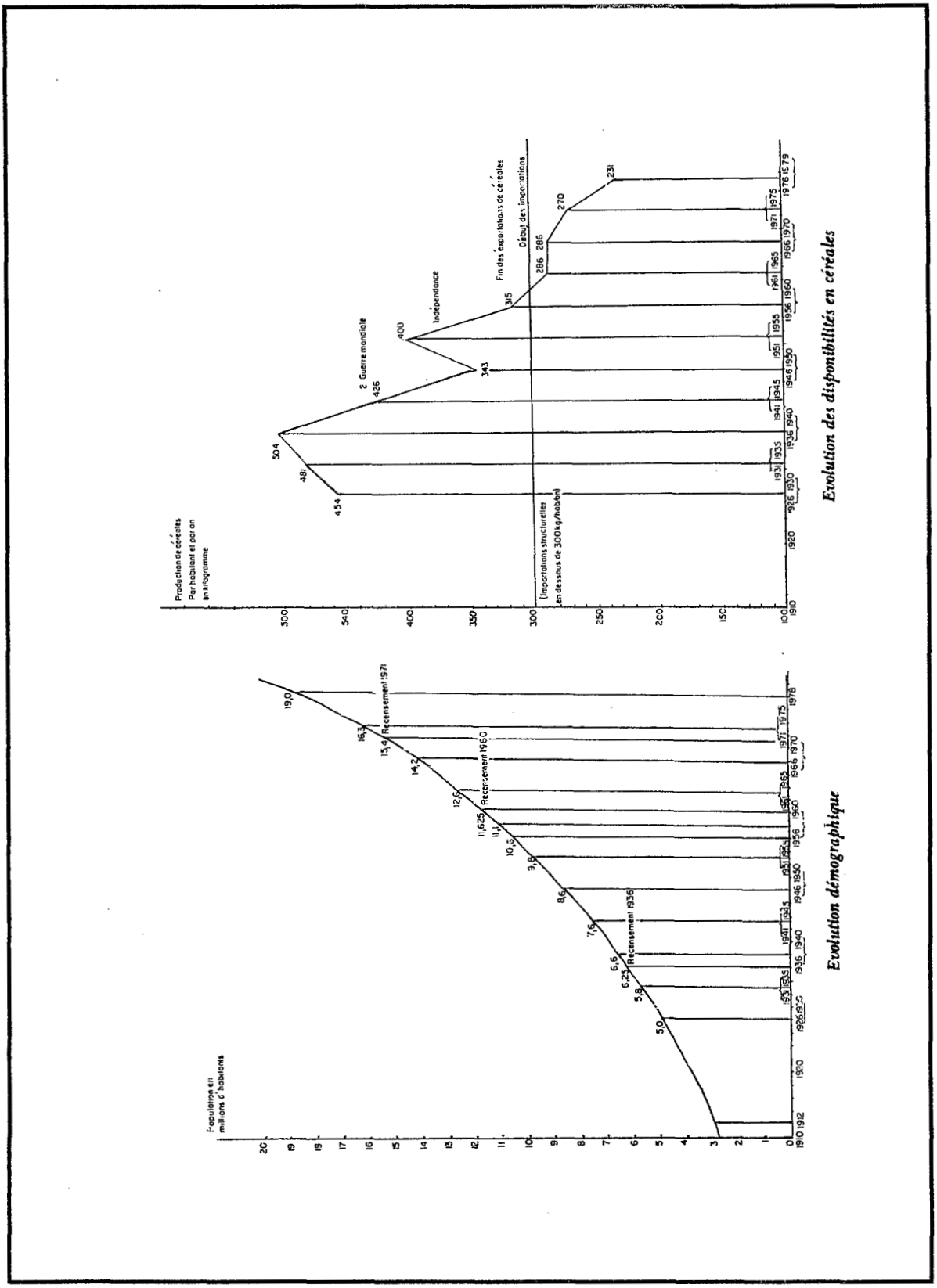
Population des pays méditerranéens. Evolution 1950-1985 et scénario moyen 1985-2025



Le rythme d'accroissement de la population de l'ensemble des pays méditerranéens semble s'atténuer à partir de l'an 2000. La population des pays du Sud et de l'Est dépasse celle des pays du Nord à partir de 1990.

Source : *Plan Bleu*, Nations Unies.

Figure 9 : Le poids de la démographie. Le cas du Maroc



Source : JOUVE, Ph., PAPY, F., 1983.- Les systèmes de culture dans les zones semi-arides et arides du Maroc oriental.- *Revue Géogr. Maroc*, n° 7.

années : émeutes «de la faim» à Gafsa, «du pain» à Casablanca, «de la semoule» à Alger, ont confirmé la dimension du problème. La préoccupation des gouvernements de garantir l'approvisionnement des marchés a conduit à recourir à des techniques plus ou moins sophistiquées et à des actions parfois très spectaculaires de conquête de terres nouvelles, ou encore de mutations profondes conduisant à l'intensification des méthodes culturales, les deux interventions se conjuguant par la création de grands périmètres d'irrigation, mais également par la réalisation d'une colonisation intérieure paysanne (des phénomènes de régression spatiale marquent à peu près uniquement des zones de montagne saturées (Kabylie, Ouarsenis, mais pas le Rif).

Donc, d'un côté un «monde fini», avec un productivisme à la fois agressif et contenu, combiné avec une régression de l'espace cultivé, de l'autre un mélange d'archaïsmes extensifs et d'intense conquête intérieure ; deux dynamismes qui traduisent des positions différentes dans la relation systèmes agraires – environnement.

Sur les franges arides, la planification territoriale pose des poblèmes d'un autre type. Pendant des siècles, le conflit pour l'espace a opposé deux strates de civilisation : d'une part celle d'une paléo-paysannerie solidement implantée dans les montagnes et débordant sur piémonts et plaines ; d'autre part celle de nomades aux genres de vie agro-pastoraux. L'ordre politique moderne a fixé les frontières entre paysans villageois et éleveurs mobiles. Et maintenant c'est au sein même des aires plus ou moins vastes de leurs migrations saisonnières, déjà généralement rétractées, que se pose le problème de la sédentarisation des nomades : l'Algérie, la Libye, la Jordanie, ont développé en l'affaire des expériences originales.

Dans les pays développés, jusqu'aux bouleversements économiques profonds des débuts de la décennie 1970, l'exode rural a eu ses effets atténués, tant en amont, grâce au renforcement du capital d'exploitation, qu'à l'aval où les secteurs secondaire et tertiaire offraient du travail. La crise continue depuis trois lustres et a à peine freiné la désertion des campagnes.

En France, la part des actifs agricoles dans la population active totale (taux d'agricolité) qui s'élevait à 17,9% en 1961-1965 n'était plus que de 6,7% pour la période 1981-1985.

Mais dans les pays en voie de développement, les conséquences de la crise sont souvent bien plus graves, par effets cumulatifs de facteurs divers :

① important retard structurel au départ, avec des taux d'agricolité de l'ordre de 60 à 70% vers 1950 ;

② développement décalé de l'industrialisation et à une période où la plupart des branches mobilisent une main-d'oeuvre relativement faible;

③ maintien des taux de croissance démographique nationaux au-delà de 2%, à tel point qu'un exode relativement intense peut coïncider localement avec la poursuite de l'augmentation de la population rurale.

Ces distorsions expliquent que le rapport superficie cultivée/travailleur actif évolue en sens inverse de part et d'autre de la Méditerranée (en ha/actif) :

	1960	1980
Pays nord-méditerranéens	4,9	6,2
Pays sud-méditerranéens	17,2	13,2
Pays méditerranéens	9,7	9,5

De ces blocages résulte la nécessité pour les pouvoirs publics des pays sous-développés de prendre des mesures contrariant le mouvement naturel d'exode, par exemple en Algérie : politique de rééquilibrages régionaux et des «industries locales», densification de l'armature rurale, mesures policières de refoulement de populations résidant dans les bidonvilles, mais aussi aides à «l'accès à la propriété par l'aménagement», visant à la conquête de terres nouvelles.

B – Les rythmes déphasés de l'histoire agraire : les Suds

a) Les principes : variations sur l'intensité et l'autonomie

Les rythmes de l'histoire du monde, rythmes courts, rythmes longs, faits d'une suite de phases d'expansion et de crise, ont été commandés par l'impact de diverses séries de facteurs d'ordres :

– technologique : la maîtrise des sources et des formes d'énergies, la capacité de transformation des matières premières, depuis l'âge de la pierre taillée jusqu'à l'ère atomique ... ;

– idéologique et politique : clans, peuples, classes sociales, nations, blocs, s'affrontant pour la conquête de pouvoirs et de territoires ;

– économique : la production et l'échange de produits de première nécessité, de complément et de luxe (33).

A ces rythmes sont associés en termes variables les divers secteurs de l'activité humaine ; mais chacun de ceux-ci a ses cadences propres. Ainsi peut-on parler de **rythmes de l'histoire agraire**, en tenant compte des deux connotations du terme :

– *«retours périodiques de temps forts et de temps faibles»* (le Robert), de phases cycliques de croissance et de phases de récession ;

– mais également *«allure, vitesse à laquelle s'exécute une action, se déroule un processus, une suite d'événements»*, avec un enchaînement de progrès, d'accélérations, de stagnations, de régressions ...

Les rythmes agraires peuvent être caractérisés à partir de deux critères : l'intensité, l'autonomie :

– **l'intensité**, c'est-à-dire les degrés de la productivité, considérés d'une part dans leur «allure» en temps long, en fonction des effets du progrès technologique, d'autre part dans leur *«retour périodique»*, avec la succession de bonnes et de mauvaises récoltes pouvant entraîner des crises de disette ou de surproduction ;

– **l'autonomie**, c'est-à-dire la capacité de la société agraire d'assurer une autorégulation par rapport à la société urbaine et à l'ordre politique.

Or les faits attestent que, en ces deux domaines, le monde agraire témoigne d'une grande difficulté à maîtriser son volume de production comme l'écoulement de celle-ci, du fait de sa double subordination à l'environnement biologique et à l'économie urbaine et de sa faiblesse dans la conduite de la lutte aussi bien contre les aléas naturels que contre les aléas économiques et sociaux.

Si l'Angleterre avait pu connaître, dès le 18ème siècle, une phase d'industrialisation et d'urbanisation, c'est en bonne partie parce qu'elle était parvenue à satisfaire régulièrement ses besoins alimentaires de base et à dégager dans ses campagnes un surplus susceptible d'être investi dans les fabriques et les usines de la ville.

A partir du milieu du 19ème siècle les progrès dans l'agronomie comme dans les transports mirent définitivement l'Europe occidentale à l'abri des crises de disette. Or au Maghreb, un siècle plus tard, le risque de famine reste latent. Au Maroc la production céréalière n'atteignit pas les 5 millions de quintaux en 1945, alors qu'en 1942 on était parvenu au chiffre record de 38 millions de quintaux. Trois décennies plus tard, la production oscillait encore entre les extrêmes de 17 et de 68 millions de quintaux.

Et pour le Maroc et l'Algérie, on constate en plus que ce n'est pas seulement le retour cyclique de la mauvaise donne climatique qui fait problème, mais encore, en rythme long, la stagnation des rendements : pratiquement **les rendements céréaliers n'ont pas progressé depuis le début de ce siècle.**

En terme «d'intensité», le Monde agraire méditerranéen est donc, pour ce qui concerne ses cultures vivrières de base en sec, en situation d'aléa marqué, surtout dans sa partie Sud.

La rive Nord moins défavorisée par le climat et bénéficiant, à des degrés divers, du voisinage de la zone tempérée humide, subit moins fortement les contraintes de l'environnement naturel. Par contre, en terme «d'autonomie», les campagnes européennes ont manifesté de

bonne heure une grande difficulté à assurer de façon indépendante la gestion de leur économie, celle-ci étant soumise au commandement de la ville. Pour G. Duby, en Europe occidentale c'est vers l'an 1200 que :

«l'économie des campagnes s'établit en position subordonnée, destinée à ne plus subir désormais que des incitations, des appels, des sujétions : bref une exploitation toujours plus pesante : la domination de l'économie urbaine» (34).

Et, dégageant, à propos du Roussillon, les conséquences de ce **principe de subordination**, G. Gavignaud développe le commentaire suivant :

«Le rythme agraire serait donc dépendant du rythme urbain en général et, à l'époque contemporaine, du rythme industriel et commercial en particulier, dans la société occidentale où le monde rural et le monde urbain se sont plus opposés que complétés ... Dans une économie ouverte, le rythme agraire serait incapable de dérouler son propre trend multiséculaire, d'autant plus que de surcroît il est historiquement contrôlé et orienté par les dirigeants politiques, tant au niveau de la conjoncture qu'à celui des structures» (35).

Figure 10 : Appropriation foncière d'origine urbaine (vignes) en Bas-Languedoc

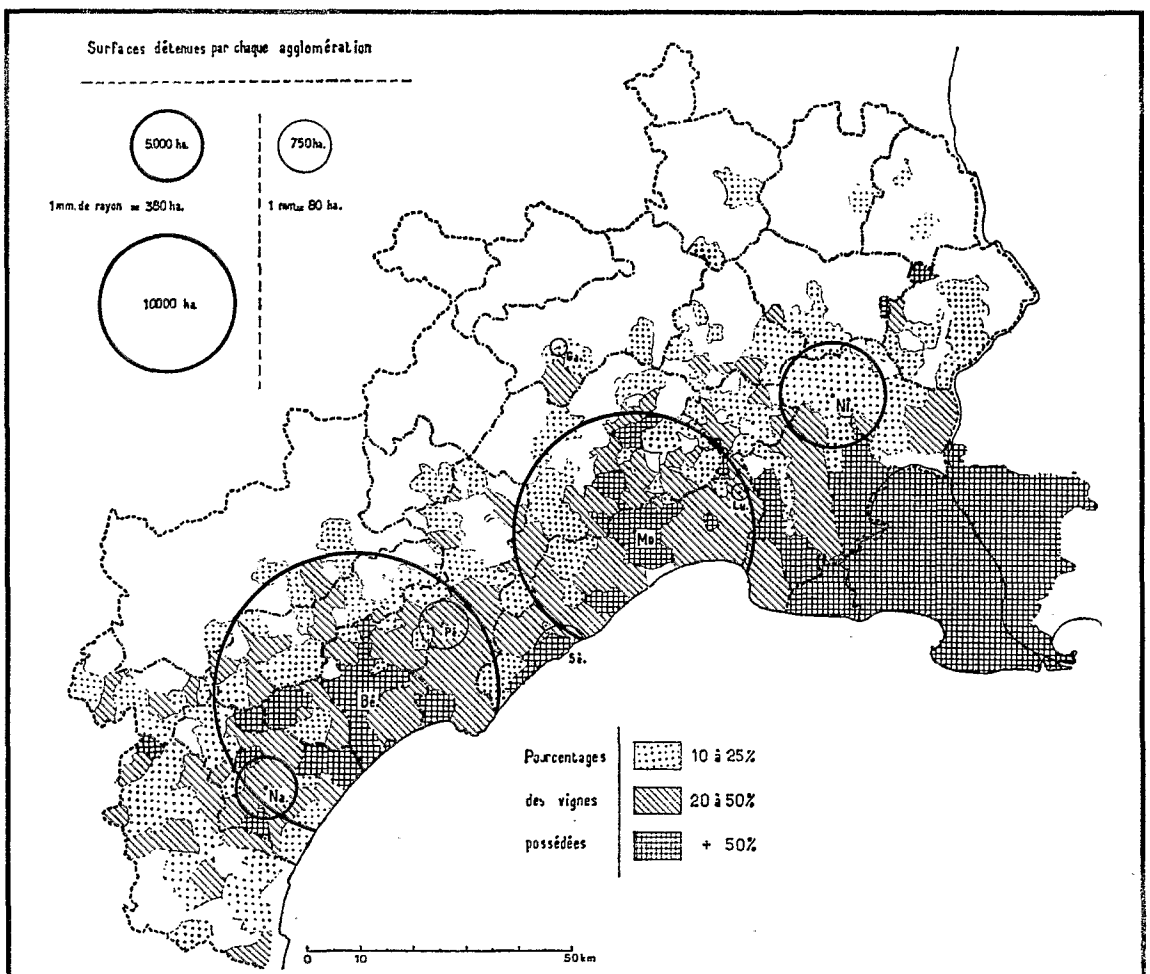


Image de la capacité de commandement du capitalisme urbain sur la campagne

Source : DUGRAND, R., 1963.- *Villes et campagnes en Bas-Languedoc.- Paris :* PUF.- 638 p.

b) Les Suds : un dispositif zonal en quatre bandes

Ces décalages dans l'histoire revêtent une nouvelle valeur depuis quelques décennies, depuis que la notion de sous-développement a pris une signification qui dépasse celle du «retard au développement». La prise de conscience de l'existence d'un Tiers-Monde a créé à travers le globe une «nouvelle frontière», celle qui sépare nations riches et nations pauvres :

«Vue de haut, une ligne de démarcation, de discontinuité démo-économique, un nouvel Equateur, s'étire de San Diego aux détroits entre Corée et Japon : ligne entre «Nord» et «Sud» (36).

Un segment central de cette ligne frontière passe par la Méditerranée, soulignant la différence entre Europe et Monde afro-asiatique.

Ainsi, peut-on estimer qu'en France l'espace agricole avait fixé ses grands contours dès le 13ème siècle, moment où la conquête des terres par défrichement, amorcée au Néolithique, avait trouvé son plein épanouissement. Ce «plein agricole», maintenu jusqu'au milieu du 19ème siècle, a été depuis lors rompu sous l'effet d'un double processus : celui de l'exode rural «naturel» pendant plus d'un siècle, celui maintenant d'une régression réglementée des aires de culture au sein des pays de la Communauté Européenne pour lutter contre la surproduction.

De l'autre côté de la Méditerranée, le retard dans le développement a conduit, pendant plus d'un siècle, à une situation de subordination par rapport aux pays du Nord, ce qui a engendré le fait colonial, avec d'une part un transfert des technologies instruments de la rénovation, de l'autre la mise en place d'une société et d'une territorialité dualistes soulignée par l'existence de deux droits différents tant pour les personnes que pour les terres. Et la dynamique amorcée à cette occasion se poursuit actuellement, faisant de la **zone sud-méditerranéenne une aire de grande conquête agraire.**

En fonction de ces rythmes historiques fondés sur les modalités et les degrés de l'insertion du secteur agricole dans l'économie marchande, s'affirme une organisation zonale de la dynamique agraire méditerranéenne, avec, à mesure que l'on s'éloigne des centres du commandement capitaliste et urbain une dégradation de leur capacité de structuration.

Ainsi, au total, est-on conduit à enregistrer un dédoublement des espaces de chacune des rives méditerranéennes et à définir un dispositif zonal en quatre bandes :

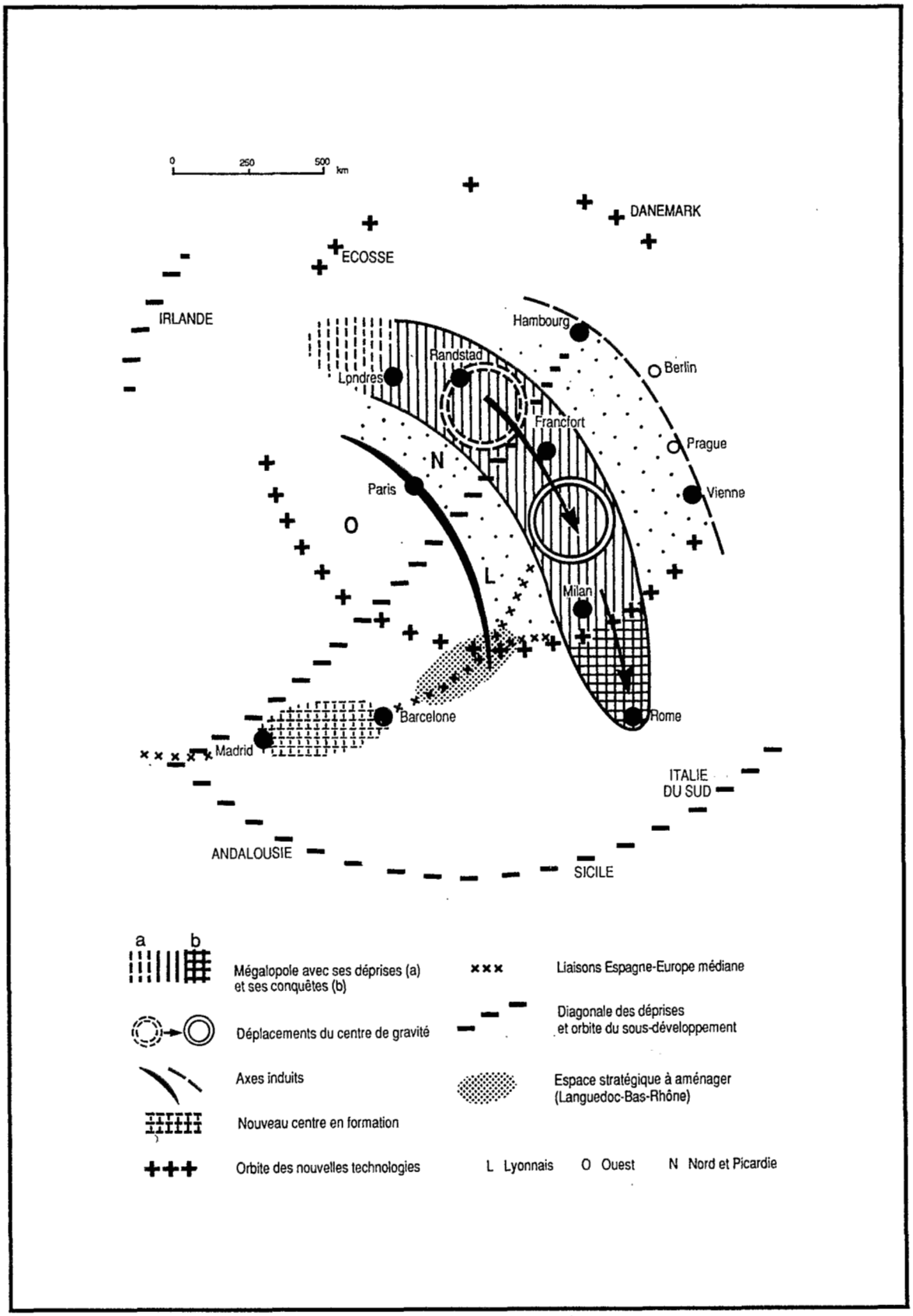
① **la partie la plus septentrionale de la rive Nord** : Catalogne, Midi français, Italie du Nord, où l'influence du capitalisme urbain a été souvent déterminante dans l'organisation des campagnes ; la plus belle illustration en étant apportée par la classique thèse de R. Dugrand, décrivant, pour le Languedoc, le relais pris par les diverses catégories de propriétaires fonciers : noblesse, bourgeoisie traditionnelle (vieilles familles, professions libérales, négociants ...), nouveaux venus (industriels, financiers, rapatriés coloniaux) ; ici, l'aléa climatique a eu ses effets estompés, mais les crises de surproduction continuent à perturber les structures sociales (**Figure 10**) ;

② **les parties méridionales des péninsules** (Andalousie, Mezzogiorno) où le régime latifundiaire a, dans la suite du système féodal, prolongé jusqu'à l'époque actuelle des formes sclérosantes d'occupation et de mise en valeur du sol ;

③ **la partie littorale et sublittorale de la rive Sud** où l'empreinte de l'économie pré-capitaliste reste forte ; les conditions écologiques plus favorables y ont retenu une plus grande part de la colonisation étrangère, à la fois rurale et urbaine, porteuse de modernisation ; après l'indépendance, les choix politiques, libéral (Maroc, Tunisie), ou socialiste (Algérie) ont orienté vers des structures agraires diversifiées, faisant coexister des formes archaïques de l'économie domestique et des réalisations de pointe de l'ère agro-industrielle ;

④ **la zone steppique**, à peine touchée par la colonisation et où se juxtaposent des structures de l'organisation bédouine à dominante pastorale et des îlots de modernité ; la rente du troupeau ne permet qu'une modeste accumulation de capital, l'aménagement de l'espace par l'Etat est la condition de la simple reproduction du système (37).

Figure 11 : Turbulences et nouvelles donnes de la géopolitique en Europe occidentale



Source : BRUNET, R., 1988.- Les nouveaux avatars de l'espace méditerranéen.- *Pour*, n° 118.

Pour l'espace méditerranéen, ce schéma met en valeur trois phénomènes marquants :

① la permanence du sous-développement dans l'extrême sud ibérique et italien ;

② la consolidation de l'arc nord méditerranéen entre les technopoles de Barcelone, Milan et Rome (et à un moindre degré Montpellier, Marseille, Gênes, Turin) ;

③ le renforcement du poids de l'aire méditerranéenne dans le système européen, avec le déplacement vers le Sud du centre de gravité.

C - Les grandes turbulences de la fin du XXème siècle et les nouvelles donnes de la géo-politique (**Figure 10**)

Depuis trois décennies les rythmes de l'histoire de l'aire méditerranéenne ont été marqués par de forts à-coups, avec une suite de phases d'essor économique et de crise. L'euphorie des «trente glorieuses» a concerné plus l'Europe que l'Afrique et l'Asie. Les remous de la décolonisation ont affecté profondément la vie de toute la partie Nord de l'Afrique. A partir de 1973 la «crise (dite) pétrolière» perturba plus ou moins profondément l'ensemble des nations, à l'exception des heureux détenteurs de réserves d'«or noir» qui en tirèrent des bénéfices parfois fabuleux et connurent une telle expansion que les Pays du Golfe attirèrent des immigrants de tout le monde arabe.

Sur ce fond de suite de phases d'expansion et de récession, le Marché Commun a apporté, pour l'Europe, «un coup de fouet à la croissance ... et une prime à l'efficacité», mais également «de fortes distorsions». La tendance générale à la concentration organique et géographique des entreprises a été cependant corrigée par le souci des pouvoirs publics d'éviter les cassures trop brutales, en incitant au développement de «contre-tendances» et de «mouvements centrifuges». «*Du côté de la main-d'oeuvre, les pays de la Communauté ont tous développé un secteur à faible productivité pour soutenir l'emploi*» (38).

A l'intérieur de cette évolution générale, deux catégories de pays s'opposent (**Figure 11**) :

- **les pays à fort secteur agricole** (à population active dans le secteur primaire supérieur à la moyenne communautaire de 8,6% en 1985) : Grèce (28,9%), Portugal (23,2%), Espagne (17,6%), Italie (11,2%), tous pays méditerranéens et, en plus, l'Irlande (16%) ;

- **les pays à fort secteur de services** (moyenne communautaire 57,6%) : Pays-Bas, Belgique, Danemark, Royaume-Uni, Luxembourg, ou à fort secteur industriel : l'Allemagne dépassant seul la moyenne européenne de 33,7% ;

- **la France** prenant en la matière une place intermédiaire avec 8,2% d'actifs dans le secteur primaire et 60,4 % pour le tertiaire.

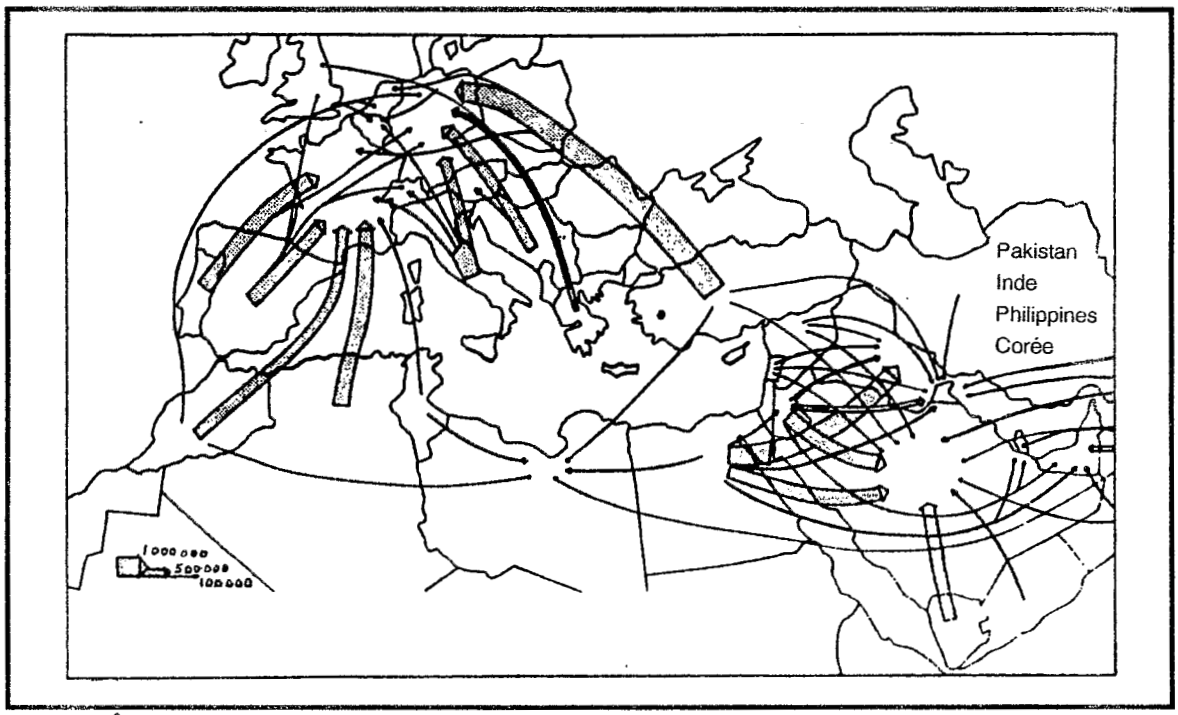
Or, parallèlement, la zone méditerranéenne apparaît comme **un espace économique doublement pris à revers («en tenaille»).** Le destin de cette partie du monde dépend, pour une large part, de décisions prises sur ses marges :

- d'une part, dans l'Europe du Nord-Ouest, centre de localisation des grandes firmes agro-alimentaires internationales, lieu de départ de la vaste migration touristique saisonnière qui perturbe profondément l'ordre spatial local, siège de la Communauté Européenne d'où *proviennent les directives des structurations et* du fonctionnement de l'Europe Verte ; mais également zone d'attraction majeure pour les migrations de travail dans le bassin méditerranéen.

- d'autre part, aux confins des déserts tropicaux, où les réserves pétrolières non seulement fournissent une énergie à bon marché, mais encore constituent une base essentielle de la solidarité arabe et de la stratégie d'organisation de l'espace sud-méditerranéen.

Mais des interventions nouvelles, ou renforcées, viennent perturber ce schéma simplificateur de relations Nord-Sud. Dans les domaines économique et politique, se manifestent avec de plus en plus de vigueur des «forces obliques», à partir des Etats-Unis, du bloc socialiste et du Japon. Et ces

Figure 12 : Les migrations internationales du travail dans le Bassin méditerranéen
Nombre de résidents étrangers par pays, 1982-1983



Source : CÔTE, M., 1986.- Les migrations internationales dans le bassin méditerranéen.- *Méditerranée*, n° 4, pp. 93-101.

Cette carte met en valeur trois phénomènes majeurs :

— l'importance du mouvement centrifuge à partir des rives méditerranéennes, dessinant un espace économique doublement pris à revers («en tenaille») ;

— un dispositif binaire juxtaposant un système occidental vers l'Europe de l'Ouest, un système oriental vers les pays pétroliers ;

— la coexistence d'un flux Sud-Nord (surtout à l'Ouest) et d'un flux Sud-Sud (surtout à l'Est).

concurrences introduisent à une distribution nouvelle des échanges méditerranéens aboutissant à «une déstructuration du système de rapport de domination» et à une véritable «fluidité géopolitique» (39).

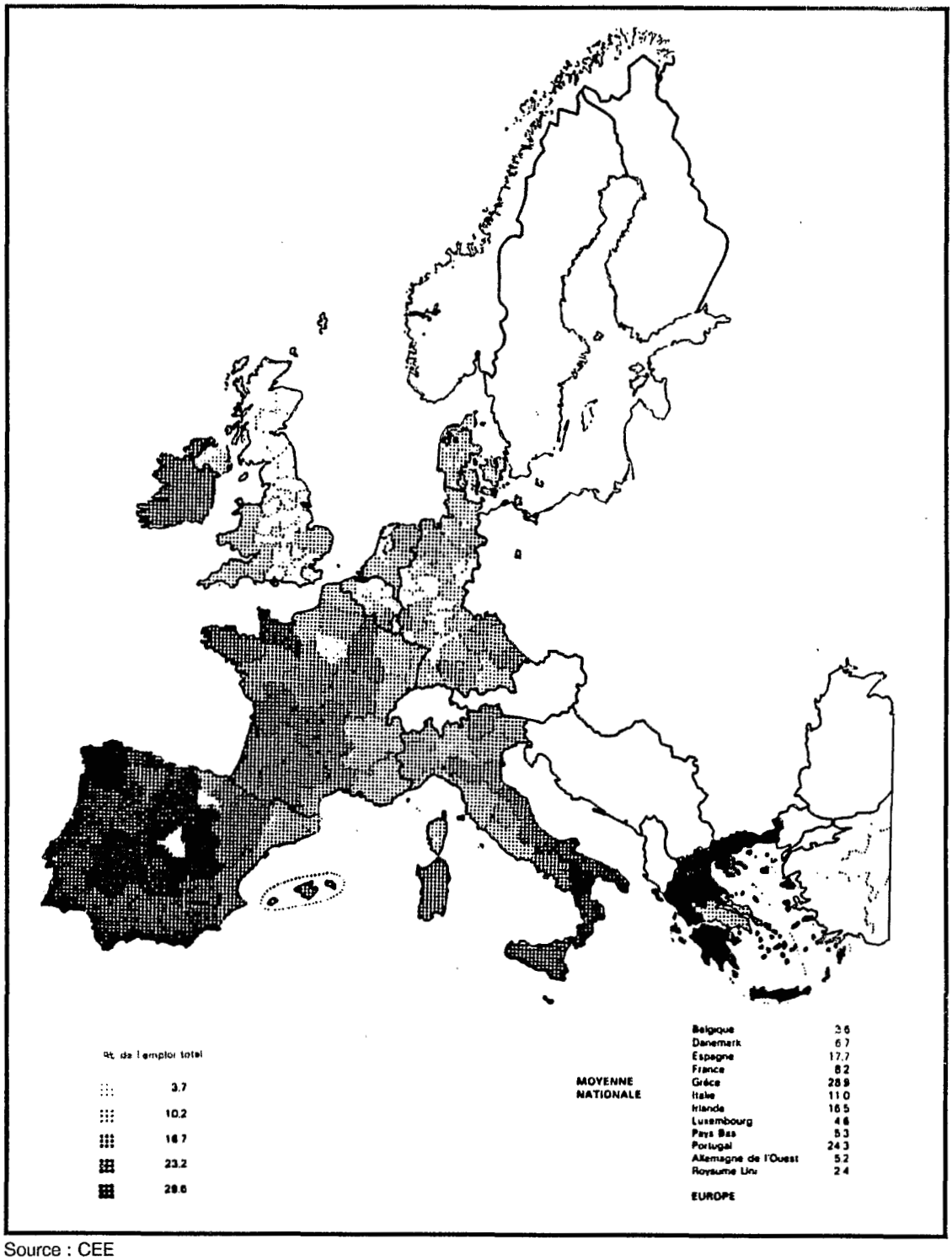
Un renversement de la tendance : le «système-Sud» un nouvel Eldorado?

Au sein de cette fluidité et de cette dépendance généralisées, le Monde méditerranéen manifeste cependant des vélléités de renforcement de sa position dans la stratégie économique mondiale. S'il a participé avec de nombreux handicaps à la première phase de l'industrialisation, il est mieux placé, du moins en son bassin occidental, dans la course au développement économique de cette fin du siècle. L'Italie se pique de devenir la cinquième puissance du monde non socialiste, par certains de ses aspects le re-décollage industriel de l'Espagne est impressionnant. Dans un autre registre, parmi les pays en développement, ceux du Maghreb sont loin d'être parmi les plus figés. Et le secteur agraire ne restera pas insensible à cette effervescence suscitant la mobilité des capitaux, des produits, des populations.

On voit s'imposer l'idée d'un **système-Sud** (40) par combinaison de facteurs que l'on peut classer comme suit :

– **facteur culturel** : la recherche du «meilleur vivre», la société de consommation met de plus en plus au premier plan de ses préoccupations l'amélioration du cadre de vie, manifesté en particulier par «la course au soleil» donnant à l'aire méditerranéenne la valeur d'un secteur haut de gamme à la force attractive puissante pour l'implantation tant des cadres supérieurs d'une entreprise de pointe que des retraités ; le

Figure 13 : Part du secteur primaire dans les activités socio-professionnelles au sein de l'Europe des Douze en 1985



Source : CEE

Pour l'aire méditerranéenne, deux traits spécifiques apparaissent :
– le taux élevé d'agricolité des trois péninsules et des îles
– l'individualisation de« l'arc latin» de la Catalogne au Latium

% Population active agricole/Population active totale

Pays	1961-65	1970	1975	1980
France	19,66	14,83	10,91	8,64
Italie	27,27	21,34	14,56	11,15
Espagne	37,36	35,41	21,26	17,20
Grèce	52,88	44,15	41,35	37,22
Portugal	40,73	33,67	29,62	26,19
Yougoslavie	59,63	53,43	43,48	37,36
Turquie	75,08	69,06	61,30	54,45
Algérie	64,89	58,62	55,36	49,85
Maroc	60,53	60,58	54,00	51,15
Tunisie	54,64	48,56	45,15	40,56
Libye	46,98	40,07	22,85	15,64
Egypte	57,15	54,38	52,38	50,38
Liban	32,90	47,40	14,03	9,87
Israël	13,01	9,53	8,15	6,87
Pays Médit.	44,67	40,92	34,78	31,61
Nord-Médit.	40,50	35,89	28,79	25,02
Sud-Médit.	55,81	52,36	47,98	44,86

Source : CIHEAM/IAMM.

temps de non-travail trouve ici des possibilités exceptionnelles de valorisation, le déferlement du tourisme de masse en a apporté une première preuve ;

– **facteur économique** : le retard au développement a eu ses retombées par l'existence d'espaces et de main-d'oeuvre favorisant un certain rattrapage, d'autant plus que «l'âge post-industriel» permet de se dégager, au moins partiellement, des servitudes liées aux matières premières ;

– **facteur territorial** : les politiques de rééquilibrage et d'aménagement de l'espace menées par les Etats (infrastructures touristiques, hydrauliques, universitaires ...) entraînant le capitalisme privé, conduisent à une diversification des implantations et à l'émergence de nouveaux pouvoirs, lesquels aboutissent eux-mêmes à des recompositions territoriales .

En intégrant l'Espagne et le Portugal, l'Europe devenue Europe des Douze, a basculé vers le Sud (l'intérêt donné aux Projets Intégrés Méditerranéens en apporte la preuve) et a accentué sa «méditerranéité». En développant, par diverses formes d'implantation, la conquête de la steppe et en stabilisant leurs Bédouins, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient renforcent la «méditerranéisation» de leur frange aride.

Tropisme solaire et tropisme hydraulique constituent les lignes de force du nouvel ordre méditerranéen, commandant les focalisations de son espace, mais aussi ses marginalisations.

★

Au terme de cette présentation, nous pouvons conclure, avec d'autres géographes, sur le fait que :

«*l'aire méditerranéenne est à la rencontre des plaques litho-sphériques, source de son extrême mobilité sismo-tectonique, mais elle se trouve aussi à la conjonction des bioclimats tempérés et des marges sèches, avec une frange d'éclaircissement du couvert forestier où s'amplifient les effets des fluctuations climatiques, à la conjonction enfin, depuis deux millénaires, d'aires culturelles et de systèmes politiques et sociaux, sources d'affrontements et de changements dans la gestion de paysages potentiellement fragiles*» (41).

Notes bibliographiques

(1) Quelques références générales :

- AURIAC, F., BRUNET, P. (ouvrage coordonné par), 1986.- *Espaces, jeux et enjeux*.- Paris : Fayard.- 343 p.
- BONNAMOUR, J., 1973.- *Géographie rurale. Méthodes et perspectives*.- Paris : Masson.- 168 p.
- CLAVAL, P., 1977.- *La nouvelle géographie*.- Paris : PUF.- 128 p. (coll. Que sais-je ?).
- DAUPHINE, A., 1979.- *Espace, région et système*.- Paris : Economica.- 167 p.
- DUFUMIER, M., 1986.- *Les politiques agraires*.- Paris : PUF.- 126 p. (coll. Que sais-je ?).
- GADILLE, R., 1972.- *Les politiques agraires*.- Paris : PUF.- 126 p. (coll. Que sais-je ?)
- GEORGE, P., 1963.- *Précis de géographie rurale*.- Paris : PUF.- 360 p.
- HAGGET, P., 1973.- *L'analyse spatiale en géographie humaine*.- Paris : A. Colin.- 303 p.
- KLATZMANN, J., 1972.- *Les politiques agricoles*.- Paris : PUF.- 224 p. (coll. SUP).
- LEBEAU, R., 1979.- *Les grands types de structures agraires dans le monde*.- Paris : Masson.- 162 p.
- LE COZ, J., 1974.- *Les réformes agraires*.- Paris : PUF.- 308 p. (coll. Magellan).
- LEFEVRE, H., 1970.- *Du rural à l'urbain*.- Paris : Anthropos.- 285 p.
- MEYNIER, A., 1958.- *Les paysages agraires*.- Paris : A. Colin.- 192 p. (coll. U2).

Nous y ajouterons :

- ISER (Institut Socialiste d'Etudes et de Recherches), 1977.- *Existe-t-il une théorie socialiste de l'espace* ?.- 8 p.

(2) La définition proposée ici tient compte de formulations présentées dans le cadre du Secteur Scientifique Systèmes Agraires d'AGROPOLIS, à Montpellier, par divers chercheurs, spécialement J. P. CHASSANY, A. CONESA et Ph. JOUVE (rapport de ce dernier : *Les systèmes agraires : intensification et usage*, 1988.- 29 p.). On a utilisé également les travaux du Colloque «*Dynamique des Systèmes Agraires*» (Paris, novembre 1987), et notamment le rapport introductif de M. MAZOYER, et un utile rassemblement de textes par P. CAMPAGNE, 1988.- *Analyse des systèmes de production*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 406 p.

(3) GEORGE, P., 1971.- *L'environnement*.- Paris : PUF.- 126 p. (coll. Que sais-je ?).

(4) DAUPHINE, A., 1971.- Le concept d'environnement.- In : *Analyse spatiale* (Nice), n° 8.

(5) CHOMBART DE LAUWE, J., 1963.- *Les systèmes de production agricole*.- Paris : INRA.- 20 p.

(6) BENTOLILA, M., 1974.- Capital et travail en agriculture.- In : *Les Cahiers du B.A.C*, pp. 5-37.

(7) LAZAREV, G., 1989.- *Utilisation et organisation de l'espace pastoral*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 10 p. (cours).

(8) VISSAC, B., 1979.- *Les systèmes de production*.- Paris : INRA.- 22 p.

(9) BERTRAND, G., 1975.- Pour une histoire écologique de la France rurale.- In : DUBY, G., WALLON A. (éd.).- *Histoire de la France rurale*, T. 1.- Paris : Le Seuil.

(10) JOLLIVET, M., (sous la direction de), 1988.- *Pour une agriculture diversifiée*.- Paris : L'Harmattan.- 336 p.

(11) Pour ce thème, la publication fondamentale est celle de L. MALASSIS.- *Economie agro-alimentaire*.- Paris : Cujas, T. I, 1979, T. III, 1986, (en col. avec M. PADILLA) ou encore du même auteur : *Agriculture et processus de développement*.- Paris : UNESCO, 1973.- 308 p.

(12) LAURET, F., 1983.- *Sur les études des filières agro-alimentaires*.- Montpellier : INRA-ESR.- 18 p.

(13) PASCON, P., 1977.- *Le Haouz de Marrakech*.- Rabat.- 693 p., 2 T..

(14) LEFEVRE, H., 1970, *op. cit.* note (1).

(15) (Collectif), 1982.- La communauté en Méditerranée.- In : *Peuples méditerranéens*, n° 18, numéro spécial.- 238 p.

(16) ALLIES, P., 1986.- Le local, l'Etat et la société civile.- In : *Espaces, jeux et enjeux*, *op. cit.* note (1), pp. 272-282.

(17) FADDA, M., 1988.- Du Nord au Sud de l'Italie, de nouvelles formes d'intégration territoriale.- In : *Pour*, n° 118, pp. 89-94.

(18) LEFEVRE, H., 1970, *op. cit.* note (1).

(19) (Collectif), 1982.- *La communuté en Méditerranée*, *op. cit.* note (15).

(20) BARTOLI, P., 1987.- *La viticulture française et le marché commun*.- Paris : INRA.- 282 p. + annexes.

(21) ALLAIRE, G. *et al.*, 1985.- Enjeux, médiation et développement local : un point sur le mouvement des pays.- In : *Etudes Rurales*, n° 97-98.

(22) BODIGUEL, M., 1984.- *Le rural en question*.- Paris : L'Harmattan.- 183 p.

- THIBAULT, A., 1983. - Le local un thème de travail.- In : *L'espace géographique*, n° 2, pp. 108-114. L'auteur y fait la proposition de considérer «le local comme géo-système».

(23) GAVIGNAUD, G., 1987.- De la révolution agricole à la révolution rurale. In : *Revue Historique*, pp. 99-109.

(24) Ce thème de l'esthétique rurale, de la qualité paysagère des campagnes, mériterait de plus longs développements, d'autant plus que cet élément prend de plus en plus valeur vénale, devient produit haut de gamme (cf. chapitre tourisme). Le sujet a été l'occasion de brillantes variations par E. SERENI, 1963.- *Histoire du paysage rural italien*.- Paris : A. Colin.- 323 p.

(25) (Collectif), 1978.- Cultures et politiques en Méditerranée. Questions et propositions.- In : *Peuples méditerranéens*, n° 2, pp. 137-164.

(26) C'est nous qui soulignons l'expression **rationalismes régionaux** dans ce texte extrait de l'article ci-dessus mentionné.

(27) Rappel des ouvrages classiques :

- BIROT, P., DRESCH, J., 1956.- *La Méditerranée et le Moyen-Orient*. - Paris : PUF, 2 T. (coll. Orbis).
- BLANC, A., DRAIN, M. et KAYSER, B., 1967.- *L'Europe méditerranéenne*.- Paris : PUF.- 270 p.
- BRAUDEL, F., 1966.- *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*.- Paris : A. Colin.- 588 p.
- ISNARD, H., 1983.- *Pays et paysages méditerranéens*.- Paris : PUF.- 235 p.
- PARAIN, C., 1936.- *La Méditerranée. Les hommes et leurs travaux*.- Paris : Gallimard.- 235 p.

Il faut y ajouter :

- ALLAYA, M., LABONNE, M., PAPAYANNAKIS, M., 1988.- *Les échanges agro-alimentaires méditerranéens*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 307 p. (*Options Méditerranéennes, Sér.* Etudes).
- (Collectif), 1984.- *La mobilité des paysages méditerranéens* (Hommage à P. BIROT).- Toulouse.- 387 p.
- *L'Evénement européen, 1988.- La question méditerranéenne*.- Paris : Le Seuil.- 156 p.
- KAYSER, B. (sous la direction de), 1986.- *Les sociétés rurales de la Méditerranéité*.- Paris : Edisud.- 308 p.
- LABONNE, M. et HIBON, A., 1978.- *Futur agricole et alimentaire de la Méditerranée arabe*.- Montpellier : INRA-ESR.- 145 p. + annexes.
- LERIN, F. (sous la direction de), 1986.- *Céréales et produits céréaliers en Méditerranée*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 323 p. (*Options Méditerranéennes*, Sér. Etudes).

Pour les données statistiques :

- ALLAYA, M.C., et ALLAYA, M., 1987.- *Annuaire des pays méditerranéens*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 390 p.- L'Etat et la Méditerranée.- In : *Peuples méditerranéens*, n° 27-28, 1984.- 307 p.

(28) BONNEFOI, C., 1988.- La notion d'intégration, analyse au travers des Programmes Intégrés Méditerranéens. *Communication au Colloque PIM*, Marseille.- 28 p.

(29) LAZAREV, G., 1989, *op. cit.* note (7).

(30) VIEILLE, P., 1984.- L'Etat périphérique et son héritage.- In : *L'Etat et la Méditerranée, Peuples Méditerranéens*, *op. cit.* note (15), pp. 5-38.

(31) (Collectif), 1982.- *La communauté méditerranéenne*, *op. cit.* note (15).

(32) BOSERUP, E., 1970.- *Evolution agraire et pression démographique*.- Paris : Flammarion.- 218 p.

(32) COTE, M., 1986.- Les migrations internationales dans le Bassin méditerranéen.- In : *Méditerranée*, n° 4, pp. 93-101.

- LE HOUEROU, H.N., 1973.- Ecologie, démographie et production agricole dans les pays méditerranéens du Tiers-Monde.- In : *Options méditerranéenes*, n° 17, pp. 53-61.
- SIMON, G., 1979.- Travail en Europe et urbanisation des campagnes au Maghreb. In : *Urbanisation et nouvelle organisation des campagnes au Maroc*, Tours, pp. 5-14.

(33) Ces «*rythmes de l'histoire*» sont au coeur des travaux de F. BRAUDEL, G. DUBY, E. LEROY-LADURIE ... ; pour ce dernier : *Les paysans du Languedoc*.- Paris : Flammarion, 1966.- 1037 p. (2 Vol.).

(34) DUBY, G., 1973.- *Guerriers et paysans*.- Paris : Gallimard.

(35) GAVIGNAUD, G., 1983.- *Propriétaires-viticulteurs en Roussillon*.- Paris : Publications de la Sorbonne.- 783 p., 2 T..

(36) FOUCHER, M., 1988.- Frontières et développement.- Marseille.- In *: Echanges méditerranéens*.- 8 p.

(37) Les rythmes de marginalisation et d'intégration de la steppe constituent l'un des thèmes majeurs de l'ouvrage de M. COTE, 1988.- *L'Algérie ou l'espace retourné*.- Paris : Flammarion.- 362 p.

(38) ROUZIER, B., 1987.- Le Sud, une novation socio-économique.- In : *Revue Economie Méridionale*, n° 138, pp. 49-64.

(39) ALLAYA, M. *et al.*, 1988, *op. cit.* note (27).

(40) ROUZIER, B., 1988.- Les Suds, nouveaux Eldorados européens.- In : *Pour*, n° 118, pp. 67-72.

(41) (Collectif), 1984, *op. cit.*, note (15).

Deuxième partie

Systèmes de production et effet de zonage ~ le double clavier de l'espace et du temps

Introduction à la Partie II

Le géosystème méditerranéen est profondément marqué par les phénomènes d'aridité résultant de l'inversion des rythmes thermique et pluviométrique. La sécheresse estivale introduit un facteur déterminant dans l'évolution des diverses composantes de la bio-géographie zonale : fragilité des sols qui se reconstituent mal, relative pauvreté de la gamme des plantes disponibles qui doivent s'adapter au double ralentissement biologique en relation avec la baisse de la température en hiver, de l'humidité en été, irrégularité interannuelle des pluies responsable de disettes catastrophiques.

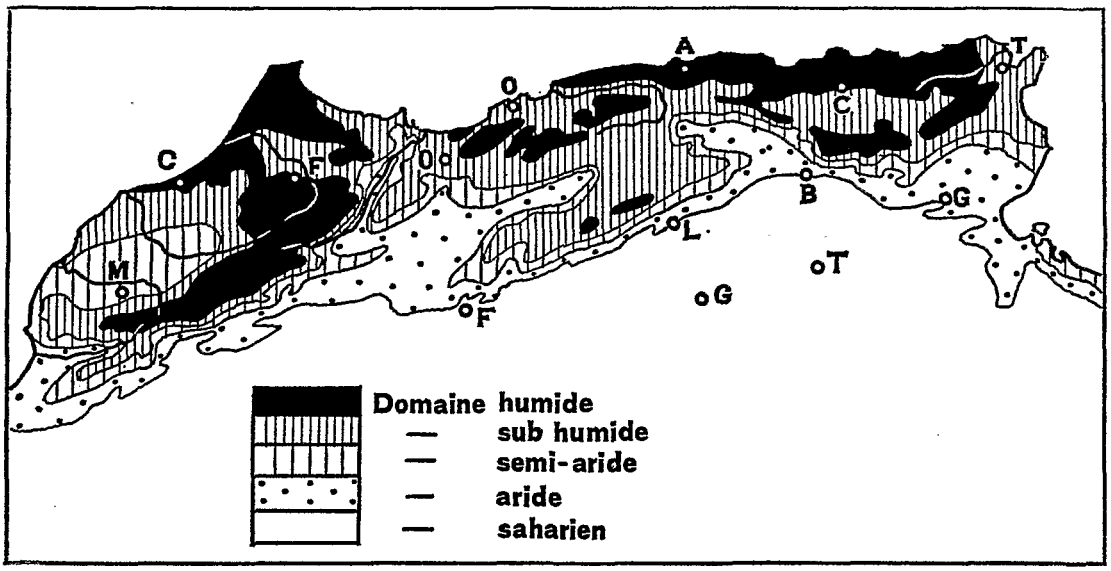
Pour pallier les insuffisances de la biomasse et les aléas qu'entraînait son exploitation, l'homme a dû recourir à toute une série de recettes en jouant sur le double clavier de l'espace et du temps. Dans cette relation avec le milieu, des variations considérables apparaissent, au sein desquelles on peut distinguer des seuils significatifs en fonction non seulement des degrés dans l'aridité, mais encore de la capacité technique des sociétés à s'y adapater ou à s'en abstraire. En l'affaire, le progrès se marque par, d'un côté, une maîtrise sans cesse croissante du milieu et donc une certaine uniformisation dans l'exploitation, qui va jusqu'à créer des cultures hors-sol, de l'autre côté, la recherche d'une valorisation des spécificités locales (labels). Variété des terroirs et diversification des techniques se combinent pour créer une mosaïque de systèmes de production, dans l'évolution desquels la capacité de mobilisation de l'eau compte autant que les lois du marché.

II – 1

Agriculture et mobilité des paysages (★)

Il ne peut être question de présenter ici un tableau général des «potentialités naturelles» de l'espace méditerranéen, mais seulement d'en rappeler certains éléments dans leur relation avec les systèmes agraires. Et cette étude nous paraît devoir être conduite à deux échelles différentes : au niveau zonal en déterminant les principaux seuils qui commandent la distribution des grands écosystèmes régionaux, au niveau local par la présentation de quelques terroirs de référence.

Figure 14 : Les domaines bio-climatiques nord-africains
(Adapté de H. Gaussen et F. Bagnouls)



(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

A – Les domaines morpho-bio-climatiques : le cas type du Maghreb

Climatologues et botanistes (spécialement L. Emberger et H. Gaussen) ont imaginé divers indices ou quotients d'aridité permettant de distinguer, à l'intérieur de la zone méditerranéenne, plusieurs domaines bioclimatiques, dans le cadre desquels les morphologues définissent également des systèmes d'érosion caractéristiques.

Sur un espace relativement restreint, le Maghreb, du fait de sa situation en latitude, de sa double façade maritime, de l'ordonnancement général de son relief, offre une gamme très large de ces domaines morpho-bio-climatiques (1).

Peu de pays présentent un gradient d'aridité aussi marqué que celui qui apparaît, au Maroc, sur les 100 km qui séparent les sommets rifains (parfois plus de 3 m de pluviométrie annuelle) et le bassin de la Moulouya (moins de 200 mm).

Le **domaine humide** est celui où la pluviométrie moyenne est supérieure à 800 mm et où, à l'état naturel, existe une couverture forestière assez continue. Il se décompose en deux secteurs : la partie centrale de l'axe Rif/Moyen-Atlas et les montagnes telliennes du Zaccar à la Kroumirie. Le Rif, le Moyen-Atlas et les Babor présentent en leurs régions sommitales de belles cédraies ou des forêts de sapins ; à l'étage moyen, domine le chêne vert, avec localement des peuplements de chênes à feuilles caduques, zènes ou tauzins, qui cèdent vers le bas aux forêts de chênes-lièges à sous-bois parfois très denses.

La dégradation de la végétation laisse place à des mattorals touffus d'arbousiers, genêts ou cistes. Au-dessus de 1 500 m, l'enneigement peut durer deux mois. La concentration des précipitations (record de 3,5 m en 5 mois au coeur du Rif !) peut entraîner des phénomènes de solifluction d'une grande ampleur, avec parfois des glissements de versants entiers. C'est, par excellence, la zone des pâturages d'été, ayant fixé des populations d'éleveurs dont certains pratiquent l'hiver la transhumance inverse, et attirant parfois l'été des pasteurs des bas-pays (transhumance directe).

Dans le **domaine sub-humide**, les phénomènes d'érosion sont généralement atténués, combinant en termes variables le décapage, le ravinement, épidermique ou plus profond, la solifluction, spécialement dans les marnes miocènes.

Ce secteur, correspondant à une pluviométrie de l'ordre de 500 à 800 mm, comporte les bordures du domaine précédent : Pré-Rif, Plaines atlantiques jusqu'à la hauteur de Casablanca, une grande partie du Tell (station caractéristique : Alger : précipitations annuelles : 765 mm, température moyenne : janvier 11°9, août 25°9).

Sur les sols les plus fertiles, *tirs* noirs, *hamri* rouges, *dhess* gris, les forêts ont fait place aux cultures ; elles se maintiennent sur les terroirs les plus pauvres comme les *rmel* (sables) de la Mamora où subsiste la principale forêt de chênes-lièges des plaines maghrébines; ailleurs la hache, le feu et la dent du troupeau ont fait prédominer les mattorals, maquis sur les sols siliceux, garrigues sur le calcaire.

Avec le **domaine semi-aride**, le paysage se dénude (la formation la plus caractéristique associant olivier, lentisque et palmier nain) et tend à se décomposer en glacis emboîtés, parfois encroûtés, reliques des épisodes morpho-climatiques du Quaternaire, et que strient des ravines de l'érosion actuelle. Avec une pluviométrie moyenne de 300 à 500 mm, la culture en sec est à peu près partout possible (*bled bour*), mais certaines années la sécheresse réduit notablement les rendements.

Ce type de climat intéresse une bonne part des plateaux atlantiques du Maroc (le Saïs, la bande qui va de la Chaouïa au Haut-Atlas occidental sur les bordures duquel se maintiennent des peuplements d'arganiers), les bassins intérieurs du Tell (dépression du Chélif), les secteurs les moins déprimés de la Méséta maroco-oranaise, les Hautes Plaines constantinoises, la Tunisie moyenne entre la Dorsale et une ligne Feriana-Sfax.

Le **domaine aride**, antichambre du désert, avec une pluviométrie entre 300 et 100 mm, comporte un liseré nord-saharien étroit au droit de l'Algérie, plus étalé au Maroc (Sous, Pré-

Sahara) et en Tunisie (triangle Sfax-Feriana-Foum-Tatouine) et pousse vers le nord, à la faveur d'accidents topographiques, quelques avancées : le Haouz de Marrakech : 240 mm de pluie en 42 jours par an), les bassins de la Moulouya, la région des chotts oranais, le Hodna. Là s'installe la steppe, dont le jujubier, l'alfa ou l'armoise sont les plantes caractéristiques. On est en *bled seguia* où les cultures pluviales ne sont plus possibles que dans des situations exceptionnelles (par exemple, sur les épandages d'oueds, des *maïder* où les alluvions gardent des réserves d'eau).

Cette présentation met en évidence l'importance de certains seuils, en particulier :

1° – celui qui correspond à une pluviométrie de l'ordre de 300 mm, entre l'aride où la culture requiert le recours à l'irrigation (*bled seguia*) et le semi-aride, où la culture en sec peut s'étendre en année normale sur l'ensemble du sol (*bled bour*), mais avec une jachère biennale ;

2° – celui qui marque le passage, vers l'isohyète 600-700 mm, à la culture assolée régulière d'automne (*mazouzi*) et de printemps (*bekri*).

B – Pratiques culturales et processus d'érosion (2)

L'intervention des pratiques culturales varie selon les étapes et les formes des systèmes d'érosion dans lesquels elles s'inscrivent.

Le **décapage**, transfert de débris fins de la couche superficielle, échappe parfois à l'observation directe ; il est cependant souvent révélé par ses effets : la décoloration du sol, la formation dans les parties bases de petits cônes de colluvionnement qui apparaissent à la suite des labours.

Après une première phase de dénudation par suppression de la végétation, se prépare une deuxième phase par mise au jour de la roche mère.

Le **ravinement** trouve un terrain d'autant plus favorable que le sol est sans végétation : en secteur argileux, des fentes de retrait, préparées par l'évapotranspiration de l'été, canalisent l'écoulement des premières pluies d'automne et aggravent leurs effets ; en secteur plus sableux, la séparation des particules favorise également l'écoulement ; il peut se créer, à faible profondeur, des «semelles de labour» qui gênent la pénétration de l'eau et accélèrent sa concentration en surface, poussant ainsi à la formation de rigoles qui s'organisent peu à peu en réseau (*calanchi* de l'Italie, *chaabat* des pays arabes, équivalents des *gully* de la littérature anglo-saxonne). L'aboutissement de ce processus est la création d'un paysage de *bad lands*, image décourageante de la stérilisation de toute une région (cf. les descriptions classiques de J. Pouquet pour les Monts de Tessala, de B. Kayser pour la Lucanie).

La **solifluction**, qui implique une imprégnation par l'eau d'infiltration, est évidemment favorisée par le labour dont l'un des objectifs est justement d'emmagasiner le maximum d'eau ; à cela s'ajoute, dans le détail, le rôle de la «semelle de labour» comme plan de micro-glissement et aussi celui des «rideaux» naturels créés par les premières loupes de tassement, lesquelles créent de petits replats qui attirent le labour, d'où une continuité dans le phénomène, donc une nouvelle concentration des eaux.

La même conséquence découle d'ailleurs de la création de banquettes de DRS mal aménagées, par exemple dans le Rif (3).

L'**érosion en nappe** a également ses effets aggravés lorsque la culture a eu pour conséquence la destruction de la végétation, voire l'épierrage, c'est-à-dire la suppression des petits obstacles qui peuvent freiner la force de l'eau.

Le **sapement** des berges est phénomène d'autant plus intéressant qu'il concerne les basses terrasses qui, à cause de leur topographie plane, de la place qu'y prennent souvent les alluvions fines, du voisinage de l'eau pour l'irrigation, sont secteurs attractifs pour l'homme ; mais leur mise en culture aboutit à la disparition de la ripisilve qui en assurait la protection contre les coups de boutoirs des crues.

Corrélativement à ces actions érosives, les phénomènes de **remblaiement** sont à mettre également en relation avec les interventions humaines. L'on distingue généralement dans

les accumulations post-würmiennes deux niveaux : l'un plus ancien, de texture plus fine, à dominante argileuse ; d'autre plus récent, de nature plus grossière, et cette différence doit être, pour partie au moins, à mettre en rapport avec la progression des défrichements à l'aube des temps historiques.

On assiste sous nos yeux à l'accélération et à l'aggravation de ces processus, quelles soient provoquées par des pratiques pernicieuses de labour dans le sens de la pente ou par l'extension abusive des défrichements. Au Maroc, 1 000 000 ha de forêts ont disparu entre 1940 et 1980 et le rythme des 25 000 ha de défrichement par an semble maintenu, et les superficies reboisées progressent dix fois moins vite que les déboisements. On estime que, si les conditions actuelles d'exploitation sont maintenues, le Haut-Atlas aura perdu la totalité de ses forêts en 2025 (G. Fay).

En Algérie, la succession dans la période coloniale du «cantonnement» des populations dans les aires marginales, puis de leur «regroupement» sur les piémonts, a déclenché des phénomènes d'érosion par surexploitation ou par abandon dont les méfaits continuent à s'entretenir (4).

C – Les terroirs leitmotivs permanents de l'ordre agraire méditerranéen

L'existence de terroirs fortement typés, avec leur impact sur l'organisation agraire, constitue l'un des thèmes classiques de la géographie méditerranéenne. La sophistication de plus en plus poussée des moyens techniques d'intervention, et l'artificialisation grandissante du milieu qui en résulte, ne masquent pas cette donnée, elle y introduit au contraire parfois des nuances nouvelles.

Diversité, fragilité, mobilité

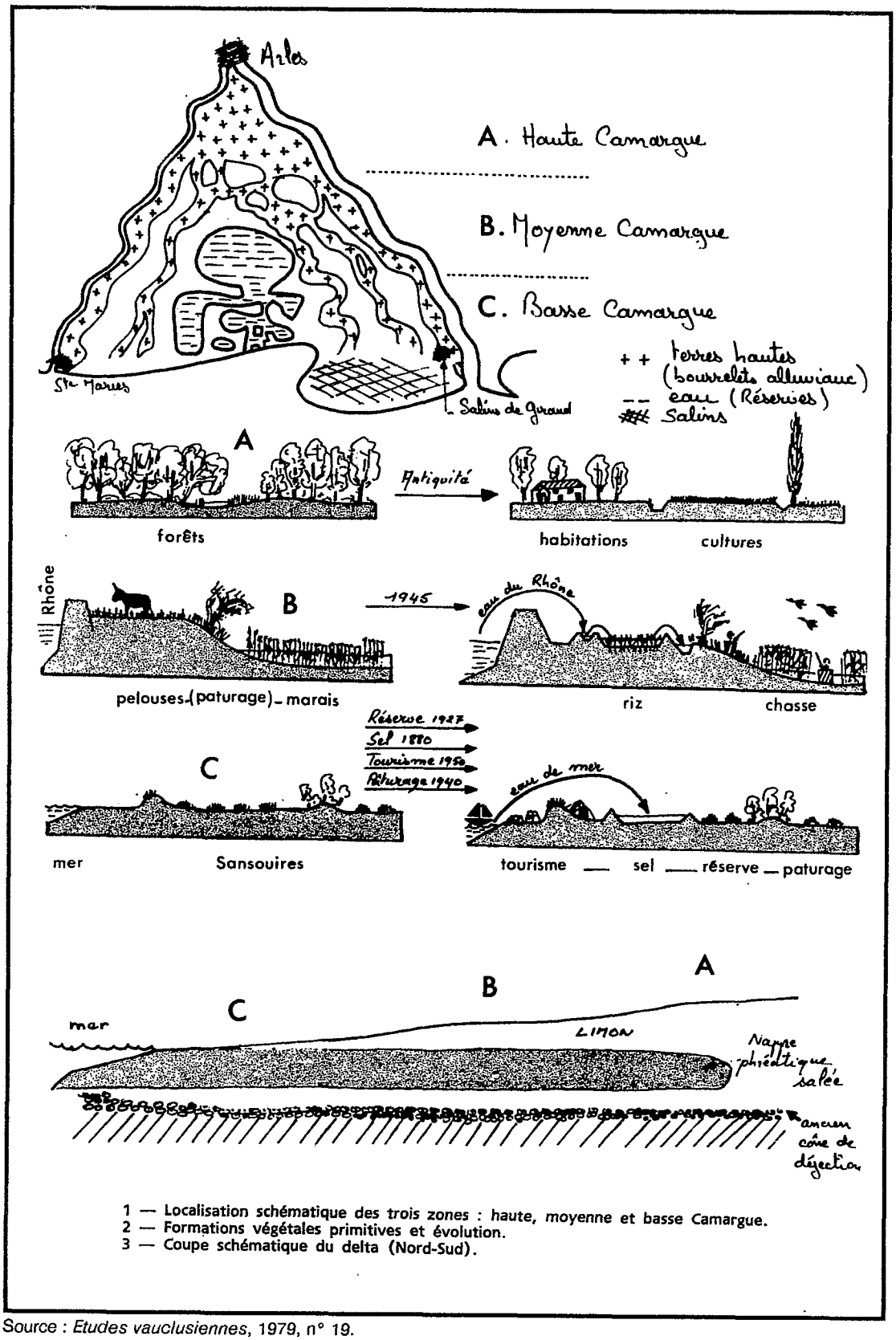
Ces caractères sont liés à l'interférence de facteurs morphologiques et bio-climatiques actuels et anciens. Les schémas présentés par M. Côte pour les Hautes Plaines de l'Est algérien font ressortir l'importance des héritages morphologiques du Quaternaire : dépôts alluviaux, formations pédologiques sous des climats très contrastés constituent les supports de l'activité agricole actuelle et les équilibres bio-morphologiques anciens sont rompus par le passage au climat qui est le nôtre et par les interventions anthropiques. Il en résulte des actions érosives qui vont du simple décapage superficiel au ravinement et à la solifluction, pour aboutir, dans les cas les plus critiques, à la destruction des versants par pans entiers et à l'élaboration de *bad lands*.

Dans la gamme très fournie des écosystèmes méditerranéens, nous ne retiendrons ici que quelques situations parmi les plus caractéristiques.

a) Les plaines intermédiaires

Il s'agit de plaines qui, sans bénéficier de la proximité immédiate de la mer, ne souffrent pas encore trop d'une situation intérieure. Leur horizontalité en fait des secteurs agraires attractifs, mais des différences sensibles existent quant à leurs aptitudes culturales en fonction du degré d'aridité de leur climat. Les observations faites sur «*les contraintes pédo-climatiques à l'exploitation des zones semi-aride et aride du Maroc Occidental*», sont riches d'enseignement à cet égard (5). On constate que la vallée de l'Oum-er-Rbia constitue une frontière fortement marquée entre une zone Nord, la Chaouia, où prévaut une occupation continue du sol avec *openfield*-mosaïque au sein duquel se développe une rotation biennale faisant alterner culture d'automne (blé ou orge) et de printemps (maïs, fève), et une zone Sud, la plaine de Benguérir, où la sole de printemps disparaît. Sans doute, une différence sensible dans la pluviométrie existe entre les deux zones : 380 mm en moyenne au Nord, 260 au Sud, mais ce critère climatique ne suffit pas à lui seul à expliquer la netteté de la coupure dans les pratiques agricoles. Il faut également prendre en compte la nature des sols locaux, leur aptitude à stocker l'eau et à permettre des reports d'une saison à l'autre, c'est-à-dire, au total, leur épaisseur. Or, en Chaouia, s'étalent des *tirs* épais de 80 à 100 cm ou des sols bruns, calcaires, ayant des réserves d'eau de 80 à 100 mm, tandis qu'en plaine de Benguérir, il s'agit de *biod*, sols limoneux bruns méditerranéens dégradés sur calcaire, ou de *hassia*, sols bruns isohumiques argilo-sableux, les uns et les autres de faible épaisseur, 20 cm, et de modeste capacité de rétention (25-30 mm). L'effet cumulatif pluviométrie-épaisseur

Figure 15 : Terroirs et aménagement dans une plaine deltaïque : le cas de la Camargue



Source : *Etudes vauclusiennes*, 1979, n° 19.

du sol, agissant à la fois sur la diversification des systèmes de production et sur la régularité des rendements des cultures d'automne, explique la netteté des frontières entre semi-aride et aride à la hauteur de l'Oum-er-Rbia, entre une paysannerie stabilisée depuis longtemps, à forte densité d'occupation du sol, et une population restée semi-nomade jusqu'à une date récente et recevant sur ses terres en jachère les troupeaux transhumants venus du Haut-Atlas.

b) Les plaines alluviales du niveau de base, dont le handicap majeur réside dans l'excès d'eau apparaissent ainsi comme des anomalies en une zone marquée par les traits de l'aridité. Mais ce sont des anomalies multipliées et d'une grande signification. Leur occupation et leur mise en valeur se font généralement en plusieurs étapes. Dans une première phase, installation sur la périphérie, à distance des inondations et de la malaria, en situation de piémont, de villages nébuleuses au milieu de jardins et de vignes, avec culture extensive sur l'auréole d'alluvions périphériques grossières et utilisation estivale des pâturages de marais ; dans une deuxième phase, intensification de la mise en valeur en plaine sèche avec, éventuellement, dédoublement de l'habitat ; dans une troisième phase, celle de la **bonification**, drainage et assèchement de la zone amphibie avec, si possible, développement de l'irrigation à partir de barrages sur les fleuves bordiers ou des eaux des nappes locales (6). Ce schéma admet des variantes nombreuses selon les détails de la morphologie (par exemple, existence de levées le long des fleuves qui attirent habitat et cultures au coeur de la zone inondable, type Rharb) ou selon les techniques et la chronologie des travaux de drainage par exutoire en tunnel (Montady, XIIIème siècle), calibrage d'exutoire (Thessalie centrale, après 1950), pompage (Camargue), système complexe associant un grand réseau de drainage et d'irrigation avec barrages et réservoirs (Mitidja, IXème, XXème siècles, Rharb après 1960). Quant au delta du Nil, au bout de plusieurs millénaires de mise en valeur, il connaît des transformations profondes de son aménagement avec conquête de nouvelles terres, depuis la mise en eau du lac Nasser (cf. **chap. VI**).

Les circonstances liées à la récupération de ces sols hydromorphes induisent souvent les conditions de leur mise en valeur ultérieure. Elles restent «terres difficiles» exigeant des soins particuliers dans l'entretien du réseau de drainage, dans les techniques de labour : cultures en ados. Seules des organisations ayant quelque puissance peuvent entreprendre ces équipements et assurer leur maintenance. Ces aires de bas-fonds sont donc les plus souvent devenues possessions soit de grands propriétaires privés, soit de collectivités d'ayants droit (types associations syndicales agricoles privilégiées françaises ou *consorzio* italiens), soit encore de l'Etat (domaine public), lequel peut les allotir (*merjas* du Rharb).

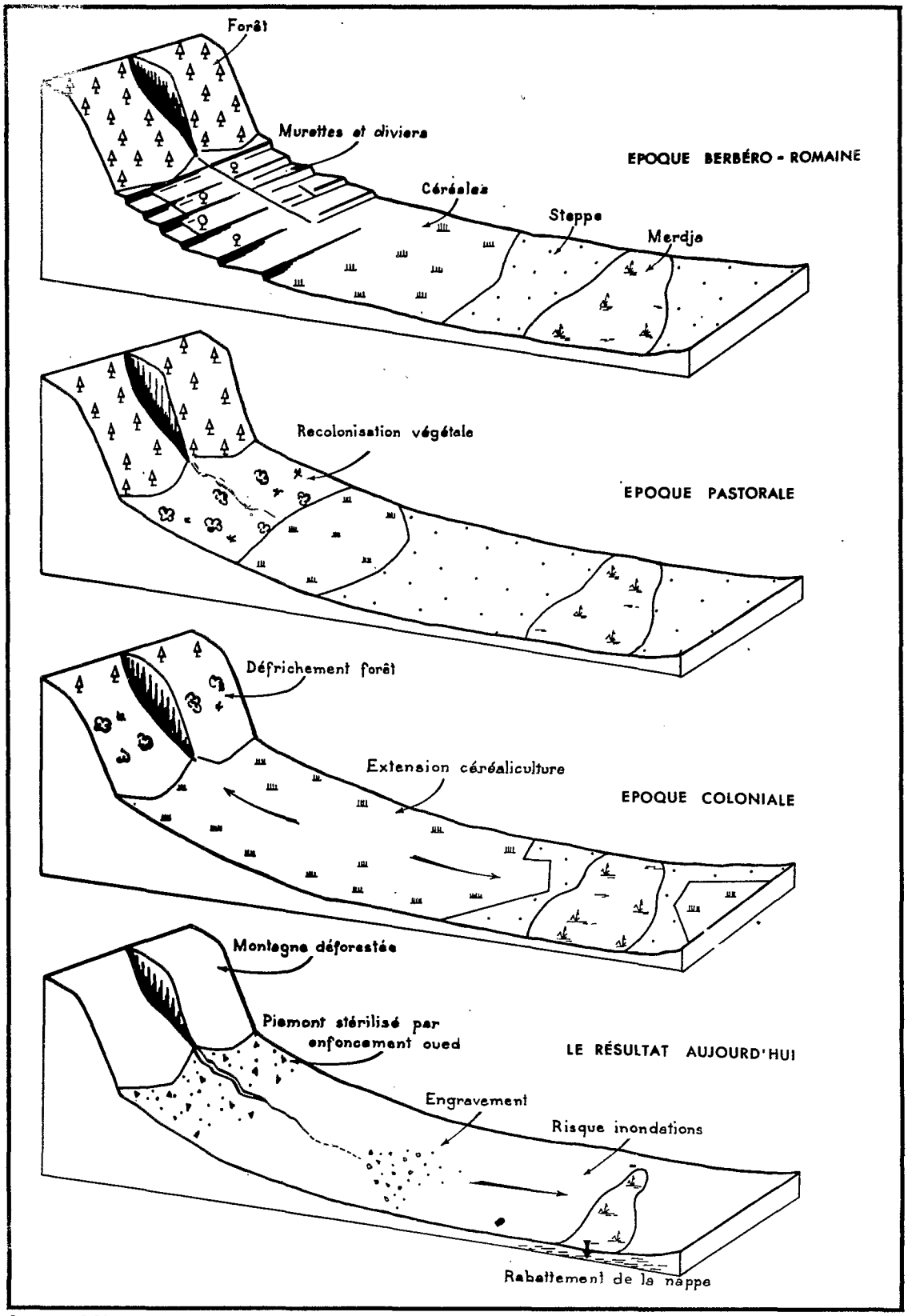
c) Les plaines arides

Lorsque la pluviométrie annuelle est en moyenne inférieure à 400 mm, la culture irriguée reste une loterie, l'activité pastorale prend une place déterminante dans l'utilisation de l'espace et il se crée des formes très nuancées de symbiose entre élevage et agriculture (7).

Dans le système ancien l'équilibre était recherché par un usage polyvalent et mesuré de l'espace agro-pastoral, en fonction de ses ressources en terre, en eau, en végétation. Les exemples de l'utilisation des terroirs du Haouz de Marrackech et de l'adaptation des systèmes d'irrigation à la situation morpho-hydrique locale dans le Sud tunisien portent témoignage de la diversité des solutions imaginées : protection des interfluves encroûtés, jachère pâturée pour reconstituer la matière organique, maintien d'aires d'impluvium d'une superficie 3 ou 4 fois supérieure à celle des bas-fonds cultivés, épandage guidé par des diguettes de versants, multiplicité des procédés de stockage et de transfert de l'eau d'irrigation ...

Les pratiques de l'arido-culture (*dry farming*) mises à l'honneur au début du siècle visent à diminuer l'effet de l'évaporation et à assurer un stockage de l'eau en profondeur, par la répétition de façons culturales, en vue d'entretenir un horizon superficiel de rupture de capillarité (*mulch*). Elles ont eu longtemps un effet bénéfique, mais au fil des ans, l'horizon supérieur du sol, soumis aux effets de l'érosion hydrique et de la déflation éolienne, tend à diminuer d'épaisseur. Ces pratiques devraient donc être assorties à un cloisonnement de l'espace : haies brise-vents, blocs de cultures pérennes.

Figure 16 : Atteintes au milieu naturel en région subaride : le cas de Hautes plaines constantinoises



Source : COTE, M., 1979.- *Mutations rurales en Algérie. Le cas des Hautes Plaines de l'Est.*

Dans de trop nombreux cas, les déséquilibres nés de la révolution démographique ont été aggravés par les effets de la révolution technique instituée par le passage brutal à la culture mécanisée. Celle-ci en effet s'est traduite par une pseudo-intensification, celle qui porte plus sur l'élargissement des surfaces que sur l'amélioration du profil cultural. En effet, les paysans se sont plus volontiers dotés d'outils pour des façons culturales superficielles et rapides (déchaumeuses, charrues olydisques) que d'outils travaillant en profondeur» (8). Les conséquences néfastes de ces pratiques sont multiples : déstructuration des propriétés physico-hydriques des sols, élimination des plantes assurant une certaine protection contre l'érosion, ...

L'étude consacrée par M. Sebillotte à la plaine des Tafrata, dans le Maroc oriental, fournit un exemple significatif des retombées perverses d'une colonisation brutale de ces terres arides (9).

L'interdiction pure et simple de la culture céréalière décrétée, un moment en Algérie, n'apporte pas une vraie solution au problème.

Les effets de la mécanisation des cultures dans le Maroc oriental : la remise en cause de la hiérarchie des terroirs

Dans cette région où la pluviométrie annuelle est de l'ordre de 120 à 180 mm, et où la formation végétale dominante est la steppe à armoise piquetée de jujubiers, la valeur des terroirs dépend autant de la capacité à retenir l'eau que de la topographie ou de la composition physico-chimique du sol. Or la morphologie locale laisse apparaître les principales composantes suivantes : des plateaux à croûte épaisse et compacte (dalle moulouyenne), trouée sur place de dépressions (dayas), des glacis et collines de piémont, des plaines d'épandage à dépôts caillouteux ou limono-argileux, des fonds de vallées à terrasses emboîtées et à talweg large et mobile.

La tendance normale est de cultiver les surfaces les plus planes et les sols les plus profonds, aux réserves hydriques plus abondantes. D'où la préférence donnée aux basses terrasses le long des vallées (voire aux talwegs), aux cônes de déjection de piémont, aux creux des plateaux, l'araire permettant une sélection des meilleurs sites, ce qui conduisait à une répartition des champs temporaires en îlots et archipels au milieu des parcours.

Le passage au tracteur tirant un outil aratoire à disques entraîne un dispositif agraire différent : la recherche de surfaces planes de grandes dimensions, d'un seul tenant, amène à négliger le micro-relief et à étendre les labours sur des sols de qualités inférieures, plus caillouteux, à moindres réserves hydriques. Il en résulte une limitation des rendements et également des conséquences plus ou moins néfastes pour la végétation, car on assiste à :

- *une destruction quasi totale de la végétation ligneuse pré-existante; dans la jachère au tracteur, il ne repousse que des plantes annuelles d'où un saisonnement accru du pâturage ;*
- *la fabrication d'une couche de terre très meuble, épaisse, très sensible à l'action des pluies (phénomène de battance qui peut entraîner une gêne à la levée des céréales) et au ruissellement ; dans le cas du travail à l'araire, les champs sont plus motteux et sont ainsi moins susceptibles d'érosion ;*
- *l'enfouissement des graines est souvent beaucoup trop profond et donc constitue fréquemment une gêne à la levée des «plantules» .*

Ainsi, une extension non contrôlée des labours mécaniques n'entraîne pas une augmentation des rendements, à tel point que les revenus tirés de la culture sont inférieurs à ceux qu'apporte l'élevage. Cependant, une agriculture mieux organisée dans sa localisation, le choix des variétés et des méthodes culturales, et visant à apporter une alimentation de complément au bétail, devrait trouver sa place dans le complexe agro-pastoral de la steppe.

Source : SEBILLOTTE, M., 1973.- *Les cultures de céréales en sec dans le Maroc occidental.*

II – 2

Les chaînes technologiques : de l'extensif à l'intensif, de l'araire au tracteur

Le monde méditerranéen offre des images des plus contrastées de l'usage des techniques agricoles, depuis les aspects les plus archaïques, labour à l'araire, moisson à la faucille, jusqu'aux formes les plus sophistiquées, irrigation en aspersion par pivot, vendange à la machine ... Pris dans l'engrenage de la croissance, l'agriculteur est conduit inexorablement à la conquête de la productivité qui l'oblige à «*faire de la technique, encore de la technique, toujours de la technique*» (F. Lauret). Mais ce mouvement s'est très inégalement diffusé, et l'on est ainsi conduit à analyser les systèmes de production en fonction de la chaîne technologique dans laquelle ils sont insérés.

A – Les deux extrémités de la chaîne

a) Le système traditionnel : extensivité et pratiques anti-aléatoires

D'un bout à l'autre du Monde méditerranéen, les céréales consommées sous forme de pain, de galette ou de semoule (couscous) ont constitué la composante de base du régime alimentaire, avec comme compléments des légumes tels la fève et le pois chiche. Le blé (spécialement sous le type «dur») et l'orge (exceptionnellement le seigle en montagne ou le sorgho en secteur humide et chaud) ont été les fondements du cycle agraire, occupant souvent plus de 80% du sol cultivé. En culture traditionnelle sèche le système de production est donc d'une grande simplicité : c'est la céréaliculture avec labour à l'araire et moisson à la faucille, associée à une jachère biennale pâturée. Plantes autochtones rustiques, adaptées au raccourcissement de la saison végétative et aux caprices des rythmes pluviométriques, le blé et l'orge sont par excellence les cultures d'automne (*bekri* au Maghreb). Elles sont cependant assujetties à deux contraintes : le retard des premières pluies de la saison froide qui conditionnent les labours, la précocité des chaleurs printanières qui risquent de brûler la récolte. Et entre-temps, l'insuffisance; voire l'absence, des pluies en février peut compromettre gravement (totalement) la campagne. Le cycle végétatif exige que les semailles aient lieu au plus tard vers le 1er janvier, la récolte s'échelonnant entre fin avril, dans l'extrême Sud, et juin.

Le tableau ci-après, dressé par Ph. Jouve et F. Papy, pour le Maroc aride et semi-aride et au début de cette décennie 1980, montre à quel point les «itinéraires techniques» se dégagent difficilement des contraintes physiques comme des pratiques archaïques (10).

Pluies tardives, chaleurs précoces font **obligation d'une accélération des opérations de labour et de récolte**, et donc d'une mobilisation en un temps parfois très court des hommes et du matériel. En culture traditionnelle le binôme araire-attelée de deux bêtes (la *zouja* au Maghreb) **réduisait l'atelier de culture à une superficie de l'ordre de 7-8 ha**.

Pour l'ensemble méditerranéen, on peut estimer que le rendement moyen de ce système de culture

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

Itinéraire techniques les plus fréquents pour la culture des céréales en zone semi-aride et aride

Conditions de culture					Itinéraires techniques					
Culture	Zone	Exploitation	Régime des pluies	Précédent	Séquence d'installation	Semis dose Kg/ha	Semis Période	Fertilisation	Desherbage	Récolte
Orge Fourragère	SA A	V	V	Orge Jachère	O_ SV _ pch / A "	150-200 120-130	Période (octobre)	Fumier "	O "	En partie ou totalité pâture
Orge grain	SA A	E_1 E_2 E_3 V	N " V	Blé " Blé	Ptch/ A _ SV_ Pch/A cc _ SV-cc o _ SV_pch/A/cc	80-120 " 80-90	Précoce (oct. nov) "	O " O	O " O	Déprimage et récolte à la Faucille.
Blé dur et Blé tendre	S. A	E_1 " "	N " T	Bernicha Hassida	o_ SV_pch/A pch/A_ SV_pch/A O_SV_pch/A	100-150 " 120-150	Saison (nov) tardif (dec.)	O/ engrais " "	manuel " "	Faucille " "
		E_2 " "	N " T	Bernicha Hassida	o _ SV_ pch/cc cc_ SV_pch/ cc (H) O_ SV_cc (H)	120_150. " 150	idem	engrais 1 à 1 ,5q (14-28_14)	herbicide (2_4_D) "	Faucille ou moissonneuse batteuse suivant la récolte
		E_3 "	V "	Bernicha Hassida (jachère)	cc_SV_cc ch 3d/ SP_cc_SV_cc (H) (printemps-été)	150_200 " 200	Saison (nov)	engrais 1,5 à 2q x	idem	Moisson_bat.
	A	E_1 E_2 E_3	N T N V	Hassida " Hassida Hassida	A_ SV_ A O_ SV_ A A/cc_SV_A/cc O_SV_cc ch. 3D/chi-SV- cc (H)	80_120 " 80_120 100-120	Oct. Nov. Ch._janv. idem nov.	O " O " O/engrais	Manuel " man/Heb. Herbicide	Faucille " Faucille/ mois.bat. Moisson_batt

Zone S.A. : semi-aride *A : aride*

Exploitation *E1 : exploitation utilisant la traction attelée*
E2 : Traction attelée + traction mécanique louée
E3 : traction mécanique possédée

Régime des pluies N Normal avec 1° pluies en octobre
T : tardif avec 1° pluies en décembre

Précédent Bernicha : Légumineusess à graine, maïs ou jachère travaillée
Hassida : céréale ou jachère pâturée
V : quelconque

Séquence technique PTCH: petite charrue attelée A : araire
CH)0 : charrue 3 disques, SP : stubble plow, chi : chisel
CC : cover-crop. H : herse
SV : semis à la volée

ex : 0 – SV – PCH/CC (H) = pas de préparation préalable au semis – celui-ci est fait à la volée – recouvrement à l'aide de la petite charrue attelée cas le plus fréquent ou du cover-crop. – passage non systématique d'une herse.

Source : JOUVE, Ph., PAPY, F., 1983.- *Systèmes de culture dans les zones semi-arides et aride du Maroc occidental. Du traditionnel au moderne, de l'extensif à l'intensif, les pratiques anti-aléatoires.*

oscillait entre 5 et 10 qx/ha, une moyenne faite de plus de famines que de bombances et faussée par l'effet catastrophique de certaines disettes extrêmes : au Maroc en 1942, record de 28 millions de quintaux de céréales, en 1945, année de la disette plus que centennale, moins de 5 millions de quintaux, en raison de l'absence totale de pluie entre janvier et juin.

En cas d'un mauvais démarrage de la campagne agricole, du fait du retard ou de l'insuffisance des pluies d'automne, la régulation par une culture de printemps (*mazouzi*) n'est guère possible que dans des conditions particulières. Le sorgho ne s'accommode que des rares secteurs, les plus humides, de la zones subtropicale (Rif occidental) et le maïs suppose déjà des climats péri-méditerranéens, domaines aquitain, danubien ou pontique. Cependant à l'intérieur du domaine méditerranéen lui-même, certaines conditions locales permettent la culture du maïs en sec :

1° – réserves d'humidité de basses plaines ibériques ou de *poljes* dans les Balkans ;

2° – «anomalies», dans les plaines du Maroc médian (Chaouia, Doukkala) d'une assez forte humidité atmosphérique combinée avec des sols suffisamment épais pour servir de réserve hydrique.

En secteur non irrigable, l'agriculture traditionnelle à base céréalière, portant le poids de l'aridité, semble impliquer un blocage du système, une sorte d'incapacité à dégager un surplus, l'obligation à s'en tenir à sa simple reproduction. C'est donc par le recours à des **techniques annexes** que sont recherchés les compléments de ressources et de revenus, et ce, pour l'essentiel, dans deux voies différentes : d'une part en essayant d'annuler les méfaits de la sécheresse estivale et de l'évapotranspiration superficielle par le recours aux plantes pérennes aux racines suffisamment longues pour atteindre les réserves hydriques transannuelles, arbres fruitiers et vigne, d'autre part en valorisant le binôme espace-temps par la pratique de l'élevage, la mobilité du troupeau permettant d'intégrer au système, sous forme de parcours, les aires culturales en sommeil (jachères), comme les aires à valeur écologique médiocre (mattoral, steppe ou encore la forêt).

De cette somme de recettes ressortent deux traits majeurs : la précarité, responsable du sous-développement (comment fonder un développement sur une production de 8 quintaux de céréales par hectare et sur deux années ?), l'extensivité, avec ses deux corollaires : la complémentarité des terroirs au sein des unités de vie, la nécessité d'assurer la maîtrise d'espaces plus ou moins vastes, que ce soit dans le cadre d'unités territoriales de statut privé (*latifundium*) ou collectif (communautés rurales) (voir **encart** ci-après).

b) Les voies de la modernisation : intensification, diversification et gestion

L'accroissement de la productivité est recherché essentiellement dans trois voies :

① intensification et diversification des méthodes culturales par des moyens biologiques, chimiques ou mécaniques ;

② amélioration de la gestion : économie de main-d'oeuvre, mise en place d'un système comptable ;

③ amélioration des conditions de stockage, conservation, traitement et mise en marché des produits.

L'économie de main-d'oeuvre est d'autant plus recherchée que de nombreuses cultures sont exigeantes en travail (que ce soit la vigne, les fruits, les légumes), qui représente jusqu'à 60 à 70% des coûts de production. Or si le niveau relativement élevé de la recette par hectare est associé à d'importants besoins en main-d'oeuvre, l'évolution de la société fait que la charge salariale ne cesse de s'appesantir : pour le vignoble français, vers 1955 le coût normal d'un salarié agricole représentait moins de 10 hl de vin de table, il en représente aujourd'hui 50.

L'intensification, c'est-à-dire l'accroissement des rendements et de la rentabilité du travail, passe par les progrès de la génétique et l'amélioration des techniques culturales. Et dans ces deux domaines des avancées spectaculaires ont été réalisées : riz à hauts rendements, légumes de contre saison, étalement saisonnier de la production d'agrumes ..., le summum dans l'artificialisation du milieu naturel étant atteint par la culture sous serre.

Complémentarité des terroirs : la trilogie *ager-saltus-silva*

CARRERE, P. et DUGRAND, R., 1960.- *La région méditerranéenne*.- Paris : PUF.

La liaison de la culture et de l'élevage est à la base du système agraire traditionnel du sud-est de la France. Elle repose sur une solide adaptation aux conditions naturelles des terroirs. Des plaines cultivables restreintes, souvent très sèches, mais qui, le long des côtes et des fleuves, sont gorgées d'eau, des coteaux, vastes replats aux sols légers et pourvus de sources jaillissantes, des montagnes décharnées, mais assez hautes pour porter des pâtures estivales, constituent la trilogie équilibrée du paysage. La vie prit racine dans la zone médiane, à l'abri des vents du nord comme à la source des eaux vives, là où les méplats assuraient à la fois des sites défensifs et une utilisation harmonieuse des terroirs : villages de rebord, accrochés aux forêts claires vite transformées en pâture arborée, et qui dominent les terres légères et chaudes. A la trilogie du paysage naturel correspond celle de l'activité humaine : ager, saltus et silva.

L'ager, c'est d'abord les céréales, le froment surtout l'épeautre ensuite, suivi de la cohorte des seigles et des orges, des méteils les plus variés. Les rendements sont très faibles, car le climat est largement consommateur d'humus, à tel point que les rares terres irrigables sont réservées aux prairies dans le but d'assurer le foin du troupeau, seule source de fumure. Blottis près du village, quelques arpents de légumes et, sur les adrets aux sols caillouteux, largement étalés, de magnifiques vergers. Amandiers, figuiers, pruniers, poiriers s'y associent, selon les sols et les nuances climatiques, avec les trois mannes naturelles qui sont, avec le pain, à la base de l'alimentation : le noyer de la montagne alpine, l'olivier provençal et languedocien, le châtaignier des montagnes granitiques, qu'elles soient pyrénéennes, corses ou cévenoles. La vigne travaillée par de petits propriétaires a partout sa place surtout le long des routes où elle fournit un produit d'échange recherché par les montagnards. Dans l'ager, l'appropriation est très ancienne. Le système de l'aprisio, qui après les dévastations dues aux guerres et aux épidémies cède des terres en toute propriété aux immigrants, sous condition qu'ils les défrichent, remonte au IXème siècle. Très tôt aussi, tout le domaine direct fut, dans le midi de la France, partagé en un pullulement d'emphytéotes.

Le saltus, garrigue ou maquis, est presque toujours au contraire le patrimoine collectif du village. Bois-taillis de chênes verts, parsemé de tous les compagnons habituels de l'yeuse, il fournit aux plus pauvres le moyen de vivre. Nobles et abbés ont certes essayé de se réserver bois et landes. Mais la lutte toujours victorieuse pour le libre usage, au moins partiel, des ces solitudes pétrées, lutte faite d'accaparements et de grignotages, d'amendes et de procès, fut celle de la collectivité tout entière. Au XVIIIème siècle, le doit de glandage est partout réglementé et la dépaissance des troupeaux toujours acceptée, soit dans les communaux, soit dans les devois.

Seuls les laboureurs et les bourgeois utilisent alors cette forme d'exploitation du saltus. Elle est pourtant essentielle. Le but premier de l'élevage est en effet la fourniture du fumier. Le climat, comme les sols, réduit les prairies et exclut l'élevage du gros bétail. Le mouton, rustique, adapté à la fois à la parcimonie des herbages et aux déplacements saisonniers, fournit la seule possibilité de restitution importante, limitée, il est vrai, par le faible pouvoir alimentaire des garrigues et par les transhumances qui laissent loin des terres les fumures des parcours. N'est-ce pas ce qui explique, une fois les cultures rentrées, le libre passage sur le finage cultivé et plus encore, après vendange et grapillage, la levée de la mise en défense des vignes ? Cependant, malgré l'appoint des formes les plus surprenantes de fumures, les restitutions restent très insuffisantes, aussi la jachère est-elle dans l'ager la règle indispensable. L'assolement biennal du Bassin méditerranéen n'a pas d'autre origine. Sa productivité est plus faible que celle du cycle triennal des pays nordiques mais il était inévitable étant donné les caractères de l'élevage.

(suite)

Sur les plus mauvaises terres, la jachère peut d'ailleurs se prolonger jusqu'à prendre en garrigue, par la pratique de l'essartage, l'allure d'une culture itinérante. Elle oblige alors à l'étonnant labeur d'épierrage, de construction d'énormes murs de pierres sèches pour deux ou trois ans de maigre culture, alternant avec huit ou dix ans de friche. Lors des pressions démographiques le système se généralise. Les finages cultivés, dilatés par ces longues jachères, s'étendent de manière démesurée, se morcellent en un puzzle compliqué, à la recherche du moindre recoin de terre arable, et pénétrant très avant dans le saltus refoulant les troupeaux toujours plus loin vers les bois, au détriment d'une économie pseudo-forestière alors essentielle.

L'utilisation de la silva est en effet très générale. La «ramée» complète l'alimentation hivernale du troupeau. Les coupes, qui fournissent le bois du feu, permettent aux «bouscatiers» de produire du charbon de bois vendu aux villes voisines, et les «ruscaires», qui écorchent les troncs, vivent de la vente du tanin. La cueillette prend de multiples visages : recherche des truffes, des champignons, collecte des plantes tinctoriales – cochenille et maurelle –, coupe des plantes aromatiques distillées au village – thym, aspic et romarin –, ramassage des baies de genévrier pour l'huile de cade, des arbouses, des prunelles et même des asperges sauvages et des escargots parfumés. La chasse, aux pièges à filets – les «terrasses» – est autorisée même pour les plus humbles. La lande à romarin permet enfin l'apiculture.

Toutes opérations de conditionnement et traitement des produits vise à leur diffusion dans le temps et dans l'espace, en vue d'assurer la meilleure continuité soit de l'alimentation familiale, soit de la mise en marché et, en tout état de cause, en vue de maintenir leur valeur nutritive et marchande. Cette structure peut être, selon les circonstances, un avantage, voire une arme stratégique au bénéfice du producteur, du consommateur, ou du négociant intermédiaire. Et, selon le cas, cet élément peut être aussi facteur de consolidation des structures agraires existantes ou de leur transformation, voire de leur démantèlement.

L'agriculture évolue ainsi comme pièce centrale d'un complexe agro-industriel entre, d'une part un amont industriel fournisseur d'intrants divers, qui prend une importance telle qu'il représente pour la France, en 1986, 45% de la valeur totale de l'agriculture (contre 30% en 1970), d'autre part un aval d'unités de transformation et de commercialisation qui retient plus de 60% du volume de la production.

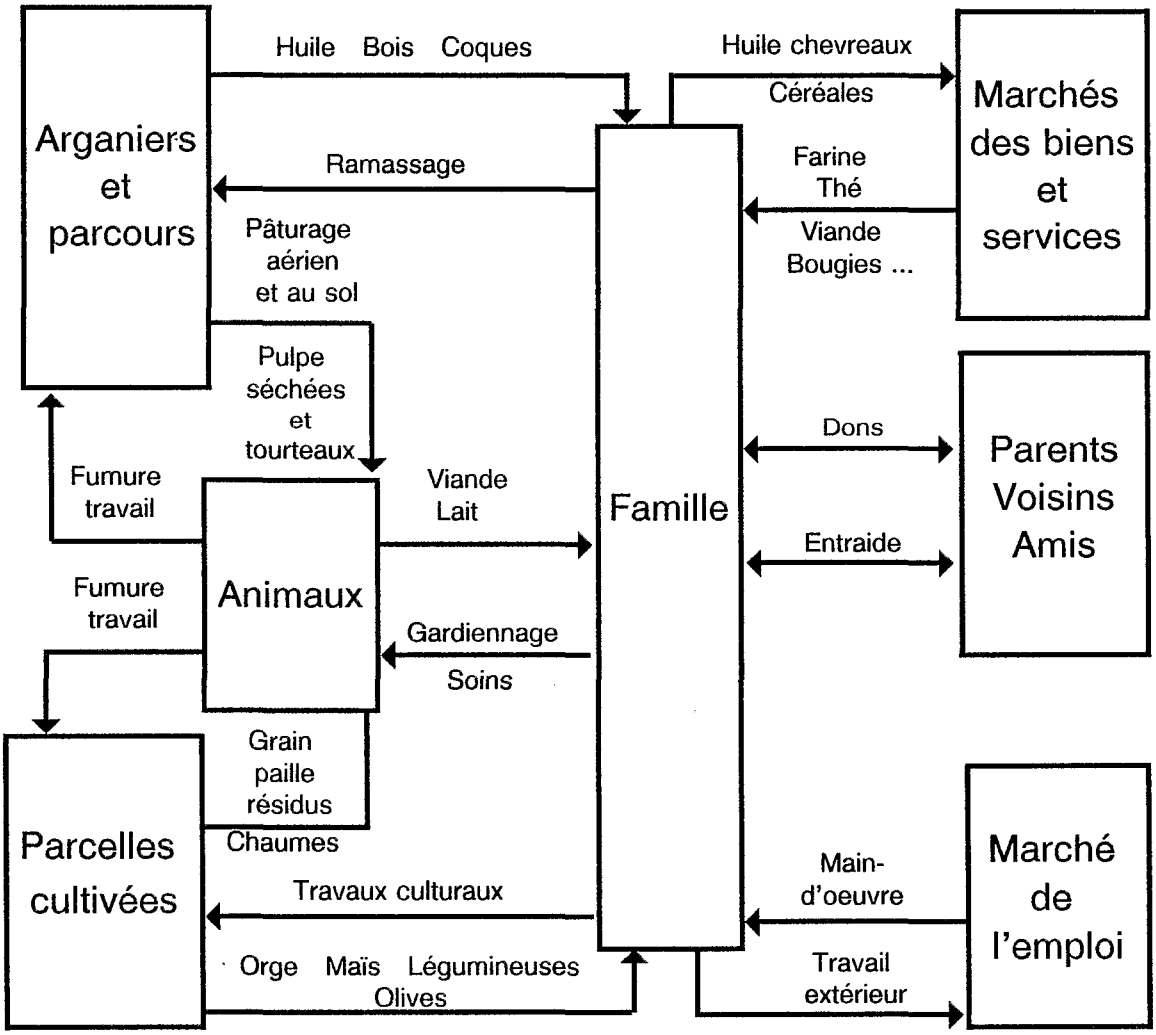
Selon P. Feuillet (1989) : «*La modernisation est liée de plus en plus aux progrès de la science et pas seulement dans le domaine agronomique, mais également dans ceux des activités d'amont et d'aval du système agro-industriel, dans le cadre des filières. Certains résultats spectaculaires ont été obtenus de la sorte.*

Ainsi en France, s'est constitué vers 1980 un GIE (Groupement d'Intérêt Economique) blé dur, réunissant organismes et personnes concernées du secteur privé : producteurs de blé, sélectionneurs industriels avec leurs laboratoires, et du secteur public : spécialement chercheurs (biologie moléculaire, génétique ...). L'objectif était de fournir des semences de blé dur permettant aux industriels français de fabriquer des pâtes alimentaires capables de concurrencer les produits italiens. L'objectif fut atteint et alors que les chiffres de production et d'exportation du blé dur étaient descendus en 1978 respectivement à 300 000 et 40 000 tonnes, ils atteignirent, en 1987, 1 400 000 et 400 000 tonnes.»

La **diversité** est un **état** définissant «*ce qui présente plusieurs aspects, plusieurs caractères différents, simultanément ou successivement*» (le Robert) .

« *... la* ***diversification*** *est un* ***processus***. *Mais cette distinction n'est pas suffisante car finalement la diversification ne mène pas nécessairement à la diversité. Il peut y avoir eu une diversification des voies et des moyens, conduisant à une diversité des modes*

Figure 17 : Système agro-sylvo-pastoral et logique paysanne
Flux énergétiques et circulation des produits en Pays Haha



La «civilisation de l'arganier» en Pays Haha (Sud-Ouest du Maroc), flux énergétiques et circulation des produits (1)

Avec ses 300 mm de pluie annuelle qui en fait une zone de transition vers l'aride, avec son paysage bosselé, suite de collines et de bassins, et son manteau de forêt claire qui recouvre les reliefs et lui donne localement des allures de petite montagne, le Pays Haha est un type de pays médian, combinant des allures de «Nord» et de «Sud» du Maroc. Mais ce qui lui confère son originalité, c'est la place que prend dans l'organisation de ses paysages l'arganier, arbre relique et composante de base d'une civilisation paysanne.

Le système de production repose sur une somme de recettes combinant l'exploitation de :

– l'arganier, par ses feuilles «pâturage aérien» pour la chèvre, et dont le fruit fournit un élément de compétition par la pulpe, de l'huile à usage domestique par son amande ;

– la forêt à usage divers : pacage (surtout caprins et ovins), bois, culture ;

– du sol par la culture à base de céréales (orge principalement).

L'espace du Pays Haha prend ainsi l'allure d'une mosaïque de clairières de cultures à arbres dispersés au milieu d'un territoire délimité de forêt claire à larges espaces cultivés.

---

(1) De PONTEVES, E., 1989.- *L'arganier, la chèvre, l'orge. Approche du système agraire de l'arganeraie dans la commune rurale de Smimou (Province d'Essaovira, Maroc)*, mémoire CIHEAM/IAMM, Montpellier.- 261 p.

d'exploitation, mais ne conduisant pas à une diversité des structures d'exploitation, ou en tout cas pas à une diversité reconnue» (11). ***Diversité culturale*** et ***diversité structurelle*** ne vont donc pas obligatoirement de pair, elles sont cependant souvent associées.

Cette diversification n'a de sens que par rapport à une situation antérieure que l'on s'efforce de corriger en postulant que la nouvelle culture et/ou la nouvelle pratique technique assureront un surplus.

La diversification est très inégalement prise en compte par les politiques agricoles. On peut en l'occurence ramener la dynamique agraire à deux mouvements opposés :

– dans le premier cas la diversité agricole est perçue comme une hétérogénéité constituant une gêne pour toute action de novation technologique ; le progrès passerait donc ici par la **spécialisation** ;

– dans un deuxième cas, la spécialisation apparaît comme perverse en ses effets, qu'ils soient physiques (appauvrissement, érosion des sols), économiques (surproduction, baisse des cours) ou sociaux (assise foncière, mode de faire-valoir, emploi).

Il n'est pas aisé d'établir une distribution, même schématique, de ces deux mouvements, tant sont diverses les situations de départ et également les tendances de l'évolution à court, moyen ou long terme.

Ainsi la première situation caractérise certaines formes d'agriculture paysanne à orientation vivrière en système semi-intensif, et il s'agit ici de dégager une ou deux cultures commercialisables, et donc de s'orienter vers une semi-spécialisation ; mais dans d'autres formes d'agriculture paysanne, ou latifundiaire, en sec, plus frustres, basées sur une mono-production céréalière à jachère biennale, le problème est d'introduire une sole nouvelle (12).

Dans le cas de la monoculture forcenée comme en Languedoc, la diversification est le leitmotiv de la politique agricole depuis quatre-vingts ans, mais avec des résultats décevants.

Dans d'autres régions on enregistre des phénomènes de «sur-intensification», par exemple dans les secteurs maraîchers où le sol peut être occupé sans interruption. Mais les excès risquent alors de conduire à une dégradation des terres : carences chimiques, désintégration physique, parasitisme ..., contre laquelle il est difficile de lutter.

Il est un domaine dans lequel la politique d'intensification rencontre également ses limites, celui de l'économie : la surproduction conduit à des crises déstabilisatrices graves.

Et l'effet cumulatif de ces divers arguments amène à dénoncer «**la logique infernale des rendements agricoles**» (cf. **encart** ci-après).

B – Les déphasages dans la révolution agricole

«*La mutation a pris son essor dans les années 1950 en France, dans les années 1960 en Italie, dans la décennie 1970 en Espagne et en Grèce ... Dans la plupart des pays du Sud du Bassin, au contraire, l'agriculture, par manque de moyens ou comme conséquence de choix politiques inadéquats, n'a pas suffisamment progressé*» (13).

On sait que la révolution agricole des temps modernes a combiné des aspects divers concernant les pratiques culturales (assolements), la génétique (espèces et variétés végétales et animales), la biochimie (engrais), la mécanisation (tracteur). Mises au point, pour l'essentiel, en fonction des conditions agronomiques et sociales de la zone tempérée fraîche, ces techniques ont été transposées souvent dans le cadre de l'écologie méditerranéenne avec difficulté et retard. En contradiction avec cette inertie, certaines procédures ont été suivies dans cette zone, qui constituaient de véritables sauts technologiques.

a) Des techniques inégalement adaptées

La première forme déterminante et proprement agronomique de l'intensification culturale moderne, la suppression de la jachère, remplacée par une sole en légumineuses, en plantes fourragères ou industrielles (betteraves à sucre), s'accommodait mal de l'aridité méridionale et cet état de choses continue à maintenir l'agriculture sèche méditerranéenne en situation d'infériorité. Sans doute sur les franges septentrionales de la zone, la betterave

La logique infernale des rendements agricoles

BERLAN, J.P., *Le Monde*, 14 juin 1988

Les autorités de Bruxelles ont proposé, il y a quelques mois, de soustraire 1 million d'hectares à la culture. Selon toute vraisemblance, il s'agit d'un ballon d'essai avant de passer à une politique de gel des terres de grande ampleur, à l'imitation de ce que font les Etats-Unis depuis les années 30. Les contractions croissantes et éclatantes des politiques agricoles des pays industriels montrent qu'elles reposent sur des conceptions, autrefois sans doute fécondes, mais maintenant périmées.

Limiter les excédents exige donc de s'attaquer à leur source, un certain type de progrès technique qui accroît la production de marchandises sans marché, met en danger notre environnement, vide les campagnes, endette les agriculteurs jusqu'à la faillite et prive une partie importante (14% aux Etats-Unis selon Scientific American) des citoyens de leur droit à un régime alimentaire décent.

Depuis la reconversion à la fin de la guerre des usines d'explosifs à la production d'engrais azotés, les systèmes de culture ont été conçus en fonction de disponibilités croissantes d'azote à bas prix, l'un entraînant l'autre et inversement. L'ère du pétrole abondant a marqué notre agriculture à un point dont on n'a pas conscience. Les variétés ont été sélectionnées en fonction de leur réponse à l'utilisation de doses croissantes d'engrais tandis que les pesticides, les fongicides et les herbicides venaient corriger des défauts éventuels. L'uniformité, la spécialisation, l'accroissement des parcelles, des exploitations et des machines sont devenus des vertus cardinales.

Les excédents de céréales ont été promptement convertis en produits animaux grâce à l'appoint des protéines concentrées de soja importées des Etats-Unis avec l'organisation de la production selon un système d'industrie à domicile de sinistre mémoire. Pour nous débarrasser de nos excédents de grains, nous les avons fait manger aux ruminants (dont l'extraordinaire système digestif est fait pour manger de l'herbe) avant de manger les mangeurs sous la forme de viande, retardant ainsi, aux dépens de la Sécurité Sociale, la crise inévitable : même sous la forme de viande, nous n'arrivons pas à absorber plus de 1 tonne de céréale par habitant et par an et nous savons que cette tonne de céréale-viande peuple les hôpitaux de cancéreux et de cardiaques.

En Europe et probablement aussi aux Etats-Unis, une mesure simple pourrait être prise rapidement qui manifesterait aux yeux de tous la volonté de rompre avec cette logique infernale : taxer l'utilisation d'engrais et de produits de traitement selon une formule de proportionnalité avec le coût des excédents. Cette mesure est facile et peu coûteuse à appliquer, à la différence des monstruosités bureaucratiques élaborées à Bruxelles. A court terme, elle réduirait les excédents et la pollution inquiétante des eaux et des sols en nitrates et allégerait la facture pétrolière. Le principe pollueur-payeur y trouverait un début d'application.

A plus long terme, elle inciterait les agriculteurs à mettre en oeuvre des systèmes de production tirant parti de la complexité, de la diversité et de la variabilité du monde biologique. En enrichissant le coût des aliments concentrés, elle permettrait aux vaches de faire leur métier, paître. Elle redonnerait aux zones défavorisées un avenir en leur permettant de valoriser leurs ressources fourragères, particulièrement de légumineuses restauratrices de la fertilité des sols.

à sucre peut prospérer (par exemple en Italie). De même, au Maghreb, la colonisation parvint à donner une certaine place aux petits pois, pois chiches, lentilles, mais ce fut dans des secteurs privilégiés et aussi grâce à la mobilisation, au moment de la récolte, d'une main-d'oeuvre abondante et peu exigeante en salaire. Or, actuellement, le ramassage à la main est onéreux et la récolte mécanique, à cause de la taille insuffisante de la plante, n'est guère praticable. Une part importante de la zone médiane sud-méditerranéenne (aux environs des isohyètes 400-600 mm) reste ainsi condamnée, pour des raisons techniques, à la jachère biennale. Cet usage semi-extensif de la terre, même compensé par la pâture des ovins, constitue pour cette zone un handicap dont on ne saurait trop souligner l'importance.

Or, il se trouve qu'en matière de **génétique** le secteur semi-aride connaît également des handicaps sérieux. Alors que, en ce qui concerne les variétés céréalières, la recherche agronomique a obtenu des succès spectaculaires, en divers secteurs, spécialement pour les blés de la zone tempérée, le maïs, le riz, provoquant en certains cas le doublement, voire le triplement des rendements, rien de tel ne s'est produit pour la zone méditerranéenne. Ainsi, en Afrique du Nord, depuis la mise au point de variétés adaptées (type Florence Aurore), faite par la colonisation, dans la période de l'entre-deux-guerres, peu de progrès ont été réalisés.

En Algérie, «l'aventure du blé mexicain», lancée en 1977 a vite tourné court. L'expérience a montré que ces variétés exotiques adoptées sans les nécessaires adaptations et les accompagnements technologiques indispensables (engrais, désherbants, calendrier cultural rigoureux ...) donnent au total des rendements moyens décevants : les pointes des courbes s'exagèrent encore plus en mauvaises années que lors des bonnes.

Si, pour la céréaliculture, c'est la partie la moins aride (donc la plus septentrionale) de la zone méditerranéenne qui est favorisée, pour d'autres secteurs de production ce sont les régions les plus chaudes (donc les plus méridionales) qui présentent des avantages : douceur des hivers (avec absence, ou du moins rareté, des gelées), abondance calorique des étés. Ainsi très naturellement ou par une légère artificialisation du milieu en humidité (irrigation) en chaleur (serres), peuvent apparaître des **poches de tropicalité**. Et le phénomène présente l'intérêt de créer des aires de production exotique au voisinage du grand marché européen. Cette rente de situation concerne tout particulièrement l'aire méso-méditerranéenne où le binôme chaleur-eau permet des combinaisons diverses sans excès d'artificialisation et d'investissement.

Une région présente une accumulation particulièrement diversifiée de ces facteurs favorables : le Sud-Est de l'Espagne, cette Andalousie méditerranéenne dont l'ampleur des mutations récentes a été décrite par C. Mignon (cf. **Chap. IV.1.**). On y trouve en effet une gamme d'une richesse exceptionnelle de cultures, juxtaposant plantes méditerranéennes de contre-saison comme les tomates ou à grande exigence thermique et hydraulique comme les agrumes, plantes tropicales à des degrés divers d'exigence en chaleur et en eau : coton, riz, canne à sucre, et même arbres tropicaux en «milieu naturel» comme le chirimayo, dans les bassins de l'immédiat arrière-pays, «foyers de la fruticulture tropicale».

La disposition si originale de la vallée du Nil s'étirant du Sud au Nord sur plusieurs milliers de kilomètres en fait par excellence le lieu de rencontre de la «méditerranéité» et de la «tropicalité» (**Figure 19**).

En matière **d'engrais** la position des pays méditerranéens est ambiguë : d'une part, la production met la zone en situation honorable à l'échelle mondiale, d'autre part, la consommation reste encore très faible.

La production d'engrais relève de trois ordres de situations :

① Celle des puissances industrielles (France, Italie) offrant une gamme variée et abondante de produits (surtout azotés) ;

② Celle des pays pétroliers valorisant leurs hydrocarbures dans des complexes chimiques de grande ampleur (Algérie, Libye, Egypte, sans oublier les pays du Golfe) ;

③ Celle des détenteurs de gisements naturels de phosphates, en premier lieu le Maroc (dont les réserves représentent la moitié de celles reconnues dans le monde), mais aussi l'Algérie, la Tunisie, le Liban. De la sorte les pays du Sud

ont, dans la décennie 1970, triplé leur production.

Cependant la consommation de ces fertilisants reste encore très insuffisante dans l'ensemble méditerranéen. L'inadaptation des structures, analysée par ailleurs, les décalages de l'histoire, introduisent ici des différenciations très fortes entre les pays. Ainsi est-on amené à distinguer en l'affaire un pays haut de gamme, la France, puissance industrielle à agriculture évoluée, avec une consommation de l'ordre de 300 kg/ha, (*mutatis mutandis*, on peut mettre sur le même rang Israël) ;

– des pays à utilisation moyenne de l'ordre de 100 à 200 kg (Italie ou encore Egypte) ;

– des pays à faible, voire très faible utilisation (Maghreb), de 50 à 100 kg/ha.

D'après la FAO, d'ici l'an 2000, sur 57% des superficies de culture (celles qui reçoivent plus de 400 mm d'eau), il sera possible d'augmenter de 67% la productivité agricole des pays du Proche-Orient et du Maghreb en sélectionnant les semences et en augmentant l'utilisation des engrais (rapport SCOPE). Cette perspective nous paraît très optimiste ...

Dans la gamme des processus de modernisation la **motorisation** tient une place à part à cause de l'impact qu'elle peut avoir, en elle-même, sur la structuration de l'unité de production. Cette affirmation doit cependant être nuancée par le fait que la miniaturisation des machines permet à celles-ci de s'adapter aux diverses tailles des exploitations. Les bouleversements introduits par la machine sont d'ordre divers :

– extension de l'atelier de culture; alors que l'araire attelée en limitait l'étendue à 8-10 ha, il paraît dorénavant rationnel de gérer des unités de 200 à 300 ha (dimension des domaines de moyenne colonisation officielle mis en place au Maroc, dans la décennie 1920, comme modèles de référence de la modernité) ;

– meilleure utilisation des saisons agricoles, avec possibilité de satisfaire à l'impératif d'accélération des travaux qu'imposent les retards des pluies ;

– amélioration des rendements grâce aux labours plus profonds et essentiellement à des opérations de croisement ;

– conquête pionnière de terres «difficiles», lourdes (*tirs*), de bas-fonds (type *merjas*) avec possibilité de mise en billons, sols rocailleux des piémonts, encroûtement des secteurs arides (Souss, Haouz, Sahel tunisien) ;

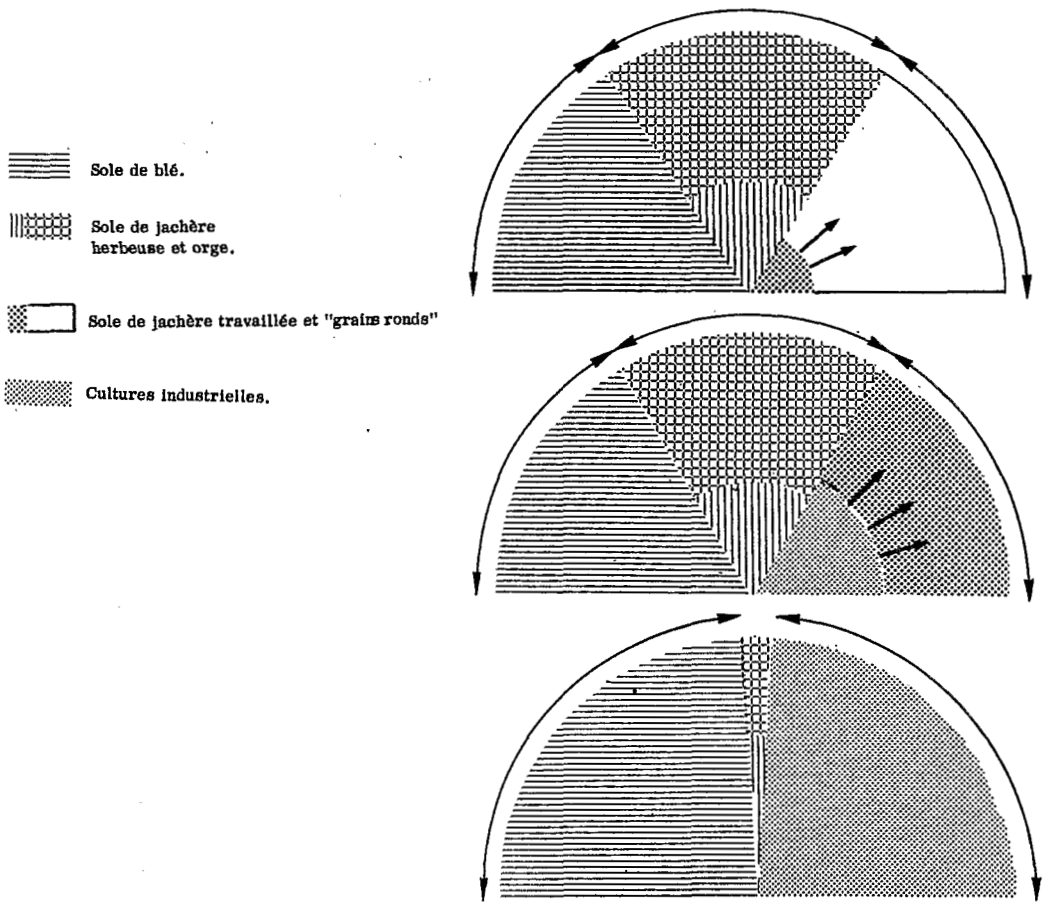
– diminution de la main-d'oeuvre, substitution de la machine au travailleur manuel et transformation de la condition du travailleur agricole, en l'élevant au rang de technicien (mécanicien, tractoriste).

La mécanisation suivit d'un pays à l'autre des rythmes variables, selon les niveaux technologiques locaux, l'existence ou non d'usines de fabrication nationales, le dynamisme de la grande propriété, la politique des Etats. En France la première guerre mondiale donna une première impulsion à l'équipement mécanique, mais surtout dans le Nord du pays et dans les grandes exploitations. A partir de 1960 ce fut la ruée, et l'on aboutit même à une hypermécanisation : moyenne 1 tracteur pour 12 ha.

Dans les pays du Sud, la colonisation fut l'occasion d'un réel transfert de technologie, le tracteur devenant le symbole de la dépossession des fellahs. Après la 2ème guerre mondiale, ce symbole se transféra au service de l'indépendance économique et des idéologies étatiques. Divers pays se dotèrent d'une industrie de fabrication de matériel agricole (Yougoslavie, Turquie, Algérie, Syrie, ...).

La mécanisation pèse d'autant plus lourd sur les destins agraires qu'elle est instrument à la fois de recomposition sociale par les mutations qu'elle introduit en matière de force de travail, et de recomposition spatiale par les pratiques qu'elle commande dans l'usage des terroirs. En libérant la force de travail humaine, la machine pousse dans un premier temps à l'exode rural; en palliant l'insuffisance de main-d'oeuvre locale elle favorise, dans un deuxième temps, le maintien de l'exploitation familiale. Mais ses exigences de rentabilité sont telles qu'elle introduit une nouvelle hiérarchie entre les terroirs, condamnant les sites accidentés, accélérant ainsi l'abandon des secteurs montagneux, valorisant par des pratiques de

Figure 18 : Un exemple d'intensification et de diversification : le passage du triennal inversé au biennal en Andalousie



a) Le triennal inversé classique

L'exploitation céréalière est divisée en trois soles : froment, jachère herbeuse, jachère labourée. En fait, une partie de la sole abandonnée à la jachère herbeuse, généralement le tiers, est consacrée à l'orge, une partie de la sole de jachère labourée, généralement la dixième partie, est semée en fèves, pois chiches et autres «grains ronds». Le nom de chacune des trois soles est exclusivement en rapport avec les impératifs de l'élevage : «rastrojo» (chaumes), «manchon» (versaine), «barbecho».

b) L'influence des engrais

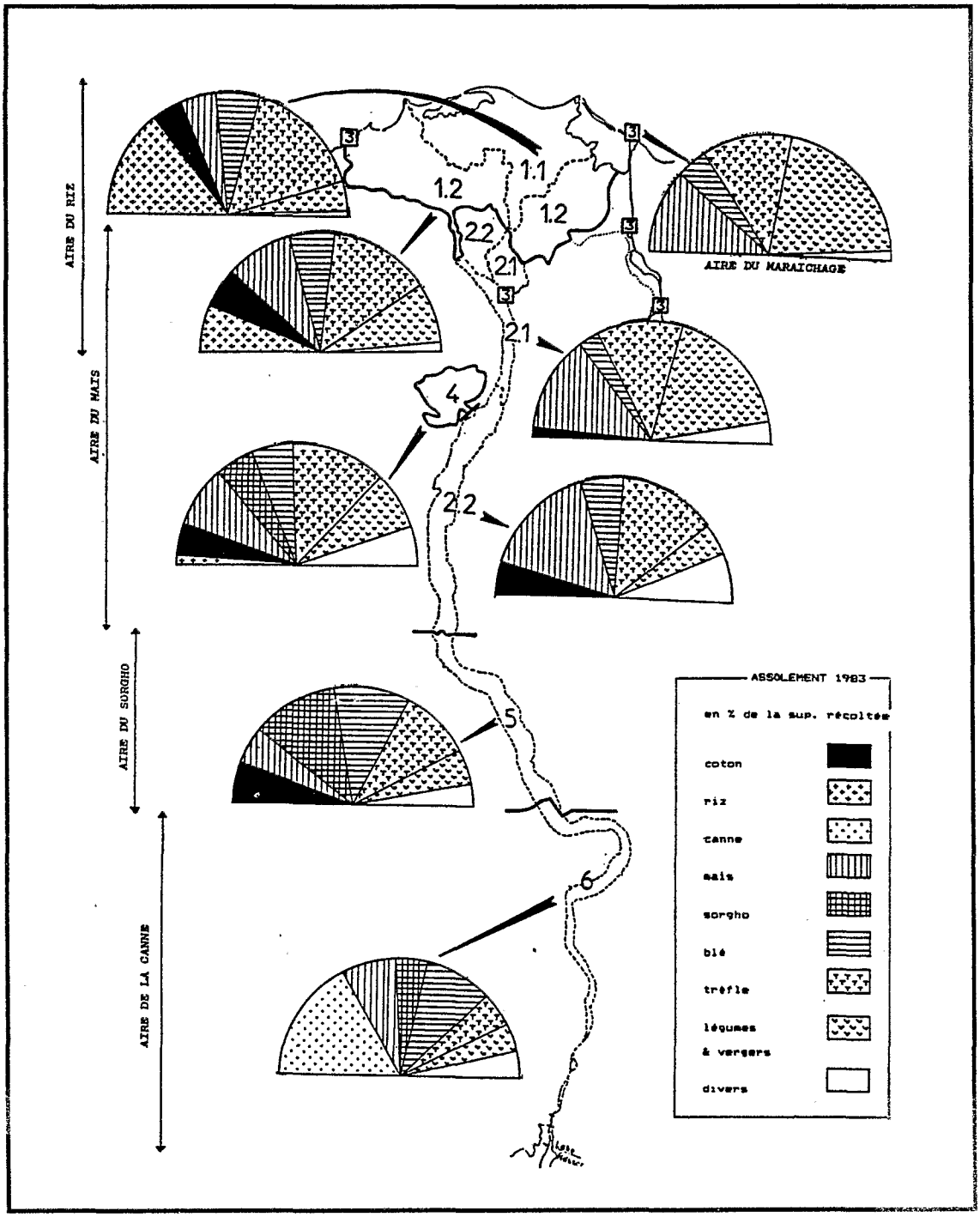
L'évolution s'amorce avec l'usage des engrais minéraux qui permettent d'étendre les cultures dérobées à la jachère travaillée. Dans un premier temps ce sont d'abord les «grains ronds» qui envahissent la sole (flèches) puis apparaissent les cultures industrielles de terres sèches : maïs, betterave sucrière, coton.

c) L'influence de la motorisation

Lorsque l'usage des tracteurs permet de remplacer les boeufs et vaches de trait, la jachère herbeuse qui constituait l'essentiel de la nourriture du troupeau bovin devient sans objet. C'est à ce moment où s'efface la sole de jachère herbeuse que se produit le passage à un véritable assolement biennal. La sole de blé demeure, comme autrefois, la pièce essentielle du système mais le blé alterne désormais avec des cultures industrielles dont la nature varie en fonction de la conjoncture économique et se trouve être actuellement le tournesol.

Source : DRAIN, M., 1977.- *Les campagnes de la province de Séville.*

**Figure 19 : Spécialisation régionale de l'agriculture égyptienne.
De la «méditerranéité» à la «tropicalité»**



Source : De SAINTE MARIE, C., 1987.- *Les agricultures égyptiennes.*

«bonification» les bas-fonds que le bras de l'homme maîtrisait mal. Ces transferts ont revêtu une grande importance sur le pourtour méditerranéen où ces contrastes morpho-pédologiques sont, nous l'avons vu, très marqués.

Cet engouement pour la machine aboutit parfois à des interventions simplistes et lourdes d'erreurs. Ainsi en fut-il de l'**opération-labour** lancée au Maroc en 1958. Dans l'euphorie du retour à l'indépendance les technocrates mobilisèrent des batteries de tracteurs achetés à grands frais, chargés de labourer des blocs de culture de centaines, voire de milliers d'hectares d'un seul tenant, constitués par l'amalgame de parcelles que le propriétaire consentait à intégrer dans cette unité de labour. Mais faute de l'accompagnement nécessaire d'engrais et de soins culturaux, cette opération-spectacle aboutit, au bout de la troisième campagne, à un fiasco. De même en Algérie, l'autogestion donna lieu à un gaspillage considérable de matériel mécanique et la presse dénonça le scandale des «cimetières de tracteurs» qui longtemps firent partie du paysage des grandes cultures.

Vers 1980, l'équipement en tracteurs était caractérisé par une très grande inégalité dans sa distribution : France et Italie : 1 pour 13 ha, Egypte 1 : pour 150, Algérie : 1 pour 200, Maroc, Syrie : 1 pour 400.

Mais ces chiffres n'ont qu'une valeur très relative, car ils établissent des moyennes entre des situations agraires très différentes. Ils masquent, surtout pour les pays du Sud, le phénomène d'agriculture duale : d'un côté un système à haut degré de capitalisation, à fortes consommations intermédiaires, à rendements par travailleur élevés, de l'autre un système à la technique élémentaire où l'accumulation de travail humain s'efforce de conduire à un rendement par hectare honorable.

D'un pays à l'autre et, au sein d'un même pays, d'une catégorie sociale (ou d'une expérience) à l'autre, le dosage varie entre macro-entreprise mécanisée et unité familiale encore marquée d'archaïsmes ou résolument orientée vers un néo-artisanat fortement productiviste. Et dans l'environnement géographique, du fait de l'adaptation des structures minifundiaires aux techniques les plus complexes, l'effet de taille vient à s'effacer : agriculture paysanne et agriculture ouvriériste tendent à se fondre dans une même ambiance technologique. Mais ce mouvement est très inégalement développé de part et d'autre de la Méditerranée, ou encore d'un secteur social à l'autre. L'Algérie fournit un exemple très expressif de ces décalages structuraux : à partir de l'indépendance et jusque vers 1980, l'équipement mécanique fut réservé en presque exclusivité au secteur socialiste et le secteur privé enregistra un grand retard technologique.

L'expérience des SMP menée au Maroc durant la dernière décennie de la colonisation mérite d'être rappelée ici. D'abord parce qu'elle se fonda sur une réflexion en profondeur de deux fins connaisseurs du bled : un agronome (J. Couleau) et un administrateur civil destiné à une brillante carrière de sociologue (J. Berque). Partant du constat que le blocage du système de production reposait sur une double carence : l'insuffisance des ressources énergétiques au sein de l'exploitation, le manque de formation des acteurs en cause, ces deux théoriciens – praticiens en vinrent à prôner : 1) le recours à un apport énergétique venu de l'extérieur, ce serait le tracteur de l'assistance technique, 2) l'installation sur place d'équipements sociaux de base. Au slogan *«la modernisation sera totale ou ne sera pas»* devait répondre la création de SMP, noyaux d'intervention à la fois stations de machines et de techniciens et centres de services avec écoles et infirmeries.

Une cinquantaine de SMP furent ainsi créés entre 1945 et 1952, avec des succès inégaux. A côté de l'opposition de fond manifestée par les colons et divers groupes conservateurs, des critiques particulièrement virulentes furent adressées au sujet de «l'option mécanisation» dont on constatait qu'elle s'effectuait en réalité par la seule intervention de techniciens venus de l'extérieur et sans la participation réelle des exploitants concernés. Une formule résumait ces griefs : *«On a prétendu mettre le fellah sur le tracteur, le fellah est resté à côté du tracteur»*.

Toute autre fut la formule d'intervention de l'Etat imaginée en Tunisie pour la constitution d'unités de grande cultures mécanisées.

La suppression, ou du moins la forte amélioration, de la «pénibilité» du travail confère à la traction mécanique un attrait irrésistible.

Mais du coup la possession du tracteur devient composante essentielle de la dynamique agraire. Il tend à se créer une adéquation entre la taille de l'atelier de culture, qu'implique un usage rationnel du matériel, et l'étendue du support foncier. Pour la petite propriété, cette adaptation est parfois rendue directement possible grâce à la miniaturisation des engins, ou encore par la constitution d'associations d'utilisation de matériel agricole du type CUMA ou banque de travail. Mais ces solutions sont exceptionnelles dans les pays en voie de développement. Le recours au matériel extérieur se réalise alors par appel soit au détenteur privé d'un engin, soit à des organismes d'Etat.

Le recours aux engins d'un grand propriétaire voisin ou de l'entrepreneur de labour et de battage est devenu opération courante. On peut y voir une pratique permettant la survie de la petite paysannerie tirant, sans investissements lourds, bénéfice des actions de modernisation. Certains, comme M. Ben Romdhane pour la Tunisie, considèrent avant tout la possession des moyens de production mécanique comme «une nouvelle forme d'extension du capitalisme dans les campagnes» (14). Car, constatant que la location du tracteur, à raison de 1 700 dinars l'heure, permet de réaliser le remboursement de l'engin au bout de la troisième année au plus tard, on peut estimer que «*derrière cette location se cache un rapport de production, à travers lequel les propriétaires extorquent une partie du surtravail paysan et répercutent sur les «locataires» la dépréciation qu'ils subissent eux-mêmes (quand ils exploitent en même temps la terre) en tant qu'exploitants agricoles*».

«*...Plus que la possession et l'exploitation directe de la terre, la possession des moyens de production agricoles modernes tend à devenir la forme essentielle de prélèvement du surplus au sein du secteur agricole ... C'est de plus en plus dans le monopole du capital machines que se cristallisent l'extension du surtravail et les nouvelles contradictions dans le monde agricole*».

La régulation introduite par l'Etat en créant lui-même des stations de machines apporte, en certains pays, un élément décisif dans les processus de modernisation, par exemple avec les Centres de Mise en Valeur (CMV) et les Centres de Travaux (CT) héritiers des Secteurs de Modernisation du Paysannat (SMP) au Maroc, ou avec les CAPCS (Coopératives Agricoles Communales Polyvalentes de Service) en Algérie. Il n'a été pour le confirmer que de constater le désarroi que la suppression brutale des CAPCS, en avril 1984, a introduit dans le secteur privé lors de la moisson qui suivit.

L'expérience du domaine de Frétissa en Tunisie fait ressortir les contradictions qui résultent de l'installation du type de grande culture mécanisée dans un pays en voie de développement, sous l'égide de l'Etat.

b) Le modèle de la grande exploitation mécanisée : le Projet de Frétissa en Tunisie (15)

Rendus prudents par les échecs des Marocains et des Algériens, mais obnubilés, eux aussi, par l'idéal de la grande entreprise mécanisée, laboratoire d'application de la science agronomique, les Tunisiens créèrent en 1969, une cellule exemplaire du système, en mettant de leur côté toutes les chances de réussite par :

– le choix du site : la région de Mateur, dans la zone sub-humide du pays (pluviométrie annuelle de 600 mm), correspondant à un paysage de terrasses et de bas versants à sols épais ;

– la dimension de l'unité, 800 ha, laissant place à une gamme diversifiée d'assolements et d'associations ;

– la qualité de l'encadrement : «la ferme modèle et de démonstration de Frétissa» résultat d'un projet de coopération tuniso-belge associant agronomes et techniciens des deux pays.

Le système assolé porta sur quelque 600 ha, partagés en quatre parts consacrées respectivement : ① au blé, ② à l'orge et l'avoine, ③ aux plantes fourragères (vesce – avoine), ④ aux légumineuses à graines à consommation humaine (pois chiches, petits pois, fèves) et aux plantes industrielles (betterave à sucre, lin).

Pour chacune de ces productions il y eut effort systématique d'utilisation des VHR (variété à haut rendement). Dans les pratiques culturales la règle fut de miser sur un fort «paquet

technologique» associant engrais organiques (fumier et paille) et chimiques, désherbants chimiques et fongicides, avec un parc de matériel complet et diversifié entraînant un fort taux de mécanisation : 1,40 CV par hectare cultivé et 1 moissonneuse-batteuse pour 100 ha de céréales.

Le recours à la mécanisation et aux traitements chimiques permit de s'affranchir de l'obligation d'une abondante mobilisation de main-d'oeuvre aux périodes de pointe.

Les rendements en céréales offrent le double avantage de présenter non seulement une moyenne élevée, de l'ordre de 45 qx/ha pour les blés, entre 1978 et 1983, mais encore une certaine régularité, oscillant sur dix campagnes entre 34,5 et 55,7 qx/ha.

Les limites du modèle sont à envisager à plusieurs niveaux :

— **Au niveau de l'unité d'exploitation elle-même** : l'élévation des rendements et l'atténuation de leurs fluctuations, obtenues pour les céréales, ne l'ont pas été au même degré pour les autres productions : ainsi la betterave à sucre reste une culture déficitaire : les rendements sont bas, les exigences en matière de main-d'oeuvre lourdes, les cours (eu égard aux tarifs mondiaux) peu rémunérateurs : de même pour la féverole, la maîtrise de la culture n'est pas assurée, les prix sont faibles à cause de la concurrence des aliments concentrés (subventionnés par l'Etat). En ce qui concerne les légumineuses alimentaires, la recherche agronomique n'a pu lever les handicaps liés aux variétés locales : faiblesse des rendements, inadaptation à la récolte mécanisée (tiges trop courtes ou propension à la verse).

— **Par rapport au contexte économique national**, on note que :

«c'*est un modèle basé sur une artificialisation très poussée du support cultural et une utilisation importante des produits chimiques. De plus l'orientation de la production est entièrement soumise aux impératifs du marché, sans tenir compte des besoins réels en produits de base au niveau national. De ce point de vue ce modèle risque d'aboutir à une plus grande dépendance en produits de base, de par le décalage existant entre le modèle de consommation qu'il véhicule et le modèle adapté tant à la réalité socio-économique qu'aux potentialités de production du pays*» (16).

— Mais surtout **la diffusion du système fut difficile** tant le modèle de Frétissa apparut comme un **îlot de modernité isolé** au milieu de structures socio-économiques mal préparées à en recevoir les leçons.

c) *Les limites de l'intensification*

Au terme des actions d'intensification en sec une question se pose : le surplus d'intrants entraîne-t-il une plus-value véritable ? Grave problème auquel il est impossible d'apporter une solution simple, tant les données varient sur le pourtour méditerranéen et d'une année à l'autre (17).

Nous prenons comme référence la situation d'une région médiane de l'Algérie, la plaine de Beni-Slimane, analysée par les ingénieurs et techniciens de l'Institut des Grandes Cultures (IDGC) d'El Harrach. Le tableau ci-dessous conduisant aux conclusions suivantes (18) :

– l'amélioration technique permet de plus que doubler les rendements : de 7 à 15 qx/ha ;

– les charges sont presque triplées : de 265 à 765 DA ;

– le revenu brut est presque doublé : de 610 à 1 110 DA, soit un surplus de 500 DA ;

– mais ce surplus équivaut exactement à l'accroissement des charges : 765-265 = 500 DA ;

– le producteur fait donc une «opération blanche» ; l'Etat, s'il gère convenablement les diverses opérations auxquelles il participe, devrait en tirer davantage.

Mais cette situation moyenne à laquelle se réfère l'IDGC laisse place à des situations réelles dont le constat jette le trouble dans l'esprit des techniciens. Il est admis qu'en année mauvaise (sèche), l'amoindrissement des bénéfices, voire le déficit, joue au détriment de l'agriculteur qui investit le plus. Mais lors des campagnes à bonne pluviométrie et à rendements élevés, il arrive également que la

Les limites de l'intensification :

Bilans d'exploitation comparés en domaines socialistes dans la plaine de Beni Slimane, avec les techniques d'intensification utilisées et par référence à l'usage optimal de ces techniques

	Techniques utilisées	Techniques optimales
Rendement	7 qx/ha - 875 DA	15 qx/ha - 1 875 DA
Labour	60 DA	60 DA
Cover-crop		40
Hersage		20
Semis semoir		30
Semis volée 1/2 journée . . .	40	
Cover-crop	40	
Semences 1 q/ha	125	133
Fertilisation phosphatée		51
Fertilisation azotée		58
Epandage engrais		120
Illoxan 31/ha		183
2-4-D 1,51/ha		10
2 traitements pulvérisateur		60
Total des charges	265 DA	765 DA
Marge brute partielle	610 DA	1 110 DA

Source : HAMIDOUCHE, M., 1988.- *Intensification agricole et aménagement du territoire en Algérie.*

bonification joue au profit de l'agriculture traditionnelle.

Ainsi lors d'une «*opération intensification*» menée dans les Beni Slimane en 1984, année au cours de laquelle la répartition des pluies fut excellente, l'on bénéficia, pour l'aire concernée, de rendements records avec 18,2 qx/ha pour le secteur socialiste, 14,3 qx/ha pour le secteur privé, 16,2 en moyenne, plus que l'objectif visé : 12 qx/ha. Or si l'on compare aux rendements hors de la zone traitée, avec respectivement 17,1, 13,4 et 15,2 qw/ha, on se rend compte que le progrès constaté, de l'ordre de 1 q/ha (6,5%) ne justifie guère la lourdeur des moyens mis en place dans cette action intégrée des facteurs de production.

La faiblesse du «*plus technique*» est liée certainement pour partie aux insuffisances dans la conduite des opérations : les semences sélectionnées ne sont, en fait, le plus souvent, que des semences améliorées et triées, les pratiques de l'aridoculture impliquant jachère travaillée et épandage de la paille ne sont que rarement respectées, car elles vont à l'encontre d'une autre pratique : jachère et chaume pâturée.

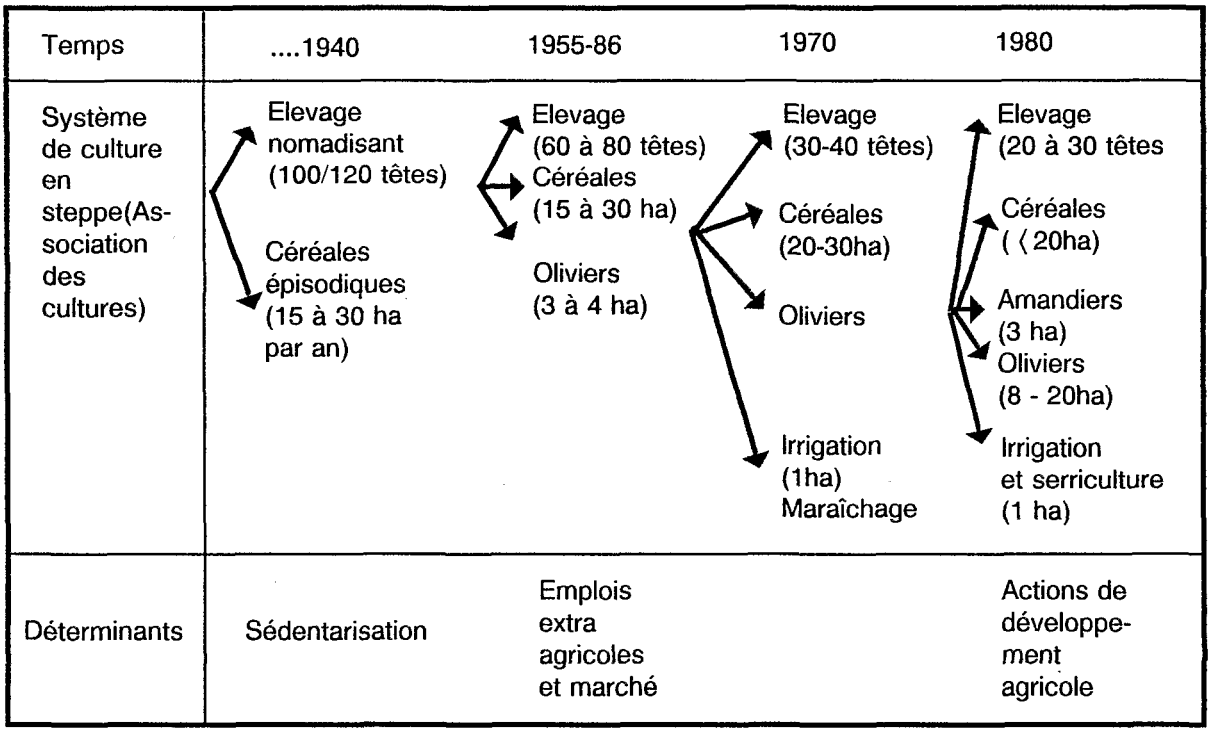
Ajoutons encore que l'on maîtrise très mal la culture de printemps en sec : les variétés de légumineuses disponibles (lentilles, pois chiche ...) non seulement ne donnent que des rendements médiocres, mais encore, à cause de l'insuffisante longueur de leurs tiges, se prêtent mal à la récolte mécanique ; or la main-d'oeuvre, abondante et à bas prix à l'époque coloniale, exige maintenant des salaires trop élevés pour que cet assolement soit rentable.

Divers facteurs mettent donc la céréaliculture méditerranéenne, spécialement dans sa zone sub-aride, en situation difficile par rapport aux grandes aires de production mondiale, aussi bien celles qui ont choisi la voie de l'intensification renforcée (Bassin parisien) que celles qui jouent sur l'extensivité (Ouest américain).

d) Les contraintes du système agro-pastoral (19)

En matière d'élevage l'intensification pose des problèmes encore plus complexes, car non seulement les aspects techniques (sélection des races, amélioration des parcours ...) sont d'abord plus difficile, mais encore le poids de

Figure 20 : Sédentarisation et intensification en zone aride
Etapes et modalités du passage d'un système pastoral à un système agraire à complément pastoral en Tunisie du Sud - Région de Jeffara



Source : LAMARY, M., 1988.

l'aridité et la pression sociale sont aussi plus lourds de conséquences. Le saut technologique implique ici encore un changement plus profond dans les mentalités. La rationalité bio-territoriale que veut introduire l'aménageur est trop souvent en contradiction avec le mode traditionnel de conduite du troupeau fondé sur un usage extensif des espaces, spécialement dans les secteurs les plus arides où se maintiennent encore des formes de semi-nomadisme ou de transhumance, lesquelles reposent sur le maintien d'un rapport élevé espace-homme qui «étale et dilue les risques de la désertification». Un certain équilibre était ainsi trouvé dans l'aménagement spatial entre des secteurs à agriculture plus ou moins intensive, en rapport avec les ressources hydrauliques, et de vastes étendues à utilisation extensive par le biais d'un élevage mobile et d'une céréaliculture épisodique. La révolution démographique contemporaine et l'intégration à l'économie marchande ont rompu cet équilibre. Le **Chapitre V.2.B.** ci-dessous étudiera plus complètement les modalités de la difficile sédentarisation des troupeaux et des hommes.

La **Figure 20** montre les étapes de cette intensification progressive, telle qu'elle a été vécue par une famille de Jeffara dans le Sud tunisien (20).

e) Les «technologies alternatives»

Par cette dénomination, ou encore celle de «technologies intermédiaires», de «technologies adaptées», de «technologies douces», on désigne un ensemble de procédés et de pratiques qui se caractérisent par un double souci :

– d'économie en investissements conduisant à récuser la recherche de l'intensification à outrance au bénéfice de méthodes faisant appel plus à l'espace et aux hommes, en réduisant le recours aux engins mécaniques et aux moyens de la chimie minérale ;

– d'économie d'énergies non renouvelables, au profit d'énergies non polluantes, n'agressant pas le milieu concerné.

Ces procédures peuvent s'adapter aux pays en voie de développement où le niveau des

connaissances techniques et les possibilités financières sont médiocres, mais aussi, aux pays industrialisés, aux secteurs géographiques à faible productivit(é (garrigue, steppe).

A ce type de préoccupations se rattache le programme «*des parcelles à vocation mixte (bois précieux + fourrage) pour utiliser les friches méditerranéennes*» élaboré par la DATAR, l'INRA, le Centre régional de la propriété foncière et le Service interdépartemental montagne élevage du Languedoc-Roussillon (21). Ce projet met en connection :

– des propriétaires de parcelles abandonnées ou sous-utilisées, à potentialités agricoles correctes, que recouvriraient des plantations d'arbres précieux (merisier, frêne, noyer, érable ...) avec une densité de 400 plants à l'hectare environ permettant, après éclaircie, une récolte finale de 50 à 150 arbres par hectare au bout de 40 à 50 ans ;

– et des éleveurs dont le système de production est fragilisé par la dispersion, l'éloignement, voire l'absence de surfaces fourragères de base : il peut s'agir d'élevage ovin, caprin ou bovin.

Un rameau divergent de ce tronc commun «d'agriculture à part» est constitué par «**l'agriculture biologique**», fondée sur la volonté de ne pas utiliser de produits chimiques de synthèse, mais s'intégrant à la société post-industrielle par la sophistication de certaines techniques et par la création de filières complètes production – collecte – conditionnement – expédition – diffusion. Ainsi, en Languedoc-Roussillon, la surface agricole biologique utilisée serait actuellement de quelque 1 700 ha (550 ha en vigne, 220 en vergers, 200 en maraîchage, 320 en céréales) et les agriculteurs concernés seraient au nombre de 300.

L'agriculture biologique est souvent considérée comme un «phénomène marginal» non seulement à cause de la spécificité des pratiques culturales qu'elle implique, mais aussi parce que «le discours moral et idéologique est partie intégrante de l'agriculture biologique au même titre que le point de vue agronomique» (22). Cependant, on peut lui donner une signification d'une autre portée, celle d'un «symptôme» de la crise générale de l'agriculture. Car pour les tenants de l'agriculture biologique, leur démarche présente l'avantage de «*restaurer le rôle de l'agriculteur comme acteur, de réhabiliter son capital d'expérience et ses facultés d'observation. Ainsi, pensent-ils dépasser la position de simples exécutants des prescriptions transmises par l'appareil d'encadrement qu'ils ont vécue naguère et qu'ils dénoncent toujours comme étant un des maux de l'agriculture, et se sentent-ils associés au processus de découverte.*

L'étude de l'agriculture biologique nous renvoie donc à chaque instant et pour chaque problème qu'elle pose, par delà cet objet particulier, à des questions qui relèvent de toute l'agriculture. En mettant l'accent sur certains dysfonctionnements, elle cristallise un malaise qui ne lui est pas propre. Elle ne peut donc être saisie seulement par elle-même, de même que l'on ne peut faire l'économie, traitant de l'agriculture en général, de la prise en compte des difficultés et des incertitudes dont l'agriculture biologique constitue l'un des révélateurs» (23).

C – L'irrigation, le grand saut technologique (24)

a) Petite et grande hydraulique

De tout temps, dans le Monde méditerranéen, le passage à la culture irriguée a été perçue comme une forme de progrès. Sans reprendre l'historique de la diffusion des techniques de l'eau, nous noterons cependant le rôle déterminant qu'a eu l'invasion arabe, non seulement dans la zone de conquête (y compris l'Espagne et la Sicile), mais encore dans les nations voisines :

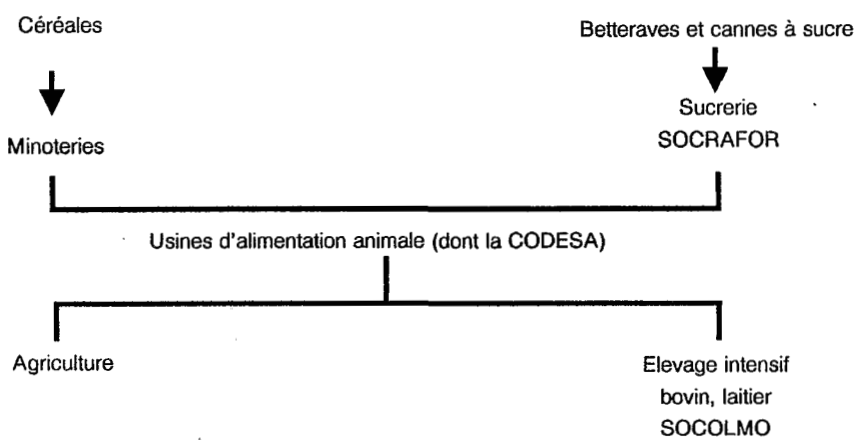
«*peu ou pas d'aménagement hydraulique de grande envergure, mais une créativité considérable en matière de techniques d'irrigation et de distribution de l'eau, un foisonnement juridique peu commun en ces matières, un souci de la meilleure efficience dans l'alimentation à la fois de la plante et de l'homme*» (25).

Parallèlement à la diffusion de la *noria* et de la *khettara*, il y eut celle du riz, des agrumes, de la canne à sucre, du coton ... mais aussi celle de deux principes juridiques de base :

Les mutations dans l'élevage par la transformation des modes d'alimentation du bétail

Les trois dernières décennies ont été marquées dans le monde par la forte progression de l'utilisation, pour l'alimentation animale, de céréales fourragères ainsi que de concentrés (à base de céréales ou de farines d'oléagineux). Les pays méditerranéens sont concernés par cette évolution sous divers aspects : utilisation directe de céréales (principalement orge) en vert ou en graines pour valoriser la production sous forme de viande, complémentation de la nourriture des troupeaux de parcours (surtout ovins) permettant des augmentations d'effectifs, création d'élevages d'animaux monogastres (porcs, volaille)... Le développement des élevages n'empêche pas le maintien d'un déficit en viande rouge dans la plupart des pays. Pour les céréales, le double débouché humain et animal crée une concurrence, mal réglée par la politique des prix, entraînant des fluctuations du cheptel et de dangereuses spéculations (période de l'Aïd el Kebir dans les pays musulmans). En Algérie, l'expansion des effectifs dans la zone aride correspond à une phase de fermeture des pâturages de la zone tellienne, ce qui perturbe les mouvements de déplacement des troupeaux ovins vers le Nord (Achaba) et risque de créer, lors des années de sécheresse, une situation catastrophique.

Développement de l'élevage par effet d'entraînement de la culture intensive en périmètre irrigué (Basse Moulouya, Maroc oriental)



La CODESA (Conserverie et déshydratation, Société anonyme), créée, sur initiative privée, en 1978, vise à produire des aliments pour poulets de chair et de ponte, pour ovins et bovins. Elle traite plusieurs produits : maïs, soja, tournesol, colza, farines de poisson. Elle a installé elle-même une station avicole à Nador et fournit l'ensemble des stations du Maroc oriental, dont 23 créées dans la plaine de Bou Areg (près de Nador). Beaucoup de ces créations, et celles de la CODESA elle-même sont le fait d'émigrés qui ont rapporté d'Europe capitaux, esprit d'initiative, modèles à imiter ...

La SOCOLMO (Société Coopérative laitière du Maroc oriental) a son siège à Oujda et possède 12 centres de collecte dans les Triffa.

Source : OULKADI, A., 1988.- *Espaces hydrauliques et développement au Maroc.*

① l'union de la propriété de l'eau avec celle de la terre irriguée ;

② la gestion des eaux par les irrigants groupés en communautés et sur la règle de la propriété collective des eaux.

Au 20ème siècle, les progrès de la technique en matière d'équipements sont tels que, du fait des nouvelles dimensions des espaces concernés et des modalités de leur gestion, le problème change de nature : les dimensions des aires irriguées – grâce aux barrages permettant le stockage de centaines de millions, voire de milliards de m^3, deviennent de l'ordre de dizaines, voire de centaines, de milliers d'hectares ; il se crée de la sorte de véritables **régions hydrauliques**, secteurs de focalisation dans l'aménagement du territoire ; en ce qui concerne la gestion, il tend à s'opérer un renversement des procédures par le passage d'un système ouvert dépendant de l'amont à un **système clos commandé de l'aval** ; dans les organisations traditionnelles, où l'eau coulait par gravité à partir de modestes barrages de dérivation, la rareté des ressources et la précarité des équipements soumettaient la distribution aux pulsions venant de l'amont et aux réserves qu'elle autorisait ; dans les périmètres les plus modernes, à eau abondante, régulièrement stockée et maintenue sous pression jusqu'au champ (tours de mise en pression et asperseurs) la distribution peut s'effectuer par décision prise à l'aval le plus extrême, au niveau de la vanne en bout de parcelle.

L'intensification culturale induit des pratiques telles qu'est renforcée l'intégration du producteur dans le circuit agro-industriel et est accélérée la transformation du paysan en ouvrier technicien. Parallèlement l'hydraulique, par le volume des investissements mis en jeu et par l'impact sur l'économie et la société, devient grande affaire d'Etat à tel point que dans certains cas (exemple le Maroc) l'ordre étatique donne sa marque fondamentale à l'ensemble du système dans ses implications économiques, sociales, territoriales.

A l'ancestrale tradition du jardinier de la *huerta* succède, dans les nouveaux périmètres, celle du contractuel de l'office régional d'irrigation. Mais l'inévitable insertion du premier dans les circuits de la modernité et la résistance paysanne du second vis-à-vis des contraintes ouvriéristes qu'on veut lui imposer ne conduisent-elles pas à créer un modèle de petit propriétaire irrigant, trouvant dans l'associationisme (le «syndicat») les ouvertures, le soutien et la protection dont il a besoin ?

Cependant, les secteurs les plus arides du Monde méditerranéen, donc particulièrement la rive Sud, se trouvent confrontés à un problème de grande envergure, celui de la réduction des disponibilités en eau face à une demande croissante : pénurie et connaissance sont dorénavant les deux maîtres mots qui commandent la politique de l'eau, dont nous rappellerons ici brièvement les termes :

1° – rupture entre dynamique démographique, économique et spatiale créant un effet cumulatif d'expansion et la relative rareté des ressources naturelles (surtout dans le secteur accolé au domaine saharien) dont l'inventaire est maintenant effectué : l'eau devient facteur limitant ;

2° – la concurrence pour l'eau fausse les lois normales de l'économie et crée des hiérarchies :

a – alimentation humaine
b – industrie
c – agriculture

Les réseaux de captage au profit des agglomérations urbaines littorales accentuent les déséquilibres au détriment des arrière-pays au moment où s'affirment les volontés de rééquilibrage spatial ; dans certains cas (steppe algérienne, Sud tunisien, mais aussi secteurs de grand équipement touristique) on en est arrivé à la rupture des stocks ;

3° – l'agriculture est prise dans une contradiction qui va se renforçant : d'une part conquête spatiale et intensification culturale apparaissent comme inéluctables, de l'autre pénurie générale et tarification de l'eau sur des bases extra-agricoles ralentissent ou bloquent le mouvement. Et cette contradiction ne peut être levée que par les progrès de la technique hydraulique ou par l'arbitrage de la puissance publique.

Un effet économique démultiplicateur

Dans la zone aride, l'équipement hydraulique peut faire passer une région du quasi-néant à

une production luxuriante. Mais même dans des secteurs préalablement mis en valeur, le passage à l'irrigation apporte une plus-value notable. Ainsi, pour le Languedoc, les économistes de la CNABRL estiment que la conversion d'une vigne en verger ou en jardin irrigué conduit à multiplier le revenu à l'hectare par 4 ou 5. Mais l'effet démultiplicateur ne s'arrête pas aux limites de l'exploitation. Les mêmes experts calculent que, pour 100 ha, le passage à l'irrigation équivaut à créer 10 emplois nouveaux, dont 3 dans le cadre de la production elle-même et le reste dans son environnement immédiat, surtout en aval : transformation, conditionnement, commercialisation (Compagnie du Bas-Rhône).

Une polémique à fréquents rebondissements oppose, au Maghreb, les tenants de «**l'hydraulique étatique**» et ceux de «**l'hydraulique paysanne**». Une récente mise au point a été effectuée sur ce sujet, par H. Attia, à partir du cas de la région de Sidi Bou Zid, dans les Hautes Steppes tunisiennes, secteur de tradition pastorale, où depuis 1960, les pouvoirs publics ont créé des périmètres d'irrigation à partir de forages profonds, tandis que, parallèlement, à la place des anciens aménagements d'épandage des eaux de crue, les paysans multipliaient les puits de surface (26). Cet exemple fait apparaître deux types d'évolution différents :

● *blocage et difficultés de l'hydraulique étatique* :

– incapacité pour l'administration de maîtriser et d'assurer la maintenance et le fonctionnement de l'infrastructure hydraulique avec en particulier l'envasement des barrages (qu'il faut donc sur-dimensionner), des perturbations dans la réalimentation des nappes ...;

– d'où des ruptures multiples dans le cycle d'irrigation, avec des conséquences désastreuses sur les rendements et des frais très lourds de réparation et de réhabilitatioin des réseaux ;

● *dynamisme et vigueur de l'hydraulique paysanne :*

– adéquation entre la technologie de la motopompe et la capacité de financement et de travail de la famille ;

– solidarité entre les membres du groupe en vue de réaliser un projet commun ;

– aptitude à l'innovation lorsqu'elle constitue un appât en vue d'un gain immédiat ;

– souplesse dans la gestion de l'unité de production comme dans la valorisation des récoltes sur le marché.

Cependant, comme le fait remarquer H. Attia :

«Il faut éviter de se laisser piéger dans le faux problème du choix entre la grande hydraulique étatique et la petite hydraulique paysanne, alors que l'efficacité de ces alternatives technologiques dépend en premier lieu du modèle de société à promouvoir et de l'intégration des plans et des moyens retenus pour la réalisation des projets».

b) Les stratégies d'aménagement spatial

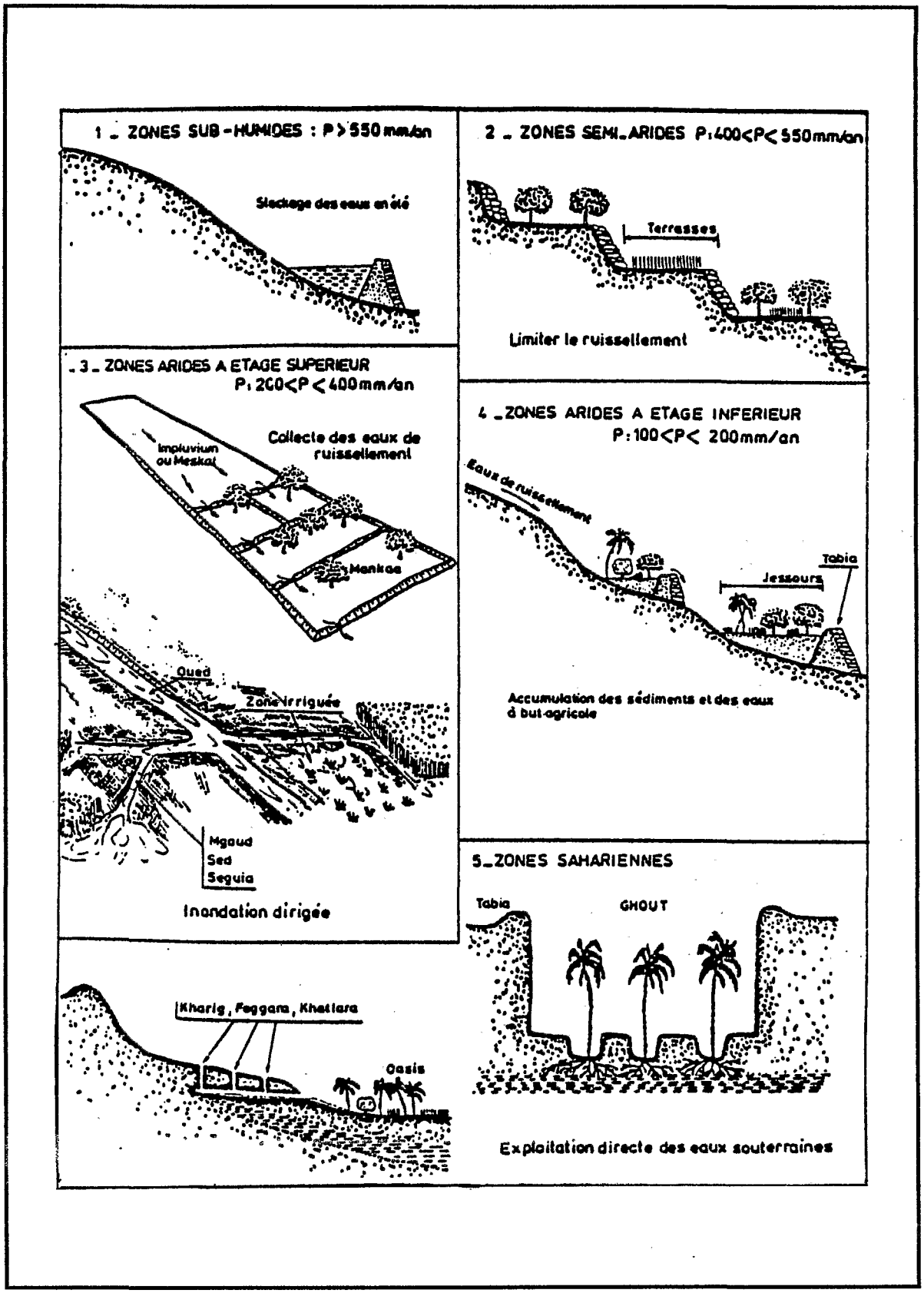
On doit également distinguer des situations agraires fort différentes selon que les équipements concernent :

– **une irrigation (ou un arrosage) de soutien et de complément**, comme dans les anciennes *huertas*, ou dans le secteur traditionnel de la vallée du Nil, où les réseaux de distribution de l'eau et les structures agraires constituent souvent un handicap pour la rénovation ;

– **une irrigation de substitution**, comme en Languedoc, dans le Haouz, où des résistances paysannes gênent le développement d'une trame homogène ;

– **une irrigation pionnière**, s'installant sur des terres non (ou peu) occupées et sur lesquelles peut s'établir un parcellaire géométrique et un réseau rationnel (Tadla, terres neuves du Nil ...).

Figure 21 : La petite hydraulique
Diversité des techniques de mobilisation des eaux en Tunisie du Sud



Source : EL AMANI, H., 1984.- *Les aménagements hydrauliques traditionnels en Tunisie*.- Tunis : CRGR.- 123 p.

Dans cette catégorie de l'irrigation conquérante, à côté des périmètres à équipements lourds, notons le développement des petits périmètres en steppe, intermédiaires entre le type oasien : la situation est trop septentrionale pour que le palmier-dattier donne des fruits comestibles (et son ombre), et le type *huerta* : la situation est trop méridionale pour que les arbres fruitiers fragiles reçoivent la dotation en eau qu'ils exigent ; ce sont donc des périmètres sans arbres, à dominante de céréales d'hiver ou de maraîchage de contre-saison (tomate) et dont l'un des rôles devrait être de fournir des fourrages de complément aux éleveurs du voisinage.

A la fin de ce siècle l'équipement hydraulique connaît une phase d'accélération et d'expansion. Non seulement des barrages aux dimensions gigantesques sont construits, comme ceux du Nil et de l'Euphrate, permettant la création de *périmètres aux dimensions considérables* (1 800 000 ha pour la Turquie orientale), mais encore les progrès en matière de pompage dans les nappes profondes combinés avec la vulgarisation de système d'arrosage par pivot créent une nouvelle stratégie dans la conquête de l'espace.

L'installation de batteries de «pivots» en Libye (et à moindre degré au Maroc), la multiplication de pompages individuels dans la steppe algérienne sont les signes spectaculaires de **la progressive «méditerranéisation» de la zone sub-aride**.

Sans vouloir dresser ici un bilan complet, on peut esquisser quelques commentaires relativement à certaines situations nationales typiques (27).

Outre la Libye, on peut relever des cas de politiques nationales à résultats particulièrement impressionnants (cf. **Chap. VI.2.B.***d)*.

Grâce à l'énergie locale à bas prix, et par le biais de la technique d'irrigation par pivot, des îlots d'agriculture pionnière sont créés dans le désert ;

*l'Egypte, grâce au grand barrage d'Assouan, ajoutera 600 000 ha au 1 000 000 ha disponibles en 1960, et malgré les perturbations écologiques diverses introduites par cette grande réalisation, ce gain, en ajoutant 60% à l'espace vital du pays, constitue un résultat fort appréciable ;

*le Maroc, en trois décennies depuis la fin du Protectorat, a décuplé sa surface irriguée dans le cadre des grands périmètres modernes : 70 000 ha en 1957, auxquels s'ajoutent 150 000 ha en petite irrigation traditionnelle. Le projet mythique des 1 000 000 ha irrigués, envisagé en 1950 pour la fin du siècle, semble bien devoir être réalisé vers l'an 2000 (28) ;

*la Turquie, le grand projet de l'Anatolie du Sud-Est (le GAP) devrait permettre d'irriguer 1 800 000 ha à partir des réseaux du Tigre et de l'Euphrate, ce qui pourrait presque doubler la valeur de la production agricole nationale ;

*en Algérie, par contraste avec les mutations structurelles profondes développées dans le pays pendant quinze ans, le secteur hydraulique a constitué, de façon étonnante, un des domaines de faiblesse de l'économie nationale. Le cas du périmètre du Haut-Chélif est significatif en l'affaire : surface irriguée en 1962 : 4 000 ha, en 1985 : 10 000 ha ; la betterave à sucre pour laquelle on avait construit en 1967 une sucrerie n'est plus cultivée depuis 1983 ; vesce-avoine et céréales représentent 70% de la surface en eau ; l'élevage a été également un échec dans certaines zones du périmètre : on a même observé un processus «d'extensification» (29). Au contraire, la petite hydraulique paysanne s'étend, fondée sur la modernisation des installations anciennes, ou mieux sur la reconquête d'espaces nouveaux grâce aux pompages individuels qui essaiment dans certains secteurs (piémonts, petites plaines intérieures, ...) : c'est *«le temps de l'espace réapproprié»* (M. Côte).

La prise de conscience du retard accumulé en un quart de siècle a conduit à créer, en 1987, un organisme spécifique de réalisation et de gestion, l'AGID (**Agence Nationale pour l'Irrigation et le Drainage**) : un programme ambitieux est en préparation pour faire passer la surface irriguée de quelque 100 000 ha actuellement à 500 000 ha vers l'an 2010.

Parmi les perspectives du proche avenir, notons celles qui tiennent aux possibilités qu'ouvre la puissance technologique moderne : des transferts d'eau à l'échelle régionale, voire zonale.

L'opération qui s'effectue naturellement à partir des fleuves «allogènes», comme le Rhône issu de la zone tempérée fraîche, ou le Nil, alimenté par les grandes pluies tropicales d'été, peut dorénavant se réaliser par l'artifice humain. Les transferts d'un bassin-versant à l'autre sont réalisés (en Espagne, le littoral méditerranéen

andalou reçoit des eaux détournées du versant atlantique), ou envisagés à court terme (une partie des eaux de l'oued Soummam et des oueds côtiers de la Petite Kabylie seraient destinée à passer du Tell vers les Hautes Plaines de la région de Sétif). Et lorsque le barrage de Mjara sur l'Ouerrha sera construit dans le Nord du Maroc, le surplus d'eau disponible dans le bassin du Sebou pourrait être utilisé non seulement au bénéfice des populations de l'axe urbain Kénitra-Casablanca mais encore pour développer l'irrigation dans les plaines atlantiques centrales.

Les transferts d'eau pourraient ainsi participer d'une vaste action de rééquilibrage spatial. Du moins en certains pays privilégiés. Pour d'autres, comme l'Algérie, la pénurie en eau risque, au contraire, de constituer, dès la fin de ce siècle, un goulet d'étranglement affectant l'ensemble de l'économie.

Si les progrès de la technique ouvrent de larges perspectives en matière d'équipement de périmètres d'irrigation, les aménageurs doivent cependant faire preuve d'une grande prudence. Les secteurs les plus arides, donc particulièrement la rive Sud de la Méditerranée, se trouvent en effet confrontés à un problème de grande envergure, celui de la pénurie en eau : face à une demande diversifiée et croissante, le conflit pour l'eau appelle des arbitrages, au bout desquels les besoins directs des populations ou ceux de l'industrie l'emportent de plus en plus sur ceux de l'agriculture. Et en matière d'irrigation, l'obligation d'économie conduit à l'usage des techniques sophistiquées de l'aspersion et du goutte-à-goutte.

D – Les fruits et légumes : conquêtes technologiques et conquêtes spatiales

La production et la consommation des fruits et légumes constituent des indicateurs particulièrement significatifs des mutations à l'intérieur du système agro-alimentaire, et spécialement dans le Monde méditerranéen. Ils comptent en effet à la fois parmi les postes les plus rustiques (fèves, pois chiches, olives, figues, ...) de la nutrition et de l'organisation agraire des régions les plus marginalisées, et parmi les éléments les plus novateurs (tomates, agrumes ...) des économies des régions les plus évoluées (30).

a) Des produits «nobles» ou «anoblis»

«*Les fruits sont partout et toujours symboles de prospérité et de plaisir ... L'arboriculture reste la plus estimée et la plus convoitée des activités agricoles*» (F. Lauret). Les règles, ou les modes de la diététique contemporaine font même que l'on tend à assimiler le niveau de consommation des fruits (leur place dans le régime alimentaire) et le degré de civilisation. «*L'abondance et la diversité fruitière sont pratiquement acquises pour un cinquième de l'humanité, en Amérique du Nord depuis vingt ans, en Europe depuis 10 ans*» (*id.*).

Cette situation ne signifie pas que le marché soit stabilisé, au contraire : l'évolution du goût, le jeu de la concurrence entre secteurs de production et la recherche constante de la performance, aussi bien en matière agronomique que commerciale, amènent à une permanente diversification. Ainsi voit-on une hiérarchie dans la distribution des espèces :

– essor et diffusion généralisée des grandes espèces, celles qui allient une qualité gustative reconnue à des possibilités de progrès technique en matière de production et de mise en marché : pommes, pêches et nectarines, fraises pour la partie la plus fraîche de l'aire méditerranéenne, agrumes pour la partie la plus chaude ;

– stagnation ou étroite localisation des espèces se prêtant plus difficilement aux conditions ci-dessus indiquées ou soumises à des concurrences étrangères : poires, raisins, prunes, noix, cerises ;

– régression d'autres espèces telles que : abricots, châtaignes.

Les légumes laissent apparaître des évolutions de même type, marquées par un développement général de la production et de la consommation en rapport avec les changements dans les régimes alimentaires, mais avec également des traits spécifiques liés aussi bien aux conditions de la production, activité besogneuse requérant souvent une accumulation de travail humain, qu'à la diversité des espèces et des variétés (leur banalité) rendant difficile la constitution de «lots homogènes».

Mais voilà que les progrès dans le conditionnement et la mise en marché

La serre «l'outil parfait» (1)

La serriculture marque le triomple de la technologie qui permet de lever, plus ou moins complètement, les deux contraintes de l'espace et du temps : le haut degré d'artificialisation des moyens mis en oeuvre conduit en effet à créer un milieu biologique hors de l'espace naturel (azonal) et hors du calendrier cosmique («désaisonnalisation»), en jouant sur les diverses composantes du climat : température, luminosité, hygrométrie, et du sol (terreau, engrais ...).

Les types de serres varient en fonction des matériaux utilisés : verre (les 3/4 en France) ou plastique, le mode et le degré de chauffage : fioul (les 2/3) : gaz naturel, propane, charbon, électricité ..., chauffées, simple antigel ..., la dimension :

- ***serre légère**, peu équipée, de petite surface, peu performante, destinée à l'horticulture traditionnelle,*
- ***la serre lourde**, à l'horticulture industrielle, sur de grandes surfaces, de plus en plus équipées de manière très rationnelle : ordinateur de gestion climatique, automates de manutention, robotisation...,*
- ***la serre allégée**, intermédiaire entre les deux précédentes.*

L'importance des investissements consentis amène à réserver ces structures à des produits haut de gamme, à forte valeur ajoutée sous peu de volume : produits comestibles, légumes ou fruits, ou ornementaux (fleurs).

Le «choc pétrolier», avec l'augmentation des coûts de l'énergie qu'il entraînait, a à peine freiné l'essor généralisé pendant quelques années, dans les vieux pays à équipement plus sophistiqué. En Italie, se développa le recours à la géothermie. En Espagne, ce fut le début de la grande expansion des abris non chauffés (l'invernado).

Tout autant que les conditions de la production proprement dite (maîtrise technique), les conditions de la gestion de l'entreprise et de la mise en marché des produits (maîtrise commerciale) décident de l'essor de la serriculture. C'est grâce à leurs talents en ces deux domaines que les Hollandais sont parvenus à peser si lourd sur le système.

En 1985, pour l'Europe, les parcs se répartissent comme suit (en ha) :

Pays-Bas	*9 000*	*France*	*6 000*
Belgique	*2 000*	*Italie*	*20 000*
Grande-Bretagne	*3 000*	*Espagne*	*22 000*
Allemagne	*3 500*	*Grèce*	*3 000*
Danemark	*500*		

En France, les serres fournissent 15% du tonnage et 50% de la valeur de la production légumière.

En ce qui concerne l'Europe, on voit donc que la supériorité en matière technologique et commerciale semble avoir ses limites. Des avantages divers : moindre dépense énergétique, main-d'oeuvre moins onéreuse, espaces disponibles plus étendus, amélioration des accès aux marchés lointains (avions) font que c'est dans le Sud que le dynamisme serriste se manifeste le plus fortement : dans la région d'Almeria pour l'Espagne, en Sicile pour l'Italie, dans le Souss pour le Maroc.

La serriculture n'est donc que partiellement azonale : les deux Suds, européen et maghrébin, l'utilisent pour mieux rentabiliser leur méridionalité.

---

(1) La serre : un outil en constante évolution.- *L'Or Vert, n° 22, 1988, 5 p.*

Source : CODRON, J. M., 1984.- Les serres verre légumières du Midi de la France dans la compétition européenne.- *Revue Horticole, n° 246, pp. 23-39.*

contribuent à valoriser le produit : après la phase des «légumes frais», puis celle de «l'appertisation» (conserve) et, plus récemment, celle du «surgelé», on en arrive aux «produits de 4ème gamme», conserves en emballage sous vide : l'expression de «4ème gamme» porte en elle-même l'idée de promotion, d'«anoblissement» du produit.

La diversification des techniques de transformation et de conditionnement (jus, conserves, purée, confitures, séchage et déshydratation, surgélation, mise sous vide ...) a eu pour corollaire, au cours des vingt dernières années, une étonnante transformation des circuits de commercialisation : marchés de gros, super et hypermarchés, groupements de vente, centrales d'achats, ... qui ne pouvaient pas ne pas retentir sur les structures de production et leur localisation.

Un «saisonnement» judicieux dans le cadre du plan de culture permet de valoriser notablement la production, et en ce domaine, le Monde méditerranéen est favorisé (31).

Le cas de la tomate montre à quel point :

1° – la concurrence de «type zonal» («naturel») peut être faussée par les techniques de forçage en milieu artificiel ;

2° – la concurrence entre les deux rives de la Méditerranée peut être vive.

b) La diversité des paysages

Si fruits et légumes sont devenus des productions types du Monde méditerranéen, c'est qu'ils permettent d'exploiter les deux spécificités du climat local : la douceur des hivers qui ouvre le créneau commercial des légumes de contre saison, l'ensoleillement de l'été qui, corrigé par l'apport en eau d'irrigation, autorise une gamme très large de produits, dont les arbres fruitiers du type agrumes.

Cet avantage climatique est complété par un avantage de position : le voisinage du grand marché de l'Europe du Nord-Ouest et du Nord, dont le niveau de vie élevé se traduit par des régimes alimentaires à forte consommation de fruits et légumes, soit en frais, soit en conserve, soit après transformation (jus de fruits).

Ce double avantage joue donc de façon très variable en fonction de trois paramètres principaux : les «potentialités» écologiques locales (particulièrement en eau), la relation avec le marché extérieur, mais aussi le niveau des marchés intérieurs. Le jeu de ces facteurs est très complexe. C'est dans ce domaine que l'on voit se manifester le plus complètement, par rapport au marché européen, la réalité des deux Suds : le Sud européen, aux productions moins exotiques, mais favorisé par la distance et plus encore par l'appartenance au Marché Commun, le Sud afro-asiatique avantagé par un ensoleillement plus fort et plus constant, mais devant songer à économiser son eau et surtout butant sur la réglementation du Marché Commun élargi.

Mais un autre facteur vient modifier gravement ce schéma qui donne encore une part importante à «l'environnement naturel», le facteur technologique. Il joue de façon similaire pour fruits et légumes au stade de la transformation (agro-industrie) et de la commercialisation (chaîne du froid, hypermarchés). Mais pour les légumes la technologie joue un rôle de perturbation encore plus fort, au stade de la production, à cause du haut degré d'artificialisation auquel en est arrivée l'exploitation sous abri.

L'originalité du Monde méditerranéen s'est manifestée à travers les siècles par la mise en place d'un système de production, lequel a modelé un type de paysage qui a pris valeur d'une véritable civilisation agraire, celle de la *huerta*, le Comtat Venaissin et la région de Valence, en fournissent les plus belles illustrations (cf. *infra* **Chap. V.1.B**).

Il s'agit là d'exemples d'organisations socio-spatiales parvenues à une sorte de perfection. On en trouve à travers le Monde méditerranéen des formes plus élémentaires, généralement dans des situations géographiques particulières, dont celle du péri-urbain et celle du littoral. Ainsi la *frange ouljienne*, long couloir s'étirant le long de l'Océan de Casablanca à Safi au pied d'une falaise morte, où la conjonction d'un sol particulier (sable, enrichi par les colluvions), d'une réserve d'eau abondante dans la nappe à faible profondeur, de la possibilité de combiner une technique culturale relativement simple et des investissements de modeste valeur, à portée du grand marché casablancais, a créé un paysage cloisonné de haies de roseaux, à pratiques culturales intensives, et modelé une néo-paysannerie

Ecologie, technique et marché
Production et commercialisation de la tomate

Un zonage très artificialisé

Exigeante en chaleur, sensible au froid, la tomate légume-fruit à large consommation, est par excellence la culture des jardins familiaux et des petits producteurs, et sa large diffusion au cours de la saison d'été se traduit par des cours si peu rémunérateurs que les productions locales satisfont une part notable des marchés.

En hiver, la culture de plein champ n'est possible que dans les parties les plus méridionales de l'aire littorale méditerranéenne : Maroc, Canaries. La culture sous serre exige en hiver des frais de chauffage tels que la concurrence avec la production de plein champ est difficile. C'est au printemps, à un moment où en Europe la consommation tend à augmenter, et parallèlement les cours, que l'effet de concurrence s'exerce le plus largement. Le mois d'avril est le plus significatif, constituant «la période charnière où s'affrontent les pays du Nord produisant sous serre avec beaucoup de chauffage et les pays du Sud produisant en plein champ ou avec un peu de plastique».

Un marché très concurrentiel et très fluctuant

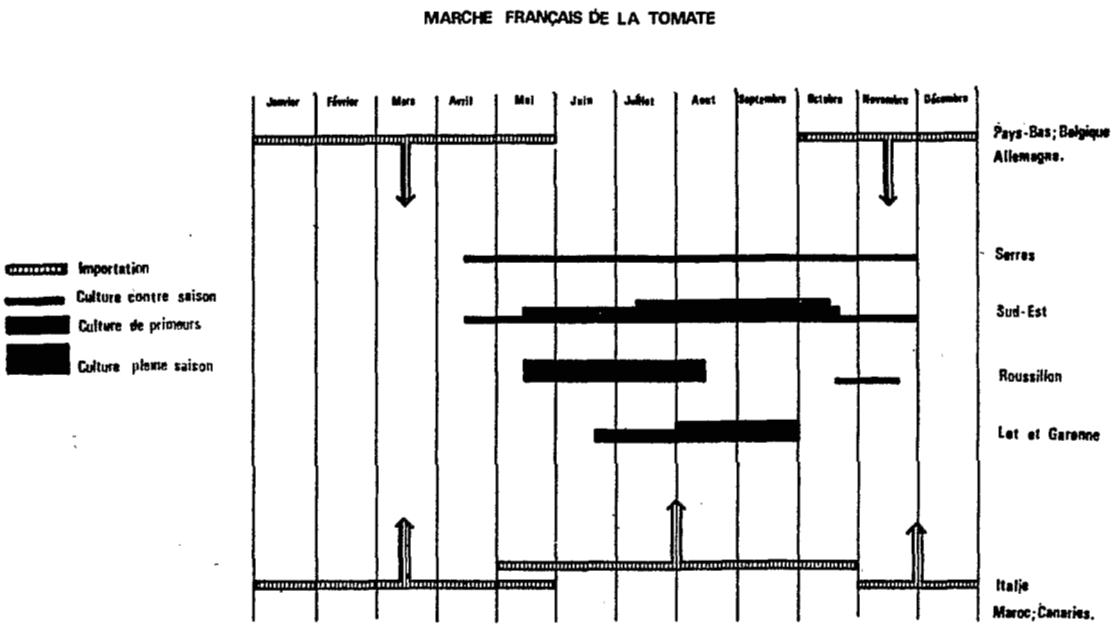
L'organisation du marché dépend beaucoup des Pays-Bas (favorisés par le voisinage de l'Allemagne, premier pays importateur) qui ont développé à partir de 1965 leur production d'avant mai, ont obtenu après 1973 de la CEE la fixation du prix de référence à la date du 1er avril et bénéficient d'une remarquable organisation commerciale.

Le Maroc est resté strictement lié au marché français : le développement des cultures sous plastique dans le Sud de la France l'a contraint à réviser son plan d'exportation, à miser sur des productions précoces et à transférer ses centres de culture vers le Sud.

En Espagne, les Canaries, face à la concurrence des Pays-Bas et du Maroc pour l'extérieur, de l'Andalousie sur le marché intérieur à vécu une grave crise entre 1965 et 1975, cependant que le Sud de la Péninsule connaissait un essor spectaculaire, grâce aux cultures d'arenado et d'invernado.

Source : CODRON, J.M., 1984.- Les serres verre légumières du Midi de la France dans la compétition européenne, *Revue Horticole*, n° 246.

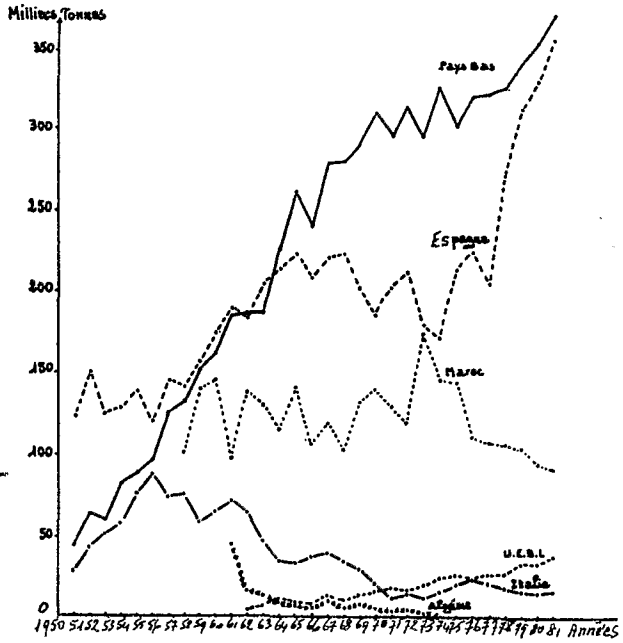
Figure 22 : Saisonnement dans la production et le commerce de la tomate en France



Source : BETHEMONT, J., 1972.- *Le thème de l'eau* (document CTIFL).

Figure 23 : Aspects de l'économie de la tomate en Europe occidentale et au Maghreb
Production - Exportations





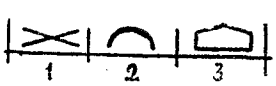
Pays producteurs et importateurs

Evolution des exportations

STRUCTURE DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX FOURNISSEURS DU MARCHE EUROPEEN OCCIDENTAL DE TOMATE AU MOIS D'AVRIL

	Surface (Ha) Serres 1 2		Surface tomate récoltée en Avril 1 2 3			Production tomate en Avril (10^3t) 1 2 3			Exportation Avril (10^3t)
Pays-Bas		4 500			700			20	16
Belgique		900			30			1	
Grande Bretagne									
- Jersey, Guernesey		500			120			3,5	
- Côte Sud		300			50			1,5	
France	4 700	1 600			70			2,5	
Italie									
- Latium	800			600			10		
- Sicile	6 000			3 000			60		1
Grèce									
- Péloponèse	800			400			5		
- Crête	1 100			500			10		
TOTAL C.E.E.				4 500	970		85 *	30	16 SV (p)
Espagne									
- Sud Péninsule	12 000			6 000			100		12
- Canaries	1 300		1 000	350		15	7		16
Maroc	500		2 000	300		30	6		14
TOTAL HORS C.E.E.			3 000	6 650		45 *	113 *		42

Chiffre 1980



* chiffres estimés approximativement

1) Plein champ
2) Serre légère
3) Serre verre

Source : CODRON, J. M., 1984.

ouverte à la novation : la culture sous abri s'y développe.

Un autre exemple expressif de la conquête spatiale par le biais de la technologie légumière est donné par les miracles de l'*anarenado* (culture sur sable) au Sud-Est de l'Espagne (32). Ce procédé, apparu au voisinage d'Almeria vers 1957, consiste à étaler sur le sol labouré une double couche de fumier et de sable siliceux, préalablement lavé et trié. Ce sol artificiel, cumulant les avantages d'économie de l'eau et de rajout calorique, permet la libération par rapport au calendrier de la nature et la pratique d'associations et de successions très diversifiées. «*Ce système est dans une large mesure spécifique à la paysannerie ... mais a dû composer avec des interventions bourgeoises*» par le biais du métayage (partage capital-travail) ou d'entreprises agricoles à lourds investissements et à salariat important.

Le poids des structures d'aval est tel qu'il conditionne la création de **bassins de production spécifiques** : la présence de centres de commercialisation, de conditionnement ou de transformation des produits se traduisant par le développement dans leur environnement d'une nébuleuse de chalandise.

Les cartes ci-après des bassins fruitiers (**Figure 24**) montrent à quel point la relation entre les spécificités écologiques régionales et l'existence d'infrastructures adéquates a joué pour favoriser l'essor du couloir rhodanien et de ses bordures méridionales comme grande zone de spécialisation (33).

Cet effet de focalisation joue avec une souplesse particulière pour les productions liées aux techniques de la serre. La capacité de recréer artificiellement les milieux physiques les mieux adaptés au produit libère de certaines contingences naturelles et renforce le mouvement de concentration autour des structures d'aval les plus aptes à assurer une plus-value à la vente.

L'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun revêt une portée particulière en matière de fruits et légumes du fait de l'importance qu'a prise ce secteur dans l'économie nationale : en 1983 il représentait 27% de la valeur de la production agricole finale (dont 12% pour les légumes, 5% pour les agrumes) et les exportations 36% des exportations agro-alimentaires totales. Et ces productions manifestent un grand dynamisme, comme l'attestent les quelques chiffres suivants :

1950	214 000 ha	4 000 000 tonnes
1970	390 000 ha	6 300 000 tonnes
1983	460 000 ha	8 900 000 tonnes

Ces progrès jalonnent l'expansion régulière de l'irrigation, qui se réalise au rythme de plus de 50 000 ha par an, avec une avancée vers le Sud, la région d'Almeria prenant le relais de celle de Valence, plus saturée.

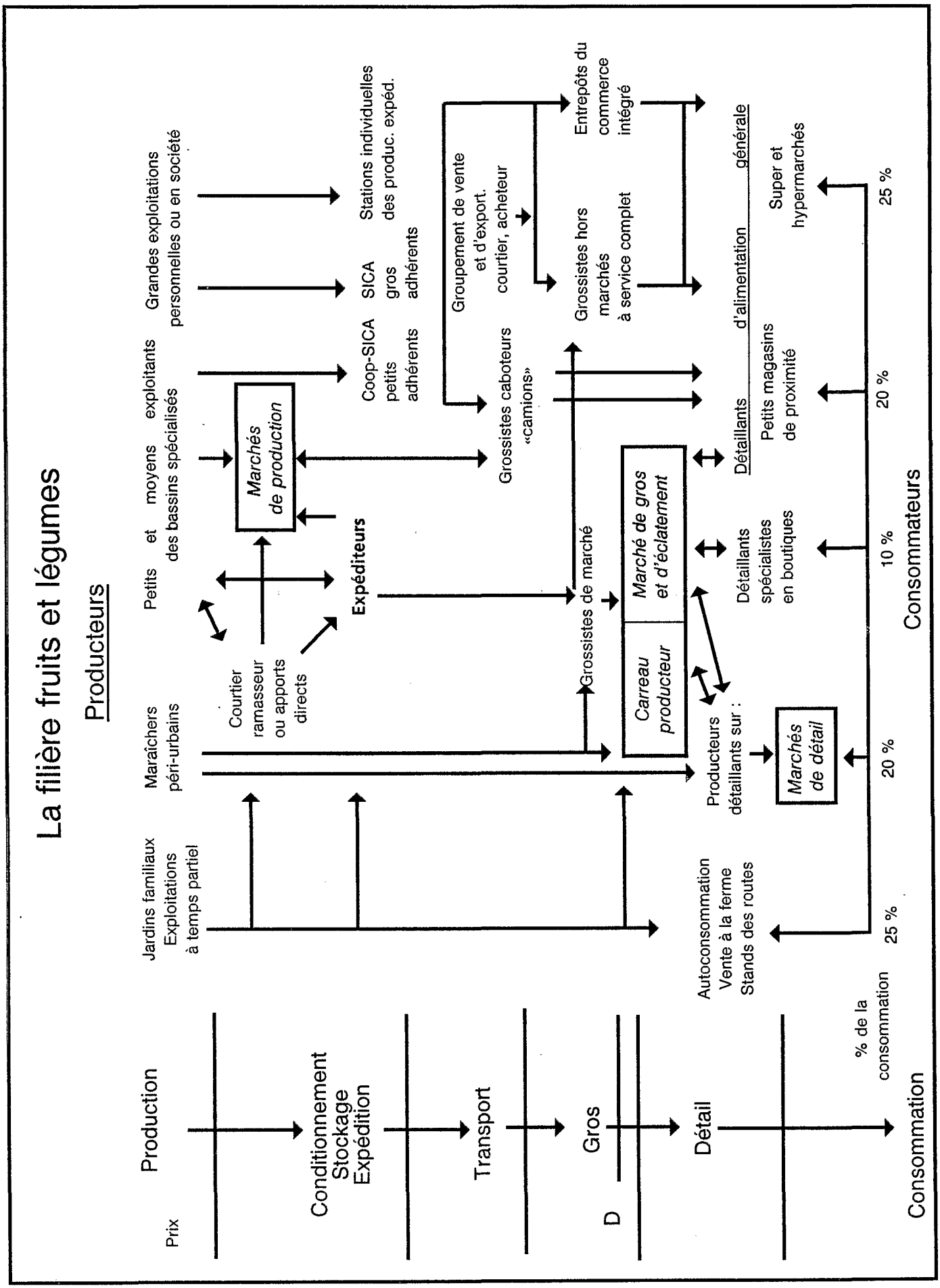
Les coûts de production étaient estimés, au début de la décennie 1980, inférieurs aux prix français de 30% pour la pêche, de 50% pour la tomate précoce.

Le système maraîcher modernisé, parce qu'associant technologie miniaturisée et accumulation de travail humain, a contribué à stabiliser et à étendre le modèle de petite paysannerie ou de néo-artisanat familial. Il est représenté dans tout le Bassin méditerranéen : outre les exemples cités, ceux de Métaponte, de la plaine d'Argos, du Cap Bon (cf. thèse de H. Sethom) témoignent de la consolidation de ces zones focales de l'organisation agraire méditerranéenne.

Cependant le tableau ci-dessus connaît diverses altérations. Pour certains légumes, surtout la tomate, et du fait de l'essor qu'elle a connu dans quelques pays, principalement les Pays-Bas, la serre a créé un impact de concurrence qui se manifeste au détriment des «avantages naturels» qui semblaient devoir jouer au profit d'autres contrées (Maghreb). Cet ensemble montre bien que l'effet de la technologie, créant des systèmes supra-agraires fortement intégrés à un milieu économique et social à haut niveau de vie, contribue à dessiner un zonage nouveau et des arbitrages apparaissent nécessaires. La conclusion du rapport de F. Lauret sur les *perspectives fruitières et légumières dans les pays euro-méditerranéens* montre l'ampleur du problème (34).

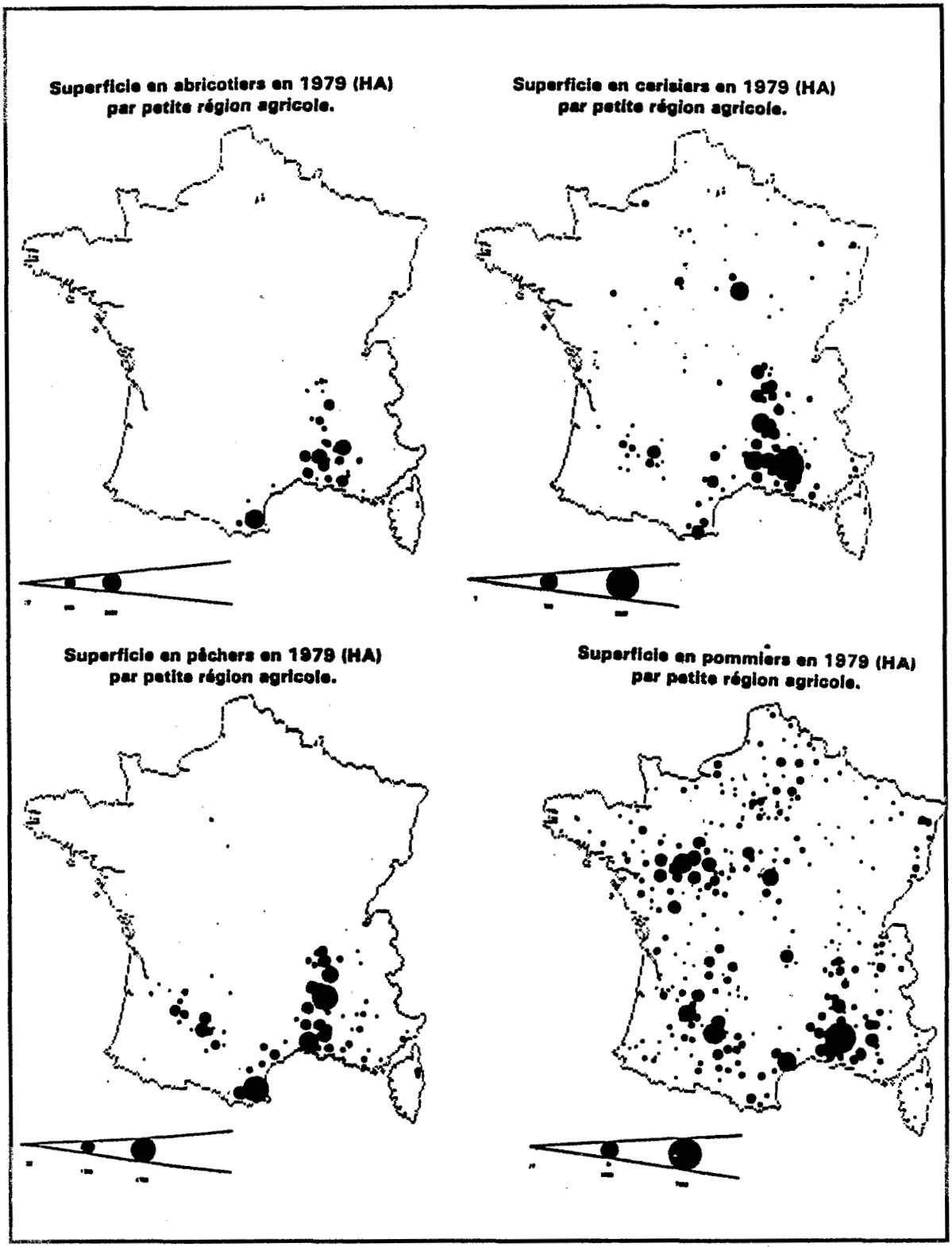
Il relève en effet au détriment des pays euro-méditerranéens une double concurrence :

– une concurrence Nord-Nord au sein de la Communauté : les productions de plein champ et sous abri de l'Europe du Nord s'appuyant sur



Source : LAURET, F., 1983.- *Sur les études de filières agro-alimentaires.*

Figure 24 : «Bassins fruitiers» en France



Source : THOUROUDE, D., 1986.-*L'évolution de la production fruitière en France.*

une avance technologique et d'organisation qui compense l'inconvénient d'un climat plus défavorable, risquent de mettre les pays méditerranéens dans une position de plus en plus critique ;

– une concurrence Sud-Sud avec les pays tiers, ceux de l'hémisphère austral qui prennent une partie des avantages des pays maghrébins en matière de décalage des récoltes, et ceux de la rive Sud de la Méditerranée qui exercent «une concurrence frontale sévère» sur les zones méridionales de la CEE.

Et les responsables de la Politique Agricole Commune, dans leur souci de manifester une certaine solidarité avec le Maghreb ou le Moyen-Orient, ne risquent-ils pas de pénaliser ces pays méridionaux de la CEE ?

c) L'arboriculture : tradition et modernité

Si, à l'opposé de ce qui vaut dans les régions tempérées plus septentrionales, la forêt ne tient que rarement une place déterminante dans le paysage des plaines méditerranéennes, l'arbre planté y prend valeur de symbole. Il devient le signe de la relation réussie de l'homme à son milieu. Ses racines qui vont puiser l'eau dans les réserves du sol assurent la continuité de vie inter-saisonnière, son feuillage tamise les ardeurs redoutables du soleil estival, ses fruits apportent un élément de nourriture apprécié, voire un complément de revenu. Le verger devient signe de la victoire de l'homme sur la nature, de la conquête patrimoniale du sol. La loi reconnaît la portée de l'acte de plantation. En pays musulman, le *chraa* issu du Coran, comme l'*orf* (la règle coutumière) en font l'un des arguments de l'appropriation individuelle, du passage du *bled jmâa* au *melk*. Inversement, l'interprétation rigoureuse de la règle collectiviste interdisant sur la terre commune tout aménagement particulier prolongé sur plus de dix années (durée au bout de laquelle le sol valorisé peut devenir possession individuelle), a fait que de vastes espaces sont restés pendant des générations vides de tout arbre : ainsi en fut-il dans le Pays Cherarda, au voisinage de Sidi-Kacem dans le Gharb, et dans le Pays Oudaïa, aux portes de Rabat. L'exception des micro-parcellaires à boisements d'eucalyptus ne fait que confirmer l'observance de la prescription : «l'eucalyptus est toléré parce qu'il permet une coupe à moins de dix ans».

L'arboriculture est donc signe de la vitalité agraire. Nous en envisagerons certains aspects à travers le cas de deux des variantes les plus caractéristiques du verger méditerranéen : l'olivier symbole de la continuité locale, l'oranger instrument de la modernité et de l'ouverture sur l'extérieur.

Un exemple de rénovation : l'oliveraie tunisienne *(35)*

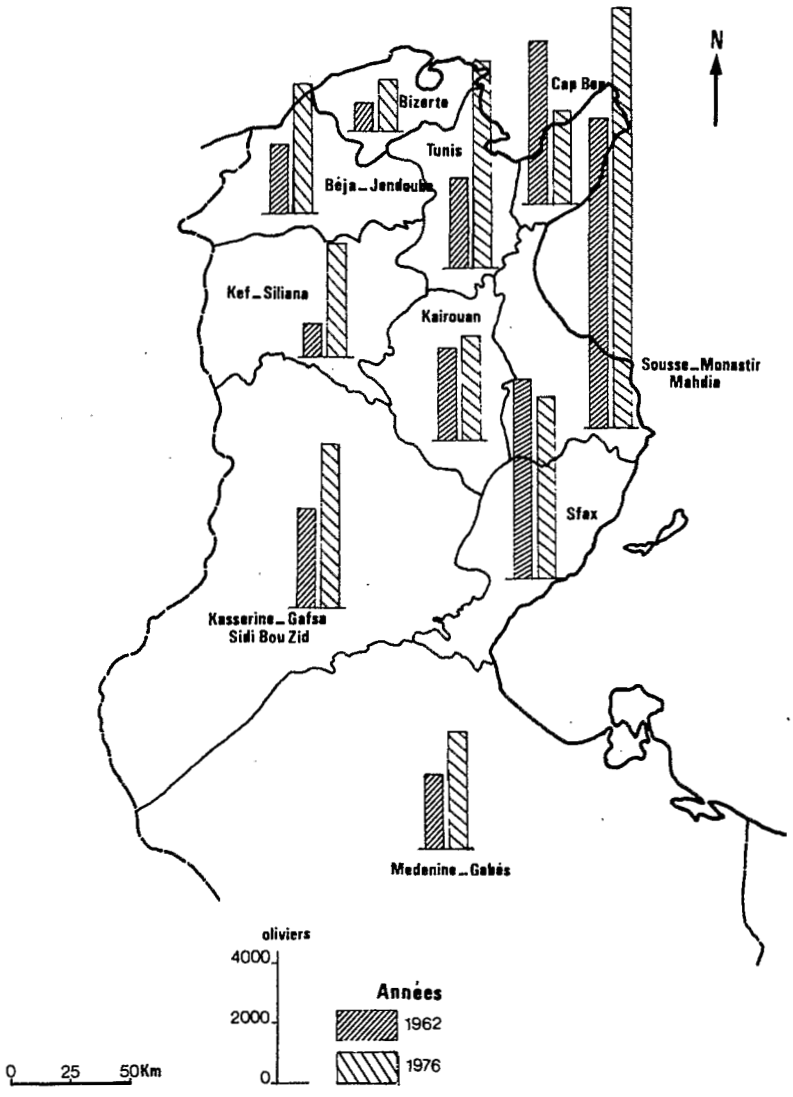
Plus que dans les deux autres parties du Maghreb, l'arbre fruitier a pris une place déterminante dans l'agriculture traditionnelle de la Tunisie. Et dans le verger actuel, qui couvre quelque 2 000 000 ha, l'oliveraie en représente les 2/3 (ce qui équivaut à environ 1/3 des terres arables) et elle procure 1/5 des emplois agricoles permanents. La pratique de l'oléiculture a entraîné le développement de formes originales de contrats de complant, dont celui de *mgharsa*. Et la Tunisie offre cette originalité de présenter, en plaine, deux véritables régions-paysages à fond d'oliviers, d'une part le Sahel, avec 14 500 000 pieds sur 245 000 ha (43% du territoire), d'autre part le Pays sfaxien, avec 6 100 000 pieds sur 30 200 ha (42%).

L'arboriculture sèche est ici le meilleur moyen, en pays semi-aride, à croûte continue sur de grandes surfaces, de valoriser le sol (**Figure 23**).

Mais la conduite des deux arboricultures est fort différente d'un secteur à l'autre. La densité moyenne de plantation est de 40 arbres/ha dans le Sahel, de 20 dans le Pays sfaxien plus sec. Ce handicap est rattrapé par des méthodes de culture plus productives : le grand espacement des arbres (24 m × 24 m), une taille très basse, des labours plus fréquents, l'usage d'engrais chimiques, autant de facteurs favorables qui font que les arbres de la «forêt claire» de Sfax arrivent à fournir des rendements doubles de ceux du Sahel.

Front pionnier vivace de «la colonisation franco-tunisienne», grâce à la *mgharsa*, l'oliveraie avait fait son plein d'espace à l'Indépendance : le vieux contrat de complant n'a plus donc guère de raison d'être et ne concerne plus que 5% de la superficie. Dans le Pays sfaxien 90% des terres sont gérés en faire-valoir direct, dans une société très hiérarchisée : si 78% des exploitants disposent de moins de 20 ha (27% de la superficie), une minorité de 2% des propriétaires détient 34% des terres). Ces derniers ont profité

Figure 25 : Le renouveau de la culture de l'olivier en Tunisie du Sud



Evolution des effectifs d'oliviers de 1962 à 1976

Source : KASSAB, A., 1981.

de la vente des domaines coloniaux. La liquidation des habous a contribué également à stabiliser les Bédouins qui y étaient installés. C'est donc par l'intensification des méthodes culturales et le rajeunissement des plantations qu'est recherché, dans la Tunisie du Centre littoral, le développement de la production.

Depuis l'Indépendance l'oléiculture continue à jouer un rôle pionnier au niveau national, mais dans d'autres secteurs. Le front de conquête avance vers le Nord (30,7% des effectifs en 1956, 37,2% en 1979) et vers l'Est (dans les gouvernorats de Kairouan et de Kasserine les oliviers de moins de 15 ans représentaient 62% du total en 1975). «*Jadis domaine de l'élevage extensif des ovins et des caprins, les Hautes et Basses Steppes intérieures sont devenues récemment l'une des plus importantes régions oléicoles du pays avec près de 12% des oliviers de toute la Tunisie*» (A. Kassab).

En 1984, les exportations agricoles se sont élevées à 154 millions de dinars, dont 58% de produits arboricoles et 37% d'huile d'olive.

Une production haut de gamme : les agrumes

Par le volume de la production (13,5 millions de tonnes en 1988) et des échanges (4 600 000 tonnes exportées), ainsi que par leur valeur (4,7 milliards de dollars par an, moyenne à l'exportation 1975-1979), les agrumes constituent l'un des secteurs-clés de l'économie agricole méditerranéenne. Ils comptent parmi les productions les plus valorisantes de la zone : partout où les disponibilités en eau et en sol le permettent, une tendance difficilement répressible pousse à planter des agrumes. Dans les lotissements irrigués du Maroc, les pouvoirs publics ont cherché à maintenir les systèmes d'assolements réglementaires réduisant la part des vergers d'orangers, grands consommateurs d'eau. Entre 1930 et 1980, dans l'ensemble des pays méditerranéens, la superficie en production a triplé. L'entrée de l'Espagne, fournissant le tiers de la production méditerranéenne, dans le Marché Commun, a engagé l'ensemble du système dans une voie nouvelle.

Les décalages dans les classements des pays producteurs et des exportateurs (Italie 2ème et 4ème, Israël 5ème et 2ème ...) s'expliquent d'une part par la relation chiffre de population - volume de production, mais aussi par l'élévation du niveau de vie dans les pays en développement ainsi que par les politiques des gouvernements à la recherche de devises (36).

Pour certains pays comme l'Algérie, il faut ajouter l'effet du vieillissement des plantations (héritées ici de la période coloniale).

A la pointe du mouvement vers l'agro-industrie, les agrumes ont suscité de bonne heure la création d'usines de fabrication de jus de fruits. Mais la double concurrence d'autres produits (tropicaux ou tempérés) et d'autres pays (Etats-Unis, Afrique de Sud) a amené une saturation des marchés.

Plus déterminante, dans l'immédiat et pour le proche avenir, est la relation entre rive Nord et rive Sud, CEE et pays tiers méditerranéens.

Agrumes méditerranéens
Productions (en tonnes) (1988)

Espagne	4 500 000 t.
Italie	2 400 000 t.
Egypte	160 000 t.
Maroc	1 300 000 t.
Israël	1 000 000 t.
Turquie	1 000 000 t.
Grèce	680 000 t.
Chypre	330 000 t.
Algérie	260 000 t.
Tunisie	230 000 t.
Gaza	100 000 t.
France (Corse)	30 000 t.

Source : GILOT, P., 1988.- *La filière des agrumes méditerranéens.*

Exportations
(moyenne 1975-1979)

Espagne	1 600 000 t.
Israël	940 000 t.
Maroc	540 000 t.
Italie	400000 t.
Grèce	250 000 t.
Egypte	2160 000 t.
Turquie	140 000 t.
Algérie	100 000 t.

Source : *Annuaire des pays méditerranéens.*- CIHEAM/IAMM.

La nécessité d'une régulation des marchés par une filière de coordination entre producteurs et consommateurs avait été ressentie très tôt. Une organisation avait été créée par les Français dès

les années 1930 : le Comité des Agrumes de la Zone Franc (CAZF) ; en 1954 la relève fut prise par le CLAM (Comité de Liaison des Agrumes Méditerranéens). Outre les pratiques concernant le conditionnement, la mise en marché et le transport mais aussi la publicité, cet organisme, quelque soit la divergence dans les intérêts de ses membres, tient également un rôle dans la négociation avec la CEE. Pour éviter l'engorgement du marché dans la pleine saison, des prix de référence sont fixés à partir du 1er décembre pour faciliter l'écoulement des produits européens. Les «Pays tiers» ont donc intérêt à s'orienter vers les fruits précoces (*Navel*) ou tardifs (*Valencia late*). Mais la supériorité des cours à ces deux périodes pousse l'Espagne à agir dans le même sens. La liberté qu'a la CEE de fixer ce prix de référence au niveau satisfaisant les producteurs de la rive Nord met ceux de la rive Sud dans un état d'incertitude et de dépendance qui les gêne pour prévoir une politique de développement agricole.

E – La vigne «plante de civilisation»

Parmi les plantes dites de civilisation, la vigne est la seule qui ne fournisse pas une denrée alimentaire de base. Produit du terroir et d'une certaine qualité de vie, le vignoble et le vin sont devenus les symboles de la «méditerranéité», même si des crus fameux prospèrent en dehors de cette aire écologique, et si, à l'intérieur de celle-ci, des interdits religieux viennent souligner l'opposition entre domaines de tradition romano-chrétienne et arabo-islamique (la colonisation européenne n'ayant apporté une réelle perturbation dans cette dichotomie que pendant un siècle).

Nulle autre culture ne crée, sur une grande superficie, une telle identification entre le sol, la plante et le producteur, un tel amalgame entre chaîne technologique, mosaïque paysagère et organisation socio-économique, créant une sorte de dignité, puisque le «viticulteur» se défend d'être un «paysan». Mais aucune autre plante n'a non plus, en ce 20ème siècle, suscité autant d'agitation sociale, ni entraîné une telle intervention de l'Etat dans les registres les plus divers : fixation des prix, délimitation de terroirs, politique des structures, reconnaissance juridique multipliée de la notion de qualité (37).

Crise latente et adaptation permanente : course à la modernisation et malthusianisme territorial sélectif

La crise de surproduction dont souffre la viticulture est liée à la discordance entre une capacité d'offre sans cesse croissante (avec des rendements pouvant atteindre les 120 hl/ha) et une demande que le marché international relativement étroit et la baisse régulière de la consommation dans les pays producteurs rendent de plus en plus «inélastique». A cette difficulté s'ajoute celle qui met en opposition vignoble de masse visant le rendement et vignoble de qualité cherchant à compenser la perte en volume par la valorisation optimale du produit.

La valeur marchande du vin provenait en partie de sa réputation de «produit naturel», alors même que dépassant de loin le stade où culture et vinification s'effectuaient selon des méthodes frustres. Le cycle viti-vinicole s'intègre maintenant dans une chaîne technologique complexe tant au niveau de la culture, de plus en plus de type «industriel», qu'à celui de l'élaboration du produit qui s'effectue au sein d'ateliers de plus en plus complexes.

Pour ce qui est des opérations culturales, «*deux révolutions techniques ont marqué l'entretien du sol ... Après le passage à la traction mécanique dans les années 1950, qui a multiplié par quinze la productivité du travail (30 j/ha à 2 j/ha), la non-culture s'est développée grâce à la mise au point de désherbants efficaces, de matériels de traitement et surtout en raison des avantages de coût (carburant, matériel, temps de travail)*» (INRA, Montpellier).

Le risque d'érosion, lié aux labours répétés et à la dénudation des intervalles de plantation, diminue donc, mais le risque de pollution chimique s'aggrave d'autant que les traitements phytosanitaires, pour lutter contre les maladies cryptogamiques et les parasites, doivent être toujours multipliés et que, par ailleurs, la rupture entre viticulture et élevage étant de plus en plus engagée, la fumure organique fait place à la fertilisation minérale d'usage plus commode.

Les deux décennies 1970-1980 sont celles d'une autre révolution technologique : le passage à **la machine à vendanger**. La vendange à la main nécessite environ 1 110 h/ha, et donc la mobilisation dans le temps réduit de la récolte, d'une masse de main-d'oeuvre abondante, à

exigences de salaires grandissantes et de plus en plus difficile à trouver, ce qui donna lieu à des migrations saisonnières de travailleurs de grande ampleur, dont celle des ouvriers espagnols vers le Languedoc prit la forme la plus spectaculaire.

Les progrès réalisés depuis 1971, date de l'apparition de la première vendangeuse en France, ont permis de mettre sur le marché des machines adaptées aux exploitations moyennes et entraînent dans la récolte des économies de l'ordre de 30%. Certains facteurs freinent le mouvement : étalement des méthodes de plantation par palissage, lenteur de la restructuration parcellaire, interdiction en zones d'appellation, ... Mais le recours aux CUMA ou au travail à l'entreprise, et la semi-miniaturisation des machines permettent de pallier ces inconvénients.

Entre 1950, époque de la culture attelée et des opérations manuelles, et 1980, celle de la culture mécanisée, les temps de travaux ont diminué presque dans la proportion de 3 à 1 : 257 h/ha contre 729 (INRA, Montpellier).

Sur le plan spatial, la tendance dominante est celle de la régression : sur la base 100 vers 1960, la superficie du vignoble a été, vers 1980, réduite à 79 pour l'Italie, 80 pour la France, 97 pour l'Espagne, 93 pour la Yougoslavie, 50 pour l'Algérie.

Ce mouvement a été accompagné d'une triple conversion : conversion externe : par le remplacement de la vigne par d'autres cultures ; conversion interne : par appel à de meilleurs cépages ; conversion par glissement : en transférant la vigne vers des terroirs plus propices, particulièrement des bas-fonds vers les versants.

Une nouvelle assiette de vignoble se dessine donc, fondée sur la rétraction de la surface globale et une distribution interne des parcelles et des cépages. En France, cette mutation repose sur la combinaison de deux pratiques :

① la mise en place du **schéma directeur du vignoble**, décidée en 1973 et visant entre autres à un remembrement-aménagement du parcellaire en îlots homogènes à même cépage et à même orientation : l'usage de la machine à vendanger pousse évidemment à cette restructuration ;

② la **sélection au terroir** cherchant à déplacer la vigne vers les terrains aptes à produire des vins de haut de gamme.

Les **groupements de producteurs**, nés également en 1973, avaient aussi pour tâche de réguler ces mouvements. Mais, dans la pratique, ils donnent souvent la priorité aux problèmes commerciaux.

Ainsi le vignoble laisse-t-il apparaître actuellement deux tendances inverses : celle de la mise en marché d'un produit de qualité moyenne et assez uniforme pour la clientèle de masse, celle de la personnalisation du produit par la valorisation du label de terroir.

Dans les faits, ce malthusianisme territorial sélectif se traduit par des évolutions locales souvent déconcertantes qui tiennent à la Politique Agricole Commune (en passe d'être perturbée en 1992 par le changement de statut pour l'Espagne et le Portugal), comme aux interventions de chacun des Etats, à l'évolution du marché, à la concurrence pour l'espace.

Pour l'ensemble de la viticulture européenne on peut reconnaître deux modèles productifs extrêmes (38) :

«– d'une part les "modèles italiens" : très hauts rendements liés au palissage, nécessitant une charge élevée de travail à l'hectare et difficiles à mécaniser ;

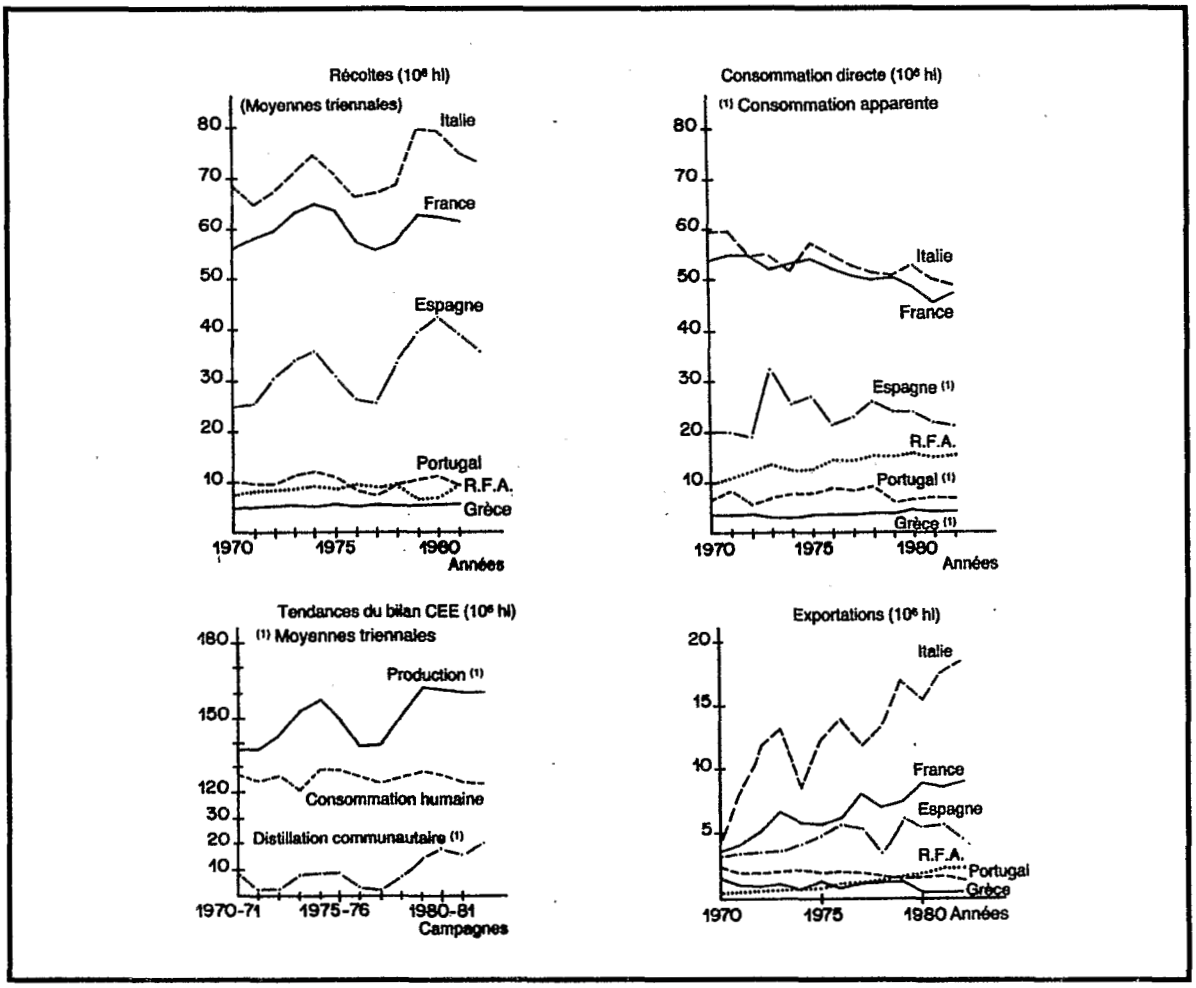
– d'autre part les «modèles espagnols» : très faibles rendements liés à la faible densité de plantation, nécessitant de ce fait peu de travail et d'investissements à l'hectare, mais également peu aptes à la mécanisation des opérations de taille et de vendange.

Les possibilités d'évolution des deux modèles extrêmes (l'italien et l'espagnol) sont en définitive relativement faibles, compte tenu de la situation du marché viticole».

En France deux cas permettent d'illustrer la complexité du problème :

– le vignoble de Banyuls, créé par la conquête opiniâtre et savante d'un versant montagneux, dont le produit est d'une qualité reconnue, dont la structure en banquettes implantées contribue à l'harmonie du paysage de la retombée des Albères et de l'arrière-pays littoral, est menacé du

Figure 26 : Tendances des bilans vinicoles européens



Source : INRA, 1987.- *L'économie viticole française*, d'après les sources statistiques OIV-EUROSTAT.

fait du discrédit qui affecte le vin doux naturel et de la difficulté à assurer la maintenance de cette construction séculaire ;

– pour le vignoble des «*Côteaux de Provence*», parce que donnant un produit apprécié par la clientèle de «moyen standing», et bénéficiant d'une publicité spontanée qui va s'élargissant à mesure que le tourisme s'étale sur la région, le problème est de défendre l'aire viticole face aux autres usages du sol.

Au Maghreb, la contradiction entre le rigorisme proclamé des gouvernements affirmant la volonté de respecter les lois coraniques et de supprimer les souvenirs de l'ère coloniale, et le souci d'assurer des devises fait que les superficies en vigne se stabilisent (à un niveau bas) essentiellement en fonction des possibilités du marché, particulièrement vers les pays de l'Est et l'Afrique. Nous soulignerons qu'il en résulte une réduction des échanges entre les deux rives de la Méditerranée et une accentuation de l'enfermement de l'Europe sur elle-même.

Les principaux pays méditerranéens producteurs de vin (1982-1983)

	Production (1 000 hl)	Superficie 1 000 ha
Italie	79 000	1 300
France	70 000	1 100
Espagne	41 000	1 600
Portugal	10 000	360
Yougoslavie	7 000	250
Algérie	2 800	170
Maroc	1 500	100

Source : INRA-ENSAM, Montpellier.

Malgré les chocs successifs reçus lors des

diverses étapes de la construction européenne par la mise en communauté de la France et de l'Italie, puis de la Grèce, enfin de l'Espagne et du Portugal, l'association viti-vinicole européenne s'est maintenue. Ce fut au prix de réglementations complexes, parfois au bord de l'irrationnel : primes d'arrachage et de plantation ont coexisté, **on a composé avec l'idée d'excédents structurels**, et le recours à la distillation obligatoire apparaît comme une procédure normale.

Des mutations considérables ont été enregistrées depuis deux décennies : politique de la qualité, élimination d'unités de production archaïques, amélioration des organisations de mise en marché. Cependant un pas décisif reste encore à franchir : réduire l'assistance de l'Etat en adaptant la production au marché, comme le rappelait le Ministre de l'Agriculture à Montpellier en janvier 1989 :

«*Il faut rompre avec le schéma qui consiste à croire que le marché doit absorber la production. C'est tout le contraire. Ce sont d'abord les structures de commercialisation qui devraient nous dire ce qu'il faut produire*».

F – Le champ comme maillon de la chaîne technologique : de l'infra- au supra-agraire

Le champ est pièce de l'atelier de culture : sa dimension, sa forme, ses limites, son contenu sont les reflets des techniques d'exploitation que l'on utilise et des degrés d'intensification auxquels l'on est parvenu. On peut de la sorte désigner par l'expression **gradient agraire** la relation perceptible dans l'échelle de cette évolution. L'un des plus forts que l'on ait eu l'occasion d'enregistrer se trouve au coeur du Maroc, au contact du Haut-Atlas calcaire et de la plaine de Tadla :

*dans les bassins à l'intérieur de la montagne, aux environs du barrage de Bin-El-Ouidane, des populations pastorales semi-nomades en voie de sédentarisation ont développé la mise en culture de longs versants marno-calcaires à forte pente, au milieu de la forêt de chênes verts ; ici le champ se dilue dans un quartier de culture s'étalant sur plusieurs hectares parfois, piquetés d'arbres préservés de l'incendie, striés de lignes de micro-reliefs correspondant à de minces strates de calcaire, et jalonnés de tas de cailloux amassés après épierrage ; l'orge y est ensemencé une année sur deux ;

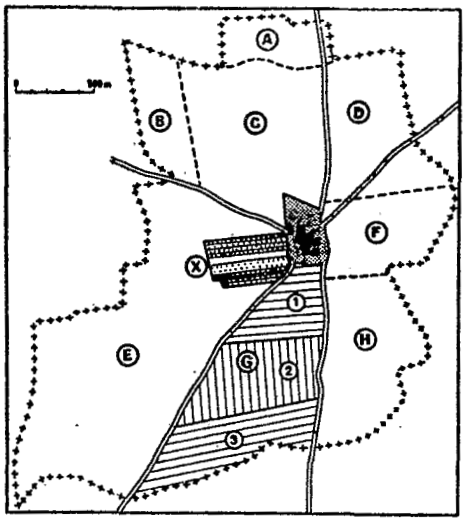
*à quelque 20 km de là, à partir du belvédère d'Afourer, se découvre un paysage d'une rare géométrie où se juxtaposent de longs couloirs au nombre de cinq, dont chacun est réservé à une culture déterminée ; ici le champ, en tant que portion de territoire approprié, délimité, consacré à une culture individualisée, disparaît au sein d'une marquetterie d'assolements insérée dans un bloc d'irrigation.

D'un côté un paysage informe, mal maîtrisé, en rapport avec la structure territoriale de type tribal et un usage extensif du sol, faisant alterner la monoculture céréalière avec l'araire et le pacage des moutons ; l'épierrage centripète manifeste que l'on se refuse à mettre en place des délimitations permanentes par murettes : on se maintient dans **l'infra-agraire**.

De l'autre, une régularité qui est projection de l'ordre étatique, avec une hiérarchie rigoureuse des composantes de l'espace : soles, blocs d'irrigation, qui répond aux exigences de la technique ; et le choix des cultures dépend de l'équipement agro-industriel périphérique : usine d'égrenage du coton, station de conditionnement d'agrumes, sucrerie, ... ; la science agronomique et l'ordre territorial étatique ont fait que le niveau du champ est dépassé et que l'on est parvenu au **supra-agraire**.

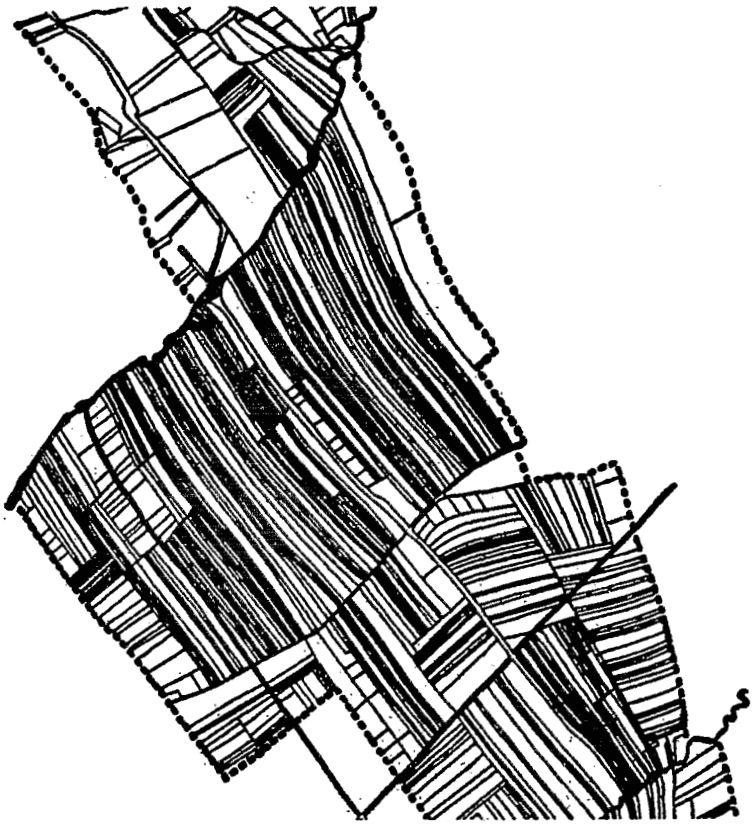
Entre ces deux extrêmes, le Monde méditerranéen montre une grande diversité de structures et de paysages agraires, dont le tableau ci-après définit les exemples les plus significatifs.

Figure 27 : Paysage d'*openfield* en Syrie : le système *mouchaa*



Village de Saglaya (d'après la Régie du Cadastre).

En grisé le village, les parties bâties en noir foncé. A, B, C, D, E, F, G, H constituent les grands quartiers *mouchaa*. G seul a été représenté ici subdivisé en sous-quartiers 1, 2 et 3 et en lots d'exploitation. En X, les seules parcelles individuelles, stabilisées et complantées.



Village de Maallaka. (*Extrait du cadastre.*)

Parcellement caractéristique du mouchaa stabilisé : champs en lanières parallèles ; beaucoup ont plus de 1 km. de longueur. (Échelle 1/30.000).

Source : WEULERSE, J., 1940.

Figure 28 : La trame à cinq soles (système ancien) du Tadla, vers Afourer (Maroc Central)

Le supra-agraire

Le «champ» en tant que cellule individualisée disparaît au profit d'une trame géométrique à cinq longues soles parallèles recoupées par les limites de propriétés. L'habitat est concentré.



Source : VERBELQUE, T., Casablanca.

Principaux types de structures et de paysages agraires méditerranéens

I - Openfield

1. traditionnel

– laniéré : type syrien à mouchaa ; avec céréaliculture à assolement biennal, signe d'un système collectif, généralement ancien et arrivé à des degrés variables de stabilisation individuelle ; était très largement répandu dans les grandes plaines méditerranéennes (en particulier, Bekaa, Thessalie, Campidano, Castille...);

– mosaïque : type chaouii, à maillage serré, pratiques communautaires dépassées (Maroc Central, Constantinois) ;

– en archipel : type steppe algérienne, îlots de culture dans des secteurs à sols profonds retenant l'eau, au milieu de parcours.

2. Moderne

– openfield mixte à double laniérage de propriété individuelle et d'assolement collectif : type tadli ; ordre étatique en irrigué, phase transitoire vers la plantation ;

– mosaïque à grand maillage : champ de dizaines d'hectares

**type andalou à latifundium*

**type algérien à domaines socialistes.*

II - Enclos

Relativement rare

1. à murettes (épierrage centrifuge) pour protéger les cultures du bétail : Pisidie, Lucanie, Sardaigne, Haute-Provence, Garrigues ;

2. à pseudo-bocage, avec haies de roseaux ou de cactées : petit maraîchage, courtils péri-urbains ;

3. pour l'élevage : clôtures modernes pour remplacer le gardiennage (Camargue, Garrigues).

III - Champs complantés à culture intensive

1. coltura promiscua, type toscan : mélange étagé arbori-viticulture, céréales, maraîchage ;

2. huertas, à irrigation généralisée, avec plus d'arbres (type valencien) ou plus de maraîchage (type comtadin).

IV - Plantations modernes *(arbori-viticulture)*

Dessin géométrique

– rive Nord : principalement pommiers, pêchers, abricotiers, en secteurs spécialisés ou en juxtaposition ; une place à part au vignoble en monoculture sous forme de petites parcelles disséminées (biens de village) ou de blocs compacts (mas) ;

– rive Sud : spécialement les vergers d'agrumes (grands périmètres du Maroc partiellement en domaines d'Etat ex-coloniaux, Israël).

V - Types particuliers

1. Arboriculture semi-intensive : oliveraies du Sahel tunisien ;

2. Champs arborés : pour systèmes mixtes céréales-élevage, avec arganiers (Souss), chêne vert (Moyen-Atlas, Espagne), chênes à vallonées (Grèce, Asie Mineure) ;

3. Terrasses : maintenues dans des montagnes à forte densité (Pays Chleuh, Taurus) ou sur des versants à cultures spécialisées (Banyuls, Amalfi, San Remo).

4. Sous serres : maraîchage, fleurs, principalement en zones littorales.

VI - Types mixtes

Les combinaisons de ces divers types sont très nombreuses.

Notes bibliographiques

(1) Le texte ci-dessous résume l'introduction au chapitre : Le Maghreb et le Sahara que nous avons donné dans «Géographie régionale».- In : *Encyclopédie de la Pléïade*, 1975, pp. 239-380.

– Collectif, 1979.- L'homme et son milieu naturel au Maghreb.- In : *Méditerranée*, n° 1-2, Hommage à J. DRESCH.- 142 p.

(2) Cette relation est au centre de la thèse de EL GHARBAOUI A., 1981.- *La terre et l'homme dans la péninsule tingitane*.- Rabat.- 439 p.

(3) MAURER, G., 1968.- *Les montagnes du Rif central, étude géo-morphologique*.- Rabat.- 499 p.

(4) SARI, D., 1977.- *L'homme et l'érosion dans l'Ouarsenis*.- Alger : SNED.- 624 p.

(5) PAPY, F., OUSSIBLE, M. et JOUVE, P., 1981.- Les contraintes pédoclimatiques à l'exploitation agricole des zones semi-aride et aride au Maroc occidental.- In : *Rev. Géogr. Maroc*, n° 5, pp. 121-134.

(6) Collectif, 1979.- La Camargue.- Avignon : In : *Etudes vauclusiennes*, n° 19.- 44 p.

– LE COZ, J., 1964.- *Le Rharb. Fellahs et colons*.- Rabat.- 1008 p.
– MUTIN, G., 1977.- *La Mitidja : décolonisation et espace géographique*.- Paris : CNRS.- 607 p.
– COULET, L., 1980.- *L'Emilie*.- Aix-en-Provence : Université de Provence (thèse).

(7) COTE, M., 1979.- *Mutations rurales en Algérie. Le cas des Hautes Plaines de l'Est*.- Alger : OPU.- 163 p.

(8) PONTANIER, R. et SOUISSI, M., 1988.- Pratiques agricoles et changement de régime hydrique des terres en zone aride méditerranéenne. Communication *Atelier SCOPE*, Montpellier.

(9) SEBILLOTTE, M., 1973.- Les cultures de céréales en sec dans le Maroc occidental.- In : *Rev. Géogr. Maroc*, n° 23-24, pp. 51-86.

(10) JOUVE, Ph., et PAPY, F., 1983.- Les systèmes de culture dans les zones semi-aride et aride du Maroc occidental.- In : *Rev. Géogr. Maroc*, n° 7, pp. 3-20.

(11) JOLLIVET, M. (sous la direction de), 1988.- Pour une agriculture diversifiée, *op. cit.* note (10).

– Egalement : PAPY-BONNENFANT, Ch., 1975.- Cultures maraîchères et industrielles, épices et légumineuses.- In : *Atlas du Maroc*, Rabat.- planche n° 39c, notice.- 188 p.

(12) DRAIN, M., 1977.- *Les campagnes de la province de Séville. Espace agricole et société rurale*.- Paris : Lib. Champion, 2 T..- 748 p.

(13) ALLAYA, M. *et al.*, 1988, *op. cit.* note (27).

– La plupart des données statistiques sont extraites de ALLAYA, M. C. et ALLAYA, M., 1987, *op. cit.* note (27).

(14) BEN ROMDANE, M., 1984.- L'Etat et la paysannerie.- In : *Le Mensuel*, n° 2, pp. 34-50.

(15) Cette expérience est analysée avec précision dans la communication de M. ELLOUMI : Intensification de la grande culture et structures agraires dans le Nord de la Tunisie, *SCOPE*, 1988.- 48 p.

(16) PONTANIER, R. et SOUISSI, M., 1988, *op. cit.* note (8).

(17) SEBILLOTTE, M., 1973, *op. cit.* note (9).

(18) HAMIDOUCHE, M., 1988.- *Intensification agricole et aménagement du territoire en Algérie. Le cas de la plaine de Beni Slimane*.- Montpellier : Université de Montpellier III.- 172 p. (thèse de 3ème cycle).

BENKARTOUSSA, A., 1980.- *Planification de l'agricutlure et développement du système céréalier dans la wilaya de Constantine*.- Montpellier : Univ. de Montpellier III.- 244 p. (thèse de 3ème cycle)

– Egalement : CODRON, J. M., 1979.- *Autogestion et intensification céréalière en Algérie*.- Univ. de Montpellier I, 2 T. (thèse de 3ème cycle).

(19) Nous renvoyons, pour ce chapitre, à la publication de A. BOURBOUZE et P. DONADIEU., 1987.- *L'élevage sur parcours en régions méditerranéennes*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 92 p. (*Options Méditerranénnes*, Sér. Etudes), ainsi qu'aux travaux de H. N. LE HOUEROU, dont : La situation pastorale dans le Nord de l'Afrique, état d'avancement des données et travaux.- In : *Options méditerranéennes*, n° 28, 1975, pp. 17-23.

(20) LAMARY, M., 1988.- *Crise du pastoralisme et projets de développement de l'élevage en milieu steppique dans le Sud tunisien*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 228 p. (thèse *Master of Science*).

(21) Documentation INRA - Montpellier.

(22) LE PAPE, Y. et REMY, J., 1988.- Agriculture biologique : unité et diversité.- JOLLIVET, M. (sous la direction de) : *Pour une agriculture diversifiée*.- Paris : L'Harmattan, pp. 134-140.

(23) Idem.

(24) Parmi les publications traitant ce sujet sur un plan général :

– BETHEMONT, J., 1977.- *De l'eau et des hommes. Essai géographique sur l'utilisation des eaux continentales*.- Paris : Bordas.- 280 p.
– CIRAD, Département des Systèmes Agraires, 1986.-

Aménagements hydro-agricoles et systèmes de production.- Montpellier : CIRAD.- 632 p., 3 T.
– CONAC, F., 1978.- *Irrigation et développement agricole. L'exemple des pays méditerranéens et danubiens*.- Paris : SEDES.- 291 p.
– CONAC, F. et G. et SAVONNET-GUYOT, 1985.- *La politique de l'eau en Afrique*.- Paris : Economica.- 767 p.

(25) Introduction à l'Histoire de l'irrigation dans la Méditerranée occidentale, 13ème *Congrès International des Irrigations et du Drainage*, Rabat, 1987.

– (Collectif), 1988.- Eau et aménagement en Languedoc-Roussillon. Contribution à l'histoire des migrations et de la maîtrise de l'eau en agriculture.- In : *Bull. Soc. Languedoc Géogr.*, T. 14, pp. 120-355.

(26) ATTIA, H., 1985.- Hydraulique étatique, hydraulique paysanne. L'exemple de la Tunisie centrale.- In : *La politique de l'eau en Afrique*, pp. 443-477.

– PERENNES, J.J., 1986.- La politique de l'eau en Tunisie.- In : *Maghreb-Machrek*, n° 112, pp. 23-38.

(27) Nous renvoyons à la VIe Partie, dans laquelle le thème de l'eau est intégré à la présentation des politiques nationales d'aménagement du territoire.

– LAWLESS, R.L., 1976.- Les développements récents de l'agriculture en Libye.- In : *Méditerranée*, n° 7, pp. 59-69.

(28) Les grands périmètres irrigués du Maroc font l'objet d'un développement particulier au chapitre V.1.B.

(29) PERENNES, J.J., 1986.- La politique hydro-agricole de l'Algérie : données nouvelles et principales contraintes.- In : *Maghreb-Machrek*, n° 117, pp. 57-76.

(30) Pour ce chapitre des fruits et légumes, documentation diversifiée à l'INRA-ESR, Montpellier, dont spécialement :

– LAURET, F., 1983.- *Sur les études de filières agro-alimentaires*.- Montpellier : INRA-ESR, n° 49.- 72 p. (Série Notes et Documents).
– LAURET, F., 1988.- *Perspectives fruitières et légumières dans les pays euro-méditerranéens*.- Montpellier : INRA-ESR.- 10 p.

(31) BETHEMONT, J., 1972.- p. 361, *op. cit.* note (24).

(32) MIGNON, Ch., 1981.- *Campagnes et paysans de l'Andalousie méditerranéenne*.- Université de Clermont-Ferrand II.- 459 p.

(33) THOUROUDE, D., 1986.- *L'évolution de la production fruitière en France*.- 12 p.

(34) LAURET, F., 1988, op. cit. note (30).

(35) KASSAB, A., 1981.- L'agriculture tunisienne sur la voie de l'intensification.- In : *Ann. Géogr.*, n° 497, pp. 55-86.
– Voir également FAKHAKH, M., 1976.- La grande exploitation agricole dans la région sfaxienne. - In : *Cahiers de CERES*.- 294 p.

(36) BELGHAZI, S., 1987.- Spécialisation agricole et culture d'exportation au Maroc. Communication au *Colloque de SOLAGRAL*, Montpellier.- 25 p.

– GILOT, P., 1988.- La filière des agrumes méditerranéens. Communication au *Colloque Agriculture et Développement*, Montpellier.- 8 p.

(37) De l'abondante littérature consacrée à ce sujet, nous ne retiendrons que :

– AURIAC, F., 1983.- *Système économique et espace*, *op. cit.*
– BARTOLI, P., 1986.- *Recherches sur la politique viticole*. Résultats et questions concernant le vignoble méridional. Communication au *Colloque Observatoire régional du changement économique et social*.- 19 p.
– BERNARD, M.C., et CARRIERE, P., 1985.- Atlas viticole et société rurale en Languedoc-Roussillon.- In : *Espace rural*, 106 p..- 46 pl.
– LAPORTE, J.P. et LIFRAN, R., 1986.- Elargissement de la CEE et restructuration de l'économie viti-vinicole communautaire.- In : *Economie méridionale*, n° 136, pp. 71-84.
– (Collectif), 1987.- *L'économie viticole française*.- Montpellier : INRA-ENSA.- 279 p. (Riche de données diverses).

(38) LAPORTE, J.P., et LIFRAN, R., 1986, *op. cit.* note (37).

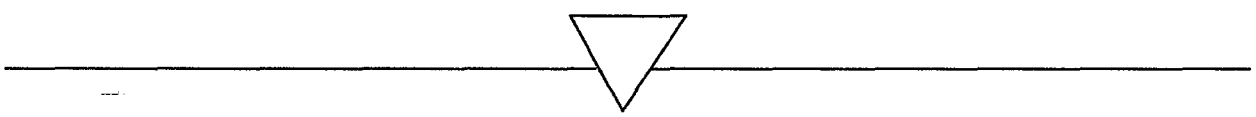
CIHEAM - Options Mediterraneennes

Troisième partie

Pouvoirs et territoires, communautés rurales et Etat territorial

Introduction à la Partie III

Parce que fournisseur de denrées vitales, parce qu'occupant une part notable de l'espace, parce que correspondant à une catégorie sociale nombreuse, l'ordre agraire est une réalité politique. La dynamique du système agro-territorial doit donc être envisagée en termes de pouvoirs, alliant ou opposant masse de producteurs et puissance politique (1). L'un des objets permanents de cette confrontation est la recherche de la structure territoriale la plus apte à répondre aux besoins économiques et sociaux du moment. L'expérience montre qu'il s'agit là d'une quête de l'impossible «modèle» : l'utopie de «la structure agraire homogène» répond à l'utopie de la «société homogène».



III – 1

L'impossible «modèle» foncier. Le quadrige paysan-communauté-seigneur-Etat (★)

Le système agro-territorial actuel est l'aboutissement d'un long processus de lutte opposant quatre partenaires : **le paysan, la communauté, le seigneur et l'Etat, entre lesquels s'est déroulé un «jeu circulaire»** (J. Berque) **pour la maîtrise du sol.**

La faiblesse de l'Etat a fait que longtemps les formes d'organisations locales ou régionales ont prévalu, la latifundium comme prolongement du système féodal, la communauté comme instrument ancestral de la défense paysanne. Si l'on a pu écrire que «la communauté méditerranéenne s'affirme comme institution anti-étatique», il a été également dans l'ordre des choses que la communauté fût anti-seigneuriale, la qualité de «seigneur» étant élargie ici à tout détenteur d'une possession foncière jugée excessive et dominatrice, qu'elle fût d'origine nobiliaire, administrative ou marchande (le régime seigneurial conduit au régime notabiliaire). De même l'Etat oscilla entre deux attitudes : s'appuyer sur les (grands) possédants comme agents de contrôle social ou s'allier aux communautés lorsque la concentration foncière prenait au contraire valeur anti-sociale trop marquée. Ainsi voit-on aux deux extrémités de la chaîne s'élaborer deux stratégies agro-territoriales, celle du producteur-paysan plus ou moin fondu dans la communauté, celle de l'Etat, prolongée par divers relais de pouvoir (2).

La logique paysanne est fondée sur la recherche d'un double objectif : objectif social : maintenir, voire améliorer, la condition du groupe familial, objectif économique : assurer la reproduction, voire l'expansion de l'unité d'exploitation, ces deux objectifs se rejoignant dans la volonté viscérale de devenir propriétaire de la terre à titre individuel, la référence à la communauté s'exprimant aussi longtemps que sa protection est jugée utile.

La logique étatique vise également un double objectif, mais en termes différents : objectif économique : tirer de l'unité d'exploitation le maximum de denrées à mettre sur le marché et lever une part du surplus sous forme de contribution fiscale, objectif politique : exercer le contrôle du territoire par le maintien d'un certain équilibre entre les catégories sociales.

Entre l'Etat et le paysan s'interposent des corps intermédiaires, spécialement celui des seigneurs-notables et celui de la communauté.

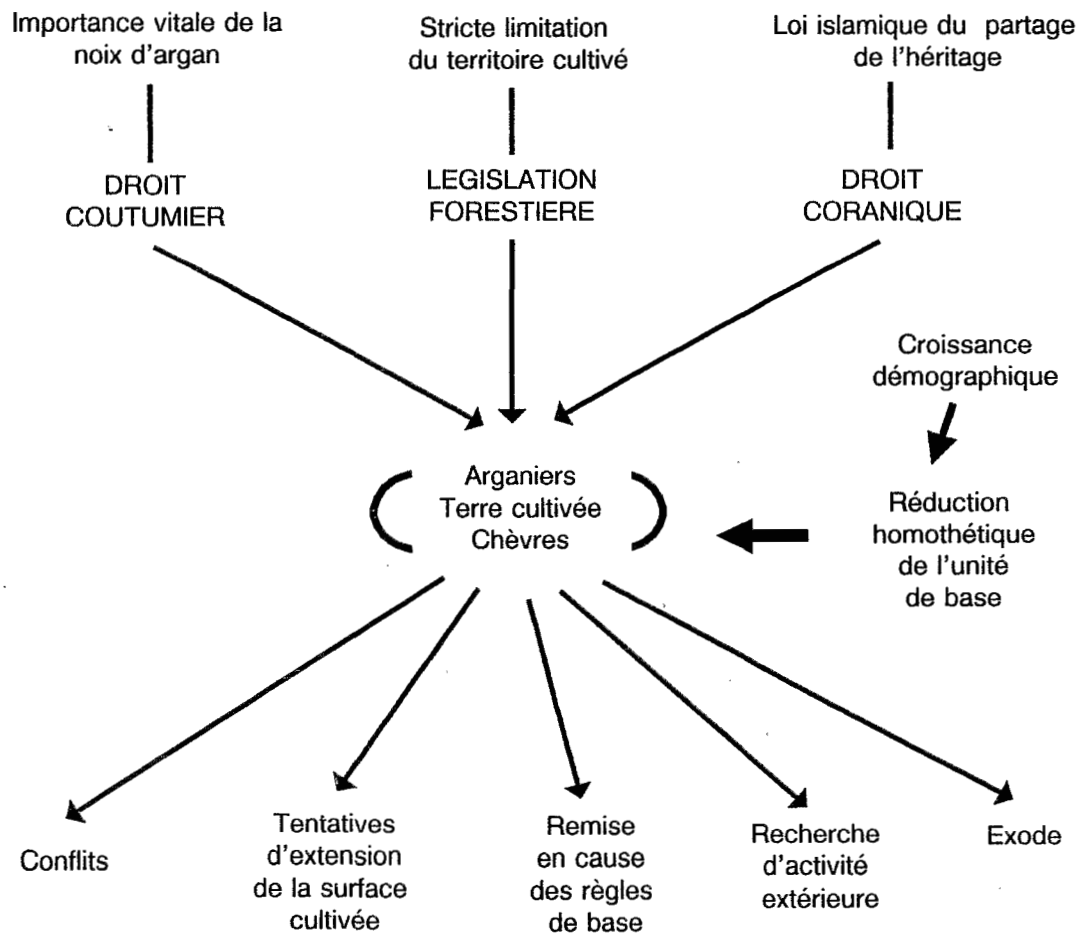
En soulignant l'intérêt que l'on doit donner à l'étude des commmunautés rurales comme élément d'explication des dynamismes agraires, nous nous rapprochons (en l'étendant à l'ensemble méditerranéen), de la démarche d'H. Lefèvre qui posait comme hypothèse que :

«il n'y aurait pas en France plusieurs civilisations agraires, déterminées soit par le climat, soit par les techniques, soit par des causes ethniques. Il y aurait seulement des degrés et des modalités différentes de dissolution ou de reconstitution de la communauté paysanne» (3).

En fonction de cette perspective, il en arrive à proposer de *«considérer l'étude historico-sociologique de la communauté paysanne comme un des fils conducteurs à suivre dans l'enchevêtrement des faits humains»*.

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

Figure 29 : La terre carrefour de pouvoirs, la possession amalgame de droits.
Exemple du Pays Haha (Maroc du Sud-Ouest)



A la polyvalence des usages agraires dans l'arganeraie du Pays Haha correspond l'exercice d'un droit mixte : législation de droit commun ou du code forestier dépendant de l'Etat, le *chraa*, droit religieux émanant du Coran, et l'*orf*, coutume expression de la vie communautaire.

Le schéma ci-dessus résume les secteurs d'application et les interférences de ces trois éléments :

- Le code forestier a pour objectif de «protéger la forêt sans nuire aux hommes».
- Le droit coranique concerne spécialement les règles de partage des héritages, ainsi que les terres non immatriculées, pour lesquels les *adoul* et les *cadi* rédigent les actes de possession, les *moulkya*.
- L'*orf* intervient surtout dans la réglementation concernant le fonctionnement de la communauté dans ses relations avec l'usage de la terre et de la forêt, et détermine avec une grande rigueur les utilisations de l'arganier. De plus en plus, le juge communal intervient pour arbitrer les innombrables litiges qui résultent de l'interférence de ces différents droits et compliquent l'accès à la pleine propriété individuelle avec immatriculation et inscription au cadastre.

Source : de PONTEVES, E., 1989.- *L'arganier, la chèvre et l'orge : approche du système agraire de l'arganeraie dans la commune rurale de Smimou (Province d'Essaouira, Maroc)*, Mémoire CIHEAM/IAMM, Montpellier.- 261 p.

Le jeu circulaire du pouvoir territorial dans les Hautes-Steppes tunisiennes : agro-pasteurs, fractions tribales *(Firgua)*, notables *(Kbirs)* et Etat

Dans l'ordre ancien)... La Firgua n'est que si les autres Firgua existent ; existant, elles lui renvoient l'image de sa différence, de sa spécialité. En conséquence, la société est morcelée en groupes puissamment différenciés, qui à l'intérieur d'eux-mêmes sont fortement solidaires. Ce rapport étroit qu'entretient une Firgua à l'ancêtre et à l'espace qu'il/qu'elle organise, ce désir de différence, cette volonté d'affirmer son identité se retrouvent exprimés en ce que les territoires des fractions ne sont pas désignés par des noms se rapportant à des objets, à des «choses» (accidents topographiques, caractéristiques botaniques ou pédologiques, du lieu... mais par le nom même des fractions, nom qui réfère toujours à l'ancêtre et qui fonde, on serait tenté de dire biologiquement, l'identité de chaque groupe.

Cette logique du centrifuge qui anime l'organisation de la société est le moteur de l'organisation de l'espace, le morcellement en groupes sociaux différenciés relativement autonomes se double d'un morcellement en territoires différenciés relativement auto-suffisants où sont utilisés judicieusement et de façon complémentaire versants, piémonts et plaines.

Ce mouvement centrifuge va à l'encontre de regroupements définitifs, il n'existe pas de points de convergence ayant une puissance suffisante pour déterminer une agglomération de personnes définitives : il n'existe pas de «ville bédouine» qui serait l'aboutissement d'un proccessus interne à la société.

(Dans l'ordre nouveau...) A la différence agnatique de l'espace se substitue donc une différenciation fonctionnelle. L'organisation horizontale d'espaces juxtaposés est remplacée par une organisation d'espaces emboîtés.

Cette organisation est le nouvel ordre spatial dicté par l'Etat-Nation en sa totalité économique, politique et idéologique qui substitue la logique fonctionnelle à la réalité agnatique, qui transforme les individus en producteurs et administrés alors qu'ils étaient avant tout des parents alliés.

L'organisation de l'espace semble dominée par deux sens de circulation des flux politique et économique : l'un horizontal, l'autre vertical plus puissant. Le premier ferait signe vers le passé en ce qu'il commandait la circulation des marchandises et du pouvoir, le second pointerait le présent puisqu'il a introduit de la verticalité dans le mouvement de ces flux.

Certains signes encore visibles renvoient au passé telle la persistance du sentiment d'appartenance à la fraction d'origine des parents, une référence lignagère toujours présente de sorte que les individus continuent à se désigner comme Houachem, Sbitate, Snaidi...

Ce sentiment d'appartenance, cette référence lignagère semblent encore ordonner la répartition de l'habitat dans la mesure ou les familles de certaines Firgua occupent un espace «homogène» au sens où il n'y a pas de familles d'autres Firgua qui y résident, ces groupes familiaux se déploient sur ce qui correspond approximativement à l'ancien territoire de la fraction, et habitent ce que l'on appelle parfois à tort des douars.

On perçoit un peu de la complexité de la vie sociale et les entrelacs des conflits qui l'agitent, et un «petit» – par opposition aux «Kbirs» c'est-à-dire aux «gros» – est parfois soumis à une domination : celle de l'Etat sur la société, celle d'une fraction sur une autre et, à l'intérieur de celle-ci, celle des Kbirs sur les autres membres. Aujourd'hui, la société est plus traversée par les luttes entre catégories sociales qu'il est souvent malaisé de cerner, par des luttes entre les Kbirs et ceux qui parmi les dominés ont une volonté de liberté, que par d'éventuels conflits ou alliances entre les Firgua.

Même si au plan économie ou politique, la fraction n'a souvent pas d'autre réalité que celle des intérêts de l'élite, la persistance d'un grand nombre d'individus à se reconnaître dans la fraction montre d'un autre côté que son «idée» n'a pas disparu et cette référence fonctionne comme une carte d'identité locale plus efficace que la carte d'identité nationale que l'administration distribue depuis quelques années.

C'est cette persistance de la référence à la fraction, alors que sa réalité économique et politique s'estompe ou a disparu, qui reste pour nous une interrogation, un secret que la société garde par devers elle. Cette «idéologie» (au sens large) que conservent les populations au coeur de leur être, alors même que la décomposition de l'ancien corps social est achevée ne fait-elle pas signe, comme à regret, vers le passé, vers l'égalitarisme tribal qui, même si son ordre était terriblement contraignant, vous enveloppait de chaleur et ne vous laissait pas comme un individu morcelé ?

Source : MA MUNG, E., 1923.- Hiérarchisation de l'espace et intervention de l'Etat, Sbiha, Hautes-Steppes tunisiennes.- Tunis : *Etudes Méditerranéennes*, n° 5, pp. 85-131.

Mais si la communauté à dû céder peu à peu, ce n'est pas seulement face à «*la pression habile ou brutale de l'Etat*», *mais encore devant «l'action dissolvante de l'économie marchande»*.

Au terme de cette présentation de la dynamique agraire globale on est donc amené à dégager trois situations repères :

① celle marquée par un régime de communauté traditionnelle, spécialement en zone sud méditerranéenne ;

② celle de la prédominance du capitalisme, avec formes typiques de latifundium ;

③ celle où l'intervention de l'Etat, par le biais de réformes agraires, s'est efforcée d'établir un ordre nouveau.

III – 2

L'ordre communautaire. La trame des finages (★)

Donner une place éminente à l'étude des communautés, ce n'est pas simplement reconnaître que le Monde méditerranéen se présente comme un musée vivant de ces organisations anciennes, c'est également ouvrir une réflexion sur les mécanismes actuels de l'associationnisme, qui, sous des formes rénovées, prennent une place grandissante dans l'organisation de la vie rurale. Il ne s'agit pas ici d'une simple rétrospective mais d'une réflexion à visée prospective.

Si la communauté méditerranéenne a revêtu une telle importance, c'est, semble-t-il, en relation avec deux séries de facteurs :

① facteur écologique : les contraintes d'un milieu naturel prégnant et capricieux ont conduit les individus à s'organiser en groupes afin de mieux développer des pratiques anti-aléatoires visant à maîtriser leur cadre de vie ;

② facteur politique : la faiblesse (la carence) du pouvoir central a mis fréquemment la société locale dans l'obligation d'exercer elle-même le contrôle de l'espace.

Le fondement de la lutte anti-aléatoire consista dans l'utilisation harmonieuse de l'espace et du temps, qui fut réalisée à partir de la diversité des données naturelles et du rythme des saisons et qui, à travers les millénaires, constitua la trame de l'ordonnancement agraire méditerranéen. A la trilogie du paysage naturel : plaine, coteaux, montagne, et à celle des ressources agricoles : céréales, arbori-viticulture, élevage, correspondit la trilogie des activités humaines partagées entre *ager*, *saltus*, *silva*.

Est-il nécessaire d'avancer en l'affaire l'hypothèse d'un «communisme primitif», phase par laquelle seraient passées toutes les sociétés rurales et dans laquelle se sont attardées certaines ? Nous nous rendons en l'affaire à l'argumentation pragmatique de X. de Planhol (4).

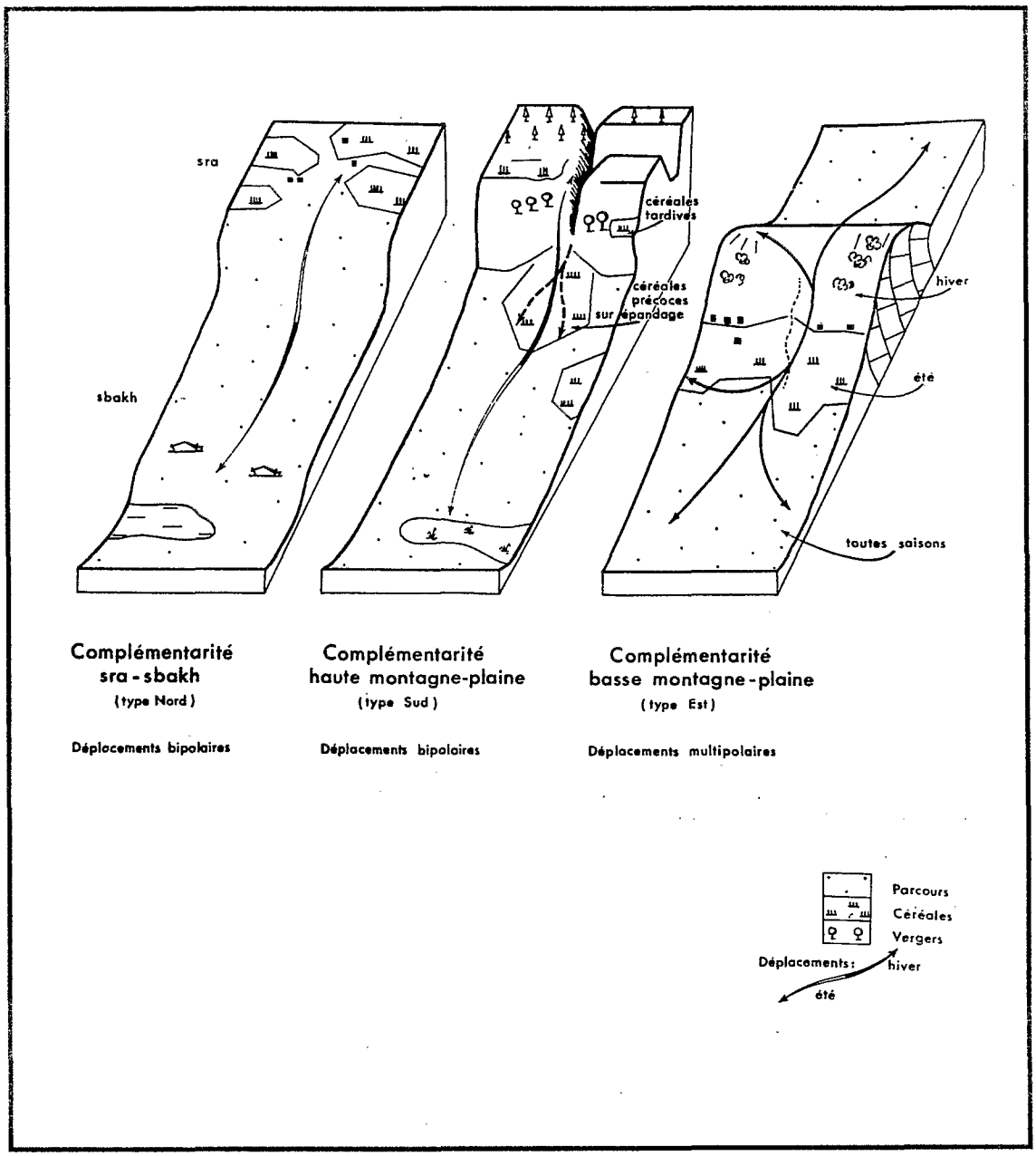
«*La communauté rurale nous apparaît plutôt comme un stage normal de développement de toute société paysanne, quelles qu'en soient les origines, lorsque sont réunies dans un cadre naturel propice, c'est-à-dire largement défriché et suffisamment homogène, la concentration de l'habitat et une vie quotidienne fondée sur la recherche de la subsistance d'un groupe dense au moyen d'une combinaison agro-pastorale suffisamment équilibrée, en l'absence de toutes spéculations économiques et de relations extérieures susceptibles de perturber cet équilibre*».

Ce n'est donc pas en vertu d'une règle de fonctionnement linéaire des sociétés rurales les faisant passer, par étapes de croissance obligatoires, d'un «communisme primitif» jusqu'aux formes les plus avancées de l'individualisme moderne, qu'il faut envisager l'évolution des structures agraires, mais à travers le concept de mutation d'un système par modification (qui peut être brutale et admettre éventuellement des retours) d'un ou plusieurs éléments qui entrent dans cette combinaison.

Ainsi, de part et d'autre de la Méditerranée, l'opposition entre civilisation chrétienne et de droit romain, à maillage religieux et politique relativement stable, et une civilisation islamique, de droit

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

Figure 30 : Finages et complémentarités des terroirs : trois types d'organisation de l'espace tribal dans l'Est algérien



Source : COTE, M., 1979.- *Mutations rurales en Algérie. Le cas des Hautes Plaines de l'Est.*

coranique sans clergé et à trames de commandement longtemps incertaines, a-t-elle retenti fortement sur la mise en place et l'évolution des communautés agraires.

A – Les pays sud-méditerranéens : les survivances de l'ordre tribal (5)

Un grand décalage de l'histoire fait que les pays sud-méditerranéens ont connu jusqu'à une date récente la coexistence d'un pouvoir central à fondement théocratique et militaire, d'une paysannerie organisée selon les principes de l'ethno-territorialité et d'une pseudo-féodalité prébendière. Si à la fin du XXème siècle, l'ensemble du système n'est plus que ruines, il n'en continue pas moins, dans les survivances de l'ordre tribal, à marquer les structures agraires d'une part notable des territoires.

D'emblée deux précisions doivent être apportées :

① le terme d'ethnie est à prendre non dans un sens racial mais dans un sens culturel : «Ensemble d'individus que rapprochent un certain nombre de caractères de civilisation, notamment la communauté de langue et de culture» (le Robert) ; le principe de parenté sur lequel repose l'ordre tribal est conçu comme expression d'un système culturel ;

② la religion islamique ne porte pas la responsabilité directe et immédiate du système tribal, lequel lui préexistait, mais parce que devenu composante déterminante d'un certain ordre politique et culturel, l'Islam a contribué à maintenir et à diffuser un certain type de relation entre société et territoire.

a) Les principes : le démembrement du droit de propriété

Dans les principes, la religion musulmane est porteuse d'un grand courant unificateur en matière d'organisation territoriale, car la terre soumise à l'Islam est considérée comme possession de la communauté des croyants (*oumana*) et gérée en son nom par leur Commandeur (le khalife, le sultan) et sur la base du droit coranique. C'est donc le Commandeur des croyants, ou son représentant, qui détient le droit de propriété, dont il peut déléguer la jouissance à autrui selon les règles exprimées dans le Coran. Or les prescriptions du droit coranique, le *chraa*, appliqué par les *cadis*, font apparaître une conception du droit de propriété qui est loin d'avoir la netteté et le caractère d'imprescriptibilité du droit romain. La *moulkya*, qui tient lieu de titre, n'est qu'un témoignange sans valeur absolue, non de la «propriété» (état de droit), mais d'une «possession» (état de fait) paisible et non contestée, «continue et ininterrompue» (sur au moins dix années consécutives).

De plus le *chraa* ne reconnaît qu'une seule entité, celle de l'Islam (*oumana*) et ignore donc la propriété collective (*bled jmaa*), cette notion pourrait être remplacée éventuellement par celle de la famille en indivision, en oblitérant les différences sensibles entre ces deux types de communautés : dans la première la terre est inaliénable et chaque ayant droit ne possède qu'un droit potentiel, égalitaire, à la possession, dans la seconde le droit de chacun est précisé en fonction du régime de succession et est négociable : latitude est donnée de sortir du groupe avec sa part.

«*Ce défaut de précision fondamental*» (J. Weulersse) a laissé place à la prolifération du droit coutumier (*kanoun*, *orf*), d'expression essentiellement orale et «*participant encore plus que la législation officielle de cette fluidité caractéristique de la conception musulmane pour tout ce qui concerne les choses de la terre..., en opposition flagrante avec les principes du droit romain*» (6).

Ne doit-on pas nuancer ce jugement en rappelant que, dans la perspective coranique, **le droit de propriété a valeur sociale** ?

Ainsi, dans l'organisation des territoires, l'Islam laisse apparaître une série de contradictions entre :

1° – une grande capacité théorique d'unification et d'homogénéisation, du fait de l'imprégnation de la société civile par la loi régissant l'ordre politique, ce pouvoir s'exprimant en particulier par l'universalité de l'obligation fiscale sur la terre ;

2° – l'inégale acceptation de la subordination du local au central et l'inégale structuration de l'espace par le pouvoir politique ; développé comme religion de la ville et diffusé par les

Espaces étatiques et espaces tribaux dans le Sud jordanien

Au début du siècle, mobilité, cohésion du groupe, stratégies d'alliance, force militaire constituaient les éléments décisifs de contrôle d'un territoire de survie pour une tribu de pasteurs nomades ; mais l'émergence de l'Etat a donné le signal d'une perte de l'autonomie militaire, d'une progressive limitation de la mobilité, et d'une remise en question des territoires tribaux. Dans ce contexte qui a amené à une redéfinition des «pratiques des lieux», il est pertinent de s'interroger sur la continuité et/ou le changement de la «logique des liens» qui les sous-tendent. Il s'agit surtout, au-delà des problèmes d'identité de voir un groupe en action, d'analyser ses logiques de fonctionnement dans des situations concrètes, celles précisément liées à la question foncière ...

La structure sociale des Matalqa, telle qu'elle est représentée par ses membres, se compose d'une série de segments (sous-sections et lignages) qui sont «emboîtés» verticalement selon des liens généalogiques de descendance, et qui se trouvent, par rapport aux différents degrés d'ascendance, dans des relations horizontales d'opposition relativement équilibrées. Sur ce plan, que l'on pourrait appeler «structurel» ou «formel», les structures de la société (les sous-sections et les lignages) indiquent une trame possible pour déceler les raisons des solidarités et des alliances, dans le cas, par exemple, d'un conflit. En ce sens, elles reflètent bien un des socles de l'idéologie tribale, un a priori de l'action.

Par contre, si nous nous situons au niveau de la pratique, et si nous allons rechercher dans les représentations généalogiques de l'organisation sociale un canevas qui nous permette de comprendre la pratique de redistribution des unités dans le projet de Tall Burma, nous nous retrouvons face à un certain nombre de contradictions. Non seulement la pratique du partage n'a pas respecté les niveaux structurels, non seulement tous les lignages des différentes sous-sections n'ont pas eu droit à des unités, mais on a même assisté à l'attribution d'unités à des groupes qui ne figurent pas dans les généalogies que nous avons appelées «officielles».

Pour expliquer une partie des pratiques de redistribution des unités, nous devons recourir à d'autres critères que ceux de l'affiliation tribale. C'est la distribution géographique des différents groupes dans la région et les droits fonciers que certaines sous-sections ont déjà acquis ailleurs, c'est le poids démographique de certains lignages ou sous-sections, c'est le pouvoir politique que les membres d'un lignage peuvent avoir par rapport à un autre à l'intérieur de la section, ce sont les relations d'alliance, etc ...

Sur le plan structurel, le principe organisateur est l'opposition équilibrée qui recourt à différents niveaux, mais la notion qui explique est celle de segmentation. Sans opposition d'équivalents formels, il n'y a pas de tribu et sans opposition de tels éléments, dans un monde segmentaire, il n'y a pas de signification. En ce sens, le fait que le groupe d'ex-forgerons se soit constitué en lignage avec un nom distinct et nouveau est significatif. Les structures d'une société tribale ont un caractère extérieur à l'individu, elles sont le présupposé des actions individuelles. Dans la rhétorique tribale, on rencontre une idéologie, un modèle d'action prévisible des groupes, qui est impliqué par la structure tribale ; toutefois, si la structure permet de prévoir des types d'événements, elle ne détermine pas leur cours.

Source : BOCCO, R.,1989.- Espaces étatiques et espaces tribaux dans le Sud jordanien.- *Maghreb-Machrek*, n° 23, pp. 144-162.

conquêtes de nomades des franges désertiques, l'Islam a trouvé ses points d'ancrage les plus forts dans les villes, laissant place dans les intervalles à des môles de résistance paysanne, principalement dans les montagnes (opposition *bled siba*, *bled makhzen*, contraignant le pouvoir central à implanter aux lieux stratégiques des tribus miliciennes de soldats laboureurs – tribus *beyliks*, *guichs*, ...) ;

3° – l'obligation faite au *makhzen* de composer avec des corps intermédiaires, celui des organisations tribales, des seigneurs de la terre, laïcs ou religieux (*chorfa*).

On assistait ainsi à un démembrement du droit de propriété, qui pouvait faire coexister sur le même sol trois droits fonciers superposés : la propriété éminente de l'Etat assurait l'inaliénabilité des terrains, la tribu ou le seigneur exerçait un droit de possession à valeur variable, le paysan excipait un droit réel de tenure (K. Vergopoulos).

b) Les réalités : finages et complémentarité des terroirs

Le fonctionnement de la collectivité repose sur la combinaison de principes appliqués avec des rigueurs variables et que l'on peut ramener aux cinq principaux suivants :

① **Ethnicité (un groupe)** : la tribu a pour fondement la notion de consanguinité réelle ou fictive ; elle se distribue en segments de parenté : fractions, clans, familles patriarcales ; la réunion des chefs de famille constitue la *jmâa*.

② **Territorialité (un finage)** : à chaque composante ethnique correspond la dévolution d'un espace déterminé, pour lequel les deux caractères fondamentaux sont d'une part l'inaliénabilité du sol, d'autre part l'égalité potentielle des droits de tous les membres (et assimilés) du groupe à la jouissance de la terre.

③ **Autosuffisance alimentaire et complémentarité des terroirs** : le dispositif agraire propre à chaque composante du groupe doit permettre à chacun d'assurer sa survie par le biais de la culture, de l'élevage, de la cueillette, ...

④ **Localité** : le groupe se décompose en unités d'habitat, les douars, rassemblements à la fois d'entraide et de contrôle.

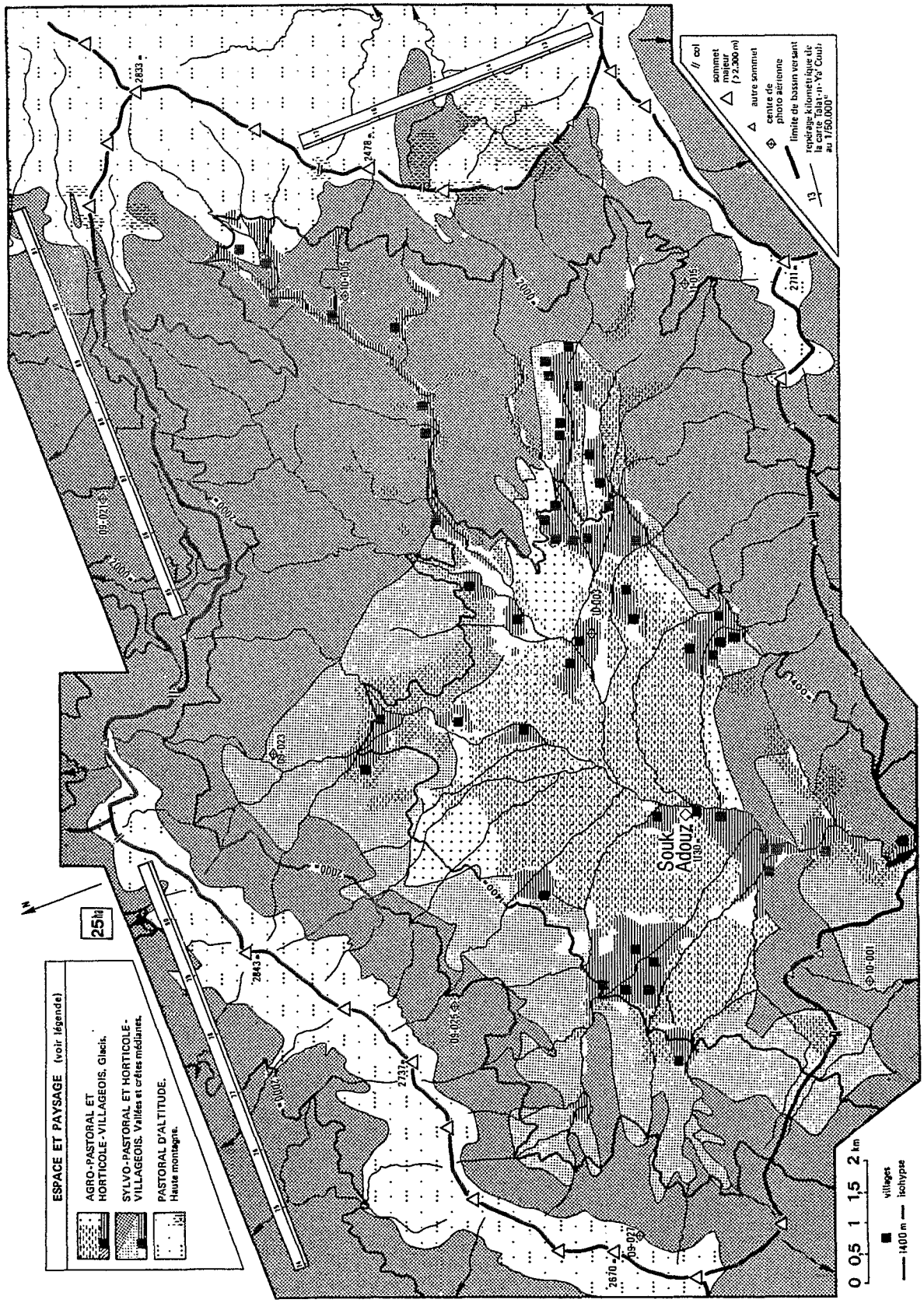
⑤ **Commandement** : à chaque division : tribu, fraction, douar, correspond un chef choisi dans le groupe : *caïd*, *cheikh*, *moqaddem*, et recevant l'investiture du Makhzen : la communauté du village, insérée dans un ordre hiérarchique, devient ainsi instrument du contrôle du pouvoir central sur le *bled*.

Ce dispositif met en connexion la logique de la société segmentaire et la géométrie du maillage spatial et, lorsque domine le genre de vie pastoral, la maîtrise de l'aire de déplacement du troupeau peut amener à organiser l'espace sur de vastes étendues. En terre irriguée, la recherche d'un équilibre entre amont et aval peut conduire également à la gestion de tout un bassin-versant.

Cependant la cohérence ethno-territoriale ne doit pas être présentée comme un principe absolu d'organisation. Elle admet de nombreuses altérations, en relation avec l'intervention de facteurs contraires, internes au groupe, ou externes. Parmi les facteurs endogènes, le plus destructeur est le principe de productivité, générateur en lui-même d'inégalités. Rompant avec la règle d'égalité entre les ayants droit, le souci de rentabilité économique conduit à réserver la terre à qui est capable de la cultiver. Au partage égalitaire entre chefs de famille se substitue une attribution à base économique en rapport avec la possession du facteur de production le plus déterminant : l'attelage, la *zouja* (attelée de deux bêtes). Parmi les facteurs externes, conduisant à la rupture de l'édifice égalitaire, deux catégories sont à distinguer : celle qui relève du jeu normal par intrusion des formes de l'économie marchande, celle qui tient à l'exercice du pouvoir politique ou religieux ; les deux catégories étant d'ailleurs souvent confondues (cf. *infra* le système latifundiaire au voisinage de Fès).

A côté de l'organisation en finages villageois se met donc en place une structure en nébuleuse constituée d'un certain nombre d'**ateliers de culture** (d'une superficie moyenne de 8 à 10 ha, à la mesure de la *zouja*), sous le régime du *khamessat* (métayage au quint) et d'**unités d'élevage** souvent en association ou en commandite.

Figure 31 : Le bassin de l'Ounein (Haut-Atlas central)
Formes d'occupation du sol et structure des finages villageois



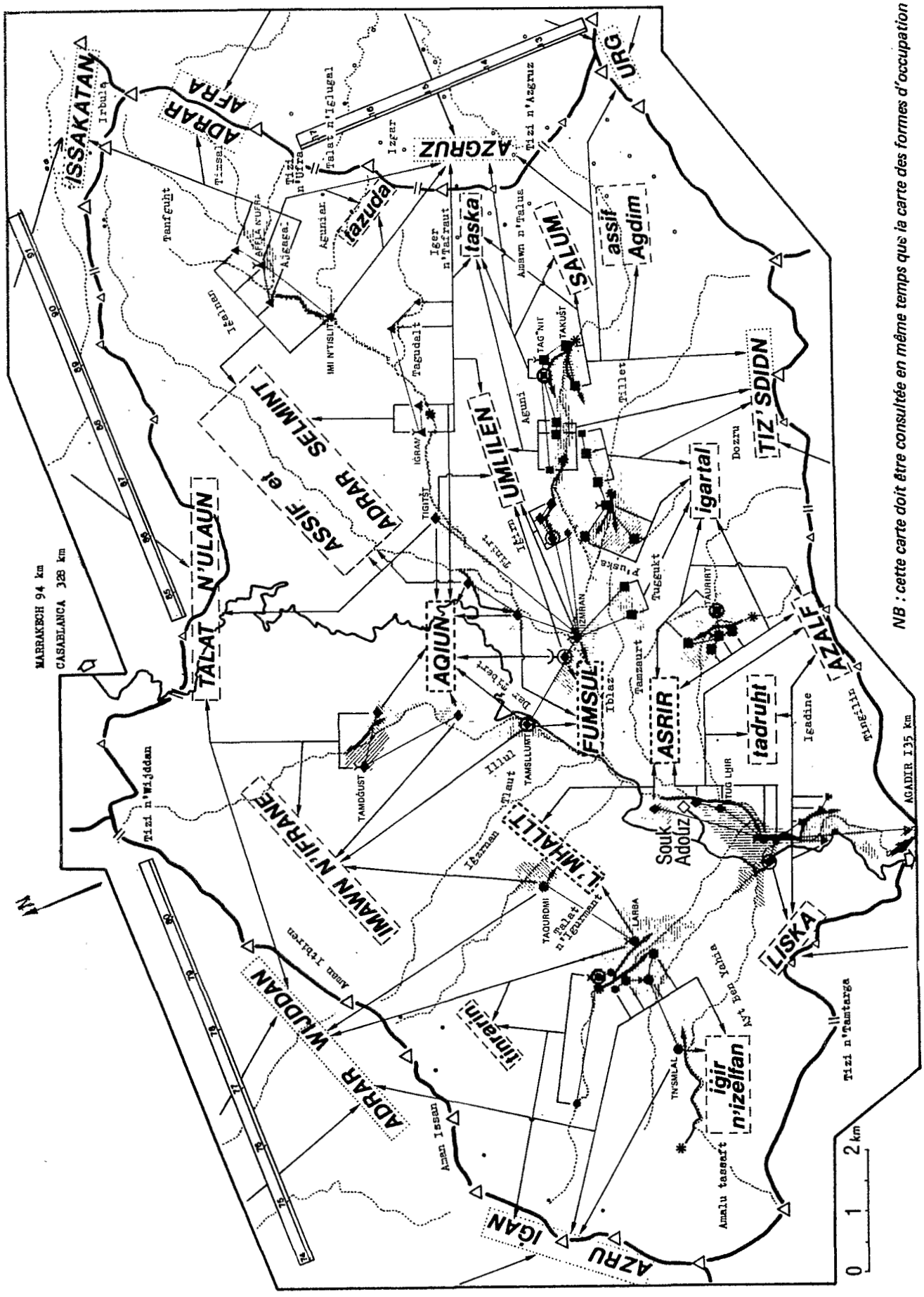
LÉGENDE DE LA CARTE "OCCUPATION DU SOL"

FORMES D'OCCUPATION DU SOL ET STRUCTURE DES FINAGES VILLAGEOIS

ESPACE ET PAYSAGE	TYPE DE VÉGÉTATION TERROIRS DE PARCOURS	TYPES DE CULTURES		MORPHOLOGIE PARCELLAIRE	SYSTEMES DE CULTURE
		PERMANENTES TERROIRS DE CULTURE	ÉPISODIQUES TERROIRS COMPOSITES		
AGRO-PASTORAL et HORTICOLE-VILLAGEOIS. Glacis.	MATORRAL BAS BUISSONNANT à physionomie steppique, à jujubier, doum et oléastre (partie W du glacis); à armoise et lavande (partie E).		MATORRAL STEPPIQUE EMBLAVÉ OU BOUR DE PLAINE	**Bour tacheté** champs épierrés, souvent clos, buissonneux, contigus.	- Céréaliculture d'hiver à jachère épisodique.
		TERRASSES IRRIGABLES		**Bour irrigable :** quartiers de parcelles étagées, +/- complantées, à l'amont ou à l'aval de l'irrigué.	- Céréaliculture d'hiver irrigable. - Arboriculture : amandiers, oliviers.
		TERRASSES IRRIGUÉES		**Terrasses irriguées :** quartiers de micro-parcelles étagées, très complantées. Cadre de l'habitat.	- Cultures irriguées d'hiver et de printemps : céréales, fourrage, légumes. - Arboriculture : oliviers, noyers, amandiers,...
SYLVO-PASTORAL et HORTICOLE-VILLAGEOIS. Vallées et reliefs médians.	MATORRAL ARBUSTIF clair, à genévrier rouge.		MATORRAL ARBUSTIF EMBLAVÉ	**Bour mosaïque :** plaques, lanières, banquettes, écobuées isolées.	- Céréaliculture d'hiver à jachère épisodique.
		BANQUETTES		**Bour arboricole :** terrasses étroites plantées d'amandiers.	- Arboriculture : amandiers.
	MATORRAL ELEVE, plus ou moins dense, à genévrier rouge, chêne vert et FORET à pin d'Alep.		MATORRAL ÉLEVÉ EMBLAVÉ	**Bour forestier :** champs d'écobuage et d'essartage.	- Céréaliculture d'hiver à jachère épisodique.
			EMBLAVURES dans la CHÊNAIE D'ALTITUDE	**Bour forestier :** champs épierrés sous la chênaie d'altitude.	- Céréaliculture de printemps à jachère épisodique.
PASTORAL D'ALTITUDE. Haute montagne	STEPPE D'ALTITUDE à xérophytes épineux en coussinets.	TERRASSES D'ALTITUDE		**Irrigué d'altitude :** quartiers de grandes parcelles nues, étagées.	- Céréaliculture de printemps. - Légumes.
			EMBLAVURES dans la STEPPE D'ALTITUDE	**Bour d'altitude :** champs épierrés, écobués, étendus.	- Céréaliculture de printemps.

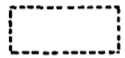
Source : CREPEAU, Ch., 1985.- Communautés villageoises, le Bassin de l'Ounein.

Figure 32 : Le bassin de l'Ounein (Haut-Atlas central)
Pratiques et niveaux de structuration de l'espace vécu

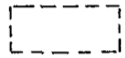


LEGENDE DE LA CARTE "PRATIQUES et niveaux de structuration SUR L'ESPACE VECU"

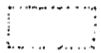
PRATIQUES SUR L'ESPACE



– Cultures en sec (bour) de plaine et de bas de versant;
– *Parcours de plaine et de bas de versant.*



– Prélèvement de bois de chauffage et de bois d'œuvre;
– Ebranchage dans le matorral ou la forêt pour l'alimentation du bétail;
– Parcours d'hiver et d'été;
– Eventuellement, cultures bour sur parcelles essartées.

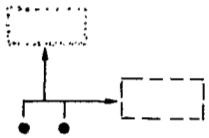


– Parcours d'altitude estivaux; azibs d'été;
– *Cultures d'altitude.*

URG – zone vaste ou utilisée par un nombre important de villages.

taska – *zone moins étendue ou utilisée par un nombre restreint de villages.*

Tinirt – lieu - dit, terroir de culture ou de parcours.



LOCALISATION sur l'espace
DES PRATIQUES VILLAGEOISES DOMINANTES
(au-delà du terroir strictement villageois).

TIGHIŽŽT village

△ sommet + de 2.400m

△ autre sommet

repérage de la carte Talat n'Ya'coub au 1 / 50.000e

• *présence d'azibs d'été*

II col

NIVEAUX DE STRUCTURATION DE L'ESPACE VECU

NIVEAU 1 : groupement d'habitat

▲▲ ■■ ◆ ●● ♦ ▼ Villages et sous-villages des différentes fractions.
Le niveau 1 comprend 52 villages et 10 sous-villages.

NIVEAU 2 : secteur agraire

terroir irrigué villageois, isolé

terroirs irrigués villageois, imbriqués

juxtaposition de deux secteurs agraires

Les 33 secteurs agraires de l'Ounein comptent de 1 à 6 groupements d'habitat exploitant un terroir irrigué commun et s'alimentant, pour l'essentiel, à la même prise.

NIVEAU 3a : secteur hydraulique

✱ source importante (+ 5 l/s)

séguia majeure desservant plusieurs secteurs agraires ou plusieurs villages.

On relève 7 grandes sources et 11 séguias majeures.

NIVEAU 3b : canton spirituel

village siège d'une mosquée du vendredi.

aire d'influence de la mosquée du vendredi (drainage des fidèles).

On dénombre 11 mosquées du vendredi.

NIVEAU 4a : fraction : unité politique ayant à sa tête un mokadem ou un cheikh.

- ▲ fraction Afra
- ◆ fraction Ayt Hlf
- ■ fraction Ayt Qdni
- ♦ fraction Aduz
- ● fraction Tamtarga
- ▼ fraction Ayt l'Mimum

Les 4 premières fractions ont une assiette territoriale entièrement comprise dans l'Ounein; les deux dernières comptent des villages à l'extérieur des limites du domaine.

NIVEAU 4b : canton d'un saint

localité possédant le tombeau d'un saint éminent vénéré *par les hommes et les femmes* de plusieurs villages.

6 lieux saints sont de ce type.

NIVEAU 5 : espace OUNEIN, unité géographique

□ souk bi-hebdomadaire

piste Nord-Sud (N'fis-Sous)

zaouia Sidi Mussa

NIVEAU 6 : référentiel extérieur

– Vallées et contrées périphériques : Tifnut, Agundis, N'fis, Sous.
Echanges matrimoniaux, liens économiques.
– Axe urbain atlantique : «le plat pays aux grandes villes modernes». Bassin d'emploi.

Source : CREPEAU, Ch..

Entre le paysan, la communauté et le «seigneur» se déroule un «jeu circulaire« subtil pour la maîtrise de la terre, pour la défense du *bled jmâa* face à la *melkisation* (privatisation).

Entre le système bâtard de féodalité mêlé de capitalisme embryonnaire et fort de sa clientèle et le collectivisme désuet, sur la défensive, n'ayant pas la capacité de se renouveler lui-même, la lutte était inégale. Nonobstant les principes égalitaires, se créèrent de véritables dynasties terriennes et s'érigèrent des pyramides de notables, la solidarité tribale s'exerçant seulement pour empêcher la prolétarisation totale des fellahs.

B – Continuités et ruptures

Ces mécanismes généraux d'évolution conduisent, selon les lieux et les circonstances, à des formes variables d'organisation de l'espace, en fonction de la vitalité de la communauté locale au départ, mais aussi de sa capacité à entrer dans le circuit d'échanges du système capitaliste ou à négocier avec la puissance politique.

Quelques «situations», parmi d'autres, vont permettre d'illustrer cette diversité.

a) Une communauté de référence : la cohérence socio-territoriale en montagne chleuhe : le cas du bassin de l'Ounein (Haut-Atlas)

Plus que de longs discours, les deux remarquables documents élaborés par C. Crépeau, la carte : **Formes d'occupation du sol et structure des finages villageois de l'Ounein**, et la légende l'accompagnant, montrent à quel haut degré de minutie peut atteindre la relation d'une communauté berbère à son finage (7).

Dans la conclusion de sa thèse, C. Crépeau rappelle les raisons de cette forte cohérence socio-territoriale :

– l'existence d'un zonage fortement articulé en rapport avec «un espace montagnard très différencié dont l'organisation centripète découle des discontinuités géomorphologiques particulièrement structurantes, ainsi que de gradients climatiques et botaniques vigoureux» ;

– ce dispositif en cuvette commande un maillage territorial en finages bien marqués intégrant des terroirs complémentaires étagés ;

– «*l'économie fruste des petites demeures familiales est très intégrée au milieu*».

Cependant le retour, au cours de l'été, de nombreux ménages émigrés crée une fonction nouvelle, celle du loisir, entraînant la construction de résidences secondaires, signe de la capacité de novation de cette société, sans que ses structures fondamentales soient remises en cause.

b) La collectivité assiégée et prolétarisée : le Gharb à l'heure agro-industrielle (8)

Au début de ce siècle, les contrastes entre terroirs résultant d'une distribution ordonnée de sols sableux (*rmel*), argileux (*tirs*), hydromorphes (*merjas*), limoneux (*dhess*), combinée avec des pratiques semi-extensives associant étroitement culture et élevage, avaient contribué à maintenir dans le Gharb un dispositif savant de finages à terroirs complémentaires, au sein d'un système collectif tribal resté vivace. La colonisation avait bouleversé ce système non seulement en isolant des domaines de propriété étrangère sur un tiers du territoire, mais encore en introduisant des techniques qui transforment la valeur des sols (drainage, irrigation, amendement, ...), tout en ouvrant la région aux marchés extérieurs et en développant les cultures d'exportation.

Après l'indépendance, le Gharb, l'un des fleurons de la grande politique de l'hydraulique du Maroc, devenait, dans le cadre du **Projet Sebou** relayé par un **Office Régional de Mise en Valeur** (l'ORMVAG), le théâtre d'un vaste projet d'aménagement, sous l'égide à la fois du Ministère de l'Agriculture et de la BIRD. La plaine du bas-Sebou est ainsi devenue aire du triomphe de la révolution agricole et de l'intensification culturale, avec la diffusion de canne et betterave à sucre, riz, agrumes, tournesol ... et la mise en place de trames hydrauliques géométriques, mais aussi avec des «bilans inégaux» (cf. *infra* Vème partie). L'intégration à l'économie globale est marquée par le développement local de l'agro-industrie et par la diversité des investissements extérieurs concernant la terre (gens du Palais, grande bourgeoisie de Rabat-Salé, Fès, Meknès, ...) et

les usines de conditionnement et de traitement des produits agricoles (Etat, sociétés multinationales).

Cependant, la réforme agraire et la révolution rurale connaissent d'évidentes limites.

Ainsi, la diversité agraire héritée de l'ère coloniale n'a pas été résorbée, d'un certain côté, elle a vu ses effets s'accentuer, signe de la continuité dans la société composite (cf. **Figure 4**) :

– pour les propriétés étrangères, celles relevant de la colonisation officielle ont bien été récupérées par l'Etat qui s'est fait à son tour colon pour les gérer dans le cadre de la SODEA, mais la moitié du reste est passée, illégalement, aux mains de la bourgeoisie de la campagne ou des villes ;

– les terres domaniales, correspondant aux *merjas* maintenant asséchées, ont fourni des exemples parmi les plus significatifs de la politique des lotissements pratiquée dès les débuts de l'indépendance, en vue de favoriser la petite paysannerie ; mais on assiste, au sein de ces aires à principes égalitaires, à des pratiques illicites : recours à un emploi extérieur, location ou métayage, vente fictive...

Quant aux terres collectives, rares sont celles qui ont donné lieu à un partage réel entre familles, comme l'implique la loi nouvelle : le risque de nanisme du parcellaire empêche de passer à l'action et l'ambiguité de l'institution juridique conduit pour ces secteurs à un véritable malthusianisme économique.

De cet ensemble de circonstances, il résulte que la plaine connaît une évolution très sélective. Le passage à l'ère agro-industrielle s'est traduit par une intense urbanisation : l'essor de la capitale régionale Kénitra, la densification du réseau de villes moyennes et petites, ainsi que de bourgs et de divers centres de services.

De cette dynamique socio-économique découle un renforcement de la stratification sociale, doublé par une redistribution géographique des classes. Les riches, notables et gens de catégories moyennes, construisent à la ville, vivent à la ville, pour profiter des divers avantages que l'on y trouve. De l'autre côté, les pauvres, les prolétaires, ne bénéficiant plus du soutien de l'ordre collectif, continuent à en supporter les désavantages : impossibilité de valoriser leur modeste capital foncier, incertitude quant à leurs droits concernant le sol sur lequel est édifiée leur demeure.

Ainsi, tandis que dans les villes du Gharb sévit une véritable «fièvre de construction», les *douars* de la plaine offrent le spectacle désolant, inchangé depuis de nombreuses décennies, d'un amas informe de masures, de noualas, de baraques hétéroclites. Les douars du Gharb, victimes de la rurbanisation de la région, ont été ravalés à l'état de bidonvilles, et cette situation traduit la prolétarisation d'un fond de couche paysanne marginalisée par l'irruption dans l'ère agro-industrielle.

c) La collectivité face à l'Etat aménageur : le cas du Sud tunisien

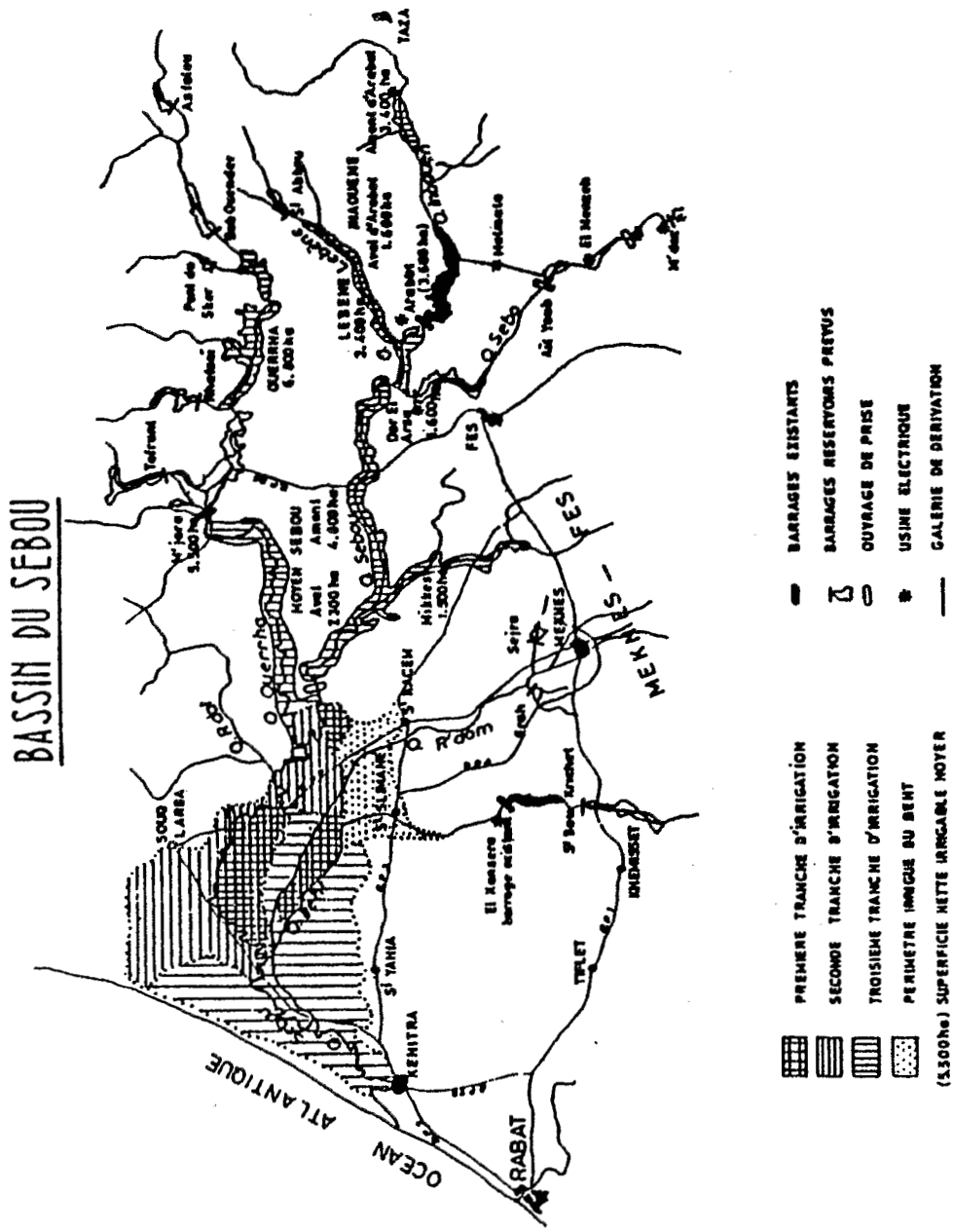
L'évolution qui s'opère depuis deux décennies dans le Sud tunisien montre sur quel surcroît de complexité s'ouvre la relation collectivité-individu-Etat, lorsque le binôme modernisation-intensification se développe dans une zone de forte aridité avec une interpénétration pastoralisme-agriculture très poussée.

Dans certains cas, sédentarisation et intensification progressant de façon rationnelle, l'équilibre local a pu être maintenu. Le schéma présenté plus haut relatif à la région de Jeffara (**chap. II.2**) fournit un exemple significatif de cette évolution mesurée d'une exploitation familiale.

Si pour cette famille, le passage à une agriculture plus moderne a eu pour corollaire la diminution du cheptel, dans d'autres on assiste au contraire au développement du troupeau, conduisant au surpâturage et à la rupture de l'équilibre bio-géographique.

C'est cet enchaînement dans la dégradation du milieu qu'a voulu rompre le **Projet Oglat Merteba** (9). Après une étude savante de la couverture végétale, fut mis en place un programme de conservation et de régénération des parcours par un système de mise en défens et de rotation des parcelles. Ce projet d'amélioration pastorale porta sur 100 000 ha, décomposés en 4 secteurs de 20 à 30 000 ha, dont chacun, en fonction de la richesse de ses pâturages et de sa localisation, avait pour objectif d'assurer l'alimentation des troupeaux,

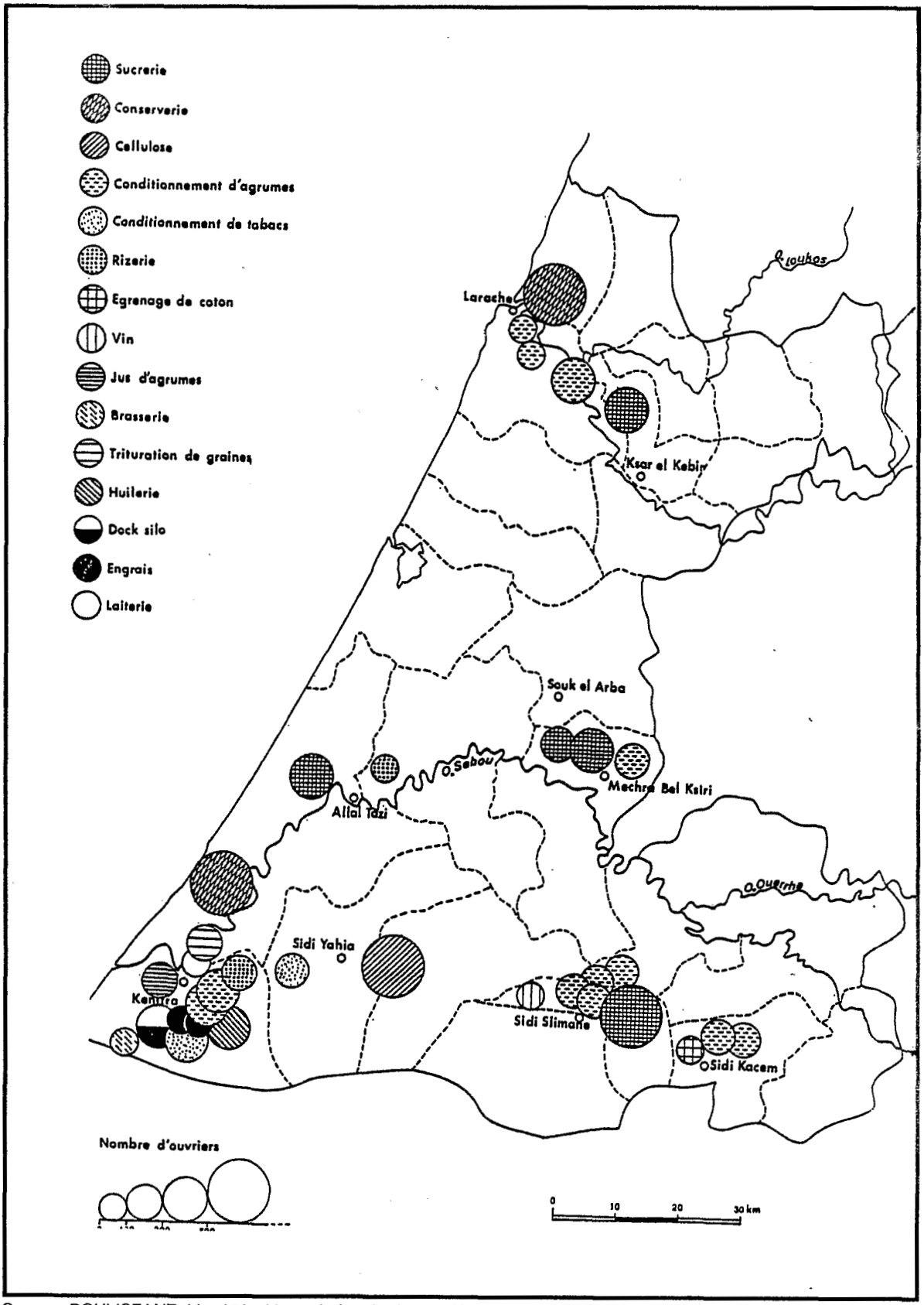
Figure 33 : Une région hydraulique en constitution : le Gharb
Equipements hydrauliques dans le bassin du Sebou et mise en valeur de la plaine



La partie actuellement irriguée correspond aux signes en pointillé (périmètres du Beht) et en quadrillé (première tranche d'irrigation). La construction du grand barrage de Mjara sur l'Ouerrha (lac réservoir le plus vaste du Nord de l'Afrique après celui du Nil), décidée en 1989, donnera une nouvelle impulsion à l'aménagement hydraulique de l'ensemble du Nord-Ouest marocain.

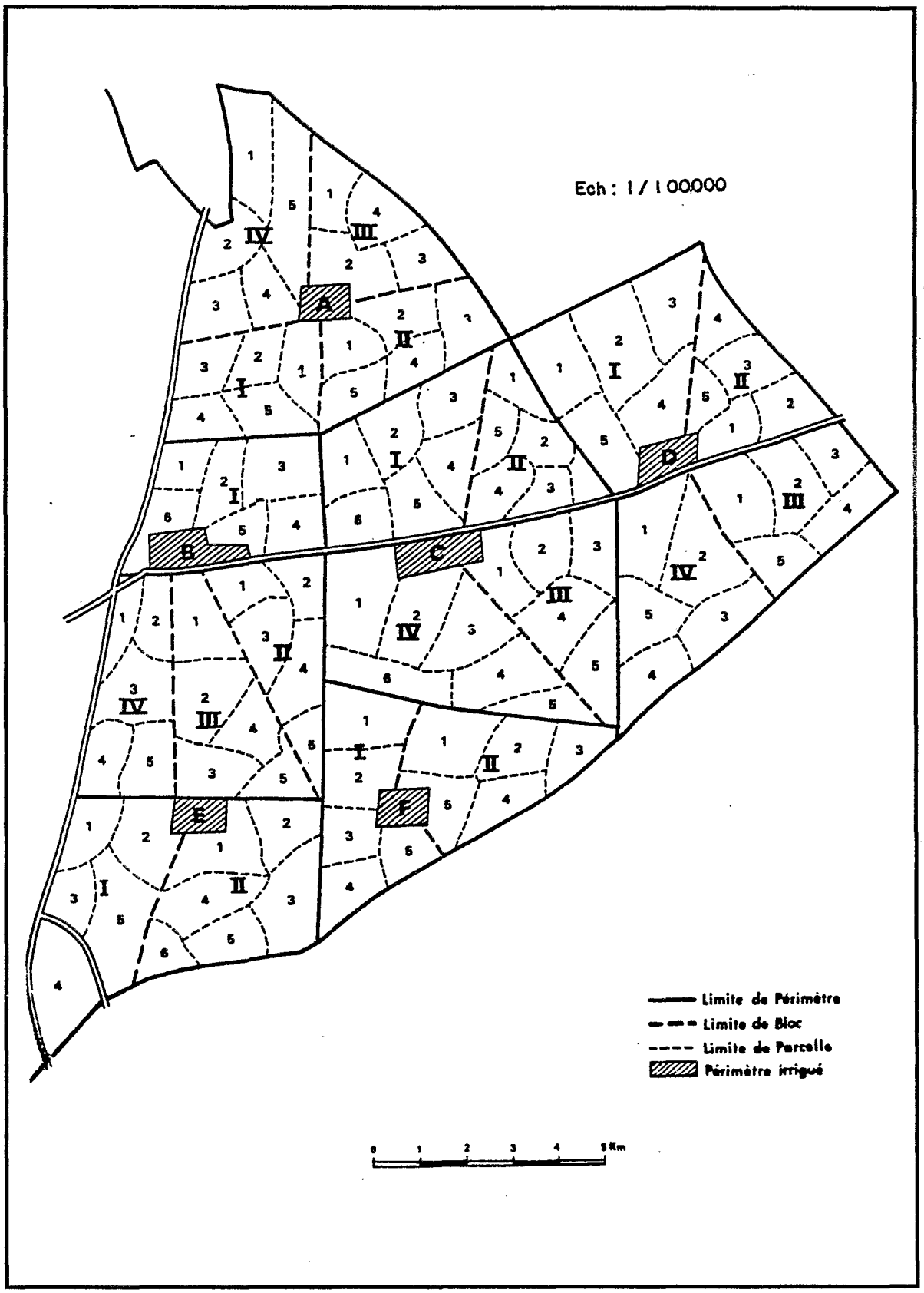
Source : LAHLOU, O., 1987.- *Aménagements hydrauliques au Maroc.*

Figure 34 : Les pôles agro-industriels du Gharb



Source : BOULISFANE, M. 1979.- *L'agro-industrie dans le Nord-ouest marocain. La région du Gharb-Loukos.*

Figure 35 : L'impossible géométrie agro-pastorale
Découpage et organisation des parcours dans la zone test du Projet Oglat Merteba



Source : OMRANI, S., 1984.- *Le territoire des Beni Zid (sud tunisien).*

soit uniquement à partir de ses ressources propres, soit par association avec des zones céréalières.

Sur le secteur-test, 20 000 ha, un usage rationnel des parcours et la supplémentation en fourrages fournis par de petits périmètres irrigués par pompage dans la nappe, devaient assurer sur place la nourriture du cheptel. A cette fin le secteur fut divisé en 6 périmètres, ayant chacun son aire irriguée, décomposés en blocs (de 2 à 4), eux-mêmes comprenant de 5 à 6 parcelles. C'est dans le cadre de ces blocs que s'effectueraient la mise en défens et la rotation des parcelles.

Le plan ci-joint témoigne de la rigueur de l'organisation territoriale imaginée par les techniciens. Mais cette géométrie spatiale n'eut qu'une existence éphémère. L'essai de son application sur le terrain aboutit à un désastre, car il suscita une révolte des éleveurs et la répression fut marquée par deux morts, de nombreux blessés, des dizaines d'emprisonnements ... Cet échec relève de plusieurs séries d'explications :

1° – les difficultés techniques : équipement défectueux des secteurs d'irrigation et des points d'abreuvement, choix contestable des plantes, inégal intérêt des bergers et du personnel d'encadrement;

2° – la non-prise en compte du système socio-territorial en place, fondé sur les principes de la possession collective de la terre (engendrant un sentiment patrimonial), et sur la pratique de la complémentarité des terroirs (fonds d'oueds, glacis, piémonts, versants ...) entraînant un certain rythme de déplacement des troupeaux adapté à la précarité des parcours ; il y avait une incompatibilité entre le découpage de l'espace à base lignagère et à usage mouvant du système tribal et la géométrie dépersonnalisée du système des blocs à rotation parcellaire rigide ;

3° – le décalage entre deux stratégies socio-économiques : celle de l'Etat recherchant, dans le cadre d'une division régionale du travail, à faire du Sud une zone de production de viande pour le reste du pays, tout en respectant le capital écologique local, celle des producteurs soucieux en priorité d'assurer à leur famille le minimum vital dans une économie d'auto-subsistance à base céréalière ;

4° – «*la suppression officielle du référent tribal*», la mise en place d'une grille territoriale contestable, la rigueur de la réglementation, l'interdiction de pratiquer la culture, moyen et signe de la pérennité du possessoire individuel, furent perçus comme autant d'entorses au droit de la collectivité et de défis à la dignité des personnes.

On retint donc de l'action de l'Etat ce qu'elle avait de directement positif : équipement hydraulique, encadrement sanitaire ... mais ce qu'elle avait de contraignant pour les familles et les individus fut rejeté.

d) La grande famille substitut à la collectivité : la délocalisation et ses limites

Ainsi, face à l'ordre collectif suranné, voit-on triompher dans les campagnes une dynamique privative fondée sur :

– la monétarisation des échanges qui réduit l'intérêt et la signification des pratiques d'entraide et de service intra- ou interfamiliaux et sert de fondement à une hiérarchie nouvelle des valeurs ;

– l'esprit d'entreprise des individus qui, fort de l'utilisation des techniques à plus forte productivité, vise à dégager de l'exploitation un surplus financier régulier source d'investissements ;

– la valorisation du patrimoine familial mieux individualisé et libéré des entraves des obligations collectives.

Sur ces bases se développe un redéploiement de la société locale en fonction de la capacité de chefs d'entreprise à mobiliser et à rentabiliser facteurs et moyens de production selon les règles de la gestion capitaliste.

Cette dynamique nouvelle ne signifie d'ailleurs pas rupture complète avec l'ordre social antérieur. Au contraire, le remodelage actuel repose pour beaucoup sur la continuité avec l'héritage de la génération précédente, renforçant même parfois les structures du passé.

Ainsi, avec C. Chaulet, peut-on reconnaître schématiquement la distribution tripartite des groupes sociaux (10) :

« – au centre, les familles disposant de terres suffisantes selon les normes locales, assez bien insérées socialement pour trouver un emploi permanent à leurs hommes, ou assez solidaires pour les entretenir jusqu'à ce qu'ils en aient trouvé un ;

– au-dessus, les «grandes» familles disposant d'un héritage indivis leur assurant surplus, prestige et relations, donc capables de trouver pour eux des emplois conférant un pouvoir et/ou d'investir dans des activités comportant la possibilité d'exploiter des travailleurs ;

– au-dessous, les «marginalisés», sans terre et sans appui familial, contraints d'offrir sur place une force de travail peu demandée (donc soumise à surexploitation par les détenteurs locaux du pouvoir d'embaucher), ou de partir dans les plus mauvaises conditions.»

L'ambiguïté du système collectif traditionnel est ainsi levée : d'une part, il se voulait égalitaire en assurant des parts identiques à tous les membres du groupe, d'autre part, il avait la préoccupation de mobiliser au maximum la capacité de production (fondée sur le nombre d'attelages ou de têtes de bétail). Au sein de la collectivité, les différences dans la capacité de créer des ateliers de culture ou d'élevage, aux produits monnayés sur le souk, introduisaient des inégalités parfois considérables. Le cas du *guich* Cherarda fournit une illustration presque caricaturale de la création de ces dynasties villageoises, sur un fond d'égalité potentielle des droits des chefs de famille.

Intégré au mode de production capitaliste, la grande famille révèle sa souplesse d'adaptation : ayant l'avantage du nombre, elle peut «jouer sur plusieurs tableaux à la fois» : la pluriactivité devient pour elle pratique normale. Le tracteur permet d'étendre l'atelier initial, puis de se lancer dans le transport, le bâtiment. Les antennes parentales envoyées à la ville dessinent de nouvelles activités. La polyvalence professionnelle, avec son corollaire l'émigration, constitue l'une des forces de la grande famille.

Cette diversification dans l'emploi conduit à une délocalisation, ou mieux à une pluri-localisation, dont souvent le patrimoine familial de départ reste le centre. Car, face aux forces centrifuges se manifestent des forces de continuité lignagère et de permanence patrimoniale, au niveau de la famille et au niveau du village.

Avec le village du pays kabyle, c'est un mécanisme complémentaire de la structure communautaire, agrégat de familles, qui se manifeste : celui du permanent enracinement dans cette «civilisation des crêtes».

Pour le *taddart* kabyle, «véritable petite république», dont la jmâa continue à tenir ses réunions parallèlement à celles de l'Assemblée Populaire Communale, la vie collective est dans le prolongement d'un fond sociologique très ancien, fortement altéré dans son fonctionnement actuel, mais imprégnant encore l'esprit des populations. Et l'un des fondements de cette cohésion est la conservation des terres au sein de la communauté (M. Khellil).

«La règle générale est le maintien du patrimoine foncier entre les mains du groupe au sens large. Pour éviter qu'un étranger ne s'installe sur la terre familiale, voire villageoise, le droit coutumier a pris deux précautions : l'exhérédation de la femme et le droit de préemption (cifâa) institué au profit de tous les membres du groupe... Si les proches parents ne peuvent surenchérir, le droit est transmis au village et, exceptionnellement, si l'ensemble ne trouvait pas acquéreur, au village voisin» (11).

e) L'inévitable «décollectivisation»

Les règles du productivisme lié au capitalisme libéral étaient en contradiction avec celles présidant au mode de production communautaire. Deux tares essentielles furent relevées à l'encontre de ce dernier : son incompatibilité avec l'idée de novation, la responsabilité individuelle étant bridée par une série de règlements et d'interdits, la non-valorisation du capital foncier du fait du caractère inaliénable de la terre. Condamnée sur le plan économique, la collectivité traditionnelle fut l'enjeu d'un combat politique complexe et sa résorption suivit des cheminements divers.

Le choc de la colonisation fut brutal, tant les incompatibilités entre les deux systèmes étaient fortes. Mais le pouvoir étranger fut tenté de se servir de l'institution comme instrument de contrôle de la société rurale. En Algérie la pression des colons fut assez forte pour obtenir, dès 1873, par la loi Warnier, que fût supprimée la protection dont avait bénéficié jusque-là la terre *arch*. Au Maroc, le *dahir* du 27 avril 1919, expression saisissante de l'ambiguïté du régime du Protectorat, porta

reconnaissance officielle du statut collectif et mit la collectivité sous la tutelle de l'Etat.

Après le retour à l'indépendance, les nouveaux régimes furent dans l'embarras vis-à-vis de pratiques archaïques (au surplus dévaluées par une apparente alliance avec la colonisation). Pour l'Algérie les terres *arch* furent intégrées, en 1971, dans le Fonds National de la Révolution Agraire (1ère phase). En Tunisie, après le bref épisode de la mise en place de formes du collectivisme moderne dans le cadre des UCP (au cours de la décennie 1960), la résorption du statut collectif fut réalisée progressivement par diverses mesures dans les années 1970.

Au Maroc, à l'argument économique de la supériorité de la propriété privée, plus apte aux actions de modernisation s'ajoute celui de la fonction sociale, dans la conception islamiste du mode de possession. Mais il fallut attendre près de vingt ans pour que fût démantelé le grand *dahir* organique de 1919 concernant la gestion des terres collectives. En 1958, on se borna à geler le système pour dix ans.

La mise en place, à partir de 1960, du maillage administratif porta un rude coup aux collectivités traditionnelles, car le nouveau découpage se voulait la négation même de l'ordre tribal en tant que hiérarchie d'unités territoriales. Dans la délimitation des circonscriptions des instructions furent données pour que l'opération fût l'occasion de «casser la tribu». La logique territoriale qui présidait à la constitution des communes, à la fois relais du pouvoir central, avec le caïd fonctionnaire, et cellule de gestion de l'espace, avec son conseil élu, ruinait la logique ethno-territoriale précédente.

Avec la publication du code des investissements et l'accélération de l'aménagement hydraulique, les contradictions du système ancien ne pouvaient être maintenues, la situation interne des biens se dégradant du fait même de l'essor démographique et de l'augmentation du nombre des ayants droit. La solution simpliste du partage égalitaire ne pouvait donc être retenue, elle aurait conduit à une autre contradiction : l'inadaptation du système microfundiaire au modèle hydraulique envisagé.

Ces incompatibilités furent résolues par un biais juridique : un dahir de 1969 décida que les biens collectifs seraient considérés comme appartenant dans l'indivision aux ayants droit.

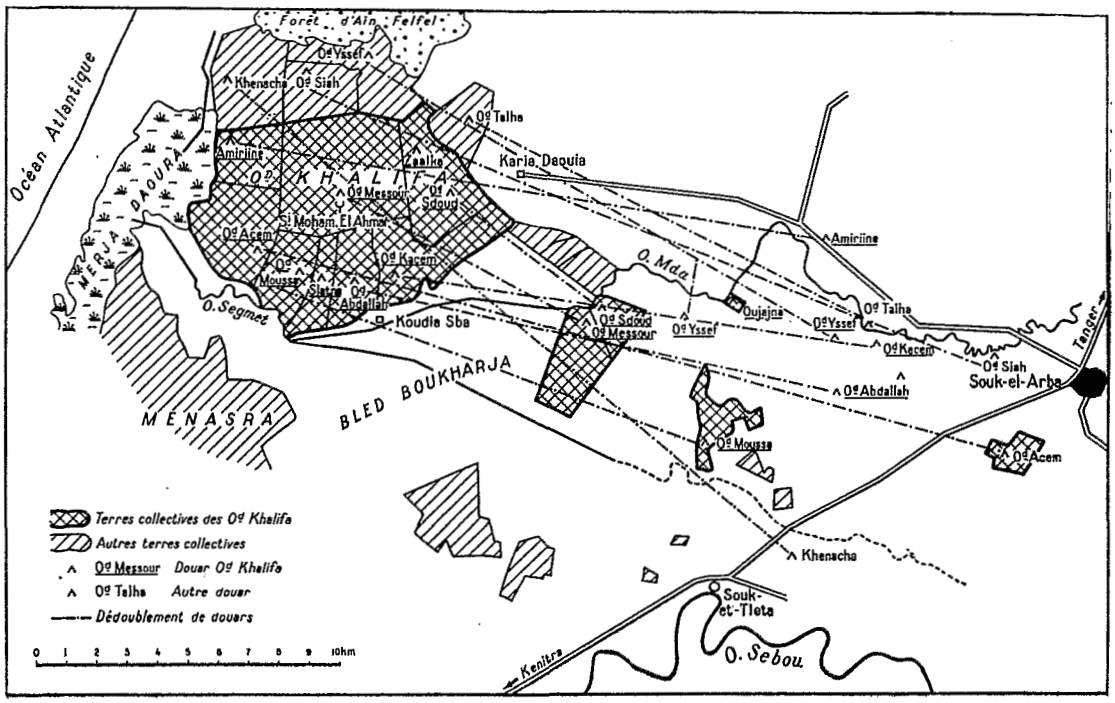
L'argument de fond avancé fut que l'Etat consentait des efforts d'investissements considérables pour favoriser la croissance agricole, qu'il effaçait les aléas dont souffrait le système ancien, qu'il était donc en droit d'attendre des bénéficiaire le maximum de participation à la production. Le statut collectiviste ayant prouvé qu'il ne pouvait aider à cette mutation, la puissance publique était justifiée de faire appel à d'autres modes d'exploitation.

Enfin, en 1974, une loi déclara le *bled jmâa* susceptible d'appropriations individuelles et de partage en «lots viables» entre les familles d'ayants droit organisées en groupes d'indivisaires pour empêcher un émiettement parcellaire excessif.

La procédure du partage en indivision était habile, son appliction présenta nombre de difficultés. Elle aboutissait en effet à la déterritorialisation des collectivités et une telle mutation ne pouvait s'effectuer sans créer des conflits, dans la désignation de la nouvelle unité, la «famille indivise», et donc son fonctionnement interne, dans l'éviction de certains «nantis» (propriétaires en d'autres lieux, fonctionnaires, commerçants) ou des «absents», ou encore «étrangers» tolérés jusqu'alors, dans la localisation du lot individuel. Des listes officielles d'ayants droit devaient donc être dressées. L'opération s'avéra si difficultueuse que souvent on y renonça. Mais dans le secteur irrigué moderne, l'apurement foncier était obligatoire. Il entraîna localement de véritables émeutes.

Le cas des Oulad Khalifa (**Figure 36**) fournit une image expressive des continuités et des ruptures dans la gestion des terres collectives.

Figure 36 : Exemple de décollectivisation par étapes : les Oulad Khalifa du Gharb (Maroc)



Les finages dédoublés et tronqués dans la plaine des Sefiane de l'Ouest.

1. Situation originelle : les terroirs complémentaires

La fraction des Oulad Khalifa, rattachée à la tribu des Beni Malek, avait son territoire entre le Sebou et les merjas littorales, se partageant entre deux terroirs : le cordon littoral (*rmel*) et la plaine argileuse inondable (*tirs*). Leurs neuf douars y avaient des possessions, avec partage des terres de culture, les troupeaux se déplaçant de l'une à l'autre.

2. Période coloniale : démantèlement et reconnaissance officielle du collectif

Des grandes sociétés et des notables locaux se taillent des domaines importants dans les *tirs* progressivement draînés.

L'immatriculation en *bled jmâa* ne concerne que le *rmel* et quelques lambeaux dans les *tirs*.

3. Après l'indépendance : le blocage

Une partie des terres coloniales est achetée par les grands propriétaires du voisinage ou de la ville, une partie entre dans le Fonds de la Réforme Agraire et est allotie.

Le statut collectif est supprimé, mais le partage entre les ayants droit est reporté : l'Etat voudrait pratiquer une politique d'aménagement-développement au bénéfice des neuf douars du *rmel*, mais éprouve de la difficulté à la définir. Les enclaves en *tirs* posent des problèmes insolubles.

Source : LE COZ, J., 1964.- *Fellahs et colons du Rharb.*

III – 3

Les réformes agraires : de la révolution politique à la régulation sociale (★) (12)

On peut définir la réforme agraire comme :

– l'ensemble des opérations visant à transformer la structure foncière d'un Etat ou d'une région, par la modification des rapports sociaux, en vue d'assurer l'amélioration des techniques culturales et l'accroissement de la production agricole ;

– ou encore «*une réorganisation planifiée, juridique et institutionnelle des rapports qui lient l'homme à la terre*» (G. Myrdal).

Action concertée, volontariste, de la puissance publique, expression de la classe politique dominante et du modèle de développement qu'elle se donne, mise en adéquation de l'organisation sociale et des technologies de production, la réforme agraire, moyen de déstructuration-restructuration de l'espace, devient pièce de l'aménagement du territoire.

Toute réforme agraire vise ainsi un quadruple objectif :

– **Objectif social** : recherchant une certaine équité dans la possession du facteur de production de base qu'est la terre, elle est, par essence, antilatifundiaire ;

– **Objectif économique** : mise en place d'unités de production réputées viables, ou mieux, d'entreprises efficaces aptes à adopter les pratiques de l'intensification agricole ;

– **Objectif territorial** : la cellule de production de base s'intégrant dans des cadres supérieurs d'association ou d'organisation ;

– **Objectif politique** : action de progrès économique et social, elle est par là même projet politique.

Avec l'Asie du Sud-Est, l'URSS et les pays de l'Est européen, et l'Amérique Latine, le Monde méditerranéen, au XXème siècle, constitue l'une des grandes aires d'application de la réforme agraire. Cette situation résulte, pour l'essentiel, de la conjonction de trois séries de circonstances : retard du développement appelant des actions de rattrapage, voisinage du bloc socialiste à domination soviétique conduisant à diverses formes d'imprégnation structurelle, décolonisation impliquant la refonte des institutions.

Ces conditions historiques lourdes, recoupant des épisodes propres à chacune des nations, font que l'on observe une grande diversité dans la genèse doctrinale et dans l'application des réformes agraires méditerranéennes.

Au-delà de la classification correspondant à des structures héritées de réformes réalisées à des dates plus ou moins anciennes et dans des circonstances généralement largement dépassées, on voit apparaître des dynamiques agraires actuelles qui appellent d'autres normes de jugement et que l'on peut présenter schématiquement comme suit :

– **Albanie** : socialisme pur et dur, trame figée ;

(★) *Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.*

– **Yougoslavie** : socialisme persévérant et évolutif ;

– **Algérie** : socialisme cherchant pendant un quart de siècle sa voie et ses structures ;

– **Grèce** : étonnante trame égalitaire de base, évolution très libérale ;

– **Maroc, Tunisie** : petite paysannerie évolutive, truffée de (néo)-latifundiums, «anomalie» du secteur d'Etat ;

– **Egypte** : foisonnement de la petite propriété familiale à encadrement coopératif ;

– **Italie** : réforme agraire (alibi localisé), très largement dépassée ;

– **Israël** : idéologie spécifique, haute technicité.

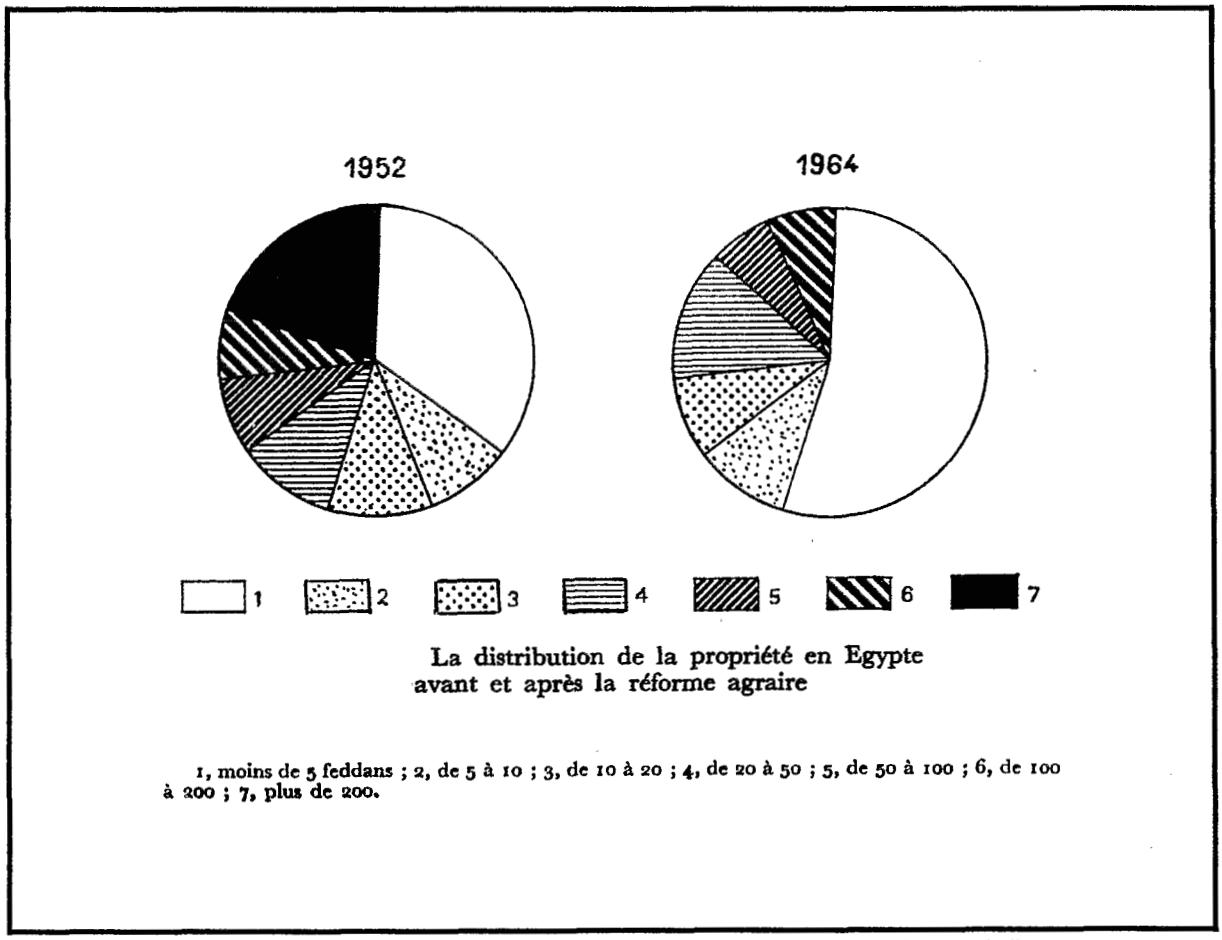
En ce qui concerne les pays qui n'ont pas eu recours à une authentique «réforme agraire», des situations différentes sont à distinguer :

– pour le Liban, les diversifications locales et la fragilité du pouvoir central rendent pratiquement impossible toute planification agraire ;

– l'Espagne a choisi, jusqu'à une date récente, de substituer à la réforme agraire une politique plus pragmatique, celle d'une colonisation intérieure à base d'équipements hydrauliques, tout comme la Turquie qui s'est orientée vers la «révolution verte» ;

– En ce qui concerne la France, en matière de mutations structurelles, le grand tournant a été pris en 1960-62 avec les lois Pisani qui mirent en place des instruments d'intervention simples, principalement l'IVD. (Indemnité Viagère de Départ) et la SAFER (Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement

Figure 37 : Un exemple d'éradication du système latifundiaire : les effets de la réforme agraire en Egypte



La distribution de la propriété en Egypte avant et après la réforme agraire

1, moins de 5 feddans ; 2, de 5 à 10 ; 3, de 10 à 20 ; 4, de 20 à 50 ; 5, de 50 à 100 ; 6, de 100 à 200 ; 7, plus de 200.

Source : GRIENIG, E., 1967.- Landreform verändert Klassenstruktur in der V.A.R.- *Deutsche Assenpolotik.*

Rural). Ces mécanismes d'intervention étaient significatifs de la politique de cogestion menée par le gouvernement et la profession. L'idéal était défini d'une exploitation familiale à deux UTH, dont la promotion était assurée par la prise en compte d'une part du marché foncier (en moyenne de 12 à 20%). Pour les uns, cette action équivaudrait à «une réforme agraire à l'amiable», pour les autres il s'agirait d'une correction insignifiante des lois du marché. Notons cependant que cette régulation, reposant sur une certaine sélection des bénéficiaires, a contribué à développer la catégorie des agriculteurs entrepreneurs.

Le pluralisme structurel

Le cheminement vers la réforme agraire a été orienté par référence à deux modèles dominants :

① le modèle de la grande entreprise de type industriel, à forte mécanisation, à haute rentabilité, à société de type ouvriériste, à autonomie de gestion sous l'égide du collectif des travailleurs;

② le modèle de petite exploitation paysanne à intégration associative ou coopérative.

Le premier modèle a eu la préférence marquée des tenants de l'économie planifiée, qui voyaient dans l'agriculture paysanne l'aspect antinomique de la rationalité sociale et territoriale. Au contraire, ceux qui insistaient sur la valeur sociale de l'exploitation agricole trouvaient dans le néo-artisanat agricole la solution à tous les problèmes.

L'expérience a montré qu'aucun de ces modèles n'a pu être édifié à l'état pur et que chaque réalisation présentait des tares structurelles ou des ratés fonctionnels.

Les macro-entreprises yougoslaves, algériennes ou tunisiennes, bien qu'affirmant leur volonté de se démarquer du kolkhoze soviétique, ont manifesté les mêmes errements : gigantisme, lourdeurs administratives, oppression du pouvoir extérieur (étatique), désintégration interne du fait de querelles catégorielles et de la difficile expression de l'initiative individuelle : le tout entraînant délocalisation de l'entreprise et dépersonnalisation de la main-d'oeuvre.

La petite exploitation paysanne a connu les mêmes difficultés que le minifundium traditionnel : insuffisance de la marge bénéficiaire, accumulation excessive du travail humain, obligation de recourir à la pluriactivité familiale, recettes annexes qui cachent mal le passage à une semi-prolétarisation ; fonctionnement difficile de la coopérative qui ne devient que rarement unité d'exploitation et est d'une efficacité variable comme centre de services (poids de l'Etat dans la coopérative égyptienne, échec de l'UCP tunisienne et de la CAPCS algérienne).

Ces deux systèmes ne pouvaient tenir que par la force de certains stimulants idéologiques ou du moins psychologiques. Dans le cas de la grande entreprise, le facteur idéologique n'a guère concerné la masse que dans le cas des kibboutzs israéliens, créations de la ferveur nationaliste et religieuse, mais exemple le moins transposable de tous.

Dans le cas de la petite exploitation, c'est le sens de la propriété individuelle qui a constitué le ferment le plus fort.

Mais, au total, opération de déstructuration-restructuration, de délocalisation-relocalisation, la réforme agraire, au-delà d'idéologies mouvantes, est action de rattrapage et de mise en adéquation des unités de production à l'environnement historique et géographique des pays. Le pluralisme structurel qu'elle manifeste permet de juger du poids des identités nationales. La phase de refonte de la trame foncière, réussie parfois même lorsque des facteurs de perturbations imprévus se présentent (réfugiés d'Asie Mineure en Grèce, vacance subite des domaines coloniaux en Algérie) n'est qu'une étape vers une évolution permanente.

Idéologie et productivité : le kibboutz israélien

Dans ses structures, le kibboutz peut apparaître comme le cas idéal de la coopérative de production agricole : elle allie le respect des principes de base à l'efficacité du fonctionnement. Aussi a-t-il été l'objet d'une attention particulière de la part d'innombrables tenants de la coopération. Cependant, si exemplaire que soit l'expérience israélienne, elle apparaît difficilement imitable : Divers

Une réforme agraire qui s'intègre dans une recréation territoriale : le cas du Sud Jordanien

*La combinaison de l'idéologie tribale, de la structure segmentaire et de la pratique géographique et sociale dont nous avons énoncé plus haut (chapitre **III.1.A**) les principes de fonctionnement lors du passage du système ottoman (à contrôle étatique lâche et à forte autonomie des tribus) au système jordanien proprement dit (à forte intégration étatique et à subordination des groupements), avec pour corollaire l'évolution du pastoralisme vers la sédentarisation, se marque par la mise en place d'une grille foncière nouvelle reposant sur un remodelage des principes et une pratique du terrain.*

Remodelage des principes : la reconnaisssance d'espaces étatiques

Le nouveau Code Foncier et la Land Settlement Law de 1933 maintiennent la dualité de la loi islamique et du code ottoman en distinguant le droit absolu et le droit d'usufruit ;

En proclamant que «seules les terres cultivées peuvent faire l'objet d'appropriation privée» (avec inscription au cadastre), on renforce la valeur de celles-ci et l'on affaiblit le concept tribal, puisque c'est, indirectement, signifier la non-reconnaissance de tout «territoire tribal» et par voie de conséquence lui substituer la notion de «territoire étatique».

L'intégration des règles du droit coutumier à la nouvelle législation étatique

Pour ne pas bouleverser totalement l'ordre en place, la Tribal Court Law de 1924 donne sa légitimité à l'existence des neuf grandes tribus constituées ;

On officialise l'antique notion de harim par laquelle le groupe stabilisé possède un droit de préemption sur les «terres d'en face», les portions de steppe se trouvant dans le prolongement direct des secteurs appropriés.

Maillage et zonage : «des espaces désertiques aux espaces villageois» :

Sur le terrain, ce processus de mutation se développa à travers les pricipales modalités suivantes :

– l'identification et la personnalisation de la terre cultivée, par la création d'un cadastre (dès les années 1930), avec relevé topographique sur 1 000 000 d'ha et enregistrement des parcelles dans le cadre de finages villageois ;

– la délimitation (entre 1924 et 1976) des aires de jouissances de terres par les tribus et leurs subdivisions;;

– la division des terres, en laissant aux habitants des villages et aux tribus une large autonomie de décision au sein des zones délimitées ;

– à partir de 1960, après les dommages causés par les sécheresses répétées au cours de la décennie précédente, et en liaison avec les transformations de l'économie régionale (industrie des phosphates, densification du réseau de centres de services... conduisant à des phénomènes de pluriactivité), la mise en place de projets de développement agricole pour bédouins des zones steppiques, avec création de villages, soit aux lieux de campements traditionnels des nomades, soit ex nihilo ; les bénéficiaires des lotissements étant astreints à suivre des stages de formation agricole d'une durée de cinq ans, pour s'intégrer par la suite dans des coopératives.

«Au cours des années 1970, la politique gouvernementale d'encouragement à la valorisation et à la mise en valeur agricole des régions steppiques du Sud, a indirectement permis la «réappropriation» de larges zones semi-désertiques jadis contrôlées par les tribus bédouines».

«Vers la reproduction d'un espace tribal» :

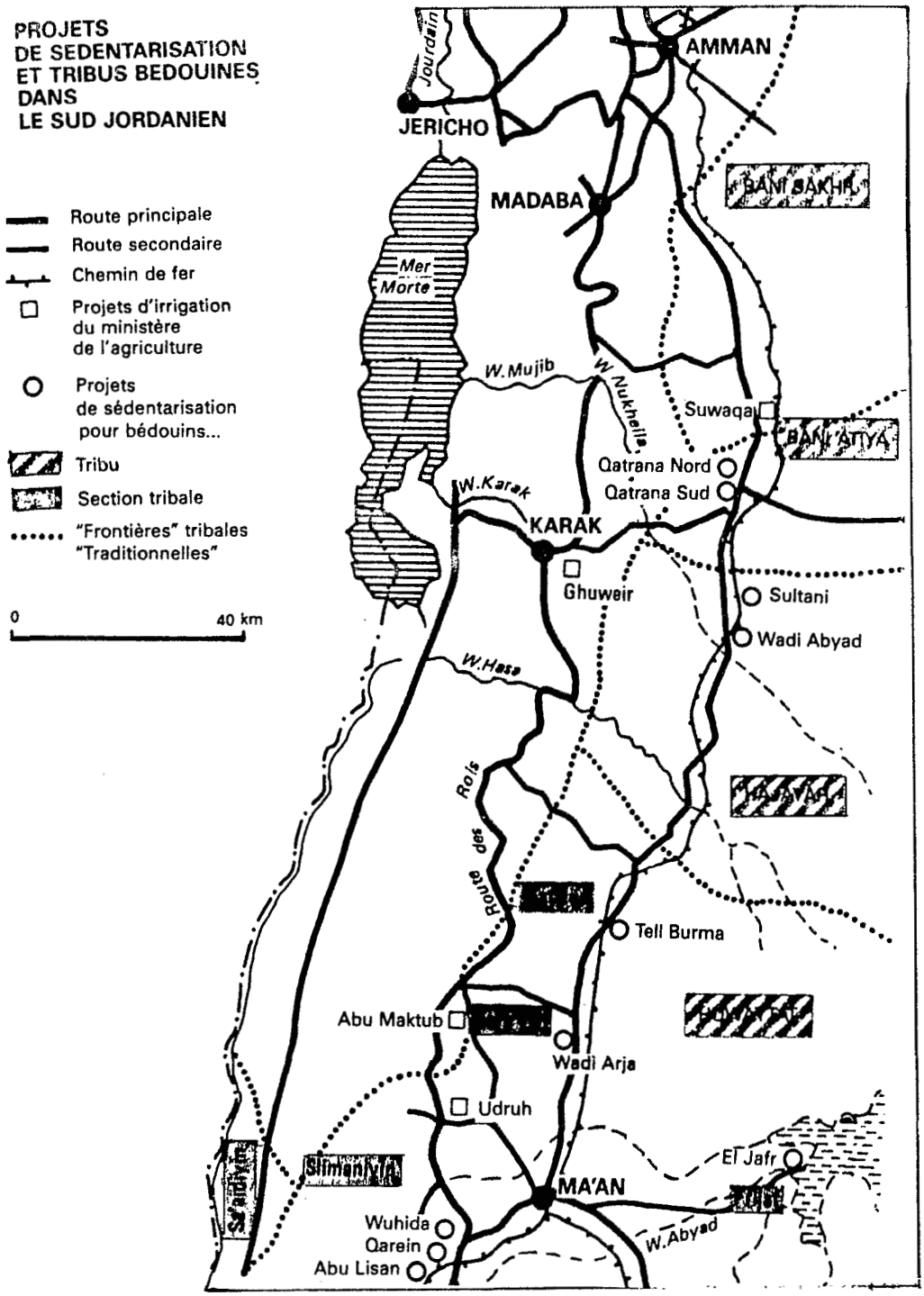
Dans cette politique de réaménagement de la steppe, la stratégie d'implantation reposa pour l'essentiel sur la reconnaissance des affiliations généalogiques, mais avec cependant des accomodements et des assimilations tenant compte de certaines alliances (familles de forgerons, d'esclaves), ou de résidence.

Ainsi dans la mise en place de la nouvelle territorialité, si le principe lignager admet certains abâtardissements, il commande cependant les grands traits du maillage mis en place.

Dans ces conditions, on est habilité à reconnaître «la reproduction d'un espace tribal». Mais une fois cette grille spatiale aménagée inscrite sur le terrain, elle ne représente pas seulement la continuité généalogique et géographique, elle renforce sa signification d'instrument, de relais, du pouvoir étatique.

Source : BOCCO, R., 1989.- *Espaces étatiques et espaces territoriaux dans le Sud Jordanien.*

Figure 38 : Aspects de l'aménagement dans le Sud Jordanien



(L'hysohyète 200 mm, au tracé Nord-Sud passe à peu près à mi-chemin entre les deux grandes routes Karak-Udruh et Quatrona-Ma'an).

Zonage en bandes longitudinales, entre le secteur irrigué du Gharb à l'Ouest et le désert à l'Est. Localisation des centres de «projets d'aménagement» le long des deux grandes routes et de la voie ferrée. Ces axes de circulation constituent des fronts de pénétration progressive de la «méditerranéité» vers l'Est.

Source : BOCCO, R., 1989.- *Espaces étatiques et espaces tribaux dans le Sud Jordanien.*

III – 4

Survivances et mutations du système latifundiaire (★)

Se développant dans le prolongement du mode de production féodal et du capitalisme marchand, le système latifundiaire a vu ses fondements s'altérer à mesure que les excès de la possession foncière sont apparus comme un défi à la démocratie et que les nécessités de l'intensification agricole impliquaient des investissements en capital et en technologie de plus en plus lourds. Dans de nombreux pays, les interventions de régulation étatique ont, à travers les réformes agraires, conduit à la ruine du latifundium.

A l'aide de trois exemples, ceux de l'Espagne, de l'Italie, du Maroc, se définissent les modalités de la survie du système ou les modalités de sa résorption.

A – Le système andalou : «en finir avec le XIXème siècle» (14)

C'est en Espagne que la continuité avec la vielle histoire est la plus évidente, particulièrement en Andalousie où la filiation avec le «*repartimiento*» consécutif à la Reconquête et avec la noblesse de cour absentéiste, à partir du XVIIème siècle, est incontestable (15). Le latifundium concernait, en 1965, un cinquième de la province, et ce «système andalou» donnait lieu à des pratiques extensives d'utilisation du sol, le «triennal inversé» : sur les trois soles, une seule était en culture, la jachère herbeuse était réservée au pacage, la jachère travaillée répondait aux besoins d'emmagasiner l'eau et de favoriser la nitrification (cf. **chap. II-2**), les rendements n'étant que de 15 quintaux/ha vers 1970 (10 en 1890). Le passage à la grande exploitation capitaliste moderne fut lent ; la mécanisation fut retardée par la guerre civile : seulement 187 tracteurs en 1937, 1 300 en 1971 ; en 1960, on ne recensait encore que 580 motoculteurs contre plus de 14 000 araires (M. Drain).

La transformation du système andalou a suivi les grands rythmes de l'histoire espagnole au cours des deux dernières générations : lente sous le régime franquiste où elle consista en une adaptation partielle au marché, par substitution du capital à l'emploi, elle semble devoir s'accélérer dans cette décennie 1980 avec une double spécificité : mutation structurelle et décentralisation, dans le cadre d'une réforme agraire régionalisée.

«*Du latifundium archaïque à la grande entreprise moderne*»

M. Drain a analysé sur le terrain les modalités de cette modernisation et en tire les conclusions suivantes (16) :

«*Latifundium et grande entreprise agricole moderne ont en commun d'être des entreprises capitalistes, ce que le mot de latifundium aux connotations antiques ne peut guère suggérer. Latifundiste et entrepreneur moderne sont des agents économiques qui cherchent à obtenir la plus-value la plus grande possible, bien que par des voies fort distinctes qui dépendent du contexte économique et non pas de leurs qualités intrinsèques.*

La levée progressive des clauses restrictives à l'émigration des travailleurs à partir de 1959 devait

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

finir par provoquer une hausse des salaires qu'il s'avère impossible d'endiguer. Force fut aux propriétaires de chercheur à réduire ces coûts croissants de main-d'oeuvre. Les conditions techniques et économiques permettaient d'y parvenir en mécanisant tous les processus de la production agricole et en augmentant la productivité. C'est cette modernisation, qui se poursuit encore de nos jours, qui s'est traduite par un passage du latifundium archaïque à la grande entreprise agricole moderne.

Cette évolution est lourde de conséquences tant pour la terre que pour les hommes. La considération de la rentabilité immédiate provoque un reclassement des régions agricoles où les hautes terres du Nord et, dans une moindre mesure, les Marismas, se trouvent promises à l'abandon pur et simple».

Vers une réforme agraire régionalisée

L'arrivée des socialistes au pouvoir fut suivie, dès 1982, par la mise en place d'un système de régionalisation et, deux ans plus tard, le premier gouvernement régional andalou promulgua une loi instituant la réforme agraire. Malgré le scepticisme général relatif à la résurgence du vieux projet, sans cesse reporté dans ses réalisations, d'une réforme agraire, une première zone d'application fut délimitée au bout de quelques mois dans la zone d'Antequera au voisinage de Malaga. Puis, en octobre 1985, fut annoncée «*l'expropriation d'usage*» de douze domaines dont les terres étaient dévolues à des coopératives. Dans les mois qui suivirent la nouvelle réglementation fut étendue à sept autres zones.

Essayant d'éviter les accusations, venues de la droite, de vouloir instituer une «réforme communiste», et celles, venues de la gauche, de se contenter d'une «réforme alibi», le gouvernement opta pour des modalités complexes :

– le principe de base de l'opération fut non la taille, mais «l'usage», c'est-à-dire les insuffisances dans la mise en valeur de la terre du fait de pratiques extensives, ce qui conduisit à définir deux indices d'usage calculés en fonction des rendements et du degré d'utilisation de la main-d'oeuvre ;

– la procédure reposa de la sorte sur trois types d'interventions :

① pour les domaines dont l'indice est inférieur à 50% de l'indice moyen local, l'expropriation d'usage est la règle : les terres sont attribuées en location forcée pour douze années à des coopératives ; l'expropriation totale n'a lieu que «lorsque de graves motifs d'ordre économique ou social l'exigent» ;

② pour les domaines situés dans «la fourchette» 50 à 100%, obligation est faite d'appliquer un «plan d'amélioration» sous peine d'expropriation ;

③ ceux dont les indices sont inférieurs à 80% sont astreints à un «impôt de sous-utilisation».

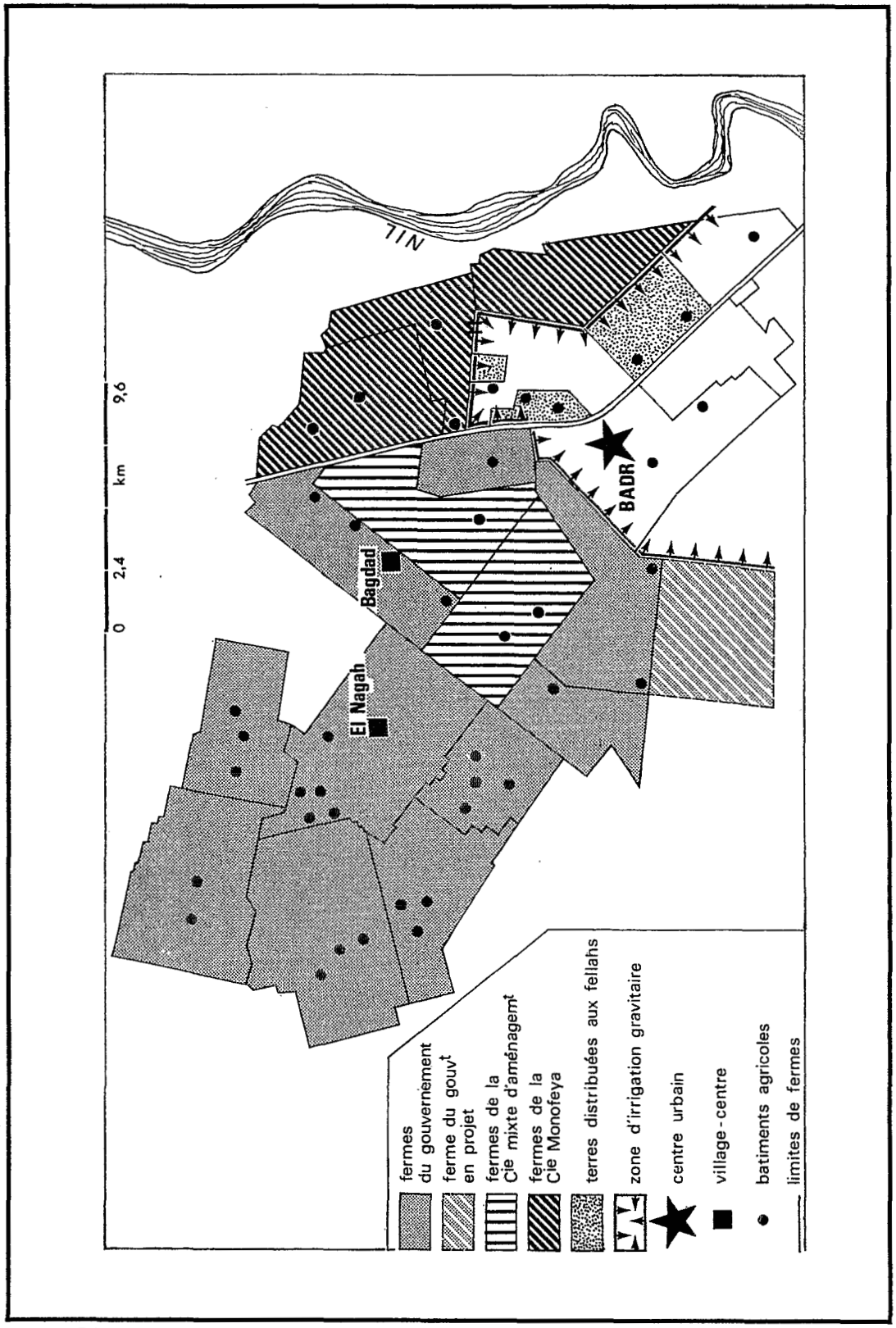
Cette réglementation, d'inspiration réformiste et non révolutionnaire, se propose donc de résorber le système de latifundium archaïque, mais admet l'existence de grandes entreprises à pratiques intensives. «Réforme productiviste, teintée de néo-capitalisme» (17), la réforme agraire andalouse a cherché «un moyen terme entre la rentabilité économique et l'utilité sociale de la terre».

Il s'est agi de rattraper le décalage structurel de l'agriculture de l'Andalousie continentale et de mettre cette région périphérique au rythme de l'économie européenne, comme le précise un responsable local (18) :

«*Nous sommes l'une des rares régions de l'Europe communautaire où coexistent trois siècles différents. Le vingt et unième, avec le tourisme de luxe de la Costa del Sol et l'agriculture irriguée ultra-moderne d'Almeria. Le vingtième avec une industrie navale et sidérurgique en pleine reconversion. Et le dix-neuvième, avec l'agriculture archaïque de certaines régions de l'intérieur. Notre réforme vise à en finir avec le dix-neuvième siècle*».

La résorption des déphasages historiques et des inégalités économiques se complète donc de la recherche d'un rééquilibrage géographique entre Andalousie continentale et Andalousie littorale.

**Figure 39 : Etat, capitalisme et grande entreprise :
les terres gérées par la Compagnie de Tahrir-Sud dans le secteur de bonification
au nord-ouest du Delta du Nil**



Source : BAKRE, M. *et alii*, 1980.- *L'Egypte et le Haut-barrage d'Assouan.*

B – Le système toscano-ombrien : grande propriété et métayage

En Italie, la réforme agraire a supprimé le régime latifundiaire des régions où sa présence était la plus pernicieuse (le Sud de la péninsule et les Iles). Dans le Nord, amorcée sous l'égide de Cavour, la politique d'intensification mêlée aux techniques de la bonification a donné des résultats spectaculaires. Dans le Centre (Toscane, Ombrie), la situation est plus nuancée. Ainsi, en Ombrie, l'aspect «méridional» est marqué par la place qu'y tint la grande propriété (plus de 100 ha) : en 1951, 35% des terres étaient détenues par 0,7% des propriétaires, 643 sur 95 740, et 27 d'entre eux possédaient plus de 1 000 ha (19). Mais trois faits marquent l'originalité du système toscano-ombrien :

① *Le rôle fondamental de la ville «la propriété foncière reste la meilleure expression de la possession et de la richesse des cités et les classes dominantes sont essentiellement formées de propriétaires terriens» (H. Desplanques)* ;

② La grande propriété a longtemps engendré la petite exploitation (*podere*), par le biais de l'allotissement (*appoderamento*) et du métayage (*mezzadria*), avec une moyenne de 12 ha par exploitation (et une famille de 6-7 personnes) ;

③ Les pratiques de cette polyculture intensive créent le paysage de *coltura promiscua*. Les relations propriété-métairie étaient de types divers : le cas le plus caractéristique était celui de la *fattoria* où le centre de l'exploitation comprenait la villa du patron, les bâtiments d'administration et les hangars de stockage, les métairies étant disposées dans le voisinage et jouissant d'un degré d'autonomie variable.

L'évolution s'effectue dans deux sens opposés : l'éclatement de la grande propriété au bénéfice des métayers qui, depuis 1947, bénéficient d'une législation favorisant cette mutation, ou le renforcement de l'unité foncière par le passage à une exploitation directe de type industriel.

C – Le système *fassi* : le renforcement de la classe agrarienne

En terre d'Islam, s'est manifesté, au cours de l'histoire, un double principe d'inaliénabilité du sol : celui découlant du droit de propriété éminente du Makhzen, celui relatif à la possession collective des tribus.

Le système latifundiaire n'avait donc, en théorie, aucune chance de se développer en pays musulman. Et, en fait, ni le régime féodal, ni le régime capitaliste ne prirent, dans ces campagnes, l'extension et la solidité qu'ils eurent en Occident. On a même pu dire que «la conquête ottomane fut historiquement l'équivalent d'une réforme agraire radicale» (O. L. Balkan).

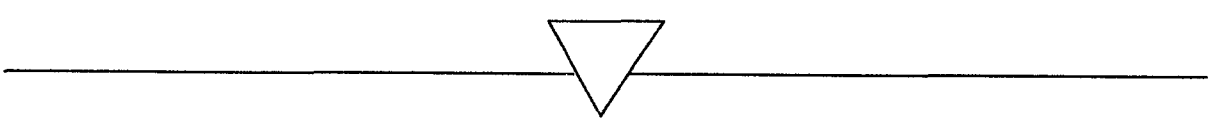
Mais, dans les faits, cette rigueur anti-latifundiaire de principe laissa place à la constitution de grands domaines privés en relation soit avec des donations prébendières accordées par le pouvoir central à des semi-féodaux (type *tchifliks*), soit avec le détournement local de possession (*koulaks*), soit encore l'accaparement capitaliste d'unités d'exploitation.

Ainsi vit-on au Maroc, spécialement autour de Fès, se constituer une véritable classe agrarienne de grands propriétaires : seigneurie makhzénienne de bénéficiaires de la faveur royale, seigneurie religieuse de *chorfa* et de familles maraboutiques, lignées de notables locaux, bourgeoisie commerçante des villes (20). De la sorte, se créèrent des exploitations de rente marquées par l'absentéisme du maître et le recours au métayage, selon divers types de contrats : association à moitié (*bennous*) entre propriétaire et *azab*, avec partage de moitié des facteurs de production et des bénéfices, association de travail au quint (*khamessat*) où le preneur apporte ses bras et perçoit le cinquième de la récolte. Pour le propriétaire qui *«consomme la farine de son grain et l'huile de ses olives»*, le fonds rural n'est qu'un *«placement de capital dont il n'attend que la rente»*. Pour la campagne environnante, *«l'enclave citadine arrive à désorganiser la structure communautaire. Les douars qu'elle affecte sont les premiers à abandonner les disciplines collectives ... Il en résulte une organisation agraire anarchique et des*

CIHEAM - Options Mediterraneennes

phénomènes de désagrégation plus fréquents qu'ailleurs» (G. Lazarev).

Bel exemple de la permanence du «jeu circulaire» (et séculaire) : paysan-communauté-seigneur (notable).



III – 5

L'habitat composante du système agraire (★)

L'habitat constitue, on le sait, une pièce maîtresse du système agraire, car il ne compte pas seulement comme logement des personnes mais encore comme atelier de leur profession. Il reflète à la fois par les matériaux dont il est composé le milieu physique local, par la nature de ses bâtiments le type d'activité pratiquée, par l'allure générale de la construction le niveau de vie auquel sont parvenus ses habitants, par la relation avec les autres unités (concentration ou dispersion) les linéaments de la vie sociale locale (21).

L'habitat rural méditerranéen traditionnel peut être schématiquement caractérisé par trois phénomènes (22):

– une très grande variété dans la physionomie des composantes individuelles, depuis la tente de l'éleveur semi-nomade ou la baraque du maraîcher sub-urbain jusqu'à la demeure monumentale du seigneur de la terre ;

– une tendance originelle dominante à la concentration : le village, souvent perché, voire en «nid d'abeilles», étant expression à la fois de lutte contre l'insécurité, de la rareté de l'eau, de l'intensité de la vie communautaire, de la solidité d'une civilisation sédentaire et proprement paysanne ; cependant, sur de larges espaces de la rive africaine et asiatique, des survivances des pratiques pastorales se traduisent par une certaine (semi) dispersion de l'habitat : *douar* au Maroc, *mechta* en Algérie, *henchir* (à la fois lieu de vie et territoire) en Tunisie.

– la cohérence familiale, poussée jusqu'à l'organisation de type patriarcal, avec la division du travail et des responsabilités par sexe et classe d'âge.

a) L'habitat, une affaire d'Etat

Si la puissance publique est amenée à porter un intérêt de plus en plus vif et continu au problème de l'habitat, c'est qu'elle se sent de plus en plus concernée par ce thème à divers titres, ceux de :

– l'équilibre social de la nation qui implique que soient assurées, d'une part au niveau des individus (de la cellule domestique, des lieux de vie familiaux), des conditions de fonctionnement décentes : d'où la nécessité de définir une politique du **logement** ; d'autre part, au niveau des collectivités que soit mis en place un certain nombre de services de base pour les activités du quotidien (alimentaire), la formation (écoles), la santé... : d'où une nécessaire politique d'**équipement** ;

– l'aménagement de l'espace par l'insertion rationnelle des unités de base dans un système cohérent de lieux de résidence, d'activités et de services : d'où le besoin de la pratique du logement et de l'équipement au sein d'un **réseau** de relations et d'une **armature territoriale**.

A ces diverses échelles l'intervention de l'Etat se combine avec les actions des individus ou des groupes locaux en termes très variables, et la répartition et la nature des tâches en matière d'habitat constituent de bons révélateurs de la diversité des sytèmes étatiques en place.

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

Habitat, état et communauté
Les limites possibles à la conception et à la construction autonome de l'espace local au Maroc

L'inexistence au village d'une instance collective constituée par ascendance s'est révélée une importante lacune pour l'établissement d'un dialogue entre les partenaires du projet, c'est-à-dire entre aménageurs-encadreurs centraux et habitants-exécutants locaux.

La structure administrative communale est située à un degré territorial trop élevé pour avoir à connaître et à organiser au quotidien et en détail tous les besoins collectifs en aménagements et en travaux pour une cinquantaine de villages à la fois. Il n'est matériellement pas possible depuis le seul chef-lieu commun d'assurer quotidiennement les services collectifs de première nécessité et à proximité pour un ensemble d'habitat rural aussi étendu et aussi dispersé que le circonscription communale rurale (moyennes nationales : 15 000 habitants, 2 400 ménages répartis en plus de 50 localités dans un rayon de 15 kms). Aussi, les aspects collectifs des villages groupés ne sont-ils pratiquement plus pris en charge localement par les habitants dont l'habitant se désagrège et se disperse en conséquence.

L'utilité d'une institution représentative de la localité villageoise était manifeste pour rétablir une auto-construction villageoise capable, conformément au projet, de continuer après le projet par ses propres moyens et par recours aux ressources matérielles et technologiques locales. Pourtant cette nécessité manifeste n'a pas provoqué la création de telles organisations villageoises. La participation paysanne à l'oeuvre de rénovation de l'habitat rural fut donc plutôt individuelle et ne porta que sur l'exécution de travaux conçus unilatéralement par les spécialistes centralisés encadreurs.

Quand les matériaux locaux de construction ont intéressé davantage les pouvoirs centraux, pour des raisons d'économies de transports et d'énergie, ce n'est pas la technologie et les métiers locaux qui firent l'objet de développement, mais bien la technologie et les métiers industriels-centralisés qui furent localement déployés et substitués aux productions locales. Le transfert en milieu rural de matériaux et de procédés urbains du bâtiment se poursuit plus rapidement pour la construction des équipements de services collectifs locaux que pour la construction d'habitations. Mais l'habitat rural auto-construit est aujourd'hui largement atteint et conditionné par des principes, des organisations et des produits centralisés, hors de la portée locale : ciment, tôle ondulée, réemploi d'emballages métalliques et plastiques... La dimension culturelle des objets sociaux locaux comme l'habitat paysan ne sera donc plus spécifiquement locale puisqu'elle sera en provenance de centralités territoriales plus lointaines et transférée localement avec les procédés, les outils, les machines de la mise en valeur centralisée des petites ressources locales.

Le changement de degré de concentration territoriale de l'intervention locale change l'identité culturelle des sociétés locales dans le sens de l'uniformisation. Le folklore et le formalisme d'apparence ont pour fonctions de faire transition, de retarder artificiellement des échéances de transformation structurellement engagées.

Le contrôle social du cadre bâti qui n'est plus exercé à l'échelon local par les habitants des lieux, se reporte aussitôt à un niveau collectif supérieur à celui de niveau local, d'où il s'exerce, le temps des mutations, par d'autres organisations et par d'autres gens que ceux qui sont sur place, sur la base de règles locales communes à de plus vastes territoires que celui de la localité. Ainsi se séparent et s'isolent, pour la réalisation d'architecture et de paysages collectifs, décision et exécution, production et consommation, conception et usage, biens matériels et travail, pouvoir et devoir... Un mouvement de concentration territoriale de l'intervention locale tend ainsi à se développer et à s'étendre progressivement jusqu'à l'extrême réduction et l'homogénéisation universelle du groupe social de base et de son espace local.

Source : HENSENS, J.,1986.- Les limites permises à la conception et à la construction de l'espace rural au Maroc.- *Ann. Afrique du Nord*, pp. 103-112.

Par rapport à notre cadre géographique et thématique une double opposition doit être soulignée au départ :

— entre ville et campagne : l'explosion urbaine contemporaine a fait que les pouvoirs publics ont porté leur attention plus vers les problèmes de la ville (création de quartiers périphériques, voire de villes nouvelles, résorption des bidonvilles, restructuration des centres, voire leur réhabilitation), que vers ceux des campagnes.

— entre les deux rives de la Méditerranée : sur la rive européenne les armatures rurales anciennes ont été peu à peu rénovées, l'exode vers la ville laisse souvent un surplus de logements, trop souvent vétustes il est vrai, mais que l'initiative privée (aidée par l'Etat) peut remodeler ; dans le Sud non seulement l'exode n'empêche pas qu'il se maintienne généralement une croissance de la population rurale, mais encore l'héritage en la matière est souvent d'une grande médiocrité, affichant même une véritable coupure de civilisation entre le parc de logements hérité et la modernité ; or, la mise en place d'un minimum d'équipements de confort et de services est devenue la condition *sine qua non* de l'arrêt non seulement de l'exode rural, mais encore de l'exode agricole.

Et ainsi deux facteurs complémentaires poussent à l'intervention massive de la puissance publique : le souci de réduire les différences dans une société qui évolue spontanément à deux vitesses, la nécessité de maintenir à la campagne le maximum de population pour ralentir la «bidonvillisation» des grandes agglomérations. En Algérie, on en est arrivé au refoulement vers leurs douars d'origine de nouveaux arrivants qui ne possédaient pas de carte d'identitié à localisation urbaine, et nous avons assisté en 1984, à Alger, à la démolition au tracteur d'un petit bidonville abritant des néo-citadins interdits de séjour.

Une différence essentielle doit encore être soulignée, pour ce qui est de la **gestion de l'habitat**. En Europe, la commune est susceptible de prendre en compte (avec le concours des niveaux de pouvoir supérieurs) l'essentiel des opérations qui conduisent à une régulation de l'habitat, dans le cadre des POS, par l'amélioration de l'assiette territoriale, avec éventuellement la création de réserves foncières, dans la cadre d'OPAH (Opérations Publiques dAmélioration de l'Habitat) ou encore par la création de lotissements.

Sur l'autre rive, le maillage territorial trop lâche et la faiblesse des moyens dont dispose la commune rendent plus difficile l'intervention du pouvoir local, tant en matière de la pratique du logement (*stricto sensu*) qu'en celle de la réalisation d'une véritable armature rurale.

L'opposition entre centralité et diffusion n'existe pas seulement en matière de lieu de décision d'une politique d'intervention, elle se retrouve également dans l'intervention pratique, sur le terrain entre l'agglomération et la dispersion de l'habitat. Cette dualité est à la fois reflet de l'histoire (M. Côte estime qu'en Algérie «*Il y a aujourd'hui environ 5 millions de ruraux en villages et bourgs, mais 6 millions en habitat dispersé*») et la marque des hésitations entre deux tendances de la modernité : tendance grégaire pour bénéficier au maximum des équipements de la vie collective, tendance à le dispersion soit pour confirmer, par l'installation sur la parcelle, sa qualité de propriétaire, soit par souci de s'établir sur le lieu d'activité, principalement en secteur irrigué.

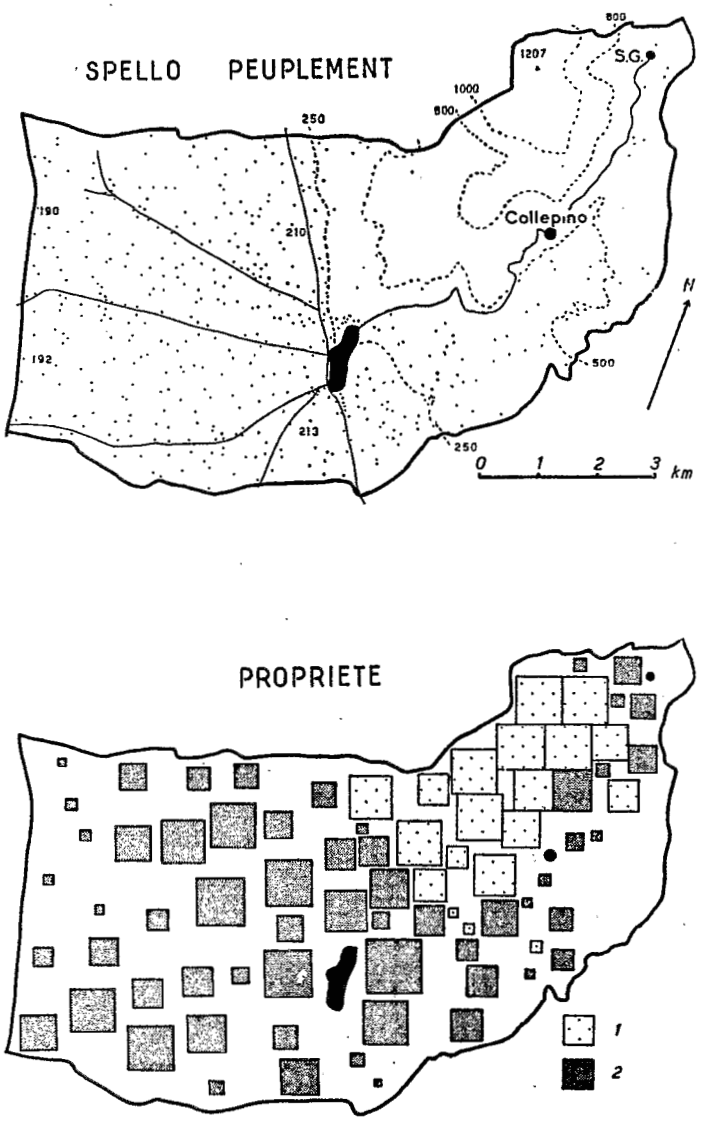
b) La maison et la terre, un patrimoine

Les mutations récentes se traduisent par une remise en cause des fondements de «*la double identité de l'exploitation agricole, lieu de l'activité et univers domestique*».

La promotion du logement s'effectue au sein d'une hiérarchie de valeurs : tente, noualla, baraque : petite maison bloc à terre : maison en hauteur ou à cour (ouverte ou fermée) : villa + dépendances, l'équipement interne de la maison et des bâtiments étant l'objet d'améliorations parallèles.

L'affirmation de la modernité s'effectue par l'individualisation du noyau familial correspondant au ménage et à ses enfants, ce qui conduit à la séparation de l'habitat entre générations. Mais une nouvelle évolution est en cours qui remet en cause le fonctionnement de la famille nucléaire elle-même, la généralisation de la pluriactivité : «*la pluralité d'appartenances professionnelles de ses membres détruit en soi le postulat d'unité familiale qui était inclus dans la définition de la famille agricole*» (A. Barthez)

Figure 40 : L'habitat comme composante du système agraire
Exemple de la commune de Spello (Ombrie)



L'opposition des types de peuplement est en corrélation avec l'opposition des régimes fonciers.

1°– Propriété collective, en montagne, avec deux villages : les cultivateurs directs qui les habitent joignent aux droits d'usage sur la propriété collective, de petits domaines personnels.

2°– Propriété rurale des citadins de Spello, exploitée par des métayers habitant sur le fonds cultivé. Les carrés sont proportionnels à la superficie possédée.

Source : DESPLANQUES, H., 1963.- *Les campagnes ombriennes.*

...«*Mais, s'il y a séparation entre deux appartenances, les deux univers ne se recouvrant plus*», l'unité n'est-elle pas faite par la famille elle-même et par la valeur que prend pour elle le patrimoine ?

Une mutation du même ordre s'observe pour le village, qui tend à perdre sa signification de lieu de rassemblement paysan. Dans les pays en voie de développement, comme au Maghreb, l'essaimage des maisons est le signe le plus évident de la modernisation de la vie rurale. Pour les pays les plus évolués, le progrès social se réalise dans le sens de «l'urbanisation» des genres de vie : équipements domestiques, automobile, culture (télévision ...), mais également équipements publics (voirie, eau, électricité, services sociaux, école, infirmerie ...). Pour lutter contre ces foisonnements anarchiques de la modernité, ont été promulguées des réglementations «d'urbanisme», dont les POS français constituent des exemples très expressifs : l'espace communal reçoit des «**affectations**» spécifiques selon l'estimation que l'on a de ses aptitudes à favoriser les fonctions d'urbanisme, d'artisanat, d'agriculture ou de protection. Le caractère bâtard de ces procédures apparaît pleinement lorsqu'il s'agit de lotissements, unités résidentielles soumises à des prescriptions d'édilité de type citadin. C'est par ces biais que progresse la **rurbanisation**, bien au-delà des auréoles péri-urbaines proprement dites.

Dans ce mouvement de progrès incontestable et généralisé, deux tendances s'affrontent : celle de l'individualisme exacerbé poussant à s'extraire de la communauté et à isoler son bien, celle de la nécessaire cohésion pour réaliser, aux moindres coûts, un lieu de services communs. Lors même que s'effacent les liaisons de parenté et que disparaissent les contraintes de la collectivité d'usage du sol, s'affirme la «**municipalisation**» de certains aspects de la vie socio-économique. La commune moderne, en tant que collectivité territoriale et agrégat de citoyens, prend le relais de l'ancienne communauté. Elle est destinée à gérer l'environnement local, dans lequel l'habitat doit tenir une juste place, compte tenu des matériaux utilisés, de la localisation des constructions....

Pour illustrer l'étroite relation entre dynamique agraire et évolution de l'habitat, nous donnerons ici quelques notations :

Au Maroc, la **noualla**, hutte de roseaux, type d'habitat particulièrement précaire, n'a disparu entre Casablanca et Marrakech que dans la décennie 1970 : elle était liée à l'existence d'une clientèle de journaliers prolétaires gravitant autour des maisons en pierre à cours fermées des notables locaux, et cette catégorie de travailleurs a tendu à disparaître sur place en cherchant de meilleurs salaires en ville.

La relation de l'habitat avec le foncier est attestée en terre collective par l'absence totale de constructions sur les quartiers de culture et par leur concentration dans les douars. Le relâchement des contraintes communautaires se marque par l'apparition d'un habitat plus lâche, avec maisons isolées au milieu de courtils limités par des haies de cactus, le tout donnant l'image d'un simili bocage. Là où le support foncier du village garde son statut collectif, les investissements individuels sont rares, l'habitat reste de qualité médiocre.

La tendance à la dispersion triomphe en certains secteurs d'irrigation.

Dans les zones péri-urbaines, on assiste souvent à une sorte de renversement des valeurs : les petits propriétaires fonciers poussent à la valorisation de leur capital par son incorporation en zone constructible, les nouveaux résidents se soucient de la préservation de la zone NC, élément de la protection écologique de leur environnement.

L'habitat dédoublé

Le dédoublement de l'habitat est l'expression de la complémentarité des terroirs au sein d'une organisation agricole ou agro-pastorale. La «résidence secondaire» peut résulter de l'éloignement d'un terroir de culture annexe par rapport au village : ainsi en était-il des capitelles, habitat fruste de pierre sèche situé en bordure de dolines à *terra rossa* dans la garrigue languedocienne. Ce phénomène a également accompagné les diverses formes de (semi-) nomadisme sur tout le pourtour méditerranéen. Le terme générique d'*azib* désigne, au Maroc, à la fois l'habitat et le territoire propres à ce phénomène. Avec la

sédentarisation des populations, la stabilisation des activités agricoles et la croissance du peuplement, il en est résulté souvent un dédoublement de la communauté humaine elle-même, et une promotion de l'*azib* au rang de résidence principale pour le compte du groupe qui s'y établit, les liens avec la famille mère gardant des formes diverses. La toponymie permet parfois de retrouver les linéaments des liaisons anciennes entre *jbel* et *azarhar* (bas-pays) pour les pays atlasiques, entre *merjas* (marécages) et *rmels* (terres sableuses) dans le Gharb, entre *tirs* (terres argileuses noires des bas-fonds) et *biad* (terres blanches des ondulations dunaires) en Chaouïa.

Le bilan dressé par J. N. Eggeling pour les *yaylas* turques montre l'ampleur et la diversité du phénomène (23). Il y a vingt ans 80% des villages turcs connaissent ce dédoublement de l'habitat sous des formes très variables en ce qui concerne :

- la fonction : à dominante agricole (en sec ou en irrigué) ou pastorale, mais aussi simple résidence secondaire (éventuellement touristique) ;

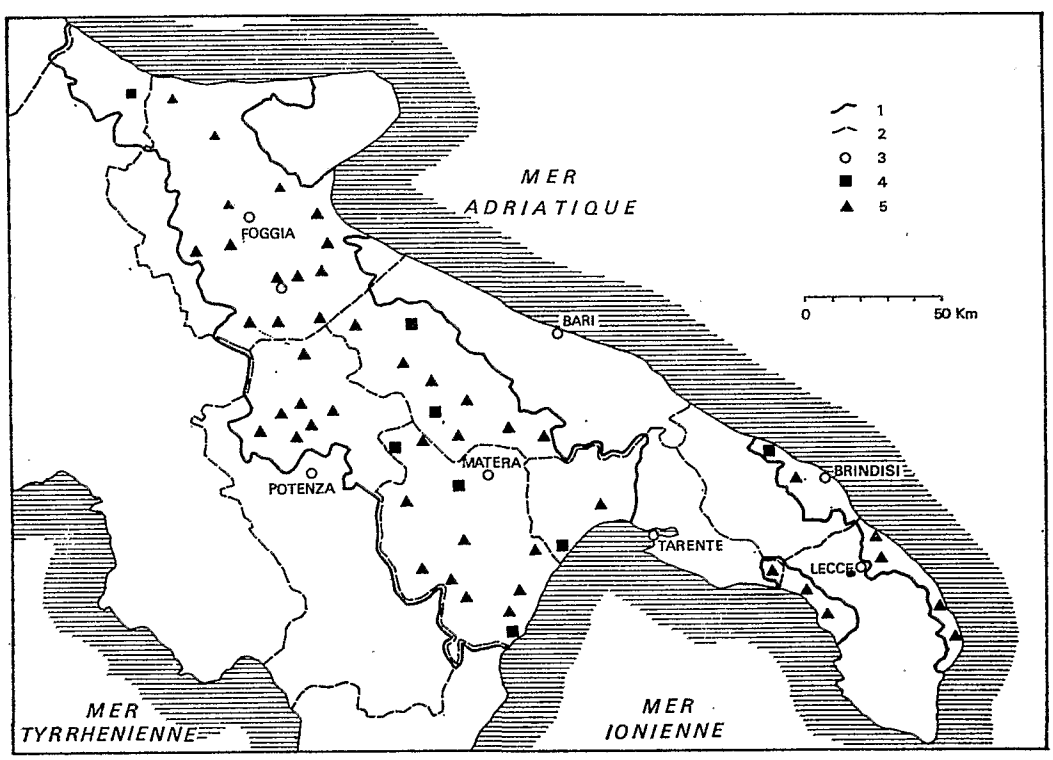
- la nature du groupe interne : famille, village ou tribu (avec parfois recours à des ouvriers ou des bergers salariés ou encore la location à des groupes étrangers ;

- le type d'habitat : tente, hutte, maison élémentaire, maison complexe ;

- la saison d'utilisation : été ou hiver ;

- la dynamique actuelle : maintien du dédoublement, abandon, renforcement de

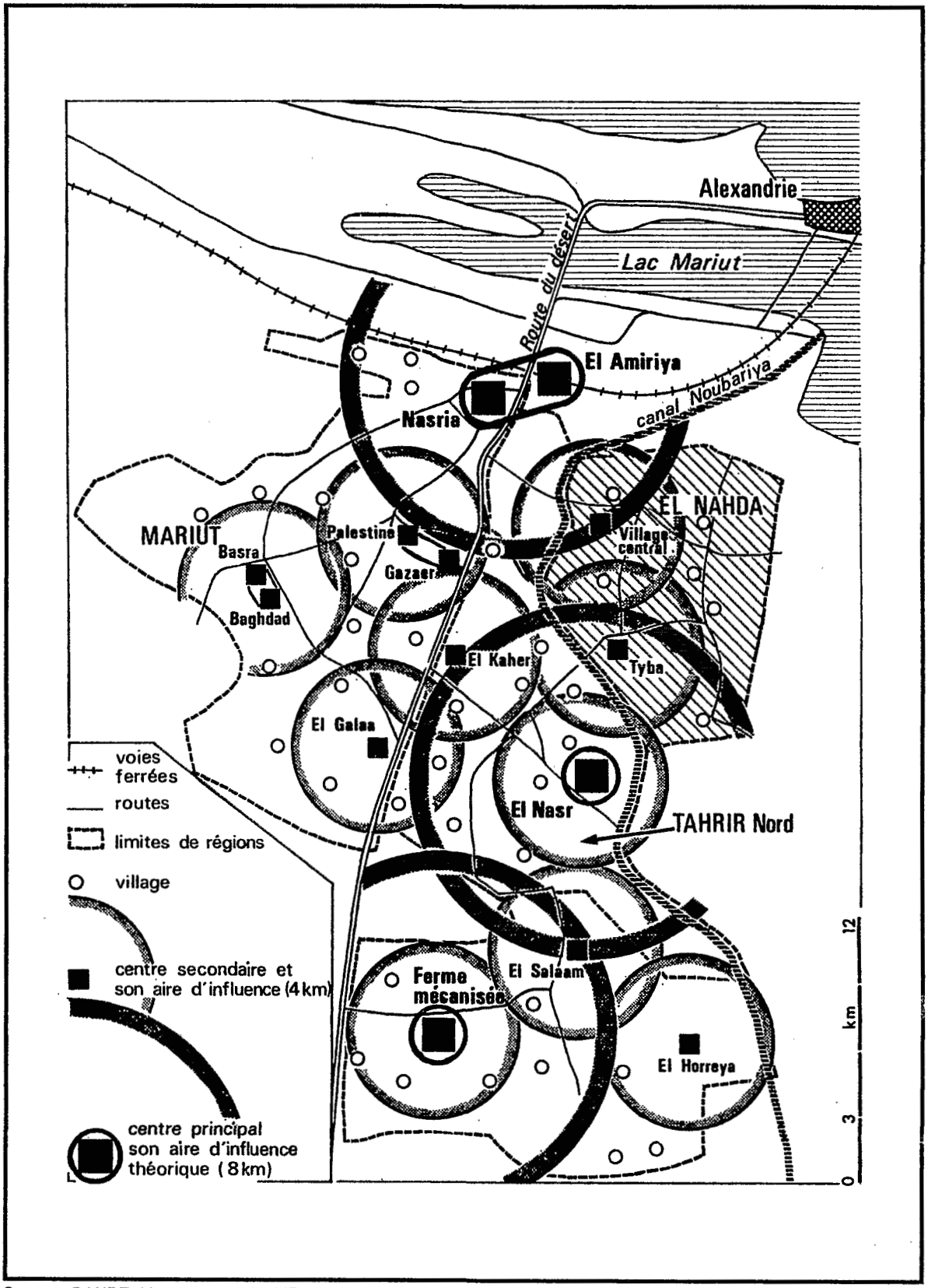
Figure 41 : Réforme agraire et organisation rurale dans le Sud de l'Italie



(1) Limite de la zone de réforme agraire ; (2) Limite de province ; (3) Capitale de province ; (4) et (5) Créations de la réforme.

Source : KING, R., 1969.- *Réforme agraire*.- Rome : FAO, n° 2.

Figure 42 : Habitat et organisation de l'espace dans le secteur de bonification du Nord-Ouest du Delta du Nil



Source : BAKRE, M. *et alii*, 1980.- *L'Egypte et le haut-barrage d'Assouan.*

Nouvelle économie – Nouveaux territoires

La montée du thème du «développement local» depuis la fin des années 70 marque, en un sens, un retour revigorant de l'«acteur» sur la scène des «structures». Personne, dans les villes et les régions, n'attend plus que les grands mécanismes de la géographie économique distinguent son lot de territoire, et lui apportent sa part (en emplois, infrastructures) du surplus général de la croissance. Mais le paradoxe est que chacun sait aussi qu'il n'y a plus de «local». L'interdépendance croît, les réseaux se densifient, il n'y a plus de village. L'initiative locale n'aboutit que si elle sait capter des forces qui la dépassent et souvent de beaucoup.

Si on ne veut pas que le «développement local» soit folklorisé, devienne synonyme de broderies marginales sur les mouvements d'une économie commandée d'ailleurs, il n'est pas inutile de chercher à discerner les logiques et les forces qui réorganisent globalement le rapport des économies et des territoires.

De la fin des années 50 au milieu des années 70, la France a connu la croissance la plus forte et la plus régulière du monde.

L'urbanisation, la progression du salariat, l'industrialisation, la mutation des formes de production et des modes de vie sont les composantes majeures, bien connues, de ce qui apparaît avec le recul comme le passage réussi et spectaculaire d'un pays semi-agraire au capitalisme industriel. Le remodelage territorial a été profond, à la fois conséquence mais aussi composante de la mutation économique. Car la croissance s'est largement appuyée sur les quantités de main-d'oeuvre libérées par l'agriculture, l'artisanat et le développement du travail féminin dans les provinces rurales.

Ainsi se trouve renforcée la dynamique de polarisation tertiaire dans les centres urbains, où se concentrent ces fonctions d'intermédiation. Mais, à y regarder de plus près, on voit que la maîtrise de l'espace compte ici moins que le contrôle du temps. Les coûts de transports, tendanciellement décroissants, sont un enjeu bien moindre que la régularité des délais et la rapidité des réactions.

Au total, se brouille la vieille géographie, qui liait les entreprises aux sites des matières premières ou aux marchés de consommation, au profit d'une géographie plus complexe où des systèmes de production-distribution parfaitement efficaces, fiables et souples, peuvent éclater dans l'espace, en se déployant le long des réseaux d'infrastructures et de communication à échelle nationale, voire planétaire ...

La hiérarchie des zones, issue de la vieille structure agraire, et prolongée dans la phase d'industrialisation par la structuration territoriale en bassins d'emplois, cède progressivement la place à une polarisation en réseau, où les rapports aux zones proches comptent moins que les rapports (inégaux) aux autres noeuds du réseau, national et international ...

Personne n'a plus besoin de mobiliser de vastes bataillons de main-d'oeuvre banale. En revanche, les exigences de main-d'oeuvre se portent de plus en plus sur les noyaux de personnels très qualifiés. D'ores et déjà, le marché du travail des ingénieurs est devenu, dans certaines branches, le facteur de localisation principal (accentué par la pénurie engendrée par un système de formation malthusien).

Ceci donne une forte prime aux villes, et surtout aux villes d'une certaine taille, qui combinent cet avantage, avec celui de permettre un engagement moindre et une flexibilité supérieure (objectif d'adaptabilité rapide).

A l'ancestral territoire des étendues succède un territoire des intensités. De plus – second aspect majeur – ces intensités naissent surtout de l'entrecroisement des réseaux – réseaux matériels et immatériels, permettant la circulation des richesses, des pouvoirs, des savoirs – sur lesquels les villes parviennent, ou ne parviennent pas, à se «brancher».

Il n'est pas neuf, bien sûr, que les villes fonctionnent en réseau. Mais les réseaux hiérarchiques urbains d'échanges et d'influence décrits par nos grands historiens et géographes avaient en commun de couronner et de prolonger des hiérarchies territoriales. Les réseaux nouveaux sont plus fluides, ils n'ont que faire des «arrière-pays» ou des zonages traditionnels. Et ils n'engagent souvent que des fractions urbaines sociales ou économiques marginales, bien que très dynamiques. On le voit clairement avec les technopoles, spontanées ou volontaires, si fort à la mode aujourd'hui.

Aux macro-inégalités entre grands blocs socio-géographiques en voie d'extinction pourrait ainsi succéder une multiplication de micro-inégalités, à des échelles éventuellement très petites, mais avec des intensités très fortes. Le phénomène bien connu dans les grandes villes d'Outre-Atlantique des transitions brutales entre zones ultra-riches et «branchées» et zones délaissées, «débranchées», risque ainsi de s'étendre et de devenir le symbole d'un territoire en miettes.

Des villes entières, ou des zones entières, peuvent ainsi être prises dans de tels mouvements de marginalisation.

La régionalisation, réalité politique et culturelle forte, se met en place au moment ou se dissolvent les «régions», comme blocs de cohérence sociale, géographique et économique. Les grandes villes seront sans doute des pivots du territoire à venir, plus encore que par le passé.

Enfin, villes et régions se trouvent de plus en plus, devant des choix délicats : gérer l'existant ou privilégier le futur ? Créer des conditions attractives pour l'emploi peu qualifié (objectif social) ou au contraire jouer l'emploi qualifié, mais rare (objectif économique) ? favoriser la compétitivité internationale (rôle du centre parisien, notamment) ou poursuivre le rééquilibrage d'un territoire, où les inégalités interrégionales s'effacent de plus en plus au profit de distorsions à échelles multiples, intenses et turbulentes ?

Source : BECKOUCHE, P.; SAVY, M. et VELTZ, P.- *La Lettre de la DATAR*, janvier 1988.- 4 p.

La relance du développement local en France

(Extrait de la Lettre de la DATAR, mars 1989)

Groupe Interministériel sur le Développement Economique Local : 20 propositions

Créé le 31 août 1988 par le Premier Ministre pour relancer la réflexion sur le développement local, le GIDEL, rassemble vingt départements ministériels.
Les premiers résultats des travaux entrepris ont été présentés, sous la forme de 20 propositions pour améliorer le développement économique local.

Quatre idées forces s'en dégagent :

– Renforcer l'appui aux petites entreprises ;

– Favoriser l'insertion par le développement économique;

– Créer un dynamisme local autour d'un projet ;

– Mettre l'Etat-partenaire au service du développement local.

Contrats de plan Etat-Région

Cette nouvelle génération des contrats de plan marque un effort accru par rapport aux précédents contrats.
52,11 milliards de francs au total sur 5 ans seront consacrés à la modernisation du territoire, ce qui correspond à une augmentation de 25% par rapport au IXème plan.

Les priorités retenues sont les suivantes :

• **Conforter l'emploi**
7,95 milliards seront consacrés à la modernisation du secteur économique, à la valorisation des activités régionales et au développement local par un soutien accru aux investissements immatériels.

• **Soutenir les zones fragiles**
11,87 milliards seront consacrés aux parties du territoire (PACT). Ces programmes concernent les zones rurales, les zones de conversion industrielle, les zones urbaines les plus fragiles.

• aider la formation à la recherche, 8,75 milliards ;

• moderniser les infrastructures de communication, 13,52 milliards.

Dictionnaire

FRILE (Fonds régionalité de soutien aux initiatives locales pour l'emploi)

Le FRILE a été créé dans le cadre des contrats de plan afin de soutenir les actions régionales ayant une incidence directe sur l'emploi. Ce fonds doté de 250 millions de francs par an, est déconcentré auprès des Préfets de Régions.

PACT (Programme d'aménagement concernté du territoire)

Nouvelle procédure utilisée dans les contrats de plan, les PACT ont pour objectif d'aider les zones qui, à différents titres (conversion industrielle, zone rurale fragile, montagne, arrière-pays ...) appellent une politique spécifique de correction de handicaps ou d'aide à la mise en valeur des potentiels locaux.

l'installation, mutation de fonction : de l'usage pastoral à la culture, de la culture au tourisme avec location aux gens de la ville ...

c) Le cas des «villages socialistes» algériens

L'exemple algérien permet de saisir toute l'importance du thème de l'habitat dans la mise en place d'un programme de développement agraire (24).

Lancée en juillet 1972, l'opération des «mille villages de la Révolution Agraire» est considérée comme l'un des tests les plus probants de la transformation de la société, et chaque inauguration d'une nouvelle agglomération était l'occasion, pour les représentants du pouvoir, relayés par la gamme des *mass media*, de porter un jugement de légitimation du régime en place. Car ces villages n'étaient pas considérés simplement comme des outils en rapport avec les unités d'exploitation mises en place et composantes de la transformation agraire du paysage, ou des amalgames de logements modernisés, instruments et reflets de l'élévation du niveau de vie, ils étaient encore présentés comme pièces maîtresses de la politique d'aménagement du territoire et, au-delà, comme les médiateurs et les signes de l'instauration de rapports sociaux en rupture avec l'état ancien, comme les creusets de la réalisation de la société socialiste. L'objectif déclaré était que la communauté villageoise assurât la gestion de l'habitat et fût maîtresse des décisions relatives à son fonctionnement et à son avenir.

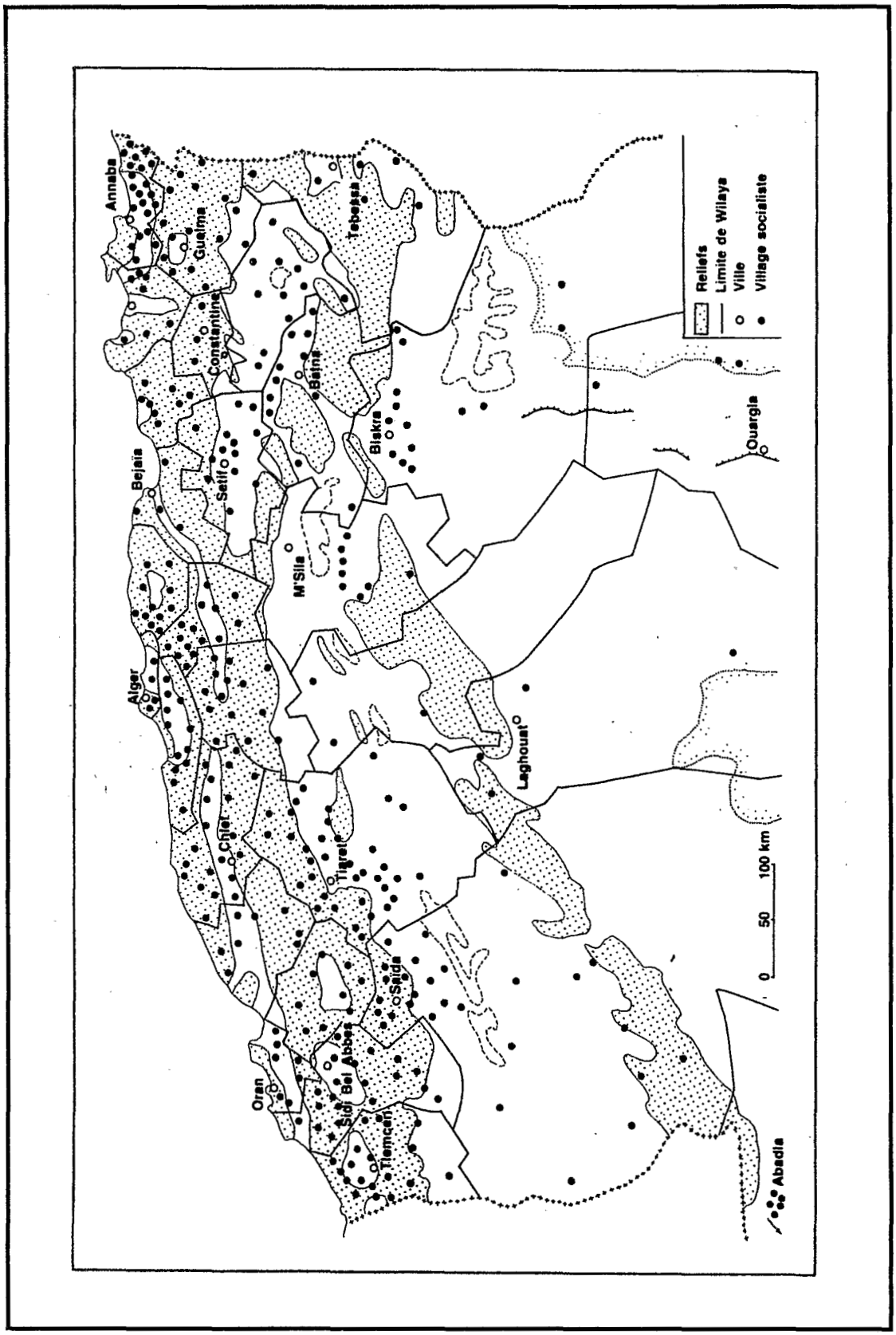
Dans les faits, la rupture avec les structures et groupes de parenté, considérée comme condition de passage à l'esprit de groupe, a été beaucoup moins brutale que prévu. L'attributaire d'un lot garde des liaisons avec la famille : une partie, les ascendants en général, reste sur le lopin familial et réside dans le gourbi attenant, tandis que le ménage du fils qui est parti dans la coopérative accueille et loge les «surpeuplés» et les «inutiles» : les frères, les vieillards, les cousins mal logés. La vie de la famille oscille entre ces deux pôles d'habitat.

«La distanciation spatiale est corrigée par la continuité sociale» (M. Safar-Zitoun)

L'opération des mille villages s'est essoufflée avant d'être parvenue à son terme (quelque 400 villages ont été créés) et là où elle s'est implantée, la nouvelle cellule sociale n'a que rarement tenu le rôle révolutionnaire auquel on la destinait. Les raisons de ce demi-échec sont multiples : rupture trop brutale avec les habitudes de la *mechta* traditionnelle par la séparation du logement et de l'exploitation, morphologie des quartiers n'isolant pas suffisamment le refuge familial ... Mais on doit également relever que l'emplacement du nouveau village n'a pas souvent tenu compte de l'ensemble de l'organisation agro-territoriale locale. Dans le système algérien, la commune a la taille d'un canton français et son chef-lieu ne peut tenir ce rôle de «centre de service duquotidien» que joue la commune française. Il y avait donc place pour l'implantation de centres secondaires dans les secteurs les plus mal équipés ; dans certains cas, ce choix fut fait de façon rationnelle et les villages purent ainsi tenir une place de centre d'activités de niveau 3 par rapport au chef-lieu de la commune une («petite région») niveau 4 ; dans d'autres, la nouvelle localité, mal implantée, mal équipée et mal desservie, périclita ; parfois encore «l'opération village» fut simplement l'occasion pour les autorités locales de résoudre un problème aigu de logement dans une petite ville et de créer un lotissement en secteur suburbain.

★
★ ★

Figure 43 : Les villages socialistes en Algérie



Source : COTE, M., 1988.- *L'Algérie ou l'espace retourné*.

Notes bibliographiques

(1) Pour ce thème de l'Etat territorial, trois synthèses particulièrement utiles :

– BATAILLON, C. (sous la direction de), 1977.- *Etat, pouvoir et espace dans le Tiers Monde*.- Paris : IEDES.- 288 p.

– BADUEL, R., 1988.- Le front de l'Etat. Eléments pour une approche comparée autour de la Méditerranée.- In : *Le Monde musulman à l'épreuve de la frontière*.- Aix-en-Provence : Edisud, pp. 129-164.

– (Collectif), 1986.- L'Etat en perspective.- *Etudes rurales*, n° 101-102.- 349 p. (numéro spécial).

(2) CAMPAGNE, P., 1982.- Etat et paysans. La contradiction entre deux systèmes de reproduction.- In : *Economie Rurale*, n° 147-148, pp. 37-44.

(3) LEFEVRE, H., 1970.- *Du rural à l'urbain*, Paris : Anthropos.

(4) PLANHOL, H. de, 1968.- *Les fondements géographiques de l'histoire de l'Islam*.- Paris .- 442 p.

(5) Nous avons eu l'occasion de présenter des formes de cette dynamique tribale dans diverses publications consacrées au Maroc, dont :

– *Le Rharb, fellahs et colons. Etude de géographie régionale*.- Rabat, 1964.- 1008 p., 2 T..

– Les tribus guichs au Maroc. Essai de géographie agraire.- In : *Rev. Géogr. Maroc*, n° 7, 1965.- 57 p.

– Le 3ème âge agraire du Maroc.- In : *Annales Géogr.*, n° 422, 1968, pp. 385-413.

Egalement :

– BOCCO, R., 1989.- Espaces étatiques et espaces tribaux dans le Sud jordanien.- *Maghreb-Machreck*, n° 123, pp. 144-162.

– HART, D.M..- Conflicting models of Berber tribal structures in the Morocco Rif : the segmentary and alliance system of the Aïtch Waryaghan, *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, 7, pp. 93-99.

– KARSENTY, A., 1987.- *L'évolution des terres collectives dans la plaine du Gharb (Maroc)*.- Paris : IEDES.- 450 p., 2 T. (thèse de doctorat).

– NACIRI, M., 1980.- *Pouvoir de commandement, espace rural et modernisation au Maroc*.- 18 p.

– SALAHDINE, M., 1986.- *Maroc, tribus, makhgen et colons. Essais d'histoire économique et sociale*.- Paris : L'Harmattan.- 337 p.

(6) WEULERSSE, J., 1946.- *Paysans de Syrie et du Proche-Orient*.- Paris : Gallimard.- 327 p.

(7) CREPEAU, C., 1985.- *Communautés villageoises et espace montagnard au Maghreb : le bassin de l'Ounein (Haut-Atlas)*.- Université de Montpellier III.- 426 p. (thèse de 3ème cycle).

(8) BOULISFANE, M., 1979.- *L'agro-industrie dans le Nord-Ouest marocain. La région du Gharb-Loukos*.- Université Montpellier III.- 213 p. (thèse de 3ème cycle).

– Id., 1989.- *Système agro-alimentaire et politique de développement au Maroc*.- Université de Montpellier III.- 1029 p. (thèse d'Etat).

(9) LAMARY, M., 1987.- *Crise du pastoralisme et projets de développement de l'élevage en milieu steppique dans le Sud tunisien*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 228 p. (thèse *Master of Science*).

– OMRANI, S., 1984.- *Le territoire des Beni Zid (Sud tunisien). Mode de production et organisation de l'espace en zone aride*.- Université de Montpellier III.- 235 p. (thèse).

(10) CHAULET, C., 1987.- *La terre, les frères et l'argent*.- Alger : OPU.- 1196 p.

(11) KHELLIL, M., 1984.- *La Kabylie ou l'ancêtre sacrifié*.- Paris : L'Harmattan.- 182 p.

(12) DUFUMIER, M., 1984.- *Les politiques agraires*.- Paris : PUF.- 124 p.

– GADILLE, R., 1972.- *Les politiques agraires*.- Paris : PUF, 126 p.

– KLATZMANN, J., 1972.- *Les politiques agricoles*.- Paris : PUF.- 224 p.

– LE COZ, J., 1974.- *Les réformes agraires. De Zapata à Mao Tsé-Toung et la FAO*..- Paris : PUF.- 308 p.

– (Collectif), 1963.- *Réforme agraire au Maroc*.- Paris : Maspéro.- 146 p.

– (Collectif), 1972.- *Les sociétés rurales méditerranéennes*.- 219 p. (Actes du Colloque de Géographie Agraire (Madrid).

Nous ne reprenons pas ici le détail de la genèse de ces réformes agraires, que nous avons relaté il y a quinze ans.

(13) Pour les aspects fondamentaux du problème, l'ouvrage de :

– KLATZMANN, J., 1970.- *Israël*.- Paris : PUF.- 164 p.

(14) C'est le titre d'un article de MALINIAK, T., *Le Monde*, 11 février 1986.

(15) DRAIN, M., 1977.- *Les campagnes de la province de Séville*.- Paris : Ed. Champion.- 748 p., 2 T. (thèse d'Etat).

(16) Idem. Egalement :

– BOSQUE MAUREL, J., 1979.- Structure et conjoncture dans l'agriculture andalouse.- In : *Méditerranée*, n° 4, pp. 4-10.

(17) MALINIAK, T., *op. cit.*, note (14).

(18) Cité par T. MALINIAK.

(19) DESPLANQUES, H., 1967.- *Les campagnes ombriennes*.- Université Paris-Sorbonne, (cf. *infra* le chapitre V.1.1.) (thèse).

(20) LAZAREV, G., 1966.- Structures agraires et grandes propriétés au pays Hayaïna (Prérif).- In : *Rev. Géogr. Maroc*, pp. 23-58.

– Id., 1975.- Aspects du capitalisme agraire au Maroc avant le Protectorat.- In : *Annuaire de l'Afrique du Nord*, pp. 57-90.

(21) Le thème de l'habitat est intégré à de nombreuses études citées par ailleurs. En tant que sujet spécifique :

– FLATRES, P. et PLANHOL, X. de (études réunies par les soins de), 1983.- *Etudes sur l'habitat perché*.- Paris.- 193 p.

(22) UER Histoire, 1977.- *Campagnes méditerranéennes : permanences et mutations*.- Aix-Marseille : Université de Provence.- 315 p.

(23) EGGELING, J.W., 1981.- *Nomades et sédentaires en Anatolie occidentale*.- In : *Méditerranée*, pp. 35-38.

(24) Le problème de l'habitat est au coeur de la thématique développée par M. COTE dans son ouvrage *«L'Algérie ou l'espace retrouvé»*.- Paris : Flammarion.- 362 p.

Voir également :

– LESBET, D., 1983.- *Les 1000 villages socialistes en Algérie*.- Paris, Alger : OPU.- 335 p.

– BOUMAZA, N., 1976.- Politique de l'habitat rural et aménagement du territoire en Algérie.- In : *Bull. Soc. Languedocienne Géogr.*, pp. 33-52.

– SAFAR-ZITOUN, M., 1976.- *Les villages socialistes de la révolution agraire en Algérie : l'adaptation sociale à un cadre sociologique nouveau*.- Université Montpellier III.- 383 p. (thèse de 3ème cycle).

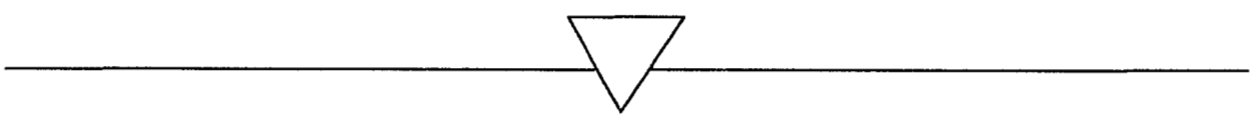
Nous avons évité ici toute controverse au sujet des fondements ethniques de l'ordre tribal. Depuis que J. Berque a répondu, en 1953, à l'interrogation *«Qu'est-ce qu'une tribu maghrébine ?»* par la formule lapidaire : *«C'est un pur jeu onomastique»*, il est admis par tous que la référence à une parentèle commune n'a, très généralement, que valeur symbolique. De même, exalter la signification du principe de l'Etat-Nation à travers l'histoire jusqu'à nier le rôle de l'organisation tribale dans la structuration du territoire paraît, pour le moins, excessif.

Quatrième partie

Crises et régulations

Introduction à la Partie IV

La tendance à la bipolarisation au sein du système de production agricole entraîne toute une série de dysfonctionnements à l'occasion desquels se trouve posé le problèmes de l'usage rationnel de l'ensemble de l'espace. C'est donc à la fois au sein du sous-système conduisant à une agriculture duale et, d'une façon plus large par rapport au développement local, que doivent être recherchées les solutions aux dérèglements corrélatifs des structures économiques et territoriales.



IV – 1

Vers une agriculture duale ? Crise agricole et redéploiement spatial (★)

Le «progrès» de la société moderne a pour fondement un immense transfert de la campagne à la ville, de population (exode rural), de produits (base de l'alimentation), de capitaux (épargne rurale), avec, en effet retour, un transfert inverse et à valeur moindre de personnes (techniciens, retraités, touristes), de machines et de procédés divers, d'investissements (redistribution étatique).

La mutation d'un élément du système suffisant à perturber l'ensemble, l'action cumulative des facteurs de changement a entraîné une crise grave qui a affecté avec une force particulière le coeur de l'édifice : le sous-système agricole. Sous la pression des événements celui-ci a dû s'adapter, connaissant également des effets de croissance, fondés sur des gains de productivité, une certaine revalorisation de la rente foncière, des mutations structurelles d'intensités variables.

Une illustration particulièrement significative de l'ampleur qu'a pu prendre le phénomène peut être trouvée dans le cas de l'Andalousie méditerranéenne, décrit avec un grand bonheur d'expression par C. Mignon (1).

Le dispositif géographique binaire de cette région lui a fait enregistrer avec netteté le jeu des forces contraires que la crise a engendré :

«*L'Andalousie méditerranéenne, à la fois pays de pauvreté et de rivages ensoleillés, était particulièrement sensible à l'attraction des villes industrielles du Nord espagnol ou de l'Europe, comme elle était propice, sur place, au succès du grand tourisme. Aussi le tournant des années 1956-1960 a-t-il eu ici un retentissement formidable*».

Dans la zone interne, apparaît «*en toile de fond, l'effondrement des campagnes traditionnelles*», conséquence d'une «*émigration vidange*» : si «*l'émigration temporaire brève, sans récidive*» a des effets au total profitables à la région, «*l'émigration-système, véritable genre de vie d'errance, de semi-nomadisme*», désorganise l'économie locale, raréfie la main-d'oeuvre, accroît l'abandon : l'émigration définitive, fondamentalement familiale, conduit à un exode massif.

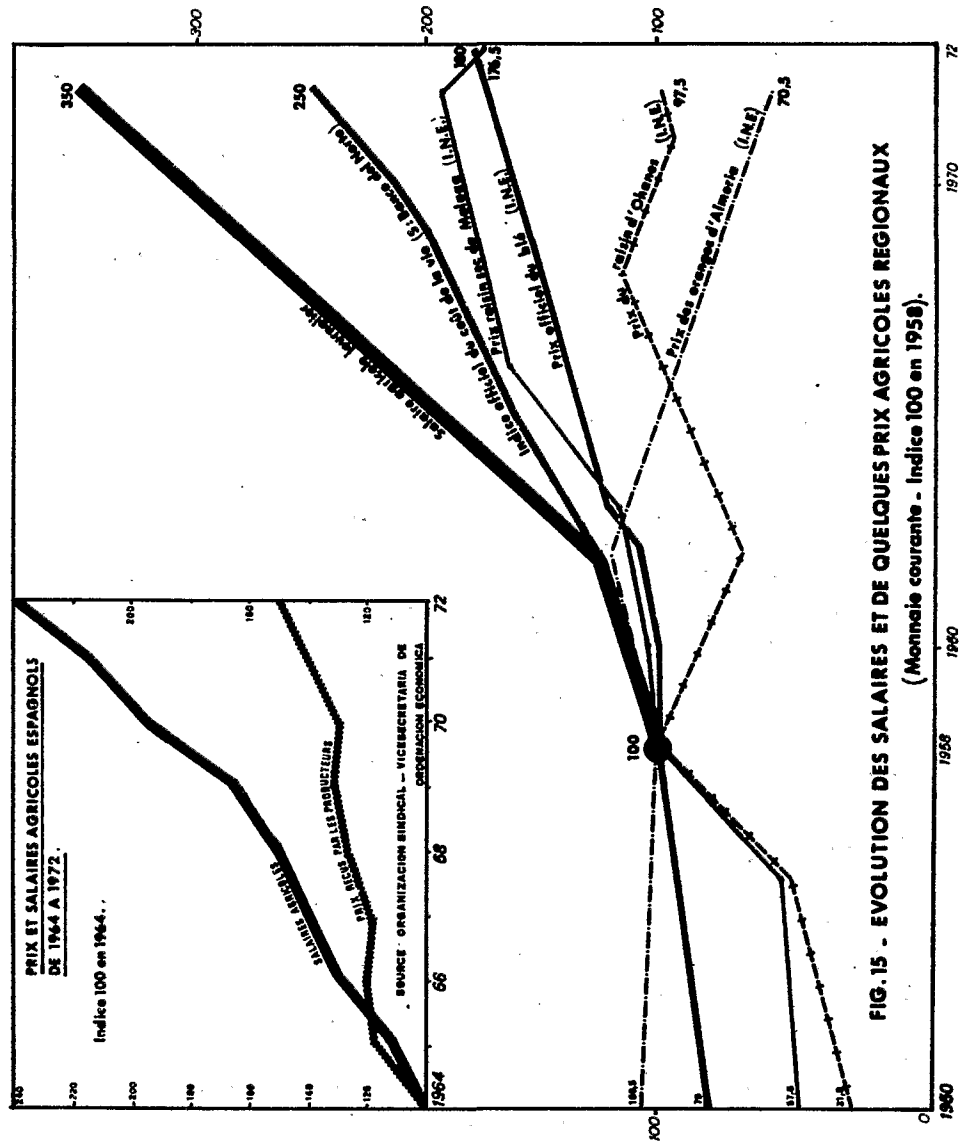
«*Aux origines de la crise : l'impuissance de l'agriculture traditionnelle..., dévoreuse de travail. Ses besoins sont ceux d'une agriculture à la bêche... L'exiguïté des exploitations apparaît aussi bien comme le résultat des nécessités fonctionnelles que comme une conséquence de la montée démographique*».

A la médiocrité des rendements (moins de 10 quintaux/ha pour le blé) s'ajoutent les déficiences de la commercialisation, ce qui débouche sur «*le cercle vicieux de la pauvreté*» et à la généralisation de l'agriculture «marginalisée».

Par contraste, sur le littoral, les avantages thermiques d'un climat d'abri et un meilleur usage de l'eau et du soleil, combinés avec

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

Figure 44 : La Crise agricole et ses conséquences
Exemple de l'Andalousie méditerranéenne



(Ces deux schémas complètent et éclairent ceux de la Figure 2 (chapitre I.1.A).

Les ouvertures des «ciseaux» du schéma du haut mettent en valeur l'ampleur des disparités créées par l'évolution inégale des salaires ouvriers et des prix des produits agricoles. Cette situation explique l'importance des réajustements qui en ont découlé, tels que : l'intensité des mouvements migratoires exprimés par le schéma du bas, le haut degré d'intensification de certaines pratiques culturales comme le maraîchage sur *enarenado* (chapitre III.2.B), le passage du système latifundiaire traditionnel à la grande entreprise moderne (chapitre III.4.A.).

Source : MIGNON, C., 1981.- *Campagnes et paysans dans l'Andalousie méditerranéenne.*

certains avantages positifs du tourisme, ont conduit, par le biais de la sur-intensification, à des formes d'agriculture intensive dont «l'*enarenado*» est la plus significative (cf. *supra*).

En développant notre comparaison entre les deux rives de la Méditerranée nous ne pouvons échapper à une vision «européo-centrée» des problèmes. Et avant d'ouvrir sur les chapitres qui souvent traitent des mécanismes de cette évolution agraire et mettent en valeur le poids des facteurs relatifs au marché et au capital, il paraît nécessaire d'apporter un correctif à cette perspective, en soulignant que l'évaluation de ces facteurs ne peut se faire à la même aune. S'ils sont de plus en plus emportés dans le même vaste courant d'échanges, pays développés et pays en voie de développement se distinguent encore, et parfois fortement, par l'appréciation de la valeur du travail humain en cause.

On se doit donc de distinguer deux situations : celle où la main-d'oeuvre est devenue rare et chère et celle où elle est restée abondante et bon marché. Dans ce deuxième cas se maintiennent des formes d'exploitations par «accumulation de travail humain», qui sont susceptibles de dégager des surplus, et de se reproduire et même de participer à un véritable développement régional.

A – Les deux pôles : néo-artisanat familial et agriculture d'entreprise (2)

La ligne d'évolution la plus marquante est celle qui conduit vers une technicité toujours plus grande, le développement des consommations intermédiaires, le renforcement des liaisons «verticales» au sein d'une même filière de production. A côté se maintient une structure familiale moins évolutive, adoptant plus lentement et partiellement les éléments de la novation, trouvant dans la pluriactivité de ses membres des facteurs de consolidation du groupe.

Les deux logiques

On voit donc s'affronter deux logiques agricoles :

– une logique plus économiste, plus productiviste, plus «professionnalisée», plus mercantile, en relation avec un espace (supra-) national abstrait ;

– une logique plus sociale, plus localisée, plus aménagiste.

La première tendance conduit à privilégier l'exploitation de grande dimension, caractérisée par «*une aptitude à la mise en oeuvre du progrès technique, la livraison sur le marché d'une quantité importante de produit de qualité régulière, le plein emploi d'une main-d'oeuvre qualifiée suffisamment abondante pour permettre une spécialisation des loisirs et une bonne organisation des travaux*» (Ph. Lacombe et R. Lifran). Cette doctrine productiviste conduisit ainsi à prôner la création d'exploitations-usines ayant pour objectif premier l'élévation du revenu national et permettant le dégagement nécessaire des facteurs de production jugés excédentaires : la terre et le travail.

Face à cette situation conduisant à une organisation de type industriel, l'autre tendance insiste sur la spécificité de l'agriculture, sur l'importance du savoir-faire paysan pour réguler les facteurs biologiques aléatoires, et aussi sur le poids des mentalités («*le vigneron ne fait pas un calcul logique d'entrepreneur industriel*», J. Milhau et R. Montagne). Ainsi en vient-on à défendre la conception d'un néo-artisanat familial (L. Malassis).

Sur le plan de l'espace, se juxtaposent de la sorte deux tendances, celle qui, donnant la primauté à la rationalité économique réglée par la loi du marché, se fait de plus en plus a-spatiale, en arrive à une sorte «d'abstraction du territoire agricole» (3) ; celle qui se préoccupe avant tout de la reproduction sociale de l'exploitation et de son insertion dans son environnement immédiat.

Cependant cette dualité n'est pas spécifique de l'économie libérale de type français, elle se retrouve, sous des formes adaptées à chaque cas, dans l'ensemble des nations, quel que soit le mode de production dominant. N'est-ce pas d'ailleurs une constante de l'évolution agraire (on a souvent relevé la coexistence entre lati- et minifundium) ? En pays socialiste, cette opposition a pris souvent la forme d'une

Exploitations familiales et groupes domestiques : Le cas du secteur maraîcher et fruitier en Andalousie

... Bien que s'agissant d'une agriculture très intensive et produisant pour le marché européen et national, on défend l'hypothèse que de nombreuses exploitations recourent à des logiques de production domestiques et paysannes. On serait donc en présence d'un type d'exploitation combinant des éléments organisationnels domestiques et «entrepreneuriaux».

C'est dans le Campo de Dalias (Province d'Almeria) que l'on retrouve la plus grande concentration de serres d'Europe. Cette région, semi-désertique jusqu'au début des années 50, produit actuellement sur plus de 16 000 hectares une gamme de plus en plus variée de fruits et légumes. Venus des montagnes voisines, les agriculteurs ont su s'adapter aux impératifs d'une technologie moderne et coûteuse en vue de produire pour un marché très exigeant.

Acculés dans une situation extrêmement difficile par la crise des productions traditionnelles sèches, les agriculteurs de la zone de Huelva se sont lancés massivement, dès la fin des années 70 dans la monoculture de la fraise en suivant les normes culturales mises au point dans une grande propriété voisine. Près de 4000 hectares sont déjà en production et la progression de cette culture se poursuit.

Sur la côte de Cadix, l'expansion de l'horticulture puis de la floriculture s'est produite sur la base de l'arrachage de la vigne. Ce sont, généralement, les agriculteurs les plus petits qui ont cherché une solution dans l'intensification des exploitations, bien que l'on retrouve également quelques grandes unités de production liées à des intérêts étrangers à la zone.

I – Des logiques de production paysannes

En ce qui concerne les exploitations les plus petites, on observe dans la zone d'Almeria une relation entre la dimension ou le degré d'intensification de celles-ci et la force de travail familiale disponible. Ainsi, au fur et à mesure que s'agrandit la famille, la taille de la propriété s'accroît. Par ailleurs, les petites exploitations se spécialisent sur les cultures réclamant le plus de travail (haricots, tomates, aubergines) alors que celles qui doivent prendre en compte les coûts d'une main-d'oeuvre salariée s'orientant vers les productions nécessitant peu de travail. En outre, si les petites exploitations familiales s'efforcent de produire la plus grande partie de l'année, même lors des périodes les moins propices, les moyennes et grandes exploitations ne donnent souvent qu'une récolte par campagne mais dans les conditions de marché les plus avantageuses.

Au-delà de ces faits, on a pu vérifier que ces petits producteurs évaluent la taille optimum de leur exploitation en fonction de la force de travail familiale disponible et ce principalement dans la zone d'Almeria où l'organisation de la production se prête le plus facilement à une logique de type domestique. Interrogés sur les principaux avantages de leur travail, les petits agriculteurs des trois régions déclarent que c'est bien la possibilité de donner un travail à leurs enfants.

Devant assurer la subsistance de leurs enfants, tout en leur procurant un travail, ces agriculteurs doivent pour cela agrandir leur exploitation. Et lorsque le fils, ou un fils, se marie, ils peuvent ainsi lui donner une parcelle qu'il travaillera pour son compte, rétablissant ainsi l'équilibre entre la dimension de la propriété et la force de travail familiale disponible. Bien sûr cette stratégie n'est pas toujours réalisable faute de ressources économiques ou de terres disponibles.

Loin de rechercher une productivité optimum par unité de travail ou de capital employée, ces petits agriculteurs, majoritaires dans les trois zones, visent principalement une augmentation de la production par unité de superficie. En effet, à prendre comme critère le nombre de personnes qui peuvent travailler et «manger» sur leur parcelle, c'est bien l'accroissement de la productivité de celle-ci qu'ils visent.

(suite)

II – Les stratégies familiales : un choix libre ou force ?

Si d'un côté ces agriculteurs doivent procurer un revenu à leurs enfants, moyennant leur intégration dans l'exploitation familiale, de l'autre, les contraintes du marché les forcent bel et bien à utiliser cette main-d'oeuvre particulièrement flexible et bon marché. Outre les fils et filles ayant terminé, parfois prématurément, leurs études, leur épouse et leurs enfants plus jeunes, dès les cours terminés, sont mobilisés. Un agriculteur de la côte de Cadix ne nous disait-il pas que, malheureusement, il était obligé d'avoir recours à cette force de travail familiale.

Différents facteurs rendent compte de cette situation. En premier lieu, l'absence de perspectives professionnelles pour les jeunes, y compris pour ceux qui disposent d'une formation solide ou, plus généralement, le faible intérêt tout comme les difficultés pour étudier concourent à situer leur intégration dans l'exploitation paternelle comme la seule alternative possible.

Par ailleurs, le coût de la main-d'oeuvre salariée et les difficultés résultant de son utilisation incitent les agriculteurs à mobiliser leur famille, et parfois, à pratiquer certaines formes d'entraide, principalement dans les zones d'Almeria et de Cadix où les caractéristiques du cycle productif autorisent plus ces stratégies que dans la région de Huelva. Du reste, l'augmentation générale des coûts de production conduit les petits agriculteurs à mettre en valeur leur «avantage comparatif» : des travailleurs flexibles et peu onéreux. Devant faire face à la concurrence des moyennes et grandes exploitations dont les avantages sont évidents (meilleure organisation, meilleur encadrement technique, meilleure rentabilité de l'investissement, etc.), ils n'ont d'autres alternatives que la mobilisation, voire l'exploitation, des membres de leur famille.

Ainsi, ces petites exploitations, pour intégrées qu'elles soient dans le marché international et bien que grandes consommatrices d'intrant, doivent recourir à des logiques domestiques et paysannes pour se reproduire comme telles.

Source : REYNIER, Cl. .- Colloque ARF *Campagnes de l'Europe*, Lyon, septembre 1988.

distinction juridique entre secteur étatique (ou para-étatique) et secteur privé.

Des analyses précises montrent d'ailleurs que divers types de relations existent entre ces deux systèmes paysan et agro-industriel : sous forme de contrats d'association ou d'alliances politiques. Parmi d'autres cas, celui du vignoble languedocien et son «unanimisme professionnel» d'une part (**chap. V.1.***b*), et celui des complémentarités se créant dans le modèle yougoslave, de l'autre (**chap. VI.2.***c*) illustrent cette politique d'accord.

Ainsi s'articule un clivage entre :

– l'agriculture d'entreprise, la plus technique, donc en principe la plus performante, bénéficiant de l'avantage de l'économie d'échelle, ouverte sur la novation et sur le marché ;

– et l'atelier familial, à base foncière insuffisante, à disponibilités financières limitées, fermé sur lui-même, et condamné à dépérir, sauf à pratiquer l'accumulation du travail domestique (Cf. **encart**).

Cette vision simplificatrice est en partie corroborée par les faits comme, pour l'Europe, la disparition d'un nombre élevé de petites exploitations et l'ampleur de l'exode agricole par élimination des petits producteurs.

B – La régulation socio-économique

Une tendance moyenne, naturelle ou provoquée (ou assistée) par l'Etat, semble aller dans le sens de la réduction des deux extrêmes, micro- et lati-fundium, et du renforcement des exploitations moyennes en faire-valoir direct. Mais cette orientation générale laisse place à des nuances, voire à des exceptions. La sixième partie de cette étude en donnera des détails par pays, nous nous bornerons donc à relever ici les traits les plus marquants.

a) Le remodelage par la taille de l'exploitation

Les pays ayant mis en place une réforme agraire généralisée : Yougoslavie, Albanie, Algérie, ont connu une éradication de la grande propriété individuelle au profit de macro-entreprises copératives ou d'Etat ; l'Algérie vient de supprimer cette catégorie de grands domaines socialistes.

A l'autre versant du développement, dans les pays d'économie libérale, par des cheminements divers, en Espagne, en France et en Italie, on assiste à une nette réduction de la part de la très petite au profit de l'exploitation familiale à 2 UTA, mais corollairement au renforcement de la grande entreprise fortement mécanisée.

Cette coexistence de la petite exploitation familiale et du grand domaine capitaliste se retrouve également au Maroc, avec d'un côté la «politique des lotissements», de l'autre la liberté laissée à la concentration des terres au profit des notables ruraux ou urbains, en Tunisie où l'Etat favorise, avec le concours du capitalisme bancaire international, la création de «sociétés de mise en valeur et de développement agricole», en Egypte où, à côté de l'encadrement par les coopératives des exploitations paysannes nées des réformes agraires, se créent des «fermes d'Etat» spécialement en vue de la mise en valeur des «nouvelles terres».

En Europe le problème de la taille des exploitations s'est posé avec une particulière acuité dans la décennie 1960, devenant l'élément clé de la **politique des structures**. L'objectif était de diminuer le nombre des agriculteurs pour augmenter la productivité moyenne de chacun, transférer une part de la capacité de travail du secteur primaire vers les activités secondaires et tertiaires et créer des unités de production suffisamment étendues pour permettre des bilans d'exploitation équilibrés.

En France les lois Pisani de 1960-1962 engagèrent l'application de ces principes de façon pondérée en mettant l'accent sur les aspects sociaux d'une pseudo-réforme agraire. Au niveau européen le plan Mansholt ouvrit des perspectives de restructuration foncière avec des formulations qui choquèrent.

Dans la décennie 1970, la réflexion s'ouvrit à un programme élargi, prenant en compte l'intégration de l'unité de production dans l'économie globale par appel au capital extérieur (nouvelles formes juridiques d'accession à la propriété, par exemple par le biais des groupements fonciers agricoles-GFA). La préoccupation de sélectionner les exploitations viables conduisit à soumettre l'octroi de crédit à la définition d'un plan de développement propre à chaque unité.

Mais la crise économique généralisée amorcée en 1973 amena à reconsidérer l'ensemble du problème : l'extension du chômage dans les secteurs secondaire et tertiaire revalorisait par contre-coup l'emploi agricole et faisait de l'installation des jeunes agriculteurs l'élément dynamique de la nouvelle politique des structures. Celle-ci dépassant l'argument proprement foncier envisage l'exploitation comme une cellule personnalisée définie par l'adéquation entre la taille de l'entreprise, son équipement technique, le comportement du responsable et son programme de développement.

Effet de taille et novation : le cas de l'arboriculture languedocienne

Analysant le cas de la zone d'arboriculture récente et moderne dans la plaine languedocienne, à l'Est de Montpellier, P. Lacombe et R. Lifran (4) constatent, en 1975, que :

«*La superficie moyenne des exploitations ayant créé un verger est de 20 hectares, tandis qu'elle est de 4 hectares pour l'ensemble des exploitations de cette zone ... ; 10% des exploitations de 50 hectares de SAU ont contribué à l'expansion du verger, tandis que c'est le cas de 1% des exploitations de moins de 5 ha. La participation à l'expansion du verger est d'autant plus forte que la taille est élevée*».

Et ils en tirent les conclusions suivantes :

«*La pénétration d'une rénovation ne se réalise pas de façon homogène dans le tissu social, mais elle dépend des types de structures agraires : il y a des voies privilégiées de diffusion ... ; 20% de la superficie de ces exploitations sont gérés sous forme sociétaire,*

ce qui dénote de la part des exploitants une connaissance fine des problèmes juridiques et fiscaux, les rapprochant des entrepreneurs des autres secteurs. Le volume de travail engagé est d'ailleurs essentiellement constitué par la main-d'oeuvre salariée».

Cette dualité récente prolonge et renforce l'opposition ancienne existant entre «gens des mas» et «gens des villages». Ces agents de la promotion agricole se caractérisent par «*un niveau culturel élevé et par une mobilité notoire et par des comportements et des styles de vie voisins de ceux de la population urbaine*». Parmi ces pionniers une place particulière a été prise par les rapatriés d'Afrique du Nord, qui, aux caractères ci-dessus relevés, ajoutaient leur capacité de prendre en considération la notion de risque.

La novation suit donc généralement le cursus suivant :

① initiative par des entrepreneurs plus ou moins extérieurs à la zone ;

② relais par la moyenne et grande exploitation locale ;

③ diffusion sélective auprès des autres exploitants.

b) Le réajustement par le mode de faire-valoir

La révolution agricole transforme le paysan en un producteur à double fonction de technicien et de gestionnaire et, compte tenu de l'évolution parallèle de la société globale, modifie considérablement les relations de la population rurale à la terre dans son rôle à la fois de support de l'unité de travail et de capital foncier.

Le droit à la terre : des remises en cause

Cette mutation peut être traduite par deux formules : «la terre à qui la travaille», «la terre à qui a la capacité de la faire fructifier». Le premier slogan, à valeur sociale et politique, affirme le refus de considérer la possession foncière comme source de prestige et d'excès de pouvoir, le second, à valeur économique, rappelle que l'exploitation agricole doit être gérée comme une entreprise banale. Dans la pratique ces deux formules n'aboutissent pas aux mêmes conclusions structurelles : la première met l'accent sur la primauté de la personne et donc d'un système démocratique de pouvoir, la seconde apporte un correctif à ce principe en tenant compte de la capacité de mise en valeur qui repose non seulement sur la qualité de l'individu en tant qu'opérateur mais, implicitement, sur son aptitude à créer et gérer une exploitation viable, rentable. Or, en matière de gestion, le capital compte autant que l'habileté technique.

Ces considérations ont conduit, dans le système socialiste, à privilégier le grand domaine pour lequel l'action de l'Etat intervient non seulement dans l'apport du foncier mais encore dans le concours de techniciens fonctionnaires.

Dans le système capitaliste ces mêmes principes se marquent par l'évolution du mode de faire-valoir. Compte tenu des variantes nombreuses, voire des situations contradictoires, on voit se dégager une tendance dominante : celle d'«*une lente homogénéisation territoriale des systèmes fonciers*» (5), allant dans le sens de la croissance du faire-valoir direct.

Cette tendance générale résulte en premier lieu de la régression des formes de faire-valoir qui exagéraient la dépendance du preneur par rapport au bailleur, en particulier les contrats de métayage, cependant que les conditions de fermage étaient généralement modifiées à l'avantage du locataire. Dès l'après-guerre les «lois sur le fermage» introduisirent en France et en Italie une réglementation nouvelle qui non seulement améliorait la condition du fermier mais encore lui offrait des conditions favorables pour la reprise des terres du «maître». En pays musulman le *khamessat*, aux conditions si dures pour le preneur, disparaissait peu à peu, soit par élévation de la part abandonnée par le bailleur : contrat de *rbaa* (au quart) ou de *toulout* (au tiers), soit par passage à des formes de location.

La dynamique du statut foncier dépend d'un nombre si élevé de paramètres qu'il est difficile d'en dresser une véritable typologie. On peut cependant décrire quelques principes généraux de cette évolution :

1° – les formes les plus archaïques, celles où l'amodiation s'effectue par des contrats à faible

Répartition des exploitations par classe de taille

	Taille des exploitations	⟨ Ha	5-10	10-20	20-50	50-100	100-200	⟩ 200	Ensemble
FRANCE	Nombre d'exploit. %	31,0	15,8	22,4	23,3	5,8	1,4	0,3	1 588 000 100
	SAU %	3,3	6,2	17,3	36,7	20,9	9,9	4,7	29 905 000 100
ITALIE	Nombre d'exploit. %	75,8	13,0	6,7	3,1	0,8	0,6		3 591 000 100
	SAU %	21,5	15,2	15,1	14,8	8,9	24,5		17 492 000 100
TURQUIE	Nombre d'exploit. %	66,9	21,0	9,0	⟩ 20,0 3,1				3 081 000 100
	SAU %	31,3	42,7	5,0	⟩ 20,0 21,0				Indéterminé 100
YOUG	Nombre d'exploit. %	74,6	19,7	4,7	1,0				2 601 000 100
	SAU %	33,7	29,6	13,3	6,4	17,0			1 037 000 100
GRECE	Nombre d'exploit. %	79,1	15,8	4,1	0,9	⟩ 100 0,1			1 037 000 100
	SAU %	44,8	30,5	15,4	6,8	⟩ 100 2,5			3 586 000 100

Source : ALBANESE, S., LAMARY, M., TREMOUILLES, N., 1986.- *Quelques remarques sur les structures agraires dans les pays méditerranéens*, Montpellier : CIHEAM/IAM.- 25 p.

monétarisation ou par des modes d'association, se trouvent dans les régions marginalisées, spécialement dans les Suds extrêmes : celui de la rive afro-asiatique par rapport à l'Europe, celui des Suds des péninsules européennes par rapport au Nord ;

2° – le progrès du fermage est lié d'abord à «l'influence dominante d'un environnement économique non agricole» (V. Rey) ; ce principe valable pour l'ensemble français où la primauté du fermage dans la moitié Nord est bien connue, se vérifie également en Italie et ailleurs ;

3° – dans les secteurs géographiques où domine l'activité agricole, on assiste au renforcement du faire-valoir direct ; c'est qu'il s'agit de «bons pays» où le profit justifie l'accumulation aussi bien du travail personnel (et/ou familial) que de l'investissement ; ainsi en est-il tout spécialement dans les secteurs irrigués ;

4° – ces schémas peuvent être perturbés (sans être fondamentalement remis en cause) par l'influence des pôles urbains ; on distingue bien autour des villes des dispositifs en auréoles du type de ceux décrits par von Thünen, mais fondés moins sur la différenciation des cultures en fonction de la distance au marché urbain que sur le degré de rapprochement de la résidence citadine à la propriété campagnarde. Les travaux de R. Dugrand ont rendu classique le cas languedocien. Le voisinage de la ville joue d'ailleurs maintenant sur un autre registre : celui du débordement de l'agglomération bâtie sur la «banlieue» ; le jeu de ces facteurs crée des **lignes isoprix** dont le dessin concentrique mesure l'intensité du phénomène urbain ; la valeur du foncier poussant jusqu'à un certain point à l'intensification de l'agriculture (maraîchage), au-delà conduisant à l'abandon cultural ; diverses circonstances peuvent modifier ce schéma : dans les pays riches, le souci de protection écologique et la délimitation de «zones vertes» contribuent au maintien d'aires agricoles : ailleurs le régime juridique du sol joue dans le même sens : ainsi au Maroc, l'existence de terres guichs (réservées autrefois aux tribus sur lesquelles le Makhzen effectuait ses levées de troupes) à statut collectif, donc inaliénables, a empêché que ces secteurs profitent de la rente de situation liée à leur emplacement en banlieue urbaine ou dans des lieux de passage stratégiques.

Le salariat : Des conditions mal vécues

L'évolution diversifiée du régime foncier a ses prolongements en matière de salariat, pour lequel se décèlent deux tendances inverses : d'une part en pays en voie de développement, une progression par substitution des formes de monétarisation à des modes de relation plus personnalisées et à partage de fruit, d'autre part en pays développés, une régression en liaison sans doute avec la diminution de la main-d'oeuvre agricole disponible, mais aussi à cause de l'alourdissement des charges sociales afférentes et par substitution du capital au travail.

Cette transformation dans la rémunération de la force de travail revêt une signification particulière dans un pays comme le Maroc, où le salariat est en nette croissance :

«*Avec l'extension des rapports salariés et du paiement en espèces, c'est tout un univers économique nouveau qui s'immisce dans le système traditionnel. Aux anciens rapports fondés sur l'inter-connaissance, le paternalisme et l'esprit de corps immanents aux systèmes d'exploitation traditionnels se substituent des relations plus formelles et plus occasionnelles, khammès et rebaas devenus désormais salariés agricoles libres sont dès lors précipités dans un champ social nouveau, des conditions de travail et des hiérarchies inédites*» (6).

Développé d'abord dans les secteurs de colonisation : dans le Rharb un chef de foyer sur cinq, dans la région de Meknès un sur quatre étaient salariés permanents ou occasionnels dans les fermes (G. Lazarev), le salariat s'étend à mesure que progresse la modernisation des méthodes de culture et que les bouleversements sociaux parallèles conduisent à une prolétarisation croissante de la petite paysannerie : de 1960 à 1971 le nombre des chefs d'exploitation a diminué de 13,5%, passant de 1 369 000 à 1 185 000, alors que celui des salariés connaissait une croissance continue : 366 000 en 1960, 419 000 en 1971, 504 000 en 1982 (soit une augmentation de 38% en 22 ans).

La masse des salariés est loin de constituer une catégorie homogène, tant sont nombreux les types d'accords passés entre travailleurs et patrons, entraînant des différences sensibles dans le statut juridique de l'emploi, le niveau et

les modalités de la rémunération en argent et en nature).

Les clivages les plus sensibles sont ceux qui distinguent :

– **ouvriers temporaires ou saisonniers**, tâcherons occasionnels employés pour effectuer un travail déterminé, ou travailleurs en groupe auxquels on fait appel dans les grandes périodes d'activité (moisson, vendange, cueillette des olives, des agrumes ...) et constituant de véritables chantiers de travail ...., ou encore journaliers employés une bonne partie de l'année, mais dont la condition reste précaire ;

– **ouvriers permanents** qui, dans le secteur privé, soulignent le véritable passage à l'économie capitaliste, et, dans le secteur socialiste, introduisent à une sécurité de l'emploi assortie de divers avantages sociaux ;

– **techniciens et gestionnaires**, constituant un groupe privilégié, chefs d'équipe, comptables, gérants, directeurs ..., qui peuvent accéder à la mensualisation.

L'insertion de ces diverses catégories dans la société locale entraîne des situations très variables allant de conflits marqués prenant l'allure de luttes de classes (avec grèves) à des ententes au sein de groupes familiaux ou à des formes de clientélisme.

L'état de salarié agricole en pays développé est souvent mal vécu par les populations concernées, non seulement à cause de sa pénibilité et de sa rémunération insuffisante, mais encore du fait du type de relation sociale qu'il implique, en rupture avec les solidarités traditionnelles :

«*Le salaire, en s'érigeant comme modalité régissant les rapports entre vendeurs et acheteurs de la force de travail, les premiers le négociant, les seconds tentant de le fixer au niveau le plus bas, modifie les rapports personnels et introduit entre ces protagonistes, aux intérêts contradictoires, des relations potentiellement conflictuelles*» (F. Zaim et A. Zakkar).

Et cette difficulté d'assimilation au système salarial on la retrouve même lorsque l'employeur est l'Etat. Ainsi en Algérie, derrière la fiction de «l'autogestion» les salariés des «domaines socialistes», mal intégrés au «collectif des travailleurs», cherchaient-ils à reconstituer d'autres formes de solidarité de type classique, à l'intérieur ou/et à l'extérieur de l'unité d'exploitation. Et ils se sentaient si peu concernés par le sort de leur entreprise qu'ils en arrivaient à prendre vis-à-vis de celle-ci des attitudes malthusiennes. Ainsi, dans la plaine de Maghnia, vers 1980, lorsque l'équipement hydraulique fut mis en place, certains collectifs de domaines autogérés refusèrent le passage à l'irrigation, laquelle se serait réalisée par un réseau d'aspersion mobile requérant le travail de nuit, avec diverses servitudes que l'on récusait. Pour rentabiliser l'eau, les autorités locales furent amenées à la proposer aux petits agriculteurs du secteur privé, lesquels sautèrent sur l'occasion d'améliorer la rentabilité de leur exploitation (O. Bouchenaki, communication orale).

Ces aspects négatifs du passage au salariat ne sauraient cependant faire oublier qu'il représente souvent par ailleurs une certaine amélioration de la condition des personnes, tant par l'élévation de la rémunération du travail que par la libération des employés par rapport au maître.

On ne saurait négliger non plus l'effet géographique du phénomène. En poussant à la distension des liens entre les personnes et entre celles-ci et leur environnement immédiat, le passage au salariat contribue à la mobilité des travailleurs. Il est facteur du transfert des populations à partir des zones les plus pauvres et les plus archaïques vers les zones les plus riches et les plus neuves. Le Gharb, grande plaine à cultures intensives recrute sa main-d'oeuvre dans l'ensemble du Maroc et le cas de l'Andalousie montre à quel point cette mobilité des travailleurs agricoles intervient dans la redistribution des forces vives de la région.

Au coeur du débat : la propriété support de la rente foncière et/ou patrimoine familial (7)

Nous avons déjà souligné la spécificité de l'activité agricole grande consommatrice d'espace, et d'un espace qui, par cette activité même, devient un territoire enrichi de valeurs sociales diverses.

L'unité agraire de base remplit ainsi une quadruple fonction, bien économique, atelier de travail, lieu de résidence, patrimoine familial.

C'est principalement par rapport au premier point, la signification économique de la possession foncière, que le débat a revêtu sa plus grande âpreté. Car la conception que l'on a de la nature de la possession de ce bien commande ses modes d'usage. Pour les tenants de la pensée libérale, la terre est un bien économique comme les autres, obéissant à la loi de l'offre et de la demande qui en fixe le prix et dégageant une rente dont il est normal que le propriétaire bénéficie. Pour les marxistes, la terre est un moyen de production dont l'Etat doit être le détenteur, quitte à en laisser la jouissance à un collectif de travailleurs, cette conception induisant la socialisation des sols.

Le débat théorique sur la nature de la possession foncière, relevant du droit imprescriptible des individus à la propriété, ou simple droit de jouissance d'un bien socialisé, a connu des prolongements pratiques très divers sur le pourtour de la Méditerranée. Après des épisodes contradictoires, et sauf le cas particulier de l'Albanie, prévaut la conception libérale du droit foncier, mais enrichie de connotations nouvelles qui en assouplissent l'application. On s'efforce en effet de tenir compte de deux réalités du monde contemporain :

1° – le désir de possession du sol relève autant que d'un raisonnement économique (la volonté de détenir un bien négociable) d'une attitude psycholoique : l'aspiration des individus à se pérenniser dans leur descendance et dans la propriété familiale qui en est le cadre de vie ;

2° – la lourdeur sans cesse aggravée de l'investissement qu'entraîne l'acquisition d'une propriété agricole, avec ses deux charges que représentent d'une part le capital foncier, d'autre part le capital d'exploitation.

On en vient donc à proposer des formes plus souples d'expression du droit de propriété :

– soit en imaginant un système dans lequel la pérennisation serait assurée par des concessions à long terme ne pouvant donner lieu à spéculation, la valeur d'échange de la terre étant ainsi ajustée sur sa valeur d'usage ;

– soit en préconisant une dissociation du capital foncier et du capital d'exploitation.

Ces perspectives prennent une valeur particulière dans les pays méditerranéens où la notion de continuité familiale garde toute sa valeur et où, également, la place donnée aux cultures pérennes, vignes et arbres fruitiers, contribue à alourdir le capital d'exploitation.

c) L'incitation par la politique des prix : la grande inégalité des situations

La fixation des prix agricoles résulte, on le sait, de la combinaison de facteurs locaux, nationaux, mondiaux. L'action régulatrice des Etats essaie d'allier les soucis contradictoires de rémunérer au mieux le producteur et de maintenir les cours au plus bas pour aider les consommateurs les plus déshérités, pour baisser les salaires et diminuer les coûts de production des industries. La taxation autoritaire et l'appel aux importations, quand les cours mondiaux sont favorables, sont les deux procédures utilisées le plus couramment par les gouvernements et spécialement pour les denrées de base ou de valeur stratégique : céréales sans doute, mais aussi éventuellement vin de consommation courante en Europe, coton en Egypte ... Ainsi voit-on s'établir une hiérarchie entre les productions selon les règles d'un jeu subtil dans lequel interviennent, en fonction des circonstances, l'inconvénient ou l'intérêt d'un prix-plancher, ou d'un prix-plafond, le saisonnement du marché, la capacité de stockage, les effets de la concurrence ...

En l'affaire la coupure entre Nord et Sud méditerranéens apparaît plus nette que jamais. D'un côté une «politique agricole commune», progressivement élargie à 12 pays, faisant figure, à des degrés divers, de «nations riches», et ayant pour objet de donner aux Etats et aux agriculteurs toute une série de garanties de bon fonctionnement, de l'autre 9 Etats portant les marques plus ou moins accentuées du sous-développement et préoccupés avant tout d'assurer le minimum vital à leurs populations. A travers deux exemples, celui de la Tunisie d'une part, celui du Marché Commun de l'autre, on peut saisir la gravité de cette dichotomie.

Les prix instruments de l'asservissement paysan ? Le cas tunisien (8)

En Tunisie, à partir de 1970, l'agriculture a pris place dans le cadre d'une ouverture générale

La compétition pour la terre
La terre ne paie plus

Des prix plus bas que terre... La formule convient bien au marché foncier français à l'aube des traditionnels bilans de fin d'année en matière de placements. Déjà, en 1987, pour la neuvième année consécutive (depuis 1978), le terrain avait vu sa valeur globale diminuer et sa performance réelle (1) chuter à -4% sur la période 1984-1987, selon une enquête du Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts (CERC). D'ores et déjà, 1988 promet d'être la dixième année noire.

En ces temps d'excédents agricoles, la terre produit trop. Mais elle ne paie plus ! En un peu plus d'une vingtaine d'années, elle a perdu la moitié de sa valeur en francs constants, pour retrouver son niveau de 1961. Au vu de cet effrondrement des cours, l'investisseur peut, de nouveau, se sentir attiré par le foncier. «En 1987, il fallait moins de six ans de revenu net pour acheter un hectare. En 1978, il en fallait plus de neuf. Au regard de ces évolutions, l'investissement foncier devient attractif», estime la Fédération nationale des SAFER (2), qui voit peut-être dans cette baisse historique les conditions d'un retournement.

Les Français qui souffraient, dans les années 70, de la maladie de la pierre et rêvaient d'une «terre au soleil» ont, ces dernières années, cédé à l'appât d'un gain boursier jugé facile... jusqu'au krach de 1987. «Les propriétés se vendaient à tour de bras» témoigne Etienne Lapèze, président de cette fédération. Les chiffres contredisent cependant les apparences.

Si certains ont lâché la propriété héritée de leur grand-père pour célébrer le culte de l'argent au palais Brongniart, c'est en 1983, année du décollage boursier, que le marché foncier a regagné du terrain. L'an passé, les transactions ont porté sur plus de 520 000 hectares (soit une progression de 11% sur 1986) pour un montant de 23 milliards de francs.

«En quatre ans, précise la fédération, la surface du marché d'origine agricole a augmenté de 28% et les flux financiers en jeu ont progressé de 20 % en francs constants». Selon les professionnels, ce nouvel attrait pour le foncier traduit «surtout une véritable explosion du bâti» qui tient en particulier aux achats des non-agriculteurs. A côté des fermiers qui accèdent à la propriété dans le nord-est de la France et en Auvergne, on assiste à un certain «retour à la terre» de citadins en mal d'espace, de terrains de chasse ou de loisirs, de bois ou de sous-bois à champignons.

Trop peu de bras pour trop peu de terres

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les non-agriculteurs pèsent sur le marché à des fins touristiques, «mais aussi par des tentatives d'achat de domaines viticoles de première qualité», notait la revue des SAFER dans son numéro de l'été 1988. Aux investisseurs de la première vague, qui tenaient la terre pour un patrimoine sûr et sans surprise («la terre ne meurt pas»), succèdent peu à peu les hédonistes de l'espace, qui achètent (ou croient acheter) une part de rêve ou de liberté attachée à quelques arpents. Hormis les terres de grande culture dont les prix restent stables, ou les terres à vigne d'appellation contrôlée (un hectare peut dépasser en moyenne les 175 000 francs), la conception capitaliste de la terre s'efface derrière une vision plus qualitative. A quelques exceptions près, posséder le sol revient aujourd'hui à perdre de l'argent ou à en gagner moins que sur tout autre placement.

Cette ruine à petit feu est d'abord celle de l'agriculture française. Ruine démographique d'abord. Un chef d'exploitation sur deux a plus de cinquante-cinq ans, et la moitié de ces quinquagénaires n'ont pas de successeur. Ruine économique surtout. Les quotas laitiers instaurés en 1984 par la Communauté Européenne ont mis «l'herbe au chômage» et précipité hommes et femmes vers la sortie. Restent des milliers d'hectares en quête de statut auxquels s'ajouteront bientôt autant de terrains mis en jachère avec la bénédiction de Bruxelles.

De départ en départ, de gel en quota, l'agriculture a trop peu de bras pour trop peu de terres. Une sélection s'opère. Les sols à fort potentiel agricole trouvent un acheteur à bon prix. «Les terres mal situées, à faible valeur agronomique ou peu convertibles, ne trouvent que très difficilement preneur, estime la SAFER, même à des prix très bas». Phénomène impensable au début des années 60, lorsque l'agriculture en plein essor manifestait une faim de terre rarement assouvie : la France est devenue aux yeux des étrangers le pays de la terre bon marché.

(suite)

«En Europe, précise la revue, l'éventail des prix est très ouvert. L'échelle passe de 1 en France (17 000 francs l'hectare en moyenne en 1986) à 2 en Angleterre, 3 en Belgique, 5 en Italie et aux Pays-Bas». L'avancée urbaine et l'emprise croissante des usages concurrents de l'agriculture (autoroutes, grands travaux) exercent une pression plus forte sur les terres du Nord de l'Europe. Aussi voit-on çà et là des exploitants néerlandais, allemands, britanniques ou suisses convoiter des exploitations françaises restées «sans maître».

«En vendant dix hectares chez lui, un Néerlandais peut en acheter soixante chez nous», remarque un responsable agricole. Le phénomène reste toutefois limité. En 1987, trois cent soixante-neuf propriétaires étrangers seulement ont investi dans le foncier hexagonal. Ils ont acquis 4 544 hectares, soit 0,9% des 520 000 hectares qui ont changé de mains.

A qui la terre dans la France de 1988 ? «Les bonnes terres trouvent toujours un acquéreur» observe un professionnel. Mais qu'est-ce qu'une bonne terre aujourd'hui ? Sans quota laitier attitré ni garantie de prix pour ses produits, le sol perd l'essentiel de son attrait. L'effondrement du foncier depuis dix ans, reflet des mutations rapides du monde agricole et des politiques restrictives de la Communauté, prépare une nouvelle coupure de la France. Au Nord, les terres de bien, productives à souhait, qui passent déjà pour la plupart au travers de la crise. Au Sud, les terres de rien, vignobles exceptés, que l'homme quitte sans retour. Ces terres sont déjà bon marché, ignorées des investissements, avec un stock de 94 000 hectares à pourvoir, les SAFER gèrent l'essentiel de ce rebut.

---

(1) La performance réelle globale d'un placement prend en compte le taux de rendement courant, ainsi que la plus ou moins value éventuelle, correction faite de la hausse des prix.
(2) SAFER (Société d'Aménagement Foncier Economique et Rural).

Source : FOTTORINO, E., 1988.- La compétition de la terre.- Paris : *Le Monde Diplomatique*, 3 décembre.

de l'économie sur le marché, visant, dans une conception globale de la division internationale du travail, à favoriser l'industrialisation du pays, avec pour objectif non seulement de couvrir les besoins nationaux, mais encore de développer les exportations de produits fabriqués. On verra ainsi l'Etat mettre au point simultanément des pratiques de ponction sur le revenu de l'agriculture et d'aide à ses entreprises de production.

Pour M. Ben Romdhane, «*la politique de l'Etat vis-à-vis de l'agriculture de façon générale, se concrêtise, depuis les années soixante, dans le prélèvement systématique d'un surplus de valeur de plus en plus lourd. A l'égard des 305 000 exploitations agricoles que compte le secteur non irrigué en Tunisie (sur un total de 355 000), la politique de l'Etat a consisté à déprécier continuellement les prix de leurs produits*». Les outils institutionnels de cette politique furent des Offices (céréales, huiles), des Sociétés Nationales spécialisées (lait, viande) bénéficiant du monopole de commercialisation et d'importation de produits agricoles. Ces organismes furent chargés de fixer, avant chaque campagne, les prix à la production, lesquels connurent jusqu'en 1979 une diminution relative continue. Ainsi, a prix constant de 1961 à 1979, le prix d'un quintal passa, pour le blé dur de 4,2 dinars à 2,8, pour le blé tendre de 3,4 à 2,6 dinars, pour l'orge de 2,5 à 2 dinars, soit avec des baisses respectives de 47, 31, 22%. Dans le même temps le lait connaissait une dépréciation de l'ordre de 50%. Pour la viande bovine et ovine on enregistre une certaine augmentation des prix, mais celle-ci reste plus faible que l'augmentation des coûts de production.

M. Ben Romdhane estime que, sur ces bases, «*dépouillé de la rente et même de la rémunération de ses investissements, le paysan est réduit à un rôle de sous-salarié à domicile. Et le volume global de prélèvement qu'opère sur lui le capital urbain atteint des proportions simplement gigantesques*».

Donnant une idée de l'ampleur du phénomène, il estime que ce prélèvement aurait atteint, en 1975, une somme dépassant les 54 millions de dinars, soit l'équivalent de 16% de la

production agricole totale et 28% de la valeur de la production des céréales, de l'élevage et des olives, ou encore 83% de l'investissement net agricole.

La lourdeur de ces chiffres, qui concernent essentiellement l'agriculture en sec, fait ressortir d'autant plus la situation favorisée des 50 000 exploitants du secteur irrigué, dont les productions majeures, les fruits et légumes, connurent une évolution des prix positive, et l'on arriva même à la liberté de ces prix. Parallèlement les investissements de l'Etat en matière hydraulique, estimés à 24 000 dinars par hectare, faisaient bénéficier quelque 20 000 unités de production d'une plus-value immobilière parfois considérable.

Parce que denrées périssables à risques d'avarie élevés, produites en Tunisie à des prix inférieurs à ceux de l'étranger, les fruits et légumes ne peuvent que difficilement être concurrencés par des produits importés, ce qui prive l'Etat de sa principale marge de manoeuvre sur les prix. Mais si la catégorie des agriculteurs irriguants constitue, par rapport à l'ensemble des producteurs agricoles, un groupe de privilégiés (de «*koulaks*» diraient certains) il s'agit là d'une minorité, dont l'existence ne relève que très partiellement la condition médiocre de la paysannerie, laquelle ne participe que marginalement à l'essor de l'économie globale.

Du jeu de ces mécanismes qui ne permettent qu'une faible rémunération des investissements, il résulte que la fonction agricole est rarement attractive pour le capital et que celui-ci se dirige de façon préférentielle vers les secteurs amont et aval du système agraire. C'est seulement dans cette décennie 1980 que, sous la pression du gouvernement, banques étatiques ou privées se sont orientées vers le secteur foncier, en créant de très grandes exploitations sous l'égide de sociétés de mise en valeur et de développement agricole (cf. *infra* **chap. VI.2.B**).

Dans le pays voisin, en Algérie, un autre type de concurrence intervient dans la distribution des diverses composantes de l'activité paysanne, celle existant entre prix des céréales et prix de la viande. Dans la décennie 1970 la tendance a été d'abaisser les premiers et d'élever les seconds, jusqu'à rendre ceux-ci libres. La primauté donnée aux produits animaux se traduisit par divers phénomènes introduisant des déséquilibres dans les relations culture-élevage.

Ainsi, l'avantage de la rémunération de la viande conduisit à maintenir, voire à développer, la jachère pâturée, et donc à sacrifier la sole de printemps et à négliger les travaux de la jachère travaillée propre au *dry farming*. La marge bénéficiaire de la vente de la viande fut telle qu'il devint profitable de faire des céréales le complément banal de la nourriture du bétail. Le jeu différentiel des prix contribue à rendre sans effets les tentatives de réduction de la culture extensive à jachère biennale. Inversement, l'élévation notable des prix des céréales au cours de ces dernières années risque de remettre en cause l'essor de l'élevage constaté dans la steppe.

Le Marché Commun et la politique de garantie sélective (9)

En Europe des orientations générales définies dès 1958 visent non seulement à assurer la normalisation des marchés, mais encore à favoriser l'amélioration des revenus des agriculteurs par la modernisation de leurs exploitations, et même à maintenir un certain équilibre entre les régions en évitant la désertification des plus défavorisées.

Ces orientations amènent à définir quatre principes :

- la libre-circulation des produits agricoles au sein de la Communauté, réalisée en 1968 par effacement progressif des droits de douane ;
- l'unicité des marchés, laquelle ne sera effective qu'au 1er janvier 1993, dans la période intermédiaire la mise en place de montants compensatoires monétaires jouant, difficilement, le rôle de palliatif ;
- la préférence communautaire, reportant la perception de droits de douane aux frontières de la Communauté ;
- la solidarité financière, symbolisée par une unité de compte, l'ECU, et dont le FEOGA (Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole), est la caisse gestionnaire.

Dans la pratique cette réglementation aboutit à instituer une politique de garantie, qui, par le biais de mécanismes complexes, tend à donner

au producteur l'assurance d'un prix minimum. Mais il s'agit d'une garantie sélective, favorisant les produits du groupe I (céréales, produits laitiers, sucre, huile d'olive, graines de tournesol et de colza) dont les prix communautaires sont nettement supérieurs à ceux du marché mondial, par rapport au groupe II (viande bovine, ovine, porcine, fruits et légumes, vins) dont les excédents peuvent être achetés par le FEOGA en vue de destruction (fruits et légumes) ou de transformation (distillation du vin) à des prix inférieurs aux cours normaux, cependant que le groupe III ne bénéficie que d'une garantie réduite et les autres produits restant en marché libre.

Cette politique de garantie sélective défavorise les producteurs méditeranéens, affirme-t-on souvent. Ce jugement doit cependant être nuancé. Si on rapporte les dépenses du FEOGA en matière de garantie à la valeur de chaque production, il apparaît qu'il existe un certain équilibre entre les «produits agricoles tempérés» et les «produits agricoles méditerranéens» ; on peut même noter un avantage relatif en faveur de ces derniers (J. M. Boisson) :

– les produits tempérés représentent 60% de la production agricole finale et reçoivent 62,5% de la garantie ;

– pour les produits méditerranéens les chiffres correspondants sont 20 et 25%.

Cependant le régime de surproduction entraîne une vive concurrence sur le plan international, et, à l'intérieur de l'Europe, de graves divergences entre les Douze. Il en résulte une baisse des prix agricoles, continue pour la plupart des produits depuis 1973, et des interventions de plus en plus compliquées et contradictoires de la Communauté (montants compensatoires monétaires). Au bout apparaît une situation de blocage de la régulation par le Marché Commun, un manque à gagner et une menace permanente de sur-crise pour les producteurs, le ralentissement des investissements, un découragement de la corporation agricole, un désengagement de l'Etat, une remise en cause de l'ensemble du modèle productiviste.

«L'un des objectifs principaux de l'article 39 du Traité de Rome sur lequel la PAC s'est focalisée est «d'assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture». Fidèle à son orientation libérale, l'action agricole s'est évertuée à y parvenir par une politique des produits et en a atteint désormais les limites. C'est donc en termes de systèmes et de structures de production que doit être posé le problème de l'inégalité de traitement entre régions tempérées et régions méditerranéennes. Dans cette perspective, la réponse est plus claire : les pays membres en ont pris acte en acceptant enfin une politique volontairement compensatoire des inégalités structurelles : les fameux programmes intégrés méditerranéens en témoignent. Notons simplement qu'ils recevront, sur une période de six ans, des fonds équivalents à ce que coûte le soutien annuel du prix du lait» (J. M. Boisson).

Si imparfaite que soit cette politique des prix appliquée en Europe, elle constitue néanmoins pour les agriculteurs un instrument de régulation autrement plus efficace que ce que l'on trouve de l'autre côté de la Méditerranée.

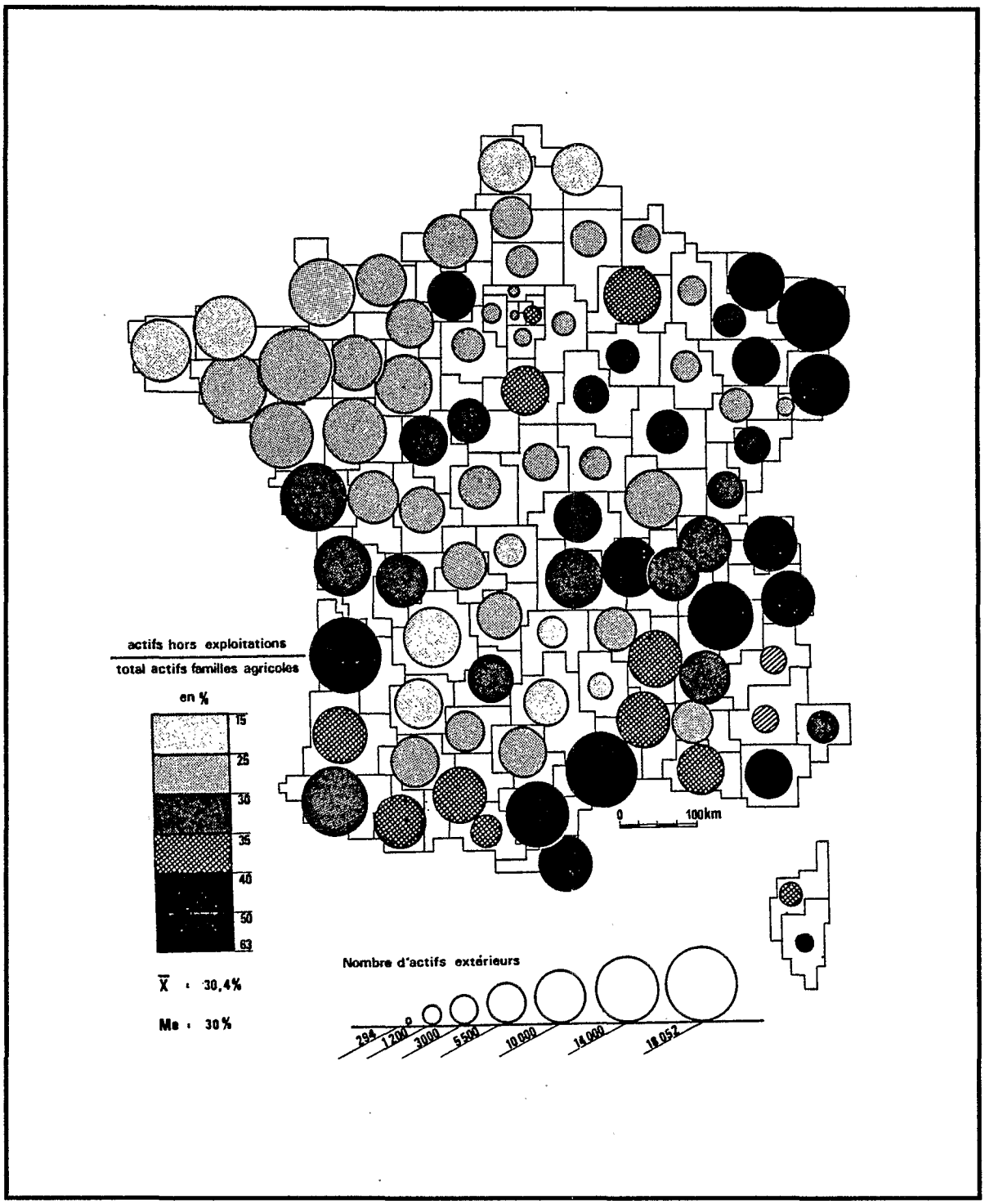
C – Recomposition socio-professionnelle et stratégies familiales

Face aux tendances qui mènent vers des formes d'agriculture industrielle, l'atelier familial démontre une réelle capacité d'assurer son auto-défense, non seulement par le recours à des moyens techniques adaptés (appareillage miniaturisé comme le motoculteur, la motopompe, ...), mais encore dans la recherche de ressources complémentaires, le développement, au sein du groupe parental, de la pluriactivité, et également par le biais de formes variées d'associations ou de coopérations.

a) Pluriactivité «additionnelle» ou «structurelle»

Dans sa recherche de revenus extérieurs à l'exploitation, le système familial témoigne d'une grande capacité d'adaptation, qu'il s'agisse d'une pluriactivité additionnelle, jouant le rôle d'un complément secondaire de revenus, ou d'une pluriactivité structurelle élément fondamental du maintien et du fonctionnement de l'atelier de culture (10).

Figure 45 : La pluriactivité en France. Les actifs extérieurs dans la population familiale agricole



Source : BERNARD, M.C. , MAUREL, M.C., 1984.- *La pluriactivité agricole.*

Cette carte met en valeur l'existence de trois blocs de pluriactivité : l'Alsace, la région Rhône-Alpes, le Midi méditerranéen.

Le phénomène prend une grande ampleur dans le Midi méditerranéen français, que ce soit à cause du développement du secteur viticole où le travail laisse de larges plages de loisir ou à cause du niveau d'instruction élevé qui fait que le travail extérieur des femmes d'agriculteurs représente une part notable du revenu familial.

En Languedoc on enregistre, par rapport à la moyenne française, une sur-représentation des salariés agricoles (il s'agit d'ouvriers sur les domaines qui ont eux-mêmes acheté des vignes). En Provence-Côte d'Azur la sur-représentation concerne la «pluriactivité tertiaire», cadres et professions libérales. On en arrive même à une sorte d'inversion structurelle : le chef de famille est inscrit professionnellement sur les listes de la branche agricole, mais exerce à l'extérieur un autre métier plus rémunérateur qui lui permet de maintenir son exploitation trop petite pour assurer à elle seule les ressources nécessaires à la famille. Dans ce cas, c'est la valeur patrimoniale du domaine qui est prise en compte. On aboutit à des situations dans lesquelles **ce n'est plus l'exploitation agricole qui fait vivre la famille, mais c'est la famille qui assure la continuité de l'exploitation.**

Dans les pays en développement, la relation s'effectue principalement par l'intermédiaire du secteur commercial : des petits paysans deviennent vendeurs sur les souks, l'idéal est d'acheter un camion et de se faire courtier en produits agricoles ...

On enregistre aussi des formes de «retour à la terre» ; le renversement de situation en Algérie est en l'affaire très significatif : depuis la libéralisation du régime, le secteur privé attire commerçants, professions libérales, fonctionnaires ...

Pour les régions en voie de développement, cette pluriactivité est très souvent couplée avec le phénomène migratoire (national ou international) lequel prend des formes très diverses. Le fait que la «famille élargie» (voire la «famille patriarcale») s'est maintenue donne plus de souplesse au système. Il existe ainsi toute une stratégie de l'émigration fondée sur la spécialisation des tâches (si possible), la permanence des relations, l'entraide ... Le schéma ci-joint relatif à une famille d'El Ferch près de Tataouine, dans le Sud tunisien, donne un bel exemple de la complexité des circuits ainsi organisés (11). C'est le flux des revenus de l'émigration qui permet souvent la maintenance ou l'amélioration de l'exploitation : achat de terre, plantation arboricole, équipement hydraulique (puits, *jessour*), contrats d'association ... Les rentrées d'argent sont parfois considérables : pour la région de Tataouine, en 1980, la valeur des mandats provenant de France a atteint 1 600 000 dinars (1 dinar = 10 francs français). Pendant la période faste des hauts revenus du pétrole, la paysannerie égyptienne a tiré de grands revenus des emplois dans les pays du Golfe et amélioré sensiblement sa condition. La rétraction, voire le quasi-tarissement, de cette source de financement, a accentué le caractère dramatique de la situation actuelle.

Il en est de même pour les secteurs du Maghreb traditionnellement orientés vers l'élevage. On assiste alors à des actions de substitution. Ainsi observe-t-on une relance de l'élevage en commandite. De toute tradition, le troupeau a constitué «la banque du fellah». La politique d'extensification visait à inverser les données du problème : stabiliser le troupeau, renforcer les liaisons avec la culture (fumier, cultures fourragères). Mais la politique des prix pratiquée par le gouvernement et avantageant notablement le secteur viande par rapport aux céréales a renforcé l'orientation vers l'élevage plus ou moins spéculatif.

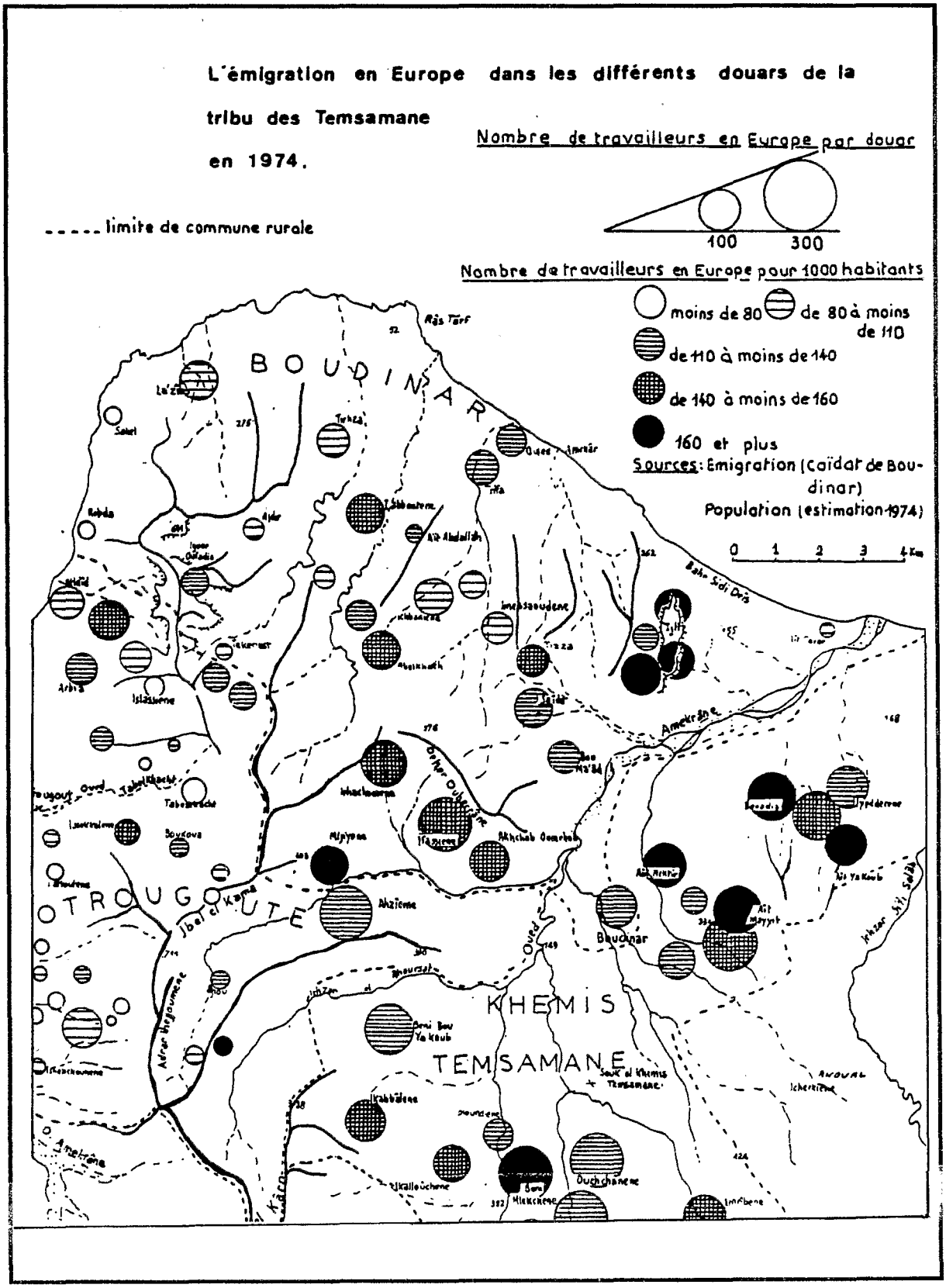
Les revenus tirés de la pluriactivité familiale servent à développer ces pratiques.

Que ce soit dans le secteur agricole proprement dit ou dans le secteur pastoral, cette diversification des activités constitute une nébuleuse économique qui entretient les solidarités parentales et perpétue la «grande famille».

b) Un système d'association et de coopération en perpétuel mouvement

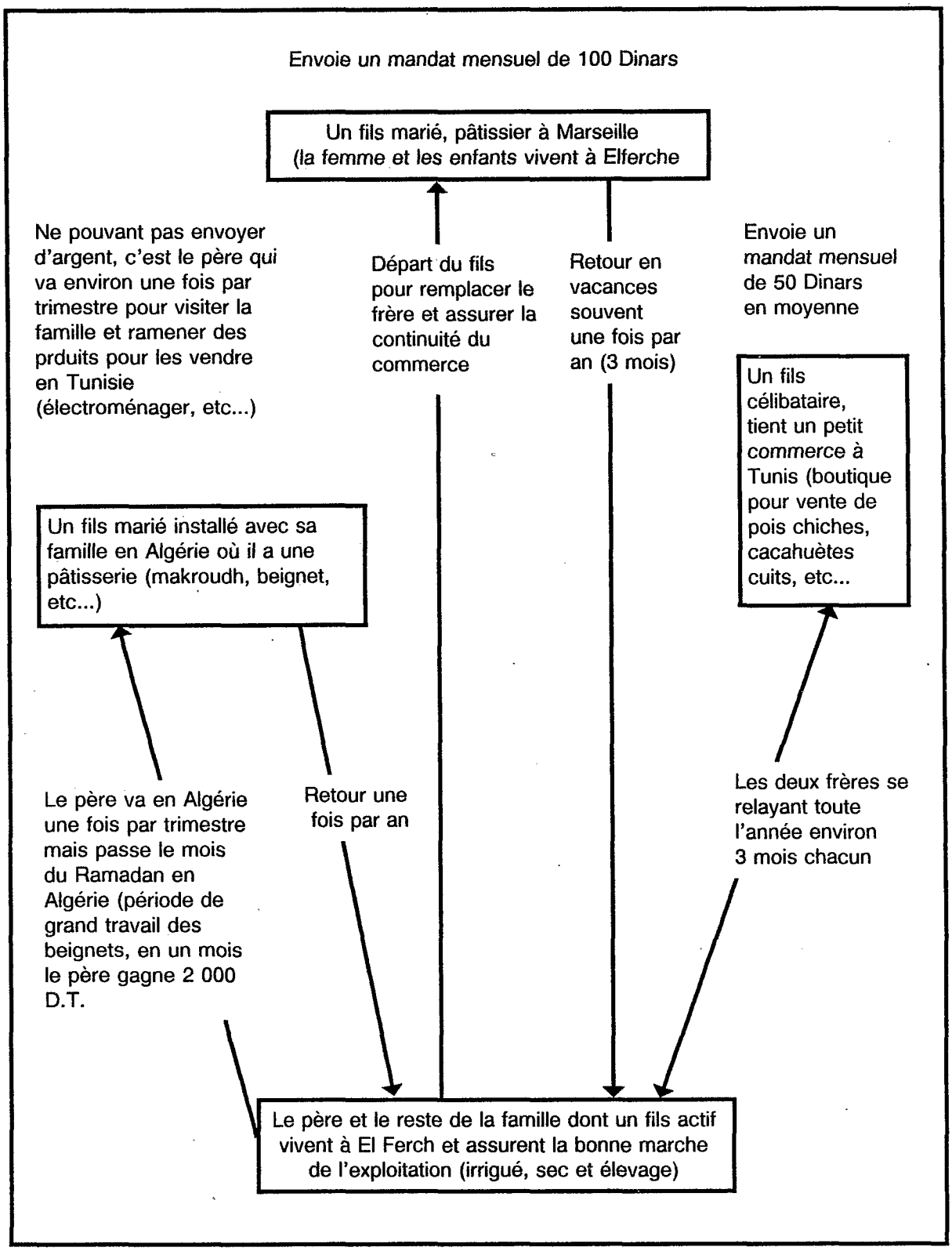
L'instinct profond de tout agriculteur l'a toujours poussé à rechercher son indépendance et son autonomie dans ses diverses activités de constitution de l'atelier de culture et de mise en marché de tout ou partie de ses récoltes. Cependant les difficultés rencontrées dans ces étapes d'intervention, et la conscience permanente des risques qu'elles comportent, ont également conduit le producteur à mettre

Figure 46 : L'émigration dans une montagne surpeuplée : le Rif Oriental



Source : BOSSARD, R., 1979.- *Un espace de migration (Province de Nador).*

Figure 47 : Nouvelles stratégies de l'émigration : exemple d'une famille d'El Ferch (Tunisie du Sud)



Source : NACEUR, N..- *La région d'El Ferch (Tunisie du Sud).*- Thèse en préparation.

en place des garanties propres à corriger les aléas de son métier ou à améliorer la rentabilité de son travail. Ces ententes ont pris des formes les plus diverses en fonction de leur objet précis, de leur taille (nombre de participants et aire géographique de leur action) de leur structure juridique, depuis l'unité d'entraide de voisinage jusqu'à l'association internationale de producteurs et de négociants. Nous ne retiendrons ici que les faits les plus signifiants au regard de notre sujet.

Au niveau de l'unité de production, l'objectif le plus banal est de compenser le désavantage de l'insuffisance de taille de la petite exploitation, tout en gardant à celle-ci une réelle liberté d'action : la véritable coopérative de production est antinomique de l'esprit paysan et ne s'est constituée, sauf rare exception, que comme projection de projets socio-politiques élaborés en dehors de la profession ; d'où sa fragilité : l'Algérie, avec ses domaines (soi-disant autogérés) et ses CAPRA, la Tunisie avec ses UCP fournissent des preuves éclatantes de la précarité de ces entreprises de coopération forcée.

Même lorsqu'il ne s'est agi que de formes partielles d'intégration d'unités agricoles, comme les GAEC (Groupements Agricoles d'Exploitation en Commun), leur petit nombre, la place qu'y prennent les accords familiaux, les difficultés de leur fonctionnement, attestent que ces organismes ne correspondent que rarement aux voeux des producteurs.

Plus opérationnelles et plus solides paraissent les formules qui, sans toucher à la base foncière de l'exploitation, cherchent à en améliorer le fonctionnement par une possession et une gestion collectives de l'appareil de production. Les CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole) ont connu un certain succès dans les premières phases d'utilisation des tracteurs ou encore des machines à vendanger. Mais là encore des difficultés de gestion apparurent et l'on préféra souvent recourir à des entrepreneurs privés, même lorsque le prélèvement effectué par le prêteur apparut prohibitif (cf. le cas tunisien). Au Maroc les SMP (Secteur de Modernisation du Paysannat) devenus CT (Centre de Travaux), puis CMV (Centre de Mise en Valeur), en Algérie les CAPCS (Coopératives Agricoles Polyvalentes Communales de Service) ont tenu ce rôle avec un bonheur inégal. Mais l'idéal est resté de posséder soi-même un tracteur, lors même que son usage est peu rentable.

C'est donc moins au niveau du fonctionnement de l'unité d'exploitation elle-même qu'à son amont (coopératives d'intégration ascendante) et à son aval (coopératives d'intégration descendante), que le système associatif a réellement fonctionné.

De ce vaste sujet du mouvement coopératif en aval de la production, nous ne retiendrons ici que quelques traits essentiels.

On voit se manifester de façon de plus en plus évidente la contradiction majeure entre ses deux objectifs : d'une part jouer un rôle de mutuelle au service du plus grand nombre, d'autre part fonctionner comme une entreprise destinée à faire des bénéfices et à distribuer des dividendes, et pour cela remonter aussi loin que possible dans la chaîne agro-alimentaire, afin de ravir au secteur privé le maximum du bénéfice qu'il tire de la transformation et de la mise en marché des produits agricoles.

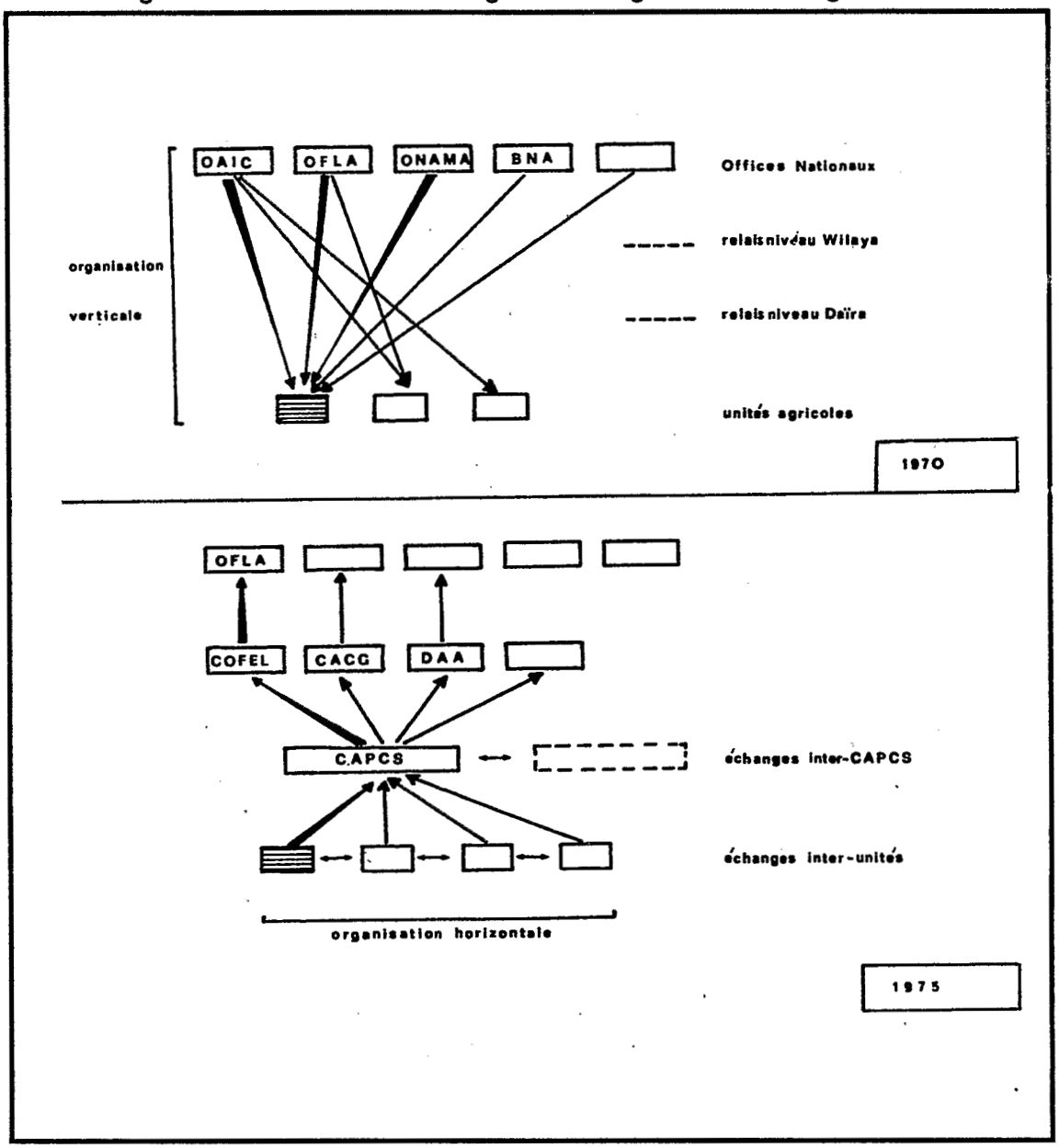
Or la tendance à la protection sociale constitue en l'affaire une pesanteur et suscite de nombreux dysfonctionnements, spécialement dans le domaine viticole :

«*la coopération viticole est devenue une fausse démocratie. La majorité des coopérateurs a une activité, souvent principale, extérieure à l'agriculture. Le système de vote basé sur le principe 1 homme = 1 voix et sur le cumul des mandats, aboutit à un blocage très efficace. Les viticulteurs véritables ont des difficultés à imposer les changements nécessaires*» (12).

La tendance productiviste joue en sens inverse : il s'agit de favoriser les agriculteurs fournissant le produit le plus valorisant. D'où la double orientation : d'un côté introduire une gestion sélective en distinguant les apports selon leur performance et en attribuant une prime à la qualité, de l'autre développer une intervention de plus en plus pressante au niveau de l'unité d'exploitation : choix des variétés, modes de traitement, ...

En matière de fruits et légumes, largement dominée par le secteur privé, la coopérative a plus de mal à se tailler une place. Elle le fait avec plus de succès dans le secteur de la

Figure 48 : La CAPCS dans l'organisation agro-territoriale algérienne



Source : COTE, M., 1976.- Révolution agraire et société rurale, la cas de l'Est algérien.- *Bull. Soc. Languedocienne Géogr.*

Le schéma du haut correspond à la première phase de l'autogestion : les domaines agricoles sont en relation directe avec les Offices nationaux (céréales, fruits et légumes, machinisme agricole) et la Banque.

Dans la deuxième phase apparaît le souci de décentralisation des Offices, au niveau de la wilaya, et celui de faire de la coopérative communale le niveau de relation entre domaines et organismes extérieurs et de coordination entre les domaines eux-mêmes.

En avril 1984, les CAPCS furent supprimées et l'absence de ce niveau de services fut durement ressentie au cours des campagnes agricoles qui suivirent.

conserverie : ainsi elle atteignit à un quasi-monopole dans le Roussillon au cours de la décennie 1970.

Récemment deux phénomènes intéressants se sont manifestés : d'une part la multiplication des groupements de producteurs, échelon de la défense renforcée des agriculteurs face au négoce (cf. *infra*), d'autre part le développement des inter-connexions entre secteur coopératif et secteur privé. Le tableau dressé par F. Lauret montre la complexité des relations nouées, dans la filière des fruits et légumes, entre producteurs et consommateurs (13).

Le cas algérien, les ambiguïtés : les coopératives entre Etat, secteur public et secteur privé

En Algérie, les principes font de la coopérative un relais signifiant de la construction du socialisme. En fait, devant la difficulté de laisser aux agriculteurs la gestion de leur branche d'activité, l'Etat s'est souvent substitué à eux et a en particulier multiplié les offices de filières (fruits et légumes, lait, aliments du bétail, matériel agricole, ...). Lors du lancement de la Révolution Agraire, en 1972, il a cependant amorcé une décentralisation du système en créant des coopératives dans le cadre des communes, les CAPCS.

● *Les CAPCS : échec d'une coopération territorialisée*

Créées en 1972, les Coopératives Agricoles Polyvalentes Communales de Service, devaient, dans l'esprit de la Révolution Agraire, constituer une articulation fondamentale du système, dans le cadre de la commune, à cause même de la diversité :

1° – des services qu'elle était appelée à rendre : approvisionnement en consommations intermédiaires (matériel, pièces détachées, engrais, ...), commercialisation de la production, vulgarisation des nouvelles techniques, animation ;

2° – des catégories d'adhérents, puisqu'elle était théoriquement à la disposition des producteurs, tous secteurs confondus.

Mais la polyvalence de l'institution a fait sa faiblesse ; faute de moyens en harmonie avec les projets de départ, l'organisme a dû faire des choix et a connu diverses déviations.

Prise entre les insuffisances des circuits amont (stockage, moyens de transports, ...) et ceux de l'aval (incapacité des producteurs à évaluer leurs besoins, irrationalité de l'équipement, ...), la CAPCS a dû élaborer sa propre formule de fonctionnement, se consacrant aux activités les plus immédiatement rentables (commercialisation des appareils ménagers ! ...) au détriment d'autres (animation).

L'effacement des organes de gestion coopératifs au profit de la tutelle et de son représentant (le Directeur) a transformé l'image d'une société autogérée par ses membres en celle d'une entreprise publique, prolongement de la Direction de l'agriculture de la wilaya et de la Délégation de la daïra, et échappant au contrôle à la fois des travailleurs et du pouvoir politique au niveau communal.

Dans le système mis en place entre 1980 et 1984, la CAPCS. semblait être vouée au service du seul secteur privé.

Il en résulta dans le secteur socialiste un vide institutionnel au niveau communal. Cette situation a été entérinée par la suppression de la CAPCS en 1984. Après l'étape de la «réorganisation» foncière (1987-1988) le gouvernement cherche à mettre en place des organismes coopératifs qui soient en harmonie avec l'organisation libérale du règime.

Dans le système marocain des lotissements, la coopérative est l'unité d'organisation de base des attributaires et l'intermédiaire obligatoire dans leurs relations avec l'extérieur (entreprises de transformation, administration). Dans la réalité l'institution ne justifie guère sa dénomination (14).

«La notion de coopérative n'a de coopérative que le nom. C'est une simple circonscription administrative qui définit l'appartenance des attributaires à une organisation de production ou de service instituée par l'Etat».

La coopérative est sans doute, dans l'esprit des techniciens responsables de la modernisation, instrument indispensable du progrès, mais, dans la réalité, des abus de pouvoir se manifestent et elle devient parfois moyen de pression, voire de chantage : «*pas de coopérative pas d'eau, pas de coopérative pas de prêt, pas de plants de betterave à sucre ...*» (15).

c) La permanence du risque : difficulté zonale et difficulté structurelle

Le discours politique (et littéraire) a longtemps présenté la classe paysanne comme le fondement solide des sociétés nationales, ses «vertus ancestrales» lui permettant de surmonter les crises diverses qu'elle pouvait rencontrer du fait de l'inclémence des saisons ou du caprice des marchés. Et l'aide des pouvoirs publics, prenant parfois la forme d'une assistance prolongée, s'efforçait de pallier les inconvénients de cette position aléatoire. Cependant ni les interventions de régulation économique, ni les stratégies des groupes de producteurs ne parviennent à éliminer ces risques (16).

Ces risques sont de deux sortes, relevant de handicaps naturels ou d'insuffisances structurelles.

Les handicaps **naturels** peuvent être ramenés, en fonction de leur périodicité, à trois types : permanents, cycliques ou épisodiques. Les handicaps permanents caractérisent des «zones en difficulté», lesquelles, pour le Monde méditerranéen, relèvent de deux positions principales : en altitude : la montagne, en latitude : la steppe. Les techniques modernes ne parviennent que très partiellement à corriger les tares du relief ou de la sécheresse. Les corrections sont plus efficaces pour les handicaps cycliques du climat (les sept vaches maigres ...) grâce au développement de diverses techniques d'assolement ou de mobilisation de l'eau. Quant aux handicaps épisodiques, de type catastrophique : sécheresse accentuée en 1976 et 1989 en France), inondations (celles de la Tunisie centrale), gels brutaux ... ils ressortissent principalement de la catégorie de «l'aide aux victimes des calamités».

Le **risque structurel**, traduit par le nombre des agriculteurs en difficulté de paiement, résulte de *«la combinaison de performances techniques relativement faibles et d'un taux d'endettement élevé»* (F. Colson). Et cette catégorie prend en France une telle dimension (quelque 40 000 situations répertoriées en 1983) que *«en moins de dix ans le problème des agriculteurs en difficulté est passé de cas individuels d'exploitants en conflit avec le Crédit Agricole à un objet de politique agricole négocié entre les Pouvoirs Publics et les organisations professionnelles»*.

De même que l'on a dressé la carte des barycentres agricoles (X. Afsa et Y. Guermond) mettant en évidence la distribution de grandes zones de production, il serait utile de dessiner également des **cartes des barycentres de la fragilité agricole**, qui seraient des documents permettant d'analyser la part des facteurs naturels et des facteurs structurels dans le phénomène. Ainsi en serait-il de la carte des arrachages de la vigne en Languedoc-Roussillon (20 000 ha pour la campagne 1988-1989), mais aussi de celle des replantations ; la comparaison des deux documents devant donner des éclairages sur la part des facteurs écologiques (remontée des bas-fonds vers les versants) et des facteurs fonciers (taille des exploitations), dans ce transfert, effectué dans une conjoncture de promotion des vins de qualité.

La comparaison entre Nord et Sud de la Méditerranée illustre la diversité des mécanismes du redéploiement spatial comme élément d'adaptation à la crise agricole. Les études de cas qui suivent en donnent une première illustration.

D – Quelques types d'évolution

La gamme des modes d'adaptation des sociétés méditerranéennes à leur espace est si étendue qu'il est difficile de dégager des «modèles» en l'affaire. Nous nous bornerons donc à ajouter à la liste des cas déjà présentés, quelques exemples qui constituent seulement des références pour illustrer certaines des lignes d'évolution dégagées ci-dessus : le type du viticulteur roussillonnais, héritier d'une longue histoire paysanne, la diversification de la profession agricole dans le département de l'Hérault éclairant sur la nouvelle stratification fondée sur la capacité à entrer dans le jeu du capitalisme, l'épanouissement de ce capitalisme agraire en Espagne par l'intégration de l'entreprise agricole dans un conglomérat financier, la juxtaposition de types de production au sein de la filière fruits et légumes et, pour la rive sud, le cas du système agraire composite dans le Tell tunisien, et en Algérie le passage de l'agriculture assistée à l'agriculture libérale.

a) Un cas de continuité : le propriétaire-viticulteur roussillonnais

En s'installant dans l'économie marchande la société agraire allait-elle connaître une déstructuration du type de celle qui marquait le secteur secondaire, laquelle se divisait entre entrepreneurs capitalistes et ouvriers prolétarisés ?

Le cas du Roussillon, finement analysé par G. Gavignaud, fournit un exemple très significatif des circonstances dans lesquelles, entre la condition «paysanne» (en autarcie économique et à base foncière précaire) et l'entreprise capitaliste (à concentration des terres et à conduite de type industriel), a été assurée une solution médiane, celle du «viticulteur propriétaire-producteur-vendeur» (17).

L'émergence de cette catégorie économico-socio-spatiale a été la résultante de trois séries de facteurs :

– l'affermissement à l'époque moderne **d'une propriété foncière populaire** : dans la suite d'une forte «résistance paysanne à la société englobante» fondée sur l'héritage des alleux, l'alliance avec le pouvoir central contre l'aristocratie, le relatif manque de vigueur du capitalisme bourgeois local, l'aide fournie par les associations (communautés de montagne, syndicats d'irrigants), la Révolution, «catalyseur de l'évolution des structures», permirent un affranchissement des terres plus que leur redistribution, le Code Civil se fit «le roc de la propriété» ;

– **l'alliance avec l'Etat**, fondée sur le Code du vin en 1907, le statut de la viticulture en 1935 :

«le gouvernement a sacrifié la bourgeoisie commerciale viticole encouragée ainsi à rester "passéiste" et associée à la troupe de viticulteurs, à la fois désormais freins à l'avidité des grands propriétaires et garants de leur survie ; ainsi la paix sociale du Midi a été maintenue au prix de la négation du libéralisme économique et du freinage de l'évolution structurelle» ;

– l'assistance technico-commerciale par **la coopération**, qui d'une part, par ses caves mieux outillées, permit d'améliorer le produit et de le stocker, d'autre part, par une mise en marché plus volumineuse et mieux conduite, mit le vendeur en condition de négociation plus favorable.

b) La diversification socio-professionnelle : l'éventail agricole héraultais

Le schéma ci-après, dressé par l'Agence Centrale du Crédit Agricole du département de l'Hérault, donne une image illustrative de la dynamique agraire méridionale, telle qu'elle est perçue par des «professionnels». Vécue par ceux qui, par le biais fondamental de l'octroi du crédit, ont pour charge de l'accompagner et de l'orienter, la mutation agricole est présentée comme un phénomène de «décantation» faisant apparaître diverses strates de producteurs en fonction de leur mode d'activité et de leur degré de performance.

L'étude porte sur 36 000 «comptes» (soit environ 80% des agriculteurs du département, plus le Narbonnais) qui sont décomposés en deux grandes catégories correspondant :

I — à **l'agriculture d'appoint** : 20 000 comptes, (55%), concernent les exploitants pratiquant la pluriactivité, laquelle revêt donc une grande importance ;

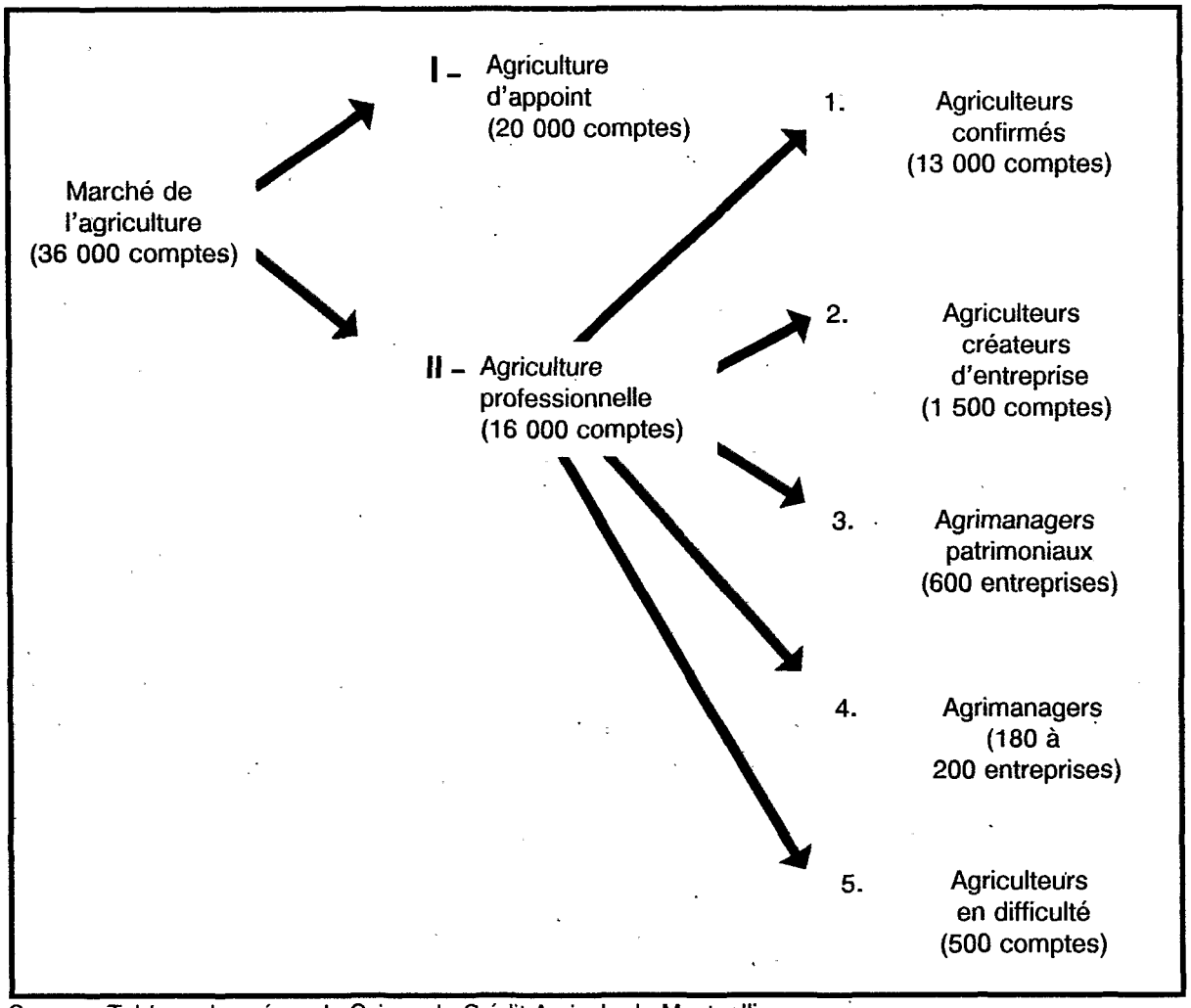
II — à **l'agriculture professionnelle** : 16 000 comptes (45%) décomposée elle-même en plusieurs sous-catégories :

1° – **les agriculteurs confirmés** : 13 000 comptes (82% de la catégorie), constituant la masse fondamentale du groupe, fonctionnent normalement sur la base des revenus de leur exploitation, peu endettés, ils assurent la reproduction de leur groupe ;

2° – les **agriculteurs créateurs d'entreprises** : 1 500 comptes (9%), représentés par ceux qui bénéficient de prêts d'installation liés à leur condition de «jeunes agriculteurs» ou de prêts spécifiques liés à la mise en place d'un «plan de développement» prouvant la volonté de relance de l'exploitation ; cette sous-catégorie peut être considérée comme celle qui assure le renouvellement de la corporation ;

3° et 4° – **les agrimanagers** : 800 comptes (5,2%), rassemblent les agriculteurs les plus performants, responsables d'une véritable entreprise agricole, se divisant entre agrimanagers patrimoniaux : 600 (3,8%) dont le capital

Figure 49 : Les catégories d'agriculteurs de l'Hérault



Source : Tableau dressé par la Caisse de Crédit Agricole de Montpellier.

foncier et immobilier est important et les agrimanagers proprement dits : 200 (1,4%) dont la capacité d'investissement est particulièrement forte ;

5°– **les agriculteurs en difficulté** : 600 (3,8%), cette situation précaire étant liée à des facteurs divers : superficie trop réduite de l'exploitation, mauvaise gestion ...

c) Des formes du grand capitalisme agraire

Si le grand capitalisme rechigne à orienter ses investissements vers le secteur agricole, c'est à la fois à cause de la faiblesse de la rente foncière et du degré des risques à la production que l'on préfère laisser assumer par les petits ou moyens cultivateurs, tout en se gardant le loisir d'intervenir aux autres niveaux du système agro-alimentaire, transformation, commercialisation des produits. Des formes d'intégration remontante, par le biais de contrats, peuvent alors, avec des aléas réduits, faire participer le capital extérieur au financement de l'exploitation.

Lorsque la production agricole prend un tour plus spéculatif et que la grande exploitation semble donner l'assurance de bénéfices intéressants, le grand capitalisme peut intervenir directement dans le secteur foncier. Mais il s'agit alors le plus souvent d'une action complexe associant à l'unité de production agricole des éléments d'aval (de transformation et de commercialisation) afin de valoriser le produit.

Pour le vignoble languedocien, R. Dugrand a analysé avec une grande précision les

mécanismes d'intervention, par exemple à travers la cas de la banque La Hénin assurant la production, la mise en marché et la promotion, sous un label de qualité, de son «vin des sables». Dans le système colonial du Maghreb, les créations agraires du grand capital ont été multiples. Nous avons eu l'occasion d'en analyser un exemple caractéristique : celui d'un verger agrumicole de 400 ha, divisé en huit unités de 50 ha, mais géré en un seul domaine sous l'égide d'un ingénieur agronome hautement qualifié, créé dans le Souss par la filiale d'une banque parisienne, au bénéfice de huit de ses actionnaires.

Le schéma ci-joint et la légende l'accompagnant (**Figure 50**) montrent la diversité des structures par lesquels le grand capitalisme peut intervenir dans le système agro-alimentaire (18).

Le conglomérat agro-financier de l'ANTAR (Andalousie)

L'étude du conglomérat agro-financier ASCOY, intégré au groupe ANTAR, apporte des éclairages sur le développement de l'agriculture spéculative dans le Sud de l'Espagne.

Il arrive également que, dans les pays en voie de développement, le capitalisme d'Etat s'asocie ou se substitue au capitalisme privé pour créer de tels complexes agro-industriels, comme ce fut le cas en Tunisie, avec ses «*Sociétés de mise en valeur et de développement agricole*» (**chap. VI.2.B.***a*) et au Maroc, avec la SODEA et la SOGETA (ci-dessous).

L'apparent paradoxe : doctrine libérale et Etat-colon au Maroc, SODEA et SOGETA

Si le Maroc proclame par ailleurs sa volonté de libéraliser le système de production (Code des investissements), il offre cette originalité de posséder un secteur étatique de production agricole de quelque 160 000 ha, partagés entre deux sociétés : la SODEA (Société de développement agricole) couvrant 62 000 ha et concernant principalement les terres irriguées et/ou à vocation arboricole, et la SOGETA (Société de gestion des terres agricoles), concernant presque uniquement les terres nues, avec 98 000 ha.

Créées en 1972, au moment où se terminait la récupération des terres de colonisation, ces deux sociétés sont implantées dans les meilleures régions agricoles du pays (**Figure 51**). Pour la seule SODEA, les quelques données qui suivent fournissent une idée de l'importance de l'organisation (campagne 1983-1984) :

– emploi : 1 210 cadres et administratifs, 3 362 ouvriers permanents, de très nombreux saisonniers, et au total 4,7 millions de journées de travail, soit l'équivalent de 15 430 permanents ;

– masse salariale : 161 millions de dirhams

– valeur de la production agricole : 450 millions de dirhams, avec un bénéfice de 48 millions de dirhams.

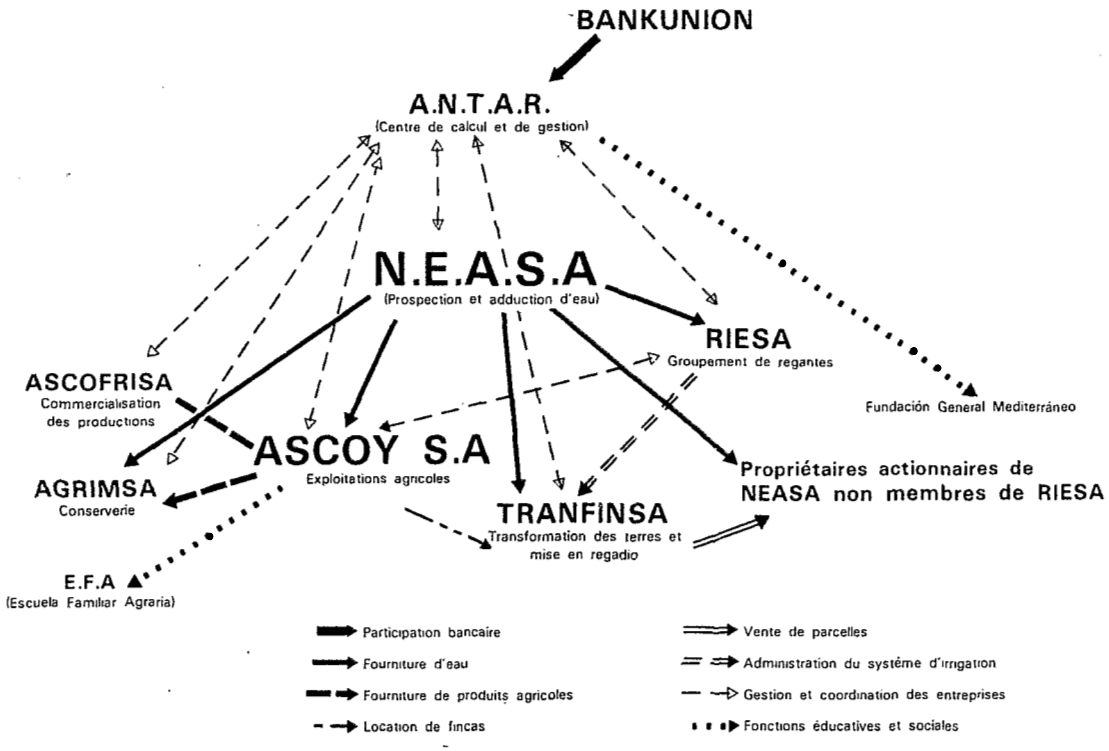
Dans sa volonté de maîtriser au maximum les diverses composantes du système agro-industriel, la SODEA a créé diverses sociétés de transformation de produits agricoles et a pris des parts dans d'autres stations de conditionnement d'agrumes, caves coopératives (1 million d'hectolitres), conserveries de fruits et légumes, laiteries ...

d) La coexistence au sein des filières : le cas des fruits et légumes

Chaque produit agricole, par sa nature biologique et par les avantages ou contraintes techniques et sociales qu'il induit, prédispose à tel type de structure agraire (ou, plus simplement, s'en accomode mieux). Ainsi l'effet de taille et l'économie de coûts qui peut en résulter jouent plus nettement pour les céréales, plantes relativement rustiques, dont les diverses étapes de production admettent la mécanisation et la substitution du capital au travail. De la sorte s'explique la continuité dans le type andalou de la grande exploitation, la «macro-entreprise mécanisée» prenant le relais du latifundium à l'ancienne.

Cette «préférence» pour l'unité de production de grande taille n'empêche pas que le champ de blé, à cause des facilités que présente sa culture et de la garantie qu'offre son prix de vente, puisse être inséré dans tout autre système de production.

Figure 50 : Néo-latifundium, capitalisme et intégration agro-industrielle
Le groupe ANTAR dans la région de Murcie



ORGANIGRAMME DU GROUPE A.N.T.A.R. (1974)

Le groupe ANTAR rassemble :

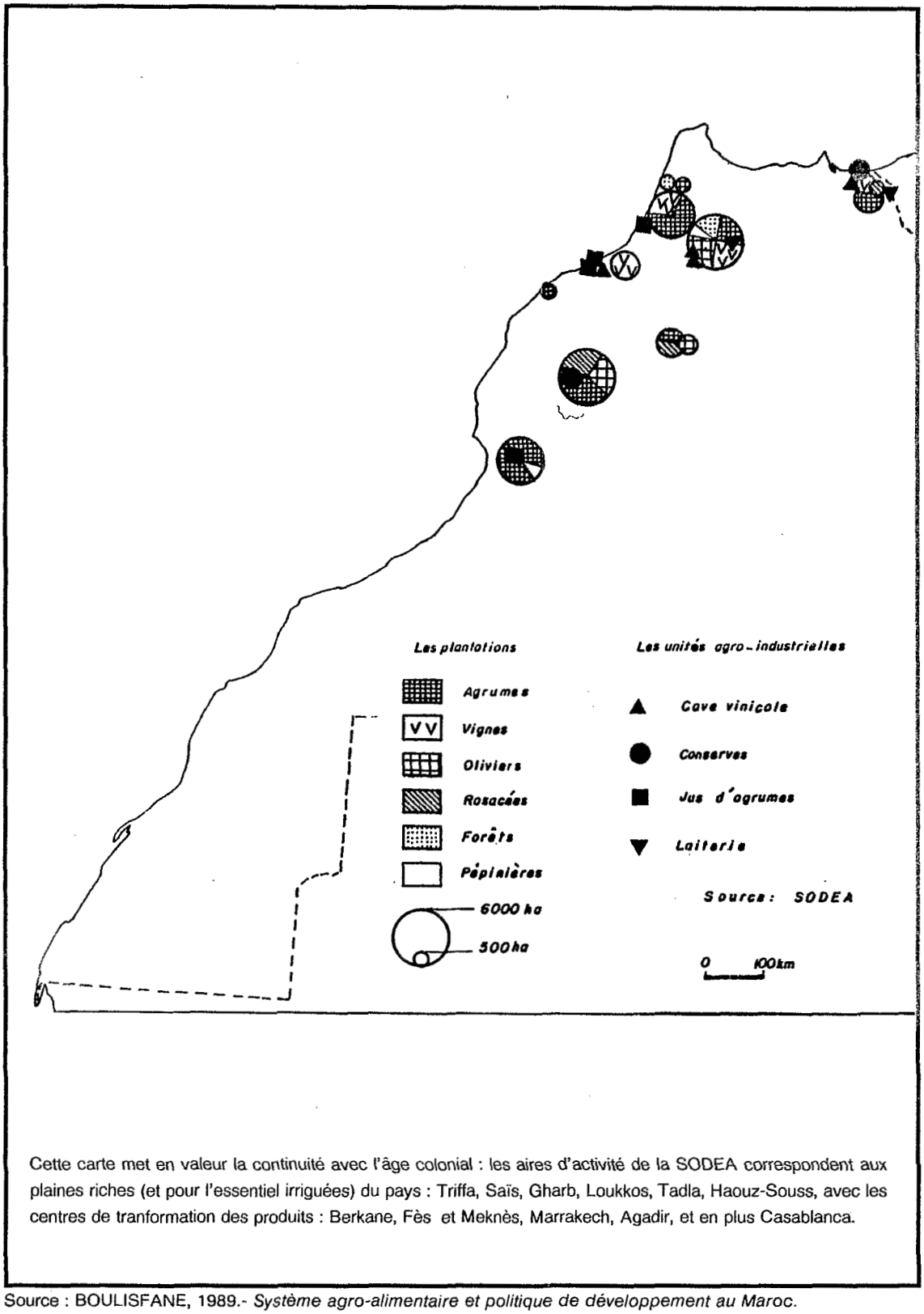
- la société ASCOY, agrégat d'exploitations agricoles, créée en 1960, réunissant 830 ha ;
- la société NEASA, chargée de la recherche de l'eau et de l'exploitation des nappes, dominant un périmètre irrigué de 6 500 ha, vendant l'eau à 450 irrigants, dont de grands domaines, mais aussi les travailleurs d'ANTAR acquéreurs de parcelles de 2 à 5 ha ;
- la société TRANFINSA, chargée de l'équipement et de la vente des terrains dont une part est réservée à la création d'un lotissement industriel et une autre à un complexe résidentiel ;
- la société RIESA, formée de plus de 400 actionnaires irrigants, «assimilée, par ses fonctions sinon par son statut juridique, à une *comumidad de regantes* qui serait privée» ;
- des sociétés d'entrepôts et transformations : ASOFRI (frigorifiques) et AGRIMSA (conserveries).

«Chaque société a une mission, un secteur d'intervention bien délimité. L'ensemble réalise une intégration technique verticale qui va du captage des eaux profondes à la commercialisation des fruits, légumes et conserves».

La société ASCOY est financée par la BANKUNION de Barcelone qui participe à des activités industrielles, hôtelières, ... commerciales diverses et se rattache à la *Fundacion General Mediterranea* de Madrid qui supervise l'ensemble des aménagements sur le littoral méditerranéen.

Source : HERIN, R, 1980.- *Les huertas de Murcie,* pp. 112-115.

Figure 51 : Capitalisme d'Etat et système agro-alimentaire au Maroc : la SODEA, bases foncières et filiales



Cette carte met en valeur la continuité avec l'âge colonial : les aires d'activité de la SODEA correspondent aux plaines riches (et pour l'essentiel irriguées) du pays : Triffa, Saïs, Gharb, Loukkos, Tadla, Haouz-Souss, avec les centres de tranformation des produits : Berkane, Fès et Meknès, Marrakech, Agadir, et en plus Casablanca.

Source : BOULISFANE, 1989.- *Système agro-alimentaire et politique de développement au Maroc.*

Filière fruits et légumes

Les Sous-systèmes purs du Système productif-distributif

Sous-systèmes / Niveaux	Autarcique-Semi autarcique-Artisanal	Familial -Artisanal ou Manufacturier	Capitaliste-Industriel Peu integré	Capitaliste -Industriel Concentré-Intégré
Structures et éléments	Agriculture de subsistance Agric. à tps part. etde plaisance	Exploitations familiales artisanales et la majorité de l'agric. élevage dits industriels mais plutôt manuf.	Très grandes exploitations dans les technologies les plus avancées	**Sociétés transnationales** implantées - dans la production - dans la transformation
Production agricole	↓	↓	↓	
Stockage - conditionnement expédition et/ou 1ère transformation	Stockage et stabilisation domestique des produits (conserves-surgel.)	Petites unités de conditionnement - Expéditeurs - Petites coop. - Petites entreprises de transformation	Grandes unités de conditionnement et de transformation privées ou coopératives	- Dans le négoce de quelques grands produits
↓		↓	↓	↓
Commerce de gros et/ou 2ème transformation		Grossistes traditionnels et de marché - PME spécialisées des IAA	Grossistes à service complet / Commerce de gros associé	Entrepôts de gros intégrés
↓		↓	↓	↓
Commerce de détail et/ou 3ème transformation		Marchés de détails - Petit commerce indépendant - Restaurants indépendants tradition - Artisans - Détaillants	Succursalisme et hyper-marché indépendants PME de restaur. industrielle	Grand *succursale* Châine de restaur. / Sté de Super & *hypermarchés* Cafétérias intégrées
↓	↓	↓	↓	↓
Transformation domestique Consommation	Préparation du repas à domicile Autoconsommation	Consommation traditionnelle	Demande finale influencée par la publicité Consommation collective et «modernisée»	Consommation standardisée et industrialisée
Critères et caractéristiques de fonctionnement pour chaque sous-système	Economie semi-autarcique	Economie de marché S.S.	Economie de marché aménagée	Economie de monopole
Forme préférentielle de l'échange vertical	Don, troc, vente clandestine	Echanges sur marchés au coup par coup dans l'artis. quasi intégrés dans le manuf.	Echanges coordonnés et semi-programmés ; quasi-intégration	Intégration, transvection tutelle financière
Mode préférentiel de formation des prix	Prix d 'opportunité	Prix d'offre dmande	Prix O-D ou concurrence monopolistique ou oligopoles div.	Oligopoles, monopoles ou prix administrés
Logique dominante	Subsistance et plaisir	Reproduction couplée de la famille & de l'exploitat. ou de l'entrep.	Profit - Reproduction de l'entreprise	Pouvoir - Expansion Contrôle - Profit
Circuits commerciaux dominants	Circuits courts	Circuits longs traditionnels	*Circuits traditionnels coordonnés* et semi-intégrés	Circuits contrôlés et intégrés

Source : LAURET, F., 1983.- INRA-Economie et Sociologie rurales.

N. B. : Dans la réalité, les sous-systèmes purs ne sont ni étanches ni isolés. Ils s'articulent les uns aux autres et se recouvrent partiellement. Les produits passent allègrement d'un sous-système à l'autre par des institutions et des entreprises.

CIHEAM - Options Mediterraneennes

En ce qui concerne les légumes, la diversité est la règle. Sans doute la petite exploitation maraîchère à forte utilisation de main-d'oeuvre (à base familiale) reste la structure la plus significative ; elle est même renforcée par le recours à la serre, sa forme miniaturisée et surintensifiée ; elle tend à se spécialiser dans la production de tomates, de melons, de laitues, de concombres, ... ; mais la production légumière de plein champ, à grand parcellaire, liée particulièrement (mais non exclusivement) à la conserverie, connaît également une expansion, plus particulièrement dans le Nord de l'Europe sans doute, mais également en Catalogne, dans la vallée du Rhône, en Emilie, ... ; sur la rive Sud cet assolement est plus difficile à mener pour petits pois et haricots, mais convient bien à la tomate de conserverie ou à la pastèque.

Cette fluidité des structures de production agricole se retrouve dans l'organisation des structures de conditionnement et de mise en marché. Et entre ces divers niveaux de la chaîne agro-alimentaire existent des relations directes ou entrecroisées, constituant un réseau complexe, au sein duquel on peut cependant distinguer des logiques d'organisation faisant apparaître quatre sous-systèmes.

Pour caractériser cette cohérence, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire ici les définitions que F. Lauret donne de ces quatre sous-systèmes (19) :

«*Un **sous-système autarcique**, composé des jardins familiaux, constitue la base de l'auto-consommation ; il fonctionne sur une logique de subsistance, de loisir, de plaisir et de troc. Occasionnellement, il commercialise ses produits par des circuits courts. En outre, le développement de l'agriculture à temps partiel lui donne une possibilité de se maintenir.*

«*Un **sous-système artisanal et familial**, composé de petites entreprises de production et de distribution et s'appuyant sur les marchés physiques de production, de gros et de détail. Sa logique est celle de la poursuite, voire de la survie, de l'entreprise familiale, grâce souvent à une faible rémunération du travail familial et une grande souplesse de fonctionnement. Il joue encore un rôle majoritaire dans ce système.*

*Un **sous-système industriel, capitaliste ou coopératif peu intégré**, composé de grandes entreprises dont l'activité implique que les prix de vente couvrent constamment les coûts et qui connaissent les avantages mais aussi les contraintes liées à la grande taille. Après s'être développé fortement entre 1960 et 1973, ce sous-système ne connaît actuellement qu'une progression lente.*

*Un **sous-système capitaliste industriel concentré de grandes sociétés transnationales** qui émergent à peine dans les fruits et légumes français mais ne sont pas négligeables dans la grande distribution».*

Dynamique du secteur fruits et légumes en Espagne du Sud (B. Roux)

Divers exemples pris dans le Sud de l'Espagne, ceux des vergers de la plaine sévillanne, de la fraisiculture autour d'Huelva et du complexe serricole sur le littoral dans le secteur d'Alméria, mettent en valeur, outre le rôle des novateurs, la capacité de mobilisation de la main-d'oeuvre et les condtions de l'ouverture sur les marchés extérieurs.

A la base deux facteurs apparaissent comme particulièrement favorables : la position géographique ultra méridionale dans l'Europe, l'existence d'une main-d'oeuvre abondante et peu exigeante.

Dans la région de Séville, fief de la grande culture céréalière au sein de la propriété latifundiaire, la mutation vers l'intensification s'est effectuée en particulier par le passage à l'arboricutlure (principalement le pêcher) et sur l'initiative d'un producteur d'origine française, lequel a su opérer un transfert de technologie en important des variétés nouvelles et des pratiques culturales, à partir du Sud de la France et de la Californie, tout en s'appuyant sur l'infrastructure commerciale de la capitale andalouse.

Dans la région d'Huelva, l'essor de la fraisiculture s'effectua par imitation des réalisations d'une ferme modèle créée par un Sévillan, spécialiste du fruit et de la gestion des exploitations agricoles, qui sut mettre au point des pratiques propres à utiliser au maximum l'avantage de la précocité de la récolte.

Pour la région d'Alméria, ce furent les techniciens d'un organisme officiel, l'Institut National de Colonisation (INC), qui se firent les agents de la novation :

«En améliorant les techniques horticoles traditionnelles et en les diffusant auprès des exploitations qu'il avait lui-même créées, l'INC provoqua, dès la fin des années 50, l'effet de catalyse qui fut à l'origine de cette «mer de plastique» que représentent les 13 à 14 000 ha de serres légères de la région» (B. Roux).

e) Un exemple de système agraire composite : le Tell tunisien

L'exemple du Tell tunisien, analysé par A. Khassab, illustre bien les aléas divers dans la dynamique des systèmes agraires de la région et les incertitudes et les hésitations de l'Etat dans le choix d'une politique (20) :

– pour le **secteur paysan**, l'inertie des systèmes de production à cause : de l'appauvrissement des sols et de la précarité des saisons, mais aussi du rôle inhibiteur de l'indivision, du manque de formation des hommes, ce qui les a empêchés de tirer parti des multiples «projets» d'assistance mis en place par l'Etat : cette aide a permis d'éviter le naufrage d'un grand nombre de petites exploitations, pas d'intensifier leur système de production ;

– le **secteur à «logique commerciale»** a plus de marge de manoeuvre mais a également tiré un profit modique des efforts pour la vulgarisation des plantes industrielles : tournesol, betterave à sucre, médicago, ...) ; le matériel agricole est utilisé plus dans une stratégie de spéculation par location aux petits paysans que dans une perspective de rénovation des méthodes culturales ;

– quant au **«secteur organisé»** après l'échec patent de l'expérience des UCP (Unités Coopératives de Production), *«il évolue en porte à faux ...La notion de coopérative est devenue elle-même d'une ambiguïté extrême, voire même une véritable fiction»*. Et l'assolement biennal amélioré, préconisé par les techniciens, n'est souvent pas appliqué.

A ce constat dressé en 1987, doit être ajouté depuis peu un élément également significatif de l'évolution du système tunisien : la relance capitaliste de la grande agriculture d'entreprise par association de l'Etat et de groupes bancaires dans le cadre des **«Sociétés de mise en valeur et de développement agricole»** (**chap. VI.2.B.***a*).

f) En Algérie : le passage de l'agriculture assistée à l'agriculture libérale

Les modalités de la mise en place de la **«réorganisation»** de l'agricultre algérienne (cf. *infra* **chap. VI.2.B.***c*) peuvent susciter l'étonnement : par sa rapidité (à peine plus d'un semestre, août 1987-mars 1988), par son caractère presque furtif (l'opération ne créa aucun véritable mouvement d'opinion, et ce calme prend une signification particulière au regard des événements d'octobre 1988). Tout se passa donc comme si cette «révolution dans la révolution» (... cette «contre-révolution» ?) était attendue, espérée. Mais dans la pratique, sur le terrain, cette mutation suscite de nombreux remous et ces difficultés donnent des éclairages divers sur les conditions d'activité de l'exploitation agricole, dans son fonctionnement interne, dans ses relations avec l'extérieur. Pour ce deuxième volet, un mot est employé couramment et a pris valeur officielle : **«l'environnement»**, et nous l'utiliserons en ce sens.

La nouvelle unité, dénommée exploitation agricole collective, EAC, créée à partir du démembrement des DAS (Domaines Agricoles Socialistes), au profit des anciens travailleurs réunis en une société civile de trois membres au moins, ne bénéficie pas du droit de propriété de la terre, mais n'en a que la jouissance perpétuelle.

S'il est évidemment prématuré, en ce printemps 1989, de porter un jugement définitif sur ce type d'exploitation, dont certaines, en dépit de deux campagnes difficiles marquées par la sécheresse, connaissent des débuts prometteurs, on peut, à travers l'exemple d'un cas particulièrement révélateur, dégager certaines lignes directrices de la nouvelle entreprise agricole (communication de M. S. Kesseiri, juin 1989).

Il s'agit d'une EAC située au voisinage d'Oran, comportant 7 membres (dont l'ancien ingénieur gestionnaire du DAS démembré) détenant une superficie de 105 ha, dont 2 irrigables à partir d'un puits. La partie irriguée est réservée au

maraîchage, en plasticulture, spécialement tomates et poivrons, sur le reste on pratique la céréaliculture en jachère biennale, avec un élevage de 30 vaches laitières.

La proximité d'Oran, le bon état des installations, la présence dans le groupe d'un technicien qualifié : autant d'atouts qui pouvaient laisser augurer d'initiatives permetttant d'améliorer rapidement la rentabilité de l'exploitation. Et en effet l'ingénieur proposa un programme d'intensification et d'association secteur irrigué-élevage : une partie de l'irrigué serait réservée à la tomate (à forte utilisation de main-d'oeuvre mais aussi à haute rentabilité financière), une deuxième partie aux fourrages ou à du maraîchage à double fin (choux et choux-fleurs, utilisables en cas de chute des cours pour alimenter le bétail), une troisième part pour un arrosage d'appoint de fourrage en assolement avec les céréales ; la production du lait (vendu à 6 dinars le litre), pivot du système, et de la tomate, devait dégager un surplus permettant des investissements nouveaux sur l'exploitation.

Et cependant, en dépit de ces bonnes dispositions de départ, le bilan au bout d'une année est désastreux ; le programme d'intensification de l'ingénieur a été rejeté :

1°– la tomate jugée trop accaparante (équivalent de 600 jours de travail par hectare) a été remplacée par le poivron (200 jours) bien que le rapport de celui-ci ne fût que de moitié, et même à partir de janvier la serre fut cédée à un entrepreneur privé pour un prix médiocre ;

2°– la sécheresse fit que la récolte de céréales de 1988 eut un rendement dérisoire ;

3°– les prêts engagés pour l'équipement de l'exploitation entraînaient le paiement d'annuités relativement lourdes, et la Banque refusa tout moratoire.

Devant l'ampleur de l'endettement, le collectif choisit la solution la plus facile, mais aussi celle qui hypothéquait le plus l'avenir de l'exploitation : le bétail fut vendu pour une somme de 150 000 dinars. La mésentente entre les membres du groupe menace de conduire à une véritable désagrégation de celui-ci.

L'analyse de cet échec amène à mettre en cause directement deux séries de facteurs relatifs à l'exploitation : d'une part, son «environnement», de l'autre, et indirectement, la relation avec le secteur économique privé.

Pour l'exploitation, on relèvera la non-adaptation du groupe à son outil de travail : c'est rapidement, un peu au hasard, que le collectif s'est constitué, à l'automne de 1987 ; il en résulte d'inévitables tiraillements, l'absence d'une structure interne, donc de responsabilités définies, ce qui entraîne un manque de solidarité, une crise de confiance ; créée comme remède aux tares de l'organisation collective des domaines socialistes, l'EAC témoigne de blocages du même ordre.

Pour «**l'environnement**», c'est-à-dire l'ensemble des structures avec lesquelles l'exploitation est en relation organique : coopératives de services, banque, la crise de confiance est encore plus forte ; l'Etat lui-même dont ces organismes dépendent en a supprimé certains (dont la CACG la Caisse Agricole de Comptabilité et de Gestion), sans oublier la CAPCS, Coopérative Communale) ; les services agricoles de *wilaya* et de *daïra* sont mis pratiquement «hors jeu».

L'affaiblissement, organisé par l'Etat, du secteur agricole public a pour conséquence le renforcement du secteur privé en ses diverses structures : entrepreneurs de travaux, organismes commerciaux, banques ...

Conscient des perturbations diverses qu'entraîne cette ère de transition, le gouvernement s'apprête à instituer un nouveau système de coopératives agricoles de services. Le statut-type en a été élaboré et devra être objet de discussion avec la profession agricole au cours de cette année 1989.

Mais déjà on voit poindre une controverse significative sur le retour éventuel à un système unique de propriété privée.

IV – 2

A la recherche d'une logique agro-territoriale (★)

Le système agraire est une composante d'un tissu spatial dont la structure globale se modifie sans cesse en raison de la diversification de ses fonctions. Ce sont les villes et leurs activités qui constituent à l'époque contemporaine les moteurs de cette évolution d'ensemble. Vis-à-vis de ces pôles et des lignes de flux les reliant, l'espace agricole tend à tenir le rôle d'un espace interstitiel dominé, fournisseur de denrées et bassin d'emploi pour les centres urbains. En même temps, les campagnes ont connu une redistribution de leurs forces vives, en une évolution dans laquelle on peut distinguer trois phases principales :

Dans **l'ordre frumentaire** (ou d'autosubsistance), l'agriculture (polyculture à base céréalière) avait pour mission première d'alimenter les populations locales, le classement entre «bons» et «mauvais pays» s'effectuant en fonction de leur capacité à satisfaire à cette fonction.

L'ouverture sur les marchés éloignés a créé un **ordre marchand** dans lequel se diversifièrent des bassins de production spécialisés, catalogués en fonction de leur rentabilité : économie d'échelle et substitution du capital au travail accentuant la tendance à l'exode vers les villes.

Polarisations et hiérarchisations excessives ont conduit à des dichotomies entre secteurs bénéficiant d'effets cumulatifs des fonctions économiques et secteurs en désertification. Pour corriger ce «scénario de l'impossible», **l'ordre de planification** s'efforce d'établir un nouvel équilibre entre les espaces.

Le système spatial actuel combine ainsi des tendances contradictoires :

– poursuite, voire renforcement, du mouvement de polarisation (technopoles et technopôles) avec lutte entre les grandes agglomérations pour devenir d'authentiques capitales régionales multipliant ainsi les phénomènes de banlieue ;

– réhabilitation de l'espace rural, ajoutant à sa fonction de production agricole celles de résidence et de loisir, poussant parfois à des reconquêtes d'espaces dévitalisés ; créant des espaces **médians** qui oscillent entre marginalisation et péri-urbanisation et s'efforçant de réanimer et d'intégrer les arrière-pays.

A – L'inégal développement, une fatalité?

A cause de l'ampleur des disparités économiques et sociales visibles à travers ses paysages, à cause également de la qualité des analyses et des réflexions qu'elles ont engendrées, le Monde méditerranéen constitue une aire privilégiée d'étude de ces phénomènes, mais cette étude relève d'une conception plus large sur les inégalités dans le développement (21).

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

a) La «Méditerranéité» un bloc fracturé

De ces recherches nous ne retiendrons ici que quelques idées forces :

1°– ces disparités sont **de type organique**, c'est-à-dire qu'elles ne résultent pas d'accidents survenant dans le fonctionnement d'un système socio-économique, mais qu'elles caractérisent la nature du système lui-même ;

2°– ces inégalités sont aussi l'effet d'un **processus cumulatif** qui tend à les entretenir et à les renforcer ;

3°– elles sont également de caractère **sectoriel**, c'est-à-dire qu'elles traduisent une hiérarchie socio-professionnelle dans laquelle certaines activités sont particulièrement pénalisées, et notamment celle du secteur primaire par rapport à celles des secteurs secondaire et tertiaire, ou encore les activités rurales par rapport aux activités urbaines ;

4°– ces **dysfonctionnements** s'expriment par des déséquilibres géographiques à des niveaux divers:

- niveau zonal : entre zone tempérée et zone aride et tropicale, entre le Nord et le Sud ;
- niveau international : entre pays riches (développés) et pays pauvres (sous-développés);
- niveau régional : entre régions de focalisation et régions de marginalisation.

Et pour certains économistes ces déséquilibres revêtent un caractère inéluctable, ainsi A.O. Hirchman a pu écrire :

«*L'inégalité de croissance entre les nations et les régions accompagne et conditionne inévitablement la croissance elle-même*» (22).

En ce qui concerne le Monde méditerranéen, ces relations profondes avaient été mises en évidence dès 1930 par A. Gramsci dans son essai sur la **Question méridionale**. Pour lui l'opposition entre la prospérité de la Lombardie et la misère de la Calabre était la résultante d'une conjonction entre les intérêts des latifundiaires du Sud tirant de l'exploitation de leurs *braccianti* une rente d'état social et dont une partie de l'épargne était transférée dans les banques, et les industriels du Nord qui faisaient fructifier ces capitaux à leur pofit. Et c'est sur cette alliance de classe que s'est édifié le «**bloc historique**» creuset des inégalités sociales comme des déséquilibres régionaux (23).

Nous retiendrons l'image du «**bloc**» comme expression de l'interdépendance des phénomènes, mais nous y ajoutons le qualificatif de «**fracturé**» pour insister sur les distorsions qui sont dans la nature même de ce bloc.

On notera encore qu'en matière agricole le transfert de technologie d'un type d'exploitation à l'autre est rendu difficile du fait de la relation organique profonde existant pour chacune d'entre eux entre l'équipement et les autres composantes de l'unité de production.

Face à cette vue pessimiste de l'évolution de la dynamique régionale, une conception plus optimiste considère ce déséquilibre seulement comme un phénomène transitoire devant être relayé, dans un deuxième temps, par un redressement de la situation dans les zones les plus défavorisées et donc par la réduction des inégalités géographiques inhérentes à la première phase.

Or des analyses plus fines montrent que, dans les faits, cette tendance à la réduction des disparités va se manifester au niveau des revenus de l'ensemble des populations d'un pays, tandis qu'au contraire les déséquilibres inter-régionaux se maintiennent, voire s'accentuent. L'exemple de l'Espagne, étudié par S. G. Sequeiros-Tizon en apporte l'illustration (24) :

«*Malgré vingt ans de politique régionale en Espagne, le déséquilibre inter-régional montre une stabilité extraordinaire. Pendant la période 1955-1983, seulement 20 provinces dépassent le revenu espagnol per capita et, ce qui est plus grave, ces 20 provinces sont toujours les mêmes. Simultanément, tout au long de toute la période antérieure, c'est précisément dans cet espace que la population espagnole s'est concentrée, c'est-à-dire là où elle a augmenté le plus rapidement et où elle connaît les plus grandes densités démographiques*».

b) Régionalisation et développement territorial (25)

Le mot de «**région**» dans sa double acception actuelle exprime bien les deux composantes de la réalité spatiale que nous avons le souci de rendre

dans cette étude. D'une part, au sens traditionnel du terme, la région correspond à un espace relativement étendu défini par des caractères géographiques, naturels et humains particuliers qui en font une unité par rapport aux espaces voisins et à l'espace englobant, d'autre part la région correspond à un territoire administratif reconnu officiellement comme partie d'un ensemble national. **La région est donc produit à la fois du zonage et du maillage de l'espace**, et c'est au carrefour de ces deux notions que se manifeste une «identité régionale».

Et si nous mettons la «région» au coeur de notre raisonnement, ce n'est pas seulement parce qu'elle est terroir (élargi, ou mieux agrégat de terroirs plus ou moins typés) et territoire, mais également parce qu'elle est centre actif d'élaboration et de mise en application de politiques d'aménagement et d'organisation de l'espace. Et plus particulièrement pour le domaine agraire, et dans la conjoncture européenne actuelle :

«*Les niveaux régionaux et infra-régionaux sont appropriés à la mise en oeuvre d'une politique agricole dont les objectifs sont l'affaiblissement du caractère sectoriel et la poursuite de l'intégration avec les autres politiques des secteurs productifs et surtout avec la politique de l'aménagement du territoire*» (26).

C'est de la sorte poser – tout normalement – le problème de la dynamique agraire dans les espaces méditerranéens en terme de développement régional. Mais il est entendu que nous n'avons pas à traiter ici dans sa globalité le problème de la «régionalisation». Nous ne retiendrons que les traits nécessaires à la compréhension des mécanismes d'évolution de l'espace rural et des structures agraires.

Le mouvement dominant, pour l'aire méditerranéenne, est celui du **passage du modèle d'Etat unitaire centralisé au modèle unitaire régionalisé**, mais avec des étapes et des formes propres à chaque nation.

«*La crise des Etats unitaires centralisés est apparue pour des raisons différentes, aussi bien dans les Etats issus d'une révolution démocratique, comme la France ou l'Italie, que dans des Etats sortant de périodes très conservatrices et autoritaires, comme le Portugal, l'Espagne et la Grèce*» (27).

Et l'on pourrait allonger la liste en y adjoignant les nations ayant connu le régime colonial, lesquelles, dans un premier temps, ont voulu affirmer leur identité en faisant de l'Etat centralisé un instrument et un symbole de ralliement collectif.

On notera d'ailleurs que, pour les pays de la Méditerranée occidentale, l'empreinte de la présence française, qu'elle fût brève ou prolongée, a contribué à la mise en place d'institutions centralisatrices de l'ère napoléonienne : provinces en Espagne et en Italie, départements en Algérie, régions au Maroc, agissant comme relais du pouvoir de l'Etat.

Les conflits de compétence que le transfert d'autorité entraîne actuellement n'a pour nous que valeur secondaire. L'important est que ce desserrement de pouvoir ouvre la voie à «**des stratégies de développement territorial**» et M. Allefresde va jusqu'à penser que «*la nouveauté à rechercher ce n'est pas que le développement soit régional au lieu d'être national, ou local au lieu d'être régional, c'est qu'il procède d'une vision intersectorielle, c'est-à-dire territoriale, par rapport aux perspectives sectorielles, administratives ou catégorielles*» (28).

Or, avec l'élargissement et le renforcement des échanges au-delà des frontières étatiques, c'est l'ensemble des équilibres inter- et intrarégionaux qui est remis en cause. Il en résulte un nouveau basculement dans la relation Etat-régions.

«*Au sein du monde méditerranéen, il apparaît que les régions se définissent à l'échelle internationale par leur place dans la Division internationale du travail et leur degré de périphicité, plutôt qu'à l'échelle nationale en tant qu'enjeux historiques prénationaux*».

Ainsi, on ne saurait nier l'ampleur du changement en cours. La «région» en tant que concept et en tant que réalité de l'organisation spatiale est en renouvellement, et cette mutation s'exprime en termes de :

– **légitimité** : laquelle est **double** :

• produit historique de la relation d'une société à son espace, la région a été prise en compte par l'Etat moderne comme moyen du contrôle social et comme cadre de l'aménagement du territoire :

le maillage régional est résultante d'une déconcentration du pouvoir étatique ;

• dans un régime démocratique, la région est émanation du suffrage universel, avec ses institutions propres, elle est résultante d'une «régionalisation ascendante».

– **créativité** : la région a la capacité d'élaborer et de faire exécuter ses propres programmes économiques, sociaux, culturels : politique de la capitale régionale technopole ou du réseau régional de technopôles, mais aussi politique agraire régionalisée (cf. La réforme agraire en Andalousie) ;

– **territorialité** : la valeur de l'assiette territoriale de la région est jaugée moins par référence à l'héritage historique qu'elle représente que par estimation de sa capacité à constituer une force de négociation avec l'Etat, voire même avec un niveau supérieur ; la tendance est de s'aligner sur le modèle allemand des «Länder» ; le problème vient d'être posé en France : n'est-il pas opportun de substituer aux 22 régions existantes un maillage plus large de 8 à 12 régions, parmi lesquelles, de part et d'autre du Rhône, une **Région méditerranéenne** ?

En inversant la dynamique spatiale dans l'exercice du pouvoir, en passant de la logique étatique descendante à la régionalisation ascendante, c'est la signification de l'ensemble de la construction territoriale qui est remise en cause ; le renforcement du niveau régional irait dans le sens de l'affermissement des «niveaux pairs» : 8–Europe, 6–région, 4–petite région. Déjà apparaissent des amorces de relations directes, sans passer par l'échelon de l'Etat, entre région et niveau supra-national (cf. pour les PIM), mais également dans le sens transnational (entre Catalognes Nord et Sud, entre Alpes Maritimes et Ligurie ...).

Cependant le cas de l'Italie montre combien, en matière agricole en particulier, la politique territoriale reste encore sous la tutelle de l'Etat (cf. **encart**).

B – Dynamique agraire et développement local

Du «développement agricole» au «développement local», il n'y a apparemment qu'un pas. Diverses expériences montrent qu'il n'est pas aisé de le franchir.

Certains types de relais agro-territoriaux ont été pourtant expérimentés, prenant la forme soit de «politiques agricoles localisées», soit de relance de la «communauté rurale», ou encore de développement de la «petite région» comme niveau pertinent du développement local.

a) Aspects de «politiques localisées» : terroirs et réseaux

Les deux tendances qui se distinguent dans l'évolution socio-économique des unités de production apparaissent tout naturellement dans leur relation à l'espace. Celle qui donne la primauté à la rationalité économique réglée sur la loi du marché se fait de plus en plus a-spatiale, en arrive à une sorte «*d'abstraction du territoire agricole*» (M. Bodiguel). Celle qui se préoccupe d'abord de la reproduction sociale de l'exploitation, de sa valeur patrimoniale, de son insertion dans son environnement immédiat, insiste sur «*la nécessité d'une politique localisée*» (28). Cette deuxième évaluation a pour corollaire le recours plus systématique à des corps intermédiaires et en conséquence, à la sectorisation des niveaux d'organisation spatiale aux échelons local et régional.

Cette démarche revêt parfois une telle importance que certains voient, à travers elle, apparaître un nouveau modèle agraire : «l'exploitation rurale». En d'autres circonstances la tendance à développer ces «politiques localisées» se traduit par des adaptations plus nuancées des filières classiques, c'est le cas pour la viticulture languedocienne, par l'intermédiaire de son «schéma directeur» et de ses «groupements de producteurs».

Une nouvelle composante agraire, «l'exploitation rurale»

Le système dual que nous avons vu se manifester oppose une catégorie dominante d'entreprises spécialisées à degré de capitalisation plus ou moins élevé et, sur les marges, une catégorie dominée d'exploitations contraintes à pratiquer diverses formes d'ajustements et spécialement pour survivre.

Mais cette vision des choses qui réduit ces pratiques d'adaptation à «une solution transitoire qui débouche à terme sur la cessation d'activité

Agriculture et régionalisation en Italie

Cadre général et perspectives de la régionalisation de l'Etat italien (a)

On a dû attendre jusqu'en 1970 pour que la Constitution soit véritablement appliquée et que les régions soient vraiment créées. Il fallait que des lois organiques soient adoptées pour ce qui concerne les élections régionales, les compétences des régions, leur organisation, leurs moyens en personnels et leur organisation financière. Ce n'est qu'en 1977 que les compétences régionales ont été vraiment organisées, c'est-à-dire qu'il a été donné un contenu détaillé à la liste indicative générale incluse dans la Constitution. La loi de 1977 renvoyait certains problèmes à d'autres lois, et, 10 ans après, tous ces textes n'ont pas encore été adoptés. La législation votée jusqu'à présent a conduit plutôt à une limitation de l'action régionale par rapport aux ambitions d'origine.

Le désir de faire réellement fonctionner les régions a connu, en effet, des hauts et des bas. L'émergence des régions a manifesté des difficultés opérationnelles et culturelles. La région a rencontré sur son chemin les résistances des autres niveaux du cadre institutionnel. Ces obstacles ne sont pas tous surmontés, ce qui provoque une situation assez confuse. Ces difficultés concernent d'abord les relations entre les régions et l'Etat. Elles touchent, ensuite, aux relations entre les régions et les structures d'un niveau géographique inférieur. L'émergence de la région entraîne la nécessité de modifier le rôle et le fonctionnement des autres structures, et c'est cette réforme de l'existant qui n'est pas facile à réaliser, car les structures en place ne sont guère décidées à faire place à la nouvelle réalité régionale.

Dans ce contexte, les communes ont constitué le véritable point de résistance du système antérieur. Les communes supportent très mal l'ingérence d'une structure nouvelle, née justement pour planifier leurs activités. Les communes, dans la plupart des cas, continuent à travailler tout à fait comme avant l'existence des régions.

Par contre les Provinces (les départements) ont perdu leur identité antérieure, sans vraiment en trouver une nouvelle qu'elles pourraient tirer de leur situation intermédiaire entre les régions et les communes. Les Communita Montane, c'est-à-dire les «communautés de communes de montagne», sont ainsi qualifiées «d'organismes de deuxième degré» (c'est-à-dire qu'ils ne sont pas gérés par des conseils élus au suffrage universel direct, au premier degré, mais par un organisme issu d'un suffrage au second degré) regroupent les communes pour faire face aux problèmes particuliers de la montagne. Elles ont, en fait, joué un rôle intermédiaire beaucoup plus important, ce qui aurait pu montrer la direction dans laquelle aurait pu s'engager l'évolution des Provinces.

Certaines régions ont mené des expériences de structuration institutionnelles infra-régionales, tout en respectant le système existant des compétences. Ces expériences ont connu des succès très divers. Elles voulaient trouver des voies pour une meilleure articulation des compétences des différents niveaux.

Le processus de la décentralisation régionale dans le domaine de l'agriculture italienne (1970-1986) (b)

La régionalisation dans le domaine de l'agriculture italienne est le sujet autour duquel on a remarqué l'alternance la plus forte des tendances de recentralisation et de décentralisation, soit au niveau des actes administratifs du gouvernement central et des actes de la Cour Constitutionnelle.

Le conflit entre les régions et l'Administration centrale dans le domaine agricole est tout à fait actuel ; cependant, la contestation en ce qui concerne le manque de respect des compétences régionales par le gouvernement, s'accompagne de la recherche des possibilités de collaboration au niveau politique et opérationnel.

Source : (a) CANALE, L., pp. 58-61 ; (b) PICCHI, A., pp. 62-66.

Actuellement, même si on est dans une phase de recentralisation, à cause des carences régionales, on est en train de commencer une expérience nouvelle dans le champ des rapports entre le Ministère et les Assessorats régionaux, suite à l'approbation de la loi pluriannuelle pour les dépenses en faveur de l'agriculture ; cette loi prévoit en effet la constitution de deux organes permanents de liaison et de collaboration ; la conférence entre le Ministre et les Assessorats et le Comité Technique composé par des dirigeants généraux du Ministère de l'Agriculture et six chefs des Assessorats régionaux en tant que représentants de tous les Assessorats.

Les régions, d'autre part, ont eu du mal à s'imposer en tant que véritables administrations de l'Etat périphérique. Les commissions et les Conseils régionaux n'ont pas attaché une attention suffisante à la mise en place de leur appareil administratif.

La Politique Agricole Commune (P.A.C.) est une autre occasion de centralisation de la Politique agricole.

Bien que les régions représentent officiellement le niveau auquel les règlements communautaires sont appliqués, elles n'ont pas été consultées, en général, pour définir le point de vue national par rapport aux règlements communautaires.

Les niveaux régionaux et infra-régionaux sont appropriés à la mise en oeuvre d'une politique agricole dont les objectifs sont l'affaiblissement du caractère sectoriel et la poursuite de l'intégration avec les autres politiques des secteurs productifs et surtout avec la politique de l'aménagement du territoire. A cet égard, il n'y a que certaines régions italiennes qui ont vécu des expériences de programmation économique globale et de programmation territoriale. Le projet et la mise en oeuvre des P.I.M. devrait pousser ce processus.

Les régions ne sont pas les distributrices principales des aides en faveur de l'agriculture : en 1972, elles ont «administré» directement 8% des ressources d'ensemble en terme de paiement, en 1977, 13%, en 1980, 23% (comptes consolidés des dépenses publiques intérieures en faveur de l'agriculture). Si on considère l'aide communautaire à l'agriculture italienne, le poids des régions se ramène à 4% en 1972 et à 14% en 1980.

Donc les régions italiennes ne sont pas encore les sièges véritables de la formation de la politique agricole régionale et elles ne sont pas les responsables principales des transferts publics en facteur du secteur agricole.

Le gouvernement italien a reconnu que les régions constituaient la structure institutionnelle compétente pour élaborer les projets et la mise en oeuvre des P.I.M. même si parmi les «actions P.I.M.», il y a des secteurs qui sont restés de compétence de l'Etat (petite et moyenne industrie, aquaculture).

Bien sûr, cette prise de décision, favorable aux régions, a été influencée par le poids plus grand de leurs compétences dans d'autres domaines (agriculture, forêt, artisanat, tourisme, formation professionnelle).

Les P.I.M. ont bien révélé la difficulté de déterminer et de définir les interventions intégrées, dont le but est de mettre en route un développement endogène, si les compétences sectorielles sont partagées entre différents niveaux et surtout si les interventions de l'Etat ne sont pas intégrées aux choix des territoires régionaux concernés.

(1) Extrait de : *La politique de développement régional en Méditerranée*, 1987, pp. 58-66.

agricole», ne masque-t-elle pas un mouvement plus profond qui fait que «ces pratiques conduisent à la mise en place de véritables systèmes d'exploitation, ce qui veut dire qu'elles font preuve d'une certaine capacité d'auto-reproduction» ?

P. Muller répond par l'affirmative à cette interrogation et propose de regrouper ces nouvelles stratégies autour de la notion «d'exploitation rurale», avec les cinq traits fondamentaux suivants (29) :

① *«Elle correspond d'abord à une stratégie de type entrepreneurial et pluriactif ;*

② *la fonction commerciale tend à y occuper une position déterminante, bien que sous des formes très variées ;*

③ *la compétence associée à cette forme de production est une «compétence de système» ;*

④ *l'espace de reproduction de l'exploitation rurale est un «espace de proximité» ;*

⑤ *enfin, le développement des stratégies d'exploitation rurale débouche sur de nouvelles formes d'organisation collective et correspond à la remise en cause du modèle de représentation corporatiste en agriculture.*

Si la possibilité d'un tel schéma était démontrée, alors la diversification des modèles de développement agricole serait envisageable autrement qu'en termes d'agriculture duale. En même temps, on pourra s'interroger sur l'avenir de cette nouvelle variante du métier de paysan et sur son impact dans le secteur agricole lui-même».

Dans cette voie s'organisent divers types d'agrégats d'activités associant les travaux agricoles (et d'élevage) proprement dits à des formules diverses de valorisation des produits, de commercialisation, de services complémentaires ou annexes. De cette structure polyvalente nous retiendrons les aspects les plus significatifs en fonction de nos préoccupations :

– la primauté des aspects de **gestion** sur ceux de production proprement dite : il ne s'agit pas d'«optimiser telle ou telle fonction mais d'assurer la cohérence de l'ensemble» ;

– «une volonté de **désectorisation** du métier et donc de transgression de la division du travail propre au modèle agricole dominant» ;

– le recours au niveau 2 de notre schéma agro-territorial, le «groupe» sous l'espèce de structures collectives de petite taille à formes juridiques variables : associations, coopératives, GIE, SICA, regroupant rarement plus de dix exploitations ;

– la valorisation «**d'espaces de proximité**» par la création de réseaux de ressources, de services, de clientèle.

Ainsi ancrée dans le terroir et soutenue par un réseau complexe de relation, l'exploitation rurale est forme de **relocalisation** du système agraire. Face au blocage du «modèle intensif», certaines organisations paysannes fondent sur la construction d'une solidarité paysanne l'espoir que renaisse «un milieu rural vivant» et dans ce but elles se prononcent pour un statut régionalisé des agriculteurs double-actifs.

Le constat du dualisme étant fait, quelle portée réelle lui assigner ? Simple «phénomène de régulation de la crise» ou «signe d'une nouvelle phase de développement du capitalisme» ? Agronomes, économistes, sociologues, politologues hésitent à donner des réponses définitives à la question. Mais tous s'accordent pour estimer que le problème est moins de définir un modèle d'exploitation répondant à des normes économiques précises que d'imaginer le **statut social** de la catégorie professionnelle des agriculteurs.

La recherche de «corps intermédiaires»

Le chapitre précédent relatif à la dynamique des exploitations a montré comment se dégagent deux orientations opposées, l'une plus spéculative, plus techniciste, tendant à faire «abstraction du territoire agricole», l'autre s'insérant plus dans l'environnement immédiat et participant aux «politiques localisées».

Cette deuxième tendance manifeste le souci des producteurs de prendre en compte divers paramètres, relevant d'une triple constatation : celle de la faiblesse de leur unité de production isolée face aux lois drastiques du marché et à l'évolution rapide des techniques, entraînant la nécessité d'un minimum de solidarité professionnelle, celle de l'intégration de leur entreprise dans des circuits d'échange de plus en plus complexes, d'où se dégage l'intérêt d'organisations de proximité pour règler divers problèmes, celle de l'inévitable insertion de leur bien dans une perspective d'aménagement du territoire, ce qui implique l'obligation de s'intéresser à la définition, sur le plan local, de cette politique.

Ainsi de nombreux facteurs poussent l'agriculteur à sortir du cadre étroit de son exploitation individuelle (niveau I) pour participer de façon plus ou moins suivie aux activités des autres niveaux du local, celui du «groupe» (2), de la communauté (3), de la petite région (4).

Et inversement, dans sa recherche de mise sous contrôle de la population et de l'espace, le pouvoir central a intérêt à s'insérer, autant qu'il est possible, dans la mise en place et le fonctionnement de ces niveaux intermédiaires.

Cette conjonction de l'action des agriculteurs et des Pouvoirs publics prend, en certaines circonstances, des formes particulièrement significatives : ainsi en est-il dans les périmètres irrigués, où la complexité, voire la lourdeur, des infrastructures et la nécessité, reconnue de tous,

d'une discipline dans la gestion de l'eau, aboutit à créer une trame technique support d'un maillage de commandement et d'organisation des irrigants qui sert de cadre à une politique fortement localisée. Le cas des périmètres d'irrigation du Maroc, analysée dans la partie suivante, illustre bien les problèmes de l'ajustement du pouvoir technocratique avec l'initiative des producteurs. Le cas du Languedoc, avec le couplage du «schéma directeur du vignoble» et des «groupements de producteurs» témoigne d'une démarche dans laquelle l'initiative des producteurs tient une plus grande place, cependant qu'en Algérie la crise du régime socialiste conduit, en ce domaine comme en d'autres, à diverses interrogations.

Refonte cadastrale et réorganisation professionnelle dans le vignoble languedocien

Pour le vignoble languedocien le renforcement des «niveaux intermédiaires» s'est effectué tout spécialement à partir de 1974, par le biais du **schéma directeur du vignoble**, ou Plan Chirac :

– le «niveau 3», celui de la commune, a vu son rôle confirmé non seulement parce que les volets oenologique et économique du plan conduisaient à revaloriser la **coopérative** en tant qu'instrument amélioré de la transformation du produit et de sa commercialisation, mais encore parce que le territoire communal fut choisi comme espace de restructuration spatiale du vignoble ; un micro-zonage apparut même à cette occasion, l'**îlot**, unité physique réputée «homogène» à l'intérieur de laquelle devait se réaliser l'opération de remembrement-aménagement de base ; la revalorisation du «terroir» est l'un des fondements de cette politique, visant à donner au produit un label local ;

– au «niveau 4», correspondit la création des **groupements de producteurs**, d'une part agrégats de coopératives atteignant au total un volume de production suffisant pour développer une politique efficace de commercialisation, de l'autre aires territoriales suffisamment typiques pour permettre la valorisation d'un terroir sous un label déterminé (30) ;

– le «niveau 5», celui du département est constitué par la **Fédération Départementale des Caves Coopératives** qui désigne ses représentants au niveau supérieur ;

– au «niveau 6», celui de la région, fut créé en 1978 le CEVILAR, **Comité Economique des Vins du Languedoc-Roussillon**, chargé d'assurer l'animation de l'ensemble et la promotion des vins de la région.

De la mise en place de ce système agro-territorial, dont les composantes connurent des fortunes très variables, nous retiendrons ici deux traits significatifs :

– l'articulation majeure de cette construction, le groupement de producteurs, a pour fonction essentielle de jouer le rôle **d'entreprise commerciale** que les niveaux inférieurs, celui du petit producteur et même celui de la coopérative communale, ne peuvent tenir correctement ;

– face à la dimension nationale du marché du vin, le «terroir», même identifié à une petite région, a de la peine à se faire valoir : il y en a trop ; quant au niveau de la région, le Languedoc, en dépit des efforts considérables réalisés depuis trois lustres pour en valoriser la dénomination, et les progrès sensibles en l'affaire, il semble prématuré d'en user comme étiquette générique de promotion des produits d'entre Rhône et Lauragais.

Les efforts consentis pour la mise en place d'une filière viti-vinicole ont donc abouti à des résultats mitigés. En dressant le bilan de cette politique, le Ministre de l'Agriculture a récemment (février 1989) souligné les quelques points suivants :

– «les aides publiques, contre-partie de disciplines librement consenties, ne sont pas faites pour pallier les difficultés conjoncturelles (les fluctuations du marché) mais pour bâtir l'avenir, améliorer les structures» ;

– «il faut faire la chasse aux groupements "bidons", encourager les fusions» ; on estime que sur les 57 groupements existants, les 3/4 sont en situation financière difficile et ne pourraient subsister à terme ;

– le Ministère est prêt à mettre en place avec les groupements «un contrat comportant des objectifs chiffrés et un contrôle chiffré».

Ainsi la tendance actuelle est de développer **la politique de cogestion entre l'Etat et la profession** et de renforcer le fonctionnement du système par la mise en place de corps

intermédiaires plus adéquats à la situation, aptes à négocier à la fois avec :

– les producteurs dans une aire territoriale déterminée et restructurée ;

– les représentants de la fonction commerciale dont les choix seraient représentés au niveau des cépages ;

– les agents de l'Etat avec lesquels serait mise au point une politique contractuelle à moyen terme.

Algérie 1989 : quelle articulation entre socialisme libéral et capitalisme ?

La suppression des CAPCS (1984), puis la dislocation des domaines socialistes (1987-1988) et leur remplacement par des mini-collectifs, les EAC, ont fait disparaître les «corps intermédiaires» auxquels se raccrochaient les exploitations socialistes, mais également, pour partie, celles du secteur privé. L'une des raisons des difficultés que rencontrent les EAC réside dans l'absence d'organismes aux niveaux immédiatement supérieurs. Conscients des effets néfastes de ces carences, les Pouvoirs Publics se préoccupent de réanimer la fonction coopérative et ont diffusé un «statut type de la coopérative agricole de services» dont la création est envisagée (31).

Ce texte, ainsi que la circulaire relative à son application, insistent sur la liberté des adhérents (adhésion volontaire), leur responsabilité, en particulier dans la désignation des organismes de gestion et dans la constitution d'unions de coopératives. Il est entendu que ces coopératives sont ouvertes à l'ensemble des producteurs agricoles, ceux des EAC comme ceux de l'ancien secteur privé. Cependant une double ambiguïté apparaît d'ores et déjà concernant la nature et la gestion de ces nouvelles coopératives :

1°– Les agriculteurs y voient des institutions à fonction spécialisée (commercialisation, transformation, crédit ...) qui n'est pas de leur ressort, et ils rechignent donc à s'y engager ;

2°– Les tenants de ces activités spécialisées : entrepreneurs en matériel agricole, commerçants, artisans et industriels ..., du secteur privé, se déclarent capables de remplir, à moindre coût et avec plus d'efficacité, les fonctions requises. Ils proposent donc de mettre en place les structures de services nécessaires aux agriculteurs.

En se substituant aux organismes publics au niveau de l'environnement, le secteur privé accentuerait son emprise sur les EAC, cernant de plus en plus ces terres que leur statut actuel rend encore inaliénables.

b) La difficile relance de la communauté rurale

La communauté que nous avons considérée plus haut (**chapitre I.1.**e) comme «*médiation entre, d'un côté l'individu et de l'autre la nature et/ou l'ensemble social (société sans Etat, Etat-Nation, monde, etc ...)*» est ainsi définie comme «*un type de groupement trans-historique*» (32).

On prend donc acte de la permanence de la communauté rurale à travers les générations et de son perpétuel changement en rapport avec le mode de production dans lequel elle s'insère. De ce vaste sujet nous ne retiendrons ici que deux lignes de forces commandant la relation à l'espace : la diversification socio-professionnelle et la participation à l'enjeu territorial.

La diversification professionnelle, résultante d'une modification du peuplement et/ou des mutations à l'intérieur de la catégorie agricole elle-même, se traduit par le développement de sociétés locales hétérogènes dans lesquelles la part de la société proprement agricole ne cesse de diminuer. Déjà définie comme *part-society* par rapport à la société globale, la société paysanne voit sa condition amoindrie se définir de façon semblable par rapport à la société rurale elle-même.

Sur ces bases une nouvelle communauté tend donc à se former dont les aspects fonctionnels majeurs peuvent être présentés comme suit :

– **communauté de proximité** : ce facteur jouant d'ailleurs de façon variable selon que l'implantation du nouveau venu s'effectue dans une maison rénovée au coeur du village ou dans un lotissement à part ;

– **communauté de services** : moins dans le sens d'échanges directs entre producteurs agricoles et clientèle locale (de volumes généralement modestes) que par la similitude des intérêts pour le bon fonctionnement des services administratifs et sociaux (écoles ...), économiques (petit commerce), éventuellement culturels (maison de la culture ...) ;

– **communauté de gestion** : en se confondant avec la commune, la communauté moderne est reconnue comme communauté territoriale ; et dans le monde contemporain cette fonction s'enrichit pour dépasser le seul problème des équipements (voirie, eau, électricité ...) et englober l'ensemble des interventions concernant l'espace commun (32) ; l'institution du POS, c'est-à-dire d'une procédure réglementant l'affectation du sol communal sous l'égide du Conseil municipal et du maire, est un événement déterminant dans la revitalisation de la communauté : la délimitation des zones NC (réservées à la culture) et ND (espaces de protection) intéresse au premier chef les agriculteurs qui trouvent dans ce zonage d'un côté l'avantage de voir protégé leur instrument de travail contre d'éventuelles manoeuvres spéculatives, de l'autre l'inconvénient de devoir accepter que leur capital foncier ne puisse être valorisé en devenant terrain à bâtir ;

– **communauté agent du développement local** : en France les lois relatives à la décentralisation donnent même aux communes la possibilité de se transformer en «entrepreneurs» économiques, mais les aléas de la conjoncture actuelle ont réduit cette virtualité à peu de chose; cependant l'aide apportée à des initiatives en matière de transformation des produits agricoles (ateliers d'accueil) a parfois été décisive pour la réussite d'un projet. En économie libérale, l'insertion d'une «entreprise communale» reste exception. En régime socialiste, elle est dans la norme du système.

b–1) De la société segmentaire à l'organisation communale : le cas du Maghreb

Lors du retour à l'indépendance des trois pays du Maghreb, il y eut quasi-unanimité à condamner l'organisation territoriale des campagnes à cause non seulement des archaïsmes dont elle était le support, mais encore de sa collusion avec le régime colonial par le biais de ses notables. La mise en place du système communal devait fournir l'occasion de fonder l'ordre agro-territorial sur des principes nouveaux. Des instructions furent ainsi données aux conseillers techniques chargés de dresser la carte des nouvelles institutions : il fallait d'une part «casser la tribu» héritage de l'ordre ancien honni, d'autre part mettre en place un maillage territorial moderniste sur la base de principes économiques.

1. Au Maroc, la commune et la douar

Pour le Maroc, le résultat en fut la création de la commune : le fonctionnement en fut réglementé par «la charte communale du 23 juin 1960», dont le texte fut amendé, dans le sens d'une plus grande autonomie, pour devenir «la charte communale du 30 septembre 1976» (33).

La rupture avec l'ancien régime fut cependant moins complète que ne l'impliquait l'esprit de ces textes :

– sur le plan géographique, les délimitations sur le terrain durent souvent tenir compte des découpages anciens, dont on découvrit qu'ils obéissaient à une certaine rationalité spatiale : la plus grande partie des communes s'inscrivirent dans les frontières (partiellement remaniées) des tribus et des fractions ;

– sur le plan économique, en décrétant que chaque commune aurait son *souk* (pourvoyeur de taxes), on reconnaissait également que le dispositif d'échanges hérité avait sa logique.

Cependant, l'usage du mot «commune» pour désigner la circonscription administrative élémentaire en cours au Maroc introduit une certaine confusion. Du fait de la différence du nombre (quelque 700 d'un côté, plus de 36 000 de l'autre), donc de la taille, la commune marocaine s'identifie spatialement plus au canton, voire à la «micro-région», qu'à la commune de France. Ce décalage induit un problème de fond : le chef-lieu de la commune marocaine ne peut être appelé à jouer, comme c'est le cas chez nous, le rôle essentiel du centre de service du quotidien. Cette insuffisance de l'assiette territoriale, au regard de la gestion des problèmes de la vie courante, est d'ailleurs perçue par les responsables politiques du pays : des relais administratifs de commandement calqués sur les maillages traditionnels ont été maintenus, avec le *cheikh* au niveau de la fraction, le *moqqadem*, à celui du douar. Dès 1958, certains *moqqadems* reçurent une indemnité de fonction (modique) de 5 000 francs. Mais en 1965, si l'on dénombrait 30 009 douars dans l'ensemble du royaume (soit 764 habitants par douar), il n'y avait que 7 008 *moqqadems* (4,3 douars par *moqqadem*, avec des extrêmes de 1,8 pour la province d'Al Hocima et 10,5 pour celle d'Agadir).

Ainsi donc, si la décollectivisation des terres et le remodelage du maillage spatial hérité de l'ordre tribal ont provoqué un mouvement de déterritorialisation, un phénomène inverse s'annonce, fondé sur des solidarités nouvelles (associations d'usagers divers, appartenance à des mouvements politiques ...). Et dans de nombreux cas, des continuités apparaissent, résultant en particulier de la permanence de l'unité d'habitat de base, le douar, mais également de la continuité des réseaux de notables.

C'est en se fondant sur ce constat que le Projet Sebou proposa en 1967, pour le Gharb, un plan de restructuration par la refonte du parcellaire et la transformation de l'organisation paysanne (34):

La mutation des structures, préalable nécessaire à tout effort de mise en valeur, fut recherchée sur deux plans : d'une part la refonte du dessin cadastral, conduisant à la création de biens de villages, d'autre part la transformation de la collectivité traditionnelle en **société de développement villageois** (SDV).

Dans le domaine foncier, il s'agissait de simplifier et de rationaliser le mode de possession en créant au bénéfice du groupement un **bien de village**, constitué par aliénation de terres domaniales et de domaines de colonisation, voire de portions de grandes propriétés *melk*, s'ajoutant au patrimoine collectif existant ; la superficie de chacune de ces unités foncières devant être, dans la mesure du possible, proportionnelle à la population des villages.

La responsabilité de la mise en valeur serait déléguée à la société de développement villageois, issue de l'ancienne *jmâa* agrandie par l'adjonction des chefs de famille résidant sur place et considérés jusqu'alors comme étrangers. La superficie moyenne d'un finage de village serait de l'ordre de 500 ha, dimension convenant à une agriculture de groupe. Dans les secteurs irrigués, le fonds commun serait divisé en exploitations individuelles de 5 à 6 ha, elles-mêmes regroupées en unités de gestion adaptées aux conditions culturales du lieu : petites unités familiales autonomes dans les secteurs de riziculture, grandes unités de culture pour les plantations d'agrumes... L'exploitation s'effectuerait selon un système de contrats de culture, avec prix garantis, sous l'égide d'un Centre de mise en valeur, auquel serait rattachée une dizaine de villages, et en liaison avec des organismes coopératifs tels que rizeries, stations de conditionnement d'agrumes, sucreries ...

Ainsi pensait-on assurer le passage du collectivisme traditionnel à fondement ethnique, et fonctionnant principalement au niveau de la jouissance du fonds, au système coopératif moderne, préoccupé avant tout d'efficacité et de rentabilité.

Ce projet ne reçut pas l'aval du gouvernement dont l'un des porte-parole affirma : «*il n'est pas question, à moins de vouloir installer la siba aux portes de Rabat, de faire du douar la base territoriale d'une cellule autonome de mise en valeur ou encore moins de substituer aux élus communaux des mandants choisis au niveau des douars*».

«*En fait, la formule préconisée par le Projet Sebou en matière d'organisation des paysans apparaît en porte à faux avec l'ensemble de l'édifice politico-administratif local*» (35).

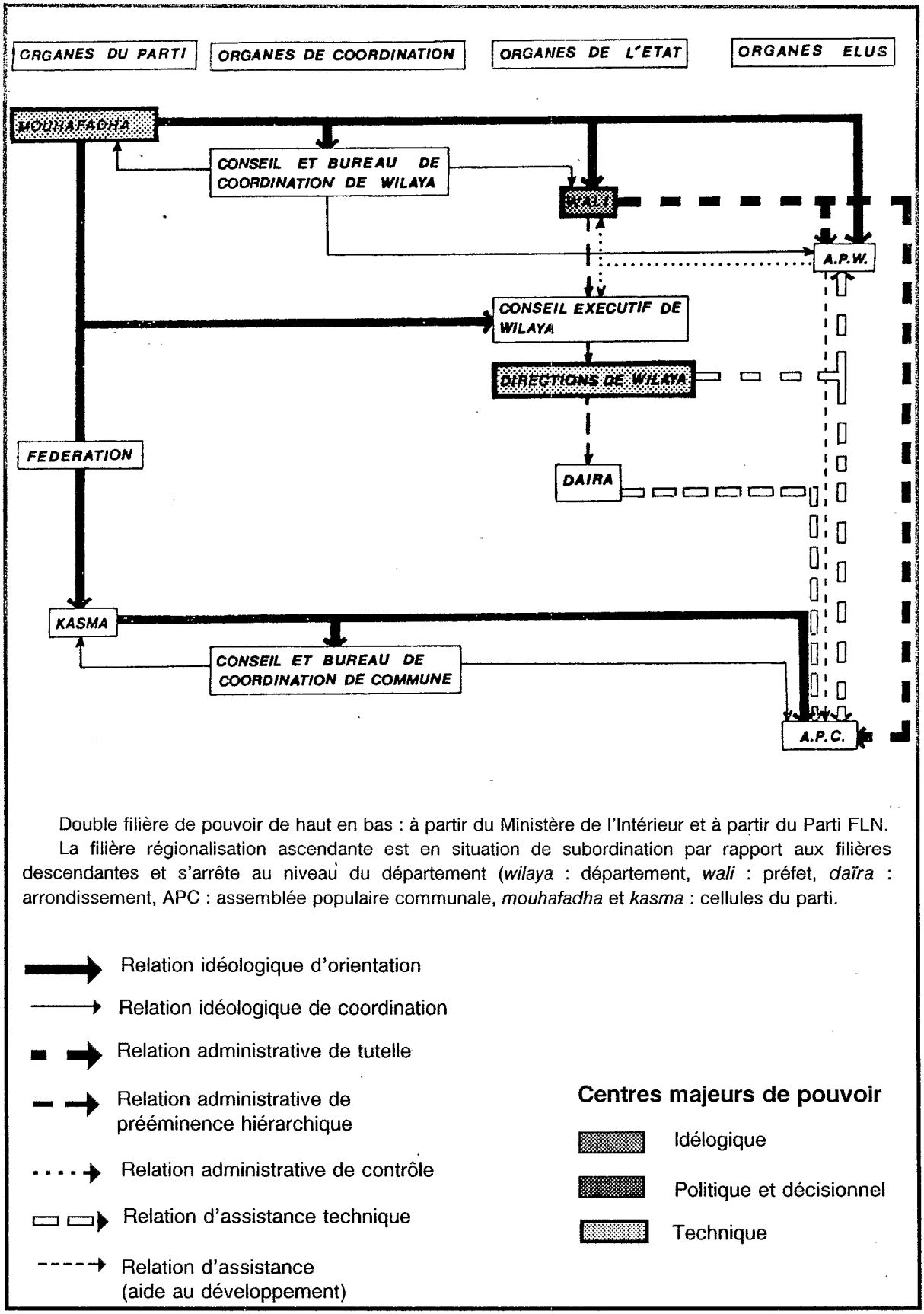
Le passage du collectivisme traditionnel, à fondement ethnique et fonctionnant principalement au niveau de la jouissance du fonds, au système coopératif moderne, préoccupé avant tout d'efficacité et de rentabilité, a été refusé. La décollectivisation a vidé le *douar* de sa signification ancienne, celle d'une communauté d'attributaires jouissant de droits fonciers potentiellement égaux. Les nécessités de la re-territorialisation des associations hydrauliques conduisent à revaloriser le village comme le lieu de résidence de propriétaires-exploitants astreints à une certaine discipline de travail et comme le centre d'une aire rationnelle d'exploitation.

La réhabilitation du *douar* ne se justifie pas simplement dans la perspective de son rôle de finage-village au bénéfice de l'agriculture, mais encore dans celle de son éventuelle fonction de centre de service constituant l'unité territoriale de base d'un système administratif densifié et plus efficient.

Ces circonstances expliquent le jugement porté sur le fonctionnement de la commune marocaine (M. Rousset) :

«*Création délibérée et recente, la commune rurale, bien qu'en voie d'acclimation, reste encore parfois une circonscription de nature purement administrative et politique : elle n'atteint pas encore au sens plein du terme, la dimension*

Figure 52 : Système territorial et pouvoir local en Algérie (vers 1985)



Double filière de pouvoir de haut en bas : à partir du Ministère de l'Intérieur et à partir du Parti FLN. La filière régionalisation ascendante est en situation de subordination par rapport aux filières descendantes et s'arrête au niveau du département (*wilaya* : département, *wali* : préfet, *daïra* : arrondissement, APC : assemblée populaire communale, *mouhafadha* et *kasma* : cellules du parti.

Source : BOUKERZAZA, H., 1985.- *Décentralisation... Le cas de la Wilaya de Skikda.*

d'un fait sociologique, d'une collectivité territoriale».

2. En Algérie : l'APC et la *qasma*

En Algérie les discours officiels n'ont cessé de rappeler que :

«Collectivité territoriale, politique, administrative, économique, sociale et culturelle, la commune, administrée par une assemblée élue, l'Assemblée populaire communale (APC), est la cellule de base du système socialiste».

L'institution de plans communaux a été présentée comme l'expression de la volonté de décentralisation.

En matière agraire, au cours de la décennie 1970, la commune joua en effet un rôle important, d'abord en tant que cadre géographique des opérations de restructuration liées à la Révolution Agraire, puis, à partir de 1974, du fait de la mise en place des CAPCS dont les bâtiments et l'animation qu'elles suscitaient en vinrent à prendre valeur significative dans le paysage rural algérien.

Mais il apparut bien vite que, soumise à la surveillance de la *qasma*, cellule du Parti, l'APC ne pouvait être qu'un relais du contrôle par le pouvoir central. La CAPCS fut incapable de tenir sa fonction de régulatrice entre secteurs privé et socialiste. Sa suppression brutale, en avril 1984, montra à quel point les autorités locales, étaient sans pouvoir réel.

Une revendication du même ordre qu'au Maroc visant à faire du village le noyau vivant de la vie locale s'est manifestée en Algérie, spécialement chez les attributaires de la Révolution agraire, bénéficiaires d'un logement dans un «village socialiste». Si ces populations étaient reconnaissantes des efforts que l'Etat avait réalisés pour l'amélioration de leur sort, elles rendaient ses agents, au niveau de la commune et de la *wilaya*, responsables de la véritable *«aliénation politique»* dont elles étaient les victimes. Car :

«Le personnel politique local a davantage figure de représentant du pouvoir central que de délégué de la population locale», et taxé d'autoritarisme, il est appréhendé «comme l'envers «négatif» du pouvoir central» (36).

Dès 1981, on note dans les villages une *«conscience naissante du groupe» qui «débouche souvent sur des demandes explicitement formulées de nouvelles formes de branchement sur le système politique» ...*, conduisant à des actions collectives et même à la grève.

Ces revendications ont abouti à des projets de statut d'autonomie du village en le dotant de structures politico-administratives issues du suffrage direct et distinctes de celles de la commune. Cette perspective scissionniste fut abandonnée. Le décret du 28 juillet 1982 portant statut des villages socialistes s'est borné à créer dans chaque village une antenne administrative de la commune, composée d'un délégué spécial du village choisi par l'assemblée populaire communale et d'un comité consultatif dont les membres sont désignés par les instances locales du parti FLN.

Ces procédures constituent un exemple significatif de la mise sous tutelle de l'élan démocratique dont le village était porteur, au profit d'un niveau d'organisation territoriale plus anonyme, celui de la commune : la fonction de contrôle l'a emporté sur la volonté de changement social des «nouveaux paysans».

La poussée démocratique qui se manifeste dans le pays en cette année 1989, donne un nouvel élan à ces revendications et devrait aboutir à un maillage territorial plus serré.

3. En Tunisie du *cheikh* **à l'***omda* **ou le court-circuitage de la commune rurale** (37)

1) Les niveaux administratifs

Niveau	Avant l'indépendance	Après l'indépendance
5. Département	Caïdat	Gouvernorat
4. Petite région	Khalifat	Délégation
3. Commune	Cheikhat	Secteur (*imada*) (Commune urbaine)

Variation du nombre des circonscriptions territoriales

	1960	1975	1982
Gouvernorat	13	18	21
Délégation	92	138	199
Secteur	750	1 113	1 545
Commune urbaine	116	155	169

2) L'absence d'une véritable commune rurale

De façon à première vue étonnante, la Tunisie qui semble être, des trois pays du Maghreb, celui qui, dans les trois dernières décennies, a pratiqué le plus l'esprit de libéralisme est aussi celui auquel a manqué la cellule de base de tout fonctionnement démocratique : la commune ou, plus exactement, si des communes urbaines existent (au nombre de 169), le milieu rural ne connaît que des «secteurs» (*imada*), ayant à leur tête des *omda*, nommés par arrêté du Ministère de l'Intérieur parmi les membres des comités des cellules du Parti socialiste destourien et sur la proposition du gouvernorat de la région.

Chargé de l'état-civil, de la police, l'*omda*, dans la lignée de l'ancien *cheikh*, remplit une fonction essentiellement politique.

«*On n'insistera jamais assez sur le problème de l'absence de structure d'encadrement dans le milieu rural, un équivalent de collectivité (municipalité) qui concourrait à la réalisation du bien-être social dans ces régions déprimées*» (F. Moussa).

Les inconvénients de cette carence sont si fortement ressentis par des organismes d'aménagement que l'un d'eux, l'Office de développement sylvo-pastoral du Nord-Ouest, a mis en place des structures similaires. Constatant que, pour aider à l'efficacité de son action, il était nécessaire d'avoir le concours de corps intermédiaires, il a constitué l'équivalent de nos niveaux 2 et 3 ; ainsi dans l'*imada* de Hamani, délégation de Tabarka, (enquête sur place, mai 1989) :

– Niveau 2 : le *douar* : 21 unités d'habitat de ce type ont été recensées, qui ont été constituées en **13 groupements ruraux**, avec un comité de *douar* élu ;

– Niveau 3 : à l'échelon de l'*imada*, a été créé un **comité de développement** élu, réunissant les représentants des groupements (deux par unité) et élisant un président, un vice-président, un secrétaire et considéré comme «l'ébauche d'une coopérative de services», cependant que «le *cheikh* (terme par lequel on continue souvent à désigner l'*omda*) en est écarté».

La permanence du titre pour désigner cet agent d'autorité fait référence à l'institution traditionnelle du chef de fraction de l'ordre tribal, mais en fait le personnage qu'il désigne a changé de nature : ce n'est plus le représentant d'une ethnie dont il est issu, mais l'instrument d'une «intégration partisane».

3) La difficulté de maîtriser le niveau régional (38)

Le gouvernorat (correspondant à notre département) paraît devoir être par excellence le cadre de l'aménagement rural, servant de siège aux services extérieurs des divers organismes ministériels, avec par exemple la Commission de la réforme agraire régionale, la Commission régionale du Plan, la Commission régionale d'animation rurale. Mais «les gouvernorats n'ont pas été dotés de structures habilitées à entreprendre la mise en place de programmes régionaux».

Quant aux **Commissariats régionaux du développement agricole** (rattachés au Ministère de l'Agriculture), ils ont connu depuis leur création en 1963, «une évolution en dents de scie», et malgré leur relance en 1982, ils ne jouent que très imparfaitement le rôle qui leur est dévolu, car «*le gouvernorat ne semble plus être le cadre adéquat pour une véritable promotion du monde rural. En premier lieu, l'encadrement de l'espace rural est réalisé par l'administration sans que la population concernée n'arrive vraiment à y participer... En second lieu, les gouvernorats, surtout depuis que l'augmentation de leur nombre est devenu un principe d'administration, ne peuvent pas servir de cadre adéquat pour réaliser les actions d'envergure dans le secteur agricole*».

Devant cette situation, au moment de la préparation du IVe Plan, en 1973, on opta pour la formule du **Programme de développement régional et d'animation rural** (PDRAR) défini comme l'ensemble des «actions en cours des chantiers régionaux, les programmes d'animation rurale et de promotion de l'emploi ainsi que toute

autre action de développement à entreprendre à l'échelle régionale dans le cadre du plan national de développement économique et social».

Une fois encore les résultats furent médiocres : on reprocha à la démarche son «absence de l'idée de solidarité», son programme «isolé et incertain», défauts contre lesquels, le Commissariat général du développement régional (CGDR), créé en 1977, s'efforce de lutter en lançant en 1984, un **Programme de développement rural intégré** (PDRI) fondé sur deux principes : l'idée d'un «plan régional rural», le caractère intégré des actions d'aménagement.

Furent recensés, au départ, quelque 250 projets intégrés dont la prise en compte devait se faire progressivement en fonction de divers critères, en combinant des interventions classiques du type : amélioration de parcours, création de petits périmètres d'irrigation, installation de coopératives de services, équipements collectifs (pistes, électrification, écoles, dispensaires ...).

Pour mieux coordonner ces interventions et pour essayer de résorber les déséquilibres régionaux, des organismes particuliers furent créés au service des zones défavorisées : Société Nationale de la Mise en Valeur du Sud-Est (1966), Office de Développement de la Tunisie Centrale (1978), Office de Développement Sylvo-pastoral du Nord-Ouest (1982).

Mais la lourdeur des structures étatiques, l'insuffisance des niveaux relais avec la paysannerie gênèrent le fonctionnement de ces organismes.

b–2) La commune moderne : diversité professionnelle et collectivité territoriale

Dans les pays européens à vieille démocratie locale, le passage de la communauté traditionnelle à la collectivité territoriale a connu des cheminements très variables, en fonction des histoires politiques nationales, et avec parfois des décalages significatifs. Relevons par exemple la portée de l'événement que fut, pour la France, la définition du statut communal de 1884 : les forces conservatrices parvinrent à donner à la commune un cadre territorial et juridique «d'ancien régime», au moment même où allait s'accélérer le mouvement qui devait faire entrer nos campagnes dans l'ère moderne.

On doit distinguer les survivances de la communauté traditionnelle et les tendances nouvelles qui visent à restructurer l'institution.

Pour l'Europe, la communauté traditionnelle, à fondement paysan, pouvait être définie sur la base des critères suivants (39) :

1°– une relation de pouvoir sur un espace délimité constituant l'assise territoriale de la communauté ;

2°– l'exercice d'une jouissance collective sur certains «biens communaux» : forêts, pacages, réservés à des «ayants droit», constituant les membres de la «communauté» ;

3°– des pratiques culturales communes, assorties de servitudes collectives et se traduisant par des organisations spatiales spécifiques :

* espaces d'*openfield* divisés en quartiers pour la pratique d'assolement généralement biennal, parfois triennal (Languedoc) ;
* association des terroirs complémentaires (*ager, saltus, silva*) ;

4°– l'existence d'une institution de gestion, même élémentaire (assemblée des ayants droit) du bien commun ;

5°– le sentiment d'appartenance à un groupe d'intérêt, se traduisant par des activités de solidarité et d'entraide.

La puissance des forces libérales et individualistes des XIXème et XXème siècles a ruiné la plus grande partie de cet édifice socio-territorial. Il en reste cependant des traces non négligeables dans l'ordonnancement agraire contemporain (40) :

– en premier lieu le maillage territorial de base : phénomène, on le sait, particulièrement significatif en France, dont les 37 000 communes ont pris le relais des vieilles paroisses ; nombreux sont les espaces méditerranéens dont la distribution actuelle relève de la trinité spatiale antique *ager, saltus, silva,* intégrée au finage de la communauté ;

– pour certaines zones, le maintien de pratiques collectives : rarement dans l'*ager*, il en existe cependant des prolongements, comme dans le secteur d'*openfield* du bassin de Grenade ; plus fréquemment dans les espaces les plus marginalisés (arrière-pays) sous formes de droit de pacage ou d'usufruit ;

(Montage d'après la *Lettre de la DATAR*, janvier 1989)

Vers de nouvelles communautés rurales

La mobilité de plus en plus importante des ruraux, un besoin croissant de services, le changement des modes de vie et des habitudes de consommation, aboutissent aujourd'hui à une polarisation du monde rural autour de deux échelons.

Les bourgs

L'échelon de base est désormais constitué par de gros bourgs ruraux, qui offrent une gamme déjà étendue de services : collège, médecin et dentiste, pharmacie, gendarmerie, bureau de poste central, petit supermarché ou supérette, commerces et services divers.

Ces gros bourgs de 1 000 à 5 000 habitants aspirent, au détriment des communes avoisinantes, une partie importante des activités de commerces et de services. Mais on assiste inversement à un mouvement significatif d'éclatement de l'habitat des bourgs-centres vers les villages et hameaux périphériques, dont on voit réhabiliter le patrimoine bâti, et remettre en culture certaines parcelles agricoles à titre d'activités de complément.

Se créent ainsi, dans un rayon correspondant à la demi-heure de trajet (10 à 20 km), de petites «communautés urbaines éclatées». Le village -comme le quartier dans la ville- reste le lieu de vie, de voisinage. Mais «l'unité de lieu» pour l'action économique, pour la consommation, pour la vie culturelle et sociale, est désormais un espace plus large, un «bassin de vie» qui a besoin aujourd'hui d'une reconnaissance, et d'une organisation propre.

Les villes

Le second degré d'organisation est la ville petite ou moyenne (la fonction prime ici le nombre d'habitants), structure d'appui pour un réseau de petits bourgs-centres, et qui est le niveau du lycée (voire de quelques formations post-bac), des gros supermarchés, de l'hôpital, de l'organisation administrative. Bien entendu, la grande ville joue ce rôle pour son propre environnement, souvent dans un rayon de l'ordre de 50 km.

Des évolutions nécessaires

De ces nouvelles réalités géographiques, il reste à tirer les conséquences en matière institutionnelle, fiscale, financière. Elles signifient notamment qu'aujourd'hui le morcellement communal et le vieillissement du système de la fiscalité et des finances locales sont devenus les principaux obstacles aux évolutions nécessaires et aux efforts de redéveloppement du monde rural.

Au plan institutionnel, la fusion autoritaire des communes, «à l'allemande», n'est sans doute pas la voie la plus praticable. Sur le terrain, le rôle quotidien du maire d'une petite commune est un élément précieux de l'organisation de la vie collective.

Il faut par contre proposer un éventail de solutions adaptées à la diversité des situations, des mentalités et des volontés, pour assurer les fonctions d'animation du développement économique, et d'organisation des services à l'échelle du bassin naturel de vie.

C'est en particulier par la fiscalité et les finances locales qu'il faut créer l'incitation au regroupement des forces. L'inter-communalisation progressive de la taxe professionnelle d'une part, et les modalités d'octroi des aides publiques d'autre part, doivent stimuler ce mouvement d'organisation économique supra communale. Il est en tout cas normal que l'Etat attribue par priorité ses aides au développement économique là ou les conditions d'organisation locale en garantissent la meilleure efficacité.

Une nouvelle organisation des services

Un bourg rural ou une ville moyenne ne peuvent vivre isolés. Leur dynamisme et leur capacité de croissance reposent sur le développement de relations très actives à la fois avec les pôles supérieurs qui peuvent seuls apporter l'appui de certains services comme l'enseignement supérieur, les équipements sanitaires lourds ou les services financiers aux entreprises, et vers leur environnement direct qui justifie leur existece et assure une partie de leur activité : le bourg rural vit de son rôle de centre d'un espace rural et la ville moyenne tire une large part de son activité de sa fonction de «base arrière» pour l'ensemble du «pays» dont elle est la clé de voûte.

Il ne s'agit plus aujourd'hui de défendre le maintien en l'état du réseau de services – écoles commerces, postes, perceptions – autour desquels s'organisait la vie de nos parents. Il faut apporter aux nouveaux ruraux les services dont ils auront besoin dans dix ans pour demeurer ou s'installer dans l'espace rural.

L'agriculture en espace rural

Sans un tissu d'exploitations agricoles assurant une maîtrise et une occupation des territoires ruraux, l'espace est impropre à l'accueil des autres activités.

C'est la raison pour laquelle :
- les politiques d'installation de jeunes agriculteurs,
- les politiques d'allègement des charges fixes asises directement sur les superficies (foncier non bâti, cotisations sociales agricoles) afin de rendre possible dans certains cas l'extensification.
- les politiques tendant à adapter en faveur des zones rurales fragiles les règles générales de politiques agricoles nationale et européenne (exemple : lait en montagne),

sont des préalables aux autres actions à engager pour développer les activités en milieu rural.

Des politiques de développement mieux adaptées

Une politique de développement et d'aménagement des zones rurales trouve son fondement dans la nécessité :

- de minimiser le coût, pour la collectivité, à la fois de la concentration et de la sous-densité ;
- de réduite les entraves et les risques liés à l'abandon de certains territoires (incendies de forêts, érosions, crues ...)
- de préserver et de valoriser un patrimoine naturel, historique et ethnologique très riche.

Mais la politique de consolidation et de développement des activités économiques se heurte aujourd'hui à un certain nombre d'obstacles sur lesquels il faut agir.

Ceci entraîne une vision nouvelle de l'aménagement rural : moins uniforme, c'est-à-dire beaucoup plus décentralisé; moins sectoriel, c'est-à-dire davantage inscrit dans un projet global de développement ; moins spatial, c'est-à-dire plus économique et davantage tourné vers l'emploi ; moins orienté vers les équipements et davantage vers l'organisation des réseaux de services et d'échanges ; moins replié sur lui-même, c'est-à-dire plus tourné vers la prospection d'activités, d'hommes, de moyens et de débouchés à l'extérieur des régions rurales.

Note de l'auteur

Cette perspective nouvelle de l'aménagement rural emporte l'adhésion à une nuance près – celle du «moins spatial» : l'espace n'est pas à mettre en concurrence ou en contradiction avec l'économie ; une bonne prise en compte du spatial apporte au contraire un «plus» à l'économique.
Le projet de créer des ***communautés (de communes)*** *va dans le sens de la réalisation de ce programme.*

– dans quelques cas l'intégration du bien collectif préservé dans l'économie moderne ; le cas de la commune de **Puéchabon**, dans la garrigue du Montpelliérais en apporte une illustration (41) :

Modeste commune de quelque 240 habitants, **Puéchabon** compte, sur les 3 024 ha de son territoire, 2 680 ha de bois, soumis dès 1671 à la surveillance conjointe des «consuls» locaux et du service des Eaux et Forêts. Les droits anciens de pacage, d'affouage, de glandée, de litière sont de moins en moins comptés. Mais *«en 1791 l'adjudication des coupes de bois permit de financer l'achat de biens ecclésiastiques du finage afin d'agrandir le patrimoine communal... Au XIXème siècle la vente des bois faisait dire que la commune était l'une des plus riches de France... En 1810 elle se vantait de pouvoir payer quatre instituteurs et un médecin. En 1864, elle était l'une des premières de la région à installer l'éclairage public au gaz»*. Au début du XXème siècle, la mise en place d'un réseau d'eau potable, pompée à partir de l'Hérault profondément enfoncé dans le plateau, contraignit la commune, pour résorber son endettement, à aliéner 700 ha de bois au profit de l'Etat : la chute des prix du bois ne permettant pas de tirer des coupes annuelles le bénéfice escompté. C'est seulement en 1982 que reprit l'adjudication des taillis, dont le bénéfice ajouté à celui de la location des pâtures procura à la mairie d'utiles revenus complémentaires.

La confirmation de la commune comme institution territoriale de base ne signifie cependant pas pour autant la reconnaissance d'une «communauté» permanente d'intérêts. Ainsi lorsqu'il s'agit de définir la dynamique du bâti et donc d'introduire une dichotomie majeure dans la valeur vénale du foncier, des oppositions apparaissent qui peuvent conduire à la constitution (souvent informelle) de groupes de pression :

– les agriculteurs «vrais», ou «modernistes», pour lesquels l'objectif principal est le renforcement de la base foncière de leur exploitation : ils sont donc favorables à l'extension de la zone NC ;

– les agriculteurs en renonciation, généralement âgés, dont la préoccupation majeure est de valoriser leur capital foncier et qui sont donc partisans de l'extension des zones à urbanisation proche NA ou NB ;

– les nouveaux résidents, qui par obligation (prix du terrain) ou par choix (rejet du rythme urbain), se sont établis dans un cadre agraire et ont le souci de défendre leur environnement de vie, devenant les ardents défenseurs de l'extension des zones NC et ND ;

– les travailleurs des secteurs de services (commerçants, artisans, soucieux de développer leur clientèle et donc favorables à l'expansion du bâti ;

– les «émigrés», descendants de familles locales, préoccupés souvent de valoriser au maximum leur héritage et poussant à la création des lotissements.

Consciente de sa faiblesse, liée à sa dimension démographiqe et territoriale, la commune peut trouver un palliatif dans sa fusion (au moins partielle) dans une unité plus vaste, du type «charte inter-communale». Cette taille supérieure (celle de notre niveau 4) peut constituer un élément positif pour la solution de quelques problèmes : prise en compte de l'environnement, création d'une zone artisanale...

C – La «petite région» niveau pertinent du développement local

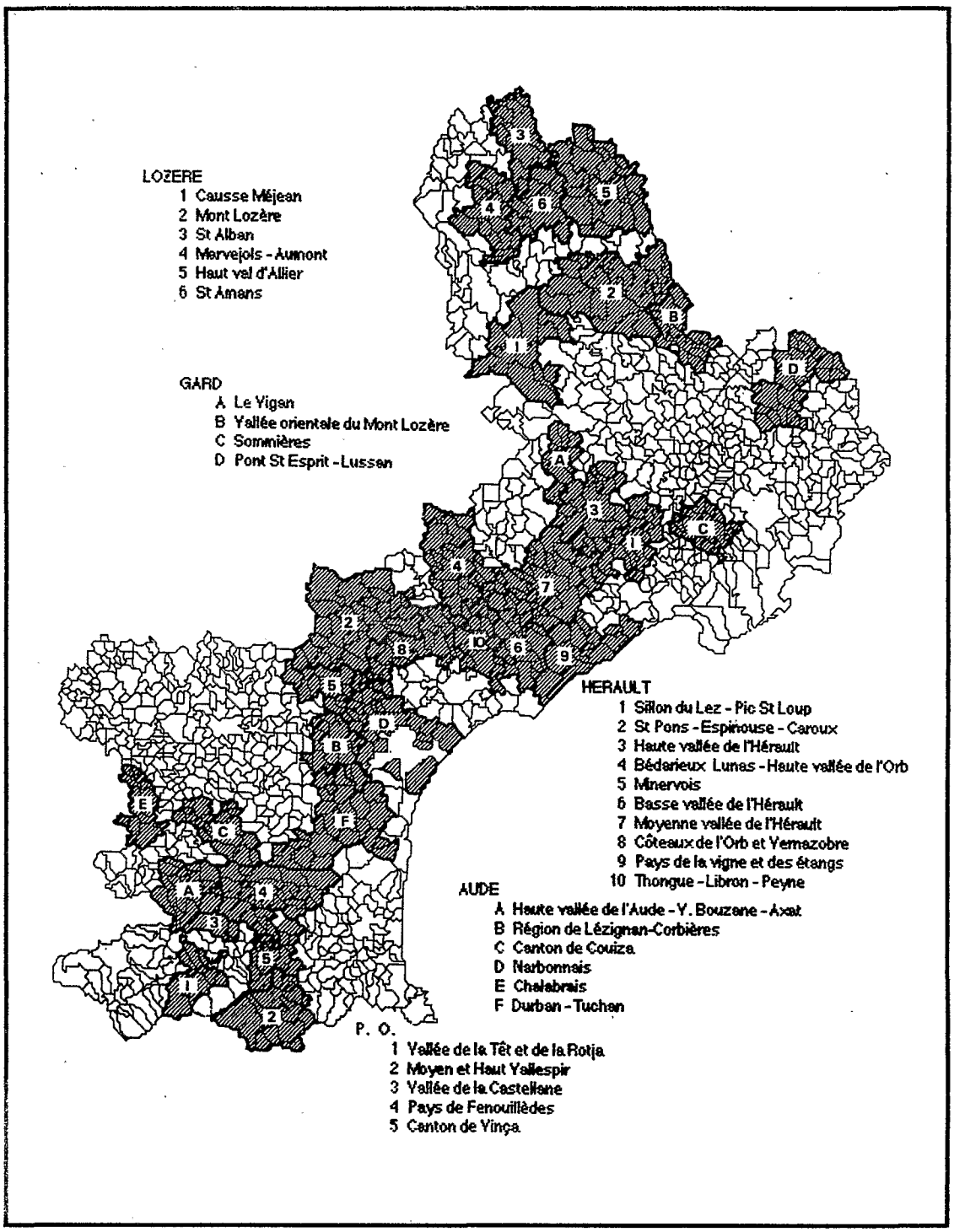
Nous posons comme hypothèse que, dans la relation des structures productives locales à la macro-économie, dans le passage du local au régional, dans l'articulation du système agraire avec son environnement, et de la société civile à la société politique, la «petite région» constitue le niveau le plus apte à donner à ces initiatives l'assise territoriale qui leur est nécessaire.

Cette hypothèse n'est pas gratuite, elle a eu l'occasion de s'expérimenter (de se vérifier... Cf. M. Jollivet (42) : *«la petite région n'est pas une vue de l'esprit. Elle existe. Je l'ai rencontrée»*) au cours des deux dernières décennies, dans divers pays, spécialement en France, en Italie, en Espagne. Dans ces trois cas, des formes originales de micro-régionalisation ont été instituées.

a) En France : deux décennies de réalisations (43)

En France une dynamique territoriale amorcée il y a près de vingt ans (1970) avec la mise en place des Plans d'Aménagement Rural (PAR) a été

Figure 53 : «La petite région» niveau pertinent du développement local :
Les Chartes inter-communales en Languedoc-Roussillon – Situation en mai 1986



Source : Laboratoire de Géographie Rurale, Montpellier.

poursuivie sous l'égide des Contrats de pays (1975), puis des Chartes intercommunales (1983). Et il est incontestable que, dans de nombreux cas, des initiatives heureuses ont été prises en la matière. Ainsi, en ce qui concerne le Languedoc-Roussillon, pour trois années budgétaires (1984, 1985, 1986), sur un montant d'engagements financiers de 44,4 millions de francs, 23,1, soit 52% du total, ont été consacrés directement à des opérations relevant de l'agriculture (aménagements fonciers, valorisation et promotion des produits). Et d'autres interventions, telles que celles touchant le tourisme ou les infrastructures, ont concerné d'assez près la population agricole, sans oublier également l'intérêt pour eux des équipements et des actions à valeur culturelle.

Il est donc avéré que la pratique de l'inter-communalité a contribué à améliorer la condition agricole et rurale. Mais la «relance du local» ou «politique des pays» visait un objectif plus ambitieux. Pour les meneurs du mouvement, elle résultait à la fois d'un refus – celui de la société libérale à dominante industrielle, tant dans son *triomphe que dans sa crise au cours des années* 1970 – et d'une idée d'alternative – le renouveau de la société à travers un projet de développement localisé.

Ce projet reposait sur un programme économique : la réalisation d'entreprises de «taille humaine», permettant à l'initiative des individus de s'épanouir, un programme social : la recherche d'une société plus égalitaire, un programme écologique : le choix d'un cadre de vie en harmonie avec la nature, un programme politique : la participation au pouvoir de décision dans les divers domaines de l'action profes-sionnelle et civique par le biais d'une démocratie (semi-) directe permanente.

Cette «utopie», pour passer à réalisation, s'est projetée dans un espace déterminé, le «pays», lequel a pris valeur d'emblème de cette croisade et de levier territorial de l'action.

Après deux décennies de pratique de la «petite région», on se doit de constater d'une part un certain «essoufflement» de cette dynamique socio-économique et d'autre part l'ambiguité de cette institution «locale», y compris sous la forme actuelle de la Charte inter-communale. Posé en terme de pouvoir politique, le problème de la «petite région» tel qu'il se présente actuellement en France ne peut avoir qu'une solution «intermédiaire». En effet, si l'on se réfère à notre schéma territorial, la «petite région» placée au niveau 4, entre la commune (3) et la département (5) est établie entre deux échelons de pouvoir fort, et que la décentralisation vient encore d'affermir. Cette position effacée est celle de tous les niveaux pairs (groupe, petite région, région, Europe) du système dont les points forts restent les niveaux impairs (propriété individuelle, commune, département, Etat).

La faiblesse de la «petite région» résulte donc de la contradiction de fond entre :

– la pertinence de sa situation dans le schéma territorial et de l'adéquation de sa taille pour résoudre un certain nombre de problèmes résultant soit de nouvelles fonctions de l'espace (gestion écologique), soit de l'inadaptation de la commune (trop petite) ou du département (trop grand), pour répondre aux conditions de l'évolution économique et sociale contemporaine ;

– les incertitudes relatives à sa structure (le fait en particulier qu'elle doive recourir à des procédures diverses de gestion : association, syndicat, société d'économie mixte, ...) et aux pouvoirs qu'elle implique : la souplesse organique d'une institution fondée sur le consensus d'un certain nombre de municipalités fait que la Charte inter-communale n'engendre qu'un réseau de pouvoirs adventice par rapport à ceux qui reposent sur les solides échelons de la commune ou du département ; les linéaments de contre-pouvoirs (fondés pour l'essentiel sur l'exercice d'une certaine vie associative parallèle) ont rarement l'occasion de se conforter, enserrés qu'ils sont dans les trames dépendant des autorités en place.

De la sorte la «petite région», le plus souvent tenue en main par les conseillers généraux, se manifeste surtout comme un relais de pouvoir entre la commune et le département (on a pu dire : «la logique et l'unité sont départe-mentales»). Elle est corollairement terrain d'un démembrement de fonctions : elle convient aux fonctions de programmation, de proposition et d'animation, pour les fonctions de réalisation elle passe généralement par des maîtres d'oeuvre spécifiques qui peuvent être le SIVOM, voire une commune ... Le nouveau projet de **communautés de communes** apportera-t-il un deuxième souffle à la réalisation des «pays» ?

b) Comprensori et comarquas : deux dynamismes contraires (44)

En matière d'organisation territoriale, au-delà de la sorte de déterminisme fonctionnel qui conduit à distinguer niveaux national, régionaux, locaux, chaque nation possède son système institutionnel propre. Et en ce qui concerne le niveau de la «petite région», la comparaison entre les cas de la France, de l'Italie et de l'Espagne (spécialement la Catalogne) confirme la difficulté qui existe dans le monde actuel à faire émerger ce niveau pertinent de l'éco-développement.

En Italie, au cours de la décennie 1970, ont été institués des *comprensori*, organismes à vocation d'aménagement de l'espace, intermédiaires entre la commune et la province. Mais, plus encore qu'en France, la solidité des institutions communales et provinciales encadrantes a fait que cet organisme territorial a vite périclité (45) :

«Les fonctions des comprensori n'ont pas été assez clairement définies ; en Ligurie on les avait conçus comme des sortes d'organismes infra-régionaux ayant en charge la planification ; mais d'autres régions leur avaient donné d'autres structures et d'autres fonctions. Dans la région de Ligurie, par exemple, qui est très petite, avec 4 provinces et 235 municipalités, avait-on besoin, à cette dimension, d'un intermédiaire supplémentaire ? Les comprensori ont été progressivement supprimés en Ligurie en 1982».

L'échec des *comprensori* peut être expliqué par deux séries de raisons :

– la forte opposition des municipalités : la taille même du territoire communal (en moyenne 3 850 ha pour l'Italie contre 1 450 pour la France), la solidité des liens entre le chef-lieu et son environnement (cf. *infra* le chapitre consacré au paysage toscano-ombrien) ont fait que la plupart des communes «ont vu d'un très mauvais oeil l'intervention d'un intermédiaire supplémentaire entre elles et la région» (ce rôle était déjà tenu par la province) ;

– l'existence, dans beaucoup de régions, d'institutions associatives ou coopératives responsables de réseaux d'aménagement, les *consorzii*, équivalents de nos «Syndicats à vocation unique» et mettant en pratique l'inter-communalité.

La valeur de cette argumentation est soulignée par le fait que là où le maillage territorial apparaît au contraire comme insuffisant, le «niveau 4» de la petite région se maintient. Ainsi dans les hauts-pays la communauté de montagne persévère dans son rôle d'instrument de l'aménagement du territoire et de la relance agricole (cf. *infra*).

Très différent a été, en Catalogne, le sort de l'unité infra-territoriale comparable au *comprensorio*, la *comarqua* (46). En effet celle-ci vient d'être officiellement reconnue (loi d'avril 1987 et découpage terminé en 1988) comme division territoriale et s'insère donc entre d'un côté la Région (*Generalidad*) et la province (équivalent de notre département) et de l'autre la municipalité. Ce système, propre à la Catalogne et non à l'ensemble de l'Espagne, exprime la spécificité catalane sur trois plans :

– celui de l'hétérogénéité géographique de cette partie Nord-Est de l'Espagne, cloisonnée en un grand nombre de petites unités naturelles ;

– celui de la tradition historique manifestée par le sentiment d'appartenance à un «pays» et entraînant «l'existence d'un concept populaire de *comarqua*» (M. Drain) : la *comarqua* fut institution de la République entre 1936 et 1939 ;

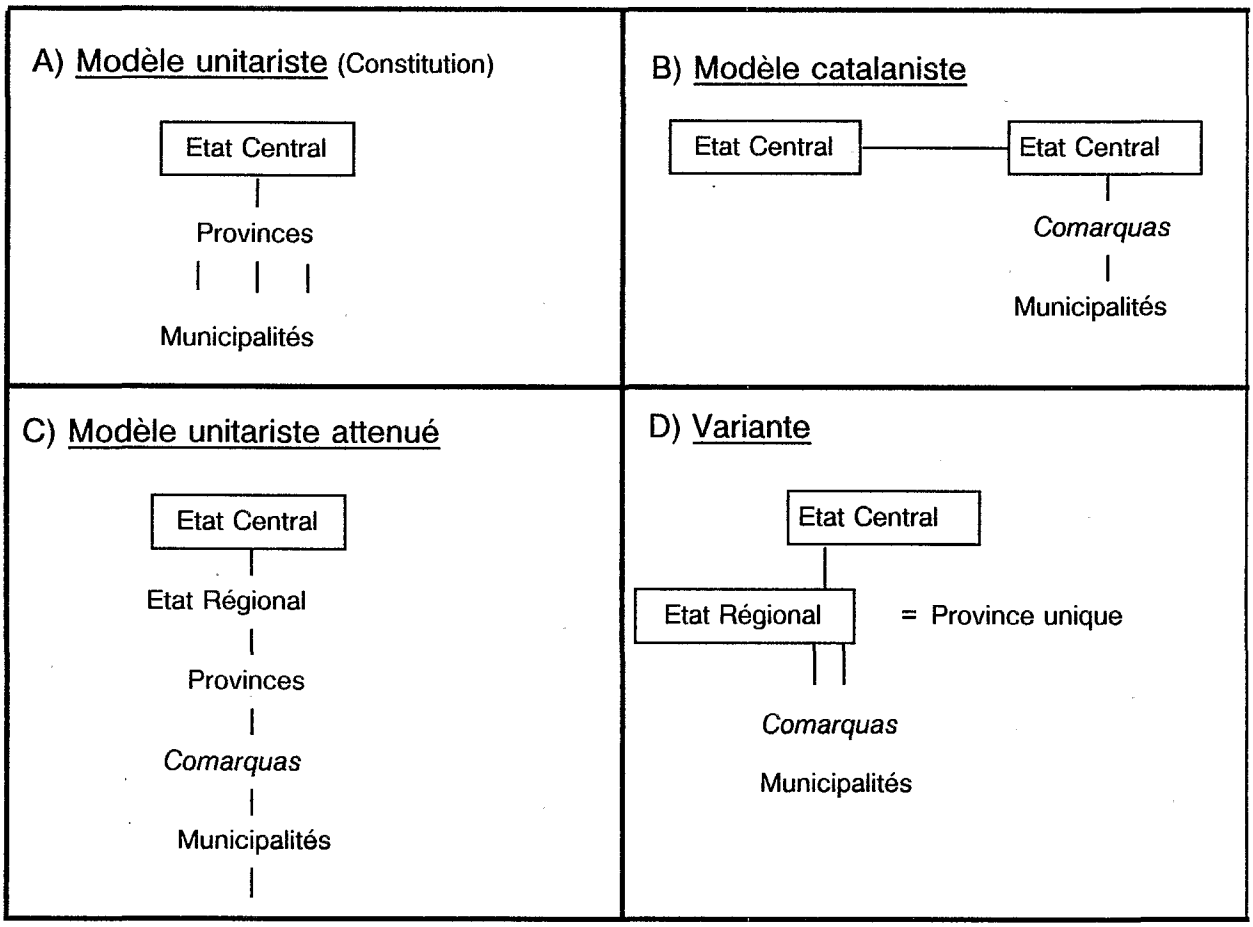
– celui de la volonté du pouvoir politique de la *Generalidad* de s'appuyer sur cette réalité vivante pour améliorer le fonctionnement de la démocratie locale et renforcer l'autonomie de la Région : l'alliance structurelle de la *Generalidad* et de la *comarqua* court-circuite le pouvoir des provinces, créées en 1833 sur les bases des départements qui avaient existé au temps de l'occupation napoléonienne et qui étaient considérés comme les relais de la centralisation castillane.

La vitalité de la nationalité catalane s'appuie donc dorénavant sur une alliance organique entre la Région (notre niveau 6) et la petite région, la *comarqua* (niveau 4).

c) La Grèce : la communauté structurellement intégrée

En ce qui concerne la Grèce, héritière d'une longue histoire dans laquelle à la grande période antique avec l'épanouissement des libertés a succédé une longue phase de lutte contre des oppressions diverses, la communauté se place

Figure 54 : Organisation territoriale et pouvoir en Catalogne



Source : DRAIN, M., 1989.- *La Catalogne dans l'ère contemporaine.*

«*dans le système bipolaire du patriotisme grec qui s'organise selon l'idéal de communautés administratives locales coïncidant avec les collectivités villageoises et intégrées par le mythe de l'ethnos c'est-à-dire de la communauté nationale unanime*» (47).

La force de la communauté

Et Y. Péchoux de montrer comment la continuité historique a été assurée par l'interférence entre :

– «les données techniques et économiques d'un agro-système méditerranéen» fondé sur la relation entre *ager, saltus et sylva* ;

– et «les structures socio-psychologiques de la population», gardant un sens très vif de la communauté locale, *kinotis*.

Sous l'occupation ottomane, le sentiment très fort d'appartenance au peuple chrétien s'est doublé d'une certaine autonomie du cadre de vie, au sein du village intégré à l'unité agraire latifundiaire, le *tchiflik*, cependant que le consensus social s'exprimait dans l'autorité donnée aux anciens dans une conception où «ordre et hiérarchie se confondent».

Au cours du XIXème siècle, après le retour à l'indépendance, l'alliance de la bourgeoisie terrienne (soucieuse de s'emparer des *tchifliks* abandonnés par leurs maîtres turcs) et de la bourgeoisie commerçante, conduit à définir des *dèmes*, au nombre de quelque 500, d'une superficie analogue à celle de cantons et un bourg ou une petite ville gravitant autour d'un chef-lieu. Dans la logique des doctrines libérales de Venizelos et de la réforme agraire démocratique, les dèmes furent supprimés. «*Depuis 1912, reconnaissant un véritable droit collectif à l'autonomie locale, la loi permet à tout centre de population comptant au moins 300 habitants (500 depuis 1954) et disposant*

CIHEAM - Options Mediterraneennes

d'une école, de demander à être érigé en communauté». On en compte actuellement un peu moins de 5 000, avec à leur tête un Conseil de Communauté assisté d'un secrétaire nommé par le gouvernement et un président indemnisé par l'Etat.

De l'autonomie locale à la planification territoriale (48).

La Grèce contemporaine a connu, comme bien d'autres pays, de larges débats sur le fonctionnement de la démocratie et la décentralisation. La constitution de 1975 et son prolongement la loi de 1986 sur «l'auto-administration locale, le développement régional et la planification démocratique», ont abouti à mettre en place un système binaire imbriqué comportant les niveaux suivants :

A. Le système local

A.3. La commune, entité de base ;

A.4. La collectivité locale de premier degré, regroupant un certain nombre de communes ; élections au suffrage universel direct ; compétence à tous les travaux d'intérêt local ;

A.5. La collectivité locale de 2ème degré ou Conseil Général ; 3/4 des membres élus au suffrage universel, 1/4 représentants élus d'organisations professionnelles et étatiques ; compétence sur la planification, les services socio-culturels (infrastructures, santé, éducation ...) ;

B. Le système étatique

B.5. La préfecture représentant l'administration de l'Etat avec des compétences bien déterminées ;

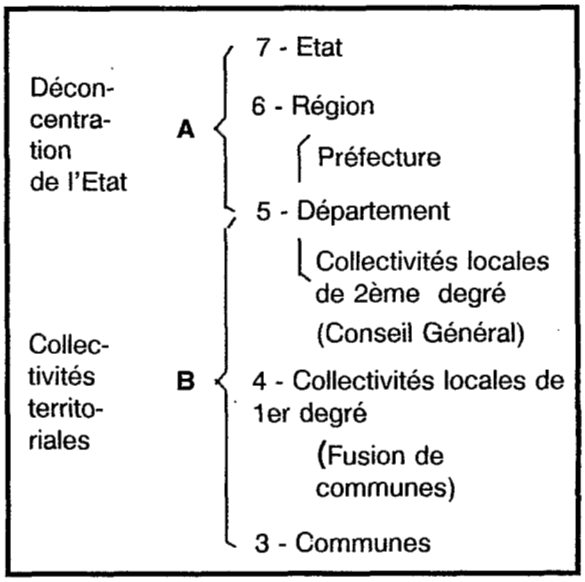
B.6. La région instituée en tant que division de l'Etat, mais non collectivité locale, avec un Conseil Régional composé du secrétaire général de la région (président), des préfets, des présidents de Conseils Généraux, d'un représentant des membres de collectivités locales de 1er degré ; sa compétence est très large ;

B.7. L'Etat.

Les régions sont passées de 6 à 12, les départements sont au nombre de 52.

Le système territorial grec qui, au départ, présentait des analogies avec le système français du fait du grand nombre et de la miniaturisation de l'échelon de base, la commune, prend une certaine originalité en faisant du niveau de la «petite région» la base administrative de son système d'aménagement-développement.

Le nouveau système territorial grec



La numérotation : 3 à 7, fait référence au système territorial français, Cf. p. 21.

Notes bibliographiques

(1) MIGNON, C., 1981.- *Campagnes et paysans de l'Andalousie méditerranéenne*.- Université de Clermont-Ferrand II.- 459 p.

(2) Ce sujet a été développé ces dernières années à l'occasion de colloques et dans des publications diverses, en particulier :

– JOLLIVET, M., (sous la direction de), 1986.- Pour une agriculture diversifiée. *Colloque «Diversification des modèles de développement rural : questions et méthodes»*.- Paris, avril 1986.-336 p.

– A.F.S.P. (Association Française de Science Politique).- *Colloque «Les agriculteurs et la politique depuis 1970»*, Paris, décembre 1987.

– Collectif, 1987.- Les agriculteurs français face à une nouvelle crise.- In : *Sociologie du travail*, vol. 29, n° 4, pp. 379-518.

(3) BODIGUEL, M., 1986.- *Le rural en question*.- Paris : L'Harmattan.- 183 p.

(4) LACOMBE, P., LIFRAN, R., 1975.- *Développement régional, structures agraires et transformation des systèmes de production. Réflexion sur l'exemple languedocien*.- Montpellier : INRA-ESR.- 87 p.

(5) REY, V., 1984.- Gradients de rente foncière et diffusion des modes d'appropriation du sol agricole *(1950-1980)*.- In : *Géoscopie de la France*.- Paris : Minard, pp. 219-237.

(6) ZAIM, F., ZAKAR, A., 1982.- *Politiques régionales et locales au Maroc*.- Université de Grenoble.- 445 p. (thèse de 3ème cycle).

(7) GUIGOU, J.L., 1982.- *La rente foncière, les théories et leur évolution depuis 1650*.- Paris : Economica.- 954 p.

(8) BEN ROMDHANE, M., 1984.- L'Etat et la paysannerie, In : *Le Mensuel*, n° 2, pp. 34-50.

(9) CLERC, F., 1981.- *Le marché commun agricole*.- Paris : PUF.- 126 p..

– MOINDROT, C., 1984.- L'Europe verte, dans «les agricultures européennes».- In : *Profils économiques*, n° 16, pp. 5-23.

– BOISSON, J.M., 1986.- Produits tempérés, produits méditerranéens et politique agricole commune, une inégalité de traitement.- In : *Economie Méridionale*, n° 136, pp. 55-70.

(10) BERNARD, M.C., MAUREL, M.C., 1984.- La pluriactivité agricole : formes sociales et déterminants économiques.- In : *Géoscopie de la France*.- Paris : Minard, pp. 63-90.

(11) NACEUR, N., 1986.- *Les relations steppe-oasis dans le gouvernorat de Gbilli (Sud tunisien)*.- Université de Montpellier III.- 102 p. (mémoire de DEA).

(12) GAVIGNAUD, G., 1983.- *Propriétaires-viticulteurs en Roussillon*.- Paris : Presse de la Sorbonne.- 788 p.

(13) LAURET, F., 1988.- *Perspectives fruitières et légumières dans les pays euro-méditerranéens*.- Montpellier : INRA-ESR.- 10 p.

(14) PASCON, P., 1977.- Interrogations sur la réforme agraire.- In : *La question agraire au Maroc*.- Rabat, pp. 183-200.

(15) OULKADI, A., 1989.- *Espaces hydrauliques et développement au Maroc. Les périmètres irrigués de la Basse-Moulouya*.- Université de Montpellier III.- 297 p. (thèse de doctorat).

(16) COLSON, F., 1988.- Risques économiques et système de production agricole. Réflexions à partir de l'étude des agriculteurs en situation économique difficile. *Communication Colloque A.R.F.*, Campagnes de l'Europe, Lyon.- 5 p.

– AFSA, X., GUERMOND, Y., 1988.- Barycentres agricoles dans la CEE.- Ibid.- 4 p.

(17) GAVIGNAUD, G., *op. cit*, note (12).

(18) HERIN, R., 1980.- *Les huertas de Murcie*.- Aix-en-Provence : EDISUD.- 224 p.

(19) LAURET, F., 1982.- *op. cit.* note (13).

(20) KASSAB, A., 1987.- Les sociétés de mise en valeur agricole, solution au grave problème de l'agriculture tellienne.- In : *Etudes méditerranéennes*, (Poitiers), n° 11, pp. 415-423.

(21) Ce thème classique a été au coeur des débats du Séminaire *La politique de développement régional en Méditerranée*, Montpellier, novembre 1986, dont les actes

ont été publiés à Paris par Syros, 1987, 360 p. Nous y ferons référence sous le sigle PDRM.

(22) HIRCHMAN, A. O., 1967.- *Stratégie du développement économique*.- Paris.

(23) La pensée d'A. GRAMSCI est exposée par A. PIZZORNO dans : A propos de la méthode de Gramsci.- In : *L'Homme et la Société*, n° 8, 1968.

(24) SEQUEIROS-TIZÓN, J., 1987.- *Les déséquilibres régionaux en Espagne*.- PDRM, pp. 100-137.

(25) De l'abondante littérature consacrée à la décentralisation et à la régionalisation, nous retiendrons quelques publications qui traitent plus particulièrement des thèmes agraires :

– L'Etat en perspective.- In : *Etudes Rurales*, n° 101-102, 1986.- 350 p.

– ALLIES, P.- Le local, l'Etat et la société civile.- In : *Espaces, jeux et enjeux*, AURIAC, F., BRUNET, P. (éds).- Paris : Fayard, pp. 272-282.

– FREMONT, A., 197.- *La région espace vécu*.- Paris : PUF.- 223 p.

– LE COZ, J., 1987.- La micro-régionalisation dans le système territorial français.- In : *Espace rural*, n° 13.- 196 p.

– GRET, 1988.- Territoires en question, questions de territoires.- In : *Pour*, n° 118.- 156 p.

(26) PICCHI, A., 1987.- *Le processus de la décentralisation régionale dans le domaine de l'agriculture italienne*.- PDRM, pp. 62-66.

(27) BORJA, J., 1987.- *La place de la régionalisation dans la politique des Etats*.- PDRM, pp. 20-28.

(28) ALLEFRESDE, M., 1987.- *Problématique pour un questionnement des pratiques territoriales et de leurs rapports aux politiques régionales*.- PDRM, pp. 317-324.

(29) MULLER, P., 1988.- Vers une politique de l'exploitation rurale.- In : *Pour une agriculture diversifiée*, *op. cit.* note (42).

(30) Conseil Général de l'Hérault, 1987.- *Le Comité économique des vins du Languedoc-Roussillon*.- Montpellier.- 23 p.

(31) Documents du Ministère de l'Agriculture, Alger.

(32) Collectif, 1982.- La communauté en Méditerranée, In : *Peuples Méditerranéens*, n° 18.- 238 p. (numéro spécial).

(33) Les conditions de la mise en place du système communal sont exposées dans LEVEAU, R., 1985.- *Le fellah marocain défenseur du trône*.- Paris : FNSP (2e édition). Leur fonctionnement est analysé dans BASRI, D., 1988.- *L'administration territoriale, l'expérience marocaine*.- Paris : Dunod.- 453 p.

(34) LE COZ, J., 1968.- Le troisième âge agraire du Maroc.- In : *Annales Géogr.*, n° 422, pp. 385-413.

(35) ZAIM, F., ZAKAR, A, 1982.- *Politiques régionales et locales au Maroc*.- Université de Grenoble.- 465 p. (thèse 3ème cycle).

(36) BURGAT, F., 1981.- Les «nouveaux paysans» algériens et l'Etat.- In : *Maghreb-Machrek*, n° 95, pp. 56-65.

Ce thème est également largement développé dans BOUKERZAZA, H., 1985.- *Décentralisation, développement local et aménagement du territoire en Algérie, le cas de la wilaya de Skikda*.- Université de Montpellier III.- 277 p. (thèse 3ème cycle).

(37) TEKARI, B., 1981.- *Du cheikh à l'omda. Institution locale traditionnelle et intégration partisane*.- Tunis : Faculté de Droit et Sciences Economiques.- 97 p.

(38) Outre les travaux de l'école géographique tunisienne, l'ouvrage de MOUSSA, F., 1988.- *L'Etat et l'agriculture en Tunisie. Essai sur l'intervention de l'Etat dans le secteur agriole*.- Tunis : Faculté de Droit et Sciences Economiques.- 634 p., donne la perspective économique globale.

(39) Collectif, 1978.- *Cultures et politiques en Méditerranée*.- *In : Peuples méditerranéens*, n° 2, pp. 135-160.

(40) LIMOUZIN, P., 1980.- Les facteurs de dynamisme des communes rurales françaises.- In : *Ann. Géogr.*, pp. 549-587.

(41) NOUGUIER, C., 1982.- *Les terrains communaux dans le département de l'Hérault*.- Université de Montpellier III.- 52 p. (mémoire de DEA).

(42) JOLLIVET, M., (éd.), 1988.- *Pour une agriculture diversifiée*.- Paris : L'Harmattan.- 336 p.

(43) LE COZ, J., 1987.- La micro-régionalisation dans le système territorial français.- In : *Espace Rural* (Montpellier), n° 13.- 196 p.

CIHEAM - Options Mediterraneennes

(44) Nombreuses indications tirées du Colloque *Pouvoirs intermédiaires et administration locale*, organisé en 1989 à la Faculté de droit et sciences économiques de Montpellier par P. ALLIES, en particulier les communications de AJACA, E. et TORNOS, J. sur les *comarcas* et VENDILI, L., sur les *comprensori*.

(45) CANALE, L., 1987.- *Cadre général et perspectives de la régionalisation de l'Etat italien*.- PDRM, pp. 58-61.

– Egalement :
– COULET, L., 1982.- *Structures régionales et système urbain en Emilie-Romagne*, Aix-en-Provence : Université de Provence.- 790 p. (Thèse d'Etat).

(46) ARROYOS, C., 1986.- *La politique régionale en Espagne*.- PDRM, pp. 29-38.

– DRAIN, M., 1989.- *La Catalogne dans l'ère contemporaine*.- 32 p.

(47) PECHOUX, Y., 1977.- Formation du réseau administratif et intégration du territoire dans la Grèce moderne.- In : Paris : *IEDES, Etat, pouvoir et espace dans le Tiers Monde*, pp. 187-212.

(48) KOMNINIDIS, N., 1987.- *La situation de la régionalisation en Grèce*.- PDRM, pp. 52-57.

Cinquième partie

Types d'organisations régionales. Formation sociale et formation spatiale. Focalisations et marginalisations.

Introduction à la Partie V

La complexité écologique du milieu méditerranéen a conduit, au cours des siècles, à des organisations régionales de types très différents. Dans l'âge ancien, la faiblesse des moyens techniques disponibles et la tendance des groupes humains à l'autarcie se traduisaient par une relative homogénéité dans la répartition des populations, par la prédominance des genres de vie agro-sylvo-pastoraux et par un maillage territorial fondé sur le principe de complémentarité des terroirs.

La place du pastoralisme, telle que nous l'avons défini ci-dessus, dans sa nature (**chap. I.1.A**) et dans ses types de référence (**I.2.A**) intervient encore pour beaucoup dans la détermination de certains espaces de la rive Sud.

A l'époque contemporaine prévaut le principe de la division internationale du travail, et la recherche de la rentabilité maximale se marque, dans le domaine agraire, par la formation de bassins de production spécialisés. Il en résulte une hiérarchisation plus poussée de l'espace et des différenciations accentuées des densités de l'occupation humaine.

En Europe, on en est arrivé à l'âge agro-industriel : «*Les IAA contribuent grandement à la spécialisation des exploitations agricoles et à leur concentration. L'orientation retenue étant la même dans une zone donnée, on aboutit ainsi à la concentration géographique de la production, condition indispensable pour abaisser les coûts de production. Tout concourt ainsi à renforcer la prééminence des bassins de production en position de leaders (force des IAA, solidité de l'encadrement technique ...). Inversement, il est difficile d'envisager l'émergence de nouvelles régions de production et d'amorcer un processus cumulatif permettant d'atteindre la masse critique indispensable pour réduire les surcoûts inhérents à une production qui débute.*

La surproduction européenne affectant la quasi-totalité des branches agricoles ne peut que consolider ces orientations. Faute de débouchés, tout développement important, de telle ou telle production dans une région donnée, passe nécessairement par le déclin ou la stagnation dans une autre région. Dans cette optique, la question de l'avantage comparatif devient essentielle.» (1)

Ainsi se dessine une tendance majeure à une distribution binaire entre **espaces d'intensification** et **espaces d'extensification**, ou encore entre **espaces de focalisation** et **espaces de marginalisation**.

Cependant cette évolution vers la spécialisation culturale est freinée tant par le souci d'éviter les aléas de la monoproduction que par la nécessité de maintenir un minimum de cultures vivrières. Des facteurs historiques et géographiques divers interviennent donc pour déterminer la part des cultures de rente dans le système de production.

Par ailleurs l'opposition entre intensif et extensif, souvent si tranchée, admet de plus en plus des nuances. Des systèmes de production se contentant d'injections relativement faibles de capital ou de travail parviennent à intégrer à l'économie d'échanges des secteurs qui s'en étaient écartés.

De plus la diversification des fonctions de l'espace rural contribue également à revaloriser des territoires en voie de dévitalisation (tourisme d'arrière-pays).

Mais ce binôme marginalisation-focalisation revêt des allures très différentes selon le degré de développement économique et social des nations. Dans les pays parvenus à l'ère post-industrielle, la combinaison d'une démographie stable et d'une productivité galopante conduit à une politique malthusienne qui se traduit par la pénalisation des rendements «excessifs» et de la mise en friche de certains espaces de production. Dans les pays en voie de développement, une démographie galopante et une productivité stable commandent la conquête de nouveaux terrains. Des isobares économiques décomposent ainsi l'espace en aires à intensités de vie économique plus ou moins contrastées et solidaires comme le sont dans l'atmosphère les champs et de haute et de basse pression..

Les considérations développées ci-dessus rappellent, une nouvelle fois, la relation organique existant entre les sociétés et leur espace. A la notion de «formation sociale» définie au début de cette étude (**chap. I.2.D**), on est donc tenté d'associer la notion de **formation spatiale**, «*conduisant à analyser les types d'espaces en tant qu'ils participent au fonctionnement d'un tout, dans la logique de leur rattachement à un système global et de leur relations réciproques*» (N. Berger), cf. *infra* **Chap. D** : «*Les interfaces ville-campagne*»).

Sans prétendre à dresser une véritable typologie des organisations régionales méditerranéennes, nous présentons ci-après un certain nombre de cas qui éclairent sur les mécanismes de la dichotomie évolutive de l'espace, en étudiant successivement :

– des **zones focales**, dans lesquelles la place de l'agriculture reste telle qu'elle contribue à définir de véritables **régions agraires**, comme dans le pays toscano-ombrien, les espaces hydrauliques (*huertas* sud-européennes, grands périmètres marocains), le vignoble languedocien ;

– des **zones marginales**, ou **régions agro-sylvo-pastorales** : la montagne, la steppe, les espaces forestiers, y compris un pays médian comme la Garrigue montpelliéraine ;

– des **zones conflictuelles**, que l'enjeu soit créé par la concurrence et la complémentarité avec le tourisme ou avec la ville (espaces périurbains).

CIHEAM - Options Mediterraneennes

Le paysage ombrien (Cf. photo ci-après)

La photo représente une partie de la plaine entre Cananara et Spello. Au Nord-Est apparaissent le glacis détritique et le demi-horst calcaire du Subasio, altitude 1 290 m, la plaine est à 190 mm. Au Sud-Ouest commencent les premières collines villafranchiennes qui flanquent vers l'Est le chaînon gréseux des Monts de Deruta.

Les matériaux de la plaine sont tantôt légers, caillouteux, tantôt argileux. La tache sombre correspond à l'ancien *Lacus Umber* ; zone encore marécageuse au début du siècle dernier, et toujours appelée par les paysans *la palude*. Une traînée blanchâtre qui prend en écharpe presque toute la photo, marque l'ancien lit d'un torrent descendant du Subasio. Toute la région du Sud-Est a longtemps été en proie aux inondations du Topino, fleuve à charge calcaire ; le cours d'eau aujourd'hui endigué passe en bordure du bourg principal, Cannara (*Canne*, roseaux). Nombreux canaux de drainage qui se dirigent tous vers le Nord. Ces fossés et canaux prennent naissance dans une série de *fontanili*, en bordure du cône de déjection du Nord-Est.

L'utilisation du sol. Dans la plaine, culture mixte intensive, basée sur les céréales associées à la vigne mariée à l'érable. En rotation avec le blé, les fourrages ; pas d'oliviers dans la plaine. Le glacis du Subasio et les premières pentes calcaires sont le domaine des oliveraies, entre 230 m (un peu à l'Est de la route Assise-Spello) et 600 m au maximum.

Parcellaire à deux orientations prédominantes, à très petites mailles. Elément ordinateur principal, le drainage. Mais intervention d'une centuriation romaine, en partie effacée parce que la région est redevenue marécageuse au Moyen-Age, en partie visible dans certains chemins (au Sud-Est de Cannara). Centuriation prouvée par l'archéologie et la toponymie (Castagnoli).

Réseau routier quadrangulaire (romain) et rayonnant (médiéval ?), au départ de Spello et d'Assise. Depuis peu une autoroute a été construite.

Habitat. Les pentes calcaires et la bande détritique échappant aux inondations, et dont les sols sont particulièrement favorables aux cultures arbustives, constituent la zone la plus ancienne de peuplement. Spello (Hispellum) oppose sa forme groupée et perchée aux nombreuses métairies de la plaine où la dispersion est de type «secondaire». Cannara, bastide du XII^{e} siècle. Les chemins rayonnants sont antérieurs à l'habitat dispersé et révèlent l'ancienne structure du finage à l'habitat groupé.

Source : DESPLANQUES, H., 1963.- *Les campagnes ombriennes.*

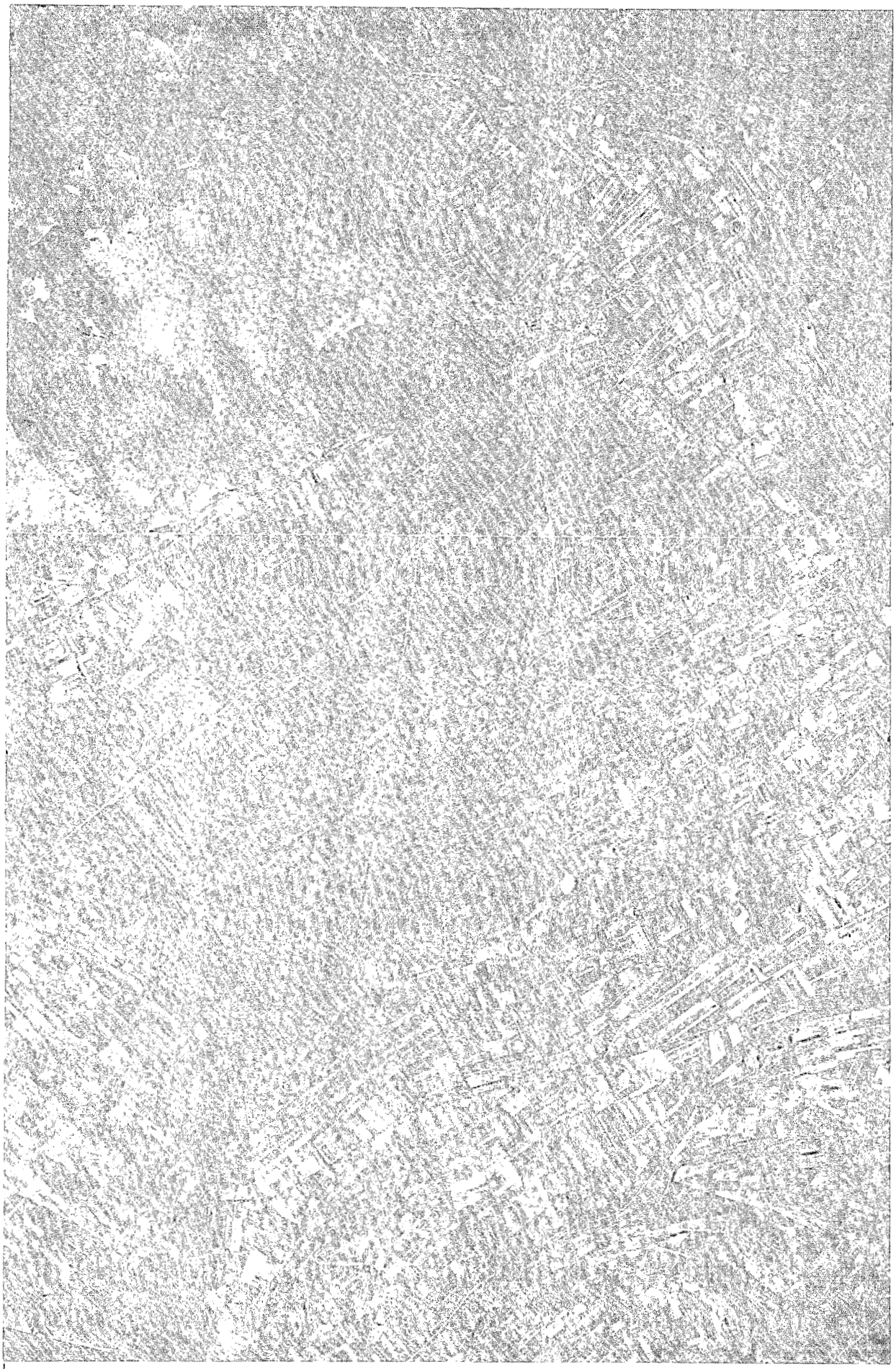


Photo aérienne I.G.M. Florence. F° 123, Sèr. 27, n° 10 604 (sept. 1955). Echelle : environ 1/32 600e. *Le Nord du Bassin de Spolète entre Cannara et Spello.*

V – 1

Des zones focales, des «régions agraires» (★)

A – Une campagne profondément humanisée : le paysage toscano-ombrien, *coltura promiscua* et imbrication ville-campagne (2)

L'Italie centrale présente le type achevé des «paysages humanisés», d'une «région agraire» où la relation entre l'homme et son milieu s'exprime par un subtil ordre des champs, reflet d'une vieille civilisation faite de raffinements. L'élaboration de ce paysage dans lequel la valeur esthétique n'a cessé de compter, repose sur la combinaison de deux facteurs : le facteur agraire proprement dit, illustré par le système de *coltura promiscua*, le facteur territorial mettant en jeu une relation ville-campagne particulièrement serrée.

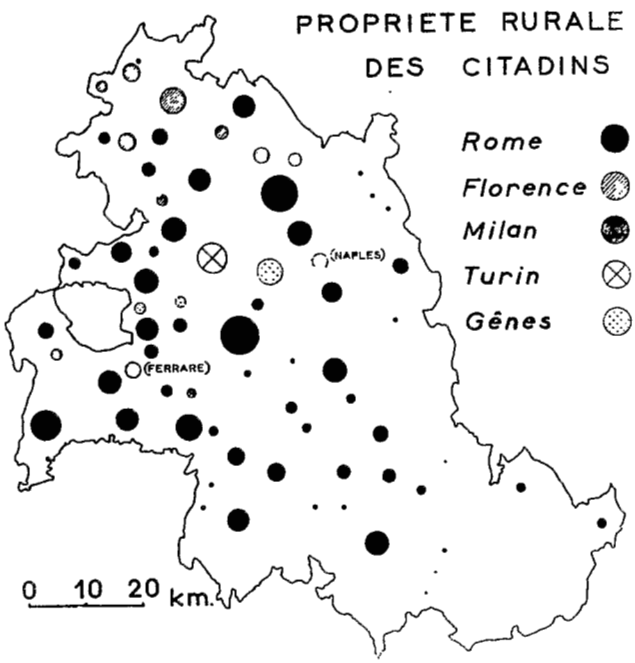
La *coltura promiscua* se manifeste par un foisonnement végétal. La campagne se décompose en une multitude de petites parcelles appuyées sur des terrasses coupant les versants, et sur un dense réseau de drainage-irrigation dans les plaines. Le tout est strié de lignes, les *filari* : rangées d'oliviers, de vignes, d'arbres fruitiers divers, mais aussi d'ormes, d'érables, devenant parfois arbres-tuteurs en supportant les vrilles de la vigne. Les bovins à l'étable sont nourris par le feuillage de ce «pré aérien» que donnent les ormes, mais aussi par la luzerne et le sainfoin qui alternent dans les champs avec le blé et le maïs, voisinant avec les parcelles vouées au maraîchage.

La **complexité des relations ville-campagne** est le fruit d'une longue continuité historique. La vigueur du mouvement communal des XII-XIIIème siècles retentit encore sur l'ensemble de l'organisation agro-territoriale qui, du fait qu'à cette époque ait prévalu le système de la **cité Etat**, donne sa marque à la structure de l'habitat, de la propriété.

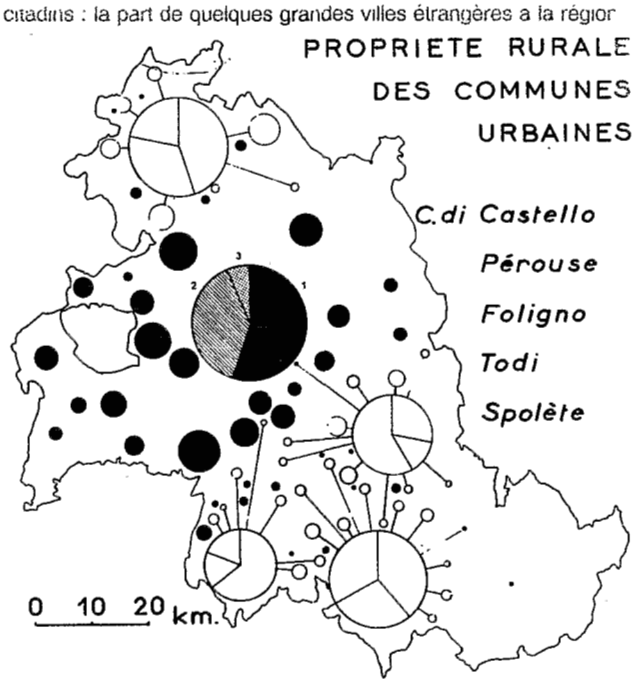
Cet héritage apparaît d'abord dans la taille même du territoire communal : 3 850 ha pour l'Italie (contre 1 458 ha pour la France) mais 52 500 ha pour Gubbio, 45 000 pour Pérouse. Or, pour ces deux villes, en 1951, la répartition entre actifs agricoles et non agricoles était la suivante : 11 839 (70%) et 4 962 pour Gubbio, 12 285 (31%) et 23 719 pour Pérouse. Cette **macro-territorialité** date de l'époque où la volonté d'auto-suffisance alimentaire, poussée jusqu'au refus d'exportation des denrées de base, amenait l'agglomération à exercer son commandement sur l'espace nécessaire à la pratique de cette autonomie économique. Circonscription communale géante, forte polarisation au bénéfice du chef-lieu : hameaux et villages périphériques (les *frazioni*) sont éloignés parfois de 15 à 25 km de la ville, «*mais, ce qui est plus grave, plusieurs siècles les séparent... Vieille tradition, sans doute, de ces pays de civilisation urbaine et municipale où la campagne a toujours été subordonnée étroitement à la ville*». Cette situation qui fait que la commune actuelle est héritière des municipes romains et des diocèses ecclésiastiques. La commune a connu une période d'effacement à l'époque féodale où les seigneuries fondant leur pouvoir sur les châteaux-

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

Figure 56 : L'emprise urbaine sur les campagnes ombriennes
– à l'échelle nationale - carte A
– à l'échelle régionale - carte B



A) Propriété rurale des citadins : la part de quelques grandes villes étrangères à la région



B) Propriété rurale de cinq communes urbaines ombriennes. Les cercles noirs représentent la propriété minimale possédée par des Pérugins hors de leur commune. Les cercles à secteurs représentent la propriété possédée par les gens de la commune sur leur propre territoire :

1) propiété citadine proprement dite
2) propriété non paysanne du reste de la commune
3) propriété paysanne

Source : DESPLANQUES, H., 1963.- *Les campagnes ombriennes.*

forts, les *castelli*, se sont multipliées. Mais aux XIIème et XIIIème siècles, la puissance communale a été telle qu'elle a contraint les seigneurs du *contado* à reconnaître sa souveraineté, exigeant même d'eux la résidence en ville. L'époque communale se traduisit ainsi par l'urbanisation de la noblesse foncière.

Le territoire municipal devint donc une sorte de nébuleuse dans laquelle dominait le noyau du chef-lieu et autour duquel gravitaient les *castelli*, devenus relais du pouvoir urbain et les villages, lieux d'habitat de la paysannerie. Cette cascade de pouvoirs s'exprimait par l'emprise de la grande propriété, qu'elle fût d'origine communale, ecclésiastique, aristocratique ou bourgeoise. Et, dans cette organisation, la paysannerie était réduite à la portion congrue : il lui était réservé peu de place pour sa propre appropriation. Elle eut beaucoup de mal à préserver les reliques de ses terres de communauté et dut s'insérer dans le système de grande propriété en acceptant, jusqu'à une date récente, la dure condition de métayer.

Si harmonieux que soit à l'oeil ce paysage toscano-ombrien, il ne pose pas moins à l'aménageur un certain nombre de problèmes, relatifs à la fois aux actions pernicieuses de l'érosion et à l'extension anarchique de l'urbanisation. Malgré la densité du couvert végétal, on assiste à la progression du ravinement sur les versants marneux et du sapement le long des rivières en plaine. L'enrichissement général des personnes et l'essor de la fonction touristique et résidentielle se traduisent par un essaimage dense de l'habitat. Un **parc régional de protection de la nature** est donc en cours d'établissement concernant des secteurs parmi les plus continuement mis en valeur. Il s'agit là d'une expérience particulièrement riche de signification de protection-aménagement dans une zone très fortement humanisée. Autant que les préoccupations d'ordre écologique et économique, les considérations d'ordre esthétique sont à prendre en compte dans cette affaire.

B – Les espaces hydrauliques

En conclusion de sa thèse, au titre en lui-même évocateur de la problématique suivie par l'auteur (3), J. Béthemont développe une «*vue d'ensemble et approche à une théorie sur l'eau*», dans laquelle il relève comme caractère significatif du phénomène «*la stabilité des constructions hydrauliques*», liée en particulier à «*l'irréversabilité des choix*», mais en précisant que celle-ci est «*plus nette au niveau des individus qu'au niveau des régions*» : le producteur de pommes qui arrache ses arbres garde l'eau pour la culture du maïs, tandis que l'on voit des régions abandonner l'eau du fait des détériorations des conditions naturelles (épuisement des ressources) ou des équipements collectifs. Et il veut corroborer «*la théorie du développement nécessaire et possible de l'irrigation par l'association de trois éléments, crise, vecteur et milieu favorable*».

Pour l'ensemble méditerranéen cette conception trouve largement sa vérification :

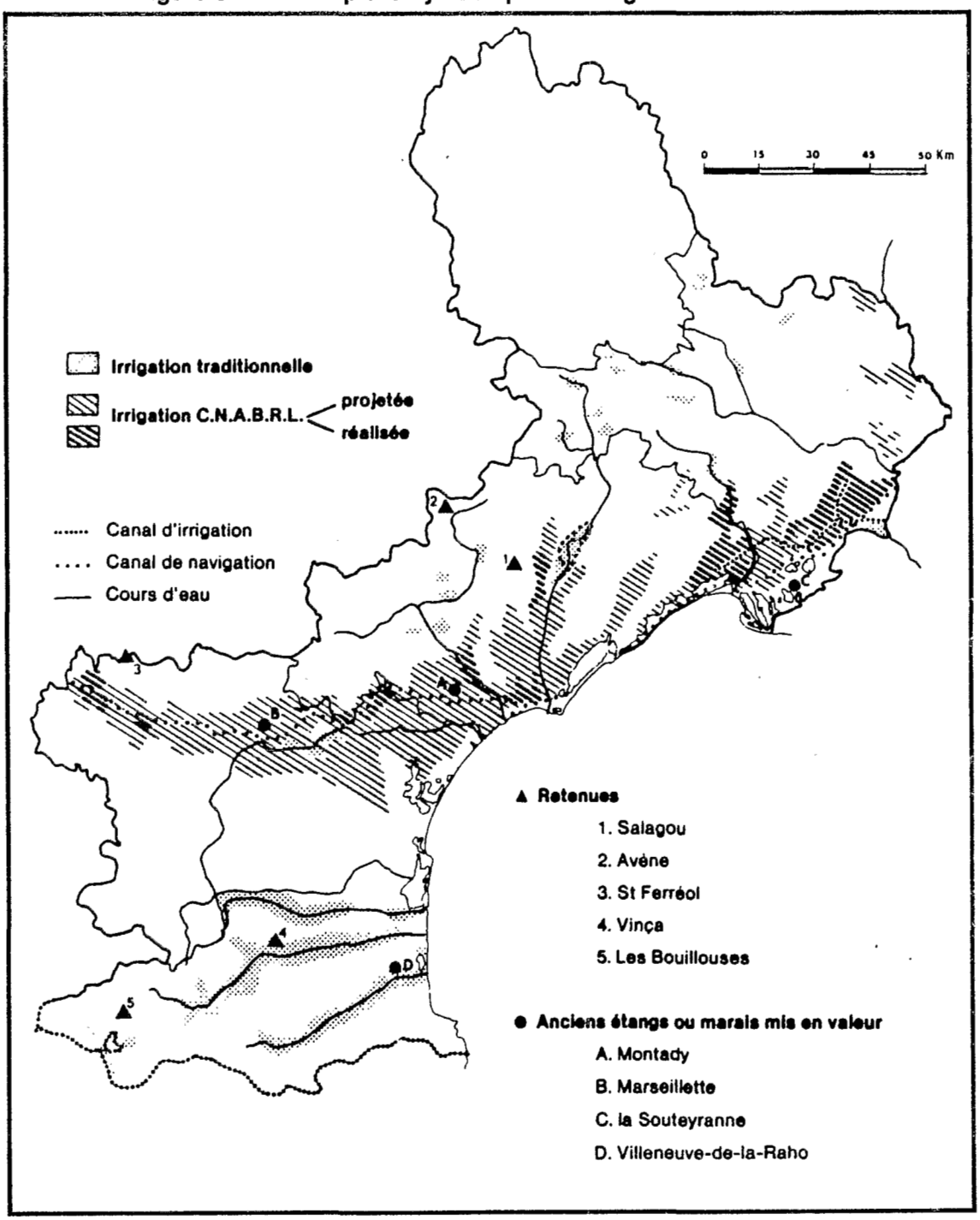
– l'effet de **crise** joue d'une façon de plus en plus aiguë du fait de la distorsion entre les courbes de la progression démographique et celles de la production des cultures en sec : la crise alimentaire permanente, le blocage de la rentabilité des techniques céréalières rendent nécessaire le recours aux moyens les plus efficaces favorisant la productivité ;

– la gamme des **vecteurs** possibles est très large tant le couplage chaleur naturelle et eau est riche de virtualités : fruits, légumes, riz, coton ... ;

– pour ce qui est du **milieu naturel**, nous constatons aussi que «son rôle va s'atténuant», cependant sur le plan zonal il intervient encore avec une certaine force aux limites Nord, où l'insuffisance thermique réduit la gamme des cultures possibles (exclusion des agrumes, du coton ...), et aux limites Sud où l'évapotranspiration contraint à délaisser les plantes les plus exigeantes en eau ; quant au **milieu social**, il joue de façon fort diverse, voire contradictoire : le fellah marocain ou égyptien, au niveau culturel médiocre, tire mal parti du potentiel dont il dispose, mais compense cette insuffisance par une accumulation de travail ; le viticulteur languedocien, parce que tirant de son activité un revenu jugé suffisant par la garantie de rémunération et les conditions de vie qu'il permet, tend à bloquer l'extension d'un système plus contraignant et plus aléatoire.

Sur ces bases se mettent en place des **complexes hydrauliques** à degré divers d'occupation de l'espace : **espaces continus** ou **espaces discontinus**, ou encore **développements complets** ou **développements incomplets** (J. Béthemont).

Figure 57 : Le complexe hydraulique du Languedoc-Roussillon



avec :

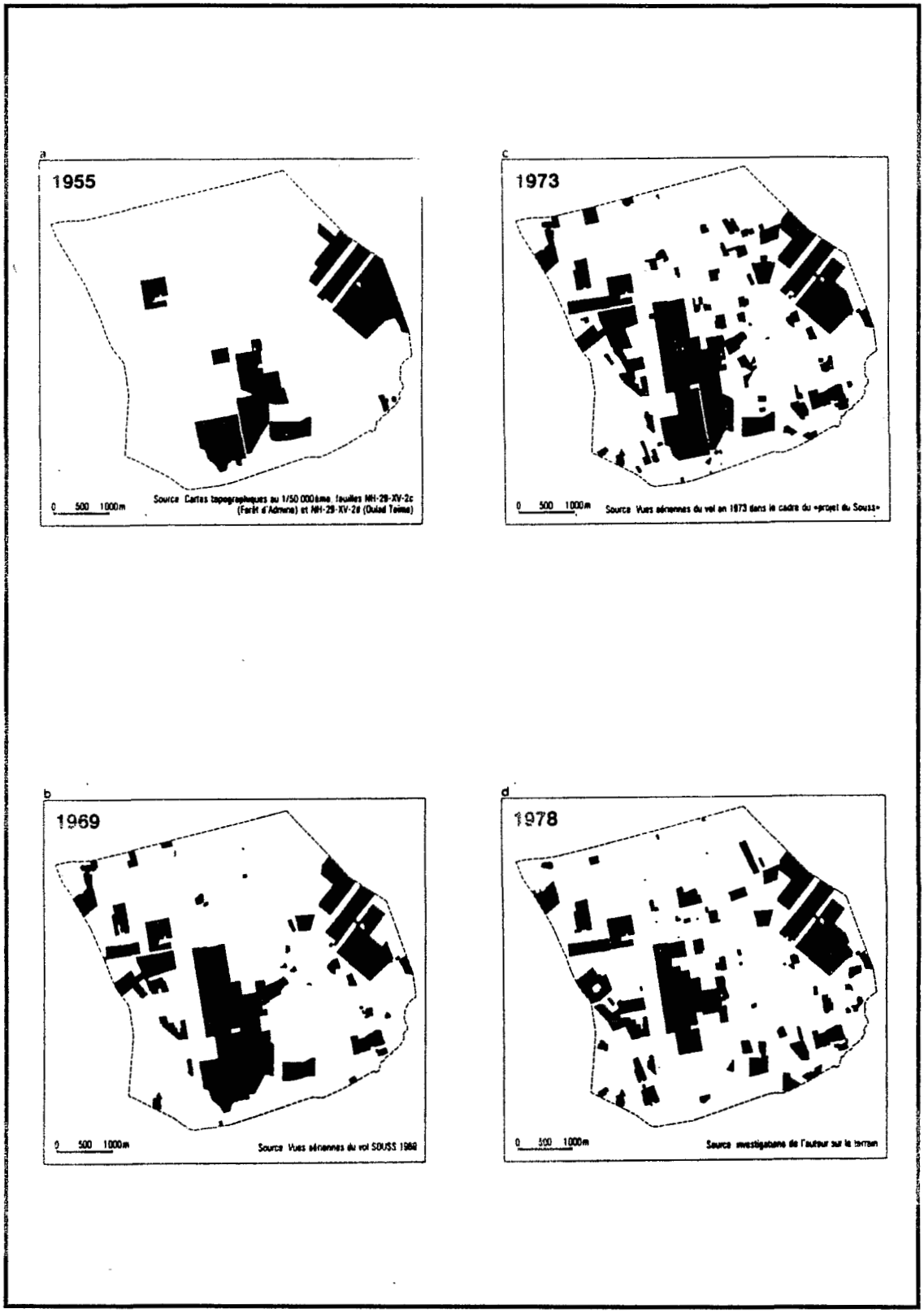
– les **secteurs de bonification** : anciens étangs ou marais mis en valeur;

– les **secteurs d'irrigation traditionnelle** (principalement en Roussillon, mais également en avant des Cévennes et leur prolongement) ;

– et les secteurs d'irrigation **moderne** par le réseau de la Compagnie Nationale d'Aménagement du Bas-Rhône-Languedoc.

Source : CARRIERE, P. *et alii,* 1980.- Eau et aménagements en Languedoc-Roussillon.- *Bull, Soc. Languedocienne Géogr., pp. 119-355.*

Figure 58 : Un exemple de régression culturale dans une région hydraulique à espace discontinu et à développement incomplet : l'évolution du verger agrumicole, entre 1955 et 1973, aux Oulad Teïma – Souss Central – du fait de l'approfondissement ou du tarissement des nappes aquifères par excès de pompage.



Source : POPP, H., 1983.- Le surpompage dans la vallée de Souss.- *Rev. Géogr. Maroc*, n° 7.

La concurrence et conflits entre irrigation traditionnelle (par naora ou par khettara) dans le Souss

L'irrigation par pompage semble être une solution remarquablement facile pour assurer des débits nécessaires en eau. Les seules investissements consistent dans le creusement d'un puits, l'achat d'une moto-pompe et son installation. Les frais courants sont ceux de la consommation énergétique (électricité ou mazout) et les travaux de réparation. Au total, ces frais ne sont pas trop élevés quand la profondeur des puits n'est que de 20 à 30 m, comme c'était le cas à l'origine. Qu'aucune mesure de coordination ne fût nécessaire semblait constituer un réel avantage. Chaque exploitation avait la liberté de crueser autant de puits et d'installer autant de pompes qu'elle désirait. Le fait qu'on avait officiellement besoin d'une autorisation étatique n'était pas vraiment un obstacle. Les concessions furent accordées d'une manière très généreuse et les pompes illégales ne furent jamais démontées. La quantité d'eau à prélever paraissait presque illimitée et disponible à toute heure. Les avantages économiques d'une telle technologie, comparée aux techniques traditionnelles de l'adduction de l'eau dans la vallée du Souss, sont évidents. On comprend facilement que beaucoup d'exploitations marocaines aient adopté l'innovation européenne de l'irrigation par pompage et qu'elles aient installé, elles aussi, des moto-pompes (quoique de puissance inférieure). Leur but était soit de changer la technique de prélèvement traditionnelle, soit de cultiver plus intensivement des superficies jusque-là «bour» grâce à l'irrigation par pompage.

L'idée des années quarante selon laquelle l'aquifère de la vallée du Souss était intarissable s'avère fausse. Un bilan hydrologique établi en 1973 montrait, certes, qu'il y avait encore 430 millions de mètres cubes d'eau par an qui se jetaient dans l'Océan Atlantique, sans être utilisées. Mais dans certaines parties de la vallée du Souss, surtout à l'aval, on trouve déjà une suexploitation évidente de la la nappe souterraine, qui s'est considérablement approfondie. Le surpompage fut estimé en 1973 à 85 millions de mètres cubes.

En raison du volume d'eau retiré de la nappe de la vallée du Souss, le niveau de l'aquifère s'est fortement abaissé, au moins localement. C'est surtout l'irrigation traditionnelle qui a été affectée. L'irrigation par naora a reçu un coup mortel par suite du rabattement de la nappe. Dans la région au sud-ouest d'Oulad Teima, qui est la plus fortement touchée, presque tous les puits-naora se sont taris. Il n'y a plus d'eau souterraine à la profondeur de 20 à 30 m qui est celle des puits-naora. Les petites exploitations n'étaient pas en mesure d'imiter celles qui pratiquent le pompage dans le voisinage et qui ont investi pour approfonfdir les puits et multiplier les moto-pompes. L'irrigation par pompage a dérobé (même si cela n'était pas intentionnel) à l'irrigation par naora sa base d'alimentation en eau. Les puits naora utilisant la traction animale sont devenus un phénomène rare.

Source : POPP, H., 1986.- L'agriculture irriguée dans la vallée du Souss. Formes et conflits d'utilisation de l'eau, *Méditerranée*, n° 4, p. 33-47.

Parmi les complexes continus ou à développement complet, on citera :

– les *huertas*, type le Pays valencien ;

– certains grands périmètres du Maroc (Tadla, Gharb), en voie de réalisation ;

– la Vallée du Nil, type d'espace hydraulique-nation.

Parmi les complexes discontinus à développement incomplet :

– le Languedoc-Roussillon ;

– certains grands périmètres marocains : la Basse Moulouya, le Haouz (où la régulation par le canal de rocade n'empêche pas que diverses composantes locales gardent leur spécificité).

a) La huerta : système hydraulique et raccourci de civilisation

R. Hérin définit la *huerta* comme «*une étendue d'irrigation ancienne cultivée de façon permanente et intensive*» et qui «*au-delà de l'apparent désordre ... et des événements contingents de la formation de chacune, laisse se dégager un ensemble cohérent de lois ayant valeur générale*», ce qui fait, selon l'expression de G. Weulersse, ce ces créations humaines des «*raccourcis symboliques de civilisation*» (4).

Le complexe *huerta* repose donc sur la combinaison d'un système hydraulique et d'héritages sociaux et économiques divers.

Il s'agit d'une **hydraulique en régions sèches et à eaux rares** et dont la physionomie dépend, pour les plus anciennes, de l'interférence de facteurs divers :

1°– la trame est liée essentiellement au réseau de rivières draînant les eaux superficielles, fréquemment l'allure du périmètre reproduit la forme du cône de déjection qui le porte ;

2°– la dégradation des débits d'amont en aval crée un gradient d'irrigation qui entraîne

3°– une zonation des paysages agraires en auréoles selon la diminution de l'intensité culturale : passage de l'horticulture irriguée à la céréaliculture-loterie et de l'arboriculture irriguée à l'arboriculture sèche.

C'est un **raccourci de civilisation**, parce que création continue, «*à partir d'un noyau primitif et selon certaines lignes de forces*», au gré des techniques et des contingences historiques, lieu privilégié de conflits entre clans et classes sociales, transcription tangible des modes de propriété de la terre et de l'eau (confondus ou disjoints) et des tensions entre grands propriétaires et communautés paysannes.

Pour les *huertas* plus récentes, créées ou développées sous l'égide des techniques modernes d'irrigation, l'allure géométrique du parcellaire traduit une meilleure maîtrise du binôme eau-terre.

Dans la gamme variée des *huertas* méditerranéennes, deux exemples permettent de montrer à quel point l'interférence des facteurs biogéographiques locaux et des circonstances de l'histoire peut conduire à des systèmes agraires diversifiés : le type **comtadin** plus récent, plus régulier, plus maraîcher, plus rural dans son environnement, le **type valencien**, plus ancien, plus anarchique dans ses lignes, plus arboricole, plus marqué par le fait urbain.

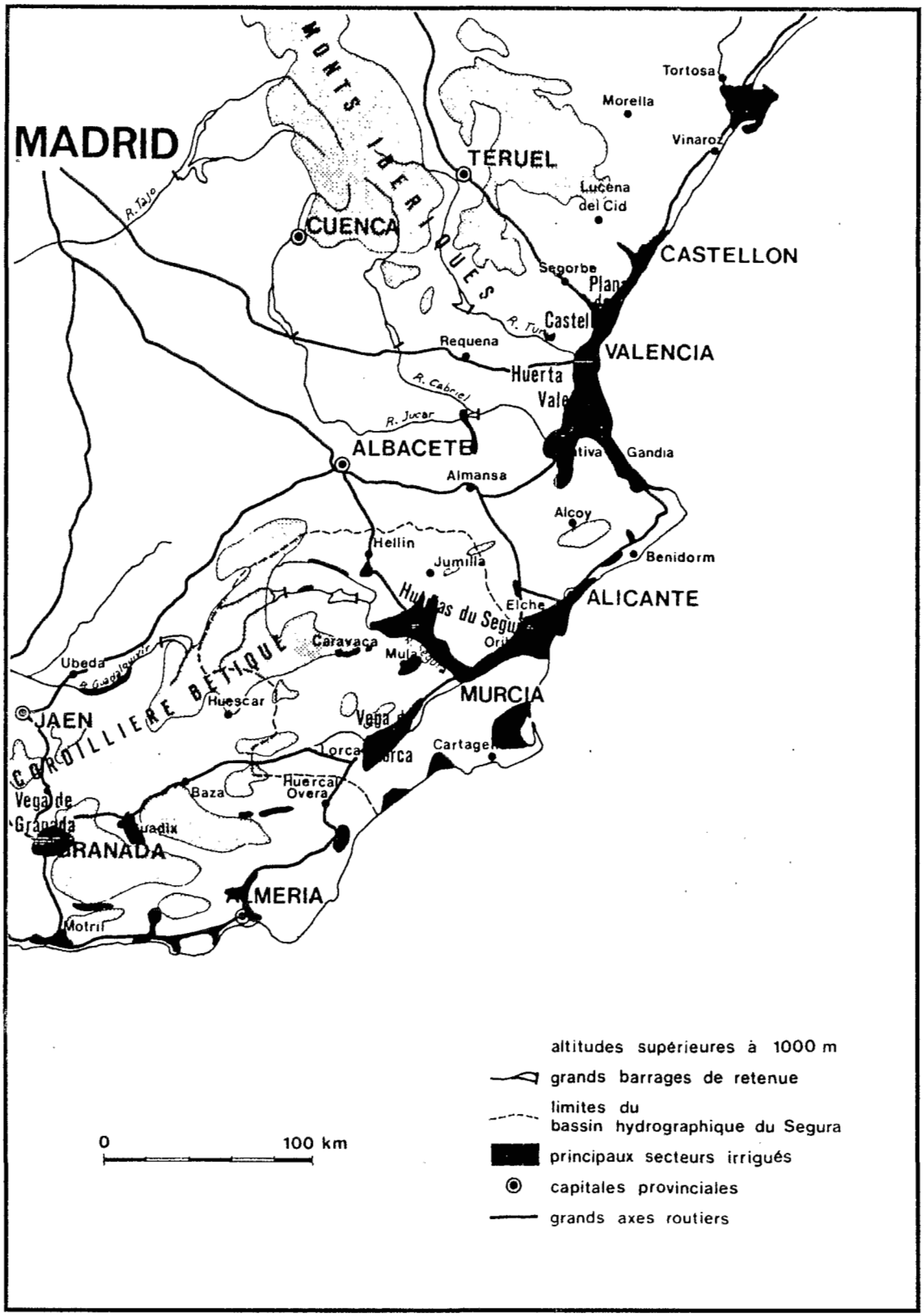
a–1) Le type comtadin : un bocage géométrique avec «usines maraîchères»

Réduit à des îlots autour des bourgs et des villes, au milieu d'un *ager* à dominante céréalière, l'espace irrigué du Comtat-Venaissin s'est étalé à partir du milieu du XIXème siècle jusqu'à occuper 75 000 ha et à utiliser un débit d'eau dépassant les 100 m^3/seconde.

Il s'agit donc d'une conversion culturale récente, consécutive à une série de ruines des cultures commerciales traditionnelles (garance, vignoble, sériciculture), accélérée par la mise en place du réseau ferroviaire et par le progressif équipement hydraulique (principalement à partir de la Durance).

«*Le paysage est très original. Il est fait de petites parcelles allongées d'Est en Ouest, de 80 à 100 m de long sur 30 à 40 m de large, bordées sur toute la longueur par des haies serrées de cyprès qui peuvent atteindre 4 ou 5 m de hauteur. Les maisons des agriculteurs, entourées de platanes et de mûriers, sont dispersées, chacune à proximité de leurs parcelles cultivées. Des canaux d'irrigation courent d'une parcelle à l'autre. La combinaison de la chaleur méditerranéenne, d'une fumure vigoureuse et*

Figure 59 : Les *huertas* espagnoles
Du Levante valencien à l'Andalousie de Grenade



Source : HERIN, R., 1980.- *Les huertas de Murcie.*

d'un arrosage abondant explique la luxuriance de la végétation».

Mais il y a ici moins de cultures arbustives que dans les *huertas* traditionnelles : «*l'agriculture a pris des formes plus traditionnelles et se traduit par la spécialisation légumière*» (5).

Cette dense trame géométrique cloisonnant le pays donne, à première vue, l'image d'une sorte d'immuabilité. Cette vision est fausse : à l'intérieur de cette structure en apparence figée, tout est mouvement, du fait du «*jeu des variables*» (J. Béthemont) : les terres, les hommes, les techniques, les marchés (l'eau, abondante, n'intervient que secondairement comme facteur de différenciation).

Des terroirs à des degrés divers d'artificialisation

Dans ce secteur de plaine alluviale à terrasses étagées, les variations verticales et horizontales des faciès, conduisent à distinguer une grande diversité des sols, depuis les épandages de galets grossiers jusqu'aux passées limoneuses les plus fines. Si texture physique et composition chimique sont facteurs des classements essentiels, la hiérarchie tient compte également de la rapidité d'échauffement «*génératrice de précocité et donc de profits substantiels sur les marchés*».

«*Partant de la diversité des sols et des qualités et défauts qui leur sont propres, l'idée s'est imposée depuis longtemps d'une relation optimale entre telle plante et tel sol, d'où la suite de clichés bien connue qui va de la fraise de Carpentras au melon de Cavaillon, en passant par la tomate de Châteaurenard, la pomme de terre de Barbentane ... D'où, également, la définition d'assolements locaux combinés de façon régulière à partir de ces spécialités ... Pendant de longues années, ces spécialités locales ont fait l'objet de véritables appellations contrôlées qui leur conféraient une plus-value sensible sur les marchés et chaque terroir se réclame encore d'elles*» (J. Béthemont).

Mais ce schéma de terroirs performants associés à des cultures vedettes tend à s'estomper. Et le changement n'est pas dû à une certaine uniformisation des sols par étalement d'une strate de limon laissée par l'eau d'arrosage, ni à leur appauvrissement du fait de la sur-culture : les producteurs veillent au renouvellement des éléments humiques en enfouissant régulièrement tourteaux et fumier que l'on fait venir de loin. Les plus grandes altérations prennent les formes de contamination par maladies et proliférations parasitaires (depuis l'araignée rouge ou le puceron jusqu'aux virus les plus difficiles à déceler et les plus tenaces), ou encore de carences et saturations. Ces phénomènes contraignent à user de traitements coûteux et répétés qui alourdissent parfois considérablement le budget des exploitations.

La triple mobilité : dans l'espace, dans le temps ... et sous l'abri

La recherche de la rentabilité met en cause non seulement le binôme plante-sol mais encore le facteur main-d'oeuvre : tel légume permettant un bon prix sur le marché est exclu s'il exige la mobilisation de travailleurs trop nombreux. L'étalement des tâches pour obtenir un calendrier régulier est l'un des objectifs majeurs de chaque exploitation.

Une certaine marge de manoeuvre est permise par le choix judicieux de moyens techniques qui épargnent du temps. «*Il y a quelque chose de paradoxal dans le tableau de cette agriculture qui se veut manoeuvrière mais qui utilise proportionnellement plus de matériel que toute autre*».

Du jeu de ces divers paramètres, découlent de savants calendriers de culture, dont les exemples sont fournis dans la **Figure 22.**

Mais la subtile rotation d'une saison ou d'une plate-bande à l'autre, ne suffit pas toujours à assurer l'équilibre de l'exploitation. Il faut aller vers «les ultimes recours» que sont le forçage, sous des abris artificiels, ou l'itinérance : le déplacement vers des terres nouvelles.

Le recours aux serres a été tardif et marqué par de nombreuses réticences. Utiliser de tels artifices était considéré comme trahir la réputation des terroirs locaux et mettre en cause les labels ancestraux. On y voyait aussi un investissement à contretemps incapable de concurrencer l'avantage du soleil méditerranéen. Les lois du marché y conduisent cependant peu à peu.

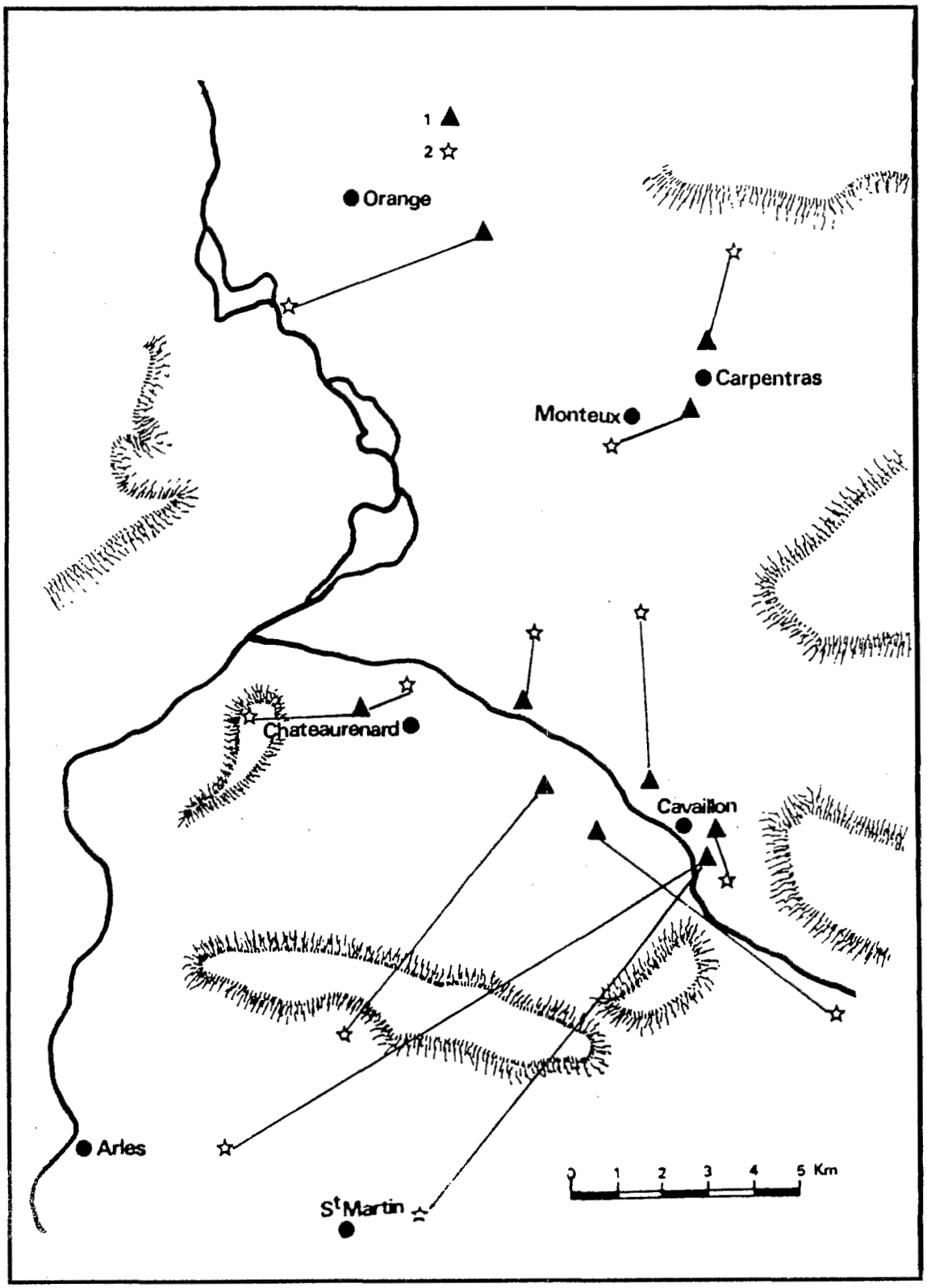
L'appétit de terres nouvelles ne pouvant être satisfait au pays, on a dû aller ailleurs, mais pas très loin, de façon à permettre des migrations quotidiennes. La Crau, en équipement dans les décennies 1960 et 1970, a été l'un des secteurs

Figure 60 : La mobilité foncière en région maraîchère

La recherche de terres nouvelles et les mouvements de quelques agriculteurs comtadins

1) Exploitation de base

2) Bloc de culture ou exploitation secondaire



Source : BETHEMONT, J., 1972.- *Le thème de l'eau dans la Vallée du Rhône.*

attractifs. On assiste donc à des phénomènes de dédoublement de l'exploitation entre «un domaine situé dans l'aire de production traditionnelle et un domaine annexe, moins bien situé, donc moins précoce, mais dont les terres plus saines assurent à la fois de gros tonnages et un bon étalement des récoltes».

Paradoxalement, dans un pays où autrefois le système extensif blé-mouton donnait lieu à la transhumance des troupeaux, le passage à une agriculture par accumulation de travail humain pousse de nos jours (à un moindre degré, il est vrai) à des mouvements alternants quotidiens de travail ...

a–2) La huerta de Valence, un système rurbain (6)

La *huerta* de Valence fournit le type achevé d'un système hydro-social traditionnel ouvert à des formes variées de modernisation. C'est à partir du 10ème siècle que l'occupant arabe créa le premier réseau de canaux distribuant l'eau du fleuve Turia sur les basses terrasses alluviales en un système dense d'*acequias* dont l'ensemble concerne maintenant quelque 120 000 ha et 170 000 irrigants.

L'organisation repose sur le principe de la propriété des eaux et de l'inséparabilité de la possession du sol et de l'usage de l'eau. La gestion de l'ensemble relève de communautés d'usagers (au nombre de 233, en 1975) constituées pour chaque canal important, et appliquant un système minutieux et rigoureux de réglementation. Les conflits sont réglés par un tribunal constitué par les syndics des huit *acequias* principales, se réunissant chaque semaine sur le parvis de la cathédrale.

Chaque parcelle reçoit une dotation en eau mesurée en temps d'arrosage, correspondant à une fraction fixe de la dotation globale de la communauté. L'eau elle-même est gratuite, la contribution de chacun correspondant seulement aux dépenses de fonctionnement et d'entretien (de l'ordre de 200 francs par hectare). Les réserves d'eau de dérivation étant limitées, c'est à partir de la nappe que s'est réalisée l'extension de la *huerta*, par *norias* d'abord, puis dès la fin du 19ème siècle par moto-pompes : le *riego do motor* est parvenu à représenter la moitié de la *huerta*.

De banlieue maraîchère ayant pour objet de ravitailler en légumes frais la métropole voisine, le Pays valencien s'est transformé en une région agricole complexe dont l'organisation interne est commandée par le jeu de trois facteurs principaux :

① l'appel du marché de l'Europe de l'Ouest, renforcé par la situation de la région valencienne, secteur le plus septentrional à climat subtropical ;

② les progrès des techniques de production et de transport ;

③ l'intégration ville-campagne.

Il en résulte le développement d'investissements à orientation plus spéculative, avec une préférence marquée pour les agrumes, offrant la marge bénéficiaire la plus forte.

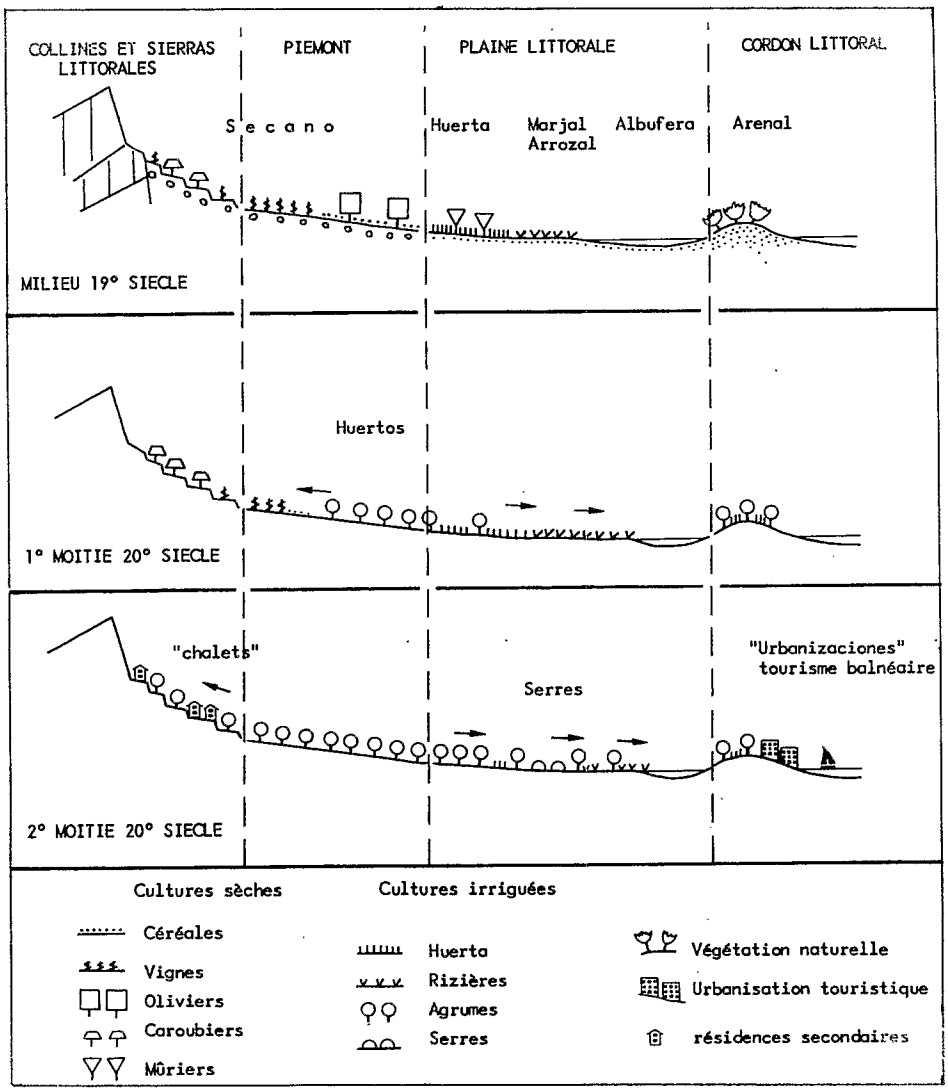
L'emprise du système microfundiaire est attestée par quelques chiffres : les propriétés de moins de 0,5 ha constituent 60% du total, celles de plus de 10 ha, moins de 1% ; le seuil de concentration se tient entre 1 et 2 ha. Un propriétaire sur huit vit en ville. Le faire-valoir direct porte sur 9% des terres : «les exploitations sont calquées sur les propriétés», les 9/10ème des parcelles couvrent moins de 0,3 ha : il s'agit d'un «parcellaire pulvérisé».

La densité de peuplement atteint 600 habitants par km^2 et l'émigration ne joue plus aussi activement son rôle de soupape de sureté. La concurrence pour le travail est forte et a modelé un nouveau type d'agriculteur.

Le microfundiaire (moins de 1 ha) a dû entrer dans le jeu de la pluriactivité : les propriétaires-exploitants à temps complet sont une minorité ; prédominent les journaliers-exploitants, salariés travaillant à façon sur diverses propriétés du voisinage, suivis par les retraités et les actifs des secteurs secondaire et tertiaire, femmes et enfants s'employant également sur l'exploitation ou en dehors. «*Cette conditiion mixte d'exploitant-salarié fait de l'agriculteur valencien une sorte de Maître Jacques obligé de tirer parti de toutes les possibilités d'emploi dans et hors de l'exploitation, dans et hors de l'agriculture*».

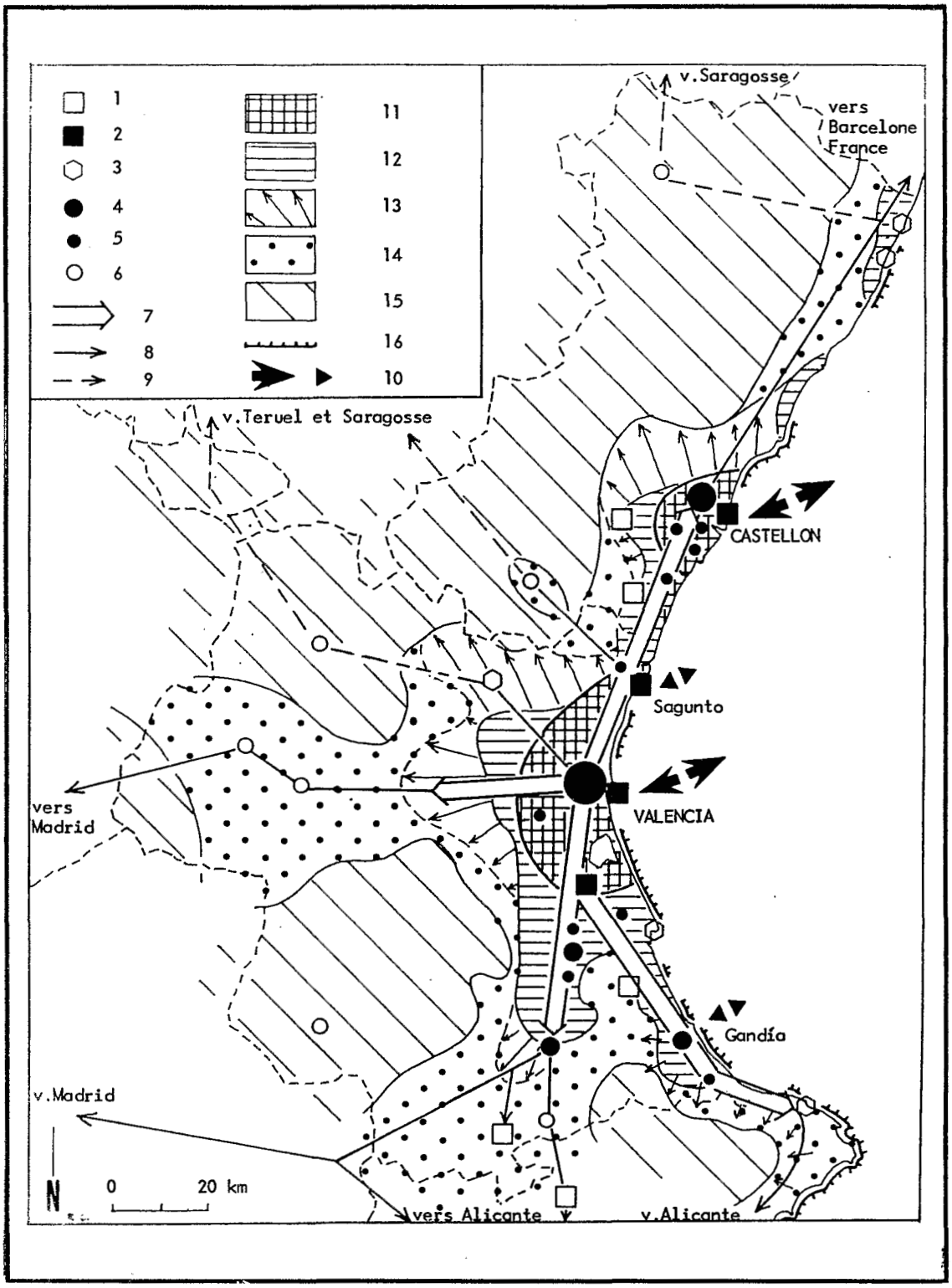
La diversité morpho-pédologique et la relation à l'hydraulique ont entraîné une organisation régionale dans laquelle s'exprime le principe de la

Figure 61 : Terroirs et occupation du sol dans la région de Valence de 1850 à 1980



Source : COURTOT, R., 1989.- *Campagnes et villes dans les huertas valenciennes*.- Paris, CNRS.

Figure 62 : Le complexe rurbain valencien



Croquis régional des huertas de Valencia et de Castellón et de leurs marges

a) Les villes : 1 : ville industrielle isolée; 2 : grande unité industrielle ou complexe portuaire; 3 : ville à tendance industrielle ou touristique; 4 : centre régional et sous-régional (3 niveaux selon la taille du cercle); 5 : centre « agricole »; 6 : petit centre de l'arrière-pays (Vinaroz et Denia sont considérés comme petits centres sur les marges nord et sud de l'espace étudié)

b) Les axes de communication : 7 : axe principal de croissance économique et démographique au plan régional (effets structurants importants); 8 : axe régional secondaire ou de transit interrégional; 9 : axe sans croissance; 10 : échanges portuaires avec l'extérieur

c) Typologie spatiale : 11 : aire métropolitaine (zone d'accumulation de la population urbaine et industrielle); 12 : espace d'agriculture irriguée continu : fortes densités rurales et agricoles de population; 13 : zone de progression des influences urbaines dans l'arrière-pays : croissance démographique, zones industrielles, nouveaux *regadios*, résidences secondaires; 14 : *secano*-intermédiaire : cultures arbustives, viticulture, dépopulation tardive et lente, possibilités de relance économique et démographique; 15 : *secano* profond : économie agricole attardée, communications difficiles, dépeuplement ancien et phénomènes de désertification; 16 : littoral aménagé et transformé par le tourisme

Source : COURTOT, R., 1989.- *op. cit.*.

complémentarité des terroirs visant non à la régulation des apports vivriers au bénéfice de la population locale, mais à la valorisation maximale des produits à mettre sur le marché.

On voit donc se juxtaposer ou s'interpénétrer :

1°– la *huerta*, au coeur du *regadio*, à priorité maraîchère et à extrême morcellement ;

2°– le *huerto*, avec ses vergers d'agrumes, secteur pionnier faisant la conquête du *seccano* ;

3°– l'*arrozal*, sur les terres les plus lourdes des bas-fonds, ceinturant,

4°– le *marjal*, reste des marais côtiers, et

5°– l'*arenal*, frange littorale à cultures diverses qui ont de la peine à se maintenir face à la progression des établissements touristiques.

L'agriculture a ainsi contribué de façon déterminante à l'élaboration d'une «**région valencienne**», créant une activité de base, façonnant les paysages, menant des activités complémentaires avec la ville, animant le port, fournissant le développement de certaines industries. Mais les images sont ici trompeuses : dès 1973, dans la *huerta* valencienne, le secteur primaire ne représentait que 5% de la population active et 3% du produit économique net. Dans la compétition pour le sol, les surfaces irriguées doivent le céder aux implantations industrielles et aux quartiers d'habitat. Une compétition pour l'eau s'annonce également qui aura un effet limitant sur le développement de l'agriculture.

La régulation de ce **complexe rurbain** est assurée par la ville, située au centre d'un agrégat semi-globulaire. L'expansion industrielle crée une vive concurrence pour l'espace et entraîne la hausse des coûts de production.

«*Une nouvelle géographie régionale des huertas se dessine, où les espaces se classent selon l'état des rapports entre le système agricole et la nouvelle organisation de l'espace par l'économie urbaine et industrielle*».

Dans ce «système spécialisé», deux états se sont succédés :

– avant 1936, un état relativement «dépendant» et fragile, étroitement soumis aux conditions extérieures ;

– après 1950, un état plus «autochtone» et plus équilibré, susceptible de trouver des solutions à ses problèmes. Mais il les trouve en se complexifiant et en privilégiant les activités induites par la production industrielle plus que par la production agricole elle-même. Le *labrador* valencien est de moins en moins un «laboureur», et l'agriculteur des *huertas*, (avec l'orangeraie au premier plan), est de plus en plus un «*negocio*».

b) Les grands périmètres laboratoires de l'action étatique au Maroc (7)

Les espaces hydrauliques constituent des indicateurs significatifs de la politique d'aménagement du territoire définie par le gouvernement marocain depuis trois décennies. L'attention particulière que leur a portée l'Etat résulte à la fois de l'intérêt qu'ils présentent du fait de leurs hautes potentialités agricoles et de l'obligation de réglementation qu'appelle la nécessaire discipline de l'eau. Il en résulte la pratique d'**une logique territoriale descendante poussée à son extrême**, qui de l'Etat, à travers une régionalisation spécifique et la géométrie des trames d'irrigation, conduit à la mise en place d'une cohérence spatiale rigoureuse, portant l'action du pouvoir central jusqu'à la définition de la parcelle d'assolement du paysan et à la localisation (voire la construction) de sa résidence.

Cette politique de développement à base d'agriculture et par la voie à la fois libérale et étatique, impliquant, pour la mise en place des infrastructures hydrauliques, des investissements lourds, a reçu l'aval de divers organismes internationaux qui ont participé à leur financement : Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, mais aussi Etats-Unis, France, République Fédérale d'Allemagne, Pays arabes ... (cf. **Partie IV**).

L'intervention étrangère a concerné également la préparation et la réalisation des programmes : bureaux d'études, sociétés de travaux publics, d'équipement agro-industriel ... L'opposition politique a beau jeu de mettre en évidence à travers ces mécanismes «l'aggravation de la dépendance économique et politique du pays à l'égard de l'étranger».

La focalisation régionale

De même que, dans le domaine socio-économique, un choix a été fait en faveur de

CIHEAM - Options Mediterraneennes

Systèmes agro-territoriaux au Maroc

Système français de référence	Ordre tribal	Ordre adminitratif	Ordre hydraulique
1. Exploitation	Foyer		Exploitation
2. Groupe (GAEC)	Clan		Bloc
3. Commune	Douar	(Douar)	Coopérative
4. Petite région	Fraction	Commune	CMV
5. Département	Tribu	Province	(Province)
6. Région	Confédération	(Région)	Office
7. Etat	Etat	Etat	Etat

l'exploitation «viable», de même, dans l'aménagement du territoire national, une sélection a été effectuée en faveur des espaces les plus immédiatement «rentables», en l'occurrence les espaces irrigables. La grande originalité du Maroc dans la distribution des secteurs d'agriculture intensive réside dans le fait que celle-ci laisse apparaître une réelle dispersion. Le réservoir d'eau constitué par le bourrelet montagneux central alimente sur ses deux flancs, de façon il est vrai inégale, des bassins de piémont, des plaines de niveau de base, en une mosaïque lâche. Neuf grands périmètres sont ainsi répartis à travers le pays, constituant autant de foyers d'intensification non seulement de l'agriculture mais encore, par effet cumulatif, de l'ensemble de l'économie, tenant lieu de pôles de l'organisation régionale.

C'est sur ces bases que se mit en place une véritable régionalisation au Maroc. En effet, le canevas hydraulique s'insère dans une organisation administrative, celle des **Offices Régionaux de Mise en Valeur**. Créés par le *dahir* du 22 octobre 1966, ces Offices présentent une organisation fortement hiérarchisée avec :

1°– Un **Conseil d'administration** siégeant à Rabat, présidé par le Ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire et composé de représentants des agriculteurs et de divers départements ministériels; il étudie les programmes d'intervention, arrête le budget, détermine les redevances des usagers ; il se réunit une fois par semestre ;

2°– Un **Conseil technique** chargé de suivre la gestion de l'Office, de formuler des avis sur tous les problèmes intéressant l'activité professionnelle des agriculteurs ; il fonctionne au niveau provincial sous la présidence d'un (ou des) gouverneur (s) concerné (s). Il est composé de représentants des agriculteurs et des services techniques provinciaux intéressés ; il se réunit au moins une fois par mois ;

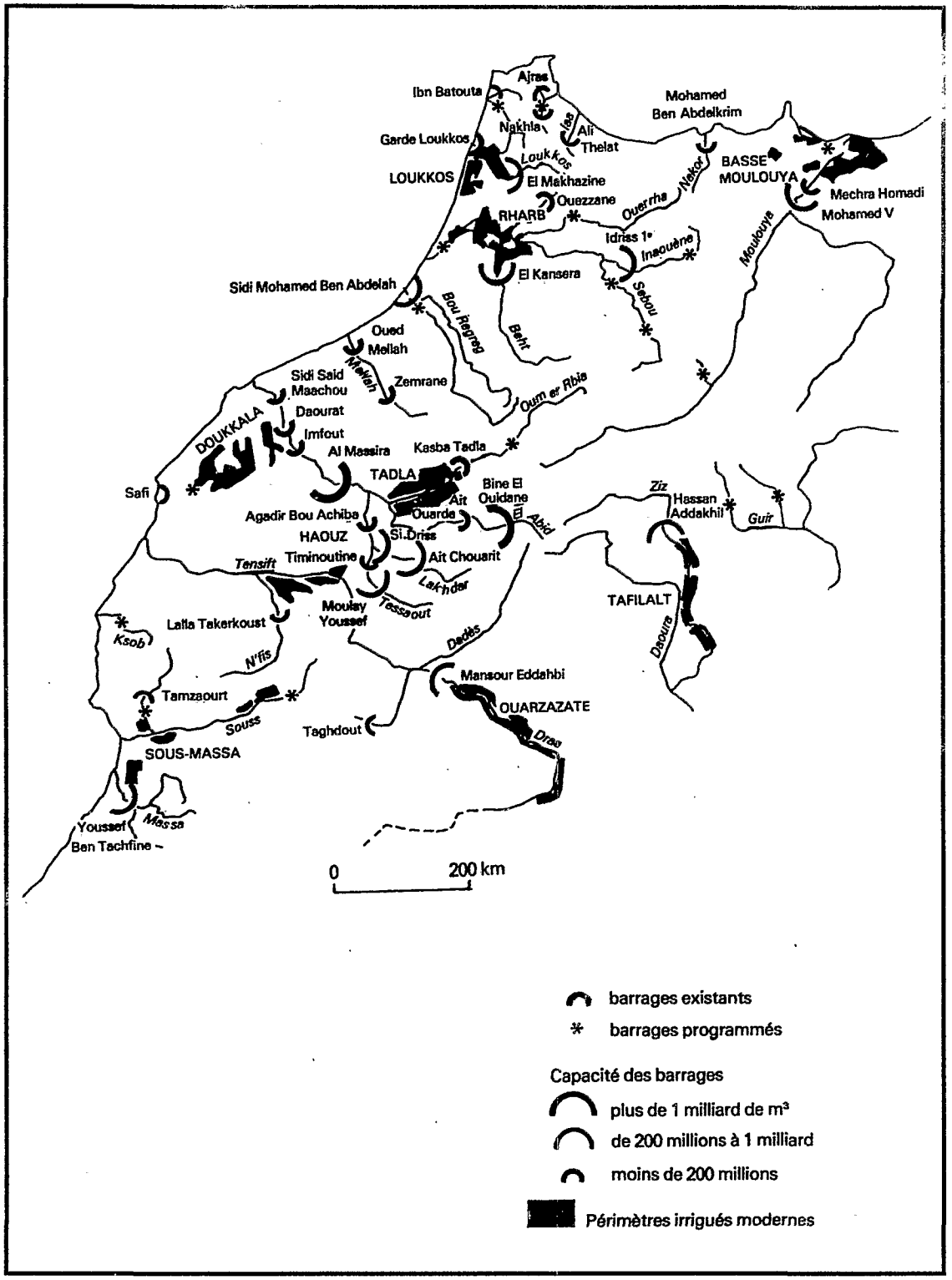
3°– un **Directeur établi** au siège de l'Office (Kénitra, Fqih-Ben-Salah, Marrakech ...) assurant la gestion et la coordination de l'ensemble des services et des activités de l'Office.

Ainsi, sur le plan territorial, la zone d'action de l'Office peut relever de plusieurs provinces.

Dans les périmètres, les **Centres de Mise en Valeur** (CMV), stations services multiformes, constituent le relais entre les structures de planification et l'action locale.

L'étude de l'assiette de ces grands périmètres, en particulier de leur relation avec le cadre naturel, pourrait donner lieu à de riches exercices de géographie comparative (étroite liaison avec un bassin versant pour l'Office de Gharb, celui de Ouarzazate, dualité du Souss-Massa ...). Nous relèverons seulement ici le cas, très expressif, du complexe hydraulique correspondant aux glacis et plaines du piémont du Haut-Atlas, du Haouz au Tadla, où l'action de régulation de l'Etat se manifeste par des transferts d'eau d'un bassin-versant à un autre, présidant à la mise en place d'un vaste canevas, support de l'organisation régionale. La pièce la plus significative de ce système est le «**canal de rocade**» déviant 300 millions de m^3 de l'Est vers l'Ouest : imaginé et même creusé au temps de la colonisation, il n'avait pu être mis en eau à ce moment-là, car il apparaissait comme un détournement au profit des propriétés coloniales du Haouz central. Maintenant, il prend sa pleine signification de

Figure 63 : Grande hydraulique et focalisation de l'espace au Maroc



Source : TROIN, J. F., 1985.- *Le Maghreb.*

pièce fondamentale dans une vaste action de régulation spatiale définie et réalisée par l'Etat.

Un modèle agraire aux normes rigoureuses. Ses limites.

A l'extrémité de la chaîne d'intégration qui, partant de l'Etat et passant par l'Office régional, les centres de mise en valeur et la trame d'irrigation, aboutit à l'exploitation, apparaît une étonnante géométrie parcellaire, dont P. Jouve, en praticien et en chercheur avisé, a analysé la logique, fondée sur l'adaptation du réseau hydraulique aux objectifs socio-économiques de la mise en valeur.

Ce **complexe hydro-agraire** repose sur la solidarité entre :

1°– un réseau de canaux en béton semi-circulaires portés jusqu'aux tertiaires, prolongés par des quaternaires ou arrosoirs en terre ;

2°– une trame d'irrigation dite trame rationnelle ou trame B, dans laquelle les canaux tertiaires dominent un certain nombre de blocs, unités de culture divisées en soles de 100 à 150 mètres de large et de 400 à 800 mètres de long, dépendant d'un canal arrosant :

3°– un volume d'irrigation (main d'eau) délivrée dans les arrosoirs, de l'ordre de 30 litres/seconde ;

4°– une distribution des propriétés parallèlement au canal tertiaire et perpendiculairement aux bandes d'assolement.

Cet ensemble technique est en relation avec **les objectifs de mise en valeur** suivants :

① la consolidation de l'exploitation paysanne avec forte main-d'oeuvre familiale : le tracteur utilisable avant l'installation des cultures ne peut pratiquement plus passer lorsque la sole est cloisonnée par les canaux arroseurs ;

② la gestion d'un dispositif rationnel avec la possibilité d'imposer un plan d'assolement collectif par bloc et de conduire l'irrigation selon les exigences de chaque culture et non les demandes de particuliers ;

③ l'intégration dans une économie planifiée, par le biais de contrats de culture passés entre agriculteurs et représentants de l'Office, lequel est susceptible de jouer le rôle de prestataire de services (engrais, travaux à façon, crédit ...).

La procédure utilisée aboutit à mettre en place une trame agraire uniforme que l'on plaque sur des terrains dont la nature écologique ou socio-économique est variable. Des adaptations sont donc nécessaires. Les responsables de l'aménagement en sont bien conscients. Les quadrillages en place tiennent compte à la fois du zonage naturel (topographique, pédologique ...), et du maillage foncier. Cependant des discordances, des incompatibilités, apparaissent qui entraînent des **dysfonctionnements**, lesquels sont de deux types : soit d'origine technologique, liés au fonctionnement du réseau, soit structurels et relatifs à l'organisation socio-économique locale.

Des **dysfonctionnements technologiques**, nous dirons peu de choses ici. Ils sont en relation avec la complexité, la sophistication du système, dont on devait penser au départ qu'il ne pouvait pas ne pas admettre quelques défaillances. Trois séries principales de perturbations sont ainsi enregistrées concernant :

1°– le nivellement des parcelles «l'un des éléments les plus vulnérables de l'aménagement» (P. Jouve), que le défaut résulte d'une erreur initiale ou d'une détérioration ultérieure ;

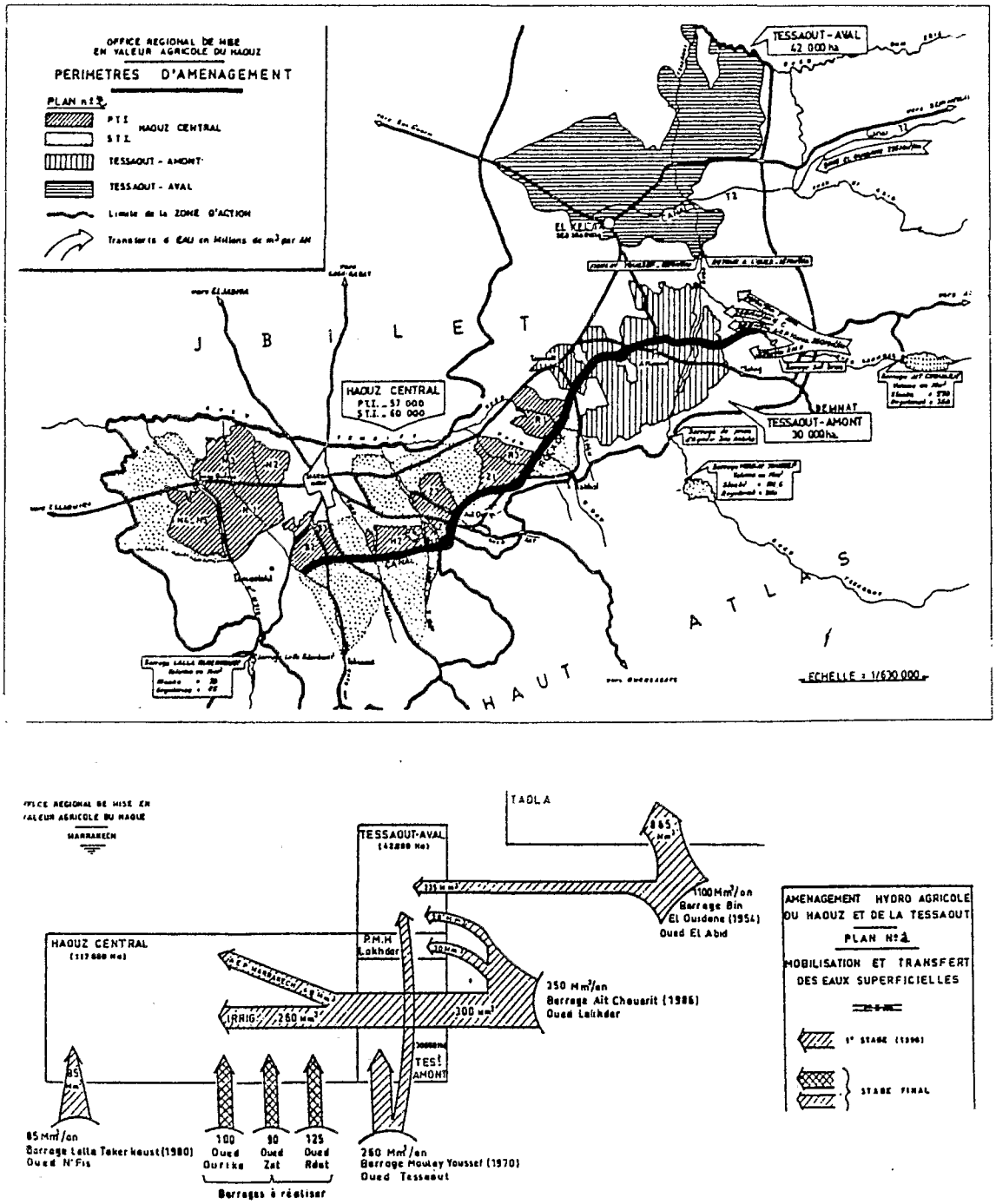
2°– les pratiques d'irrigation : mauvais usage des siphons à deux débits, ruptures de l'écoulement, dégradation des canaux arroseurs ... ;

3°– l'accès aux parcelles, en raison de l'insuffisance du réseau de pistes.

De ces insuffisances il résulte que «l'efficience de l'irrigation est bien inférieure à celle prévue initialement (70% pour le Rharb)».

Les **dysfonctionnements socio-économiques.** L'adaptation du système foncier à la géométrie du parcellaire d'irrigation se pose en termes tout à fait différents selon qu'il s'agit de créer un lotissement sur une terre domaniale vierge de toute occupation antérieure et sur laquelle on installe des attributaires bénéficiant chacun de 5 hectares, ou de remodeler une structure de propriété fortement différenciée. Dans cette situation, il est nécessaire de procéder à des actions de remembrement et aussi d'ajustement des deux maillages d'irrigation et de possession. Cette adaptation, toujours délicate, pose des

Figure 64 : Le périmètre d'irrigation du Haouz, une région hydraulique discontinue et en voie de régulation

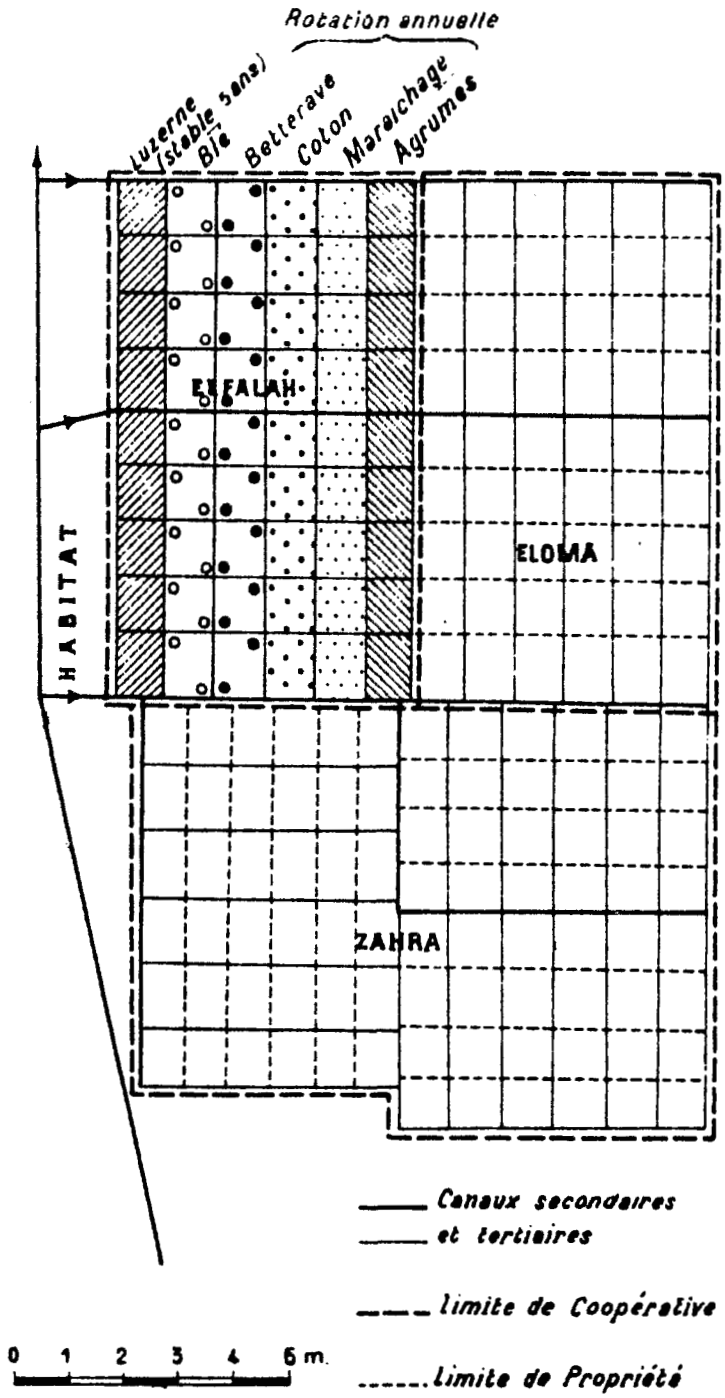


– Discontinue : divers périmètres secondaires sont alimentés par des oueds descendant du Haut Atlas.

– En régulation : le canal de rocade (trait fort) transfère des eaux du bassin du Lakhdar vers le Haouz central.

Source : Documents O.R.M.V.A. du Haouz.

Figure 65 : Lotissements coopératifs au Maroc dans la plaine du Tadla (Eloma : nom d'une coopérative)



Dispositif en six soles. Cette «trame» géométrique, correspondant à un lotissement sur une ancienne terre collective, avec lots égalitaires de 5 ha, résulte du recoupement des bandes d'assolement par celles des propriétés individuelles.

Source : LE COZ, J, 1968.- *Les trois âges agraires au Maroc.*

problèmes particuliers dans trois cas d'espèces : le microfundium, la grande propriété, la terre collective.

Pour le **microfundium**, l'exiguïté de la propriété rend impossible la distribution entre cinq soles. L'exploitation est donc confinée dans une trame particulière, dite **trame A.** Dans cette trame, les exploitations sont placées dans une sole ou une partie de sole, ce qui les soustrait à la discipline de mise en valeur attachée à la trame B (assolement collectif, tour d'eau). Si cette conséquence peut être dommageable pour la planification de la mise en valeur, en contrepartie, «*elle offre aux petites exploitations une certaine marge de liberté dans le choix de leurs spéculations, ce qui leur permet d'assurer plus efficacement leur survie*» (P. Jouve).

Pour les **grandes propriétés mécanisées**, le problème est inverse : leur taille fait qu'elles empiètent sur plusieurs blocs. Et la tendance naturelle conduit à identifier bloc et sole, les rotations s'effectuant entre plusieurs blocs. La remise en cause de l'ordonnancement général peut même aller beaucoup plus loin. La mécanisation des opérations culturales tend à se généraliser et s'accomode mal du cloisonnement par les canaux. On cultive donc dans le sens de la longueur de la sole (400 à 800 mètres), avec des raies d'irrigation parallèles, donc perpendiculaires au sens prévu au départ. Une solution plus radicale encore a également cours : les canaux quaternaires surélevés sont arasés et remplacés par des séguias au niveau du sol, que les tracteurs peuvent franchir.

Pour les **terres d'origine collective**, les mesures prises afin d'éviter l'émiettement du possessoire sont rarement respectées. Même là où le principe de l'indivision a été apparemment adopté, se traduisant sur l'ancien *bled jmâa* par un carroyage régulier, au niveau de l'exploitation cette géométrie se décompose en très petites unités ; dans telle sole un fellah sera détenteur de quelques rangs de céréales, ailleurs la sole est décomposée en micro-parcelles sur lesquelles l'unité de culture n'est même plus respectée.

«*De ce fait, (sur la trame B), la physionomie des blocs d'irrigation s'est progressivement transformée en un "patchwork" de culture dont l'anarchie apparente rejoint celle que l'on observe en trame A*» (P. Jouve).

Des résultats inégaux

Parce qu'il fut l'un des premiers périmètres équipés dans le Gharb (dès 1972), le secteur de Sidi Abdelaziz fournit un exemple significatif de la politique d'aménagement en cours dans l'ensemble de la plaine.

La comparaison entre la répartition des cultures d'après le plan théorique de départ d'un côté, de l'autre d'après le plan d'assolement réellement pratiqué en 1986, donne matière à réflexion. Alors qu'avant l'intervention de l'Etat dominait un assolement biennal semi-extensif céréales-légumineuses, trois types d'assolement intensif furent mis au point par l'Office : l'assolement quadriennal blé-betterave à sucre, coton-fourrage et deux assolements quinquennaux, avec, en plus des quatre soles précédentes : maraîchage ou agrumes.

Le tableau ci-dessous montre une forte distorsion dans les deux sens entre les données du plan initial et la réalité ; avec l'échec du coton (culture délicate) et du fourrage (l'accompagnement élevage étant négligé), la résistance du blé, le grand succès du maraîchage (faibles investissements, vente facile sur les souks) ; le modeste pourcentage des agrumes s'explique par le fait qu'en 1975 il avait été décidé de leur substituer la canne à sucre, laquelle à l'usage est apparue comme peu adaptée au climat local (gel). L'essor des rosacées est dû à la forte demande de démarcheurs, agents des distillateurs.

A la recherche de nouveaux corps intermédiaires. La revalorisatioin du «local»

Les diverses raisons que nous avons invoquées pour expliquer la relative confusion dans le fonctionnement du «modèle» (raisons d'ordre technologique ou structurel) peuvent être ramenées à un facteur principal : l'insuffisance des mécanismes de coordination entre l'organisme aménageur et le producteur. Les rapports sur le fonctionnement du système sont unanimes à déplorer, dans le cadre de la chaîne agro-territoriale, la carence du «niveau 2», intermédiaire entre l'agriculteur et le Centre du service local, le CMV.

Les associations d'usagers

Notons d'abord que des constats du même type sont dressés, avec des nuances multiples, dans d'autres secteurs du monde, poussant à élargir la

Distribution des cultures dans le secteur de Sidi Abdelaziz (8)

Cultures	Assolement théorique (superficie théorique nette)		Assolement actuel (superficie réalisée nette)		Réalisation %
	ha	%	ha (2)	%	
Betterave Suc.	480	17,8	557	20,7	116
Blé	480	17,8	816	30,3	170
Coton	480	17,8	15	0,6	3
Fourrage	480	17,8	14	0,5	3
Maraîchage	480	17,8	421	15,7	87
Agrumes	85	3,2	268	9,9	388
Rosacées	690	25,6	240	8,9	-
Maïs	-	-	220	8,2	-
Autres	-	-	144	5,2	-
	2 695	**100**	**2 700**	**100**	-

réflexion sur le fonctionnement de l'ordre hydraulique. Ainsi, dans son étude consacrée aux *Modèles d'équipement et de développement des aménagements hydro-agricoles et les changements de comportement des agriculteurs* (9), M. Bourrat critiquant le modèle directif, avec ses excès d'interventionnisme, présente les avantages du **modèle associatif** : participation active des irrigants à la gestion et l'entretien du réseau, souplesse des plans de culture, organisation coopérative des opérations d'approvisionnement et de commercialisation, mais aussi ses exigences : haut degré de conscience collective des agriculteurs, simplicité des appareillages, efficacité des dispositifs de surveillance et de dépannage. Constatant «le double effet d'un manque de conscience collectif et de l'hétérogénéité de la réussite technique des agriculteurs» (déphasage entre les leaders et les moins productifs), M. Bourrat en vient à préconier une troisième voie caractérisée par un dispositif en niveaux emboîtés : 1) lot relativement homogène ; 2) blocs ou casiers correspondant à un tour d'eau («le casier doit être à l'échelon où sera privilégiée la cohésion des groupes sociaux») ; 3) quartier (desservi par un canal secondaire) ou village, pour la distribution des intrants et la réalisation des travaux à façon ; 4) unité de services (stockage, conditionnement et commercialisation).

Ce schéma qui implique que la «rationalité» soit étendue au-delà de la trame hydraulique jusqu'à l'ensemble de l'organisation spatiale, appelle à un désengagement progressif de l'Etat, auquel, niveau par niveau, se substitueront des **corps intermédiaires constitués par des associations d'usagers**, assistés par des agents de l'Etat : aiguadiers, techniciens, ingénieurs.

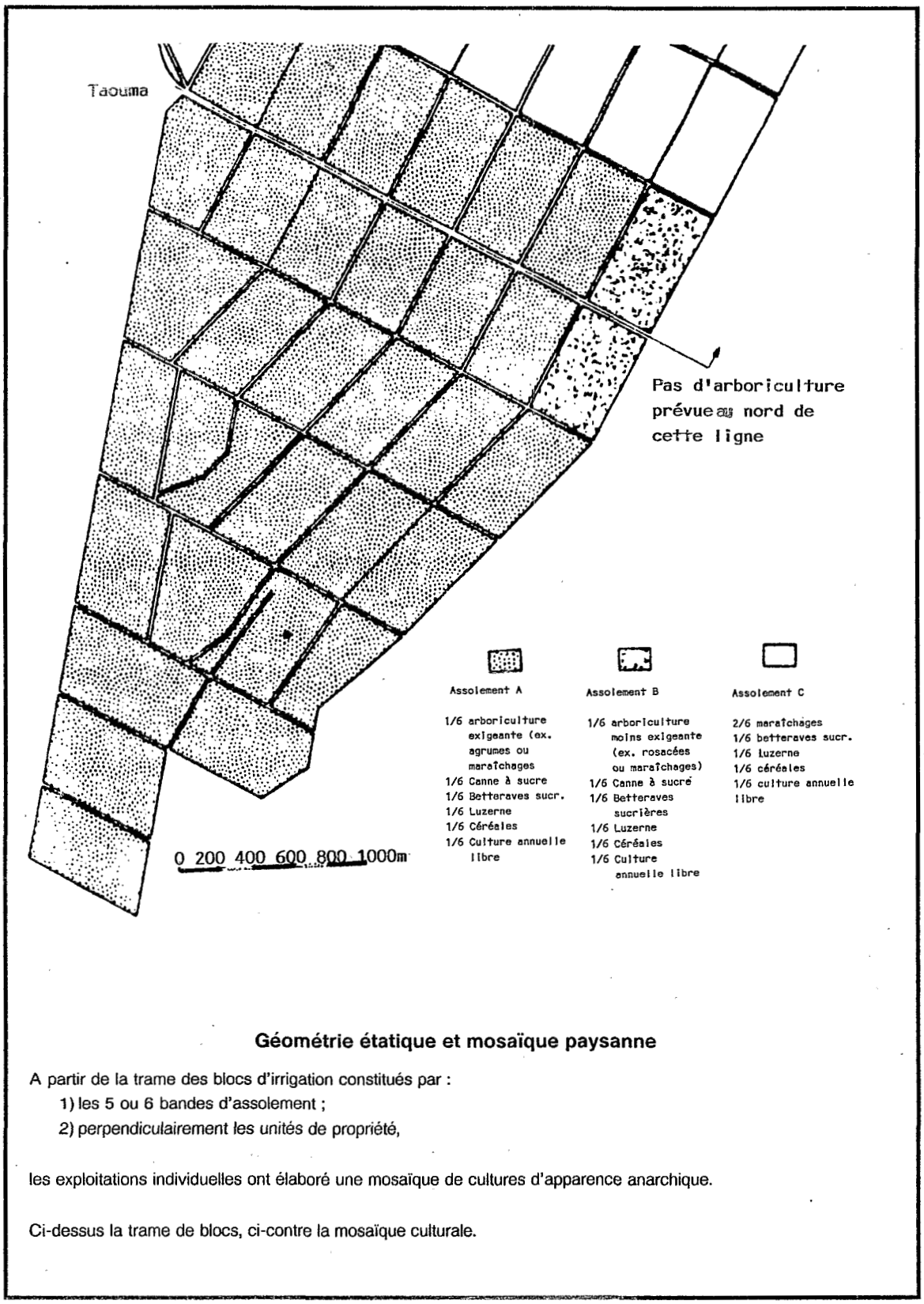
Des esquisses d'un tel mouvement apparaissent déjà dans les grands périmètres du Maroc, des groupements d'irrigants se sont formés qui tendent à jouer le rôle «d'interlocuteurs valables» auprès de l'administration. Mais les coopératives en place tiennent plus le rôle de relais de l'action des CMV que de centres d'initiative et d'impulsion. Cette trame sociale doit de toute évidence correspondre à la trame hydraulique support. Mais il apparaît de plus en plus clairement que cette trame localisée doit tenir compte également du réseau d'habitat de la distribution des villages, les douars.

Et au-delà, c'est toute le système agro-territorial marocain qui est en cause (cf. **chap. V.2.B.*b***).

C – Le vignoble languedocien : un bloc socio-territorial (10)

Ce bloc est, pour l'essentiel, de création récente : 200 000 ha vers 1800, 470 000 en 1938, 410 000 en 1980. La diminutiion de la superficie est compensée par l'accroissement des rendements : 55 hl/ha vers 1950, plus de 70 après 1970. L'occupation de l'espace s'est effectuée par combinaison de deux mécanismes : substitution, dans la période faste 1850-1875, à d'autres cultures (céréales) en place, puis après la crise

Figure 66 :Trame hydraulique et utilisation du sol dans le périmètre irrigué de Bou Areg (Maroc Oriental)



Géométrie étatique et mosaïque paysanne

A partir de la trame des blocs d'irrigation constitués par :

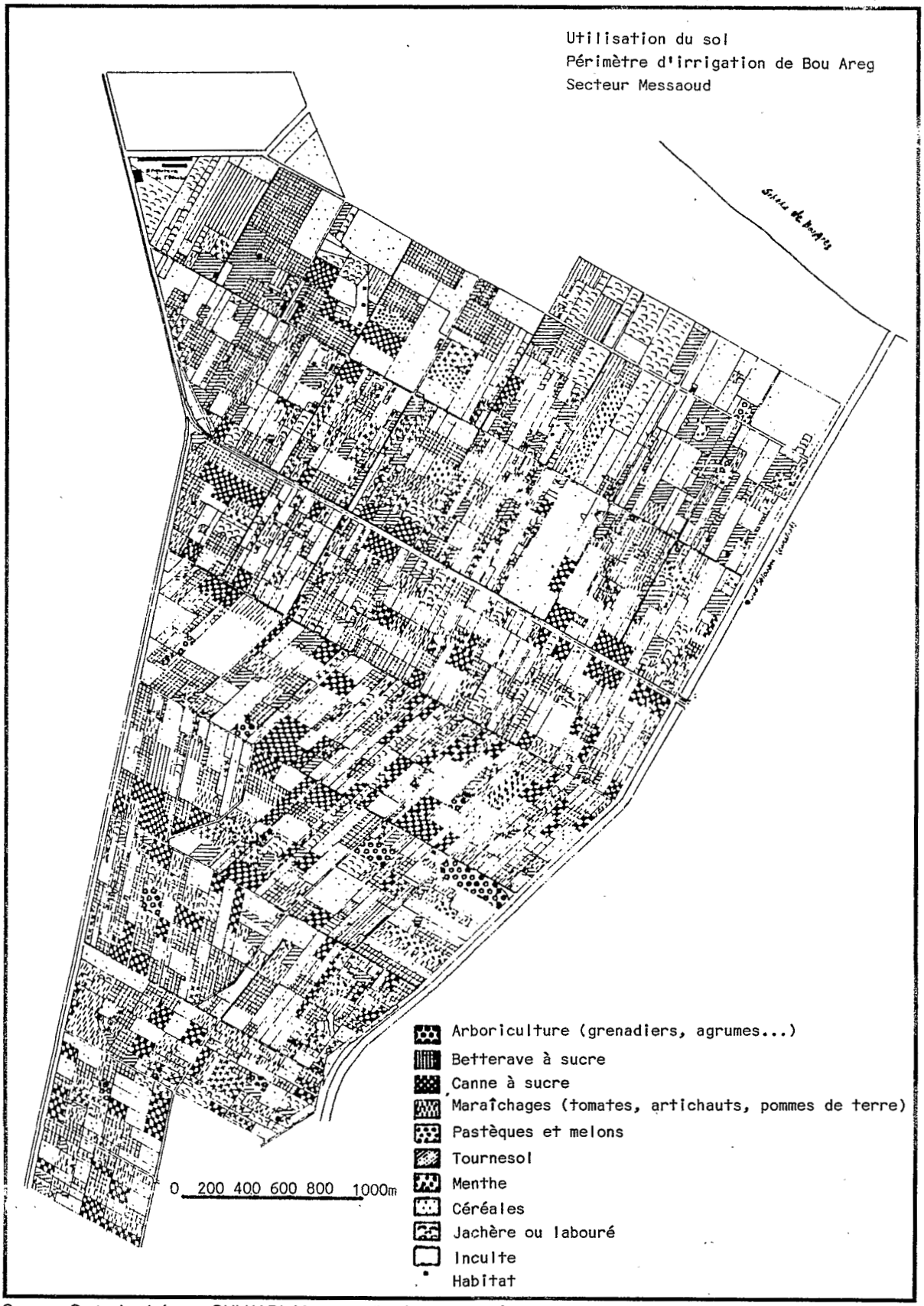
1) les 5 ou 6 bandes d'assolement ;
2) perpendiculairement les unités de propriété,

les exploitations individuelles ont élaboré une mosaïque de cultures d'apparence anarchique.

Ci-dessus la trame de blocs, ci-contre la mosaïque culturale.

Source : Carte dessinée par OULKADI, M., 1989, d'après celle de POPP, H., 1984.

Figure 67 : Mosaïque culturale dans le périmètre irrigué de Bou Areg (Maroc Oriental)



Source : Carte dessinée par OULKADI, M., 1989, d'après celle de POPP, H., 1984.

phylloxérique, conquête, par réajustement et glissement, de secteurs prédisposés à la lutte contre l'insecte dévastateur (bas-fonds inondables, sables littoraux).

Dans cette progression, deux facteurs déterminants de l'organisation agraire ont été oblitérés : le terroir, la structure parcellaire. Partant du principe que «*dans le Midi, le soleil écrase le poids du terroir et vivifie tout*», on a rompu avec le dispositif de l'ancienne polyculture qui réservait la vigne aux sols réputés pauvres mais chauds et secs, «terrains traditionnels», aptes à fournir des produits de qualité optimale, pour occuper des «terroirs de conquête» donnant des rendements maximums (dépassant les 150 hl/ha). De même, l'héritage du micro-parcellaire émietté au sein du finage communal en fonction de la spécificité des terroirs n'a pas été remis en question, sauf là où les «mas» se sont étalés au détriment des «biens de village».

La coopérative, moyen de cristallisation du système

Fondé sur une idéologie de type égalitaire, visant à atteindre des volumes de produits permettant de renforcer la position du viticulteur face au négoce, le système a sans doute assuré la sauvegarde de la (petite) viticulture, mais au prix du nivellement de la qualité vers le bas. Le paiement au «degré-hecto» a surévalué les terroirs aux rendements les plus performants, donc les sites les plus médiocres.

L'unanimisme régional : force et faiblesse

L'épanouissement du vignoble au 19ème siècle, résulta de l'essor de deux mouvements différents : l'un proprement paysan, l'autre capitaliste, de nature aristocratique et bourgeoise ; l'un fondé sur l'accumulation du travail familial, l'autre aboutissant souvent à l'absentéisme des grands propriétaires draînant la rente foncière vers la ville. Or, par une curieuse retombée de l'histoire, la violente crise de 1907 a débouché sur une alliance des petits et moyens vignerons avec les travailleurs prolétarisés et les gens des «châteaux». Le syndicalisme viticole languedocien, spécialisé et localisé, extrait de la mouvance des grandes confédérations nationales, a créé un courant de masse prêt à toute confrontation avec l'Etat. Et c'est la solidité de cet amalgame social qui a assuré la cohérence et la maintenance de l'amalgame territorial.

Mais ce conglomérat viticole présente aussi des faiblesses. Dans le fonctionnement de la coopérative, la règle «un homme, une voix» donne autant de pouvoir de décision au citadin apportant à la cave ses 100 hl qu'au grand propriétaire qui en produit 2 000 et qui aura tendance à placer ailleurs ses vins les plus qualifiés. La concurrence des vignobles de masse espagnols alliant quantité et qualité (la Manche), s'ajoutant à celle des Pouilles, et s'exerçant dans le cadre d'une politique agricole commune qui laissera de moins en moins de liberté aux actions nationales de régulation, ne peut que donner des inquiétudes pour l'avenir du vignoble languedocien.

Un bloc qui se craquèle

La comparaison des cartes de la situation du vignoble en 1980 et de l'évolution de son assiette entre 1980 et 1983, en rapport avec la répartition de la prime d'arrachage, éclaire sur les mécanismes de cette mutation spatiale par :

– forte régression sur les bordures, franges nord et sud, en relation avec d'une part l'atonie générale de l'arrière-pays, d'autre part l'essor urbain et touristique de la zone littorale, également aux deux extrémités ouest et est (Gard méridional et Lauragais) par conversion des cultures en rapport avec l'irrigation ;

– un certain effritement du bloc central dans le Bitterois et l'Hérault ;

– croissance dans une bande médiane de Limoux à Laudun, domaine pionnier concernant les terroirs reconnus comme les plus aptes à la production de vins de qualité : Côtes-du-Rhône, Côteaux du Languedoc, Minervois, Limoux, Corbières (M. C. Bernard et P. Carrière).

Au total le bloc central, correspondant au long couloir de plaine entre Carcassonne et la moyenne vallée de l'Hérault garde, malgré le tassement du secteur du vin de consommation courante, sa compacité.

Mais, à l'intérieur de ce bloc, les exigences de la productivité ne vont-elles pas faire ressortir les oppositions entre les entrepreneurs soucieux de rigueur en matière de qualité et de gestion commerciale et les producteurs pluriactifs plus préoccupés de la conservation de leur patrimoine familial ? Le «*bloc*» se révélerait alors dans sa

consistance réelle, celle d'un «*agrégat*» d'exploitations solidaires dans le combat contre l'extérieur mais fortement différenciées dans leurs structures internes.

Depuis qu'au milieu du XIXème siècle la voie ferrée a bouleversé les conditions de commerce, le vin est devenu à la fois produit de masse et produit spéculatif, sensible aux fluctuations du marché d'une année à l'autre, le volume de la marchandise en rendant le stockage difficile.

Les dysfonctionnements du marché prennent l'allure de crises graves dès le début du XXème siècle, déclenchant de complexes interventions de la puissance publique dans les années 1930 (statut viticole). Après 1960, la Politique Agricole Commune (PAC) est d'abord loin de règler les problèmes, aggravant même la concurrence franco-italienne. A partir de 1976, la règlementation bruxelloise se diversifie : aux interventions sur les marchés, par le stockage permettant l'étalement de la concurrence et par la distillation réduisant la masse à négocier, s'ajoutent des mesures structurelles visant à améliorer l'appareil de production : dans son assiette (arrachage, remembrement), dans ses produits (reconversion, cépages de qualité), alors même que les techniques de culture, de vinification, de mise en marché connaissent des progrès notables.

On peut distinguer dans le «**tassement viticole**» trois phases et trois types de localisation :

1ère phase, amorcée anciennement : les zones périphériques en situation générale difficile (piémonts) ou jouant la carte de la polyculture (Ouest Audois) ;

2ème phase : avec l'instauration de la prime d'arrachage dans la décennie 1970, poursuite du mouvement antérieur dans des secteurs à cultures également diversifiées : plaine gardoise, Salanque ;

3ème phase, actuellement : même dans la zone centrale à fort taux de viticolité, où se manifeste «*une certaine usure du modèle viticole traditionnel*» (P. Bartoli).

L'effet de la prime d'arrachage se manifeste de façon variable selon la situation dans laquelle se trouve le demandeur :

– pour l'agriculteur prévoyant un plan de développement à terme, elle peut être l'occasion de favoriser la diversification de ses cultures ;

– pour l'agriculteur endetté ou près de la retraite, elle donne la possibilité de régler sa situation financière et d'aider sa propre reconversion ; elle peut alors être suivie de la vente de la parcelle. La densification de l'occupation humaine dans la plaine languedocienne, du fait de l'expansion des villes le long de l'autoroute et de l'essor du tourisme littoral, met une bonne partie du vignoble en situation de périurbanisation. La tentation de vendre se fait d'année en année plus forte.

Mais inversement la place que prend la pluriactivité dans l'organisation familiale est facteur de continuité : l'estimation de la valeur patrimoniale du domaine intervient pour modifier les décisions relevant des seules considérations économiques.

Aux différences dans les stratégies de groupes (petits ou grands propriétaires, traditionnels ou modernistes, coopérateurs ou individualistes, syndicalistes virulents ou indépendants) s'ajoutent celles découlant des stratégies individuelles.

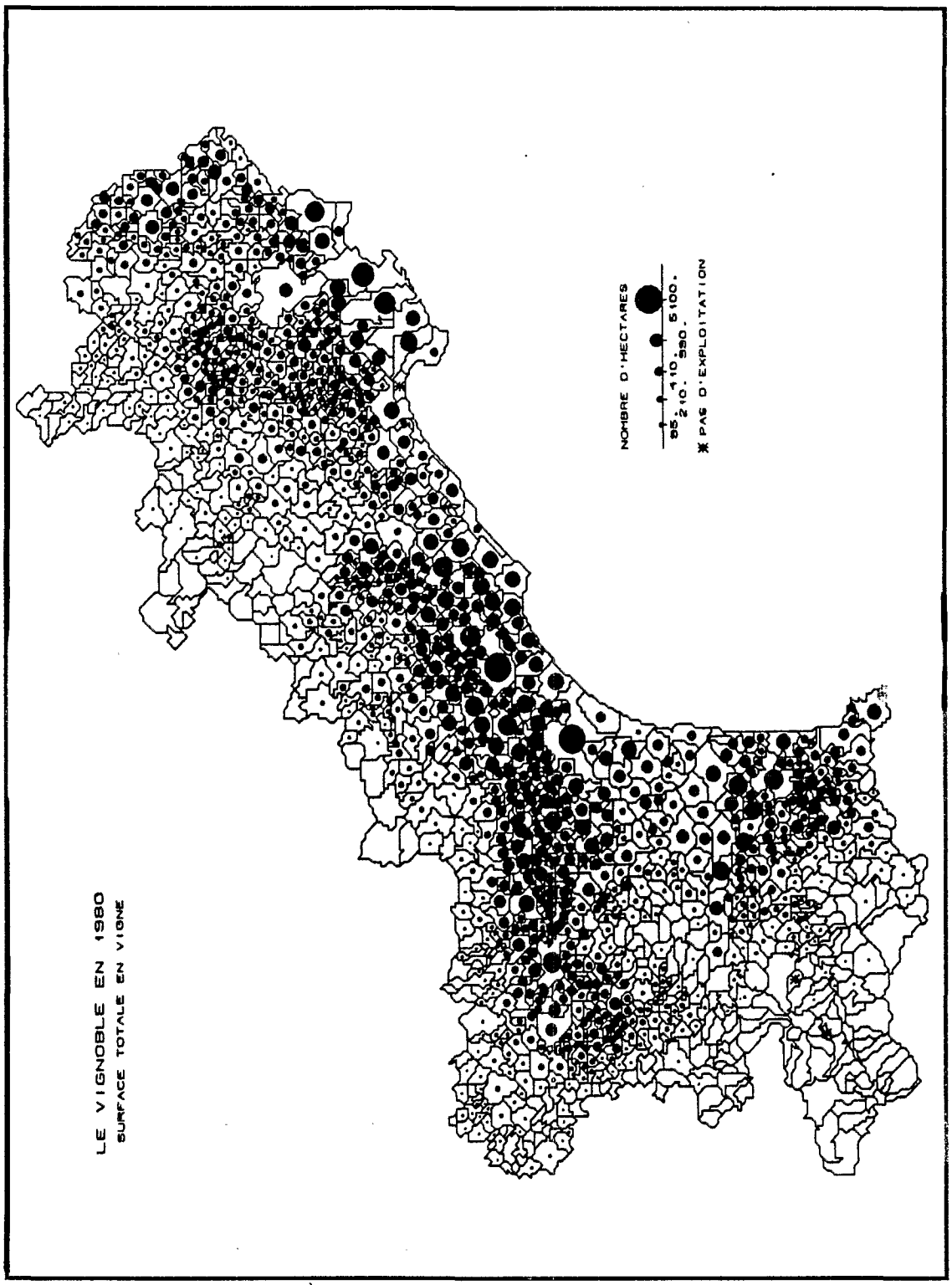
Dans cette évolution, l'espace intervient à un double titre : en tant que terroir sans doute, mais aussi en tant que support d'un certain réseau d'organisation humaine :

– taux élevé de viticolité et forte densité du maillage des communes à coopératives ont pour effet «*l'inertie et la rigidité particulières de la production viticole*» ;

– cependant que «*l'importance pour l'engagement dans la diversification ou dans son amplification*» est liée à l'existence de «*réseaux techniques, économiques, commerciaux eux-mêmes diversifiés*» (P. Bartoli).

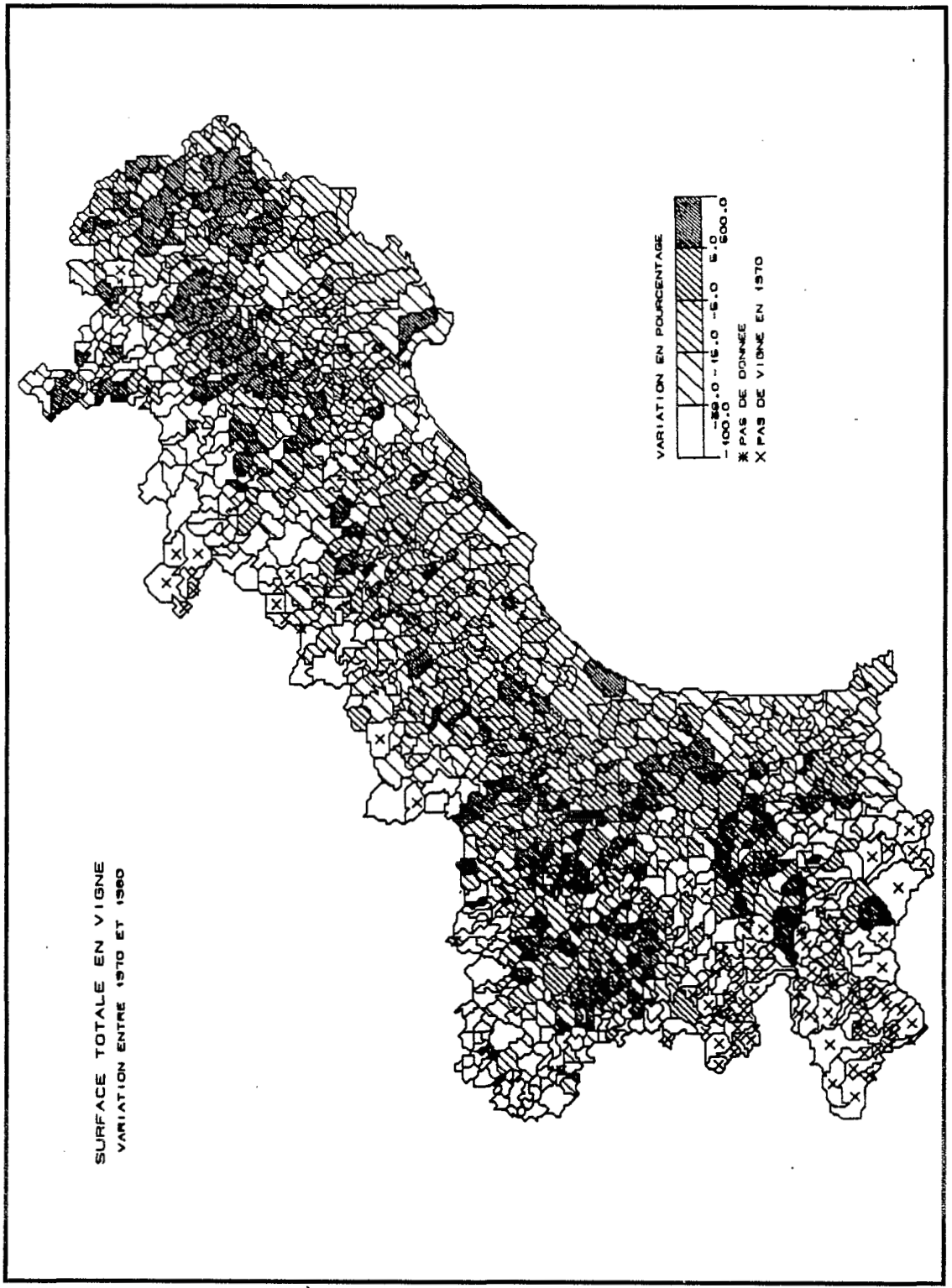
Le bloc viticole languedocien tend ainsi à se résoudre en une nébuleuse de mini-blocs à vocation spécifique et à qualité de production reconnues, et correspondant à de petites régions d'appellation (Minervois, Corbières, Costières ...). Mais cette **recomposition territoriale** n'en est qu'à ses débuts. Le Schéma directeur du Vignoble, avec ses trois volets : oenologique (modernisation des caves et des procédures de vinification), commercial (association de caves particulières ou coopératives au sein de groupements de producteurs), territorial

Figure 68 : Répartition du vignoble languedocien



Source : BERNARD, M. C. et CARRIÈRE, P., 1985.- *Atlas viticole et société rurale en Languedoc-Roussillon.*

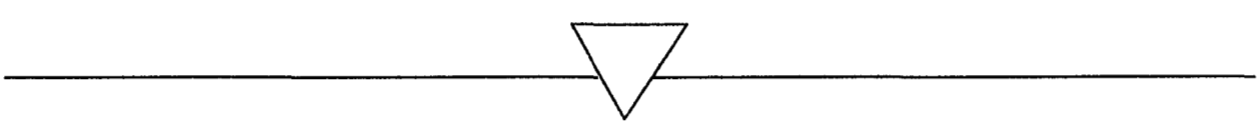
Figure 69 : Evolution du vignoble languedocien



Source : BERNARD, M. C. et CARRIÈRE, P., 1985.- *op. cit.*

(opérations de remembrement-aménagement, dans le cadre des espaces communaux et à partir d'«îlots» homogènes), en est l'instrument juridique, la loi du marché, l'aiguillon (Cf. **chap. IV.2.B.***a.*).

Un «bloc» qui s'effrite dans sa distribution générale, qui se recompose dans son assiette locale par la montée des bas-fonds vers les versants, qui «labellise» de plus en plus ses produits (les AOC tirant le tout), mais aussi un paysage qui change à peine (si ce n'est aux abords des villes et des autoroutes) avec ses domaines et ses biens de village, ses mas et ses caves coopératives, une société inquiète et désabusée, qui fonde ses perspectives d'avenir moins sur l'éclat des manifestations de masse que sur la capacité d'innovation des managers en viticulture : telle est l'image que donne le système agro-territorial languedocien à la fin de la décennie 1980.



V – 2

Le marginal et l'extensif(★)

A côté d'espaces où la conjonction de sols aux aptitudes convenables, de ressources en eau suffisantes, de techniques de production et d'un marché adaptés poussent à l'intensification de l'agriculture et à l'accumulation des populations, d'autres secteurs se caractérisent par la faiblesse des réserves de la biomasse et la lenteur de son renouvellement, ainsi que par la difficulté d'y promouvoir d'autres activités susceptibles par effet retour de relancer la fonction agricole. Ces espaces sont donc réduits à se maintenir en marge des grandes zones de production et de consommation : ils portent la marque «d'espaces défavorisés» ou «d'espaces fragiles» ou encore «d'espaces à faible rentabilité».

La pression du milieu naturel est telle que c'est dans le cadre de grandes unités écologiques que doivent être analysées les procédures aptes à leur mise en valeur. Chacun des milieux pris ici en compte : montagne, garrigue, steppe, pose des problèmes spécifiques. Cependant, quelques thèmes leur sont communs : la place de l'élevage, la promotion d'une agriculture résiduelle, la recherche de pratiques nouvelles sur la base d'investissements relativement faibles et de l'usage rationnel des diverses potentialités de l'espace. La notion de «complémentarité des terroirs» est donc ici revalorisée et l'on se propose d'adapter les techniques à une connaissance savante du milieu.

Cependant, si subtiles que soient les recettes ainsi mises au point, il est vrai que ces «espaces à faible rentabilité» ne se prêtent que rarement à des expériences de mise en valeur par des budgets équilibrés. D'autres normes que celles d'un bilan financier d'entreprise doivent être prises en compte : l'intérêt de la protection, de la maintenance ou de la promotion d'une pièce d'un puzzle correspondant au territoire national : la garrigue languedocienne prend sa signification en tant qu'«espace médian languedocien», la steppe algérienne en tant qu'articulation centrale de la planification nationale.

A – La montagne : complémentarités anciennes, solidarités nouvelles

La montagne mérite, dans le Monde méditerranéen, une attention particulière pour trois séries de raisons :

① l'altitude, le relief, la pente, l'exposition y modèlent des milieux originaux, elle est concentré de correctifs écologiques aux insuffisances de la plaine en matière de température, de pluviométrie, de végétation ; elle est réserve d'eau, d'herbe et d'arbres (11) ;

② elle renferme une multiplicité de petits terroirs, discontinus, mais aptes à des usages agricoles avec de faibles aménagements ; correspondant à des éléments de surfaces planes ou à faible pente d'origine naturelle : basses terrasses de fonds d'oueds, surfaces substructurales ou niveaux d'érosion des hauteurs, comme celles portant les *almous* (pâturages humides) du Rif et du Moyen-Atlas ou les *tichka* du Haut-Atlas, analogues aux *plas* des Pyrénées, replats de versants correspondant

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

Agriculture et politique de développement en montagne

«Au niveau agricole, quelques interrogations spécifiques apparaissent au regard des éléments avancés :

– le passage du concept d'entreprise «agricole» à celui d'entreprise «rurale», induit par l'évolution de l'agriculture, suppose que l'agriculteur de montagne puisse accéder à une totale autonomie de décision, ce qui est loin d'être évident en l'état actuel des choses ;

– la gestion des territoires communaux, qui demeurent un important facteur d'équilibre des exploitations, est un enjeu important. Il va dépendre de la capacité des jeunes agriculteurs à s'emparer des structures de gestion collective du foncier (comme les AFP) et des organes utilisateurs (les GP). Mais le retard pris dans ce domaine, dans les Pyrénées (par rapport aux Alpes, par exemple) risque d'être difficile à rattraper.

La question essentielle demeure le problème foncier, celui qui touche à la gestion individuelle de la propriété de fond de vallée. Elle demeure la clé du problème, et met en évidence la nécessité d'adapter les politiques sectorielles (structures agricoles de la CEE) aux réalités régionales, mais aussi de moduler certains principes législatifs, comme celui du droit de propriété.

Quoi qu'il en soit, les problèmes soulevés font éclater le cadre étroit du ***développement agricole. En montagne plus qu'ailleurs son imbrication avec le développement rural et l'ensemble de son environnement micro-régional est total, et devient plus fort que le poids de la filière.***

Prendre en compte cette réalité, trop souvent présentée comme le nouveau leitmotiv obligé, suppose de renouveler les bases de l'analyse et les méthodes de développement. Les concepts d'intégration et de diversité s'imposent dès lors que la complexité des transformations économiques, sociales, écologiques, est prise en considération, dans leur environnement micro-régional.

Un nouvel espace social est en train de se constituer en montagne : un espace rural qui se caractérise par un ***puissant ancrage territorial****, par la présence très forte de l'idée de nature, imbriquée dans une culture multi-référentielle, dont la complexité a remplacé dans la plupart des cas la seule référence à l'activité agricole.*

Cependant, même si l'agriculture n'est plus la force unique du développement montagnard, elle reste indispensable en tant que principale gestionnaire de la diversité des espaces, non plus uniquement en tant qu'activité économique dont la logique reste axée sur celle de la filière, mais aussi et surtout par rapport à son environnement micro-régional.

Ainsi, la place de l'agriculture dans la gestion des espaces ruraux et dans l'évolution de la désertification touche à la fois, à la question essentielle du foncier et de la propriété foncière, à la logique du développement agricole basée sur la spécialisation et l'intensification par filière, à la logique de l'aménagement qui articule rarement les niveaux écologiques, techniques et sociologiques, à la logique dissociée des modes d'utilisation du sol, de l'espace et du bâti».

Source : BARRUE-PASTOR, M., 1988.- Désertification en montagne, politique européenne des structures agriroles et nécessité d'un développement intégré.- *Communication Colloque Campagnes de l'Europe*, Lyon.- 7 p.

à des loupes de solifluction ou à des terrasses du Quaternaire avec dépôts de couverture à cryoturbation, cônes de déjection ...

③ bastion de défense, zone de refuge et de fermeture, la montagne a assuré sécurité des populations et continuité des genres de vie sédentaires face au désordre et à la mobilité qui caractérisaient la plaine.

Du jeu de ces facteurs, il est résulté deux phénomènes marquants :

– une inversion démographique qui a fait que, pendant des siècles, des montagnes furent plus peuplées que les plaines voisines : Calabre, Monténégro, monts du Péloponnèse, Taurus, Liban, Kroumirie, Aurès, Kabylies, Rif, Pays chleuh ; et ces populations ont correspondu au Maghreb à des fonds de peuplement anciennement sédentarisés (Masmouda), tirant parti de la **complémentarité verticale interne** des terroirs au sein du système montagnard, et associant céréaliculture, arboriculture et élevage ;

– des relations de **complémentarité horizontale (externe)** associant territoires et populations de la montagne et de la plaine en des mouvements pastoraux les plus divers.

Entre-temps, la révolution démographique a eu lieu et des ruptures ont été consommées. L'exode agricole et rural se manifeste partout, corrigé à des degrés divers par des «retours». Mais même là où ce dernier phénomène prend une grande ampleur (Anti-Atlas, Kabylie ...), la coupure avec l'activité agricole est souvent définitive : la montagne vit des ressources extérieures.

En certains lieux, la succession conquête forcenée par défrichement excessif, déprise humaine par abandon des aménagements culturaux, met la terre en état de dénudation et de fragilité, entraînant ou accentuant des ravages par l'érosion dont les effets se répercutent sur l'ensemble des bassins-versants jusqu'à la plaine. A ce risque s'en ajoute un autre dans certains secteurs : la menace du feu là où le dépeuplement et le recul de l'élevage laissent le sous-bois envahir la forêt et faciliter la propagation des incendies (12).

Les complémentarités anciennes sont rompues : réserve de population et de ressources hydrauliques au bénéfice du bas-pays, la montagne méditerranéenne est également lieu de ruptures écologiques qui, si elles ne sont pas contenues, engagent des processus de destruction en chaîne. La nécessaire politique de protection de la nature implique ici qu'à côté de travaux de défense et de restauration des sols et de reforestation, soient imaginées de nouvelles formes de structuration agraire associant élevage de régulation écologique et culture de stabilisation des terres.

L'insertion dans l'économie moderne a révélé les limites du système ancien, ses difficultés à s'adapter aux nouvelles donnes de la société et a entraîné des phénomènes de marginalisation.

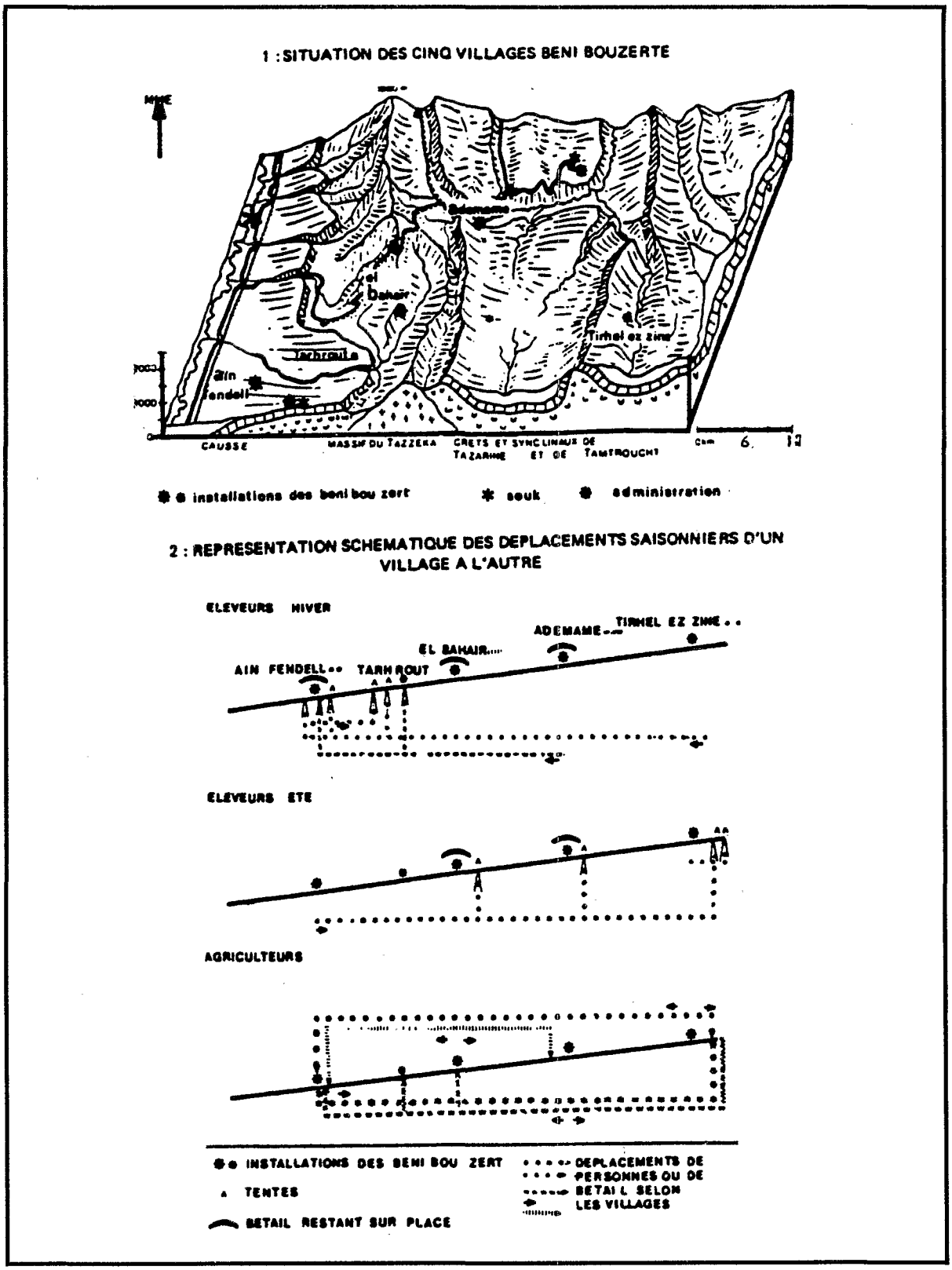
L'exiguïté des terrains cultivables, et souvent leur incompatibilité avec les techniques fondées sur la motorisation, ont maintenu l'agriculture au niveau d'activité d'auto-subsistance. Les éleveurs ont adopté des conduites du bétail plus rationnelles, mais les mouvements d'une certaine ampleur sont plus ou moins condamnés et la surcharge pastorale atteint des degrés de plus en plus pernicieux pour le milieu.

Les activités de substitution, en particulier le tourisme, ne valent que pour certains secteurs assez étroitement localisés, et principalement sur la rive européenne : la relative fraîcheur des températures d'été est rarement suffisante pour susciter un important «tourisme vert» et l'enneigement de l'hiver suffisamment abondant pour amorcer un «tourisme blanc». Les équipements ne jouent donc un certain rôle que dans quelques secteurs de la rive nord : Pyrénées Orientales, Alpes Maritimes, Abruzzes, et sur la rive sud en quelques points privilégiés comme l'Oukaimeden, Ifrane, Chréa, Djurdjura ...

En certains secteurs de la Grèce, on s'efforce de combiner élevage, exploitation forestière et aménagement touristique pour retenir les populations (montagnes de Thessalie).

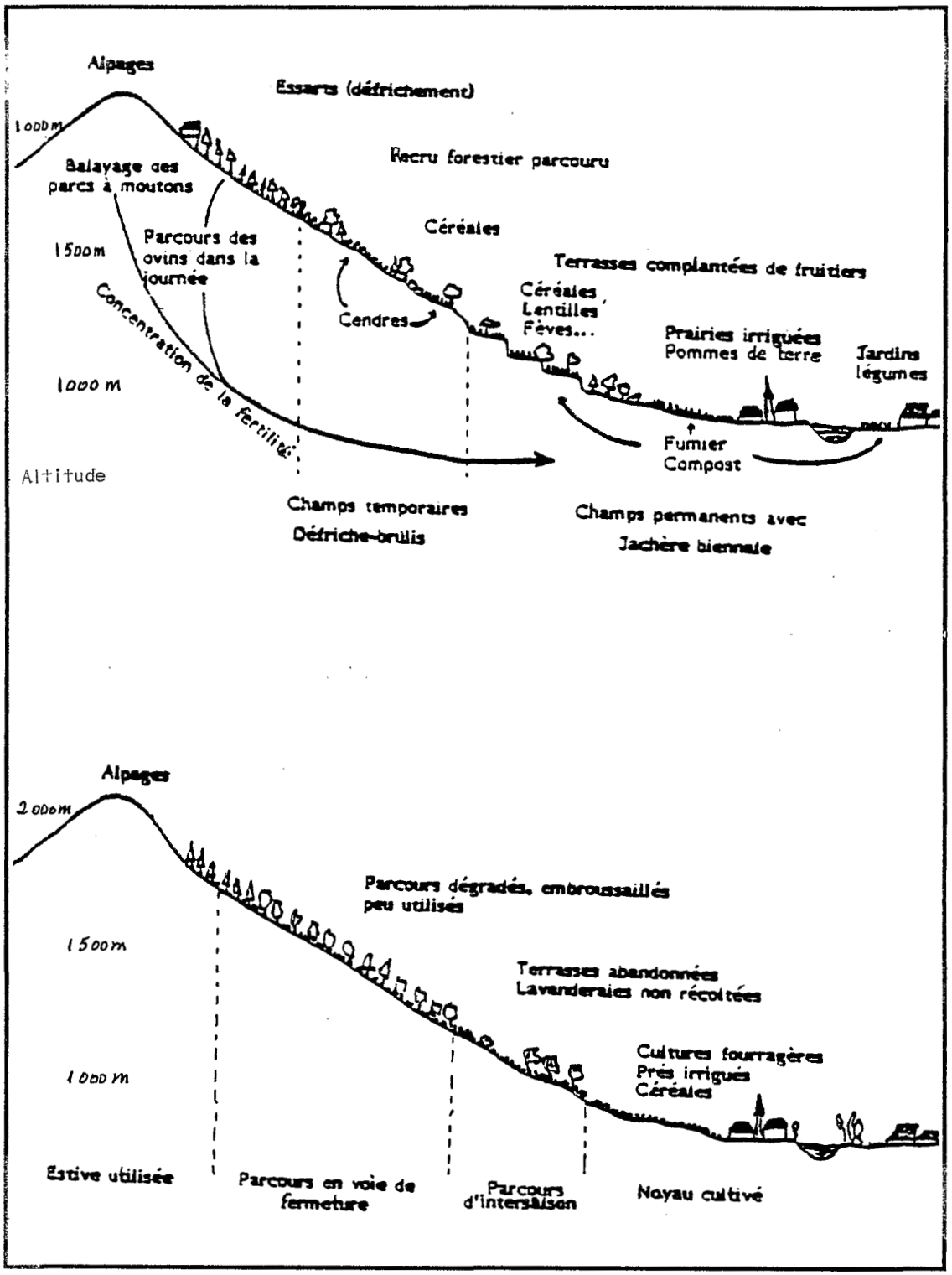
De la grande variété des situations oscillant entre la désertification et le surpeuplement, entre l'abandon ou le quadrillage par des interventions systématiques de la puissance publique, nous retiendrons quelques cas

Figure 70 : Un système agro-pastoral en montagne berbère
Les Beni Bouzerte du Moyen-Atlas oriental. Finages à terroirs complémentaires.
Mobilité des hommes et des troupeaux.



Source : TENNEVIN, H, 1977.- Entre modernisation et tradition : les Beni Bouzerte en 1976 (Moyen Atlas oriental.- Maroc).- *Méditerranée*, pp. 23-28.

Figure 71 : Rétraction de l'emprise humaine dans une vallée des Alpes du Sud, entre le début du XIXème siècle (en haut) et la décennie 1980 (en bas)



Source : BAZIN, G., 1986.- *Quelles perspectives pour les agriculteurs montagnards*.- Grignon : INRA.- 121 p.

significatifs avec le Projet Derro dans le Rif, le renouveau de la communauté montagnarde en Italie, des phénomènes de «reprise» au Sud du Massif Central.

a) Une montagne surpeuplée en aménagement, le Rif et le Projet Derro (13)

Après le retour à l'indépendance, le Rif posa aux pouvoirs publics des problèmes particulièrement aigus : aux difficultés résultant de la situation de cette montagne déchiquetée et surpeuplée, aux sols en voie de dégradation accélérée, s'ajoutaient les séquelles de l'ère coloniale qui avait d'autant plus marqué la région que la frontière entre les deux protectorats espagnol et français l'avait coupée en deux pendant plus de quarante ans.

Devant la gravité de la situation, la gouvernement s'adressa aux Nations Unies qui chargèrent la FAO de réaliser une «étude de praticabilité de la montagne». Une mission d'experts basée à Fès entre 1961 et 1962, élabora ainsi un *Projet de Développement Economique et Social du Rif Occidental*, ou **Projet Derro.**

Partant du constat que :

1°– la montagne était le théâtre de processus d'érosion cumulatifs mettant en danger les fondements de l'exploitation agricole ;

2°– la région constituait un **bloc de pauvreté**, avec un revenu annuel moyen de 680 Dh pa foyer contre 1 680 pour l'ensemble du monde rural traditionnel ;

3°– que le Rif était l'un des grands bassins d'émigration du Maroc et qu'il s'agissait de retenir au village le maximum de population pour éviter l'extension des bidonvilles, un programme d'intervention fut mis au point, pour une période de 25 ans (1964-1989), couvrant 25 000 km^2 et concernant 2,5 millions d'habitants répartis entre 8 provinces.

Il comporta deux volets principaux :

① la lutte contre l'érosion par un complexe de travaux de DRS réalisés par la main-d'oeuvre locale inemployée et consistant en banquettes céréalières intégralement cultivables, terrassements fruitiers espacés, cordons et croissants de pierres, et, sur les pentes les plus fortes, interdiction des labours et règlementation des paysages, travaux de correction des torrents et ravins et de stabilisation des *bad lands* ;

② la modernisation de l'agriculture par l'amélioration des pratiques (assolements, labours selon les courbes de niveau), conversion d'aires de cultures annuelles en vergers, élimination du surpâturage ; le tout étant conditionné par la pente et le danger potentiel qu'elle constituait.

Ces opérations furent menées dans le cadre d'un **maillage territorial d'aménagement** selon la hiérarchie suivante :

1°– Projet zonal Derro - 25 000 km^2

2°– Unités de développement rural (UDR) au nombre de 17, couvrant de 2 à 5 communes.

3°– Périmètres de développement intégré (PDI), au nombre de 60, cellules opérationnelles, pôles de démonstration et de vulgarisation.

Dans les PDI témoins de l'oued Mellah, près de Taounate, couvrant 1 500 ha, on relève, après deux décennies d'intervention, le bilan suivant en matière d'occupation du sol :

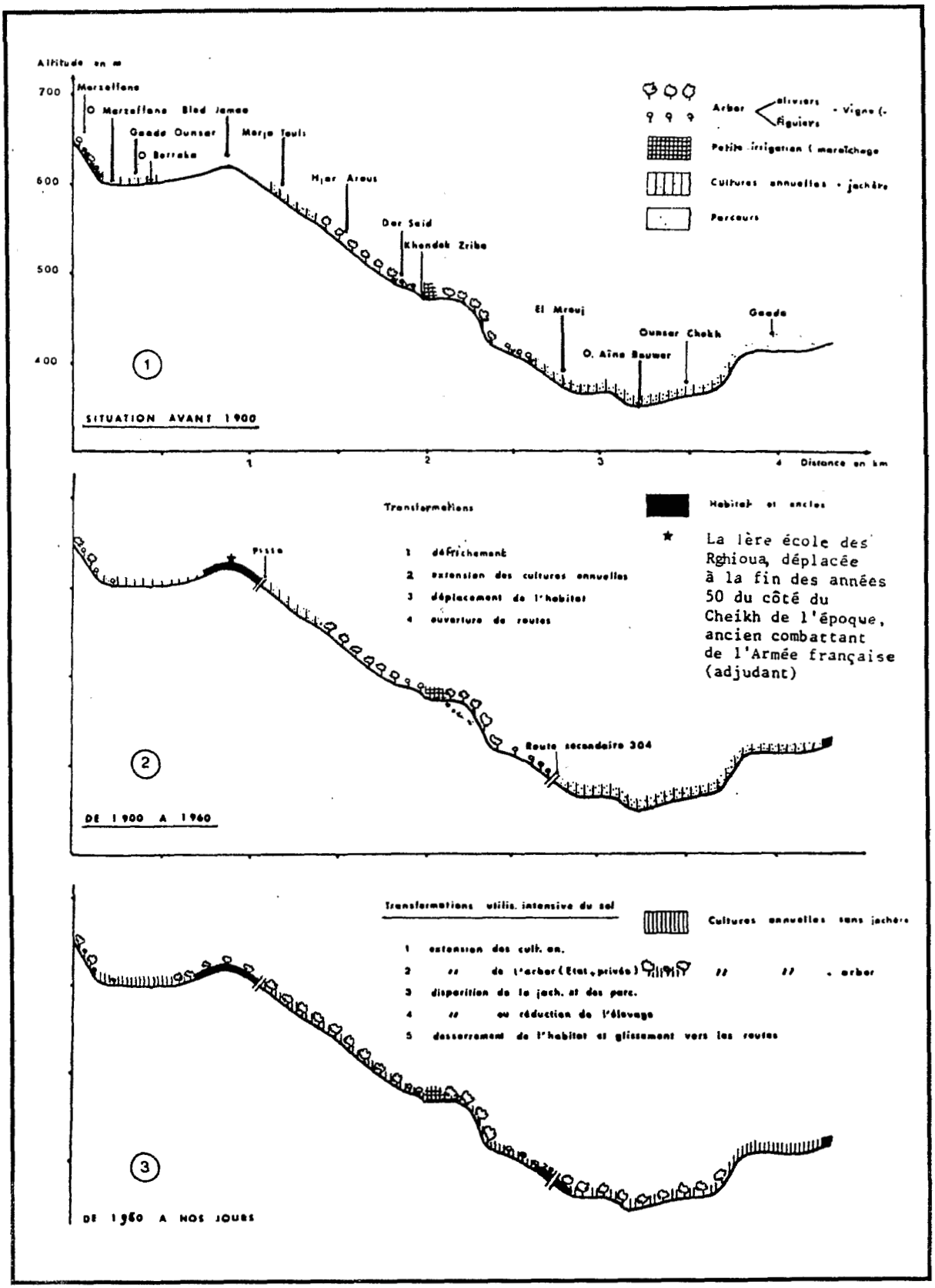
– céréaliculture, réduction de 42% ;
– arboriculture, progression de 100% ;
– forêts, progression de 140% ;
– parcours, réduction de 80%.

S'il est prématuré de porter un jugement global sur l'action Derro, on peut cependant dégager quelques conclusions au sujet des deux objectifs visés :

① la lutte contre l'érosion a donné incontestablement des résultats positifs, malgré un certain nombre de maladresses (terrasses mal implantées), les plantations ont permis de stabiliser un certain nombre de versants ;

② en matière de développement global, le bilan est plus contestable, comme en témoigne la poursuite, voire le renforcement de l'exode ; l'extension des plantations d'oliviers et de figuiers s'est effectuée au détriment des céréales et des légumineuses, celle des plantations de pins ou d'eucalyptus au détriment des parcours ; et ce sont bien

Figure 72 : La transformation du paysage agraire dans une montagne surpeuplée : le Prérif Central près de Taounate



Source : EL MRABET, B., 1984.- *Emigration et habitat dans la montagne Sud-rifaine.*

souvent les paysans les plus pauvres, ceux pour lesquels le lopin de terre apportait la nourriture de base et le troupeau l'essentiel de la monétarisation, qui ont été les plus défavorisés par les plantations et les mises en défens ;

③ ce projet de développement dit «intégré» n'a pas concerné les activités autres qu'agricoles et n'a pas conduit à la création de nouveaux emplois.

Aussi, peut-on dire que le Projet Derro a apporté des solutions intéressantes aux problèmes de l'écologie agraire, mais guère aux problèmes de l'économie agraire ou à ceux de l'économie rurale.

b) Le Sud du Massif Central : de la déprise à la reprise ? (14)

En France la prise de conscience, dans la décennie 1960, de la précarité particulière des secteurs montagneux au sein des «zones défavorisées» s'est traduite par l'élaboration d'une «politique de la montagne» dont certaines mesures ont eu des effets incontestablement positifs. Mais pour les reliefs de la bordure méditerranéenne, il semblait que ces interventions ne pourraient avoir pour conséquence que de freiner les processus en cours menant à un irrévocable abandon. Les travaux de R. Lamorisse pour la Cévenne, ceux de A. de Reparaz pour les Alpes du Sud ont décrit avec minutie les cheminements de cette dévitalisation.

Or voici qu'en cette décennie 1980, deux phénomènes se manifestent qui remettent en cause les pronostics pessimistes : des signes de renversement de la conjoncture démographique, une meilleure connaissance des ressources locales, ce qui conduit à un renouvellement de la problématique du développement montagnard.

La reprise démographique est loin d'être généralisée : en Grèce, en Italie du Sud, au Maghreb, l'exode rural et les tendances à la désertification continuent à se manifester.

En France, ce renversement de la cnjoncture est récent : il est apparu, sur la période intercensitaire 1975-1982, dans la «zone de montagne sèche méditerranéenne» : sur une population d'environ un million d'habitants, on enregistre un surplus de 13 000 personnes, contre un déficit de 30 000 entre 1968 et 1975. Ce bilan positif est à mettre au compte d'un solde migratoire excédentaire compensant le solde naturel toujours négatif (15).

Cette situation nouvelle est un encouragement pour ceux qui fondent des espérances sur un meilleur usage des espaces montagnards en se basant sur une **redéfinition du concept de «ressources locales»**. Il s'agit de dresser un inventaire dès «potentialités» en rapport non avec le système économique dominant, mais bien en liaison avec les capacités d'intervention de la société locale (16).

Une analyse élargie de la situation amène ainsi à penser que les mécanismes de déprise qui ont agi pendant des générations, s'ils ont eu d'incontestables effets pervers, laissent cependant place à quelques éléments positifs : libération de réserves de productivité, modicité des valeurs foncières, possibilité de recours à des investissements relativement légers.

Ce diagnostic débouche sur les perspectives de **gestion écologique de l'espace**, telle que nous l'avons définie au début de cet ouvrage, et conduit à une analyse parallèle de la population locale en tant que somme d'acteurs de cette politique d'aménagement, en tant que ressource humaine revalorisée.

Ainsi pour l'élevage ovin du Méjean, si dans la phase économique favorable de la décennie 1970, *«il était logique, voire rationnel de broyer des cailloux pour faire des champs ..., dans la phase actuelle il est également rationnel dans certaines situations d'investir dans l'amélioration des parcours et en particulier leur fertilisation ainsi que dans l'amélioration des défriches pour établir des prairies ... On passe donc insensiblement d'un système agro-pastoral à un système agro-sylvo-pastoral ou même dans certains cas sylvo-pastoral simple»* (17).

Or la population connaît elle-même un renouveau non pas seulement sur un plan quantitatif, mais encore sur le plan qualitatif : les néo-ruraux apportent un sang neuf, mais aussi des idées neuves, et l'amalgame de peuplement dont ils sont les amorces est susceptible de renforcer les solidarités anciennes ou d'en créer d'autres.

CIHEAM - Options Mediterraneennes

De la double volonté d'améliorer la gestion écologique de l'espace et de mieux assurer la relation de la société à son environnement sont nées de nombreuses initiatives aux divers niveaux de l'organisation territoriale : **(1)** exploitation, **(2)** groupe, **(3)** commune, **(4)** petite région.

(1) Pour le niveau de l'exploitation, les procédures d'adaptation à la situation locale sont très diverses, on peut les ramener à trois types essentiels :

– rattachement des agriculteurs modernistes à des circuits marchands extérieurs : exemple, dans les Causses, pour l'élevage ovin, production laitière avec traite mécanique dans l'orbite de Roquefort, ou spécialisation en agneaux pour la boucherie ;

– appel à des «modèles alternatifs» et à la diversification des activités, par exemple par association de l'élevage caprin, de la cueillette de plantes diverses, du tissage à la ferme ... ;

– conduite de l'exploitation pour la survie du patrimoine familial, sur la base d'un élevage de faible rentabilité.

(2) Le développement de «groupes» est en rapport avec l'essor général de la vie associative et s'exprime par la formation de GAEC, de CUMA, de GFA ;

(3) Le niveau de la commune connaît des destins variables ; le cas du Causse Noir, que présente A. Saussol, est significatif des vicissitudes par lesquelles passe l'incontestable résurgence d'une identité territoriale, dont ce «pays» est le théâtre depuis deux décennies et qui se manifeste d'abord au niveau communal. Ainsi à Lanuejols où le nouveau maire, enfant du pays, expert-géomètre dans le Bas-Languedoc, lance un projet «action et développement», exemple de *«valorisation de type technocratique du territoire communal»* (18).

(4) Le niveau de la «petite région» passe également par une crise de re-identification qui conduit à des structurations inégales du réseau territorial. Ainsi peut-on comparer :

– le Causse Méjean où la forte individualisation du plateau, l'action d'un leader technicien, la cohésion entretenue par la vie associative (Association du Méjean) s'expriment par une revendication d'autonomie dans le cadre d'un remodelage communal – *«L'Etat refusera la "République du Méjean", mais ce Causse, rajeuni par l'immigration, connaîtra au cours des années 70 une décennie d'euphorie et d'exaltation du modèle ainsi créé»* ;

– le Causse Noir qui au contraire donne l'exemple de **«l'échec d'une territorialité élargie»** :

«Remettant en cause les pouvoirs communaux et leurs stratégies hégémoniques, le projet avorte. L'échec casse la dynamique et renvoie le Causse à son immobilisme antérieur, posant le problème des compatibilités entre identité locale et supra-locale ou régionale, et des niveaux spatiaux de territorialité» (19).

Les Cévennes apportent des réponses nuancées au problème posé de la relation entre zone naturelle typée, espace social, structure territoriale.

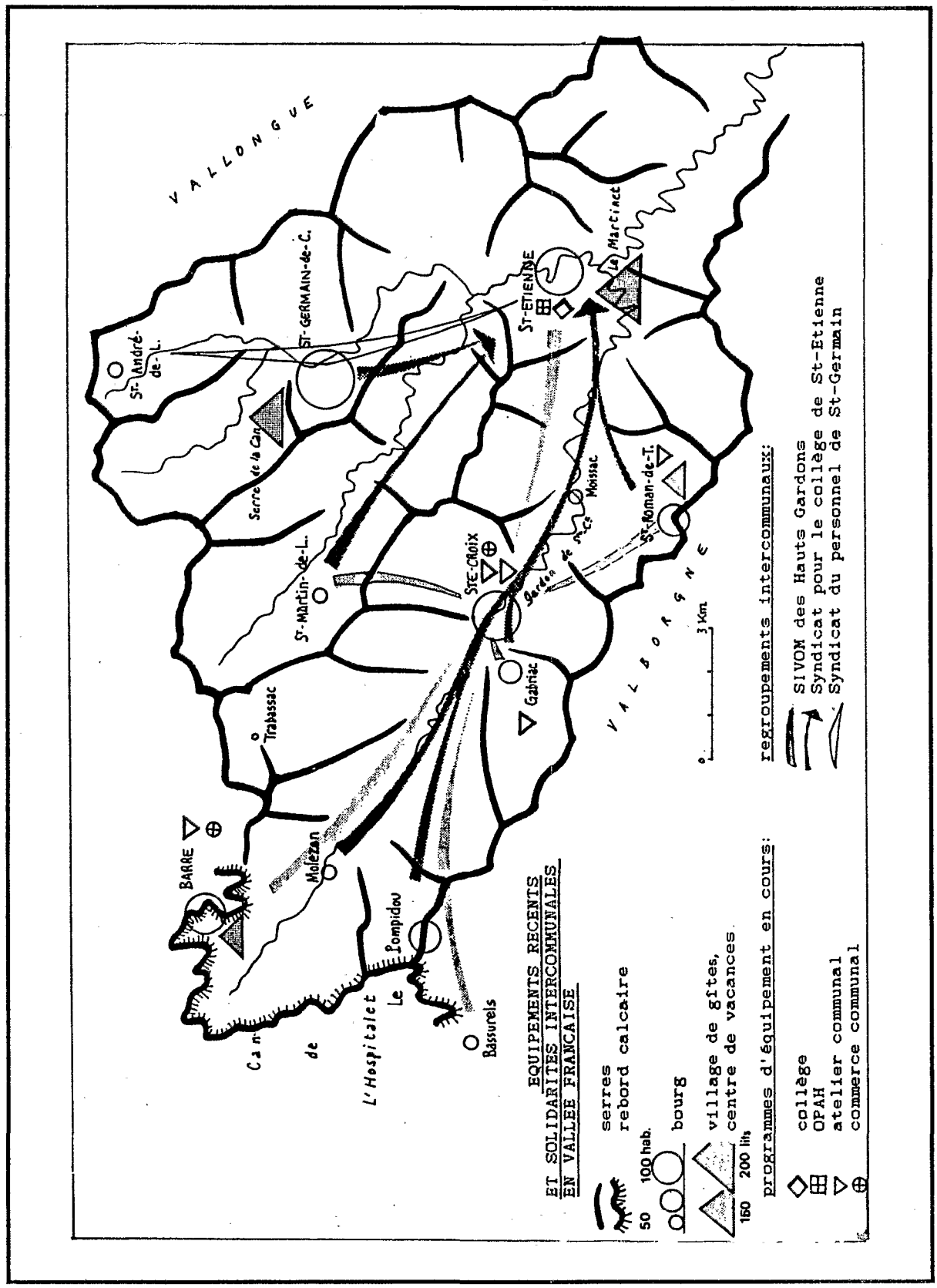
Incontestable unité géographique par la grandeur austère de ses paysages de montagne déchiquetée, communauté humaine par le culte de son histoire tragique, la Cévenne, cassée entre quatre départements et privée de l'avantage d'un chef-lieu de centralité, tend actuellement à s'organiser plus en agrégats de communes (micro-régions) qu'en un territoire unique (méso-région).

La carte dressée par O. Deslondes illustre parfaitement le jeu contradictoire des facteurs naturels et sociaux : crêtes fortement séparatives, couloirs des vallées canalisant les relations, rôle des équipements sociaux et touristiques, du SIVOM Hauts Gardons et d'autres syndicats.

Et la conclusion d'O. Deslondes relative aux actions d'aménagement dans le Sud du Massif Central apporte matière à réflexion sur les modalités de l'intervention en «régions défavorisées» :

«Les politiques appliquées à la Lozère révèlent moins la toute-puissance du pouvoir central qu'une appréciable marge de manoeuvre laissée aux élus locaux dans le choix d'une filière de développement. Ce n'est pas le moindre paradoxe d'une montagne que l'on a

Figure 73 : Organisation territoriale et aménagement rural en Pays cévenol



Source : DESLONDES, O., 1987.- *Société, pouvoir et territoire en Cévenne Languedocienne.*

trop vite cru "dévitalisée". Encore doit-on souligner la diversité des modèles d'intervention, de la montagne sylvo-pastorale qui collectionne l'éventail complet des moyens de développement officiels, à la Cévenne, plus complexe et plus méfiante à l'égard de ces moyens» (20).

L'abandon de la montagne s'est traduit par des dérèglements étendant leurs effets pernicieux à toute la zone méditerranéenne : enfermement d'espaces en broussailles conduisant à la mise hors-circuit d'une étendue grandissante de biomasse, destruction par incendie (35 000 ha en moyenne dans les 15 départements méditerranéens français, avec des pointes de 50 000 ha).

Les déséquilibres ainsi provoqués participent à des dysfonctionnements qui perturbent gravement les organisations régionales : le cas de la Corse en offre un exemple saisissant. Le redressement de la situation semble devoir se réaliser dans deux directions :

① mise au point de procédures adaptées d'exploitation écologique et économique de l'espace : «il faut réinjecter du capital et du travail plus également répartis, destinés à valoriser des productions combinées et diversifiées» ;

② organisation de systèmes socio-territoriaux prenant en charge la gestion du «local».

c) A la recherche de la «petite région» : la Comunita montane en Italie (21)

L'avance prise par l'Italie en matière de politique de la montagne peut s'expliquer par le recoupement de deux séries de facteurs :

① facteurs géographiques, l'extension de la montagne, longue épine dorsale du pays (Apennin) ou massif compact (Alpes), ainsi que la fragilité de ses paysages (*frane*) et la menace que ses bassins-versants font peser sur l'hydrologie des plaines en aval ;

② facteurs historiques : la vigueur de la tradition des autonomies locales et le choix d'une politique de réelle décentralisation.

Dans l'entre-deux-guerres, des textes législatifs avaient marqué la reconnaissance officielle des problèmes spécifiques des «bassins montagnards», en 1933 définition de «secteurs de bonification».

Après la deuxième guerre mondiale, la Constitution de la République italienne prévoit que des lois spéciales seraient promulguées «en faveur des zones de montagne». Et dans la décennie 1950 furent prises des mesures à cet effet :

1952
Définition des zones de montagne : communes dont plus de 80% du territoire est situé à plus de 600 m d'altitude ou dont le dénivelé est supérieur à 600 m ;

1953
Enregistrement des premiers *comprensori* ;

1955
Création de «Conseils de vallée», vieilles structures de défense reprises et adaptées aux besoins contemporains.

Cet arsenal législatif révéla de nombreuses insuffisances, et, sous la pression des populations concernées, la loi du 3 décembre 1971, relative aux «nouvelles réglementations pour le développement de la montagne», porta création des «communautés montagnardes» (*comunita montane*), donnant compétence aux Régions pour décider les normes de leur constitution et de leur fonctionnement. De cette institution nous relèverons les quelques traits essentiels suivants :

– délimitation : chaque région définit ses «zones homogènes», dans le cadre des provinces, par exemple : pour les six provinces du Piémont, 45 communautés regroupèrent 504 communes ;

– structure : la communauté est dirigée par un Conseil comportant trois représentants par commune et élisant le président et une junte de 3 à 8 membres ;

– un «plan pluriannuel de développement social» constitue le véritable instrument de programmation pour l'activité de l'institution.

A partir de cette loi-cadre, «loi à larges mailles», chaque région reste «dotée d'un pouvoir statutaire d'auto-organisation», et, selon les circonstances locales, l'organisme se présentera plutôt comme «une juxtaposation de collectivités» ou comme «une entité autonome à personnalité propre».

Par ailleurs l'action des communautés dépend de l'importance des dotations financières consenties par les régions et aussi du nombre de techniciens ou d'agents dont elles admettent le détachement auprès des instances locales.

F. de Casabianca relève dans l'évolution de l'institution «*l'importance déterminante du contexte historico-culturel*» ; ainsi «*la revendication de l'autonomie des vallées qui a mené aux situations des Comunita montane est partie de ces régions du Nord, où elle a de profondes racines historiques et culturelles*», tandis qu'à l'opposé les réticences des régions du Sud et spécialement en Sardaigne et en Sicile, trouvent leur origine dans la «*méfiance par rapport à toute institution importée du Continent*».

Si les programmes des communautés sont caractérisés par leur grande hétérogénéité, un trait fondamental leur est commun : l'approche globale des problèmes de la vie rurale. Et dans ce cadre l'agriculture apparaît comme un secteur particulièrement privilégié, car non seulement en moyenne un tiers des crédits lui est réservé, mais encore, soit directement, soit indirectement, il tire bénéfice des dotations des autres secteurs : infrastructures, aide sociale, tourisme, écologie ...

Posant la question : «*Les Comunita montane sont-elles en mesure d'affronter le futur ? Ont-elles réuni les conditions nécessaires pour le gérer correctement ?*», F. de Casabianca lie leur efficacité aux conditions suivantes :

– prise en compte de l'ensemble de l'équilibre économique-social-culturel-écologique ;

– maîtrise des programmes exercée par les actifs de la société locale;

– adéquation des projets à «un cadre géographique restreint».

Ainsi définie, la *Comunita* italienne correspond bien au niveau 4 de notre schéma territorial, celui de la «petite région» ; elle est l'équivalent de la charte intercommunale française.

B – Dynamique agraire et dynamique forestière (22)

L'écologie forestière constitue un indicateur particulièrement significatif de l'unité biogéographique du Monde méditerranéen et de la diversité nuancée de ses composantes locales. Par la variété de ses formes de dégradation, ou de reconquête, les matorrals, elle porte témoignage de l'impact de l'action humaine sur le couvert végétal au cours de l'histoire et spécialement des déphasages dans l'évolution des paysages entre le Nord et le Sud de la Méditerranée.

Comme en d'autres zones, la forêt a eu, sur le pourtour de la Méditerranée, la fonction de pourvoyeuse en matériaux de construction (bois d'oeuvre) et en énergie (combustible), mais compte tenu des spécificités écologiques locales, elle a tenu également un rôle fondamental de réserve fourragère pour l'alimentation du bétail. Dynamique forestière et dynamique agraire ont ainsi souvent étroitement interféré.

a) En Europe, la contradiction : phase progressive, la forêt embroussaillée et incendiée

Sur la rive Nord, la reconstitution forestière contemporaine résulte d'un renversement récent de la tendance historique que laisse apparaître la succession des phases suivantes :

– du Néolithique à la fin du Moyen-Age, à mesure que s'affirmait la civilisation paysanne, défrichement et destruction des trois quarts de la couverture forestière ;

– à l'époque moderne et jusqu'au milieu du XIXème siècle, un certain équilibre démographique et territorial, combiné avec une gestion tripartite de l'espace entre ager, *saltus et silva*, se traduit par le maintien global de cette situation ;

– du milieu du XIXème au milieu du XXème siècle, se marque une phase de rupture et de dégradation du fait de l'essor démographique, de la croissance rapide des besoins industriels ;

– dans la deuxième moitié du XXème siècle, la pression sur la forêt diminue notablement du fait de l'exode rural, qui conduit même à

l'abandon de vastes espaces de culture et de pâturage, et avec la diffusion des formes «nobles» de l'énergie, tandis que la prise de conscience des dangers résultant des ruptures écologiques antérieures pousse à une politique de reboisement.

Mais la forêt reconstituée diffère de sa physionomie initiale. Pour des raisons climatiques (progrès du chêne pubescent au détriment du chêne vert) ou économiques (rapidité de croissance des conifères), dans le Sud de la France, entre 1904-1908 et 1971-1978, la part relative des trois principales essences a évolué notablement : si leur superficie totale a presque doublé (de 474 000 à 904 000 ha), on constate une forte régression du chêne vert en valeur absolue (de 301 000 à 236 000 ha) et plus encore en valeur relative (de 63 à 27%), tandis que le chêne pubescent passait de 141 000 (30%) à 400 000 ha (44%) et le pin d'Alep de 32 000 (7%) à 268 000 ha (29%).

Parallèlement, l'exode des populations rurales et la rupture de l'ancienne trilogie ager-saltus-silva mettent forêt et matorral en état de marginalisation par rapport à ce qu'il reste du système agraire (arrêt des coupes et de la dépaissance). La reconstitution des boisements a fortement restreint les risques d'érosion. Mais la fermeture des forêts à l'activité pastorale, l'embroussaillement des sous-bois, la multiplication des agressions extérieures en raison de l'expansion de la fréquentation touristique, combinés avec l'augmentation de la fragilité de la nouvelle couverture (résineux), ont augmenté considérablement le danger d'incendie : au cours des vingt dernières années les superficies incendiées ont triplé, possant de 200 000 à 600 000 ha (rapport SCOPE).

b) En Afrique du Nord et au Moyen-Orient, la phase régressive : la forêt en lambeaux

Sur la rive Sud, une telle rémission n'apparaît qu'en de rares endroits (certaines parties de massifs telliens en Algérie abandonnés par leurs populations à partir de la période 1954-1962) ; ailleurs il y a continuité et accélération dans la déforestation et la «dématorralisation» : l'explosion démographique fait que la demande en bois d'oeuvre (malgré les matériaux modernes) et en combustible (malgré le butane) augmente, que la croissance des troupeaux conduit à la surcharge des parcours et que les nouveaux ménages réclament des parts de culture ... ; les tentatives menées par les pouvoirs publics pour renverser la situation (réglementation forestière) ou pour y obvier (plantation) n'aboutissent qu'à des succès très partiels.

Les retombées fâcheuses de cette conduite sont bien connues : sur place, appauvrissement de la biomasse, dégradation des sols, accélération de l'érosion ; à distance, envasement des barrages (pour le plus grand barrage du Maghreb, celui de Bin el Ouidane, le taux annuel moyen d'envasement de la tranche morte et de 2%, intensification des crues en montagne et dans la plaine.

Le cas du Maroc illustre bien les aspects contradictoires de l'évolution du système forestier sud-méditerranéen dans ses relations avec les grandes phases de l'histoire moderne (23).

Du XVIème aux premières années du XXème siècle, le grand mouvement de population qui porta les tribus arabes Maqil, entraînant dans leur sillage les Beraber, depuis le Tafilalt jusqu'aux bords de l'Océan, fut rythmé par les conquêtes successives des espaces boisés du Moyen-Atlas, du Plateau central, de la Meseta côtière, de la Mamora. L'ordre tribal fut marqué par la création de grands finages étirés parallèlement à cette migration et perpendiculairement à l'orientation des grands massifs forestiers, points d'appui de l'organisation agraire collective des confédérations pastorales (Beni Ahsen, Zemmour, Zaër, Zaïan, Beni Mguild ...).

Depuis trois-quarts de siècle, les populations ont été stabilisées en leurs aires territoriales strictement délimitées et la forêt constitue toujours pour elles une composante fondamentale de leur système agraire. La pression démographique sans cesse grandissante conduit à la tentation permanente de l'abus d'usage, voire de défrichement. Or, en face, le Service des Eaux et Forêts, représentation quasi militaire de l'Etat, connaît la tentation inverse, celle de «domanialiser» les boisements collectifs afin d'en améliorer la gestion et la rentabilité et d'abord d'en assurer la survie. Entre la stratégiie de l'exploitation immédiate et inconsidérée au bénéfice des ayants droit et celle de la conservation à long terme d'un bien

public, l'équilibre s'exprime par une réglementation combinant des éléments du Code forestier et du dahir d'avril 1919 assurant la mise en tutelle des collectivités par l'Etat.

Cependant la lutte reste encore inégale : les reboisements s'effectuent au rythme moyen de 5 000 ha par an, mais les défrichements atteignent 14 000 ha. La demande en bois de feu et bois d'oeuvre reste forte (les prélèvements sont de trois fois supérieurs à la productivité de la forêt). La croissance du cheptel conduit à banaliser des pratiques telles que l'ébranchage et l'écimage des arbres qui, moins brutalement que les feux mais aussi efficacement, conduisent à la dégradation des peuplements forestiers. La conquête de nouvelles terres de culture ne ralentit pas en certaines montagnes. Au rythme actuel, dans le Rif central, la forêt et le matorral devraient disparaître respectivement vers 2014 et 2019.

C – La steppe : le pastoralisme réglementé, la difficile sédentarisation des troupeaux et des hommes

De l'estivage de type alpin au nomadisme périsaharien, en passant par les unités de production de fourrage en irrigué dans la Crau ou par les batteries d'engraissement de veaux en Italie, le Monde méditerranéen participe aux formes les plus extensives et les plus intensives de l'élevage.

Mais ce sont les aspects les plus mobiles qui ont marqué le plus profondément les organisations agraires. Compte tenu de la médiocrité générale de la biomasse, la mobilité des troupeaux permet de corriger les effets de la double discontinuité dans le temps et dans l'espace qui caractérise la biogéographie méditerranéenne.

L'opposition entre hiver et été, mais aussi, en termes zonaux, entre le Nord et le Sud, ou en étagement, entre la plaine et la montagne, multiplie les valeurs saisonnières des terroirs et fait du zonage un élément déterminant de l'organisation de la vie des populations, fondée sur le principe de complémentarité des terroirs.

Ces mécanismes jouent à des échelles diverses :

– échelle macro-régionale par l'opposition entre zones de steppe, Tell et désert, entre massifs montagneux et plaines bordières ;

– échelle micro-régionale par le voisinage, dans un même bassin-versant montagnard ou dans un même bas-pays, d'écosystèmes différents (basses terrasses et replats d'altitude, cordons dunaires et *merjas* ...) ;

– échelle locale par la marquetterie des sols, le choix des cultures, la durée de la jachère.

La vie du troupeau a ainsi commandé pendant des siècles l'organisation territoriale, laquelle s'efforçait de faire coïncider aire de commandement de groupe et aire d'alimentation du bétail, dans le cadre de finages. Et au sein de ceux-ci, l'association culture-élevage déterminait également l'ordre des champs et contribuait au maintien des traditions communautaires.

Le Monde méditerranéen a ainsi donné le spectacle d'une richesse inégalée d'organisations agro-pastorales dont les auteurs ont dressé le tableau : nomadisme, semi-nomadisme, ou transhumance, mouvements directs ou inverses, pâturages et troupeaux collectifs ou privés ...

L'ordre contemporain a manifesté son antinomie avec les formes du pastoralisme : pour des raisons socio-politiques sans doute, la structure collective, la mobilité des groupes sont considérés comme facteurs de perturbation, pour des raisons économiques surtout, en vertu du raisonnement que la croissance de la rentabilité implique surveillance et sélection du troupeau, donc sa stabilisation avec rotation et enrichissement des pâturages, donc la maîtrise d'un espace délimité selon des normes non de structures ethno-sociales mais de rythmes biologiques. Nous avons rappelé plus haut (**Chap. I.2.A**) les quatre types de référence que l'on peut dégager dans la relation entre agriculture et pastoralisme : l'évolution actuelle vers la stabilisation des hommes et des troupeaux crée des formes de néopastoralisme.

Vers un néopastoralisme de gravitation et d'intégration

De tout temps, le pastoralisme, même en ses formes les plus nomades, a tendu à s'organiser en fonction d'un petit nombre de **points fixes**, soit **internes** au système lui-même : puits à volume régulier, pâturage d'une qualité particulière, marabout sous la protection duquel on pouvait même laisser en dépôt quelque matériel ; soit **externes**, lieu d'échange, oasis, souk ...

Cette tendance à l'organisation autour des points fixes tant internes qu'externes ne fait que se renforcer.

A l'intérieur de l'aire pastorale elle-même, deux éléments concourent à la constitution de lieux de rassemblement :

1°– La création d'unités d'intensification fourragère, tout particulièrement par le biais de l'irrigation. En ce domaine le recours à l'arrosage par pivot, donc l'usage de nappes aquifères plus ou moins profondes devrait, dans les prochaines décennies, permettre de multiplier ces points d'eau et d'intensification fourragère en zone subaride ;

2°– La mise en place d'un centre de service pour les populations : habitat, école, infirmerie ... qui introduit des rythmes différents dans les déplacements des personnes et des troupeaux.

Plus révolutionnaires en leurs effets peuvent être les mutations liées au voisinage d'une ville, surtout lorsque ce changement est accompagné par l'usage régulier de l'automobile et du camion. Aux services sociaux banals de toute agglomération s'ajoute alors celui de l'investissement et du crédit. La ville tend ainsi à restructurer l'espace à son profit et, par ce biais, le pastoralisme renforce sa dépendance dans l'orbite du capitalisme qui lui est extérieur.

La combinaison de ces facteurs internes et externes d'évolution peut conduire à des réalisations spectaculaires de ce néo-pastoralisme de gravitation et d'intégration : la Syrie et la Jordanie en fournissent des exemples très significatifs.

Mais souvent l'intensification des pratiques agraires, la stabilisation des troupeaux et la sédentarisation des populations rencontrent des obstacles, dont l'échec de l'expérience des Oglat Merteba dans le Sud tunisien (**chap. III.2.B.c.**) nous a permis de mesurer l'ampleur.

Avec le cas des divers programmes de la mise en valeur de la steppe algérienne, nous pouvons serrer de plus près cette analyse.

La steppe rebelle au quadrillage : le cas algérien (24)

Dans le cadre de la planification économique et territoriale décidée par l'Algérie socialiste, la steppe tient une grande place parce que zone marginalisée, déphasée, sacrifiée, elle doit devenir secteur de production pleinement intégré au développement global et articulation fondamentale du nouvel ordre spatial national.

Tout un programme de mise en place d'infrastructure d'urbanisation, d'industrialisation, a donc été élaboré qui implique:

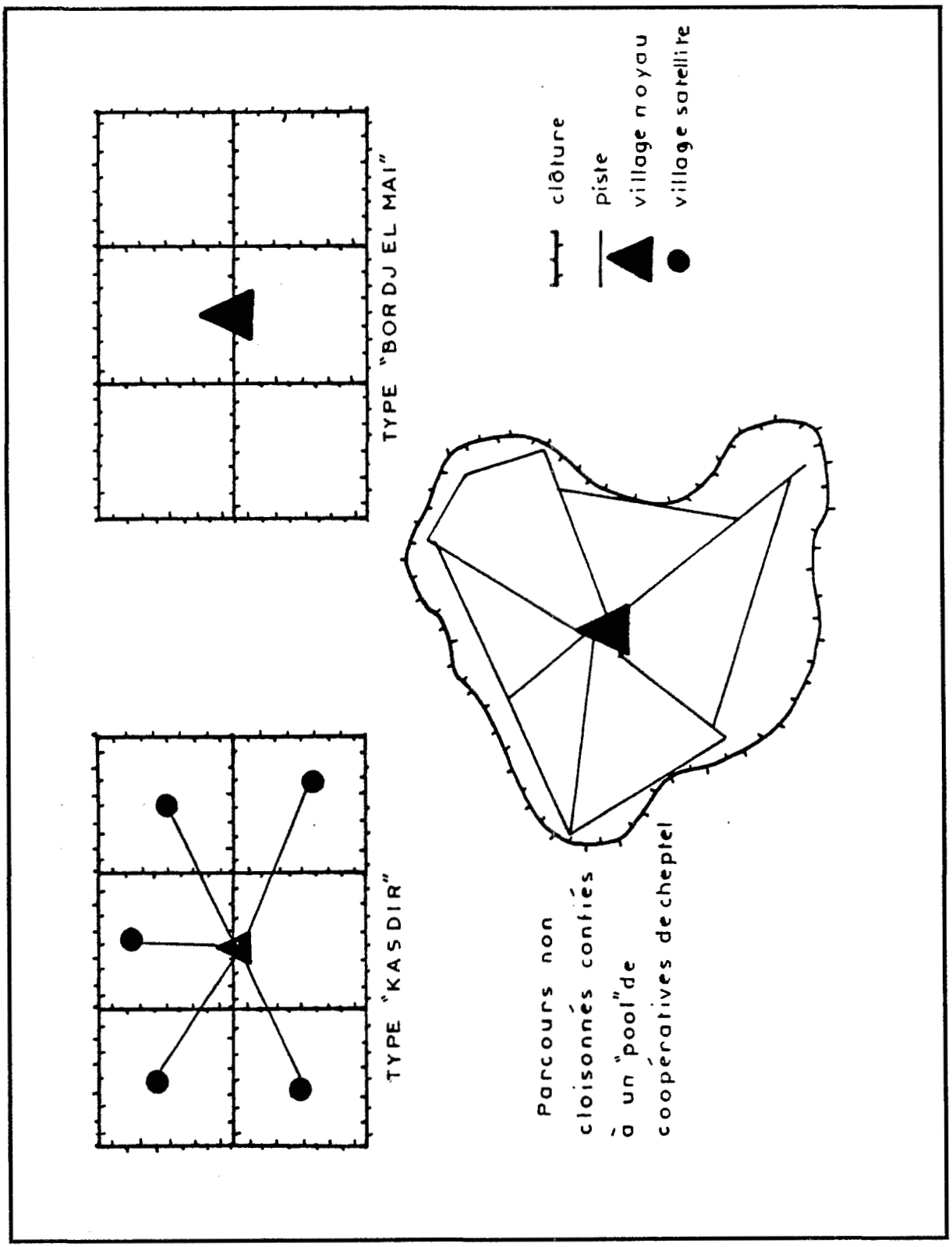
1°– d'une part la maîtrise de l'ensemble de l'espace, l'arrêt des grands mouvements de déplacement pastoraux vers le Tell (l'*achaba*), où l'intensification culturale devait entraîner la suppression des jachères ;

2°– d'autre part, la création de cellules d'élevage rationnel, c'est-à-dire la suppression du nomadisme considéré comme «cause déterminante de la dégradation de la steppe et anti-social», faisant que «la sédentarisation est un impératif du développement de la steppe et par là, de tout le pays» (Ministère de l'Agriculture). Et pour atteindre cet objectif, on adoptera «le système coopératif qui permet de dominer complètement et d'une manière cohérente les trois facteurs du développement de la steppe : le pâturage, le troupeau, l'homme, et de leur appliquer les techniques modernes de la gestion agronomique».

Or, en dépit des efforts faits en ce sens, les responsables du Ministère de l'Agriculture ne furent pas à même de découvrir **la clé de cette cohérence socio-spatiale** dont ils voyaient bien la nécessité. En quelques années, trois expériences furent successivement lancées qui aboutirent à des échecs.

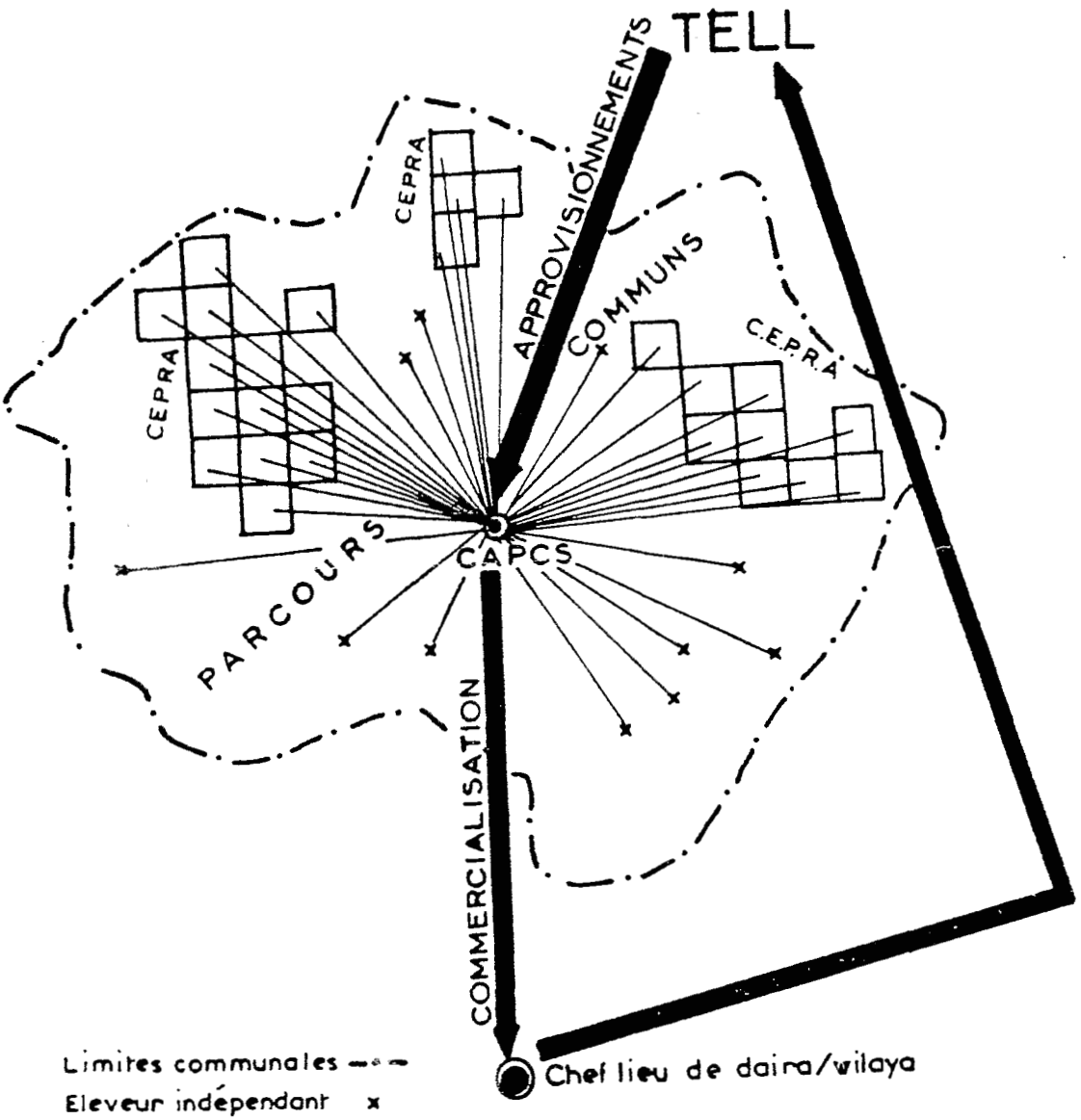
Figure 74 : Unités pastorales et organisation de la steppe en Algérie

La difficile solution au problème de la contradiction entre la tendance au regroupement des populations dans des villages centres et les contraintes du gardiennage des troupeaux dans des aires de coopératives.



Source : COUDERC, R., 1978.- *Les Hautes Steppes Sud-oranaises.*

Figure 75 : La commune algérienne unité d'aménagement équivalant à «une petite région»



Organisation théorique des parcours et des échanges d'après le Code Pastoral

Niveau 1 : L'éleveur indépendant
Niveau 2 : La coopérative (CEPRA)
Niveau 3 : Le village satellite (parfois village socialiste)
Niveau 4 : La commune avec la coopérative de service (CAPCS)
Niveau 5 : La wilaya (département)

Source : COUDERC, R, 1978.- *Les Hautes Steppes sud-oranaises.*

En 1968, l'**Association pour le Développement du Pastoralisme** (ADEP) créa des coopératives sur les bases suivantes : 10 000 ha, 26 bergers et leurs familles (choisis dans le cadre de la commune concernée), 13 troupeaux (avec donc 2 bergers en binôme), avec chacun 200 brebis et 10 béliers, à la tête un président élu par les coopérateurs ; tutelle de l'Etat exercée par un directeur et un régisseur-comptable sous la responsabilité d'un directeur régional dépendant du Ministère de l'Agricultre ; ces fonctionnaires versent les traitements, «avances», décident de l'achat et de la vente des animaux ; le programme d'équipement comporte la mise en place de clôtures pour délimiter les unités de parcours en rotation saisonnière, de puits et de citernes pour l'abreuvement, de lignes de boisement pour lutter contre l'érosion ; la culture céréalière fut interdite.

L'opération se solda par un échec dont les causes principales furent : la non préparation des hommes au fonctionnement de cette nouvelle forme de démocratie paysanne (survivance de «l'esprit de tribu»), la lourdeur et l'inefficacité de la tutelle étatique (longs délais pour le paiement des avances), et surtout la négation des contraintes naturelles locales (découpage géométrique des parcours, enfermement du système).

L'expérience des **Zones de Développement Intégré Pastoral** (ZDIP) fut lancée en 1971 avec d'autres perspectives : quant à la dimension : aires de 250 000 ha, quant à l'insertion de l'espace et des éleveurs : «*l'objectif était de prendre la steppe telle qu'elle se présentait, avec la population qui y vivait, en amenant les éleveurs à prendre conscience du fait qu'ils devaient être des entrepreneurs et gérer leurs troupeaux en entreprises viables*» (R. Couderc), avec des équipements adaptés : délimitation par des balises blanches tous les kilomètres, construction de bergeries (une pour 250 têtes), de hangars de stockage.

Le projet était ambitieux, il supposait une connaissance scientifique fine de la steppe, qui n'eut pas le temps d'arriver à aboutissement, et une maîtrise fluide des populations, qui impliquait une participation active de celles-ci ...

La troisième formule, celle des **Coopératives d'Elevage et de Production de la Révolution Agraire** (CEPRA.), fut la variante pastorale de la Réforme Agraire étendue à l'ensemble de l'Algérie en vertu des principes exposés dans la Charte afférente.

Parmi ceux-ci, le **principe de l'Etat territorial** est affirmé ave vigueur : «*L'ensemble des terres de steppe, quel qu'en soit le statut juridique antérieur, appartient à la collectivité nationale qui en restitue la jouissance perpétuelle aux collectifs formés par ceux qui vivent de leur travail dans l'élevage pastoral*». L'Etat délègue son pouvoir aux populations locales : théoriquement chaque habitant de la commune ayant droit à une carte d'éleveur bénéficie d'un droit imprescriptible à l'accès aux parcours communaux. Dans la réalité, ce droit s'exprime de façon différente selon la dévolution des terres, réparties en trois catégories : parcours attribués à des coopératives, parcours communs aux éleveurs, parcours mis en réserve.

La répartition de ces trois catégories est décidée en fonction de critères naturels permettant de délimiter des «zones homogènes». Mais c'est la «*commune qui est l'articulation territoriale d'aménagement*» et l'inscription à la CAPCS est une obligation pour les divers groupes d'éleveurs.

Cependant, cette formule, bien que plus élaborée et mieux «territorialisée» que les précédentes, n'eut pas plus de succès. Aux difficultés inhérentes au fonctionnement de tout groupe de ce type et rencontrées dans les expériences antérieures, s'ajoutèrent justement les inconvénients de la «territorialisation». On ne parvint pas à résoudre de façon satisfaisante la contradiction sociale entre deux nécessités : celle du groupement des familles au sein de villages dotés des équipements indispensables dans la vie moderne (école, services de santé, d'alimentation...), et celle des inévitables dispersion et mobilité des troupeaux sous la garde des bergers.

Les diverses formules adoptées pour essayer de satisfaire les besoins contradictoires exprimés par les populations ne furent pas acceptées : le système périclita.

Le problème est repris maintenant sur d'autres bases : la création en 1985 du **Haut Commissariat au Développement de la Steppe**, dont le siège a été fixé à Djelfa, ouvre une ère nouvelle pour l'aménagement de ce

secteur : les expériences vécues pendant deux décennies devraient aider les responsables dans le choix de leurs décisions.

Le bilan : entre «désertisation» et «méditerranéisation» une «zone médiane »

L'entrée de la rive sud-méditerranéenne dans l'ordre capitaliste s'est traduite par le renforcement de la dissymétrie entre secteur littoral où, par effet de concentration des hommes, des capitaux, des techniques de production, s'est créée une dynamique d'occupation des sols intensive et continue, et un arrière-pays aride que la rareté des ressources en eau semblait condamner à conserver ses genres de vie et des modes de production extensifs et à faible rentabilité.

Des changements récents et allant s'accélérant renversent les données du problème : les hommes, du fait des progrès de la médecine, se font plus nombreux, les capitaux locaux, par effet-retour de l'émigration, sont plus abondants, l'Etat, pour des raisons de rééquilibrage territorial, met en place une politique d'aménagement conduisant à un maillage plus serré du territoire.

Mais la conséquence de ces transformations locales est trop souvent la dégradation à long terme du milieu, et, en se fondant sur le critère d'**irréversibilité**, on a proposé la définition suivante de ces espaces désertisés (25) :

«*Sont considérés comme définitivement désertisées, les unités de milieu les plus dégradées ... qui resteraient probablement à leur faible niveau actuel de productivité malgré 25 ans d'aménagement agricole et de mise en défens*».

Ainsi deux mouvements contraires sont en interférence : une conquête multiforme de la «méditerranéité» vers le Sud, des ruptures écologiques qui provoquent le développement des poches de «désertisation» vers le Nord.

La puissance publique ne peut rester insensible à cet état des choses, non plus que les instances internationales préoccupées par ces problèmes d'équilibres terrestres (ONU, FAO), non plus que les instances scientifiques. Le cas du Sud tunisien, tel qu'il est présenté dans une publication récente, constitue une excellente référence pour l'étude de cette évolution sous forme de diagnostic de la situation présente et de propositions pour l'améliorer (25). Nous avons vu plus haut, à propos des régions de Jeffara et de l'Oglat Merteba, des aspects de cette dynamique spatiale.

Nous ne retiendrons ici, dans la perspective de la «Méditerranéité», que la constatation de la grande diversité des orientations prises par les pays, en fonction des possiblités de mobilisation de l'eau. Ainsi, en Algérie, émergent deux projets de renforcement de la «Méditerranéité» vers le Sud, d'une part en faisant profiter les hautes plaines sétifiennes d'une partie des réserves en eau de la Petite Kabylie, d'autre part en développant, à partir de pompages dans la nappe profonde et par arrosage en pivot, une «néo-agriculture saharienne».

En Libye prévaut au contraire la solution du transfert des eaux sahariennes vers le Nord, afin de renforcer la frange agricole du littoral (**Chap. VI.2.B.***d.*)

Entre les forces en présence se manifestent donc des équlibres variables en matière d'aménagement de l'espace, mais le bilan actuel va bien dans le sens du renforcement du caractère méditerranéen (substitution de l'agriculture au pastoralisme, développement des plantations, densification de l'armature rurale, élargissement des circuits d'échange ...) de la zone médiane aride ..., mais jusqu'à quel point de rupture ?

D – Les interfaces ville - campagne

Les grandes lignes de forces dans les nouvelles formes de relation ville-campagne sont bien connues : concentration sans cesse renforcée des agglomérations urbaines, diffusion dans les campagnes de la «civilisation de consommation», multiplication et accélération des liaisons, spécialement grâce à la souplesse de circulation que permet l'automobile. De la sorte on voit l'espace de «banlieue», défini ici comme aire de relation (quasi) quotidienne à la ville, s'élargir et s'étoffer, mais aussi le phénomène de réseau s'altérer du fait que la voiture permet au «rural» de court-circuiter le marché le plus proche pour se rendre au grand centre de service régional distant de plusieurs dizaines de kilomètres.

Inversement l'expansion urbaine se traduit par le refoulement des activités agricoles vers l'extérieur, soit directement par l'implantation des quartiers d'habitation, soit indirectement par la disparité entre prix des terrains agricoles et prix des terrains à construire : les lignes isoprix expriment le jeu des forces économiques en cause. Ainsi, pour la France, (26), «*depuis une quinzaine d'années, la formation de couronnes périurbaines, interfaces entre villes et campagnes-espaces de transition où s'enregistrent des changements rapides d'usage des sols et de composition socio-démographique, conduit plus encore à dépasser les approches dichotomiques et à prendre en compte l'ensemble du système urbain/périurbain/rural comme révélateur des transformations de l'appareil productif et des rapports sociaux et expression de nouvelles formes de division sociale de l'espace*».

Cette relation peut aller jusqu'à créer un système rurbain dense, comme nous l'avons vu avec le cas de la *huerta* de Valence (**chap. V.1.B.***a-2*).

L'effet de déstructuration-restructuration de la campagne par l'urbanisation dépend de multiples facteurs, en particulier de la capacité de défense et d'adaptation de l'ordre rural et agricole lui-même, dont nous n'évoquerons ici que quelques composantes :

– le statut juridique du sol : l'existence de terres collectives, inaliénables et non aménageables, autour de grandes capitales historiques marocaines, Rabat, Meknès, Fès, a d'abord gêné la création d'une banlieue maraîchère, puis a perturbé l'expansion de ces villes, avant que l'Etat n'intervienne par le recours à l'expropriation ;

– la taille de la propriété : les grands domaines avaient des effets de blocage à cause du volume de capital en cause : maintenant la grande dimension du support foncier favorise au contraire les interventions des autorités publiques pour réaliser de vastes programmes d'aménagement. (Le quartier de La Paillade a eu pour cadre une grande propriété aristocratique aux portes de Montpellier).

En Algérie, les planificateurs vont trop souvent au plus facile, en installant quartiers industriels ou quartiers résidentiels sur des terres domaniales, les domaines socialistes (ex-coloniaux), sacrifiant ainsi des sols agricoles de qualité, somme à Skikda (27).

– la nature physique du sol : les bas-fonds alluviaux susceptibles de recevoir l'irrigation et sur lesquels se sont développées des cultures maraîchères ont joué le rôle d'îlots de défense ;

– la cohérence du système agraire en place : le cas de la région de Valence, présenté ci-dessus, montre comment la compacité de la *huerta* constitue un facteur important de sa défense contre l'agression urbaine.

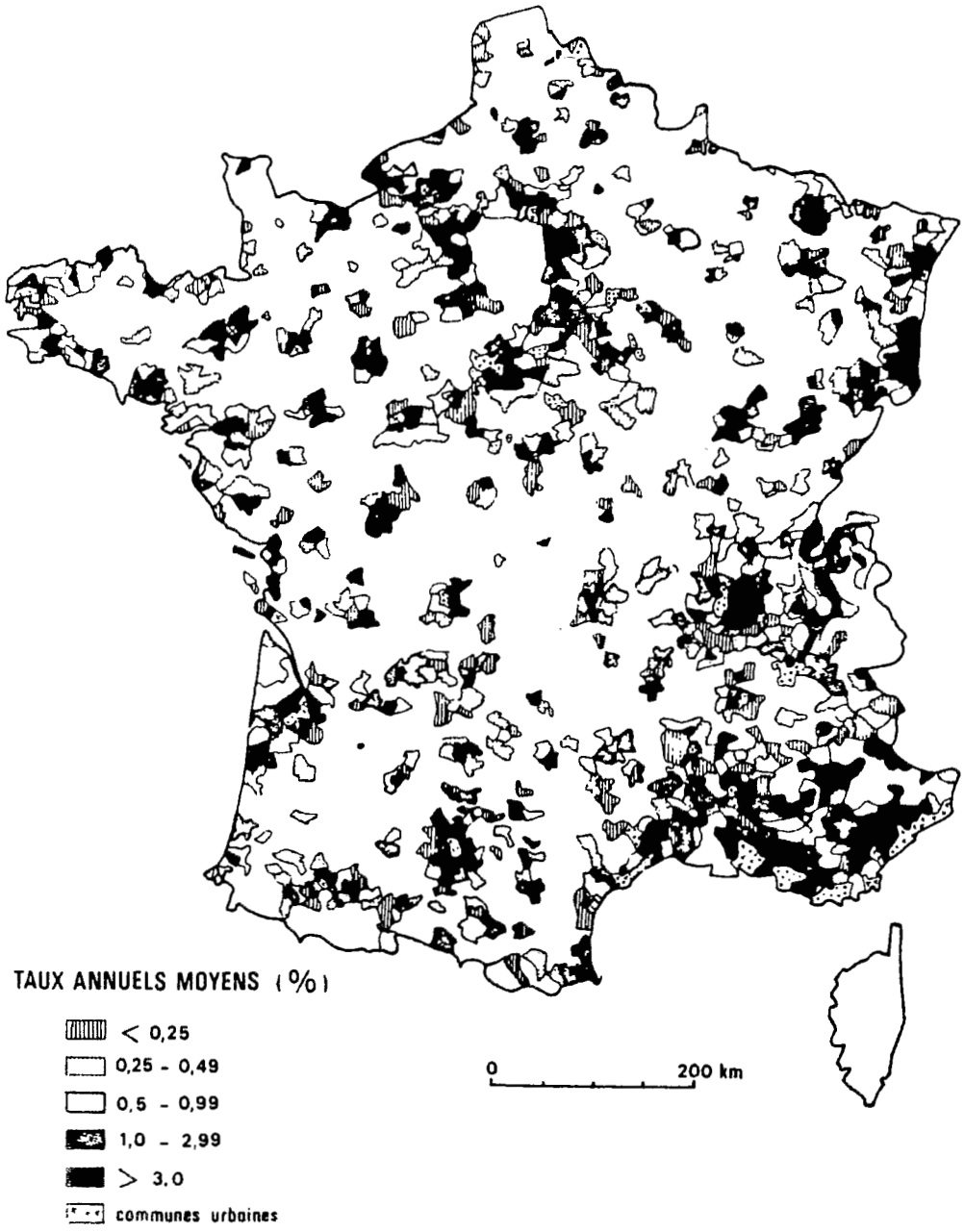
Mais joue également la volonté de défense de la communauté rurale concernée, s'exprimant par des stratégies variables qui vont du refus obstiné à accepter toute «compromission», entraînant le blocage des projets de construction, à une collaboration raisonnée avec la métropole voisine, en passant par la prise en compte du phénomène sur son propre territoire communal et la création strictement contrôlée d'activités nouvelles créatrices d'emplois et de lotissements résidentiels harmonieusement intégrés dans le tissu urbain existant.

Au sein de la communauté les réactions des habitants sont d'ailleurs loin d'être homogènes (cf. **chap. IV.2.B**). Ces divergences d'intérêt se traduisent même parfois par des prises de position à première vue déconcertantes : tel néo-résident travaillant à la ville a pour préoccupation essentielle de préserver son cadre de vie et s'oppose vigoureusement à toute extension des lotissements, tel paysan de vieille souche désireux de valoriser au maximum son capital foncier milite pour l'élargissement des zones constructibles.

Entre l'intégration à une structure officielle de district urbain pour participer à la régulation de l'expansion de la métropole voisine et la volonté farouche de préserver à tout prix «l'identité rurale» du territoire communal, toutes sortes d'attitudes se manifestent.

Lorsque la ville prolifère et s'étale au point d'engendrer une véritable région urbaine, comme entre Casabianca, Rabat et Kenitra, le recul de l'agriculture est tel que sa place se réduit dans le paysage à quelques îlots interstitiels. Ainsi, faut-il dépasser les 30 km au sud de Rabat, les 40 km au nord de Casablanca pour retrouver, vers Skhirat, un

Figure 76 : Le dynamisme rural sélectif en France



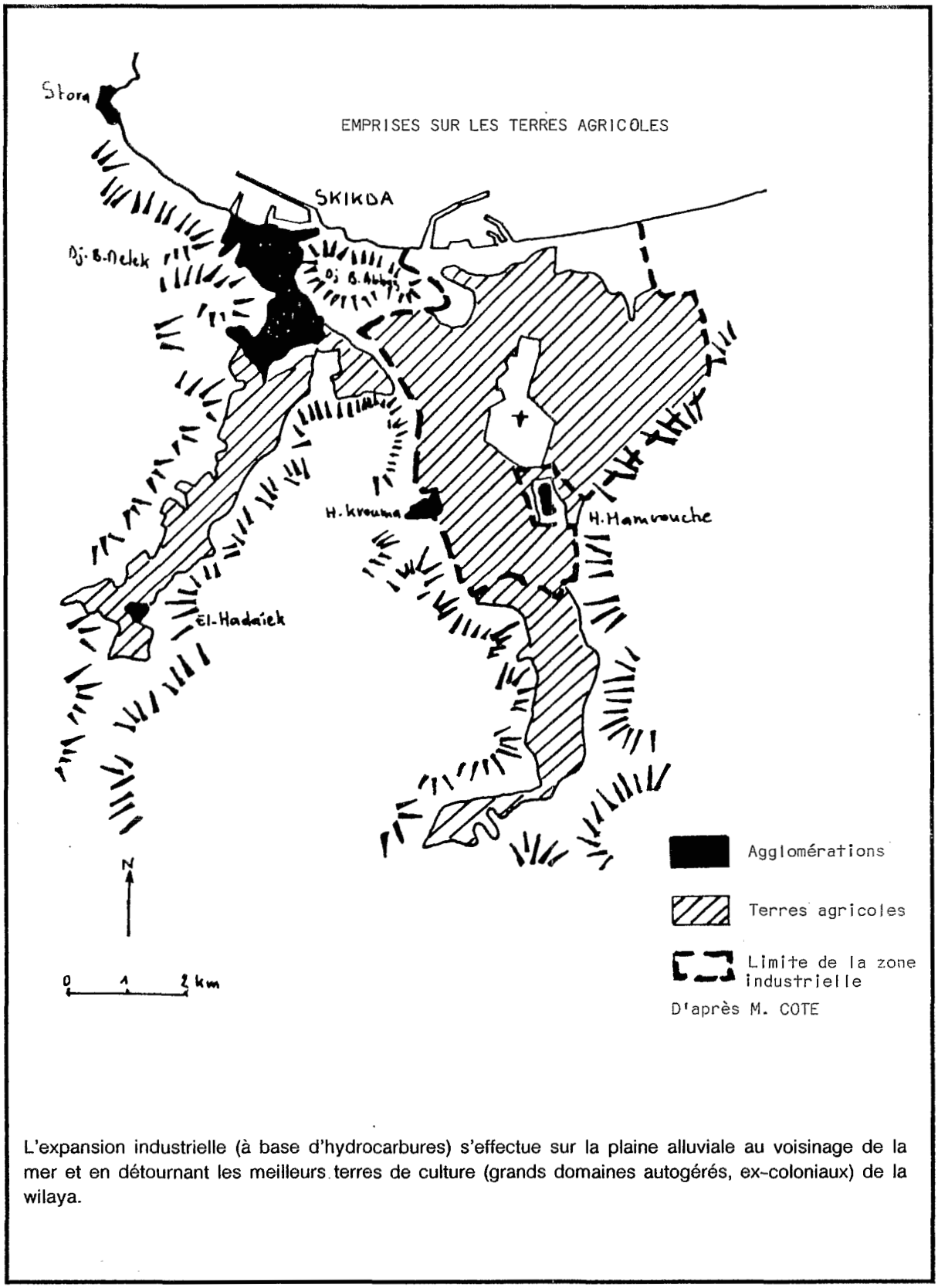
Espaces ruraux (cantons) attractifs (1968-1975)
Soldes migratoires positifs

Cette carte souligne la forte relation entre dynamisme rural et voisinage urbain (dispositif en couronne).

Pour le Midi méditerranéen, on notera l'influence de l'hélio- et de l'hydro-tropisme avec le dispositif linéaire de la rurbanisation sur le littoral et son étalement en Provence-Côte d'Azur et Languedoc oriental, et également des phénomènes de reprise dans le «rural profond» (Alpes du Sud, Cévennes), avec lesquels tranche le vide corse.

Source : LIMOUZIN, P., 1980.- Les facteurs de dynamisme des communes rurales françaises.- *Ann. de Géogr.*, n° 495, pp. 547-588.

Figure 77 : Urbanisation, industrialisation et déperdition des terres agricoles dans le secteur de Skikda



L'expansion industrielle (à base d'hydrocarbures) s'effectue sur la plaine alluviale au voisinage de la mer et en détournant les meilleurs terres de culture (grands domaines autogérés, ex-coloniaux) de la wilaya.

Source : BOUKERZAZA, H., 1985.- *Décentralisation, développement local et aménagement du territoire ... wilaya de Skikda.*

certain dynamisme cultural, par adaptation à l'état de périurbanisation, comme le note J. F. Troin (28).

«*Skhirat est au coeur de maraîchages soignés, de cultures sous serres et d'expériences agricoles pilotes. On y récolte des fruits tropicaux de grande valeur et l'on a là un petit laboratoire de l'agriculture spéculative péri-urbaine qui permettra peut-être à cette zone d'échapper à la submersion du bâti. S'il devait y avoir une coupure verte sur le littoral, c'est bien là qu'elle devrait s'enraciner et résister aux assauts de l'urbanisation.*

Accompagnant cette agriculture à haute technologie, des parcelles maraîchères classiques, quelques vignobles et une multitude d'élevages industriels de volailles se succèdent dans cette bande intermédiaire, véritable espace nourricier de l'univers urbain. Des instruments de planification et d'aménagement solides et contraignants sont nécessaires pour sauvegarder ces terres agricoles de haute valeur. Sinon il est à craindre qu'elles ne subissent le sort de tant de ceintures maraîchères victimes de la boulimie urbaine» (J.F. Troin).

a) Le système périurbain, le cas de Tunis

Le «principe de subordination» de la campagne par rapport à la ville, que nous avons dégagé au début de cette étude, trouve une illustration particulièrement signifiante dans la présentation que donne J. M. Miossec de l'«urbanisation des campagnes et ruralisation des villes en Tunisie» (29).

Faisant de la dynamique urbaine le moteur de l'évolution des campagnes, il propose d'en analyser les composantes à travers «une évaluation typologique des délégations», en distinguant les ensembles territoriaux «actifs», bien irradiés par les villes, et les délégations «passives» à fortes poches de pauvreté.

Cette démarche a le mérite d'associer dans une même perspective espace rural et espace urbain et d'apporter certains éclairages nouveaux sur le fonctionnement du phénomène de subordination. Elle constitue une base très utile pour la représentation des formes nouvelles de la relation ville-campagne.

L'exemple tunisien peut servir de référence pour une réflexion élargie sur certains effets de l'urbanisation sur les campagnes méditerranéennes.

1°– Le schéma tunisien s'applique particulièrement aux pays où le seuil de pauvreté est bas et très marqué entre une minorité sociale de nantis et une masse de démunis, entre des espaces réduits de richesse et de dynamisme et des espaces étendus de pauvreté et d'inertie ; cette situation fortement contrastée caractérise les pays marqués par un double phénomène : d'une part un fort gradient de zonage entre secteurs biogéographiques, comme c'est le cas en Tunisie et dans les pays sud-méditerranéens entre zone (sub-) humide et zones arides, d'autre part une excessive concentration de pouvoir dans une agglomération capitale, conduisant aux inconvénients de la macrocéphalie, comme c'est le cas non seulement pour le Tunisie mais également pour la Grèce (et à un moindre degré pour l'Egypte, où le couloir de fertilité de la vallée du Nil est facteur d'homogénéisation) ; au contraire dans les pays plus tempérés, les conditions naturelles, l'existence d'aires de fertilité étendues ont permis la création (ancienne) de régions agraires plus ou moins stables, pour lesquelles la relation à la ville s'effectuait également par le transfert d'épargne (à partir du «bas de laine»).

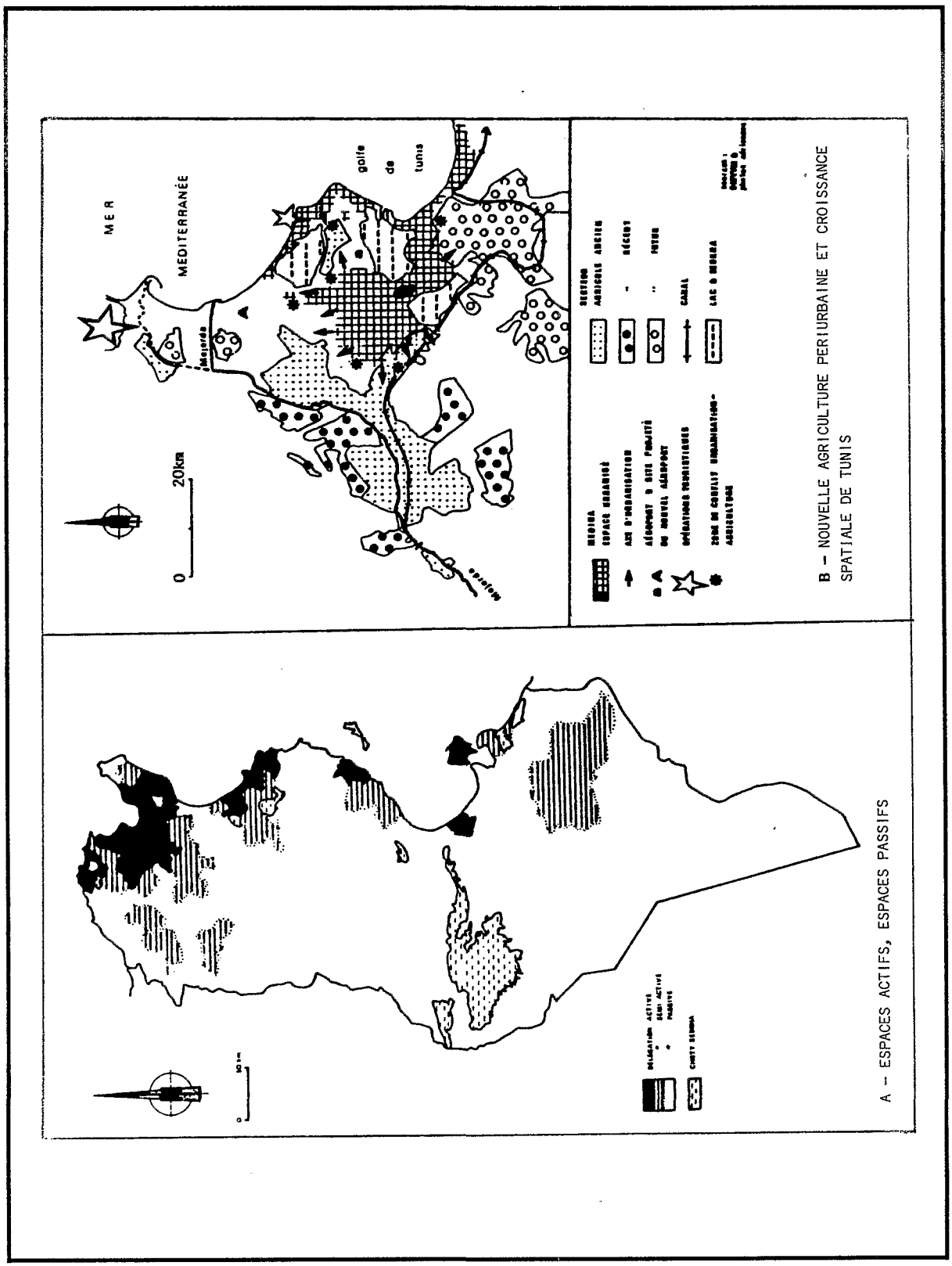
2°– Ce schéma, traduisant la réalité tunisienne, implique l'absence (ou du moins la nette insuffisance) de l'initiative locale ; et il est vrai qu'en ce domaine un seuil fondamental existe également en-deçà duquel la structure de la société (inégalitaire) et du pouvoir (émanation du centre) bloque toute vélléité d'intervention ; l'analyse de J. M. Miossec montre comment il a fallu attendre l'essor économique récent, accompagné par la densification du maillage administratif («promotion urbaine ou création de commune ex *nihilo*») pour susciter «*certaines opérations de déconcentration administrative, industrielle et d'autres services*» qui animent les petites villes où s'effectue «*le contact entre la civilisation urbaine et le monde des steppes, héritier des traditions bédouines*».

Dans les pays de vieille civilisation agraire stable de l'Europe, là où se maintiennent quelques forces vives, le mouvement vers le développement local peut s'appuyer sur une société agraire consciente du fait que son

Figure 78 : Aspects de la relation ville - campagne en Tunisie

A) Espaces actifs bien animés par les villes et espaces passifs à fortes poches de pauvreté.

B) Dynamique urbaine et dynamique agraire autour de Tunis.



Source : MIOSSEC, J.M.,1983.- Urbanisation des campagnes et ruralisation des villes en Tunisie.- *Ann. Géogr.*

maintien est en bonne partie lié à la relance de la dynamique rurale dans son ensemble et que les divers corps intéresssés doivent agir sur leur destin pour faire passer leur milieu de vie de l'état d'«espace passif» à l'état d'«espace actif».

Cette étude met en valeur le phénomène de développement local par croissance de la consommation. «*L'irruption de la modernité en milieu rural a favorisé sur place l'émergence d'une mince couche moyenne : fonctionnaires, élite administrative, commerçants, agriculteurs moyens, à côté de la frange relativement aisée des gros agriculteurs, éleveurs et commerçants*». Cet essaimage de la richesse (relative) se traduit par «*l'explosion de besoins*». Et comme ceux-ci ne peuvent pas être également satisfaits sur place, il en résulte d'une côté «*la marginalisation d'une masse nombreuse de déshérités (en raison du maintien d'une croissance démographique assez élevée)*», et de l'autre, du fait de la prise de conscience des aspects insupportables de sa condition, l'exode d'une part de la population.

Dans ce mouvement complexe qui caractérise la relation de la campagne à la ville, la stabilité, la continuité sont assurées, en bonne part, par la permanence des structures agraires dans leur double fonction de base de l'unité économique d'exploitation et de valeur patrimoniale. Et c'est la distance à la ville qui commande essentiellement le dispositif en auréoles traduisant la capacité de résistance de l'ordre agraire.

b) Tourisme et système agraire : conflit pour l'espace ou complémentarité économique

Les relations entre tourisme et agriculture, entre tourisme et «méditerranéité», se posent, on le sait, en termes très ambigus, allant de l'alliance étroite au conflit grave ; les données du problème ayant considérablement changé entre le début du siècle où le tourisme méditerranéen se présentait essentiellement sous la forme hivernale, urbaine, intégrée, élitiste, et l'approche du XXIème siècle où prédomine la vague du tourisme estival, balnéaire, de masse, à établissements spécifiques, tandis que dans l'arrière-pays se développent des formes plus ponctuelles et plus banales de «tourisme vert» et que toute l'année se maintient, dans le voisinage des grandes villes, un tourisme de proximité.

Cette civilisation de loisirs n'est que l'amplification d'un phénomène ancien auquel le tropisme solaire, propre à notre «société de consommation», donne une signification nouvelle.

Le binôme tourisme-système agraire doit ainsi être analysé en termes différents selon qu'il s'agit :

– d'éléments matériels à quantités limitées : espace, eau, dont l'usage peut entraîner des conflits ;

– de flux : investissement, emploi, communication, dont l'équipement touristique est porteur ;

– de culture, du fait du contact de masses humaines extérieures (étrangères) avec les populations locales ;

– de développement régional, voire national : adjonction d'un soutien de service de haut de gamme, devises ...

Il s'agit en fait de la rencontre de deux environnements : l'un localisé, structuré, stabilisé, en rôle de défense ; l'autre, extérieur, mobile, en situation d'agression. Le résultat de cette confrontation dépend d'une part de la capacité d'intervention, du volume et de la méthode de l'implantation touristique, d'autre part de la vitalité du milieu rural concerné.

On peut relever en l'affaire deux cas extrêmes :

1°– celui des stations créées de toutes pièces sur le littoral rifain du Maroc, fonctionnant comme des clubs réservés aux étrangers, apportant de l'extérieur une partie de leur ravitaillement, enclaves coloniales équivalant aux présides espagnols voisins de Mélilla et de Ceuta ;

2°– des îles grecques submergées par les flots réguliers de voyageurs descendant des charters et se relayant à chaque quinzaine : ici l'insularité favorise «l'ethnocide culturel» et l'agriculture parvient difficilement à maintenir un fond de décor «naturel».

En Languedoc, se trouvèrent en cause un espace littoral à agriculture discontinue (mas viticoles ou moutonniers) et une Mission publique d'aménagement avec plan global, techniciens, capitaux, qui n'eut aucune peine à mobiliser la base foncière et dont la préoccupation fut, dans un deuxième temps, de préserver les espaces verts, tant la tentation est grande pour les promoteurs de conquérir la totalité du territoire disponible. Le maintien des grands domaines producteurs du «vin des sables» aux portes du Grau-du-Roi d'une part, de Sète de l'autre, le développement du maraîchage dans les bas-fonds de la Salanque par ailleurs, ont, en tant que zones NC des POS et conjointement avec les zones ND de protection directe, contribué à constituer les éléments d'«espaces verts» qui alternent avec les noyaux urbains et touristiques s'égrénant du Rhône à Argelès : ils ont empêché que ne se constitue là un «mur de béton» long de 200 km.

Différente dans ses méthodes, est l'intervention publique lorsqu'elle concerne des secteurs anciennement et densément peuplés. Les équilibres locaux sont alors recherchés au sein de petites régions d'aménagement global, comme les *comprensori* des Italiens, ou dans le cadre d'une planification régionale plus vaste, comme c'est le cas depuis plus de vingt ans, avec l'aide du PNUD, pour la Yougoslavie : le Projet adriatique du Sud de 1966 à 1969, du Nord de 1970 à 1972, intégré par la suite dans un programme plus complexe de planification territoriale.

L'étude très complète que C. Mignon (30) a consacrée à l'Andalousie méditerranéenne, c'est-à-dire à l'un des plus importants secteurs touristiques de la bordure méditerranéenne : la Costa del Sol et ses prolongements, dresse un bilan nuancé des rapports entre les deux activités. Ce grand tourisme international à la fois de masse (400 000 places disponibles) et de bon standing, étalé au long de l'année, mais «réduit à une fonctiion uniquement balnéaire ... strictement *confiné sur les plages*, le long d'une étroite frange littorale», s'est implanté dans une région marquée par «une économie rurale traditionnelle paralysée par deux insuffisances notoires. La pauvreté paysanne et la surcharge humaine de campagnes cruellement dépourvues de nouveaux horizons de travail». De cette rencontre ont découlé, pour ces campagnes, des effets positifs :

1°– valorisation sensible de la valeur du foncier «jusque fort loin parfois vers l'intérieur» ;

2°– introduction de disponibilités financières notables dans un milieu rural qui était particulièrement démuni, permettant l'achat de motoculteurs, le captage de nouvelles sources, voire même la constitution d'exploitations nouvelles ;

3°– l'urbanisation du travail par la création de quelque 100 000 emplois en deux décennies, *ce qui a entraîné le délestage d'une main-*d'oeuvre excédentaire et l'apport de ressources complémentaires aux petites exploitations (pluriactivité).

Mais cet essor touristique présente aussi limites et dangers :

1°– médiocre effet direct d'entraînement : la consommation de produits locaux reste faible ;

2°– diffusion de la spéculation foncière qui aboutit à la désagrégation du terroir agricole ;

3°– concurrrence pour l'emploi.

Au total, C. Mignon estime que : «*entre ces deux milieux si éloignés l'un de l'autre, la confrontation est ici particulièrement dangereuse car elle fait naître le risque d'un véritable mécanisme de type colonial qui, soucieux de s'entretenir, épuise pour l'avenir l'espoir d'une réelle promotion régionale*».

Des problèmes du même ordre apparaissent, encore plus localisés il est vrai, sur la rive sud de la Méditerranée. Ainsi, en Tunisie, dans le secteur d'Hammamet, au voisinage de la région de culture intensive par maraîchage et arbres fruitiers, pratiquant largement l'irrigation, le conflit pour le sol et surtout pour l'eau revêt certains étés un tour dramatique.

Au nord de Casablanca, la disparition de la bande maraîchère qui s'était créée dans la lède dunaire jouxtant le littoral, a laissé place à une banlieue du plus mauvais effet. C'est toute la qualité de vie des plages de ce secteur qui en est dévaluée.

Dans les arrière-pays, l'impact du tourisme atteint rarement des degrés aussi fâcheux, car son attaque est moins linéaire, plus diffuse. Inversement, même dilué, il peut contribuer à

faire atteindre à tel secteur en crise le seuil minimum d'activité qui permet la survie : clientèle sur place, effet de promotion et de diffusion des produits locaux.

Quand au tourisme de passage s'ajoute la phénomène de résidence secondaire, l'effet doit en être encore plus bénéfique, surtout lorsqu'il se traduit par la rénovation villageoise. Les problèmes naissent donc moins d'une concurrence pour l'espace que d'un équilibre entre deux populations de traditions différentes : l'ampleur exagérée donnée à certains lotissements est souvent le révélateur du conflit. Une autre difficulté naît non de la propriété mais de l'utilisation de l'espace : le cloisonnement, à des fins de protection des cultures ou de gardiennage des troupeaux, peut constituer une source de litiges entre les divers types d'usagers.

Il s'agit donc de trouver un équilibre raisonnable entre ces deux activités, c'est ce à quoi s'appliquent, en France, l'institution des «*Pays d'accueil*», ou de façon plus globale, celle des «*Chartes intercommunales*». La participation directe des agriculteurs peut s'effectuer sous des formes diverses : création de camping, repas ou même hébergement à la ferme. Ce tourisme diffus, qui ne crée pas de perturbations majeures et apporte des ressources complémentaires aux populations locales, tient donc un rôle positif dans la sauvegarde de l'environnement. Pour certains secteurs, on a pu dire : «*Le tourisme a sauvé l'agriculture*». Mais en d'autres situations, il arrive que, dans sa fonction de gardiennage de la nature, «*l'agriculture a sauvé le tourisme*». Au bout de la filière, l'abandon de la culture peut conduire à la «*désertification*» : «*agriculture et tourisme ont péri ensemble*».

Mais au-delà des problèmes locaux, régionaux ou nationaux qu'elle provoque, c'est l'ensemble méditerranéen qui est concerné par l'irruption touristique.

En s'affirmant comme «premier lac touristique du monde», la Méditerranée suscite des flux de relations d'un volume considérable et crée sur ses rives un chapelet de stations de loisirs qui sont autant de lieux de rencontre entre civilisations différentes. Sans doute ces centres d'échanges ne jouent souvent que très imparfaitement, nous l'avons vu, le rôle de creusets culturels. On enregistre même des réactions de rejet envers «l'étranger» ; l'Algérie de Boumédienne a refusé de jouer cette «carte du développement», pour préserver la pureté de la doctrine socialiste. Cependant on peut espérer qu'à moyen terme, le tourisme, considéré comme activité économique de plein droit, suscitant des transferts de capitaux (et de technologie) susceptibles d'animer les économies nationales, donnera l'occasion d'échanges si intenses que c'est l'ensemble de la méditerranéité qui en sera renforcé.

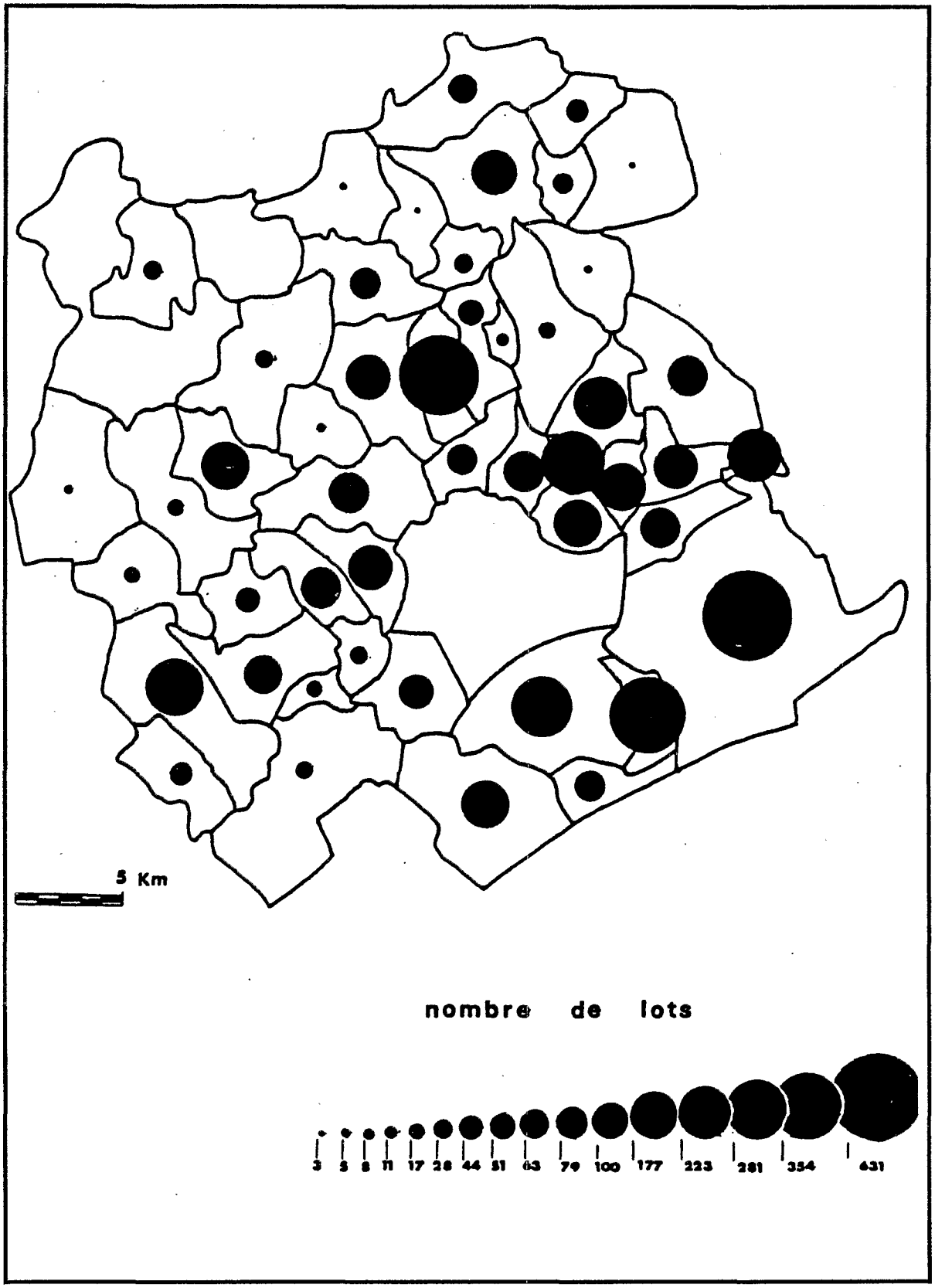
E – Un pays médian, la Garrigue : de la marginalisation à la péri-urbanisation (31)

Dans la gamme des «pays médians», ceux de la garrigue du Montpelliérais posent des problèmes particuliers du fait même de l'importance que revêt le facteur «paysage» dans l'organisation spatiale actuelle.

Le terme de «*garrigue*» désigne en l'occurence à la fois une formation végétale de dégradation, peu dense, dominée généralement par le chêne vert et/ou le chêne kermès, accompagnés de ligneux sempervirents, un paysage en mosaïque, où entre des restes de futaies, se juxtaposent taillis, arbustes, pelouses, et également les vides de rocaille calcaire. Mais c'est aussi, dans le département de l'Hérault, une zone médiane, s'étirant sur quelque 80 000 ha du nord de l'étang de Thau aux limites du Gard, suite de plateaux bosselés et cassés, où la vie se réfugie dans de modestes bassins de culture.

Réputée biomasse pauvre à faible capacité de renouvellement, la garrigue a servi de cadre de vie à des populations pratiquant des usages plus ou moins extensiifs de la trilogie *ager-saltus-silva*. Et il y a moins de trente ans, on pouvrait écrire «l'économie garrigue semble s'être maintenue intacte, dans ses grands principes tout au long de l'histoire» (R. Dugrand). A 20 km de Montpellier, la densité du canton de Saint-Martin-de-Londres descendait à moins de 10 habitants aux km^2. Tenu en marge de la révolution industrielle et urbaine du XIXème siècle, incapable de s'adapter, avec ses sols squelettiques, à la mécanisation et à l'intensification de l'agriculture contemporaine, la garrigue, vouée à un élevage extensif et sporadique ou à une viticulture médiocre,

Figure 79 : La ville comme facteur de déstructuration-restructuration de la campagne : La création des lotissements résidentiels autour de Montpellier (1976-1982)



Source : Laboratoire de Géographie Rurale, Université de Montpellier III, 1980.- In : *CNRS.- Les garrigues du Montpelliérais.*

semblait condamnée à l'exode de la majorité de ses populations, et pour ceux qui restaient, à la contrainte des mouvements pendulaires de travail vers la capitale régionale.

«*L'intensité de la phase régressive n'a rendu que plus spectaculaire le mouvement de reconquête de ces dernières années. Le redressement démographique (+ 28% entre 1975 et 1982 pour Saint-Martin) et des mutations socio-professionnelles témoignent que la région a franchi un cap décisif dans son évolution, passant de secteur d'arrière-pays, bastion avancé de la montagne en dépeuplement, à celui de secteur d'avant-pays, participant à la réinsertion démographique et économique propre à la plaine littorale*» (32).

Cette reprise a revêtu deux formes principales : au cours de la décennie 1970, implantations industrielles et artisanales, créant des bassins d'emploi autour de deux centres moteurs : Saint-Mathieu et Saint-Martin, dans l'actuelle décennie, déploiement d'une activité de loisirs diffuse.

La polarisation de la relance économique à Saint-Mathieu et Saint-Martin résulta de combinaison de divers facteurs :

1°– la situation de ces deux agglomérations sur une des voies radiales issues de Montpellier (Route de Mende, Route de Ganges) et à distance suffisante (20 et 25 km) pour pouvoir prétendre à une certaine autonomie ;

2°– l'impulsion de deux fortes personnalités, les deux maires-conseillers généraux, le maire de Saint-Mathieu, conseiller général du canton des Matelles, devenant, au surplus, à partir de 1979, président du Conseil Général et se faisant l'apôtre de la micro-régionalisation.

Le point de départ de cette relance fut, en 1972, l'implantation à Saint-Mathieu de la Société métallurgique de Tréviers (SOMETRE), qui fonctionna dans un premier temps comme usine de sous-traitance d'IBM et créa une filiale à Saint-Martin. Le maire de Saint-Mathieu s'efforça dès le départ d'intéresser ses administrés à ce renversement de conjoncture : une part des actions de la SOMETRE fut prise en compte par les habitants de la commune. Les créations d'emplois sur place favorisèrent le développement de la pluriactivité en milieu viticole, à tel point que le maire de Saint-Martin put dire «*l'industrie a sauvé l'agriculture*».

Parallèlement à la réactivation par l'industrie, se développait une animation par le tourisme.

Si le voisinage de l'agglomération montpelliéraine, qui avait engendré pendant un siècle les effets pervers de l'exode rural, était valorisé en «rente de situation» par une habile utilisation des retombées industrielles, une inversion du même ordre s'effectuait en matière de loisirs. Alors que longtemps, par ses divertissements, ses spectacles, ses organisations culturelles, la ville avait le quasi-monopole du loisir, ne laissant guère à la campagne que la fonction de détente dominicale au bénéfice de familles bourgeoises, depuis vingt ans, l'élévation générale du niveau de vie, la diffusion de l'automobile, ont contribué à la valorisation de la garrigue en tant que **valeur paysagère**, parce que territoire quasi vide et espace topographiquement et écologiquement diversifié et pittoresque, lieu privilégié du tourisme vert. Et par les équipements qu'elle impliquait, cette activité est intervenue de façon majeure dans la transformation de l'espace, que ce soit par la délimitation d'aires à usages spécifiques (falaises d'escalade, bords de rivières, lieux de camping, ...), la création d'établissements adaptés (centres sportifs, culturels ...), de résidences secondaires ou l'installation d'unités de restauration et d'hébergement.

Le foisonnement de ces initiatives spontanées et diffuses avait des effets contradictoires : il apportait la vie dans des secteurs à l'abandon, il altérait les structures sociales en place, il risquait d'entraîner dégradation et pollution des espaces. Acteurs et usagers, ainsi que responsables politiques à divers niveaux, conscients de l'ampleur des perturbations en cours, furent d'accord pour admettre la nécessité d'une certaine régulation du phénomène. Des solutions furent d'abord prises à l'échelon communal (certains POS réservèrent plus de 90 % du territoire à la zone ND). Mais on admit bien vite que ce niveau n'était pas à la dimension du problème. Deux séries de préoccupations, souvent contradictoires, se manifestèrent donc dans la zone garrigue : favoriser le développement de ce mouvement en tant que porteur de profits économiques, le contenir en tant que facteur d'altération du cadre de vie. Ce double souci

contribua à susciter l'intérêt des populations et conduisit d'une part à la relance de la vie associative dans le cadre de groupements directement concernés, d'autre part à appuyer les démarches allant dans le sens de l'intercommunalité.

Ainsi a-t-il été créé un Comité de tourisme regroupant les représentants des deux Chartes intercommunales concernées, dont la préoccupation est de réaliser un «tourisme intégré», en tenant compte de «l'objectif espace» et en précisant que si «cette activité économique à part entière» a pour but de «créer et de gérer un marché des loisirs», il s'agit aussi de «garder intact le capital naturel de la région». La préférence sera donc donnée aux équipements légers : gîtes communaux ou privés, logis verts (mini-villages de vacances ou camphôtels), campings ...

Parallèlement on assiste à une évolution de l'usage traditionnel de la garrigue par le biais de l'élevage ovin, dans le cadre de grandes propriétés couvrant plusieurs centaines d'hectares. Les principaux traits de l'exploitation extensive se conservent : au parcours en garrigue s'ajoute la complémentation par céréales et luzerne et la transhumance en Cévennes de juin à septembre. La recherche d'une meilleure qualité et d'un plus grand poids des agneaux produits amène à certaines formes d'intensification. Il est fait de plus en plus appel aux hermas, friches d'anciennetés diverses résultant du recul des cultures ; et l'on évolue vers la production d'aliments complémentaires au sein de l'exploitation elle-même par la mise en culture des sols les plus aptes, spécialement les bas-fonds de type doline à sols rouges, sur lesquels on produit céréales en vert et fourrages divers. Mais le gros handicap résulte de la difficulté d'assurer le gardiennage. La tendance est donc de passer à la clôture et de créer des parcs au sein desquels on peut assurer une meilleure surveillance du troupeau. On en vient aussi à tenter l'élevage de bovins.

Le souci de s'adapter aux circonstances locales et de tirer le parti maximum du milieu conduit à une grande variation dans les modes d'exploitation. On recense ainsi les types suivants : ovins, ovins-chèvres, ovins-viticulture, ovins-chèvres-viticulture, ovins-polyculture, ovins-fumier-bois, bovins-bois.

Une concurrence sérieuse se présente pour ralentir le mouvement vers l'intensification de l'élevage : celle de la chasse. Car, non seulement les prix de location offerts par les chasseurs sont parfois dix fois supérieurs à ceux qui sont proposés par les bergers, mais encore le découpage de la garrigue en parcs clôturés est source de violents conflits.

On assiste peu à peu à une **déstructuration du territoire garrigue** qui était autrefois fondé sur son partage entre grands mas à terroirs complémentaires. L'implantation de lotissements ou de maisons individuelles, la mise en place de parcs clôturés, la délimitation de chasses privées, la définition de secteurs d'itinéraires touristiques, témoignent de la polyvalence de cet espace et de la diversité des actions et des enjeux qui sont en cause. Le signe de cette évolution se trouve dans la progression du cloisonnement du territoire.

Face à ces logiques et pratiques différentes et antagonistes, des arbitrages ont paru nécessaires. C'est ce à quoi s'appliquent les responsables des deux Chartes intercommunales créées dans les garrigues du Montpelliérais qui se proposent de maintenir un certain équilibre entre une exploitation plus intensive des ressources du milieu et sa nécessaire protection, entre la «logique du lotissement» et la «logique de la désertification». Pour résoudre ces conflits, le «niveau 4», celui de la «petite région» paraît le plus apte à introduire une véritable «logique territoriale» globale.

«*Poser la garrigue comme problème, c'est la faire exister*» (J. P. Olivier de Sardan).

L'incendie risque écologique majeur en pays médian (33)

Combinant les inconvénients de la déprise humaine (embroussaillement, surveillance insuffisante) et de la reprise (fréquentation de proximité, tentation de favoriser l'implantation du bâti), l'espace médian est par excellence zone à haut risque écologique : déprédations diverses, pollution par sa fonction de dépotoir périurbain, mais surtout incendie.

Les incendies de forêts (et de garrigues) ont atteint au cours de l'été 1989, dans le Sud de la France, un tour tellement dramatique,

concernant plus de 50 000 ha, que les pouvoirs publics, après de longues tergiversations, sont amenés à reprendre les données du problème sur les plans :

économique : outre les valeurs perdues du fait des destructions, le coût de la dernière campagne de lutte contre les incendies aura atteint, pour le seul département de l'Hérault, la somme de 100 millions de francs, dont 40 à la charge du Conseil Général et 60 de l'Etat ;

spatial : ce sont les trois secteurs de la région : avant-pays littoral, zone médiane, arrière-pays, qui sous des formes diverses sont affectés, spécialement par l'accentuation de la désertification vers l'intérieur, par la destruction de vies humaines et de maisons d'habitation vers la côte ;

paysager : que ce soit au niveau du fond de décor comme pour le massif de la Sainte-Victoire ou à celui du cadre de vie des villages et des lotissements de la banlieue de Fréjus ou de Montpellier, c'est la fonction résidentielle de l'ensemble de la zone méditerranéenne qui est touchée ;

territorial (au sens que nous avons donné à ce mot : espace naturel dans ses relations de pouvoir avec la société) : les dégâts et les risques sont tellement graves que d'une part l'intervention de la puissance publique à ses divers échelons s'impose, mais que d'autre part, la participation des communautés locales, prenant en charge la défense de leur environnement immédiat, est également nécessaire à la réussite des actions.

Le changement dans la dimension du risque écologique doit amener des transformations dans la stratégie à lui opposer ; la preuve est faite de l'inefficacité des techniques lourdes de lutte utilisées jusqu'ici ; c'est dans le cadre d'une politique de prévention et d'une conception globale de la gestion de l'espace, par la mise en place d'un remodelage du binôme zonage-maillage du territoire, que la solution doit être cherchée.

Un exemple significatif de l'interférence de ces différents facteurs est fourni par le projet avancé par le Ministère de l'Agriculture d'associer, dans l'organisation de la zone médiane languedocienne, la restructuration du vignoble et la lutte contre l'incendie. L'expérience a montré que les espaces en vignes constituent les meilleurs pare-feux. Par ailleurs, la recherche de la qualité pousse à faire remonter les ceps sur les versants. Les services viticoles sont même décidés à accorder des droits de plantation spécifiques pour lancer l'opération. Un schéma directeur du vignoble et un éventuel schéma directeur forestier devraient être associés pour définir un **schéma directeur territorial de la zone médiane languedocienne**, avec un zonage en damier et un maillage de gestion adapté à la réalité territoriale locale.

F – Le cas type d'une politique d'intégration régionale : le Mezzogiorno

Le cas du Mezzogiorno prend un intérêt particulier non seulement à cause de l'importance qu'il revêt pour la nation italienne, mais encore parce qu'il garde pour l'ensemble méditerranéen plus que de symbole, valeur de référence, sinon de modèle (34).

Le tableau ci-joint rappelle les principales données qui font du Midi la région sous-développée de l'Italie. En 1950, le retard se traduisait par les faits suivants : un revenu par tête inférieur de 40 à 70% à celui du Nord, un taux d'actifs agricoles, 55%, anormal par rapport à la moyenne européenne, un système foncier de type latifundiaire marqué, avec 13 000 gros propriétaires contrôlant 4,5 millions d'hectares à utilisation souvent très extensive, tandis que 4 millions de petits propriétaires se partagaient 1 million d'hectares et devaient s'employer comme *braccianti* occasionnels sur les domaines et que les *disoccupati* étaient innombrables ; le sous-équipement était tel que 60% des maisons n'avaient ni eau ni électricité et que, faute d'écoles, le taux d'analphabétisme s'élevait à 20 ou 30%.

L'un des grands intérêts de l'exemple du Mezzogiorno réside dans le fait que **le problème agraire a été progressivement traité dans le cadre d'une stratégie globale du développement régional.**

Dans l'histoire – qui n'est pas encore quarantenaire – du Mezzogiorno en tant qu'institution, trois phases sont à distinguer :

– 1950-1957 : réforme agraire et préindustrialisation.

Au cours de ces huit années, la Caisse se préoccupe à peu près uniquement de démultiplier les effets de la réforme agraire ; les crédits sont répartis entre l'agriculture 77%, l'hydraulique (irrigation, drainage, eau potable) 11,5%, l'équipement routier et ferroviaire 9%, le tourisme 2,5%.

Mais les limites de cette politique apparaissent vite. Les nouveaux *poderi* sont souvent trop petits (4 à 5 ha) pour assurer un véritable équilibre d'exploitation : les désistements sont nombreux. Les maisons de belle tenue construites pour les attributaires sont trop souvent désertées, tant le regret de la cohésion villageoise est vif. L'émigration se poursuit, le Sud n'a pas «décollé».

– 1958-1972 : industrialisation et polarisation.

Le tournant vers l'industrialisation pourvoyeuse d'emplois s'amorce en 1958 pour s'accélérer à partir de 1965, lorsque se produit la focalisation de l'intervention publique «extraordinaire» dans des «pôles et des aires de développement» : 48 zones ou *nuclei* sont créées, gérées par des *consorzi*, sociétés d'économie mixte ; les capitaux d'Etat permettent de créer les grands complexes de Tarente (métallurgie) et de Gila et Augusta (pétrochimie). Mais l'automation réduit les embauches, les retombées locales restent modestes. «*Les Méridionalistes dénoncent ces cathédrales dans le désert qui dépendent étroitement des directives nordiques*» (E. Dalmasso et P. Gabert).

– Depuis 1972 : politique régionale globale et projets spéciaux

Les lois de 1971 et de 1976 opèrent le transfert vers les régions de tout un ensemble de compétences relevant de l'Etat. La continuité avec l'ère précédente est marquée par le renforcement des actions polarisées, mais parallèlement se développe une stratégie de développement diffus, en multipliant les pôles secondaires (126 au total) et en définissant des interventions plurisectorielles.

En ce qui concerne l'agriculture et le milieu rural, deux types d'actions sont à distinguer, selon qu'elles traitent de l'aménagement du territoire dans son ensemble ou seulement des activités sectorielles.

Les grandes actions de structuration territoriale concernent l'irrigation et le Mezzogiorno intérieur.

Le **Projet spécial Irrigation** se propose d'une part d'étendre l'espace hydraulique au-delà des 200 000 ha qui avaient été équipés dans les périodes précédentes (dans les secteurs les plus faciles), d'autre part d'établir un programme d'ensemble cohérent.

L'objectif est de créer un réseau de 150 barrages permettant d'irriguer 2 000 000 ha. A la fin de 1983 le point était le suivant : 40 barrages terminés, avec une capacité totale de 2 800 millions de m^3, 25 en construction (1 700 millions de m^3), 50 à l'étude ; 700 000 ha étaient équipés, portant à 900 000 ha la superficie irrigable du Sud.

Le Mezzogiorno dans l'Italie en 1951

	Population		Actifs		Revenu par habitant		Place de l'agriculture	
	Millions unités	%	Nbre	%	Millions lires	Indice	sur activité	valeur ajoutée
Italie	47 100	100	19 600	100	2 200	100	43	34
Mezzogiorno	17 400	37	6 500	33	1 550	70	56	23

Source : *Intégration méditerranéenne, un scénario pour l'an 2000*, 1984.

Evolution 1951-1981

	Produit par tête par référence à la région Centre-Nord		% actifs agricoles		Produit ajouté par l'industrie par référence à la région Centre-Nord	
	en % en 1951	Centre-Nord 1981	1951	1981	1951	1981
Centre-Nord	100	100	37	9	100	100
Italie	83	87	43	13	93	95
Mezzogiorno	54	62	56	23	64	75

Source : Ib..

Le **Projet spécial Mezzogiorno intérieur** peut être considéré comme «*un projet spécial de la deuxième génération, à la fois territorial et visant à l'accroissement intersectoriel des activités productives, exemple concret de projet de développement intégré*» (G. C. Gallo). Ce projet porte sur la partie la plus interne, la plus montagneuse du Sud, l'*osso* (l'os), qui n'avait été que peu touché par les aménagements des phases précédentes, lesquels s'étaient portés de préférence sur la bordure de plaines littorales, la *polpa* (la chair). Ce Mezzogiorno intérieur ainsi délimité englobe 4,7 millions d'hectares et 4 millions d'habitants.

Le directeur central des Projets promotionnels du Mezzogiorno définit ainsi la doctrine d'intervention : «*Cela comporte sur le plan opérationnel des mécanismes de développement de type endogène ... à travers la promotion de groupes productifs et l'utilisation d'activités marginales rendues possibles essentiellement par l'associationisme, ce qui devra produire une spirale d'accroissement de qualité, qui implique constamment les grands thèmes des valeurs culturelles, de l'écologie, des économies énergétiques et de la qualité de la vie*».

En cinq ans d'activité ont été réalisés 980 projets d'initiative publique, pour 485 milliards de lires, et 184 projets privés pour 58 milliards. Les interventions ont intéressé en priorité le secteur agricole (51,3%), puis le tourisme (15%), les infrastructures artisanales et industrielles (14%)... Les responsables du Projet ne manquent pas de relever «les carences de la structure locale, tant au moment de la préparation du programme qu'au moment de la réalisation».

En ce qui concerne les **projets spéciaux d'action sectorielle**, les plus significatifs concernent l'Agriculture, la Zootechnie et le Reboisement. Ils sont réalisés en relation avec la réglementation communautaire et ont entraîné en cinq ans des investissements de 700 milliards de lires, partagés pour moitié entre l'Etat italien et la Communauté européenne.

Le Projet Agrumes (320 milliards de lires), dans ce laps de temps de cinq années, a consisté en améliorations foncières, sur 31 000 ha et 7 800 entreprises, avances de crédit pour stations de conditionnement, pépinières, ...

Deux autres Projets spéciaux ont démarré depuis lors : Commercialisation et Recherche scientifique.

En trente ans, la *Casa di Mezzogiorno* a investi 36 000 milliards de lires et créé 1 070 000 emplois. Le bilan de ces actions diverses conduit à un jugement mitigé. On peut parler avec E. Dalmasso et P. Gabert de «**demi-succès**». «*La consommation privée a triplé depuis 1952, signe évident du développement d'habitudes nouvelles. Or le revenu des Italiens du Nord et du Centre a crû plus vite, puisque celui du Sud n'est toujours qu'à environ 60% du leur ... Des mutations fondamentales dans les structures de l'emploi se marquent par le rapide recul des actifs agricoles et le*

développement des secteurs industriel et tertiaire».

Secteur	1951	1981
Agriculture	56,7	26,2
Industrie	20,1	29,0
Autres activités	23,2	44,8

Mais si, dans l'ensemble, l'agriculture méridionale a rattrapé de son retard jusqu'à fournir plus de 40% de la production nationale, ce progrès a été très inégal. Sur le plan local, l'opposition entre *osso et polpa* n'a pas diminué. Sur le littoral noyaux industriels, périmètres irrigués et secteurs d'aménagement touristique constituent une frange de réelle activité, la partie continentale du Sud continue à se vider de sa population.

La marginalité du Sud par rapport au Nord s'est estompée, celle du Sud continental par rapport à sa périphérie maritime s'est accentuée.

Une étape importante de l'histoire du Sud vient d'être franchie, comme l'atteste la mise en liquidation, le 6 août 1984, de la **Caisse du Midi**, remplacée par un ensemble législatif concernant divers organismes chargés de l'application de la nouvelle politique d'aménagement du territoire et de développement régional.

Cette rupture avec l'âge de la réforme agraire n'empêche pas que «*c'est dans une problématique agricole, non plus nationale mais européenne, que s'enracine une série de mesures de la CEE qui aboutissent à faire de la question méridionale une composante d'un plus vaste problème, celui du développement des régions méditerranéennes de l'Europe*» (D. Rivière).

Notes bibliographiques

(1) DIRY, J.P., 1988.- La dimension spatiale des industries agro-alimentaires. Le cas français. Communication au *Colloque Campagnes de l'Europe*, Lyon.- 3 p.

(2) La thèse d'H. DESPLANQUES.- *Les campagnes ombriennes*, 1963.- Paris : A. Colin (analyse avec grande finesse la relation de l'histoire et de la géographie dans l'élaboration de ces paysages).

(3) BETHEMONT, J., 1972.- *Le thème de l'eau dans la vallée du Rhône. Essai sur la genèse d'un espace hydraulique*.- Université de Saint-Etienne.- 642 p.

Voir également : *supra*, chap. II.2.c.

(4) HERIN, R., 1977.- La théorie de la huerta.- *Revue Géogr.*, Lyon, pp. 180-186.

(5) LEBEAU, R., 1979.- *Les grands types de structures agraires*.- Paris : Masson.- 162 p.

(6) COURTOT, R., 1989.- *Agriculture irriguée et organisation de l'espace dans les huertas de Valencia et de Castellon* (Espagne).- Paris : CNRS.- 399 p. + illustrations et annexes.

(7) Le séminaire *Aménagements hydro-agricoles et systèmes de production* organisé par le CIRAD à Montpellier, en décembre 1986, a été l'occasion de faire le point des problèmes du Maroc en la matière et a donné lieu à une publication, avec les principaux articles suivants :

- LAHLOU, O., 1986.- *Aménagements hydro-agricoles et mise en valeur au Maroc*, pp. 321-330.
- DUCROCQ, M., ZERHOUNI, M..- *Aménagement du périmètre du N'Fis-Haouz de Marrakech : un essai d'adaptation d'aménagement aux conditions locales*, pp. 331-342.
- BOUDERBALA, N., 1986.- *Logique foncière de l'Etat et logique foncière des exploitants au Maroc*, pp. 343-350.
- JOUVE, Ph., 1986.- *Un modèle d'aménagement hydro-agricole à l'épreuve du temps : le cas des grands périmètres irrigués du Maroc*, pp. 343-350.

- BOURRAT, M., 1986.- *Les modèles d'équipement et de développement des aménagements hydro-agricoles et les changements de comportement des agriculteurs*, pp. 445-451.

Deux ouvrages de base de H. POPP :

. 1983.- *Moderne Bewässerungslandwirtschaft in Marokko*.- Erlangen.- 265p.

. 1984.- *La question hydraulique. Effets socio-géographiques de la politique des barrages au Maroc*, Rabat.- 266 p. + abondante cartographie.

- OULKADI, A., 1989.- *Espace hydraulique et développement au Maroc. Les périmètres irrigués de la rive gauche de la Moulouya*.- Université de Montpellier III.- 205 p. (thèse de doctorat).

et le témoignage de :

- PREFOL, P., 1986.- *Prodige de l'irrigation au Maroc*.- Paris : Nouvelles Editions Latines.- 266 p.

Pour la petite hydraulique :

- BOUDERBALA, N., CHRAIBI M., et PASCON, P. 1984.- *La question hydraulique au Maroc*.- Tanger.- 397 p.

(8) LAHLOU, O., *op. cit.* note (7).

(9) BOURRAT, M., 1986., *op. cit.* note (7).

(10) Cf. Chapitre II.2.E : spécialement M. C. BERNARD et P. CARRIERE et P. BARTOLI.

(11) Nous n'emploierons donc pas ici l'expression de «montagne sèche» qui tend à devenir d'usage courant en Europe pour désigner la bordure montagneuse nord de la Méditerranée et qui n'a de signification que par opposition avec la moyenne montagne alpine, plus continûment humide, la sécheresse (estivale) conférant trois marques majeures aux paysages méridionaux : un couvert végétal (forêt, pâturage) moins dense et plus discontinu, la rareté (voire l'absence) de l'élevage bovin, mais aussi de la neige.

Séminaire *Montagnes sèches* de Dijon, juin 1982.

Symposium *Montagnes sèches de l'Europe du Sud*, Alès, oct. 1987. Compte rendu de ce Symposium dans :

- MAUREL, M.C. et SAUSSOL, A. (sous la direction de), 1987.- In : *Bull. Soc. languedocienne de Géogr.*, pp. 187-541, et comportant 32 contributions, désigné ci-dessous par le sigle MSES.
- (Collectif), 1978.- Campagnes marginales, campagnes disputées.- *Etudes Rurales*, n° 71-72.- 324 p.
- (Collectif), 1987.- *Désert et montagne au Maghreb*, Hommage à J. DRESCH.- Aix-en-Provence : Edisud.- 422 p.

- HUBERT, B., 1988.- Les politiques agricoles et la transformation des terres : l'intensification de la production

fourragère et des systèmes d'élevage.- In : *Rapport SCOPE*.- 22 p.

(12) BAZIN, G., 1986.- *Quelles perspectives pour les agricultures de montagne*.- Grignon : INRA-ESR.- 121 p.

– MAURER, G., 1979.- Les milieux naturels et leur aménagement dans les montagnes humides du domaine rifain et tellien d'Afrique du Nord.- In : *Méditerranée*, n° 1-2, pp. 47-56.
– PASCON, P et WUSTEN, H. van der, 1983.- *Les Beni Bou Ifrah. Essai d'écologie sociale d'une vallée rifaine (Maroc)*.- Rabat.- 297 p.

(13) EL MRABET, B., 1984.- *Emigration et habitat dans la montagne sud-rifaine (Pays de Taounate)*.- Université de Montpellier III.- 235 p. (thèse de 3ème cycle).

(14) En dehors de l'ouvrage collectif «*Les montagnes sèches de l'Europe du Sud*» (désigné ci-dessous par le sigle MSES), les conditions de cette «reprise» sont analysées particulièrement dans les publications suivantes :

– DESLONDES, O., 1987.- Société, territoire et pouvoir en Cévennes languedociennes.- *Espace Rural* (Montpellier), n° 15.- 160 p.
– LECUYER, D., 1982.- *Le renouveau cévenol : habitat et emploi. Aspects géographiques de l'aménagement de la montagne*.- Université de Montpellier III.- 252 p., 2 T. (thèse de 3ème cycle).
– JOLLIVET, M. (sous la direction de).- *Programme Causse-Cévennes, PIREN-CNRS* (divers rapports).

Pour les Alpes du Sud :
– REPARAZ, A. de, 1978.- *La vie rurale dans les Préalpes de Haute-Provence*.- Aix-en-Provence : Université de Provence.- 1227 p. (thèse).

Pour la Corse :
– RENUCCI, J., 1974. *Corse traditionnelle et Corse nouvelle*.- Lyon : Andin.- 454 p.

(15) DAVID, J., HERBIN, J., VEROIS, J.M., 1987.- *Les nouveaux habitants des montagnes sèches du Sud de la France*.- MSES, pp. 337-388.

(16) ALLEFRESDE, M., 1978.- *Développement local et ressources locales*.- MSES, pp. 291-298.

(17) CHASSANY, J.P., 1987.- *Crise économique et zones difficiles : l'exemple du Méjean*.- MSES, pp. 271-290.

(18) SAUSSOL, A., 1987.- *Résurgence d'une identité territoriale : le cas du Causse Noir*.- MSES, pp. 473-492.

(19) *Idem*.

(20) DESLONDES, O., *op. cit.* note (14).

(21) Ce chapitre tire l'essentiel de sa matière de la publication de CASABIANCA, F. de, 1985.- *Vers une maîtrise du développement rural montagnard en Italie ?*.- Corte : INRA.- 91 p.

(22) Ce chapitre reprend certaines des conclusions de l'Atelier SCOPE (Montpellier, 1988), et spécialement celles des communications de BALCELLS, E., BARBERO, M. *et al.*, HUBERT, B., MORANDINI, R., QUEZEL, P. *et al.*, SARI, D., TAYA, M. et VELEZ, R.

(23) TAYA, M., 1988.- Evolution de la forêt marocaine. Communication à l'Atelier SCOPE.

– BEAUDET, G., 1979.- Un problème géographique : les aires asylvatiques du Maroc central.- In : *Méditerranée*, n° 1-2, pp. 9-14.

(24) Pour l'analyse de ce problème et la présentation des expériences pour le résoudre, la thèse d'Etat de COUDERC, R., 1978.- *Les Hautes Steppes Sud-Oranaises*.- Montpellier : Université Paul Valéry.- 654 p., reste la publication de base.

(25) FLORET, C., LE FLOCH E., PONTANIER, R., 1987.- La désertisation en Tunisie présaharienne. In : *Désert et montagne au Maghreb*, *op. cit.*

(26) BERGER, N., 1988.- Vers de nouveaux types de rapports ville-campagne. La production des espaces périurbains en France et dans les pays développés d'économie libérale. Communication *Colloque ARF Campagnes de l'Europe*, Lyon.- 14 p.

(27) BOUKERZAZA, H., 1985.- *Décentralisation, développement local et amnénagement du territoire en Algérie ; le cas de la wilaya de Skikda*.- Université de Montpellier III.- 279 p. (thèse de 3ème cycle).

(28) (Collectif), 1979.- *Urbanisation et nouvelle organisation des campagnes au Maghreb*.- Tours : ERA 706.- 233 p.

(29) MIOSSEC, J. M..- Urbanisation des campagnes et ruralisation des villes en Tunisie.- In : *Ann. Géogr.* n° 521, pp. 38-62.

(30) MIGNON, C., 1987.- *Campagnes et paysans de l'Andalousie méditerranéenne*.- Université de Clermont-Ferrand II.- 459 p.

Nombreuses notations utiles dans le numéro 1987-4 de *Méditerranée* : Quelques contributions à l'étude des régions touristiques.

– BARBAZA, Y., 1966.- *Le paysage humain de la Costa Brava*.- Paris : A. Colin.- 718 p.
– BERRIANEE, M., 1980.- *L'espace touristique marocain*.- Tours : CIEM.- 171 p. (fasc. 7).
– WACKERMAN, G., 1989.- *Le tourisme international*.- Paris : A. Colin.- 279 p.

(31) Ce titre reprend celui d'une étude réalisée par un groupe de chercheurs du PIREN (Projet Interdisciplinaire de Recherche en Environnement) : *Les Garrigues du Montpelliérais. De la marginalisation à la périurbanisation*.- Montpellier : CNRS, 1985.- 186 p.

(32) *Ibid*.

(33) Indications dans les rapports SCOPE (cf. infra, n° 22) et principalement dans les commentaires de B. HUBERT (11) et M. TAYA (23).

(34) Informations tirées en particulier du compte rendu du Séminaire de Rome «*Intégration méditerranéenne un scénario pour l'an 2000*», 1984.- Sofia-Antipolis : Plan Bleu - Cassa del Mezzogiorno.- 340 p.

Présentation du problème d'ensemble du Mezzogiorno dans DALMASSO, E., GABERT, P., 1984.- *L'Italie*.- Paris : PUF (chapitre VII et VIII).

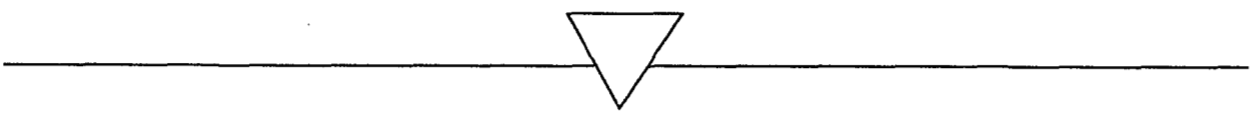
Sixième partie

Les politiques nationales L'Etat en question Vers la supra-nationalité

Introduction à la partie VI

L'un des grands dilemmes des temps modernes consiste, on le sait, dans la contradiction résultant de la mise en pratique des principes de liberté et d'égalité. Le premier pousse à assurer l'autonomie des individus, objectif ultime de toute politique démocratique, le second conduit à renforcer l'autorité de l'Etat présenté comme agent nécessaire de la régulation économique et sociale.

Cette dualité se retrouve en matière de gestion de l'espace, que ce soit dans le domaine politique et administratif ou dans le domaine économique et se traduit par une crise de l'Etat territorial.



VI – 1

La crise de l'Etat territorial (★)

A – Moins ou mieux d'Etat ?

Dans le domaine administratif et politique la référence est restée longtemps le modèle napoléonien d'un Etat tentaculaire étendant sa grille de pouvoir à travers un maillage territorial aussi densifié que possible de façon à unifier et à homogénéiser l'espace d'intervention, l'objectif étant de réduire les velléités d'autonomie de la périphérie par le renforcement du centre de commandement. Nous avons vu comment il en est résulté une déstructuration des communautés locales.

Dans le domaine économique l'intérêt immédiat pousse à privilégier les secteurs et les espaces les plus «productifs» au détriment des éléments les plus «défavorisés». Pour les tenants du libéralisme à tout va, nous l'avons vu, (**chap. IV.II.A.**) l'inégalité de croissance entre les nations et les régions est admis comme principe naturel, et le rôle de l'Etat doit se borner à accompagner les rythmes et les conditions de cette croissance. Mais cette liberté risque de conduire à de tels dysfonctionnements (à un «scénario de l'impossible» non seulement dans le cadre de chaque Etat, mais également au-delà du fait de la concurrence que ce «capitalisme sauvage» entretient entre les Etats) que c'est l'ensemble du système qui serait compromis.

D'un autre côté, l'excès d'intervention de l'Etat se traduit par un étouffement des initiatives individuelles, la lourdeur des superstructures, la méconnaissance des lois élémentaires de l'économie, tous défauts qui aboutissent à la dévalorisation de l'Etat lui-même. La prise de conscience de ces inconvénients dans les pays à gestion socialiste a conduit pour la plupart d'entre eux, au cours de la décennie 1980, à des «révisions déchirantes», le cas de l'Algérie est particulièrement éclairant en l'affaire. (★)(★)

Ainsi la «crise» de l'Etat résulte pour beaucoup de sa propre capacité de prolifération : la puissance des technologies modernes qui conduit à lui en réserver les formes les plus actives, la double propension des individus à abandonner une partie de leur pouvoir à la puissance publique et, en retour, à en attendre le maximum d'avantages (Etat Providence), autant d'éléments qui jouent dans le même sens : celui de l'hypertrophie de l'Etat, situation qui commande la mise en place d'actions de régulation pour en atténuer les effets néfastes. Et l'on assiste en effet à des mouvements récents de délégation du pouvoir de l'Etat vers la base, au bénéfice d'institutions locales, et au sommet, dans le cadre d'institutions supranationales.

Ces mouvements sont d'ampleur très inégale d'un Etat à l'autre. Et ici encore la coupure entre le Nord et le Sud méditerranéen prend toute sa valeur.

Dans le Nord se trouvent les Etats les plus fortement constitués, ceux qui ont atteint le plus haut degré d'homogénéité et pour lesquels le renforcement du pouvoir local peut apporter dans l'immédiat «un plus» dans le fonctionnement des institutions. La politique de «décentralisation», de «régionalisation», est même présentée comme

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

(★)(★) Ce texte était rédigé en juin 1989, soit avant les événements survenus en Europe de l'Est au cours de l'automne suivant.

une habileté suprême de l'Etat territorial qui se décharge de ses tâches les plus ingrates, les moins rentables, au profit d'instances locales auxquelles on *«prête ainsi à peu de frais une autonomie illusoire»* (L. Sfez). Il se s'agirait en l'occurence que d'un **«local tactique»** correspondant à un artifice de fonctionnement consenti par le pouvoir central qui n'abdique en fait rien de son autorité.

Dans le Sud les données du problème sont renversées : l'une des préoccupations de l'Etat reste l'intégration économique, sociale et politique d'un **«local résiduel»**. Le *«melting pot»* national de l'Etat-Nation n'a pas eu le temps de fonctionner aussi complètement qu'en Europe et des risques de régionalisme centrifuge existent (problème berbère), le retard dans la diffusion de l'instruction réduit le nombre des personnes susceptibles d'occuper localement des postes de responsabilité, l'infrastructure d'aménagement n'est pas encore complètement en place.

Dans les «pays pauvres», les insuffisances structurelles diverses rendent toujours nécessaire le recours à l'Etat pourvoyeur irremplaçable en projets, en investissements, en techniques.

Et ce rôle est d'autant plus indispensable que, dans certains pays, la période coloniale s'est traduite par des orientations économiques et une distribution territoriale commandée en bonne partie par des intérêts étrangers. Ainsi, pour l'Algérie, on est au temps de *«l'espace retourné»* (M. Côte).

Le binôme sans cesse recommencé *«centre-périphérie»* : **permanence et renouvellement** des *«blocs historiques»*

La notion de «bloc historique», au sens gramescien de l'expression, se traduit par la coexistence structurelle de secteurs développés et de secteurs sous-développés, à l'intérieur des Etats (déséquilibres régionaux) ou dans un cadre plus large, zonal (déséquilibres Nord-Sud).

Le monde méditerranéen est par excellence aire de développement de ces oppositions, à tel point que l'on a pu faire de ces contradictions et des luttes qu'elles engendrent des éléments fondamentaux de la culture méditerranéenne. Après avoir été causes de perturbations dans les échanges entre partenaires inégaux, ces disparités appellent maintenant à des concertations et à des «arbitrages» : c'est dans cette perspective que nous envisageons le rôle des organismes supra-nationaux.

B – Les politiques supra-nationales et la difficile prise en compte de la «Méditerranéité»

Alors que se fait le constat : *«les échanges agro-alimentaires méditerranéens : enjeu mondial»* (1), il apparaît que, à l'intérieur de l'Europe des Douze, *«il n'y a pas une politique communautaire méditerranéenne»*, mais seulement *«une série de mesures applicables aux régions méditerranéennes de la Communauté européenne»* (2). Pour la rive Sud le manque de perspective méditerranéenne est encore plus évident : *«le monde arabe ne constitue pas actuellement une unité économique, pas plus que politique. Chacun des Etats arabes est intégré dans le système capitaliste mondial comme une unité séparée des autres ... On ne peut parler de l'économie de la région arabe du monde que comme d'un conglomérat d'Etats du Tiers-Monde»* (3).

Le double constat d'une incapacité (sur le rive Sud) ou d'un refus (en Europe) de passer à une véritable politique méditerranéenne n'empêche cependant pas que des mesures aient été prises, de part et d'autre, qui témoignent d'une certaine prise en compte des réalités régionales.

Pour l'un et l'autre cas, c'est en particulier à travers la reconnaissance d'un retard au développement et par l'octroi de crédits spécifiques pour redresser cette situation que cette régionalisation se manifeste, faisant ainsi de l'ensemble méditerranéen une grande zone d'assistance.

a) Les pays de la CEE : du productivisme triomphant à l'ère de la friche

En Europe, les progrès technologiques furent tels qu'il apparut nécessaire que la régulation par la puissance publique se fît à une échelle supra-nationale. Le Traité de Rome marqua, en 1957, le point de départ de la politique nouvelle.

Cette **phase productiviste et sélective** reposa sur la doctrine définie, en 1968, par le **rapport Mansholt** qui concluait sur la nécessité d'une intervention pressante des pouvoirs publics afin d'engager une politique volontariste des structures et de «*promouvoir des exploitations agricoles modernes capables de s'adapter aux exigences du marché et d'atteindre à la parité des revenus*». Ainsi, voulut-on réserver les aides publiques aux exploitations acceptant de se conformer aux règles d'un plan de développement assorti d'exigences comptables rigides.

Un correctif à cette orientation productiviste fut apportée, en 1975, par la directive communautaire relative à «l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées», prenant en compte «le niveau des handicaps naturels» de chaque région.

Mais voilà que les succès de la politique productiviste amènent à remettre en cause ses principes mêmes. L'engorgement des marchés rend inopportune la pratique d'aide à la production. Le **règlement communautaire du 15 juin 1987** concernant «les structures agricoles et l'adaptation de l'agriculture à la nouvelle situation des marchés et le maintien de l'espace rural» clôt un cycle trentenaire inauguré avec le Traité de Rome et ouvre une ère nouvelle : les mots d'ordre sont dorénavant d'établir des **quotas** de production (pour la vigne, le rendement maximum théorique est fixé à 90 hl/ha) et de favoriser la réduction des aires de culture. On en est au temps de la **friche**.

Parallèlement, on assiste à une tendance au **désengagement de l'Etat** qui se préoccupe de laisser plus de responsabilité au pouvoir local et aux groupements d'usagers et de producteurs, instruments de la régionalisation ascendante : en France, la quasi-renonciation à la planification économique a pour corollaire la mise en sommeil de la DATAR.

Le Marché Commun et les PIM (4)

La CEE fut longtemps réfractaire à l'idée d'une «politique zonale», en particulier au bénéfice de l'aire méditerranéenne. Nous avons vu (**chap. V.I.B**) comment la Politique Agricole Commune, dont le FEOGA gère les divers aspects – politique de garantie et politique d'orientation – aboutit à une ventilation des crédits qui revient à avantager d'une certaine manière «les agricultures riches» au Nord, fondées sur l'élevage laitier, la culture des céréales et des betteraves à sucre, aux dépens des «agricultures pauvres» du Sud qui reposent surtout sur la viticulture et les cultures maraîchères et fruitières. C'est par un jeu de compensation et par l'octroi de financements relevant d'autres lignes budgétaires (structures, aménagement rural, aides aux zones défavorisées ...) que les pays méditerranéens obtinrent certains compléments. Et l'Italie fut le premier bénéficiaire de cette politique de régulation.

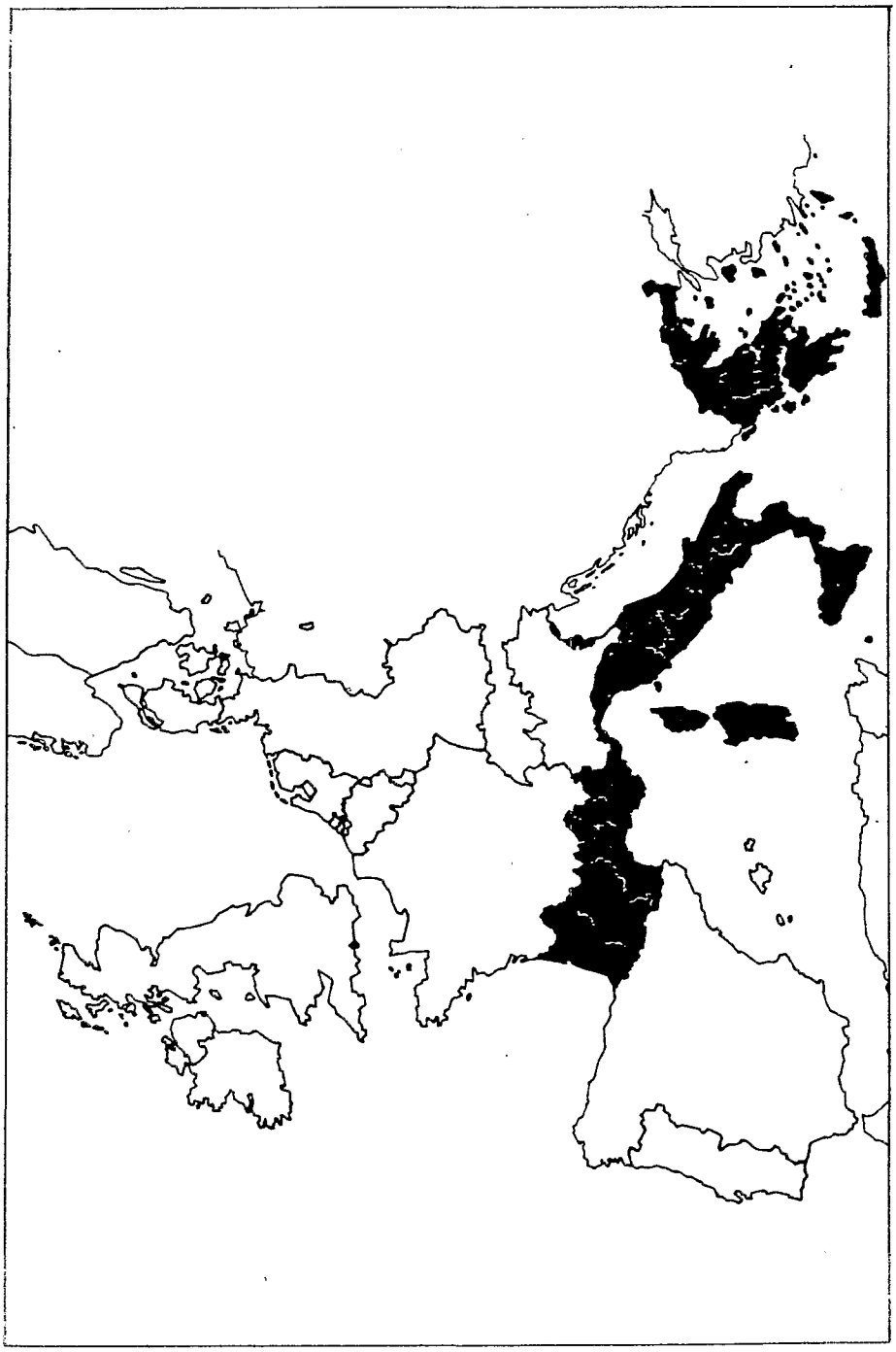
L'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal fut présenté par les trois autres pays de la façade méditerranéenne comme facteur de déséquilibre ; la Grèce fit courir la menace de jouer de son droit de veto. Et c'est par un nouveau jeu de compensation que fut développée la politique des PIM (Projets Intégrés Méditerranéens).

Définis comme des programmes intégrés de développement régional, les PIM mobilisent toutes les sources de financement disponibles – communautaires, nationales, régionales et locales – au service d'un ensemble cohérent de mesures couvrant les principaux secteurs de l'économie et faisant l'objet d'un contrat pluriannuel engageant toutes les parties. Leur durée est comprise entre trois et sept ans. La contribution spécifique de la Communauté devrait s'élever à 6,6 millions d'Ecus pour la période de sept ans de 1986 à 1993.

Le champ d'application des PIM couvre pour la Grèce l'ensemble du territoire, pour l'Italie les îles et la quasi-totalité de la péninsule, pour la France les régions Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Aquitaine et Midi-Pyrénées, ainsi que les départements de la Drôme et de l'Ardèche.

Dans leur principe – apporter un plus à des zones défavorisées –, dans leur pratique – quelques opérations sont d'un incontestable intérêt – ces PIM peuvent apparaître comme les signes d'une prise de conscience de la nécessité d'une authentique politique méditerranéenne de la CEE. Il ne semble pas qu'il en soit ainsi. L'institution fonctionne en fait comme un instrument de rationalisation budgétaire destiné à introduire un minimum de cohérence entre des filières de financements

Figure 80 : Les régions à PIM au sein de la CEE



Ces régions (totalité de la Grèce, trois-quarts de l'Italie, quart sud de la France) étaient censées être celles qui auraient eu à souffrir le plus de l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal.

Source : Documents PIM - CEE.

diverses. L'«intégration» n'est souvent qu'un alibi, ce qui amène C. Bonnefoi à porter sur l'institution un jugement sévère (5) :

«*Les PIM devaient être des efforts de réflexion reposant sur la logique de développement régional mettant en synergie l'ensemble des efforts prévus ou programmés sur un territoire caractérisé par une cohérence spatiale. En fait les PIM sont devenus des compléments de financement servant à couvrir harmonieusement les désengagements du secteur public comme du secteur privé français dans la recherche des solutions ou des remèdes à apporter aux disparités régionales*».

Cependant une grande inconnue existe quant aux conséquences spatiales du Traité de Luxembourg, lequel allant au-delà de la suppression des droits de douane réalisée en 1968, autorise la circulation des personnes et des capitaux à partir du 1er janvier 1993.

«*Cette rupture économique au sein de la Communauté correspondrait, dans le domaine politique, au passage d'une conception confédérale, où la prospérité globale est limitée par la garantie donnée à chaque pays membre d'une amélioration individualisée, à une conception fédérale où le développement de la prospérité globale peut être réalisé au détriment de celui de certains pays membres. Sur le plan économique cette rupture se traduit par une* ***évolution de l'espace européen d'une zone de libre-échange vers une zone d'intégration***» (C. Bonnefoi).

Cette mobilité accrue ne va-t-elle pas ainsi favoriser le retour à un nouveau «*scénario de l'impossible*» avec accentuation des distorsions spatiales et renforcement du phénomène de polarisation-marginalisation ?

Exemple d'actions régionales PIM : le cas du Languedoc-Roussillon (6)

La première phase d'exécution du PIM à permis le financement de programmes divers pour les trois dernières années du IXème Plan Etat-Région (1986-1988). On en retiendra les mesures les plus significatives :

1°– **Actions en faveur des producteurs** :
– formation (980 personnes par an) sous forme d'initiation aux techniques nouvelles, mais également à la gestion des exploitations ;
– appui technique : des spécialistes sont envoyés comme conseillers auprès des producteurs ;
– diffusion de l'information technique à partir de diverses structures de recherche et d'expérimentation réparties dans la région ; appui et diffusion techniques ont engagé un budget important : 79 000 000 F.

2°– **Action concernant l'outil de production:** Programmes sanitaires, génétiques, hydrauliques (120 000 000 F pour ces derniers) ; aménagements fonciers (en relation avec la SAFER) ; conversion vers de nouvelles structures fruitières (raisin de table, prune d'ente, amandier, kiwi, ...) ; modernisation des exploitations (spécialement les bâtiments d'élevage en montagne).

3°– **Action commerciale** des entreprises et recherche de débouchés, en symbiose avec les interventions de la région en vue de la promotion des produits sous marque régionale.

4°– Deux «**actions lourdes**» : extension du marché international Saint-Charles à Perpignan : «*ce marché permettra, par son double approvisionnement : production locale et importation de fruits et légumes, une recherche de complémentarité entre les productions*» ; l'usine de trituration d'oléagineux à Sète (projet d'un coût total de 245 000 000 F) prévue pour 400 000 tonnes de graines par an et qui devrait permettre de lancer un important programme de production d'oléagineux dans la région.

La simple énumération des interventions réalisées ou en cours donne une idée de l'importance du mouvement de rénovation technique qui est en train de se développer dans l'agriculture du Midi.

b) La solidarité arabe : le pétrole au service de l'aménagement hydraulique

Ni à l'Est, où les dissensions politiques restent très fortes, ni à l'Ouest, où le projet du Grand Maghreb a eu de la peine à se concrétiser, il n'a existé , jusqu'à une date très récente, pour les pays arabo-islamiques, de formes structurées d'unions économiques. Cependant la solidarité arabo-islamique a eu l'occasion de se manifester, soit sous l'égide d'instances communes de concertation, soit dans le cadre d'accords bilatéraux, par des transferts de

Une inégale capacité des pays à assimiler les nouvelles technologies
Le retard de l'Italie et de l'Espagne dans l'exécution des PIM

L'exécution des Programmes Intégrés Méditerranéens (PIM) en France va bon train. En Italie et en Grèce, en revanche, les autorités nationales et régionales ne sont malheureusement pas à la hauteur. Dressant le bilan à mi-parcours de ces programmes lancés en 1986, Bruce Millan, le commissaire européen chargé de la politique régionale, s'inquiète du très faible niveau de crédits débloqués jusqu'à présent : 7,6 milliards de francs sur une enveloppe globale de 28,7 milliards, dont 5,4 pour la France. En Italie, le retard est très accusé dans les régions du Mezzogiorno et, d'une façon générale, l'administration, qui souffre d'un sous-développement chronique, fait preuve d'une extrême lenteur pour débloquer les subventions. En Grèce, le PIM pour la zone Attique et celui consacré au développement des technologies de l'information sont caractérisés par des retards très importants. Pour remédier à ces carences, la commission européenne a proposé de venir en aide aux autorités de ces deux pays en leur offrant une assistance technique. En France, la commission a déjà défini la deuxième phase des PIM (1989/92) en juillet dernier.

Le Languedoc-Roussillon recevra 770 millions de francs pour des investissements évalués à plus de 2,4 milliards de francs.

Source : CEE, Bruxelles.

crédits, spécialement par les pays pétroliers au bénéfice des nations les plus pauvres (7).

Les tableaux ci-joints donnent une idée de l'aide ainsi accordée, au cours de la décennie 1975-1984, aux douze pays arabes et particulièrement aux six pays de la zone méditerranéenne ; un autre tableau fournit le détail des attributions au Maroc, lequel a bénéficié de la moitié des investissements méditerranéens. On peut constater que le volume d'aide est notable et qu'il concerne spécialement les aménagements hydrauliques.

Il faut noter que cette assistance vient souvent compléter celle qui est fournie par d'autres instances financières internationales : Banque Mondiale, société américaines, françaises ...

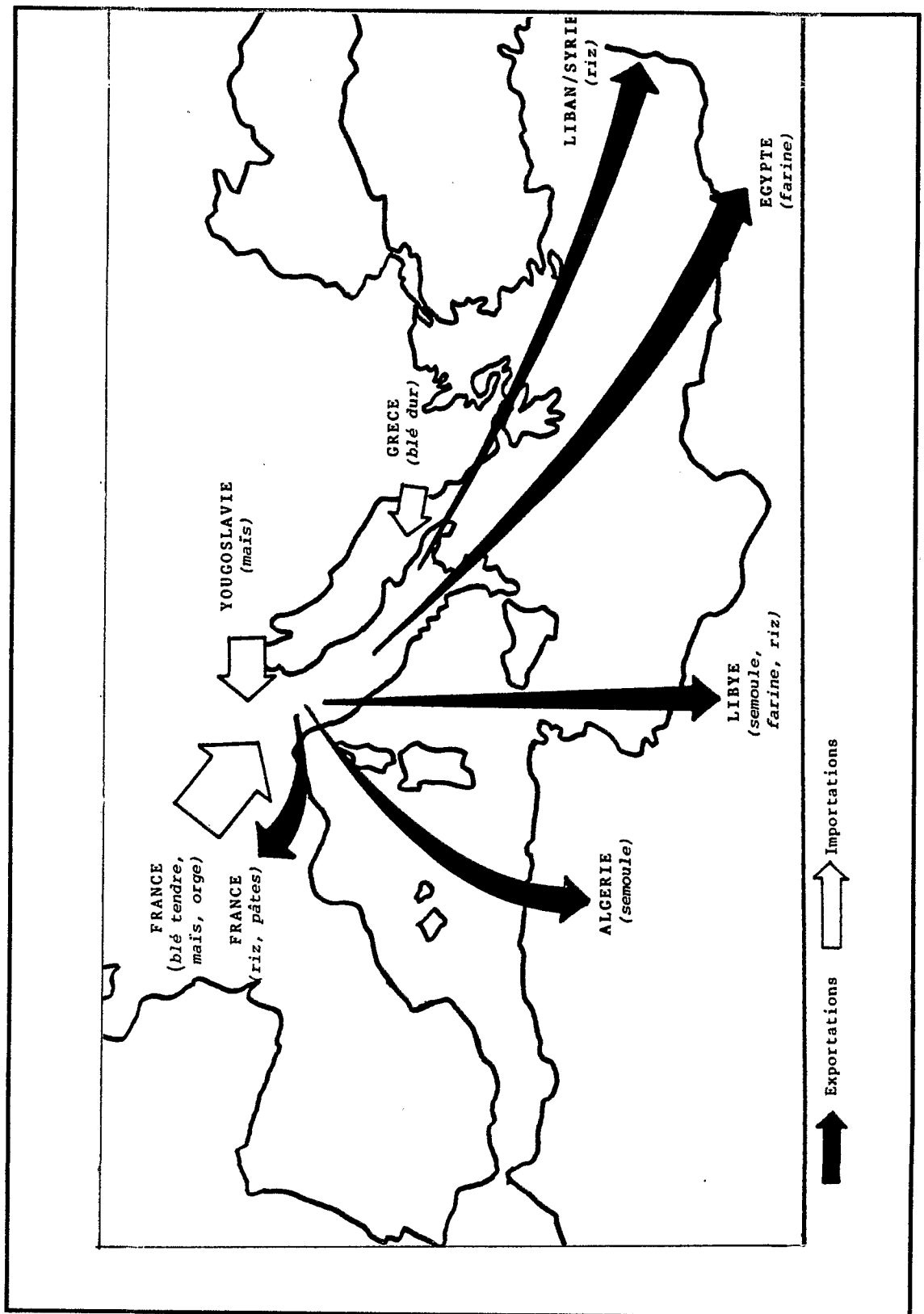
Le Grand Maghreb : de l'UMA à l'oumana ?

Après avoir nourri le rêve de plusieurs générations de penseurs et de militants et avoir été défini pendant un quart de siècle, depuis l'accession à l'indépendance des nations concernées, comme un objectif politique majeur (dont les contingences de l'histoire remettaient sans cesse la réalisation), le Grand Maghreb vient de connaître, une spectaculaire reconnaissance officielle, sous la forme de l'**Union du Maghreb Arabe** (UMA), lors de la réunion, à Marrakech, en février 1989, des chefs d'Etat de la Mauritanie, du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye. Et le roi Hassan II a bien précisé que l'une des composantes fondamentales du système en gestation serait un «marché commun» analogue à celui de l'Europe.

Or le même souverain avait proclamé quelques mois auparavant (août 1988), son souhait de laisser à son successeur «*un Maroc bâti à l'exemple des Länder allemands*». Cette affirmation d'une volonté de régionalisation s'était manifestée de façon concrète, dès 1978, par la création de 8 régions. Mais le découpage irrationnel de ces espaces hétéroclites, l'écart entre la dimension considérable des aires délimitées et la médiocrité des moyens financiers et techniques dont disposaient ces unités territoriales, en avaient fait, à travers le thème de la décentralisation des pouvoirs, plus un alibi politique que la base d'une authentique régionalisation.

Un autre élément vient troubler le schéma de comparaison avec le cas européen : l'appartenance à une aire culturelle encore plus englobante, celle de l'**Unité arabe** et de la **Communauté musulmane** (*oumana*), entités confondues dans un même projet identitaire. Jouant sur les mots, le colonel Khadafi a fait de

Figure 81 : Un exemple du commerce des produits alimentaires en Méditerranée. Céréales et produits dérivés. Flux d'importation et d'exportation concernant l'Italie



Source : BERTOLD, A., 1986.- La place de l'Italie dans le commerce des céréales en Méditerranée.- Montpellier : *Options Méditerranéennes*, pp. 207-215.

Maroc – Crédits d'origine arabe pour projets d'aménagement rural
(en millions de dollars)

Origine des crédits	Lieu d'affectation	Montant
Banque islamique	Barrage de Tamzaourt	8
Abou Dhabi	Gharb	10
	Haouz	27
OPEC	Tamzaourt	5
Arabie Saoudite	Barrage de Masina	35
	Gharb	34
	Haouz	33
Fonds arabe	Crédit Agricole	58
	Beni Amir	24
	Gharb	18
	Haouz	52
	Loukkos	25
Koweit	Tessaout	17
	Lakhdar	35
	Tadla	6
	Barrage d'Al-Makhzen	35
	Tamzaourt	25
Total		**447**

Source : FAO.

l'UMA, le point de départ de la réalisation de l'*oumana*, avec la reconnaissance de l'existence «d'un seul peuple, du Maroc jusqu'au Bahrein».

Ce serait donner à l'institution une toute autre perspective. Pour le moment on peut relever que le roi Hassan II, lors de ce sommet, fit de fréquentes références au modèle de la CEE en soulignant que, de son côté, l'UMA s'était donné les moyens d'harmoniser les économies de ses membres. Et se félicitant de l'évolution de la situation en Algérie, le souverain estimait que «seuls des systèmes économiques et sociaux compatibles pouvaient garantir le bon fonctionnement d'institutions communautaires».

C – La politique agricole méditerranéenne, un simple marchandage ?

«Au terme de laborieuses négociations, la politique agricole méditerranéenne de l'Europe des Douze emprunte souvent l'allure d'un étalage de marchande des quatre-saisons. Appétissante et variée : tout y est affaire de quantités, de provenance et de dates. Sur chaque ardoise on lit un compromis passé entre l'Europe du Sud et le reste du Bassin méditerranéen» (8).

Par cette présentation imagée, L. Tubiana souligne l'aspect hétéroclite de la relation, en matière agricole, entre la CEE et les pays de la rive sud méditerranéenne, désignés par l'expression des «**pays tiers méditerranéens**» (PTM). L'évolution de la Communauté européenne, sa progressive «méditerranéisation», a pour conséquence de creuser le fossé entre les deux rives. Les liaisons établies antérieurement par des accords bilatéraux, prolongeant des relations de colonisation ou de zones d'influence traditionnelles, s'effritent peu à peu devant les règlementations transnationales.

Et ce sont évidemment les «Pays tiers» qui, dans la circonstance, sont en situation de faiblesse : ils trouvent dans l'Europe le principal débouché de leurs exportations (souvent plus de 60%). Et, inversement, pour les importations de céréales (de l'ordre de 15 millions de tonnes), pour le sucre, la viande et surtout les produits laitiers, la zone sud méditerranéenne constitue vis-à-vis des pays européens un client intéressant, susceptible de recevoir les

Prêts des institutions arabes de financement au secteur agricole des pays arabes (1) **de 1975 à 1984** *(en millions de dollars)*

Abou Dhabi – Fonds pour le développement de l'économie arabe	71
Irak – Fonds pour le développement extérieur	40
Koweit – Fonds pour le développement économique arabe	536
Arabie Saoudite – Fonds pour le développement	391
Fonds arabe pour le développement économique et social	440
Banque pour le développement islamique	126
OPEC – Fonds pour le développement international	24
	1 628

(1) Les 12 pays concernés :
Maroc, Tunisie, Egypte, Jordanie, Syrie, Mauritanie, Algérie, Djibouti, les 2 Yémen, Somalie, Soudan.

Les pays arabes méditerranéens bénéficiaires *(en millions de dollars)*

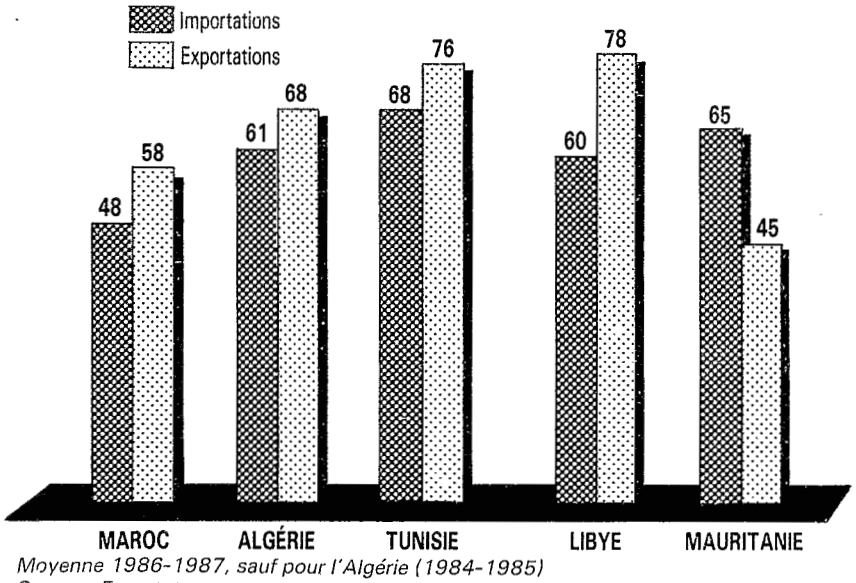
Maroc	450	Egypte	25
Algérie	20	Jordanie	102
Tunisie	267	Syrie	27

Total : 891

Source : FAO.

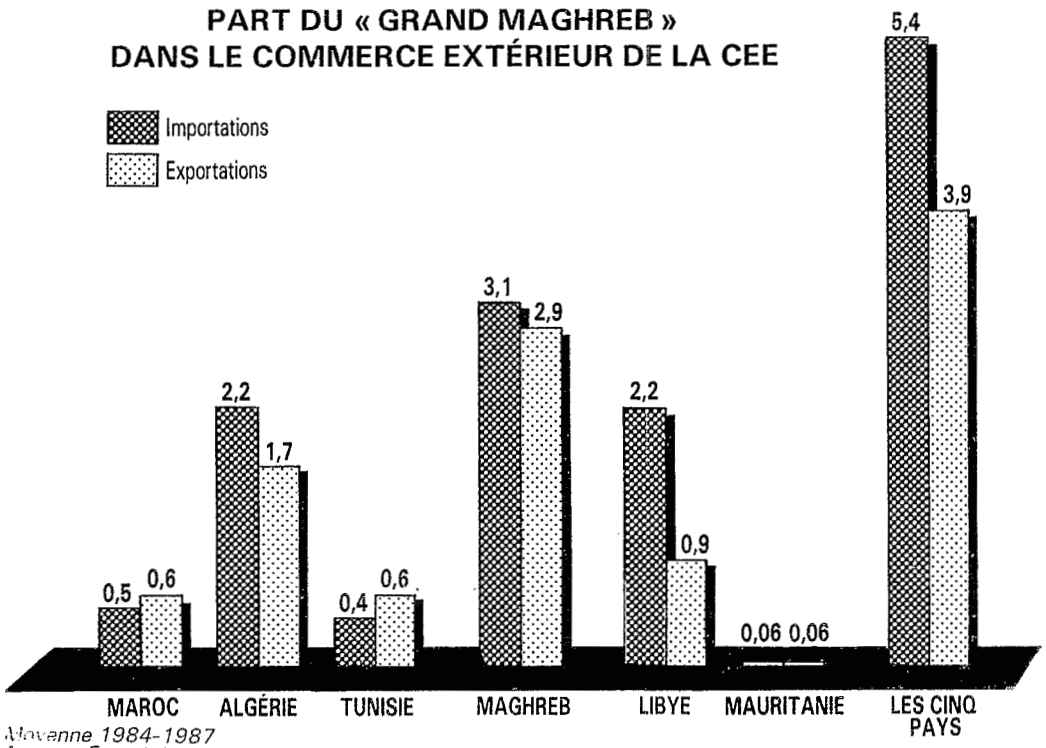
Echanges C.E.E. - Maghreb

PART DE LA CEE DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE CHAQUE PAYS



Moyenne 1986-1987, sauf pour l'Algérie (1984-1985)
Source : Eurostat

PART DU « GRAND MAGHREB » DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA CEE



Moyenne 1984-1987
Source : Eurostat

Source : *Le Monde*, 13 fév. 1990.

excédents qu'ils produisent. Mais l'effet de concurrence engendré par des surplus négociés à bas prix peut être désastreux pour les productions des pays importateurs.

La parade à ces divers risques a été cherchée, au coup par coup, par «un puzzle d'accords commerciaux» conclus entre la CEE et les PTM : accords d'association ou de coopération, fonctionnant selon des règles complexes propres à chaque produit, avec des systèmes de contingentement, de prix-plancher, de calendrier d'exportation ... Dans certaines circonstances, comme pour les agrumes, des organismes réunissant des représentants des pays des deux rives concernées s'efforcent d'établir, pour chaque campagne, les conditions de ces échanges.

Cette situation risque de prendre un tour de plus en plus dramatique, tant il est difficile pour les Pays tiers de se trouver d'autres clients.

Deux grandes séries de solutions sont envisagées pour corriger ces relations déséquilibrées : la recherche de l'auto-suffisance alimentaire et l'orientation vers des cultures non concurrentes de celles de l'Europe. Mais pour les denrées alimentaires de base du type céréales produites en sec, nous avons vu comment se maintiennent des rendements de l'ordre de 10 qx/ha, alors que de l'autre côté de la Méditerranée les moyennes de 40 qx/ha se banalisent. Et en ce qui concerne les «créneaux» de cultures spécifiques, non en concurrence avec celles de l'Europe du Sud, ils n'offrent pas une grande diversité ...

On peut penser que la création de l'Union du Maghreb arabe donnera aux cinq pays concernés une capacité de négociation plus forte face au partenaire européen.

Les conséquences néfastes de «l'échange inégal», dont la relation entre le Nord et le Sud de la Méditerranée donne le spectacle, ne peuvent être résorbées par un simple marchandage commercial, si habiles qu'en soient les composantes. Le problème doit être replacé dans une perspective plus large, celle de la nécessaire concertation entre deux blocs de pays, caractérisés par des niveaux de vie très disparates et que leur proximité géographique contraint à trouver des modalités de coexistence évitant les ruptures.

Ce n'est pas un hasard si les deux pays qui se font les plus pressants pour s'intégrer à la Communauté européenne, la Turquie et le Maroc, sont aussi ceux qui occupent les positions extrêmes au raccordement des arcs Sud et Nord méditerranéens.

Mais, *a contrario*, l'impact de la préférence communautaire est tel que l'on assiste actuellement à **un mouvement de détachement du Nord par rapport au Sud**. L'exemple de la Grèce, entrée tardivement dans la CEE, en apporte une preuve inquiétante : les chiffres de ses importations à partir des pays de la rive sud-méditerranéenne ont connu l'évoluton suivante (9) :

1976	5 000	millions de dollars
1980	1 300	"
1985	800	"
1987	600	"

On enregistre simultanément une régression de l'offre Sud parce que l'essor démographique et l'élévation du niveau de vie élargissent les marchés intérieurs, et de la demande Nord parce que l'Europe se satisfait de plus en plus par elle-même en denrées méditerranéennes. Mais la demande nord-africaine en produits fabriqués ne cesse de se renforcer et c'est l'ensemble des relations Nord-Sud qui en est perturbé : aux difficultés de paiement en relation avec la dépréciation de certaines devises s'ajoutent celles qui résultent de la réduction des procédures de troc (souvent employées au cours des dernières décennies), dont l'un des termes va s'amoindrissant.

L'évolution globale donne l'image d'une **Communauté forteresse commandant un front méditerranéen se déportant vers le Sud** et reléguant les Pays tiers dans une position de plus en plus dépendante et aléatoire.

Le tableau ci-après met en valeur (colonne 3) le fait que, en matière de PIB par tête, le rapport entre la moyenne des «pays riches» et celle des «pays méditeranéens», qui est de l'ordre de 2 à 1 pour ceux de la rive Nord, monte à 20 à 1 pour ceux de la rive Sud.

Les deux Suds : la disparité des revenus

	Produit intérieur brut en millions de dollars E.U. (B.M.)		P.I.B. par tête en 1987	
	1965	1987	Taux de change (B.M.)	Parités p.a. (O.C.D.E.)
Portugal		34 290	3 362	6 297
Grèce	5 270	40 900	4 090	6 363
Espagne	23 750	287 970	7 422	8 681
Italie	72 150	748 620	13 042	12 254
Total E.M. 12		1 111 780	9 551	
Maroc	2 950	16 750	719	
Tunisie	880	8 450	1 112	
Egypte	4 550	34 470	688	
Turquie	7 660	60 820	1 156	4 247
Total Sudméd.	16 040	120 490	902	
France	99 660	873 370	15 708	12 803
R.F.A.	114 790	1 117 780	18 264	13 323
Japon	91 110	2 376 420	19 463	13 182
Etats-Unis	700 970	4 497 220	18 446	18 338
Total pays riches	1 006 530	8 864 790	18 365	

Source : Banque Mondiale et OCDE. In : *La CEE méditerranéenne.*

VI – 2

Les politiques nationales (★)

Dans les études par pays qui suivent, il n'est évidemment pas question de dresser un tableau complet des systèmes agraires nationaux. Plus simplement l'objectif a été de mettre en valeur les traits spécifiques de la dynamique des structures propres à chaque nation. Les pays étudiés ont été ainsi répartis en quatre catégories :

Machrek : 1. Turquie ; 2. Egypte

Maghreb: 1. Tunisie ; 2. Maroc ; 3. Algérie

Pays socialistes : 1. Albanie ; 2.Yougoslavie

Pays de la CEE : 1. Grèce ; 2. Espagne ; 3. Italie ; 4. France.

A – Le Machrek (Moyen-Orient)

Du Proche-Orient, déchiré par de terribles conflits, nous ne retiendrons ici que les cas de la Turquie et de l'Egypte, les deux Etats les plus peuplés et dont chacun, dans des cadres géographiques, et au fil d'itinéraires historiques différenciés, présente des paysages et des organisations agraires fortement typés à base de vastes espaces soumis à un climat méditerranéen de nuance fraîche avec céréaliculture associée à l'élevage pour l'un, intense polyculture irriguée mêlant plantes méditerranéennes et tropicales pour l'autre.

a) La Turquie : la «révolution verte» et ses limites

En dépit des progrès réalisés depuis les années 1950, l'économie turque garde encore des traits marqués de «pays en voie de développement». L'un des signes majeurs de cette situation est la place que garde l'agriculture dans l'économie globale : 29% du PIB, 62% de la valeur des exportations.

Ces signes d'archaïsme coexistent avec des marques de dynamisme. Le taux moyen de croissance annuelle de la production agricole s'est maintenu à 4% entre 1970 et 1978.

Cette situation résulte de la combinaison de cadres structurels hérités d'une longue histoire et d'actions de modernisation technique menées au cours des dernières décennies.

L'impossible réforme agraire (10)

La revendication d'une «réforme agraire» fait partie de façon permanente du discours politique national depuis l'ère des réformes (*tanzimat*) qui débuta en 1839. Après la proclamation de la républiique (1923), la préoccupation immédiate du gouvernement fut l'installation des 600 000 Turcs rapatriés : un million d'hectares furent ainsi distribués entre 1923 et 1938 (principalement sur les secteurs abandonnés par les Grecs). Après la guerre, la loi de 1945 sur la distribution des terres aux paysans fixa un plafond de propriété à 500 ha ; mais en fait ses dispositions ne furent jamais appliquées : le million d'hectares distribué ne concerna que des terres domaniales ou des propriétés d'émigrés.

Si l'expropriation de terres privées ne tint qu'une place secondaire dans le remodelage foncier du pays, la Turquie connut cependant des pratiques de réajustement agraire d'une certaine importance, en rapport avec trois des caractères

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

spécifiques de la république fondée par Ataturk (J. M. Le Lan et F. Lerin) :

– république laïque, en pays musulman, elle a progressivement mis dans le circuit d'échanges les terres de *waqf* (d'obédience religieuse) ;

– république à forte marque d'étatisme, elle a donné à la puissance publique une grande capacité d'intervention en matière agraire comme dans les autres secteurs d'activité ;

– république d'imprégnation agrarienne, sans que prévale un modèle social dominant, elle a donc laissé place en l'affaire à une politique relativement consensuelle.

Le tableau ci-dessous fait ressortir la grande inégalité dans la distribution des terres : en 1973, 3,4% des exploitants détiennent 31,6% des terres, tandis que 73% n'ont que moins de 5 ha exploitant à peine plus du quart de la surface cultivée.

Il existe donc dans les campagnes turques une grande masse de paysans pauvres, micro-fundiaires ou prolétaires, qui ne survivent que par la possibilité de faire paître leur bétail sur les communaux. A l'opposé existent de grands domaines, principalement dans le Sud-Est du pays, de vastes dimensions, et sur lesquels se maintiennent des pratiques de type féodal. L'organisation villageoise peut servir soit de cadre d'exercice de la solidarité collective, soit de simple relais du pouvoir des notables (11).

Des chercheurs anglo-saxons ont décrit les diverses formes d'utilisation de l'espace par les villageois de l'Anatolie centrale (12). Ils ont vu dans le dispositif en auréoles faisant se juxtaposer un noyau central de jardins et de petit élevage, un espace intermédiaire de culture de céréales à jachère biennale, un espace extérieur à pâturage extensif, l'équivalent du système de von Thünen. Les contraintes de l'usage de l'espace par des moyens techniques rudimentaires, en vue d'assurer l'auto-suffisance alimentaire du groupe conduisent à une géométrie circulaire du type de celle que la recherche du profit et la règle de la dépense minimum imposent à une communauté à économie ouverte.

Les phases et les moyens de l'intensification agricole (13)

A partir de 1950, le parti démocrate, arrivé au pouvoir avec l'appui des propriétaires terriens, posa le problème agraire en termes moins de justice sociale que de rentabilité économique. Cette politique agricole repose sur deux données essentielles : soutien des prix des denrées produites, aides à l'investissement, tandis que l'Etat se chargeait directement d'un vaste programme d'équipement des campagnes (voies de communication, réseau d'irrigation, électrification ...).

Cette politique de développement agricole se réalisa selon les quatre phases suivantes :

Répartition par taille d'exploitation des terres agricoles (en %)

	1963		1973	
	Nombre d'exploitations	Superficie	Nombre d'exploitations	Superficie
⟨2 ha	40,7	11,3	44,6	8,4
2-5 ha	28,1	17,7	28,3	17,9
5-10 ha	18,1	22,2	16,7	22,6
10-20 ha	9,4	22,2	7,0	19,5
20-50 ha	3,2	15,9	2,6	16,2
⟩50 ha	0,5	10,7	0,8	15,4
% de paysans sans terre	9,1		21,9	

Source : Office National du Plan.

• *1ère Phase : 1950-1965*

C'est la phase pionnière de conquête de nouvelles terres, grâce à une mécanisation poussée : le nombre des tracteurs passe de 1 700 en 1948 à 54 600 en 1965, dont 40 000 importés des Etats-Unis au titre du Plan Marshall ; la superficie consacrée aux céréales s'élève de 8,2 millions d'hectares en 1950 à 12,9 en 1960 ; cependant l'ampleur du croît démographique (2,6% par an) fait qu'après avoir été exportatrice durant quelques années la Turquie doive importer du blé à partir de 1956.

• *2ème Phase : 1966-1975*

La conquête des terres étant arrêtée, c'est sur le progrès agronomique que l'on tabla, grâce à la diffusion d'intrants modernes (engrais chimiques) et de variétés de blé (mexicain) à hauts rendements. Ces actions concernèrent d'abord les agriculteurs aisés et ouverts à la novation des plaines littorales. On se préoccupa par la suite d'introduire les techniques modernes dans le milieu de la petite paysannerie du plateau central : un «paquet technologique» fut mis au point englobant engrais chimiques, variétés (russes) à hauts rendements, procédés du *dry farming*.

Ces diverses pratiques combinées, mises au point dans des stations d'Etat, en relation avec la FAO et l'Université de l'Oregon (Etats-Unis) constituèrent un exemple type de «révolution verte».

Aboutissement de cette étape, les rendements passent de moins de 11 à près de 14 qx/ha.

• Dans le *quinquennat 1976-1980,* les rendements augmentent de 5% par an, tandis que la superficie en céréales se stabilise autour de 13 400 000 ha. La Turquie en arrive à assurer son auto-suffisance alimentaire. Exportations et importations s'équilibrent. Avec 225 kg par habitant et par an, la consommation turque de céréales est l'une des plus fortes du monde, tantis que la consommation de viande (19 kg) reste faible.

Ainsi, grâce à l'action conjointe de divers services techniques de recherche et de vulgarisation et de la régulation des marchés organisée par le TMO (Office des Produits du Sol), la Turquie semble avoir réussi dans son projet de «**révolution verte**».

• *La décennie 1980* : la crise économique. Mais le «deuxième choc pétrolier» révéla la faiblesse du système. Le développement était fondé en partie sur des emprunts sur les marchés européens et sur de fortes importations. Le taux annuel d'inflation monta de 20% en moyenne entre 1970 et 1977, à 107% en 1980. Diverses mesures furent prises pour réduire ces dérèglements, marquant «*un changement complet dans la stratégie de développement du pays : l'intervention de l'Etat dans la vie économique du pays se réduisit, laissant les forces du marché s'exercer plus librement*» (Y. Tekelioğlu). La baisse des prix à la production, la diminution des subventions accordées pour l'achat des intrants (au moment où le prix de ceux-ci connaissait une hausse rapide) eurent pour conséquences l'amoindrissement du revenu des agriculteurs. On peut donc «*constater que le volet agricole de la nouvelle politique économique n'intégre pas les problèmes posés par les structures de production qui constituent pourtant l'obstacle le plus sérieux au développement agricole du pays. Il ne s'intéresse pas non plus à une éventuelle organisation des petits producteurs au sein d'un système coopératif efficace qui pourrait être à la fois source d'économies et facteur d'amélioration de la compétitivité*» (*idem*).

Cette appréciation d'un économiste turc donne les limites de la politique de développement agricole suivie par l'Etat pendant des décennies, la «révolution verte» a eu d'incontestables effets positifs sur l'intensification des cultures, mais le refus de toute intervention en matière de structures et les insuffisances dans le domaine de l'encadrement des producteurs maintiennent la majorité des exploitations dans une situation de précarité, alors que la Turquie proclame son intention de s'agréger plus fortement au Marché Commun.

Sur sa lancée, la production agricole a continué à progresser dans la décennie 1980 (17 200 000 tonnes de céréales en 1984), mais le gouvernement ne pouvait pas ne pas prendre conscience de la menace de stagnation qui pesait sur le secteur agricole. Il a réagi par un retour spectaculaire à sa politique d'intensification par l'investissement technologique, en lançant le **Grand Projet de l'Anatolie du Sud-**

Est (le GAP) (14), projet grandiose de développement intégré, portant sur sept départements du pays et concernant 10% de la population nationale. Il s'étendra sur 74 000 km^2, et l'irrigation, pièce maîtresse de l'ensemble, intéressera 1 800 000 ha, 21 barrages et 17 centrales hydro-électriques constuites sur le Tigre, l'Euphrate et leurs affluents. La dimension tout à fait exceptionnelle de l'affaire est attestée par le fait que «*au terme de la réalisation intégrale du GAP la production de certains éléments tels que le coton et le riz aura doublé*» et que même «*au bout du compte la production agricole globale actuelle de la Turquie sera presque multipliée par deux*». La mise en train du projet a été rendue difficile par des conflits avec l'Irak et la Syrie pour le partage des eaux, et ces problèmes ont entraîné le refus des instances internationales à participer au financement. Tel quel ce projet fera de l'Anatolie la plus vaste région hydraulique du monde méditerranéen (Egypte à part).

b) L'Egypte : le Nil et le pétrole, le scribe et le fellah

Nulle part comme en Egypte la relation entre l'homme et la nature n'est aussi profonde et contradictoire. «L'Egypte don du Nil», sans doute, mais aussi le «*Nil réalisation de l'Egypte*». Et actuellement la mise en valeur de la Vallée dépend autant des revenus directs ou indirects du pétrole que de la plus-value agricole (15).

Le grandiose transfert zonal que représente l'inondation par le fleuve, corrigée par l'action humaine, aboutit à une forte «*tropicalisation*» de l'agriculture méditerranéenne, dans laquelle le riz se mêle au coton, et à des conquêtes méditerranéennes dans l'agriculture tropicale, où le blé se substitue au sorgho.

Dans la mise en place et la maintenance de la trame hydraulique (laquelle dans son extension maximale actuelle couvre moins de 30 000 km^2), une constante se manifeste, le rôle majeur de l'Etat. Or, paradoxalement, c'est au temps même, vers 1970, où les «trois révolutions» menées sous l'égide de la puissance publique commençaient à donner leur plein effet qu'apparaissait pour la première fois un grave déséquilibre alimentaire qui, dépassant le caractère conjoncturel des «sept années de vaches maigres», prenait signification de rupture structurelle.

Les grandes ruptures : démographique, économique, alimentaire.

Le tableau ci-joint pose le problème de fond en termes non équivoques. En 80 ans (1897-1977), tandis que la population du pays triplait, la surface agricole n'augmentait que de 20 %, et par habitant elle diminuait dans la proportion de 3 à 1.

La surface récoltée (compte tenu de la double récolte) augmente de 70%, mais par habitant diminue dans la proportion de 2,4 à 1.

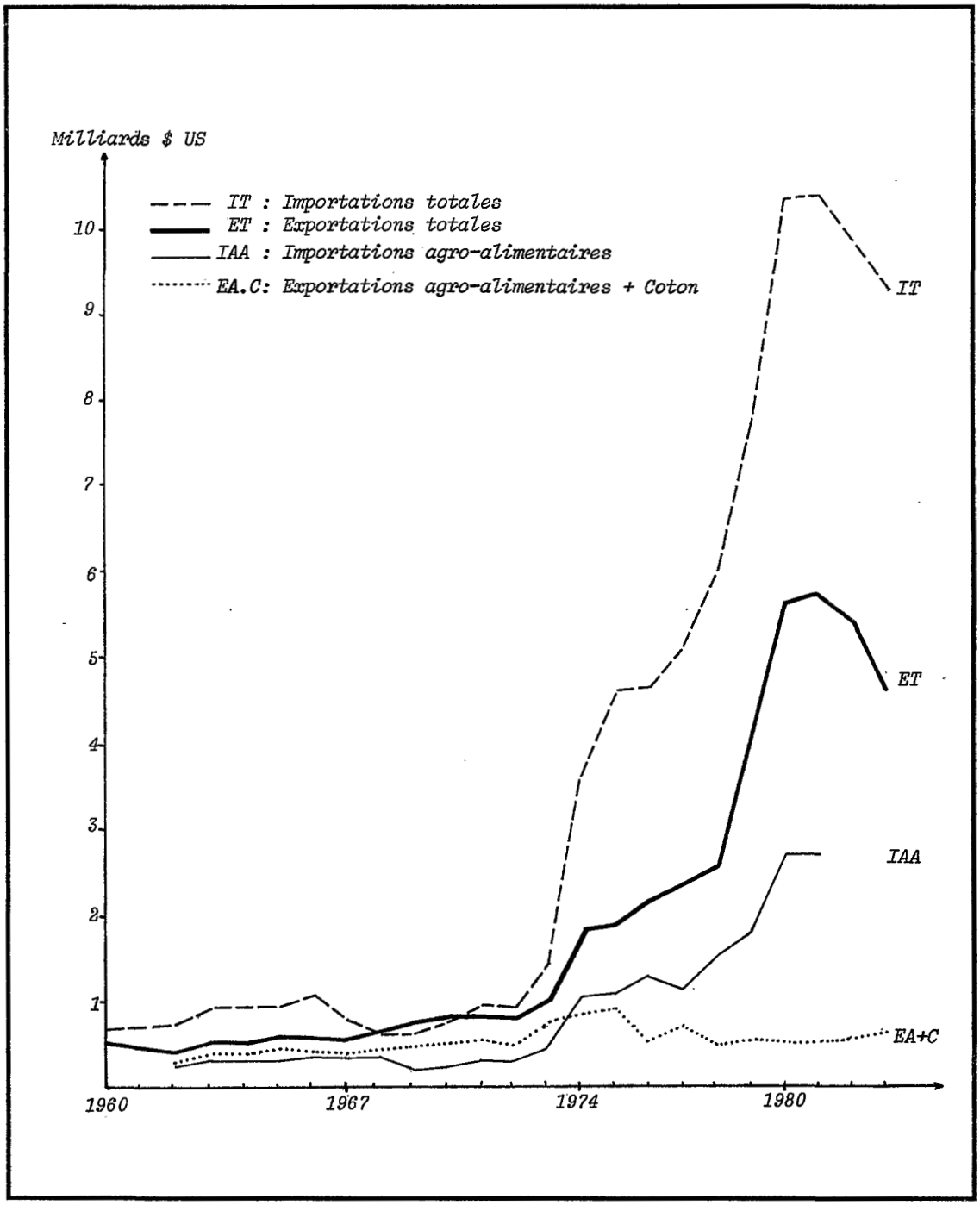
Or, au cours des dix dernières années, le commerce extérieur a connu lui aussi sa rupture, du fait des produits pétroliers, directement parce que l'exportation des hydrocarbures, nulle en 1970, a dépassé les 7 milliards de dollars à partir de 1980, indirectement parce que l'épargne des émigrés (la plupart établis dans les pays pétroliers du golfe) passait dans le même temps de presque rien à 4 milliards de dollars. Cette injection de devises étrangères provoquait un extraordinaire boom des importations, en particulier dans le secteur agro-alimentaire. Les courbes ci-jointes montrent que ces importations, très modestes entre 1960 et 1973 et dépassées largement par les exportations agro-alimentaires + coton, montaient à plus de 3 milliards de dollars en 1980, tandis que le secteur EA + C restait inférieur à un demi milliard de dollars.

Ces divers facteurs combinés entraînèrent en quelques années une considérable augmentation du déficit alimentaire, spécialement pour les denrées de base, les céréales. Pour le blé l'évolution prit un tour inquiétant : la consommation annuelle totale passa de 2,1 millions de tonnes en 1960 à 2,7 en 1970, puis, fait étonnant, à 7,2 en 1980, tandis que la production était de 1,5 million de tonnes en 1960 et 1,8 en 1980. Le taux d'auto-suffisance a régressé de 70% en 1960 à 24% en 1980.

Pour le maïs la différence entre consommation : 1,7 million de tonnes en 1960, 3,8 en 1980, et la production : 1,6 et 3,3 millions de tonnes, restait plus raisonnable.

Pour le riz l'écart entre production : 650 000 t. en 1960, 1 600 000 en 1980, et la consomma-

Figure 82 : Les échanges extérieurs de l'Egypte-1960/1984
(en milliards de $ US)



Source : SAINTE-MARIE, de C., 1987.- D'après FMI, BIRD, Banque Centrale d'Egypte.

Evolution du système agraire égyptien

TABLEAU N° 1 : L'ÉVOLUTION DES SUPERFICIES AGRICOLES EN ÉGYPTE ENTRE 1960 ET 1986

Année	Superficie cultivée		Superficie récoltée	
	totale (millions de feddans)	feddans/habitant	totale (millions de feddans)	feddans/habitant
1960	5,900	0,22	10,200	0,39
1966	6,000	0,20	10,400	0,34
1970	5,900	0,18	10,900	0,33
1976	5,874	0,15	11,211	0,29
1980	5,820	0,14	11,135	0,26
1984	5,767	0,12	11,035	0,23

Source : Tableau reconstitué à partir des publications officielles du ministère de l'Agriculture et du CAPMAS (Central Agency for Mobilisation and Statistics), Le Caire.

TABLEAU N° 2 : ÉVOLUTION DE LA SUPERFICIE BONIFIÉE

Années	Superficie bonifiée (en feddans)	Années	Superficie bonifiée (en feddans)
1952-1972	912000	1982-1983	43120
1979-1980	8210	1983-1984	45640
1980-1981	35350	1984-1985	50630
1981-1982	84430	1985-1986	40831
		Total 1220211	

Source : W. NEGUIB « La bonification des terres entre la réalité et l'espoir » *La Revue Agricole*, n° 2, fév. 1987, p. 34-35 (en arabe).

TABLEAU N° 3 : ÉVOLUTION DES DIFFÉRENTES CULTURES

Cultures	1952-1974 Base 100 = 52			1974-1985 Base 100 = 74			1952-1985 Base 100 = 52		
	S %	R %	P %	S %	R %	P %	S %	R %	P %
Blé	−2,28	+77,02	+74,3	−11,97	+14,83	−0,64	−13,98	+103,28	+73,17
Riz	+182,4	+54,11	+333,6	−12,41	+15,56	+3,08	+247,33	+78,08	+347,00
Millet	+15,24	+36,77	+57,85	−31,86	−2,54	−33,62	−21,48	+33,29	+4,8
Maïs	+2,99	+70,36	+75,30	+9,06	+28,37	+40,11	+12,32	+128,7	+145,62
Coton*	−26,13	+30,05	−5,57	−25,6	+41,45	−0,43	−45,04	+83,94	−5,97
Canne à sucre	+127,17	−4,58	+115,41	+20,10	+11,48	+34,35	+172,83	+6,45	+189,4

S = Surfaces cultivées. R = Rendements. P = Production.

Source : Tableau établi à partir des statistiques de l'agriculture égyptienne publiées par la CAPMAS dans le *Statistical Year Book*, 1960 et 1987.

* Pour le coton, nous ne tenons pas compte de la production de semences.

TABLEAU N° 4 : ÉVOLUTION DU DÉFICIT ALIMENTAIRE

	1981/1982		1986/1987	
Déficit alimentaire (en millions de US $)	2,3		3,8	
Besoins en blé (en millions de tonnes)	2,9		10,5	
Autosuffisance en blé (%)		25,0		20,0
Autosuffisance en céréales (%)		52,0		45,0
Autosuffisance en huile (%)		32,0		19,0
Déficit en sucre (en milliers de tonnes)	600,0		1000,0	
Autosuffisance en sucre (%)		51,0		40,0
Déficit en riz *(en milliers de tonnes)*		—	240,0	
Déficit en maïs (en millions de tonnes)	1,2		1,9	
Total du déficit en céréales (en millions de tonnes)	2,1		10,4	

Source : Mohammed Saïd AYYOUB : « L'Islam et la Nutrition ». *La Revue Agricole*, n° 8, août 1987, p. 13.

Source : AYEB, H., 1988.- *Le Haut Barrage d'Assouan.*

Croissance démographique et disponibilités foncières par habitant

Date	1 Population 1 000 hab.	2 Surface agricole 1 000 fed.	3 SA/hab. (2/1)	4 Surface récoltée (1 000 fed.)	5 SR/hab. (4/1)
1897	9 715	5 100	0,52	6 871	0,71
1917	12 750	5 300	0,42	7 725	0,61
1937	15 932	5 330	0,33	8 360	0,52
1957	24 175	5 780	0,25	9 900	0,43
1977	38 740	6 200	0,15	11 500	0,29
1984	47 000	5 700	0,12	11 000	0,23

Source : BAKRE, M.- p. 16 et AYEB, B..- p. 28.

tion : 960 000 et 1 500 000 t., a fait que les exportations ont baissé de 300 000 à 100 000 t. dans le même temps.

L'Egypte s'éloigne donc d'année en année de son auto-suffisance alimentaire, et en ce secteur sa balance des paiements est marquée également par un déficit grandissant. Une certaine régulation est introduite dans le système par une triple intervention de l'Etat : blocage des prix à la consommation, perception de droits de douane sur le commerce extérieur, octroi de subventions à la production agricole ; ainsi les taxes douanières représentent environ le 1/5 des recettes courantes du budget, équivalant pratiquement aux dépenses de soutien des prix.

Mais il ne s'agit là que de modestes palliatifs à une situation qui réclame d'autres types de remèdes, comme ceux qui résultent des «trois révolutions».

Les trois révolutions

• *La Réforme Agraire (1952-1961)*

En plafonnant le droit de propriété à 200 feddans (84 ha) en 1956, puis 100 (42 ha) en 1961, et en récupérant d'autres terres (au total 945 000 feddans, 400 000 ha), on put distribuer en fait 815 000 feddans (343 000 ha), en lots de 2 à 5 feddans (0,8 à 2 ha), entre 342 000 familles : chiffres relativement modestes, puisque ne représentant que 13% de la superficie agricole et 8% des familles paysannes. Les attributaires étant principalement locataires ou ouvriers des grands domaines, le problème des paysans sans terres ne fut pas réglé.

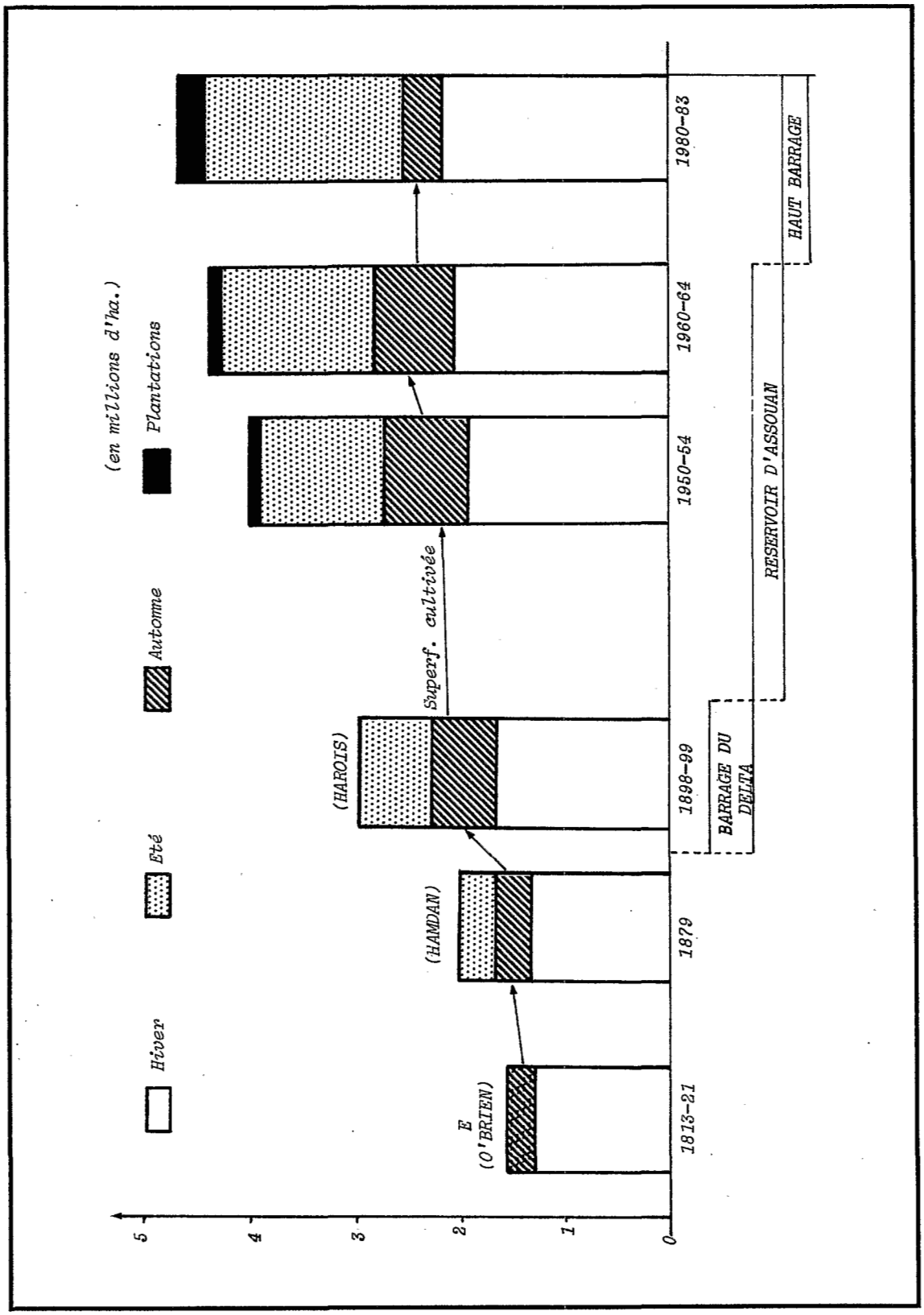
Plus importante sans doute en ses effets fut la nouvelle réglementation en matière de contrats de fermage et de métayage, qui concerna 75% des superficies et 70% des familles, mit fin à la précarité des baux et abaissa les taux de location. L'allègement notable de la rente de la terre et de ses produits améliora sensiblement la condition paysanne ..., tant que le croît démographique n'en absorba pas les avantages.

Quel a été l'effet de déstructuration-restructuration exercé par la réforme agraire sur la distribution des classes sociales ? Pour certains, dont J. Waterbury (16), ceci n'a eu pour conséquence que «*d'enlever le pouvoir à ceux qui possédaient 50 feddans pour le donner à ceux qui ont plus de 25 feddans. La vie du village n'en a pas été changée*». Il y a eu «*continuité de la classe moyenne devenue la nouvelle classe supérieure rurale*». Et elle fait alliance avec la bourgeoisie d'Etat et le secteur privé à dominante urbaine. De la sorte «*le régime a fait de la classe moyenne rurale un instrument de contrôle social dans les campagnes, manipulable et soumis*». En échange le pouvoir a bloqué le processus de redistribution des terres après 1967.

• *Le Haut-Barrage d'Assouan : le fleuve maîtrisé*

Construit par les Soviétiques, qui firent bénéficier l'Egypte à la fois de leur assistance technique et de deux prêts considérables au

Figure 83 : Barrages et extension des cultures dans la Vallée du Nil
Evolution des superficies récoltées par saison (1813-1983)



Source : SAINTE-MARIE, de C., 1987.- *Les agricultures égyptiennes.*

taux exceptionnellement avantageux de 2,5%, le barrage fut inauguré en 1964 «*comme le symbole de la lutte contre le néo-colonialisme et un chantier du socialisme*» (M. Brake). Le réservoir du Lac Nasser, 6 450 km^2 à la cote 182 m, laisse à l'Egypte la disposition de 55,5 km^3 (contre 18,5 pour le Soudan). Les conséquences en ont été considérables : maîtrise et régulation du cours du Nil afin de convertir le système d'inondation (avec culture par limonage dans les bassins, *hods*), en irrigation pérenne permettant de généraliser la double culture annuelle, extension de l'aire cultivée avec l'équipement des bordures désertiques de la vallée et du delta, production d'électricité. Pour l'élévation de l'eau, à côté des instruments traditionnels *mus* à la main, *chadouf* et vis d'Archimède, et des motopompes qui se multiplient, la *sakhia* (*noria* à traction animale), dont la version moderne métallique s'avère performante, joue le rôle d'«*interface entre l'aménagement hydro-agricole et les systèmes de production paysans*» (Th. Ruf).

Lorsque l'ensemble du projet sera parvenu à réalisation, 1 500 000 feddans seront ajoutés aux 2 500 000 disponibles en 1960, cette colonisation intérieure intéressant essentiellement le delta et le Nord, avec seulement 200 000 feddans pour la Haute-Egypte.

• *Système coopératif et «Révolution verte»*

Des coopératives agricoles furent créées dès le début du siècle ; il y en avait 1 222 en 1952, mais «*elles étaient le reflet de la société agraire et ne jouaient guère d'autre rôle que celui d'organismes de crédit pour la classe dominante*» (M. Bakre).

A partir de 1952 la coopérative changea de signification : elle devint le pôle de la création socialiste dans les campagnes : à l'idéal égalitaire dont la réforme agraire était porteuse, s'ajoutait la foi dans le progrès technique, dont la coopérative fut l'agent. Le système coopératif devint le réseau de diffusion de la «révolution verte» Conçues comme des antidotes aux inconvénients du morcellement né de la réforme agraire, les premières coopératives furent créées sur les domaines partagés. Devant la réussite du système, le gouvernement l'étendit en 1956 à l'ensemble de l'espace agricole. En une dizaine d'années fut mis en place un réseau dense de ces centres, pourvus d'un nombre important de fonctionnaires, intégrés dans une structure administrative fortement centralisée. Cette techno-bureaucratie était chargée de faire appliquer règlements, directives et contrôles décidés au niveau national.

L'éventail des interventions des coopératives couvrait la quasi-totalité de l'activité agricole.

En matière de **crédit** les opérations se développèrent sous l'égide de la **Banque de Crédit Agricole et Coopératif** et essentiellement sous forme de prêts à court terme, à très faible intérêt, pour l'acquisition de semences, d'engrais, d'insecticides (principalement pour le coton).

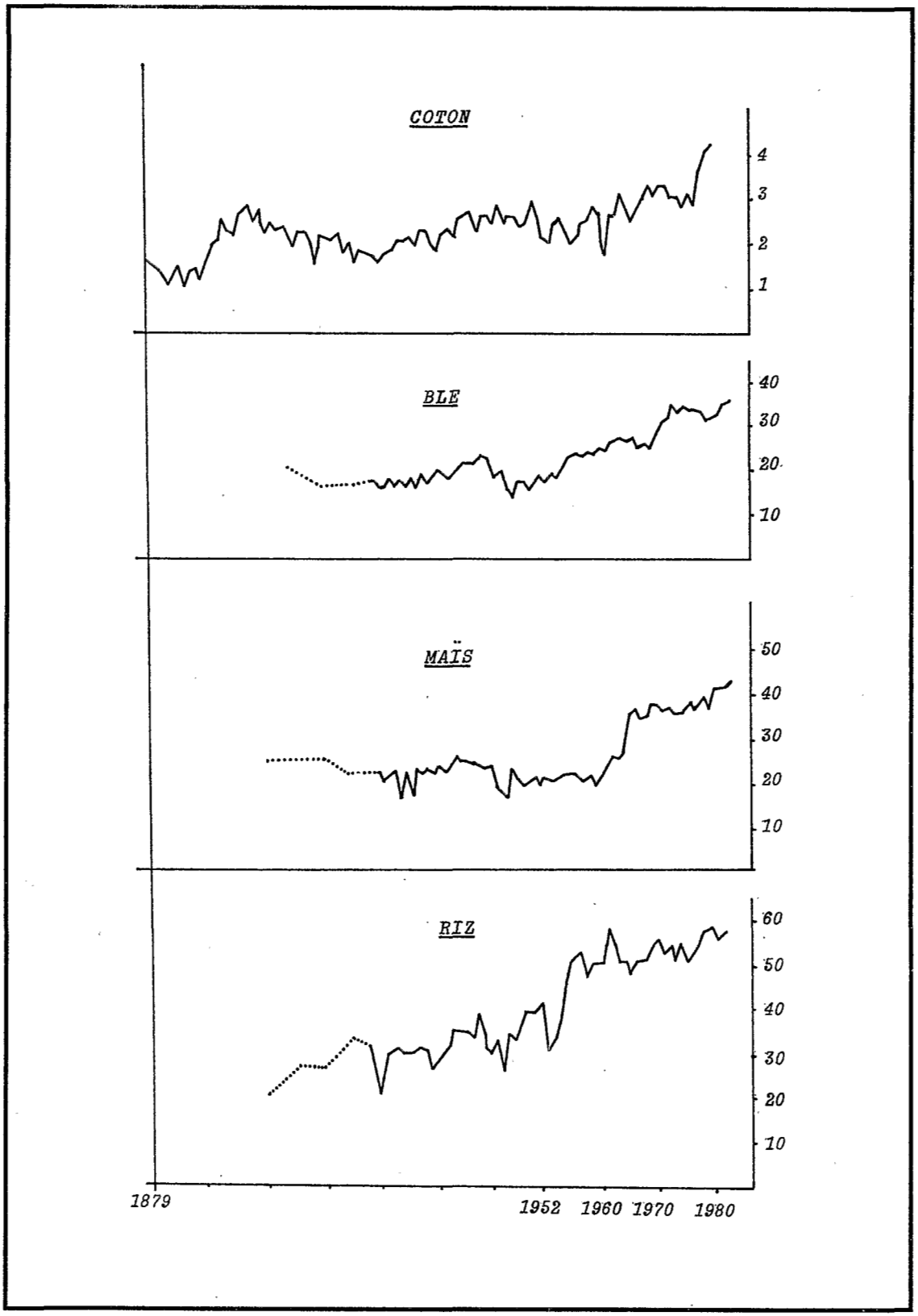
En ce qui concerne **l'encadrement technique**, l'insuffisance de la formation des fellahs fit que le conseil qu'ils élisaient à la tête de la coopérative délégua en fait ses pouvoirs au technicien nommé par l'autorité de tutelle, la logique productiviste conduisit à des pratiques collectives d'assolement (par blocs d'irrigation), à des opérations de remembrement permettant des gains de superficie de 10 à 20% (expérimentées en 1959, étendues à partir de 1970 à l'ensemble du pays, mais ralenties par de fortes résistances sur place).

Pour la **commercialisation**, la Banque de Crédit Agricole et Coopératif se remboursait sur la récolte et se transforma en un organisme contrôlant les diverses étapes de l'opération agricole, multipliant à travers le pays les antennes chargées de la collecte et de l'acheminement des produits, puis du paiement des paysans après déduction des dettes.

A ces interventions de la puissance publique s'ajouta la contrainte des livraisons obligatoires à prix imposé, d'abord en secteur de réforme agraire et pour le coton, puis, à partir de 1965, pour les huit principales productions du pays et sur l'ensemble du territoire ; cette obligation porta sur une part de 40 à 70% de la récolte, le reste pouvant être écoulé sur le marché libre.

Au bilan des actions étatiques s'inscrit comme élément particulièrement positif l'accroissement de la productivité, dont l'un des facteurs les plus agissants fut la mécanisation (on espérait qu'elle serait totale avant la fin du siècle). La réduction concomitante du cheptel de bât et de trait dégagea de grandes surfaces qui étaient

Figure 84 : Evolution des rendements des principales cultures – 1880-1985
(en millions de quintaux)



Source : SAINTE-MARIE, de C., 1987.

vouées à la nourriture des animaux et qui purent être réservées à des cultures alimentaires de base ou à des plantes industrielles.

Les progrès de la technique se traduisirent par l'augmentation des rendements qui, vers 1975, atteignaient pour le blé 31 qx/ha, le riz 53, la maïs 38, la canne 892, le coton 7,5.

L'Etat-patron

1. Le scribe et le fellah

Aussi présente que la géométrie sacrée des pyramides, l'image du scribe armé de ses tablettes continue à marquer la vie des bords du Nil. L'ombre du fonctionnaire accompagne le fellah dans ses activités quotidiennes. La coopérative est en fait le relais de l'Etat territorial. C'est le constat que dressait un fonctionnaire égyptien en 1977 (17).

«*Bien qu'il soit privé à 90%, le secteur agricole est sous le contrôle étroit du Ministère de l'Agriculture. La politique gouvernementale s'exécute à travers le réseau de 4 900 coopératives ... qui transmettent leur projet, sous couvert du Directeur de la coopérative (fonctionnaire ayant le droit de veto) à l'administrateur responsable du Gouvernorat, qui en rapporte directement au Ministère. Les conseils des coopératives ont été tenus de veiller à harmoniser leurs besoins locaux avec les priorités nationales, aussi bien dans la distribution des cultures que dans leur rotation, et à utiliser le sol comme il leur est demandé*».

Il s'agit ici d'un bel exemple de «**culture administrative**», avec ses deux traits marquants :

① intégration territoriale, ici par le biais du groupe villageois et de la coopérative, au gouvernorat ;

② alliance socio-politique, la classe des propriétaires, unie par la crainte des fellahs prolétarisés, fait bloc avec le pouvoir en place et les fonctionnaires constituent le ciment de cet accord.

Deux formules expriment cet amalgame tripartite : les paysans sont devenus «*les simples exécutants de la volonté gouvernementale*» (M. Brake), «*la puissance des fonctionnaires prend un peu la place de celle de la richesse*» (R. Dumont).

2. Les expériences agraires en «terres nouvelles» : fermes d'Etat et colonat

Au-delà du gain précieux de 1 500 000 feddans, le projet de bonification des nouvelles terres se donne un objectif plus ambitieux encore : «*créer une société rurale moderne et démocratique, ayant vis-à-vis des campagnes traditionnelles une valeur exemplaire*» (M. Brake). Et l'Etat se réserve l'exclusivité de cette tâche, avec l'assistance de l'aide internationale. A cet effet il fut créé dans le cadre du Ministère de l'Agriculture un **Sous-secrétariat d'Etat à la bonification des nouvelles terres**, à la tête d'une «administration spécifique, pyramidale et centralisée».

L'aide internationale prit des formes diverses : distribution par les Nations Unies de rations alimentaires au bénéfice des travailleurs des chantiers, création d'un centre international de développement rural à Mariut, contribution de l'UNICEF à la création de centres de soins et au développement du planning familial, aides bilatérales diverses ...

De toutes les formules pour la mise en valeur des terres nouvelles, celle de fermes d'Etat semble avoir été longtemps préférée aux autres, pour de multiples raisons, relevant de considérations techniques, sociales et politiques pour l'essentiel :

– adéquation dans la taille entre l'échelle foncière et l'aire d'action d'une grosse station de pompage avec son réseau, permettant une meilleure rationalité dans la distribution de l'eau et dans l'expérimentation agronomique ;

– mise en place d'un schéma social fondé sur la hiérarchie administrative et rompant avec la grille de relation au sein de la société traditionnelle ;

– empreinte de la doctrine socialiste, renforcée par la présence de certains partenaires internationaux.

La cohérence du système devait être affirmée par les relations nouées, au sein de chaque secteur de bonification, entre les Compagnies agricoles qui en avaient la gestion et les Fermes qui y étaient implantées.

Ainsi furent créés les **complexes hydrauliques**, comme le secteur de Tahir Sud (**Fig. 39**), juxtaposant des unités d'exploitations diverses: fermes d'Etat, domaines de sociétés d'investissement, petites ou moyennes terres de colons.

Le jugement porté par M. Bakre et ses collègues est nuancé. Il fait apparaître des éléments positifs spécialement en matière technique : rationalité de la géométrie du support hydraulique et du parcellaire (unités d'au moins 25 feddans), assolement adapté (luzerne, céréales), association culture-élevage et équilibre organique en bonne voie, volonté d'expérimentations diverses. Mais aussi impression d'«**inachèvement**» : insuffisance ou même absence de réseau de drainage, se traduisant par de fréquentes remontées salines, et d'«**inadaptation**» : tracteur géant et combiné coexistent avec la récolte du bersim à la main ; lourdeur de l'encadrement bureaucratique et des grands états-majors, difficultés de la maintenance de l'abondant équipement mécanique et surtout du matériel de pompage.

Et devant la «rentabilité décroissante» on en arriva sans doute à parler «*d'échec à propos des entreprises d'Etat : il y a dans tout cela trop de sel, d'eaux perdues ou mal contrôlées, de gaspillage et de déficits*». Mais d'autres expériences amènent à penser «*qu'il faut trois générations sur la même terre pour maîtriser les problèmes complexes de l'eau et de ses relations avec les plantes et le sol*».

Si l'on peut parler de «l'échec des fermes d'Etat», **le colonat**, du point de vue du bilan comptable, laisse apparaître au contraire un bilan positif : les rendements des cultures sont supérieurs à ceux des fermes, les revenus familiaux plus élevés que ceux des autres fellahs. Mais l'effet de taille (la moyenne des parts se tient entre 4 et 5 feddans), le surencadrement technique et social font que ces lotissements ont «*valeur d'expérience plus que de modèle*».

L'un des aspects marquants de cette colonisation intérieure a été que, en concomitance avec la conquête agricole, fut développée une politique globale d'aménagement du territoire. Le plan de l'organisation de l'espace à l'ouest du delta, dans le district de Tahrir, en apporte un exemple significatif. Notons encore, parmi ces formes récentes d'intervention de l'Etat, l'installation de **secteurs d'irrigation par pivot** dont nous avons pu voir, en 1987, deux cas expressifs : l'un à l'Est du delta, avec conquête de terres sableuses, implantation de bourgs et villages, l'autre à l'Ouest du Lac Nasser, en plein désert, où étaient en cours les premiers travaux d'aménagement dans une large vallée fossile en contrebas du plateau.

Vers le libéralisme : une contre-réforme agraire ?

Après la disparition du Président Nasser en 1970, la préoccupation de continuité doctrinale le céda progressivement à des objectifs plus pragmatiques, la recherche de la rentabilité des entreprises, ce qui donna lieu à des «*réajustements brutaux au sein du secteur agraire ... Sous couvert de réalisme et d'efficacité, les acquis essentiels de la Réforme Agraire sont peu à peu vidés de leur substance*» (C. de Sainte-Marie).

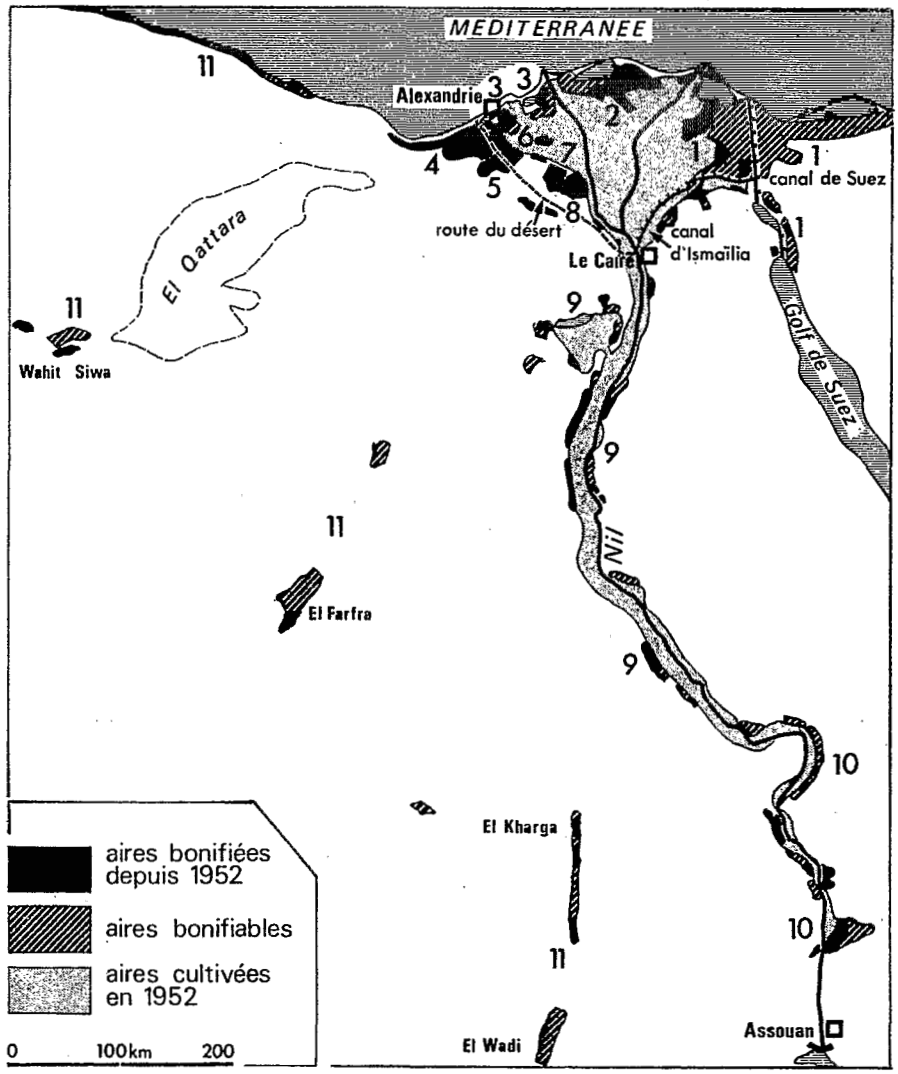
La déréglementation des contrats locatifs, à partir de 1975, rétablit certains avantages au profit des propriétaires, et la valeur des loyers tripla.

Une loi de 1976 retira aux coopératives leurs activités commerciales et leurs installations de stockage et les transféra à des agences locales du Crédit Agricole, qui prit la dénomination de **Banque Principale de Crédit Agricole et de Développement**. Ces agences, banques de villages créées à cette occasion, privèrent ainsi les coopératives de leur principale source de revenu, qui étaient la perception des commissions sur les opérations de collecte et de commercialisation.

Furent épargnées les coopératives spécialisées par produits, mais qui, autorisées à importer équipements et produits intermédiaires nécessaires à leur activité, changèrent de nature. «*Opérant comme des entreprises privées, les coopératives spécialisées s'apparentent en fait à des coopératives de service à l'occidentale*» (C. de Sainte-Marie).

De son côté la nouvelle Banque de Crédit modifia sa politique en restreignant ses opérations de prêt au bénéfice des paysans, pour se lancer dans des opérations d'investissement. Les banques de villages ont été autorisées à collecter l'épargne rurale et auraient ainsi drainé en 1981 «*la somme*

Figure 85 : Les conquêtes de «nouvelles terres» en Egypte



1 : Delta oriental ; 2 : Delta médian ; 3 : Delta nord-ouest ; 4 : Mariut ; 5 : Nubariya ; 6 : Tahrir nord ; 7 : Tahaddi ; 8 : Tahrir sud ; 9 : Egypte moyenne ; 10 : Haute-Egypte ; 11 : Déserts.

fabuleuse de 250 millions de livres égyptiennes, soit plus que le montant total des prêts de campagne accordés au cours du même exercice» (C. de Sainte-Marie). Les agences se sont même transformées en supermarchés ruraux, diffusant toute la gamme des produits de la société de consommation.

Une tendance se développe également, poussant à remplacer le système rigide assolements-livraisons obligatoires par la pratique de culture sous contrat, plus souple et précisant mieux les responsabilités de chacun des partenaires.

Parallèlement, dans les campagnes, on assiste à une **diversification des structures sociales**.

Des formes d'agriculture capitaliste se développent autour d'exploitations moyennes organisées en grappes : «*les familles forment des clans dont la hiérarchie interne s'apparente en fait à celle d'une entreprise, même si elle présente toutes les apparences du patriarcat*» (C. de Sainte-Marie). Pratiquant les cultures à forte rentabilité, associées à un élevage de rente, prenant en charge, à partir du bourg ou de la ville, la commercialisation de leurs produits et ceux des autres, ces «*koulaks*» utilisent des salariés spécialisés : comptables, gardiens, tractoristes, vachers ..., ainsi que des ouvriers occasionnels, journaliers ou saisonniers.

On ne trouve pas la même capacité d'innovation dans les petites exploitations familiales, dont la plus grande partie des terres est occupée par les «**cultures du gouvernement**», peu rentables, et qui essaient de trouver dans l'élevage le complément de ressource nécessaire à la survie de l'unité de travail, ou encore pratiquent la pluriactivité, voire l'émigration.

L'étude de la dynamique actuelle du monde rural égyptien laisse apparaître un certain désengagement de l'Etat dans la protection de la petite paysannerie, un développement des formes d'économie capitaliste, sur un fond d'agriculture familiale se diversifiant. Doit-on parler à ce propos de **contre-réforme agraire** ?

Le répit dépassé ?

Les tableaux statistiques ci-joints font ressortir pour la période 1960-1986 deux aspects fondamentaux (18) :

– une stagnation, voire une légère baisse, de la superficie agricole utile et une croissance de la superficie récoltée ;

– une baisse sensible des superficie récoltées et cultivées par tête d'habitant.

Cette situation, à première vue insolite, relève du jeu de deux facteurs limitants :

– la perte d'espaces cultivés du fait soit de l'urbanisation, soit de la stérilisation de terres par remontée de la nappe phréatique et par salinisation : au total quelque 700 000 feddans ;

– l'arrêt de «l'expansion horizontale» de l'agriculture, d'abord entre 1972 et 1974 en relation avec la guerre, puis ultérieurement par la préférence donnée à «l'expansion verticale» c'est-à-dire l'intensification et la multiplication des récoltes ; mais même en ce domaine on assiste à des phénomènes de «plafonnement» : les records de rendements atteints dès le début de la décennie 1970 sont difficilement battus.

Le Haut-Barrage a eu, incontestablement, des effets positifs : les sécheresses successives des années 1980 ont été telles que, pour 1984, «*la crue en elle-même n'aurait permis d'irriguer que 5 millions de feddans sur les 11 millions récoltés*».

Si importants que soient ces résultats, ils n'empêchent cependant pas que l'état alimentaire du pays ne se détériore d'année en année. En un quart de siècle la population a doublé, passant de 25 à 50 millions de personnes. En 1980 l'Egypte a importé 48% de ses besoins en denrées alimentaires ; la part de l'agriculture dans le PIB qui était de 29% en 1965, est descendue à 20% en 1985.

La construction du Haut-Barrage a donné au pays un répit. D'autres moyens doivent être maintenant mis en oeuvre pour éviter les ruptures fatales. Le barrage du Lac Tana en Ethiopie, le Canal de Jonglei au Soudan devraient apporter respectivement des surplus de 2 et 5 milliards de m^3 d'eau, ce qui donnerait un nouveau délai. Mais l'instabilité

politique régnant en cette zone rejette à plus tard la réalisation de ces travaux.

On en est à «*la fin du mythe de l'indépendance hydropolitique de l'Egypte*» (B. Ayeb).

En arrière-plan du problème socio-économique, un autre se pose, longtemps occulté, mais de plus en plus lancinant : en matière d'écologie au sein de l'aire agricole et sur ses bordures. Les perturbations profondes introduites dans le rythme hydrologique du Nil ont rompu l'équilibre morphologique concomitant et entraîné des formes d'érosion nouvelles, à la fois sur les basses terrasses qui restent maintenant «perchées» au-dessus du fleuve, et *sur le littoral entre le delta et la mer*. Et parallèlement apparaissent des marques de déséquilibres biologiques : altérations de la couche supérieure du sol que l'inondation ne renouvelle pas, effets de l'emploi des engrais chimiques en zone mal drainée, appauvrissement de la faune marine.

Entre une démographie qui reste galopante (croît de 2,6% par an), une intensification agricole qui se fonde de plus en plus sur la biochimie, et une domestication du fleuve qui se veut totale, la marge de manoeuvre s'amenuise d'année en année.

B – Le Maghreb : la diversité des expériences structurelles

L'unité maghrébine, renforcée pendant un demi-siècle au temps de la colonisation, a laissé place, dans le premier quart de siècle après le retour à l'indépendance, à trois systèmes politiques dont chacun a eu le souci d'affirmer sa spécificité (19).

Sur le plan agraire cette différenciation s'est marquée avec une particulière netteté (20).

Les décalages apparurent d'abord dans la diversité des rythmes et des procédures qui présidèrent à la résorption de l'héritage colonial. Celui-ci était, il est vrai, d'étendue et de nature différentes dans chacun des trois pays : en Algérie, colonisation plus peuplante, plus paysanne, plus villageoise, couvrant 28% des terres cultivées, au Maroc plus «capitaliste» (12% de la SAU) et plus préoccupée de l'encadrement des populations locales, en Tunisie (15% de la SAU) revêtant des formes mixtes. Si en Algérie la récupération des 2 800 000 ha de terres étrangères, en 1962, fut brutale, en Tunisie, pour les 600 000 ha concernés, elle s'étendit sur sept années, et au Maroc, pour 1 000 000 ha, elle s'étala sur dix-sept ans (1956-1973).

Or, au moment de l'indépendance, la superficie des terres occupées par les populations locales ouvertes aux techniques nouvelles et ayant dépassé le stade de la culture traditionnelle n'atteignait que quelque 400 000 ha en Tunisie et au Maroc, 800 000 ha en Algérie. Au Maghreb le caractère dualiste de l'agriculture était donc particulièrement marqué. La colonisation avait été incapable de donner à *l'ensemble du monde agricole un véritable* «effet d'entraînement», une tâche difficile restait à accomplir aux nouveaux régimes.

De grands efforts ont certes été réalisés en ce sens. Mais le rythme, resté élevé, du croît démographique (rappelons-le : 2,2% en Tunisie, 2,5% au Maroc, 3,2% en Algérie) combiné avec les exigences grandissantes des populations (urbaines) en matière d'alimentation ont rendu nécessaire le recours massif à des exportations, inversant le taux de couverture par les exportations. le tableau ci-joint de «la dégradation de l'autosuffisance alimentaire» montre que la situation a pris un tour dramatique, spécialement pour l'Algérie où la facture des importations alimentaires, avec 9 milliards de dinars en 1988, a représenté près de 22% des recettes d'exportation des hydrocarbures (J. J. Pérennès).

a) Le pragmatisme tunisien : des «unités coopératives de production (UCP) aux Sociétés de mise en valeur agricole»

Petit pays situé à la charnière entre les bassins occidental et oriental de la Méditerranée, la Tunisie, en matière de politique agraire comme en beaucoup d'autres, offre l'exemple d'un réel pragmatisme. Son option socialiste l'a sans doute conduite aux premiers temps de son indépendance à une expérience coopérative (les UCP) à forte empreinte idéologique, mais elle s'en est vite dégagée pour suiuvre les voies d'un libéralisme de plus en plus affirmé (21).

A travers la variation dans la pensée politique, certaines constantes apparaissent cependant à

la lecture des discours officiels (J. P. Gachet) : la nécessité de la modernisation de l'agriculture («priorité des priorités»), qui doit être mécanisée et industrialisée, *«une connotation quelque peu anti-paysanne, dans la mesure où les pratiques paysannes n'apparaissent pas guidées par la rationalité technicienne et économique»*, un programme au service de la *«mobilisation étatique descendante»*. Ces principes généraux se traduisirent, dans l'application, par des réalisations donnant, d'une décennie à l'autre, la primauté à telle ou telle structure, à tels ou tels degrés et formes d'engagement de l'Etat.

La décennie 1960 : l'échec des UCP, une affaire encore lourde de signification

L'orientation coopérativiste se fonda en premier lieu sur la maîtrise d'une part notable du patrimoine foncier : suppression des habous publics en 1956 et leur incorporation aux terres domaniales, rachat des domaines coloniaux, création de l'Office des terres domaniales en 1961, nationalisation en 1964 de l'ensemble des terres coloniales.

Ce patrimoine foncier public constituera le noyau des coopératives créées par loi du 27 mai 1963 et dont les périmètres absorbèrent également les terres privées qu'elles contenaient. En 1968 il y avait 348 UCP, couvrant 378 000 ha (soit 1 080 ha en moyenne par unité), rassemblant 29 600 coopérateurs (13 ha par foyer). Le noyau domanial représentait 46% de la superficie totale, les apports des coopératives 42%, les locations 12%.

L'expérience tourna vite court. Aux difficultés du lancement de structures aussi novatrices s'ajoutèrent les effets d'une crise politique. A l'éviction, en 1969, du Ministre de l'Agriculture, M. Ben Salah, succéda un programme nouveau fondé sur la recherche de l'efficacité immédiate, ce qui amena l'éclatement du système : 240 000 ha retournèrent au secteur privé, 60 000 furent constitués en agro-combinats intégrant des terres à forts rendements et des firmes de transformation de leurs produits (sucreries).

Cette *«réforme agraire à l'envers»* (R. Dumont) témoignait de l'équivoque d'une expérience de collectivisme forcé et sélectif incapable de substituer, en économie marchande, à la motivation par le profit un stimulant idéologique.

L'intérêt de «l'affaire UCP» ne réside pas seulement dans le fait qu'il s'est agi là d'une tentative originale d'implantation d'une structure extérieure marquant quelques années de l'histoire économique et sociale de la Tunisie ; ses effets débordent largement la période 1963-1969. Car d'une part cette «expérience malheureuse», souvent présentée de façon déformée, a servi littéralement de «repoussoir» dans le cadre d'une certaine propagande anti-collectiviste, d'autre part *«elle a suscité l'émergence d'***une nouvelle force sociale** *concernée par le devenir de l'agriculture, constituée par les nombreux techniciens et administratifs qui ont encadré l'appareil coopératif»* (J. P. Gachet). Or cette force technocratique qui se déploiera dans les divers services du Ministère de l'Agriculture et qui n'avait pas perçu *«l'inadéquation entre le projet coopératif et le tissu social dans lequel ce projet devait s'inscrire»*, a eu tendance à reproduire par la suite *«l'idéologie technico-modernisatrice des planificateurs»* et à

La dégradation de l'autosuffisance alimentaire au Maghreb

Commerce des produits agro-alimentaires, moyenne annuelle, en millions de dollars

	Maroc		Algérie		Tunisie	
	1961-1965	1981-1985	1961-1965	1981-1985	1961-1965	1981-1985
Importations	149,5	783	153,0	2 245	47,5	457
Exportations	212,0	534	191,3	88	74,0	179
Solde	62,5	- 249	38,3	- 2 157	26,5	- 278

Source : MEDISTAT.- In : PERENNES, J. J. : L'agriculture maghrébine en état d'urgence.- *Le Monde Diplomatique*, septembre 1989.

maintenir «*les relations d'autorité dans lesquelles ils étaient insérés*» (F. Amrani).

La décennie 1970 : les contradictions et les limites de la politique d'encadrement du crédit (22)

Nous avons vu plus haut, à propos de la politique des prix, combien la Tunisie présentait un cas intéressant en l'affaire, montrant comment, en économie marchande, le rôle de l'Etat peut être ambigu, puisque visant à la fois à baisser les prix de production et à assurer aux paysans un niveau de vie décent, en aboutissant au total à prélever un lourd tribut sur le secteur agricole.

Au plan des structures de production, ce rapport de force dans lequel le capital ne reçoit qu'une maigre rémunération, se traduit par le maintien de la petite et moyenne exploitation paysanne, voire son renforcement. Sur deux décennies, de 1962 à 1982, on constate l'évolution suivante :

– la petite exploitation (moins de 20 ha) renforce légèrement sa position, en nombre (de 82,9 à 83,4%) et en superficie (de 35,4 à 39,5%) ;

– l'exploitation moyenne (de 20 à 100 ha) se maintient en nombre (15,4%), augmente sa superficie (de 38,7 à 42%) ;

– la grande exploitation (plus de 100 ha) régresse en nombre (de 1,6 à 1,2%) et en superficie (de 25,9 à 18,5%).

Ce renforcement de la petite et moyenne propriété paysanne a pour corollaire la baisse du salariat (72 600 ouvriers permanents en 1961-1962, 54 200 en moyenne entre 1977 et 1980). C'est donc l'atelier à main-d'oeuvre familiale qui se consolide, avec, ici comme ailleurs, le recours à la pluriactivité et aux revenus extérieurs. Notons cependant qu'une tendance assez nette apparaît dans le sens de l'augmentation de la part de travail sur l'exploitation au détriment de l'emploi extérieur : la part des petits paysans consacrant plus de six mois à d'autres activités est passée de 1961 à 1980 de 53,8% à 38,1%.

Il est un domaine dans lequel la paysannerie montre encore sa fragilité, celui de l'équipement en matériel de traction : l'insuffisance de l'exploitation en taille empêche de la pourvoir en matériel nécessaire et oblige à recourir à la location d'engins auprès des grands propriétaires ou des entrepreneurs en machines, ce qui peut provoquer les effets fâcheux analysés plus haut.

La décennie 1980 : la relance capitaliste par l'Etat et la banque, les «Sociétés de mise en valeur et de développement agricole» (23)

La relance de l'agriculture au cours de cette décennie est liée, au départ, à la convergence de deux séries de facteurs : la première, d'origine extérieure au pays, consiste dans un net relèvement des cours mondiaux des produits agricoles, à partir de 1979, la seconde est en rapport avec une évolution générale de l'attitude de l'Etat en matière économique, ce qui le pousse à un certain désengagement de ses responsabilités vis-à-vis des entreprises dont il assumait la gestion, pour s'orienter plutôt vers une politique d'incitation au profit des groupes sociaux concernés.

En cinq campagnes, entre 1979 et 1983, le prix moyen des céréales à la production connut une croissance d'environ 14%, celui du lait de 22%, celui de la viande bovine de 18%, de la viande ovine de 16%. Ces relèvements non seulement permirent une certaine amélioration de la condition paysanne, mais encore firent de l'agriculture un secteur plus attractif pour les placements de capitaux.

De son côté l'Etat, face à une dégradation grandissante de la balance alimentaire, décida d'accroître ses investissements pour les porter de 12,5% de l'enveloppe globale dans la décennie 1970 à plus de 17% pour le 6ème Plan 1982-1986, et compte tenu de l'augmentation générale du budget, le volume réservé au secteur primaire passa de 540 millions de dinars à 1 420.

Une autre action de l'Etat porta sur des procédures propres à favoriser l'investissement du capital urbain dans les campagnes. L'évolution naturelle ne poussait ni à la concentration foncière, ni à la constitution d'une bourgeoisie rurale, et de son côté le capital citadin se portait de préférence vers la spéculation immobilière ou les activités industrielles ou de service. Pour inciter au transfert de capitaux, l'Etat en vint à mettre au

point des procédures nouvelles relatives à des fonds lui appartenant, les terres domaniales.

La loi du 4 mars 1983 fixa les modalités de création de «**Sociétés de mise en valeur et de développement agricole**» sur des terres domaniales, avec contrat de location valable pour une durée maximum de 30 ans. Les capitaux devaient obligatoirement comporter une part étatique (elle fut de 22 à 40% pour les trois premières opérations) et pouvaient éventuellement intégrer des parts étrangères (la Banque tuniso-koweitienne et la Banque tuniso-saoudienne prirent des participations) (23).

Ces domaines se substituèrent à des UCP restructurées ou à des agro-combinats, mais après des fusions et des regroupements qui portèrent par exemple le «**Complexe agricole de Testour**» à 6 400 ha, la «**Société de mise en valeur de Mateur-Jalta**» à 4 160 ha. Situés dans la zone tellienne et sur les meilleures terres, ces domaines comportèrent au départ des périmètres irrigués, sur 56 ha à Testour, 435 à Mateur-Jalta. Leur base foncière leur permet de développer des formes diverses de polyculture intensive dont le domaine de Frétissa a fourni l'expérimentation (cf. *supra*). Le volume des capitaux engagés, 7 500 millions de dinars à Mateur-Jalta, 4 195 à Testour, est à l'échelle de «*l'énorme gabarit des exploitations*» et de l'ampleur des ambitions étalées. «*Ces entreprises agricoles à caractère clairement et nettement capitaliste, vont tendre de toutes leurs forces à la recherche du profit maximum ... Mais l'environnement où elles évoluent leur permettra-t-il d'obtenir des résultats plus probants que ceux des exploitations du secteur privé ?*». Telle est l'interrogation que pose A. Khassab au début de cette expérience agraire originale associant le capital bancaire et le capital étatique sur fonds domanial.

Stratégie agricole et dynamique régionale

Estimant qu'en Tunisie, «*sous l'effet de son intégration accrue à la Division internationale du travail au cours des vingt dernières années, les disparités régionales se sont accentuées considérablement, laissant apparaître deux grandes entités spatiales à deux vitesses : la zone côtière, et plus particulièrement la côte entre Tunis et Sfax, cumulant à la fois le développement industriel, touristique et celui des cultures d'exportations (sauf les dattes) et la zone intérieure regroupant des gouvernorats quasiment laissés en jachère*», des économistes (F. Charbi *et alii*...) préconisent une «*réorientation stratégique*» de l'agriculture du pays, concurremment à un rééquilibrage de l'espace de production, caractérisé actuellement par une forte dissymétrie :

«*Le redéploiement de l'agriculture tunisienne, rendu indispensable par les limites évidentes que l'élargissement de la CEE impose aux cultures méditerranéennes, au profit des cultures de base, apparaît donc comme une piste possible du développement des régions intérieures du Nord et du Centre, restées à l'écart du développement tunisien. Il est probable d'ailleurs que c'est uniquement par cet effort de promotion agricole des zones intérieures que pourra être amorcé l'indispensable rééquilibrage régional tunisien. En effet, les tentatives qui ont été faites d'une meilleure répartition spatiale des activités industrielles ont échoué jusqu'à présent*».

Or, sur le terrain, on peut constater des formes de ce redéploiement, soit par l'intervention de la puissance publique, soit à la suite d'initiatives individuelles : création de périmètres d'irrigation publics ou privés, passage d'une économie pastorale à des activités agricoles plus intensives, en particulier du fait du partage des terres collectives.

Dans sa partie centrale et méridionale, la Tunisie bénéficie, par rapport aux autres parties du Maghreb en position similaire, d'un avantage notable : l'épaisseur des limons déposés au cours de diverses phases du Quaternaire et constituant des terroirs de conquête pour l'agriculture moderne. Le danger est même dorénavant dans une utilisation trop intensive de ces sols fragiles : le redéploiement spatial de l'agriculture tunisienne doit donc être envisagé avec une grande prudence.

La gravité des dégâts provoqués par les inondations de janvier 1990 vient de rappeler brutalement l'ampleur des risques courus par toute politique d'aménagement intensif en zone subaride.

b) Le Maroc : une «grande politique agricole»

A l'échelle du Maghreb, le Maroc, favorisé par sa large ouverture sur l'océan, fait figure de

grande puissance agricole, avec ses vastes plaines à cultures en sec continues, telles que le Saïs et la Chaouia, ses vieilles paysanneries montagnardes (le Rif, le Pays chleuh) et ses denses périmètres d'irrigation en cours d'aménagement (Gharb, Tadla, Haouz, ...). Mal doté en matière énergétique et constatant que ses réserves de phosphates ne lui procurent pas les ressources escomptées, le pays, sans sacrifier la voie de l'industrialisation, s'est délibérément orienté vers une «grande politique agricole», escomptant que, pourvoyeuse en devises, elle donnerait une impulsion décisive à l'ensemble de l'économie (24).

Vingt années après avoir brossé le tableau du «troisième âge agraire du Maroc», nous pouvons constater qe le problème a été posé moins en termes de structures, lesquelles n'ont été l'objet que de quelques réajustements, que de conjoncture : à court terme, du fait de l'impact du facteur climatique (deux années de sécheresse catastrophique en 1977 et 1981), et surtout à long terme, dans la relation entre les courbes de croissance démographique et agricole (25).

Les principes : libéralisme et primauté de l'économique, la politique de zonage (26)

Le **Code des investissements agricoles**, publié le 25 juillet 1969, constitue en fait une véritable charte du développement rural au Maroc, définissant les principes de l'action de l'Etat en matière d'organisation de l'espace.

La primauté de l'économique sur le social

Le Code se préoccupe de définir l'assiette et le fonctionnement des exploitations agricoles. La primauté de l'économique sur le social est évidente. Ce choix est explicité dans une note du Ministère de l'Agriculture, dans laquelle les actions antérieures sont définies comme «*multiples, désordonnées, aboutissant à créer un encouragement diffus, principalement au profit des petits agriculteurs, l'optique sociale des opérations entreprises étant nettement dominante, l'optique économique ne constituant souvent qu'une préoccupation secondaire de l'Etat*».

Au contraire, dans la nouvelle perspective, le même rapport affirme que «*des actions spécifiques, intégrées, coordonnées seront étudiées et mises en oeuvre par tous les producteurs intéressés, aidés techniquement et financièrement par l'Etat, qu'ils soient petits, moyens ou grands propriétaires*».

Cette affirmation ne signifie nullement que les diverses catégories de propriétés soient mises sur le même plan. Au contraire : l'on se préoccupe d'atténuer, sinon d'éliminer, les inconvénients du système microfundiaire. Ainsi, en domaine irrigué, sont interdites les opérations qui aboutiraient à réduire à moins de 5 ha les propriétés dont le superficie est supérieure à ce chiffre ou à morceler les propriétés inférieures à cette surface limite. C'est aussi sur la base de ces 5 ha que sont conçus les partages de collectifs et la constitution de lotissements.

La préoccupation dominante est donc de créer des propriétés viables et un autre rapport du Ministère de l'Agriculture précise que la nouvelle politique agricole s'assigne pour objectif d'atteindre, dans les secteurs d'intervention, à une production brute de 800 Dh/ha en sec et de 2 000 en irrigué.

L'expression «*politique sélective de zoning*» est employée dans la même note et caractérise une politique de discriminatiion géographique des interventions, avec pour objectif d'éviter les inconvénients de la dilution des efforts qui avaient marqué les périodes précédentes. Le dahir fondamental précise de son côté : «*compte tenu de ses moyens techniques et financiers, l'Etat procédera par étapes et par zones ; son aide sera concentrée dans des régions déterminées, en sec comme en irrigué, et portera sur des opérations et des spéculations agricoles jugées les plus bénéfiques tant pour l'agriculteur que pour la collectivité nationale. Cette aide sera donc sélective et se développera, secteur par secteur, au fur et à mesure des moyens disponibles*».

Il n'est sans doute pas erroné de voir dans cette orientation la résultante d'une double leçon tirée par les responsables marocains de deux séries d'expériences menées depuis le retour à l'Indépendance : l'Opération-Labour, les expériences de culture intégrée de coton et de betterave à sucre.

L'Opération-Labour (1958-1960), dont l'originalité consistait en l'emploi massif de tracteurs dans le cadre de blocs de culture au

sein desquels se fondaient momentanément les parcelles privées ou collectives, avait échoué en partie parce que les techniciens avaient perdu la maîtrise de leur intervention, laquelle dès la deuxième campagne s'était développée sur près de 300 000 ha.

Au contraire, les **actions intégrées en matière de culture de betterave à sucre et de coton** avaient abouti, en dépit de circonstances parfois contraires, comme les inondations trop souvent répétées dans le Gharb, à de réels succès. Et cette réussite était à mettre au compte spécialement de la concentration des efforts dans les zones nettement délimitées et de l'emploi de techniques de cultures bien définies.

Quant à l'affirmation qu'«*une place de choix revient aux périmètres bénéficiaires ou susceptibles de bénéficier de l'eau d'irrigation*», elle ne fait que confirmer des positions prises antérieurement, en particulier lors de la création de l'**Office National des Irrigations** (ONI), en 1960. Ce qui est nouveau c'est la systématisation de ce choix et la proclamation, à l'échelle gouvernementale, d'une véritable «politique de l'eau».

Les réajustements structurels

La stabilité du régime a permis au Maroc de poursuivre dans la voie du libéralisme qu'il s'était choisie et de mener à bien la politique de réajustement foncier entamée aux premiers temps de l'indépendance, avec (27) :

– la récupération différée (elle se termina en 1973) et diversifiée des terres coloniales, 1 000 000 ha, dont l'Etat prit 60% (250 000 ha en propriétés publiques gérées par deux Sociétés, la SODEA et la SOGETA, 350 000 attribués en lotissements paysans), tandis que 40% étaient acquis de façon plus ou moins illicite par les serviteurs de l'Etat, les grandes familles urbaines et les notables locaux ;

– une décollectivisation progressive, 1957 : «gel» du système pour dix années, 1974 : décision de partage entre grandes familles indivises pour éviter l'émiettement des parts, mais l'opération sur le terrain s'avéra tellement ardue que le régime ancien reste pratiqué sur la plus grande partie du bled *jmâa* ;

– l'extension de la politique des lotissements tenant lieu de «réforme agraire», et concernant des terres d'origine coloniale, domaniale ou collective : 380 000 ha entre 60 000 familles, avec des lots de 5 ha en irrigué, 10 à 20 ha en sec.

Au total on peut distinguer deux grandes catégories de structures socio-territoriales : d'un côté la grande propriété, sur 2 000 000 ha, concernant 9 000 familles et comportant des entreprises modernes héritées de la colonisation ou d'anciens latifundiums plus ou moins rénovés, de l'autre la masse de petits et moyens propriétaires détenant quelque 4 000 000 ha.

L'alliance entre le monde rural et l'Etat a fait du «*fellah marocain le soutien du trône chérifien*» (R. Leveau).

Vers l'ère agro-industrielle et le million d'hectares en irrigué (Cf. **chap. V.1.B.***d* et **Figure 63** – Carte)

Quelques données chiffrées suffisent à mesurer l'intensité de l'effort réalisé en matière hydraulique :

Rythme annuel d'équipement

1967	9 000 ha
1968-72	18 000 ha
1973-77	21 000 ha
1978-80	25 000 ha

– part de l'hydraulique dans l'investissement public agricole de 1968 à 1980 : 43% ;

– part des investissements hydrauliques réservés aux grands périmètres :

1965-67 : 85 %
1978-81 : 60 %

A ce rythme, le pari du «million d'hectares irrigués en l'an 2000» devrait être tenu.

Cet équipement de base était prolongé par le développement d'un véritable secteur agro-industriel. Le Gharb, l'un des périmètres symboles de cette politique, de «région hydraulique» devenait «région agraire», au sens le plus large du terme. Remembrements, lotissements, aménagements divers tendent à

enserrer les terres dans une trame géométrique, au sein de laquelle les formes d'occupation du sol : vergers d'agrumes, parcelles de betteraves ou de cannes à sucre, rizières, ... semblent facteurs de diversification plus déterminants que les disparités foncières. Mais derrière cette apparence d'unité par le degré de technicité, les différences sociales s'accentuent entre d'un côté grands et moyens propriétaires ayant bénéficié, sans grande contre-partie, des lourds investissements de l'Etat, et les microfundiaires et les ouvriers agricoles prolétarisés, la «décollectivisation» des terres tribales ayant supprimé une structure de solidarité (cf. **chap. III.1.B.***b*) .

Les insuffisances et les incertitudes : à la recherche d'une nouvelle stratégie agricole

L'aspect spectaculaire des inaugurations successives de grands barrages, la proclamation de la victoire dans la bataille des céréales en 1968 : chiffre record étonnant de 63 millions de quintaux, puis une série de récoltes satisfaisantes au début de la décennie 1970 firent naître un optimisme excessif que les faits mirent bientôt à rude épreuve.

En premier lieu, les chiffres concernant les rendements céréaliers revêtent une grande signification : 8,5 x/ha de 1961 à 1970, 9,8 de 1971 à 1980, 8,1 de 1980 à 1984 : la stagnation est évidente.

De plus, l'aléa climatique, un moment oublié, se manifesta de façon dramatique autour de 1980, ramenant la production céréalière à des chiffres inquiétants : 28 millions de quintaux en 1977 et seulement 17 millions en 1978 ; le coefficient de remplissage des barrages s'abaissa à des taux que les experts avaient à peine estimés possibles, à l'échelon centennal : 17% pour Al Massira sur l'Oum-er-Rbia, le fleuve le plus régulier du pays, 21% pour Bin-el-Ouidane en pleine montagne.

Cette conjoncture désastreuse faisait d'autant mieux ressortir l'ampleur du mouvement de fond qui continuait, inexorable, à marquer de sa forte empreinte toute la vie du pays : une croissance démographique au rythme de 2,6% par an qui, ajoutée à une demande pressante d'amélioration des conditions de vie, faisait basculer le rapport production-consommation.

Les quelques données qui suivent suffisent à révéler la gravité du problème en ce qui concerne les céréales :

1956-60	Export.	4,5	M qx/an
1960-64	Import.	3,0	M qx/an
1970-75	"	4,0	M qx/an
1976	"	16,0	M qx
1984	"	25,0	M qx

Pour cette année 1984, consécutive à une longue période de sécheresse, le coût de ces importatiions atteignit 3,3 milliards de dirhams, soit l'équivalent de trois années d'exportation d'agrumes ou encore de 40% des exportations du phosphate et de ses dérivés.

Autre source d'inquiétude, et non des moindres : la relation avec la Communauté Européenne. La demande formulée par le Maroc de participer comme partenaire à part entière au Marché Commun avait valeur d'avertissement : elle témoignait des craintes suscitées par l'élargissement du consortium européen. Et, devant cette perspective, des procédures d'adaptation ont déjà été mises en place : le projet primeur, tel qu'il est présenté par S. Belghazi, en est un exemple expressif (28) :

Le **projet primeur** se donna deux objectifs : l'un, technique, étant d'accroître la productivité de la culture, l'autre, commercial, étant d'adapter la production au calendrier imposé par la CEE, afin de corriger la situation dans laquelle le Maroc mettait sur le marché près de 50% de sa récolte de tomates au printemps, en pleine saison de la production européenne. Le programme, financé par la Banque Mondiale et réalisé en collaboration avec la FAO et l'OCE, concerna la frange littorale, de la banlieue de Casablanca au Souss, et consista, pour l'essentiel, dans l'installation d'abris-serres. Les conditions financières (prêts avantageux) et techniques (choix du matériel et des semences, protection phytosanitaire) furent telles que d'une part le projet de 1 000 ha fut dépassé de 40% et que d'autre part les tomates sous serres en arrivèrent à fournir 60% des exportations.

Le succès de ce programme pourrait inciter à développer le secteur des cultures spécialisées au détriment des productions vivrières. Mais d'un autre côté, la baisse du taux d'auto-

suffisance alimentaire pour les denrées de base pose un grave problème. C'est en tenant compte de ces impératifs contradictoires que se définissent progressivement de nouvelles stratégies en matière agraire.

La conversion des espaces voués aux cultures d'exportation en espaces céréaliers fut considérée comme «un choix trop simplificateur de la problématique de l'auto-suffisance alimentaire» : économiser 20% des dépenses d'importation de blé ferait perdre 100% des exportations et mettrait au chômage la plus grande partie des 240 000 ouvriers (la moitié du salariat agricole) qu'emploie le secteur horticole.

La reconversion fut donc recherchée dans l'accumulation d'une série de procédures que l'on peut ramener à trois séries principales :

– **transfert de crédits publics du bled seguia vers le bled bour**, ce qui fut réalisé dès la fin de la décennie 1970 :

	Plan 1978-80	Plan 1981-85
Agriculture irriguée	65%	40%
Agriculture sèche	29%	52%

– lancement de «projets de développement intégré», en zones de culture sèche : 6 zones furent délimitées dès 1982, couvrant 800 000 ha et touchant 110 000 exploitations ;

– définition, avec l'aide d'une mission d'experts de la FAO, d'un programme d'intensification fondé sur : l'extension de la recherche agronomique et de la vulgarisation, l'amélioration de la distribution des facteurs de production et de commercialisation, la généralisation du crédit agricole... ; le coût de ce programme est estimé à 8 millions de dirhams ;

– délimitation de périmètres à culture céréalière irriguée par le système des pivots ; un projet présenté par R. Ambroggi, ancien expert de la FAO et conseiller du roi Hassan II ; ces secteurs de culture semi-intensive devraient être réalisés selon le rythme suivant (Ministère de l'Agriculture) :

1985-1989 :
20 000 ha au rythme de 5 000/an ;
1990-1993 :
80 000 ha au rythme de 20 000/an ;
1994-2003 :
500 000 ha au rythme de 50 000/an.

Le million d'hectares pouvant être atteint dans le quart de siècle suivant.

Deux expérimentations ont d'ores et déjà été lancées dans le cadre d'organisations coopératives, dans le Tadla et dans la Bahira centrale au sud de Ben-Guerir, avec espoir d'atteindre des rendements de 50 qx/ha pour le blé.

Cette somme d'expériences et de procédures nouvelles aura certainement quelque effet et contribuera, avec la poursuite des grands équipements, à améliorer la productivité agricole. Mais parallèlement, la lourdeur de la tâche de l'Etat apparaît de plus en plus insupportable. Le temps est venu que le relais soit pris de façon plus régulière par les acteurs de la branche agricole et du développement rural.

Nous noterons qu'une suite de circonstances favorables vient de permettre au Maroc de battre en deux années consécutives son record de production céréalière : 78 millions de quintaux en 1987-1988, 83 en 1988-1989.

Constatant que la main-d'oeuvre à bas prix du pays peut prendre le relais de celle de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce, attirant ainsi les investisseurs étrangers, que le taux de croissance annuel a dépassé les 10%, que le choix du libéralisme économique est partout proclamé, et que «*le royaume chérifien a enfin décollé*», certains vont jusqu'à faire du Maroc «*le nouveau dragon aux portes de l'Europe*» (29).

c) L'Algérie socialiste laboratoire permanent de la réforme agraire

Au cours du quart de siècle (1962-1988) de l'histoire de l'Algérie indépendante, quatre dates principales jalonnent l'évolution mouvementée de sa politique agraire : 1962-1963 mise en place et définition de

l'autogestion, 1971-1973 publication de la Charte de la Révolution Agraire et installation des coopératives agricoles de production (CAPRA), 1980-1982 «restructuration» et création d'un secteur socialiste unifié sous forme de domaines agricoles socialistes (DAS), 1987-1988 «réorganisation des domaines agricoles du secteur public» et démantèlement des grands domaines divisés en «exploitations agricoles collectives» (EAC), cependant que, en 1983, étaient lancées diverses réglementations pour aider à «l'accession à la propriété foncière agricole par la mise en valeur», APF (30).

La suite des procédures utilisées et la diversité des structures de production successivement ou conjointement établies témoignent des difficultés rencontrées par les dirigeants algériens dans leur recherche d'une adéquation entre la fidélité proclamée aux principes du socialisme et les contraintes de la gestion quotidienne des unités de production agricole. Dans cette démarche deux étapes majeures sont à distinguer : de 1962 à 1980 primauté du système de la macro-entreprise collectiviste, depuis lors orientation vers des unités de production de dimensions plus modestes et à gestion plus individualisée. La charnière marquant le tournant de cette politique est constituée par la disparition du président Boumédienne en décembre 1978, événement qui permit de dresser un constat d'échec de la politique suivie jusqu'alors et de dégager des principes d'action nouveaux.

Le double secteur socialiste (1962-1972-1980)

On sait dans quelles conditions fut instituée, en 1962-1963, la fiction d'un système d'autogestion : aux 2 800 000 ha de la colonisation européenne, partagés entre 22 000 domaines (moyenne 125 ha), se substituèrent 2 000 domaines autogérés, sur 2 300 000 ha (500 000 ha étant passés au secteur privé), soit 1 150 ha par domaine. Bien que ne représentant qu'un tiers de la SAU et n'utilisant, vers 1970, que 135 000 permanents et 50 000 saisonniers, soit 15% du total des actifs agricoles, le secteur autogéré fournit 60% du revenu brut de l'agriculture (de 90% pour les agrumes à 20% pour la production animale).

La «**révolution agraire**» de 1972-1973 concerna en principe 1 500 000 ha, dont 800 000 ha de terres publiques et 700 000 ha de terres expropriées (après limitation de la propriété privée à quelque 30 ha) ; en fait seulement 1 000 000 ha furent attribués et organisés en «unités agricoles à taille humaine» de 200 à 500 ha en moyenne. Deux institutions complétèrent le système et donnèrent leur sens à cette «révolution agraire» :

– **les CAPCS, Coopératives Agricoles Polyvalentes Communales de Service**, articulation fondamentale avec l'organisation territoriale englobante, à cause de la diversité (1) de ses fonctions : approvisionnement en consommations intermédiaires (matériel, engrais), commercialisation de la production, assistance technique (tracteurs, moissonneuses-batteuses, vulgarisation de méthodes nouvelles, animation ...), (2) des catégories d'adhérents, des secteurs socialiste ou privé ;

– les **villages agricoles socialistes** créés non seulement comme unités d'habitat au bénéfice prioritairement, mais non exclusivement, des membres des coopératives, instruments et reflets de l'élévation du niveau de vie, mais encore comme médiateurs et signes de l'instauration de rapports sociaux nouveaux et comme creusets de la société socialiste à venir et pièces maîtresses de l'aménagement du territoire (**chap. III.5**).

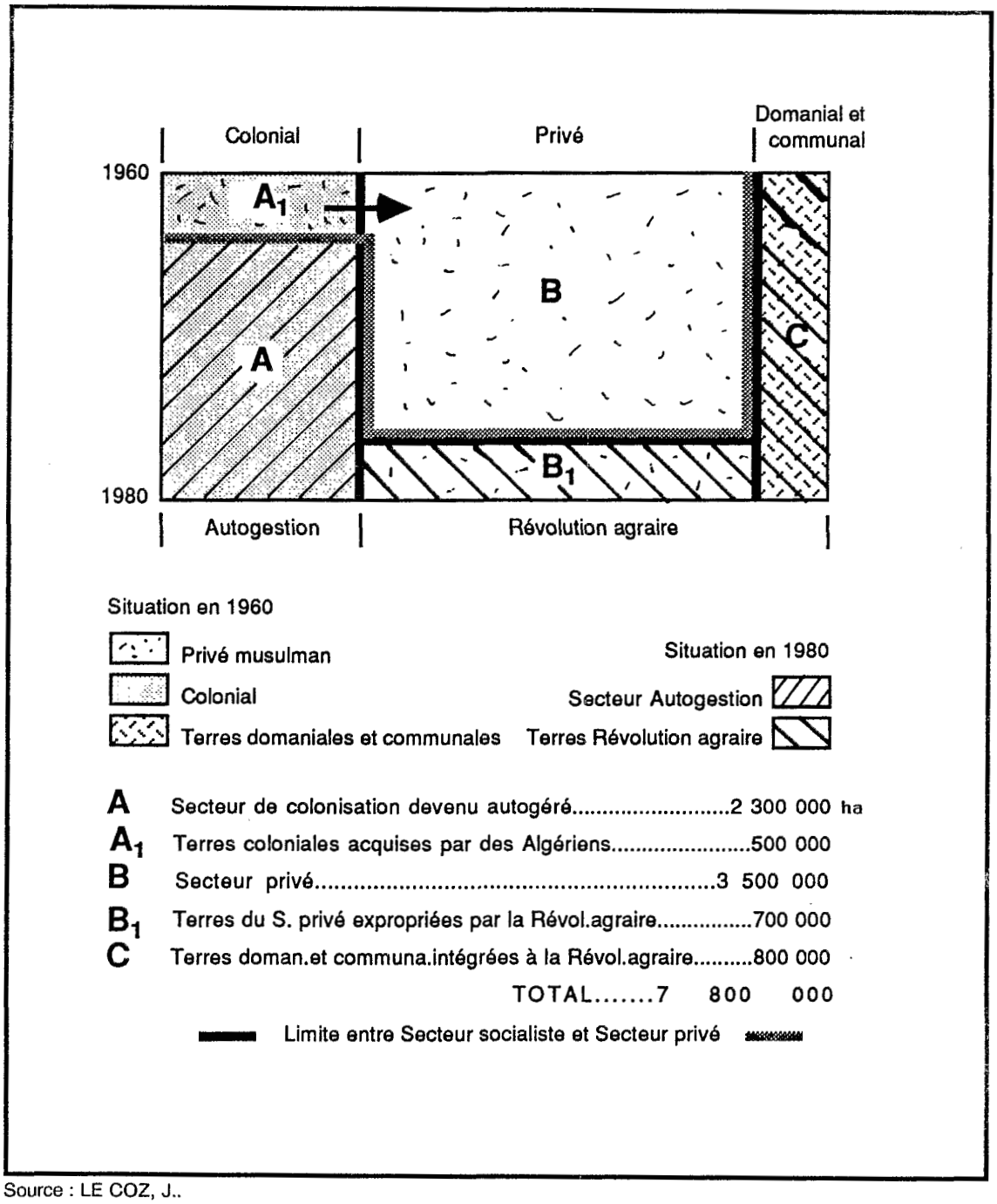
La décennie 1980 : crise de confiance et *remodelage* en deux temps du secteur socialiste

Dès la fin de l'ère Boumédienne, pour le secteur public, le problème fut posé en termes nouveaux. Non point que les orientations socialistes du régime fussent contestées, mais le temps semblait venu où la légitimité du **système** politique était suffisamment assise pour que la validité de certaines **structures** socio-économiques pût faire l'objet de contestations.

Le maître-mot qui devait fleurir dans le lustre suivant fut celui de **restructuration**, le terme prenant valeur incantatoire, mais couvrant, en fait, bien des ambiguïtés.

Dans les débats passionnés qui agitèrent les diverses instances de l'Etat et du Parti entre 1978 et 1983, la dissociation système-structure,

Figure 86 : Les secteurs agraires en Algérie
Evolution 1960-1980



Source : LE COZ, J..

CIHEAM - Options Mediterraneennes

Le secteur agricole socialiste avant et après la restructuration

Avant la restructuration (vers 1980)

Secteur autogéré		Secteur de la Révolution agraire (1) (CAPRA)	
Nombre d'unités	Superficie (ha)	Nombre d'unités	Superficie (ha)
2 099	2 300 000 (moy. 1110 ha)	5 028	1 226 000 (moy. 240 ha)

(1) Le secteur de la Révolution agraire comportait également :
- 240 groupements de mise en valeur couvrant : 23 000 ha
- 40 500 exploitations individuelles couvrant : 157 000 ha

Après restructuration (1984-1987)

3 415 DAS couvrant 2 800 000 ha (moyenne 820 ha)
dont :
- 3 028 DAS constitués sur la base des domaines autogérés avec apport de terres de CAPRA ;
- 363 DAS constitués à partir des CAPRA cependant que 91 CAPRA (13 000 ha) étaient dissoutes et que 700 000 ha étaient attribués à titre individuel.

Fonctionnement du secteur socialiste :

1. DAS (Domaine Agricole socialiste)
   - organes de l'autogestion (Assemblée générale et Conseil des travailleurs, Comité de Gestion)
   - ingénieur gestionnaire (remplaçant le directeur)

2. SDA (secteur de développement agricole), au niveau de la «petite région»
   - avec un directeur et 5 départements techniques.

politique-socio-économie se révéla très artificielle. Deux techniques d'intervention, mais aussi deux courants de pensée, s'opposèrent :

– **une tendance ouvriériste**, et aussi plus progressiste, dont l'idéal était celui de macro-entreprises fortement mécanisées et plus ou moins intégrées dans des agro-combinats ;

– **une tendance agrarienne** (paysanne) et aussi plus conservatrice, prônant la mise en place de petites unités de production rattachées à un système de coopératives de services.

Faute de pouvoir (ou de vouloir) trancher dans le débat, le gouvernement fut amené à opérer en deux temps :

① 1982-1983 : la «restructuration» proprement dite créant DAS (domaines agricoles socialistes) et SDA (secteurs de développement agricole) ;

② à partir de 1987, «réorganisation» du système sur la base des EAC (exploitations agricoles collectives).

• *La «restructuration» : 1980-1987*

La restructuration consista d'abord en une série d'opérations de remembrement du parcellaire et d'assainissement par suppression des empiètements, élimination de parasites, puis par la délimitation d'assiettes foncières nouvelles par réduction de la superficie des domaines autogérés, fusion de CAPRA, ou amalgame des deux. Au total, les 2 099 domaines autogérés et les 5 028 CAPRA laissaient place à 3 415 DAS, couvrant 3 200 000 ha et d'une superficie moyenne de 820 ha. Quelque 700 000 ha de terres excentrées ou médiocres furent l'objet d'attributions individuelles.

La conséquence essentielle de cette vaste opération fut la disparition du dualisme agraire qui avait caractérisé le secteur socialiste pendant une décennie. Mais on pouvait s'interroger sur la validité de l'intervention quant à la taille des unités de production : la réduction d'un tiers de la superficie moyenne des domaines (autogérés) entraînerait-elle de tels avantages que ce grand chambardement en fût justifié ?

Deux initiatives complétèrent ce schéma de restructuration :

– d'une part la création à la tête des DAS d'un poste d'**ingénieur gestionnaire**, qui, intégré au collectif des travailleurs et à côté du directeur élu, assure une direction collégiale de l'unité, fixe les normes technico-économiques de production et en assure la réalisation,

– d'autre part l'intégration du domaine à un **SDA (secteur de développement agricole)**, structure technico-économique, sous tutelle de la wilaya, qui intervient sur un territoire déterminé (correspondant à peu près à l'arrondissement) regroupant en moyenne une trentaine de domaines. Le SDA remplit auprès des DSA des missions d'assistance définies en cinq grandes rubriques : production : planification et développement – production (plans et suivi) – équipements agricoles – commercialisation – gestion du personnel et comptabilité. A ce titre, le SDA comporte, outre le directeur, un certain nombre de techniciens et d'experts répartis entre cinq départements.

• *La «réorganisation» – 1987-1988*

La «restructuration» n'avait en fait réglé aucun des grands problèmes posés par le système de l'autogestion. Et le déficit alimentaire continuait à s'aggraver d'année en année. Or voilà que, en huit mois, entre août 1987 et mars 1988, sous un dénominatif équivalent à celui de «restructuration», la «réorganisation» fut décrétée et réalisée, et la transformation de l'assiette foncière du secteur socialiste fut telle que l'on est en en droit de parler à ce propos de «révolution dans la révolution».

Août-Novembre 1987 : phase préparatoire

Sur la base d'une circulaire interministérielle, il est décidé de procéder à une «réorganisation des domaines agricoles du secteur public», fondée sur le partage des terres entre les travailleurs de chaque exploitation ; mais, dans un premier temps, cette opération serait limitée, à titre expérimental, à 220 DAS (sur plus de 3 100). En fait cette restriction ne fut pas observée, l'ensemble des domaines demanda que cette réorganisation ne fût pas réservée à un petit nombre de privilégiés, mais étendue à l'ensemble du secteur socialiste. Ce qui fut fait.

CIHEAM - Options Mediterraneennes

L'Agriculture algérienne

L'agriculture algérienne reste caractérisée par :
– une surface agricole limitée,
– une production insuffisante par rapport aux besoins de la population et au modèle de consommation dominant dans le pays,
– des rendements à l'hectare faible.

1. *Une surface agricole limitée*

Les terres utilisées par l'agriculture représentant 39 696 000 ha soit 16,6 % de la surface totale du pays, les terres improductives représentent 79,6 % de cette même surface. Sur les 39 696 000 ha utilisés par l'agriculture, 7,5 millions d'hectares représentent la surface agricole utiles, soit à peine 3 % du territoire national.

Les études du Bureau National d'Etudes pour le Développement Rural ont montré que le patrimoine agricole ne pourrait que difficilement dépasser les 10 000 000 ha. On comprend aisément que les efforts pour accroître la production agricole passent nécessairement par "l'intensification de la production, l'augmentation des rendements à l'hectare, la réduction de la jachère, l'intégration de l'élevage et des cultures, la protection des terres contre toutes les menaces (érosion, salinité, alcalinisation, etc.), la vulgarisation des techniques agricoles appropriées à la nature des sols du pays et la maîtrise de la mécanisation et sa rentabilisation".

2. *L'évolution de la production agricole*

a) La production végétale

Si la production de céréales et de légumes secs a connu une certaine stagnation (malgré les 30 millions de quintaux pour 1985), la production maraîchère et les cultures industrielles ont considérablement évolué entre 1966 et 1984.

La production des céréales a évolué dans une fourchette comprise entre 14,8 millions de quintaux et 26,8 millions de quintaux entre 1966 et 1975, alors qu'elle a varié dans une fourchette comprise entre 11,4 et 24 millions de quintaux dans la période 1976-84. La production de légumes secs a baissé continuellement entre 1974 et 1984, passant de 754 570 quintaux à 449 340 quintaux.

La production maraîchère a été multipliée par 3 entre 1966 et 1984 (de 5,7 millions de quintaux à 15,4 millions de quintaux). Les cultures industrielles sont passées de 638 980 quintaux à 1 320 819 quintaux.

Par contre, les cultures traditionnelles du pays (agrumes, olives, dattes, figues) ont connu une baisse continuelle de la production.

b) La production animale

Dans les dix dernières années, les effectifs du cheptel bovin, ovin et caprin ont connu un accroissement de l'ordre de 50 % environ bien que l'année 83/84 ait enregistré une baisse sensible. Les abattages contrôlés ont connu, pour les bovins, une hausse jusqu'en 1979, date à laquelle les abattages sont retombés au niveau 1977 (en tonnage).

Quant aux ovins et caprins, la tendance est restée à la hausse pour atteindre les 31 000 tonnes pour les ovins en 1984.

c) Les rendements agricoles

Ils ont connu la même évolution que celle du niveau de la production, confirmant la dépendance de la production agricole à l'égard des aléas climatiques.

Les rendements demeurent relativement faibles malgré les efforts importants engagés depuis plusieurs années, aussi bien sur le plan de l'organisation de l'agriculture que pour sa dotation en matériel et en outillage, et bien que l'industrie pétrochimique fournisse différents types d'engrais (phosphatés et azotés).

Source : *Le Plan Bleu*, 1989.- p. 131.

Décembre 1987 - mars 1988 : partage des DAS en «exploitations agricoles collectives (EAC)»

La loi du 8 décembre, déterminant «le mode d'exploitation des terres agricoles du domaine national» et fixant les droits et obligations des producteurs, stipule que :

1°– Trois ou plusieurs producteurs constituent entre eux, par cooptation réciproque, un collectif en vue de créer une exploitation collective ; celle-ci constitue une société civile de personnes, dont chacune est tenue de participer directement et personnellement aux travaux ;

2°– L'Etat consent aux producteurs :

(a) un droit de jouissance perpétuelle sur l'ensemble des terres constituant l'exploitation, et ce moyennant le paiement d'une redevance ;

(b) un droit de propriété, à titre onéreux, sur les biens constituant le patrimoine de l'exploitation autres que la terre ;

3°– Ces droits réels immobiliers sont intégrés dans l'indivision et à parts égales entre les membres et sont transmissibles, cessibles et saisissables.

Entre les attendus du texte de la loi et la solution qui en découle, une équivoque s'introduit. D'après l'article 1, il s'agissait :

– «*de permettre aux producteurs l'exercice de leur responsabilité dans l'exploitation des terres ;*

– *d'assurer une autonomie effective aux exploitations ;*

– *d'établir un lien exclusif entre le revenu des producteurs et le résultat de la production*».

Ces considérations n'ont de sens que par référence implicite au système foncier en place, que l'on condamne, et qui est collectif ; la suite du texte préconise explicitement la création d'un collectif, d'un mini-collectif, il est vrai. L'impression dominante du lecteur est que la puissance publique n'a pas osé tirer les leçons de sa propre proclamation de libéralisme et s'en est tenue à une solution de compromis, entre un «vrai» collectivisme, qui est rejeté, et une appropriation individuelle que, pour des raisons d'opportunité politique, on hésite à officialiser.

Parallèlement on a fait participer à l'opération le personnel d'encadrement et également techniciens et ingénieurs extérieurs. L'objectif était donc bien de créer des exploitations moyennes de type capitaliste à haute technicité.

«*Qu'un petit capitalisme agraire se développe par le biais de l'accession à la propriété foncière n'est pas dangereux pour la couche sociale dominante... Ces mesures pourraient fort bien renforcer et élargir la couche de la paysannerie moyenne et relativement aisée... qui pourrait ainsi financer des investissements en faisant appel aux capitaux détenus par les membres de la famille élargie*» (S. Bedrani).

Dans de nombreux cas, les agriculteurs agissent comme s'ils étaient en fait propriétaires de leur terre. Le «niveau 1» du système agro-territorial est en voie de renforcement. Cette situation ne fait que mieux apparaître l'inconvénient du vide des niveaux 2, 3 et 4 d'encadrement de l'agriculture : les coopératives (principalement les CAPCS), et les secteurs de développement agricoles ont disparu, ce qui gêne surtout les petits exploitants. La réorganisation risque de conduire à l'opposition entre une catégorie minoritaire d'entrepreneurs de culture et une masse paysanne semi-prolétarisée.

Les tragiques événements d'octobre 1988 à Alger exprimaient, entre autres choses, un ardent désir de liberté. Il ne semble pas que **la solution bâtarde d'un droit de possession restreint à un droit de jouissance, et d'une exploitation collective indivisaire** réponde totalement à cette attente. En fait, déjà, au cours des années 1988 et 1989, par divers biais (absentéisme, contrats tacites de location ...) des réajustements d'opèrent au sein des EAC et une certaine catégorie d'entrepreneurs de la terre se dégage. A un moment où, par ailleurs, on assiste à une réhabilitation de la propriété privée et à la proclamation de l'intérêt de «*l'accession à la propriété foncière agricole*» pour l'aménagement de terres marginalisées, il paraît difficile d'admettre que le grand courant porteur de l'individualisme agraire s'arrête aux frontières multiples, diluées et fragiles des EAC.

De nouvelles relations sont ainsi en train de se forger entre la paysannerie algérienne et l'Etat : à la première période de «nationalisation et recherche de sécurité» avait succédé celle de «la planification et des stratégies de promotion», on en arrive à celle de «*la libéralisation et des contradictions*» (C. Chaulet).

Pour résoudre ces contradictions, dont les difficultés que connaissent de nombreuses EAC portent témoignage, le gouvernement, dans le sens de l'évolution démocratique générale du régime, semble vouloir accentuer son désengagement vis-à-vis du secteur agricole, en donnant plus de liberté à la profession organisée. Les coopératives de services dont le statut est en discussion devraient constituer l'articulation maîtresse entre la masse paysanne et les structures étatiques.

En fait, derrière le nouveau dialogue amorcé entre la profession agricole et la puissance publique, se manifeste du côté de l'un le souci d'alléger la tutelle mais non de la supprimer, du côté de l'autre la tentation de s'ouvrir à l'économie marchande, sans renoncer cependant à l'assistance de l'Etat-Providence.

Après l'**utopie de l'autogestion**, autorités algériennes et profession agricole explorent, avec beaucoup d'incertitudes, **les rives de la cogestion**.

Lors de son accession au pouvoir (septembre 1989), le nouveau chef du gouvernement algérien, M. Hamrouche, s'est engagé à faire «basculer la société algérienne tout entière d'un système à l'autre». Dans le domaine agraire, comme dans d'autres, les responsables algériens devront témoigner d'une grande capacité d'imagination.

d) La Libye un Etat méditerranéen de «type arabique»

Si les circonstances de l'histoire conduisent, en cette fin de décennie 1980, au renforcement de la position maghrébine de la Libye, celle-ci, par de nombreux traits, se manifeste comme un pays de «type arabique», non seulement par le dispositif naturel qui oppose une frange littorale de peuplement, étroite et discontinue, concentrant les quatre cinquièmes de la population, et de vastes étendues désertiques, au pastoralisme lâche, ponctuées de quelques oasis, mais également par le fait d'une stricte obédience aux préceptes du Coran (Le Livre vert) et plus encore par la mise en place d'une construction économique assujettie à une double dépendance, celle du pétrole et celle de l'Etat.

Le dualisme traditionnel : frange paysanne, immensités bédouines (31)

La «Libye utile» (au sens agricole de l'expression) se réduit, pour l'essentiel, a deux secteurs côtiers, la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Dans les deux cas la base en est l'existence de reliefs côtiers «auxquels peuvent s'accrocher les précipitations».

A première vue la Cyrénaïque est favorisée : elle correspond à un anticlinal à dominante calcaire atteignant 868 m au Djebel Akhdar, s'avançant dans la mer et recevant sur de larges surfaces plus de 400 mm de pluie et même localement plus de 600 mm. Si la Tripolitaine bénéficie d'une plaine littorale, la Djeffara, ouverte sur la mer, sa situation en retrait par rapport au passage des dépressions fait que la pluviométrie y dépasse rarement 200 mm, et même descend à moins de 100 mm vers la frontière tunisienne.

«*Les paysages végétaux reflètent ces contrastes : la Cyrénaïque est un pays de végétation forestière méditerranéenne, à chênes verts et pins d'Alep, fortement dégradée il est vrai. Le Djebel Akhdar est bien "la montagne verte". La Tripolitaine est une steppe à armoises et asphodèles, qui n'est partiellement cultivable que grâce au "dry farming"*» (X. de Planhol).

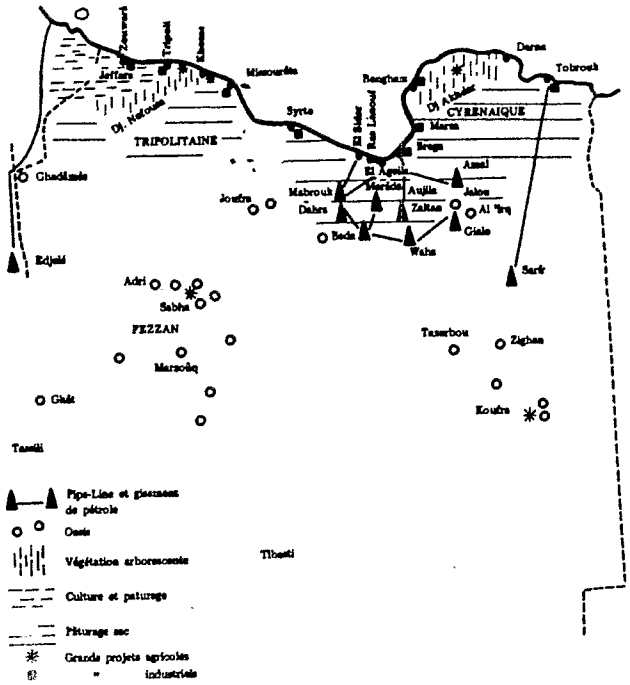
Or les courants de l'histoire ont fait que, pendant longtemps (et surtout depuis l'invasion hilalienne du 11ème siècle), l'emprise des tribus nomades d'origine arabe installées au Sud s'est plus fortement établie en Cyrénaïque, y réduisant la vie agricole à peu de chose, tandis que, dans la Djeffara, se maintenait un double cordon de vie sédentaire, le long de la mer et au pied du Djebel Nefousa.

La colonisation italienne s'installa largement dans la plaine de l'Ouest mais également en Cyrénaïque, d'où des groupes de nomades furent expulsés.

«*Fondée sur une polyculture méditerranéenne variée, avec de grandes plantations d'oliviers,*

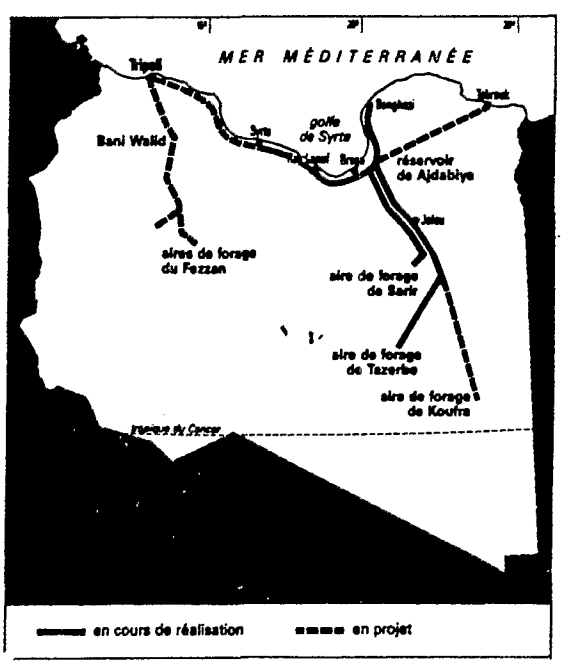
Figure 87 : L'affirmation de la «méditerranéité» de la Libye

Le fondement de l'économie libyenne vers 1975



Source : MARTHELOT P.- 1975. La Libye, aperçu géographique.

Le projet de la «grande rivière artificielle»



Source : BURGAT, F., 1987.- *Libye. Le prix de la récession.*

mais aussi des spéculations très diverses (tabac, bananeraies, gros bétail ...) elle avait affecté 200 000 ha, soit la moitié des terres cultivables» (X. de Planhol).

De ces divers héritages il résultait que, vers 1970, au moment de la prise de pouvoir par le colonel Khadafi, l'opposition était forte entre une «paysannerie arabophone traditionnelle» répartie entre deux foyers littoraux avec oasis littorales et minuscules *huertas*, et un «domaine bédouin» à dominante de pastoralisme tribal et à occupation lâche de l'espace. Et par une sorte d'inversion par rapport au déterminisme naturel, c'est à l'Ouest, en Tripolitaine, secteur le plus sec, que l'agriculture sédentaire était le plus fortement établie.

Les insuffisances de la production agricole nationale au début de la décennie 1970 sont attestées par les quelques chiffres qui suivent (campagne 1971-1972) :

Blé	170 000 qx	Huile d'olive	5 000 t.
Orge	320 000 qx	Agrumes	25 000 t.
		Dattes	66 000 t.

Les grands projets de développement agraire

Le souci de renforcement de l'indépendance politique du pays passait par la réduction de sa dépendance alimentaire. La priorité reconnue à l'action en matière agricole s'exprima par la création, en 1973, d'un ministère d'Etat pour le développement agricole et l'élaboration d'un **plan décennal de développement (1973-1983)** avec «*un programme ambitieux de recherches hydrologiques, de forages de puits, de défrichement, de stabilisation des dunes, d'irrigation, d'importation d'engrais et de matériel moderne, d'achat de têtes de bétail sélectionnées et de formation professionnelle*» (H. Gueneron).

L'objectif était d'ajouter 5 00 000 ha à la surface cultivée existante.

La réalisation passa par la définition de quatre projets.

① En Tripolitaine, dans la plaine de **Jeffara** : intensification des pompages dans la nappe quaternaire vers 90 m et prélèvements dans la nappe profonde ; développement des cultures céréalières et fourragères (production de viande), remodelage des anciennes fermes de colonisation italienne en exploitations fruitières et maraîchères en vue d'alimenter le proche marché de Tripoli ;

② en Cyrénaïque, le projet de l'**Akhdar** et de son voisinage, consiste pour l'essentiel en la création de grandes fermes d'Etat associant cultures céréalières, arboriculture, et pâturages améliorés en particulier par l'introduction du médicago à partir de l'Australie ; la médiocrité des ressources hydrauliques locales a ralenti la réalisation de ce projet, dont on attend un redémarrage avec le recours à l'eau de la «rivière artificielle» ;

Avec les deux autres grands projets, on sort de la zone méditerranéenne proprement dite, il s'agit de la zone désertique, où l'on se propose de redresser l'économie oasienne ;

③ à Koufra furent développées les réalisations les plus spectaculaires grâce à l'irrigation par pivot et avec dédoublement de l'oasis ancienne par création d'une vaste aire d'arrosage sous forme d'un agrégat de champs circulaires couvrant plusieurs dizaines d'hectares ;

④ au Fezzan des réalisations similaires visent à produire des fourrages pour redresser l'économie pastorale.

Les limites de ces projets apparurent rapidement :

limites technologiques : densité excessive des forages, abaissement des niveaux des nappes, sophistication des moyens employés et multiplication des avaries,

limites écologiques : la forte aridité se traduit par une évapotranspiration intense rendant aléatoires et onéreuses de nombreuses pratiques culturales,

limites sociologiques : faute de trouver sur place, dans la zone saharienne, un nombre suffisant de candidats-paysans, il fallut importer de la main d'oeuvre du Tchad et du Niger ; dans le Nord on eut recours, entre autres, à

Quelques indicateurs statistiques de la société et de l'économie libyennes

Démographie

1984 : 3 640 000 habitants dont 400 000 étrangers (11%)
1973 : 2 250 000 habitants dont 196 000 étrangers (9%)

Activités socio-professionnelles

Actifs en 1983 (avant les expulsions) :
Total : 1 180 000 dont 562 000 étrangers (48%)
1984:Total : 927 000 dont 263 000 étrangers (28%)

Parmi les étrangers

Egyptiens	139 000	Turcs	53 000
Tunisiens	92 000	Indous	18 000
Syriens	20 000	Pakistanais	17 000
Total Arabes	289 000	Coréens	19 000
Tchadiens	2 000	Thaïlandais	12 000
Maliens	1 000		

Exportations de pétrole (plus de 99 % des exportations du pays)

1980 : 960 000 barils/jour - Valeur annuelle : 20,4 milliards de dollars
1985 : 175 000 barils/jour - Valeur annuelle : 11 milliards de dollars

Agriculture

Actifs (1983) : 173 000 (14,7 % total)

Production (1984 en tonnes) :

Blé 180 000 Orge : 87 000

Source : Chronique «Libye» par F. Burgat.- In : *Annuaire de l'Afrique du Nord*, diverses années.

des Egyptiens, des Tunisiens, des Indiens, des Pakistanais ...

Les mécomptes rencontrés dans le Sud conduisirent à concentrer les efforts sur la frange littorale.

Le projet de la «grande rivière artificielle» et la «méditerranéisation» de l'agriculture libyenne

Ce projet, grandiose, consiste dans le transfert des eaux des nappes phréatiques sahariennes au bénéfice du secteur du territoire national le plus apte à les valoriser, c'est-à-dire le littoral méditerranéen. Des deux réseaux porteurs de ce projet, celui de l'Est est le plus important ; le transport de l'eau, entièrement souterrain pour éviter l'évaporation, s'effectue par canalisations en béton de 4 m de diamètre, enfouies à 7 m de profondeur et s'étirant sur plus de 1 000 km de Koufra et Sérir à Benghazi, celui de l'Ouest, plus court, du Fezzan à Tripoli sera réalisé plus tard.

L'exécution de ce projet a fait l'objet d'un contrat d'une valeur de 3,3 milliards de dollars avec une société sud-coréenne. Le débit global devrait être de l'ordre de 3 millions de m^3 par jour.

Dans une première phase, 180 000 ha seront concernés, c'est l'équivalent du double de la surface actuellement irriguée dans tout le pays. La mise en service de l'eau du pipe-line arrivant à Benghazi devait commencer en l'année 1989.

Le haut degré d'artificialisation du projet, réalisable grâce à la manne pétrolière, est évident :

– appel à l'*engineering* de pointe étranger,

– transfert d'eau interzonal : de l'aire désertique à l'aire méditerranéenne,

– création d'une paysannerie par mutation du genre de vie local (du pastoralisme à l'agricole) ou par recours à l'immigration : Indiens, Pakistanais,

– et au total renforcement de la«méditerranéité» de la Libye, avec mise en place d'un important relais agraire entre les aires tunisienne et égyptienne.

Ce projet, ambitieux, expression de la *Jamahiria*, en a les caractères exaltants et préoccupants. Seul pays de la rive Sud de la Méditerranée à ne pas pâtir d'un excès de population et même fondant son développement sur une forte immigration de travailleurs (en 1984 les étrangers représentent 11% de la population totale et 48% des actifs), la Libye, forte de sa position stratégique et de son pétrole, s'est lancée dans une politique étrangère ambitieuse et aux résultats inégaux. En consolidant les bases de son économie agricole et de sa «méditerranéité» le pays semble jouer des cartes plus sûres. Mais les réserves en eau seront-elles à la mesure de ce projet spectaculaire de développement national et d'aménagement du territoire ?

C – Deux systèmes socialistes européens

Les caprices de l'histoire ont fait que se juxtaposent deux pays que leur situation géographique incorpore à l'Europe occidentale mais que les événements de l'après-guerre ont rattaché au bloc socialiste. Si les responsables politiques se réclament toujours du marxisme-léninisme les orientations qu'ils ont prises les ont conduits, dans la pratique, à deux bords extrêmes du socialisme (32).

a) L'Albanie : marxisme-léninisme et ruralité triomphante (33)

L'originalité du cas albanais ressort d'emblée de la constatation que : «plus de 60% *de la population active est agricole et l'Albanie est sans doute le seul pays au monde où, dans une phase de développement rapide, le pourcentage de la population agricole est non seulement très élevé mais même en légère augmentation*» (P. Carrière *et al.*).

Ce phénomène est certes lié à la constance de la progression démographique (1 million d'habitants en 1945, 2 en 1948, 2,5 en 1978, 3 en 1987, soit un croît moyen supérieur à 2% par an), mais aussi au choix politique effectué par les responsables albanais, celui d'un **socialisme pur et dur.**

Rompant successivement avec l'Union Soviétique en 1960, avec la Chine en 1978, restant fidèle à ses idoles, Staline et Mao Tse

Albanie
Evolution de la superficie agricole

	Superficie totale (ha)	Superficie (ha)	Irriguées (%)
1960	560 000	135 000	29
1970	580 000	283 000	47
1980	660 000	370 000	53
1985	710 000	399 000	56

Toung, l'Albanie se vante d'être maintenant «seule au monde».

La politique territoriale vise à l'application rigoureuuse des principes les plus égalitaristes du marxisme-léninisme, de façon à effacer les oppositions existant dans la société capitaliste entre riches et pauvres, entre villes et campagnes. L'aménagement du territoire devient donc élément de base de la stratégie du pouvoir. Un type original de socialisme se définit ainsi, fondé sur l'équation : «*les Balkans + l'Orient + la logique cartésienne... Cette logique qui veut bâtir la ville à la campagne, qui veut l'égalité des conditions de vie, s'applique à tous les actes, à tous les choix*» (G. Jandot).

L'idéal de la macro-entreprise mécanisée

Les responsables albanais se plaisent à rappeler qu'en 1940 «l'Albanie était le pays le plus arriéré d'Europe». Resté à l'écart du capitalisme industriel, l'Albanie«*se caractérisait par des vestiges du système féodal*» : l'agriculture intervenait pour 87% dans l'emploi et 92,4 % dans la formation du revenu national. Mais seulement 10,2% des terres étaient cultivées et le rendement du blé n'atteignait pas 9 qx/ha. Le partage du sol était très inégalitaire : les 2/5 étaient possessions de l'Etat ou de latifundiaires et des riches propriétaires (moins de 5 000 au total) absentéistes, un tiers était partagé entre près de 120 000 microfundiaires (détenant en moyenne 1,2 ha).

La réforme agraire de 1945-1946 expropria 8 290 exploitations et partiellement 10 600 autres et fut la première étape d'un vaste programme de collectivisation, qui s'étendit sur plus de vingt ans et revêtit deux formes principales : la ferme d'Etat, la coopérative.

Les **fermes d'Etat** formées dès 1945 à partir des propriétés appartenant à l'Etat et aux monastères et de latifundiums d'un seul tenant, devaient servir de modèle social aux autres agriculteurs. Elles étaient au nombre de 25 en 1975, couvraient 125 000 ha.

Les **coopératives**, considérées comme formes de transition vers la ferme d'Etat, devaient être le résultat d'une «collectivisation graduelle, consciente et librement consentie». En 1950 elles ne représentaient encore que 15% du sol cultivé ; ce taux s'éleva à 80% en 1960, avec

Répartition de la production agricole
(Valeur en millions de leks et en %)

	Fermes d'Etat	Coopératives	Lopins	Total
1980	1 712	3 756	1 295	6 763
	25	56	19	100
1985	2 220	4 892	709	7 821
	28	63	9	100

1 lek = 1 FF

Source : Chiffres communiqués par G. Jandot.

Indicateurs de l'évolution économique de l'Albanie

Tableau 1 : Répartition du revenu national selon les principales branches de l'économie
(en %)

	1938	1950	1960	1970	1983
Industrie	3,8	7,0	18,6	28,2	43,3
Agriculture	93,1	73,2	37,6	34,2	34,1
Constructions	0,8	3,1	6,5	7,1	7,8
Transports et commerce	2,3	16,7	37,3	30,5	14,8

Source : *40 années d'Albanie socialiste*, éditions 8 Nentöri, 1984.- p. 135.

Tableau 2 : Indices de la croissance albanaise
(1938 = 1)

	1950	1960	1970	1973	1980	1984
Produit national brut	1,7	4,0	8,30	10,7	-	-
Production agricole globale	1,2	1,7	3,10	3,5	4,50	5,3
Production industrielle globale	4	25,0	64,00	86,0	138,00	164,0
Commerce de détail	1,4	6,0	10,00	13,0	15,60	17,8
Population (en millions)	1,20	1,60	2,14	2,30	2,67	3,0

* au 1er février 1986.

Source :SCHNYTZER, A.- *Stalinist Economic Strategy in Practice, the Case of Albania*, Oxford University Press, 1982; p. 1 : 40 années d'Albanie socialiste, op. cit., pp. 29-53-86-126.

Source : LHOMEL, E., 1986.- *Albanie, Courrier Pays de l'Est.*

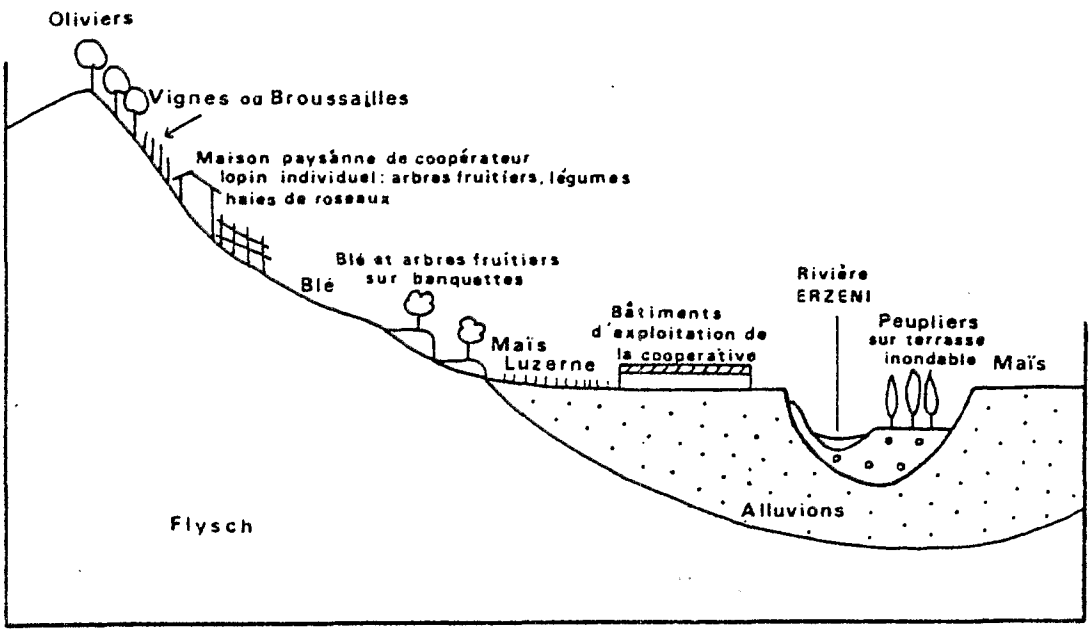
environ 1 500 unités. L'échec du premier mouvement de collectivisation peut s'expliquer d'abord par la priorité donnée à l'industrialisation, ensuite par la faible attraction qu'elle exerça sur la paysannerie pauvre, puisque la rémunération du coopérateur était fixée pour 40% au *pro rata* de la superficie de la terre apportée à l'exploitation commune.

A partir de 1971 une étape importante fut franchie avec la création de «coopératives agricoles de type supérieur», dans lesquelles l'Etat investit davantage, devenant propriétaire d'une partie des composantes de l'exploitation : hangars, étables, cheptel ... «*Avec le temps la propriété du groupe sera transformée en propriété du peuple tout entier*».

Les **Stations de Machines et Tracteurs** (SMT) sont composantes essentielles du système, puisque, propriétés de l'Etat, elles sont installées à la fois auprès des fermes d'Etat et des coopératives, mais sont également au service des paysans pauvres et moyens. Les contrats passés avec les différents partenaires comportent des travaux très divers : labour, hersage, semis, récolte, transport ...

Aussi rigoriste que voulût être la doctrine visant à l'éradication de la mentalité et de la réalité paysannes, l'on dut cependant s'accommoder de la pratique du lopin individuel. Ces lots privés ne concernèrent certes pas les fermes d'Etat, mais se généralisèrent dans le cadre des coopératives et on leur assimila les survivances éparses des exploitations familiales dans les montagnes. Cependant la tendance est à la régression de ce mode de production, toléré dans la phase intermédiaire de la construction du socialisme. De 1980 à 1985 la valeur de la production agricole des lopins est passée de 1 295 millions de leks à 709 millions et sa part dans la production nationale est tombée de 20% à 9%.

Figure 88 : Un exemple de la combinaison des terroirs au sein du système collectif albanais en pays de collines



La «collectivisation sélective» a ici respecté, en partie, l'organisation des terroirs (agriculture duale intégrée).

Les surfaces planes des basses terrasses sont occupées par les grandes cultures, spécialement maïs et luzerne, autour des bâtiments d'exploitation de la coopérative.

Sur les pentes moyennes traitées en banquettes, champs de blé et culture mécanisée entre les rangées d'arbres fruitiers.

Au contact des plus fortes pentes, les maisons des coopérateurs, groupées en hameaux au milieu d'un «bocage» : arbres fruitiers et jardin, des haies de roseaux délimitent les lopins individuels.

Au-dessus, vignes, broussailles, oliviers.

Source : SIVIGNON, M., 1977.- Itinéraires de géographie rurale en Albanie.- *Méditerranée*.- p. 9.

Le système agraire composante de l'aménagement du territoire

«*En Albanie, il semble que le problème des structures agraires ne soit que très rarement considéré en lui-même. Il faut partie d'une politique d'ensemble d'aménagement du territoire*» (G. Frelastre, 1977). Cette position se traduit, à travers les divers Plans quinquennaux qui se succèdent à partir de 1951, par la place donnée aux problèmes de conquête des terres et d'équipement, de l'intensification culturale, de l'élévation des niveaux de vie. Ainsi le Vème Plan (1971-1975) proclame la volonté de mener «un assaut général pour le développement de l'agriculture». Quelques chiffres suffisent pour souligner l'ampleur des transformations réalisées (en ha) :

	1945	1965	1975	1985
Terres labourables	300 000	440 00	550 00	710 00

	1950	1970	1976	1985
Terres Irrigués	40 000	280 00	340 00	460 00

Ainsi, en quatre décennies, la surface cultivée a plus que doublé, la surface irriguée a décuplé. Dans le même temps, la politique d'intensification donnait d'incontestables résultats, cependant les rendements restent encore assez médiocres : pour les céréales 10 qx/ha en 1960, 20 en 1975.

A l'échelon national, l'équilibre entre importations et exportations du secteur alimentaire est assuré depuis 1980.

C'est donc par la conquête de nouveaux espaces et la recherche d'une valorisation des terres par l'irrigation, plus que par la modernisation des méthodes culturales, que l'Albanie est parvenue à assurer sa croissance agricole. La mobilisation paysanne a permis d'étendre les travaux de défrichement, d'aménagement des versants par l'édification de terrasses, de valorisation des bas-fonds par des réseaux de drainage et de petite et moyenne hydraulique. Dans les secteurs montagneux les plus défavorisés, l'insuffisance de main-d'oeuvre locale pour réaliser les infrastructures était compensée par des transports quotidiens (en autobus) de travailleurs de la plaine vers les chantiers du haut-pays.

Le découpage territorial est instrument de cette politique d'aménagement, distribuant le pays entre 5 régions et 26 districts.

b) La Yougoslavie : les limites de l'autogestion

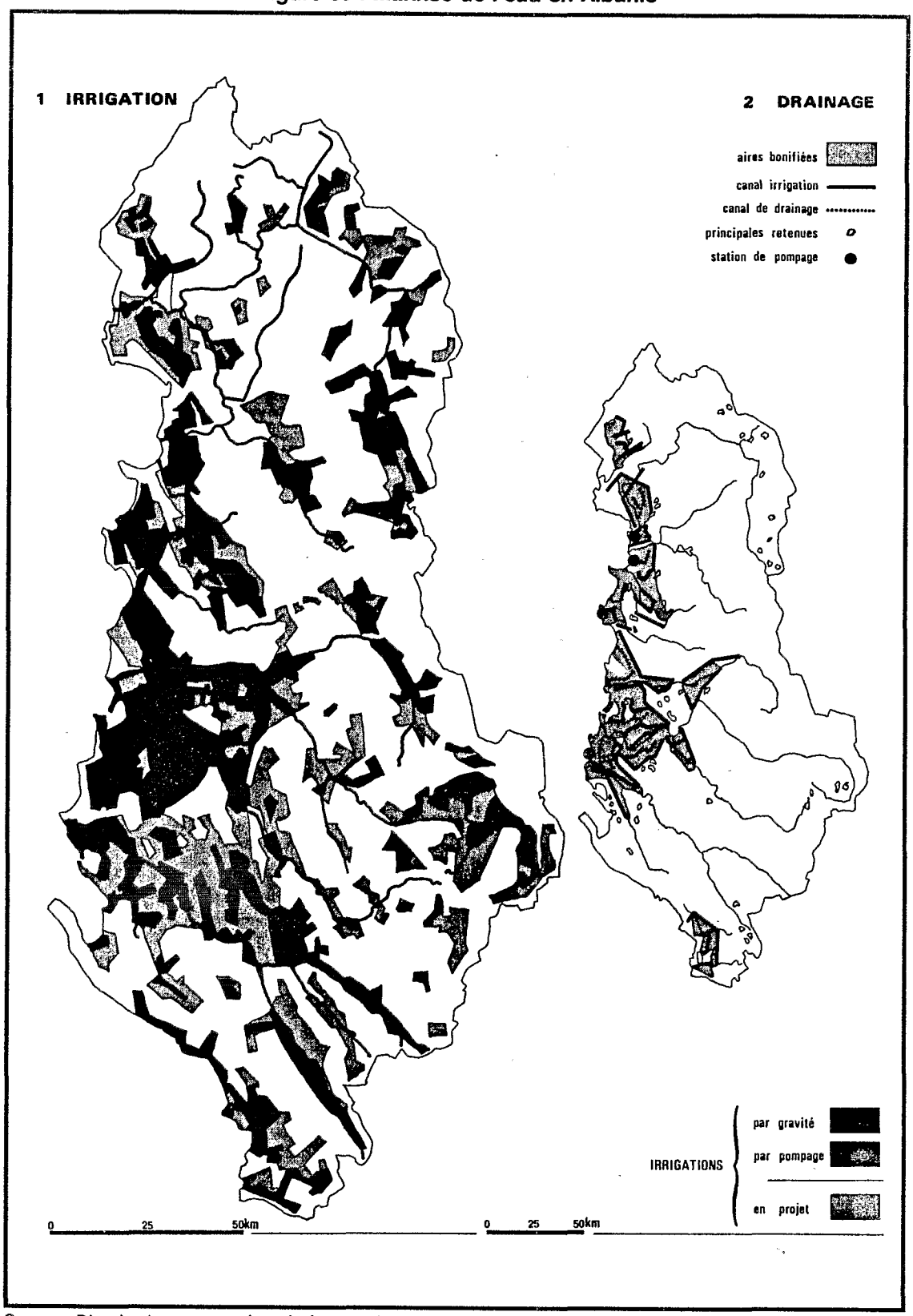
La façade méditerranéenne de la Yougoslavie ne représente qu'une fraction réduite du pays et loin du secteur de plaine où se sont développées les expériences les plus caractéristiques du système agraire national. Cependant cette région mérite de retenir l'attention à plusieurs titres : elle constitue une charnière essentielle du pays dans ses relations avec l'extérieur, il s'y pose avec une acuité particulière le problème de la relation du milieu rural avec un tourisme proliférant, et surtout elle a été le théâtre, comme l'ensemble de la Yougoslavie, d'une expérience autogestionnaire qui a servi de référence pour le développement de structures socialistes en d'autres pays, spécialement en Algérie.

Secteur socialiste et secteur privé (34)

●*Dans la première phase de l'après-guerre, de 1945 à 1953*, le nouvel Etat socialiste manifesta son hostilité envers non seulement les grands propriétaires qui furent expropriés par la loi de Réforme agraire, mais aussi la moyenne paysannerie dont le plafond de possession fut fixé à 30 ha ; un système dualiste, socialiste (collectif, public ou étatique ...) et privé (familial) fut mis en place. Des coopératives de travail furent créées à l'image des kolkhozes soviétiques, tandis que les petits propriétaires étaient soumis à un contrôle tatillon.

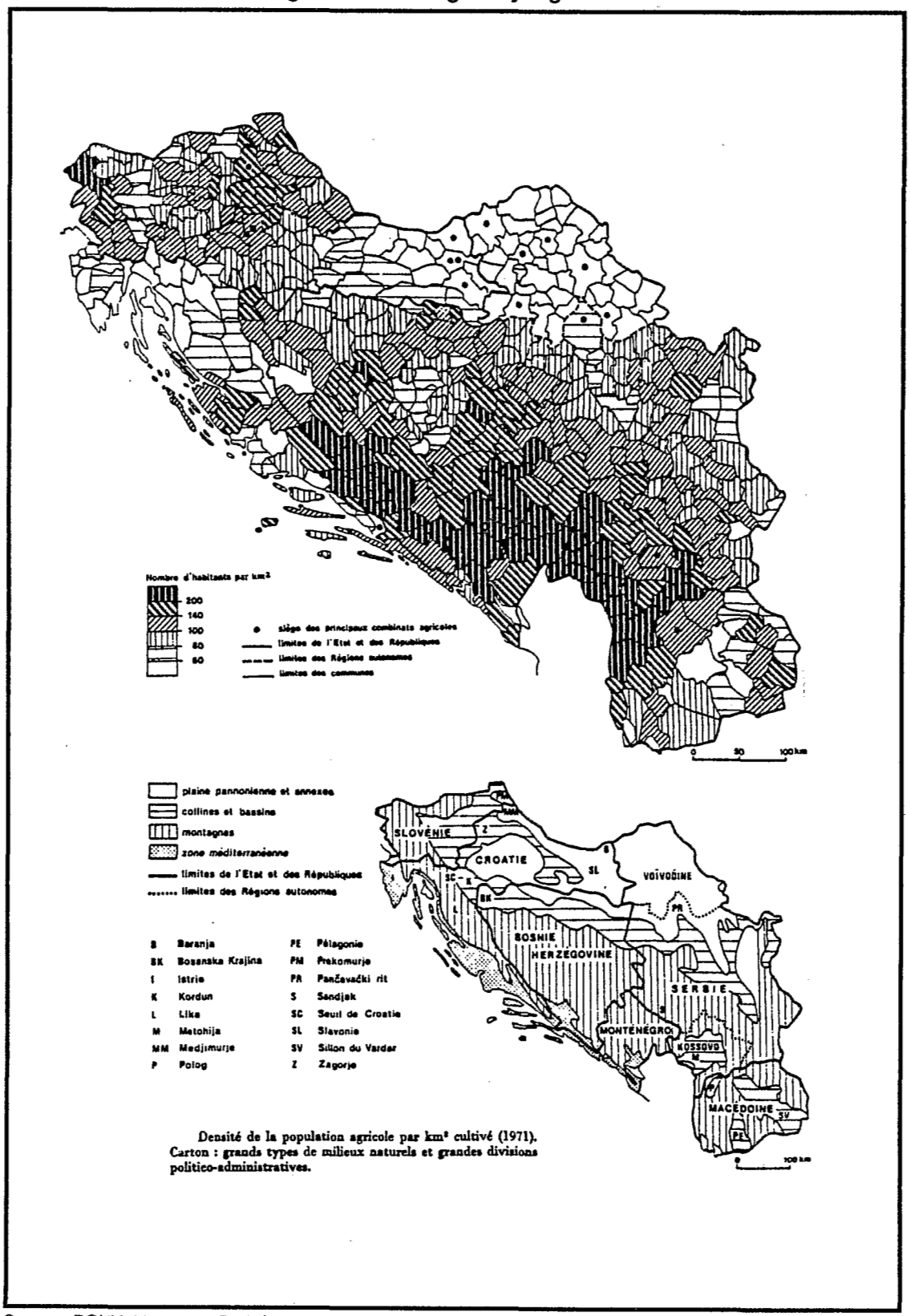
●*Dans un deuxième temps, de 1953 à 1965,* l'échec des entreprises mises en place conduisit à un fort mouvement de décollectivisation et à l'instauration d'un «*modèle yougoslave*», avec l'affirmation d'une volonté de reflux du pouvoir étatique au profit de l'autonomie des comités de production et avec le développement de structures

Figure 89 : Maîtrise de l'eau en Albanie



Source : D'après documents présentés à l'Exposition «L'Albanie d'aujourd'hui».- Tirana, 1977.- In : P. CARRIERE *et alii*, 1978.- *L'Albanie*.

Figure 90 : Les régions yougoslaves



Densité de la population agricole par km² cultivé (1971). Carton : grands types de milieux naturels et grandes divisions politico-administratives.

Source : ROUX, M., 1979.- *Problèmes agraires yougoslaves.*

contractuelles. Cependant la méfiance à l'égard de la classe paysanne restait vivace et aboutit au plafonnement à 10 ha de la propriété privée, dont on rechercha par ailleurs l'intégration dans l'économie globale par la création de «*coopératives agricoles générales*» qui devaient apporter aux exploitations familiales une assistance technique tout en assurant l'écoulement de leur production.

• *Dans une troisième phase, amorcée en 1965* avec la «Réforme économique» et prolongée «*par la nouvelle constitution de 1973, se confirma la base autogestionnaire de l'organisation, fondée sur des cellules nouvelles, les ODUR, ou «Unités de base du travail associé». De vastes combinats agro-industriels intégrèrent graduellement les coopératives générales qui cessèrent d'apporter leur soutien aux paysans. Ces diverses mesures rendirent les deux secteurs, privé et socialiste, politiquement étrangers l'un à l'autre*» (J. F. Gossiaux). Pour atténuer cette coupure, un loi créa, en 1978, des «*associations d'agriculteurs*», correspondant à diverses formules de coopération volontaire entre producteurs agricoles.

Cependant une opposition majeure subsiste entre **un secteur privé** «atomisé entre une multitude de très petites exploitations», dont le maximum légal d'étendue est de 10 ha, mais dont plus de 70% ont moins de 5 ha, et dont la moyenne s'établit à quelque 3,5 ha, et **un secteur public**, dont la superficie moyenne des entreprises est passée de 898 ha de terres labourables en 1958, à 3 650 ha en 1964 et 5 194 ha en 1973. A cette date, 87 combinats et fermes d'Etat avaient plus de 5 000 ha ; ils représentaient 18% de l'ensemble et couvraient 68% du sol social.

Le décalage entre les deux secteurs apparaît dans le fait que «*le secteur privé crée 70% du produit social agricole et le secteur socialisé 30% ; quant à la production marchande, chacun des deux secteurs en fournit la moitié*» (J. Globokar).

Divers facteurs contribuent à favoriser le rattrapage du retard du secteur privé :

① L'amélioration des équipements grâce à l'augmentation des investissements provenant en bonne partie de compléments de ressources liés à la pluriactivité familiale ou à des transferts de salaires par les travailleurs émigrés ;

② une intégration plus poussée au marché, en particulier par le développement de la coopération avec l'industrie agro-alimentaire, par le biais de contrats de fourniture de produits de culture ou d'élevage. Près de la moitité des producteurs privés sont concernés par ce mouvement.

Des différences notables apparaissent dans la condition paysanne selon les secteurs géographiques, entre le Nord aux plaines ouvertes et à l'économie évoluée et le Sud montagneux et marqué par des archaïsmes, mais également entre le littoral adriatique qui recevait en 1984 la plus grande partie des 7,2 millions de touristres étrangers visitant la Yougoslavie, et l'intérieur (Montenegro, Kosovo, Macédoine) où les niveaux de vie restent très bas.

Le «Projet adriatique du Sud» d'abord, celui «du Nord» ensuite, puis le «Programme global de planification territoriale» ont contribué à créer un grand marché régional dont les effets se font sentir loin de la frange littorale.

Entre 1958 et 1983, la production agricole globale a augmenté de près de 80% (taux de croissance annuel de 2,4%). La croissance fut nettement plus rapide dans le secteur socialiste (7,4%) que dans le secteur privé (1,4%). En 1983, le rendement en blé était de 46,5 qx/ha d'un côté, 29,8 de l'autre.

On observe des variations significatives dans l'évolution des cultures céréalières de l'un et l'autre secteurs. Les superficies en blé ont diminué dans les deux cas. Mais dans le privé, la régression s'est faite tout au long de la période et plus fortement depuis 1960 (compensée par l'essor des rendements), alors que dans le secteur socialiste l'augmentation ne s'est arrêtée qu'à la fin des années 1960. Cette différenciation est à mettre en liaison avec les effets de la mécanisation : le phénomène, plus précoce dans le secteur socialiste, s'est traduit par une augmentation des surfaces cultivées, dans le secteur privé il a abouti à une intensification des productions animales par substitution du maïs au blé.

Une petite paysannerie associant tradition et modernisme

«*Dans le secteur privé, la longue méfiance des autorités envers les paysans, s'ajoutant au sous-équipement des campagnes, a retardé l'évolution des techniques et l'accroissement de la production : le paysan reste citoyen de seconde zone, mal représenté à la LCY et dans les organes de l'autogestion ; à la fin des années 1960, l'exploitation-type n'est ni mécanisée, ni spécialisée, l'auto-consommation y reste très importante. L'agriculture individuelle remplit alors deux fonctions : fournir l'autre moitié de la production agricole commercialisée et servir de réservoir de main-d'oeuvre auto-entretenue*» (35).

Ce tableau, assez sombre, de la situation de la petite paysannerie yougoslave il y a une génération doit être aujourd'hui corrigé. Sans doute la tare du minifundium continue à peser : le maximum de taille de 10 ha bloque la situation, et la moyenne se maintient autour de 3,5 ha. Cependant des améliorations ont été apportées à la condition des agriculteurs, de deux manières : par l'intervention de la puissance publique d'une part, par l'adaptation de l'exploitation familiale elle-même de l'autre.

Parmi les interventions de l'Etat une place particulière doit être donnée à une loi de 1978 sur «**l'association des agriculteurs**», laquelle «*prévoit, sur la base du volontariat, diverses formules de coopération entre les producteurs agricoles ... et vise à associer les forces dispersées*».

Quant à la capacité d'adaptation du système familial lui-même, elle se manifeste spécialement par la **multiplication des groupements multinucléaires** réunissant le couple des parents et celui d'un ou plusieurs enfants mariés, cette forme représentant plus de la moitié des cas dans de nombreux villages. Cette organisation ne dérive pas directement de la vieille *zadruga* «*conciliant le principe familial et le principe collectif ... et définie comme un groupe domestique fondé sur la parenté agnatique*» ... et devenue un phénomène marginal dans la société yougoslave d'aujourd'hui (36). «*La cohabitation multigénérationnelle apparaît plutôt comme un produit du développement récent, un corollaire de la pluriactivité. Réduite par la loi à l'état d'entreprise minifundiaire, l'exploitation privée trouve dans le salariat extérieur le complément de ressources nécessaire à sa survie et à sa reproduction. La composition multinucléaire du groupe domestique prévient le défaut de main-d'oeuvre inhérent à la double activité de l'exploitant isolé, et peut même en dégager un excédent, qui permet de développer une agriculture exigeante*».

Devant cette situation, J. F. Gossiaux peut affirmer : «*le schéma d'une évolution universelle vers la famille conjugale est dans la Yougoslavie rurale battu en brèche*».

Ces diverses procédures d'adaptation sociale combinées avec «*un délestage démographique différencié*» se traduisent par une incontestable amélioration matérielle de la condition des paysans, «*...mais ils demeurent très défavorisés quand il s'agit d'accéder aux biens de consommation durables. Plus grave paraît leur exclusion politique et culturelle : ils ne participent guère au fonctionnement de l'autogestion sociale*». On en arrive donc à se demander en Yougoslavie si «*les paysans sont des citoyens de seconde zone*» et s'il ne faut pas les qualifier de «*segment périphérique de la société ?*» (M. Roux).

Le bilan de l'économie yougoslave a laissé apparaître, ces dernières années, des éléments positifs : la couverture des importations par les exportations a dépassé les 90%, la production industrielle a crû en moyenne de 4% par an entre 1984 et 1986, le tourisme a laissé en 1987 une recette de 1,6 milliard de dollars. Cependant le niveau élevé du chômage (16%), le taux anormal d'inflation (puis de 100%) sont les signes d'une sérieuse crise économique, elle-même témoignage d'une crise politique en profondeur. On voit dans la multiplication des grèves la preuve que «*l'autogestion des entreprises, telle qu'elle est conçue en Yougoslavie, est en contradiction permanente avec le système macro-économique et qu'un pluralisme économique ne peut fonctionner sans un pluralisme politique ... L'idée que le mécanisme autogestionnaire freine l'action des entreprises prend de plus en plus de crédibilité*» (*idem*).

La tournure dramatique que prend au sein du pays le problème des nationalités ajoute à l'impression de précarité que donne l'ensemble du système yougoslave et plus particulièrement en matière d'organisation agro-territoriale.

La marche vers l'inévitable démocratisation risque d'entraîner, dans le proche avenir, de sérieuses perturbations dans les relations des populations à l'Etat.

Comme dans l'ensemble de l'Europe de l'Est la remise en cause des principes de socialisme et du rôle du Parti conduit à la contestation de l'ordre territorial dans sa globalité.

D – La façade méditerranéenne de l'Europe des Douze

De notre point de vue, l'Europe méditerranéenne est à considérer en fonction des éléments suivants :

– le degré de «méditerranéité» de chaque territoire national : totale pour la Grèce, très forte pour l'Italie et l'Espagne, réduite à une façade relativement étroite pour la France,

– du niveau de développement atteint par chacun des pays : France et Italie, sur ce plan, en avance sur l'Espagne et la Grèce.

– la date d'entrée dans le marché commun : 1957 pour l'Italie et la France, 1981 pour la Grèce, 1984 pour l'Espagne et le Portugal.

Cependant, la tendance unificatrice liée à ces événements récents n'empêche pas que chaque pays ne porte, en matière agraire, la marque profonde de certaines circonstances de son histoire :

– pour la Grèce, l'impact de la réforme agraire du début de ce siècle, très égalitaire, se conjugue avec le conservatisme prononcé du milieu rural,

– en Italie, la dualité Nord-Sud continue à marquer le pays plus d'un siècle après sa réunification et malgré la promulgation d'une réforme agraire,

– en Espagne, le franquisme a prolongé jusqu'au dernier quart du 20ème siècle des formes du régime latifundiaire, cependant que l'étroite frange littorale du sud de Barcelone jusqu'au de-là de Malaga, connnaît dans cette décennie un prodigieux essor.

– en France, le tournant de la Révolution a confirmé pour deux siècles la force de la petite et moyenne paysannerie et orienté le pays vers la voie démocratique, dont l'un des aboutissements est un système de cogestion de l'agriculture par l'Etat et la profession.

a) La Grèce : petite paysannerie et option européenne

Les deux versants de l'histoire des nations européennes au XXème siècle sont en Grèce dessinés avec une particulière netteté : le premier demi-siècle a vu le pays servir de théâtre à de terribles conflits, guerres étrangères, guerre civile encore plus meurtrière, rapatriement de 1 200 000 réfugiés (alors que le pays ne comptait que 5 millions d'habitants), que ne compensait pas l'expulsion de 600 000 étrangers ; depuis 1950 les crises politiques, si sévères qu'elles fussent, n'ont pas arrêté la marche vers le rattrapage économique et le progrès social (37).

Réforme agraire et petite paysannerie

A cheval sur les deux périodes, un phénomène a assuré pendant deux tiers de siècle la continuité de l'histoire nationale dans les campagnes et a donné sa marque profonde à la vie paysanne : la réforme agraire du début de la décennie 1920. C'est sur cette base qu'a été élaboré **ce paradoxe d'une société rurale à forte tendance égalitaire dans un système économique libéral ouvert au capitalisme.**

Amorcée par le gouvernement révolutionnaire de Salonique en 1917, reprise sous forme édulcorée par les conservateurs en 1922, la réforme agraire fut promulguée par le décret-loi du 15 février 1923, complété par divers textes d'application en 1924 et 1925 et consacrée par la constitution de 1952.

Les opérations de réforme s'effectuèrent dans le cadre de chaque grand domaine et en fonction des situations locales. Ainsi en Thessalie, la superficie moyenne des lots fut dans la partie orientale de 13,25 ha et dans l'ouest seulement de 4,85 ha. Et comme «*on ne peut partager que ce dont on disposait, à l'inégalité entre paysans riches et pauvres (qui, bien que fortement atténuée, se maintint partiellement), s'ajoute une inégalité entre villages riches et villages pauvres*» (M. Sivignon).

Parmi les plus défavorisés il y eut les villages des réfugiés d'Asie Mineure, établis souvent dans des régions de forte densité et sur des terres qui n'étaient pas les meilleures, ou un grand nombre de villages de montagnes dans lesquels ne se dégagea pas un surplus à partager.

Quelles que furent ces circonstances, il n'empêche que la réforme agraire a «*fait définitivement de la Grèce un pays de très petits propriétaires*» (B. Kayser).

Les tableaux ci-joints démontrent qu'il n'y a pas eu, au cours des dernières décennies, et malgré l'importance de l'exode rural, de tendance à la concentration des terres.

Progrès technique et intervention de l'Etat

Terriblement marquée par l'occupation allemande et la guerre civile qui la suivit, la Grèce entama sa reconstruction économique grâce à l'aide en dollars et l'assistance en techniciens que lui procura dès 1949 le Plan Marshall, grands travaux d'infrastructure, réseau serré d'organismes techno-administratifs modifiant sensiblement le paysage des campagnes (du moins dans les plaines).

• *Vers l'autonomie alimentaire*

L'objectif est dans un premier temps d'assurer l'autonomie alimentaire du pays et d'obtenir des devises pour la relance de l'économie générale. Vers 1960 ces bases sont mises en place. L'accord d'association avec la CEE (1961) apporte un nouveau coup de fouet au développement agricole, renforçant la tendance à la spécialisation dans la fourniture de produits méditerranéens et suscitant «une nouvelle vague de modernisation en matière de production, de conditionnement, de mise en marché» (CIHEAM/IAMM).

L'intervention de l'Etat revêtit des formes très diverses, à tel point que l'on a pu parler d'une «*sédimentation d'institutions*» (M. Sivignon). A côté de filières verticales concernant chacune un produit : tabac, coton, betterave à sucre ..., les *Services agricoles*, la *Banque agricole* lancèrent des opérations propres à aider les exploitations à surmonter les handicaps de leur nanisme et de l'insuffisance de leurs capitaux : sur le plan foncier, remembrement, distribution de terres récupérées par assèchement ou défrichement, sur le plan cultural attribution de permis ou de contrats de culture, spécialement pour le tabac et la betterave à sucre, sur le plan financier, soutien des prix, actions du Crédit agricole sous forme de prêts ou d'encadrement coopératif, aide au développement du réseau de coopératives de services ou de traitement des produits.

Les courbes de l'évolution de la production céréalière attestent du progrès général de l'agriculture grecque : de moins d'un million de tonnes dans les années 1920, on est passé à plus de 5 millions vers 1980. Les progrès sont liés dans la première partie de cette période (1920-1950) au *doublement des superficies* emblavées, dans la deuxième partie à la multiplication des rendements par 2,5 (pour le blé tendre 9,7 qx/ha en 1950, 24,6 en 1980). Le pays est parvenu à assurer son alimentation en blé, et même à en réserver une part pour l'exportation, phénomène, il est vrai, compensé par des importatoins de céréales fourragères, spécialement le maïs (G. Daskalou).

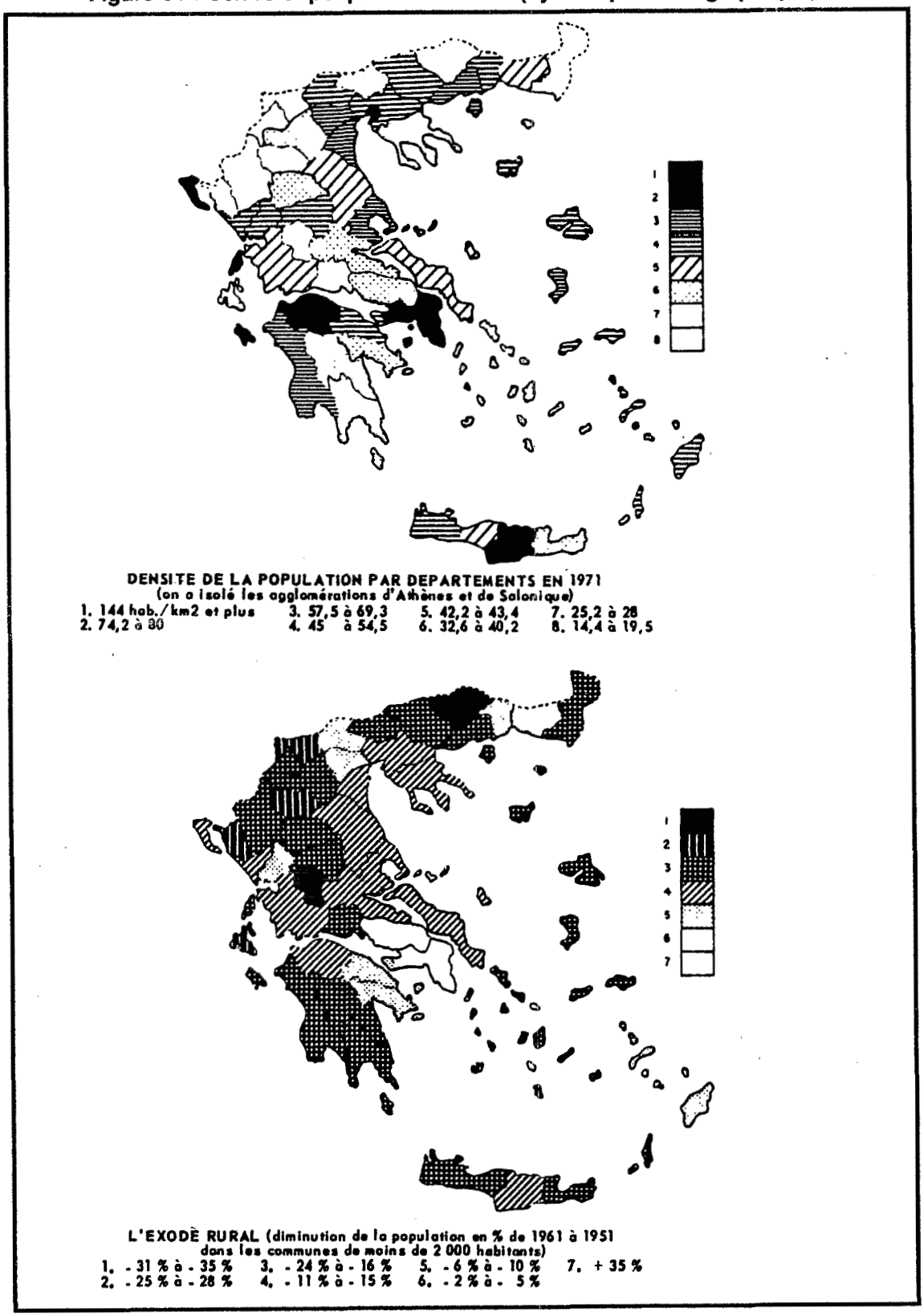
Car la situation de l'élevage reste préoccupante. La quantité de viande consommée par habitant a presque doublé entre 1965 et 1981, si bien que l'on importe près de 60% des produits d'origine animale consommés, et cela malgré une augmentation spectaculaire de la production de viande blanche dans le pays. L'élevage ovin-caprin (8 300 000 et 4 600 000 têtes en 1981) représente 13% du produit agricole brut et satisfait aux besoins du pays. Mais sur les 830 000 bovins, une part notable est importée de l'étranger pour être engraissée à l'aide de produits eux-mêmes importés. Ce secteur constitue un des éléments les plus faibles du complexe agro-alimentaire grec. Cette insuffisance est compensée par les ventes de «produits méditerranéens», la balance commerciale laisse apparaître en 1980 un bénéfice de 147 millions de dollars.

• *Une région pionnière : la plaine de Thessalie* (38)

La Thessalie fut l'objet d'une intense «colonisation intérieure».

En moins de deux générations (1929-1970), la superficie en culture augmenta de 124% (contre 34% pour la population). Cet

Figure 91 : Centre et périphérie en Grèce (dynamique démographique)



Source : PECHOUX, P. Y. et ROUX, M., 1972.

Surface cultivée et jachère en Thessalie
(en milliers d'ha)

	1899	1911	1929	1950	1961	1971
Culture	167	197	221	300	440	493
Jachère	161	71	108	126	25	23

Source : SIVIGNON, M., 1975.- *La Thessalie.*

accroissement est lié à la quasi-suppression de la jachère, mais surtout à la conquête de terres nouvelles, du fait : 1) des défrichements aux marges des finages que le bulldozer permet d'étendre aux terres pierreuses ; 2) de grands travaux de drainage et d'assèchement.

Dans le même temps l'évolution vers une agriculture intensive s'accélérait. De 1956 à 1970, la consommation d'engrais triplait pour l'ensemble de la Grèce, quintuplait pour la Thessalie.

«*Les progrès effectués depuis une quinzaine d'années situent la Thessalie au même niveau que celui des plus avancés des pays riverains de la Méditerranée*» (M. Sivignon).

La mécanisation a été tardive. Ce n'est qu'après 1950 que s'effectua largement le passage de l'araire à la charrue à soc. Le nombre de tracteurs qui n'était, pour toute la Thessalie, que de 300 en 1939 et de 1 800 en 1952, s'élevait à 9 500 en 1968.

Cette politique de modernisation se traduisit en vingt ans par l'augmentation des rendements du blé de 60% (24 qx/ha contre 15), par l'installation de toute une économie de la betterave à sucre (cf. *infra*), par la rénovation de la culture du coton (4 000 ha en 1950, 44 000 en 1970), par un accroissement sensible des superficies en fruits et légumes, par un décuplement de celles en vesce et luzerne.

● *Filière sucre et quasi-intégration* (39)

La filière sucre parce qu'en tête de l'intégration technique et organique en matière d'économie agro-industrielle donne un bon éclairage sur la dynamique du système agraire grec.

Elle permet en premier lieu de confirmer la continuité de la politique d'intervention de l'Etat dans le domaine agricole. C'est à l'initiative de l'Etat que fut créée en 1960 «*l'industrie hellénique du sucre*» (IHS), sous l'égide d'une société anonyme dont à l'origine 90% des parts étaient détenues par la Banque agricole de Grèce et 10% par l'Etat grec. Le siège social fut fixé à Salonique et c'est dans le Nord du pays que furent établies les cinq sucreries construites entre 1961 et 1975, jusqu'à atteindre la capacité de production de 350 000 tonnes de sucre (dont 50 000 exportées en Yougoslavie et en pays arabes).

Grâce à ce calendrier serré, la Grèce est donc parvenue non seulement à assurer son auto-consommation, mais encore à dégager un surplus exportable, et ce avant la date d'entrée

Evolution de la consommation d'engrais
(en milliers d'unités-engrais)

	1899	1911	1929	Consomation (UE par ha 1970)
Grèce	18 200	192 800	337 900	74
Thessalie	11 300	24 800	54 100	109

Source : SIVIGNON, M., 1975.- *La Thessalie.*

dans le Marché Commun et les limitations ultérieures qui en auraient résulté.

L'IHS est ainsi devenue la première firme agro-alimentaire de Grèce et trouve sa place dans la liste des dix premières firmes grecques. Elle emploie 1 500 personnes à temps plein et jusqu'à 3 500 en pleine campagne. Son chiffre d'affaires dépassa les 5 000 milliards de drachmes en 1976.

Le caractère étatique de la firme donne aux formes d'intégration des traits particuliers qui tiennent à la nature double de l'IHS, à la fois entreprise économique à la recherche d'un profit et centre d'action sociale. Les stipulations des contrats signés avec les producteurs de betteraves portent cette double marque.

Par ces contrats, de durée annuelle, la firme fixe de façon autoritaire la surface consacrée à la culture de la betterave, souvent équivalant au quart de la superficie de l'exploitation, de façon à servir de pivot à une rotation quatriennale. Sont également précisées les quantités de semences, d'engrais, de pesticides (fournis par les succursales de la Banque agricole), ainsi que le rythme des travaux.

Chacun des deux partenaires y trouve des avantages :

– l'IHS «*obtient autant de pouvoirs que si elle avait les moyens de production correspondants, en réalisant des économies d'investissement et de coûts de fonctionnement et en reportant sur l'exploitation betteravière une série de risques correspondant aux aléas de la production agricole*» ;

– l'exploitation familiale bénéficie des retombées de la politique d'industrialisation, avec accroissement des rendements, garantie des prix et donc amélioration des revenus.

Ainsi non contente de maîtriser le marché en fixant les prix et de planifier la production, la firme bénéficie d'un véritable «*transfert de pouvoir et de choix*» (C. Palloix) sur l'exploitation agricole. De son côté «l'agriculteur intégré», s'il est dépossédé de son pouvoir économique, reste propriétaire de ses moyens de production et il peut se libérer de toute contrainte à l'expiration du contrat, «*l'agriculteur vend son produit et non sa capacité de travail*».

Le blocage structurel : «vers une réforme agraire inverse ?» (40)

La stabilité du système minifundiaire grec est fait remarquable. Au cours des deux décennies (1950-1970) marquées par la modernisation des pratiques culturales, la superficie cultivée n'a guère varié, le nombre des exploitations non plus, la taille moyenne de l'exploitation est restée de l'ordre de 3,5 ha. Donc on n'observe pas de processus de concentration des unités de production, car si le nombre de micro-exploitations (moins de 1 ha) a diminué de moitié, celui des «grandes» (50 ha et plus) à baissé dans la proportion de 5 à 1 : il n'en restait plus en 1971 que 880, couvrant au total 88 000 ha (2,47% de la SAU).

Cette **permanence structurelle globale** apparaît d'autant plus étonnante que le pays a connu entre temps un extraordinaire exode rural. 1 500 000 personnes ont, en vingt ans, abandonné les campagnes pour les villes, dont 900 000 vers l'étranger (surtout l'Allemagne) et 600 000 vers les cités grecques (principalement Athènes, qui reçut jusqu'à 60 000 nouveaux habitants en une année).

Mais les moyennes cachent des réalités variables. Dans les secteurs les plus marginalisés, les départs se traduisirent par une véritable déstructuration du milieu rural et un recul sensible des aires de culture. D'autres régions, comme la Thessalie, par le biais de la conquête de terres nouvelles et de l'intensification des pratiques culturales, entrèrent vraiment dans l'ère agro-industrielle.

Cependant, la mobilité générale des populations n'empêche pas que la part de l'agriculture dans l'activité nationale reste forte, le secteur primaire qui retenait 51% des actifs en 1965, en gardait encore 37% en 1983 (contre 28% pour l'industrie et 35% pour les services). Cette forte proportion d'actifs se traduit par un sous-emploi des hommes et également des machines, que ne compensent que très partiellement le développement des ressources complémentaires, hors de l'exploitation, voire l'émigration saisonnière.

Et tout un pan de la vie rurale grecque, celui des vastes surfaces de l'arrière-pays montagneux, a échappé aux courants de rénovation. Les ressources locales : maigres cultures dans des îlots de petites plaines, élevage ovin-caprin

extensif ne permettent que la survie des vieilles générations. Les jeunes s'en vont sans esprit de retour. Le développement de certaines formes de tourisme, la revalorisation de la forêt ne paraissent pas renverser la tendance à la désorganisation de ces espaces marginaux.

La politique productiviste de l'Etat repose à la fois sur les pratiques du crédit sélectif menées par le réseau dense des succursales de la Banque Agricole de Grèce et sur l'alliance avec les novateurs qui sont souvent des citadins : artisans, commerçants, membres des professions libérales.

L'évolution actuelle laisse donc apparaître ***«des inégalités du développement et le développement des inégalités» :***

«Ainsi, le ***processus de différenciation*** *des espaces agricoles, impulsé à partir des villes, a également pour effet de faire éclater la société rurale égalitaire à laquelle la réforme agraire avait abouti. Ceci nous ramène à l'une des spécificités grecques : l'existence d'une classe marchande et financière à côté de petits agriculteurs tournés de longue date vers les cultures commercialisées. Le poids sociologique et politique de la classe des petits propriétaires s'était trouvé accru par la dimininution de ses charges fiscales à partir de 1860 puis par la généralisation de la réforme agraire au début du siècle. C'est par le négoce et le crédit que les notables chrétiens étaient parvenus à contrôler la terre sous la domination ottomane et c'est par ces deux mêmes sources du pouvoir économique qu'ils sont parvenus, de nos jours, à contrôler la production agricole.»* (M. Drain).

Cette dynamique agraire est de plus marquée par l'adhésion à la Communauté Européenne. *«Les transferts de la CEE, à des titres divers (PIM, FEOGA, etc ...), atteignent maintenant des sommes considérables (jusqu'à 1934 millions de dollars en 1988) dont une bonne part revient à la population rurale. En 1988, les transferts de la CEE dépassent les revenus de la marine nationale et les remises des émigrés»* (M. Sivignon).

Cependant la balance commerciale grecque reste largement déficitaire, avec un taux de couvertrue des importations par les exportations de l'ordre de 45 à 50%. Pour les produits agricoles, il monte à 75%, grâce en particulier aux exportations de fruits frais ou en conserve et malgré les importations de viande et produits animaux.

Les bénéfices tirés du tourisme, des remises des émigrés, de la marine marchande ou encore des transferts de la CEE, laissent une balance des comptes largement positive. Cependant, divers indicateurs économiques (déficits budgétaires et commerciaux en accroissement, inflation accélérée) sont «au rouge» et témoignent d'une crise économique aiguë. L'émigration qui, dans les années 1960, lorsqu'elle concernait jusqu'à 100 000 partants par an, tenait un double rôle de régulation – en soulageant les campagnes d'une part de leur excès de main-d'oeuvre, en ramenant au pays des devises fortes – n'a plus, maintenant qu'elle est réduite à quelque 20 000 départs annuels, la même valeur «organique». Les mouvements internes de transferts à la ville maintiennent bien leur intensité ; cependant les campagnes gardent encore 30% de la population totale et l'agriculture retient près de 30% des actifs.

Répartition des exploitations agricoles grecques par classes de grandeur en pourcentage de leur nombre et superficie

Classe de grandeur	% du nombre total	% de la surface totale
Moins de 1 ha	24,0	3,4
De 1 à 4,99	54,7	37,2
De 5 à 19,99	19,9	45,5
Plus de 20 ha	1,4	13,2
Total général	**990 112**	**3 545 493 ha**

Source : Recensement agricole 1981.- *La CEE méditerranéenne.*

Le «capitalisme difforme» analysé par K. Vergopoulos continue à prospérer en Grèce, reposant en particulier sur une relation de plus en plus étroite entre agriculture et secteurs industriel et de service, et conduisant à la valorisation de la rente foncière (fermage).

L'entrée à part entière dans la Communauté Européenne, la vigueur de la concurrence qui en résulte, permettront-elles à la structure émiettée de l'agriculture grecque de lutter à égalité avec les fermes-usines de l'Europe occidentale ? La démocratie paysanne née des réformes agraires accomplies entre 1871 et 1922 a montré sa capacité d'adaptation sous l'égide de l'Etat. Mais la science agronomique, en renouvellement, l'organisation des marchés à l'échelle d'un continent exigent que l'économie des campagnes soit menée à un autre rythme que celui du minifundium familial.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est ni plus ni moins qu'une nouvelle «réforme agraire», que l'on pourrait qualifier d'«inverse» par rapport à celle du passé. Or les circonstances actuelles ne permettent pas d'imaginer «*une élimination de la paysannerie au profit d'un hypothétique grand capital agraire ou au profit d'une étatisation ou collectivisation forcée*» (M. Allaya, M. Labonne, M. Papayannakis).

A l'heure de l'affirmation de l'ancrage à l'Europe et du renforcement de la macrocéphalie du pays, avec une agglomération athénienne toujours plus attractive, se pose pour la Grèce un grave problème d'équilibrage régional et de recentrage structurel de son agriculture.

b) L'Espagne : la «colonisation» substitut à la Réforme agraire (41)

«*Les campagnes espagnoles présentaient dans la première moitié du XXème siècle, une situation plus proche de celle de certains pays sous-développés du Proche-Orient ou de l'Amérique Latine que de celle du reste de l'Europe occidentale, à la fois par l'archaïsme de la mise en valeur et par des structures qui freinaient le progrès technique et provoquaient de graves tensions sociales. Le problème se posait de savoir si les indispensables transformations des systèmes de mise en valeur liées au développement économique et à l'industrialisation du pays se feraient dans le cadre des structures existantes ou au moyen d'une réforme agraire, et quel devait être, dans l'un comme dans l'autre cas, le rôle de l'Etat*» (M. Daumas, 1980).

Le déphasage structurel

Or le tableau ci-joint de la situation foncière actuelle montre que si l'**Espagne est la plus «latifundiste» des nations du monde méditerranéen**, elle est également très fortement marquée par le microfundium :

– d'un côté, la grande exploitation – plus de 100 ha – avec 1,6% du nombre total et 46,4% de la SAU (pour la très grande exploitation – plus de 500 ha – les chiffes correspondants de 0,2 et 20%) ;

– de l'autre, la petite exploitation –0,1 ha à 20 ha– 89,8% du nombre, 24,8 de la SAU (pour les très petites –moins de 5 ha– 63,1 et 7,2).

La persistance du système latifundiaire relève de deux séries d'explications : d'une part un déphasage historique dans l'évolution socio-politique, d'autre part des interventions de substitution à la réforme agraire.

Le **déphasage historique** tient au fait que les structures aristocratiques d'Ancien Régime se sont prolongées au XIXème siècle (sans que s'interposât un épisode semblable à celui de la Révolution française) et qu'elles furent relayées par le pouvoir de la grande bourgeoisie. Ainsi, spécialement dans le Centre et le Sud du pays, se développa la succession : fiefs féodaux de la Reconquête, domaines de la noblesse de cour, à résidence à Madrid et bénéficiant en sus de l'acquisition de terres non attribuées (terres **baldias**), latifundium des descendants de ces grandes familles (les droits féodaux ne furent supprimés qu'en 1837) ou des bourgeois qui les avaient remplacées. Mais le triomphe de la bourgeoisie libérale fut marqué principalement par l'accaparement de la plus grande partie des biens de mainmorte de l'Eglise et des municipalités que les **lois de Désamortissement** ouvrirent, entre 1808 et 1855, au marché foncier général. Dans la deuxième partie du XIXème siècle, tandis que se confirmait, pour l'essentiel, le régime du latifundium à propriétaire absentéiste et à exploitation extensive (jachère biennale, moutons), s'amorçaient des formes de culture plus moderne et plus intensives (les premières

moissonneuses-batteuses furent utilisées vers 1865).

A partir du XXème siècle, se précisèrent les deux options entre lesquelles devait se faire l'évolution agraire: mutation structurelle ou modernisation technique.

Dans le premier tiers du XXème siècle, les deux démarches se confondirent, menées avec prudence : 1907, création de «colonies agricoles» sur terres d'Etat en lots de 7 ha, 1911, décision de l'Etat de créer de grands périmètres hydrauliques, 1927 loi de «parcellisation» créant des lotissements sur des terres en vente et sur lesquelles l'Etat fait jouer son droit de préemption, 1928 création de la Confédération syndicale hydraulique amorçant une politique cohérente de l'irrigation.

Dans la brève période de la République la **loi de réforme agraire du 15 septembre 1932** ouvrit des perspectives nouvelles en fixant un plafond de propriété (10 ha en irrigué, 600 en sec) et en créant un **Institut de la Réforme Agraire (IRA)** qui pourrait créer des exploitations collectives.

Le régime franquiste marqua une nouvelle rupture : la loi de 1932 fut supprimée, les biens expropriés furent restitués. La politique de colonisation triompha. La **loi fondamentale du 26 décembre 1939** créa l'**Institut National de la Colonisation (INC)** qui, à partir de 1945, put agir par expropriation forcée, principalement dans les grandes zones d'intérêt national : Plaine de Badajoz, de Jaen, de Bardenas, de Monegros ...), l'INC se fondit en 1971 dans l'**Institut de Réforme et de Développement Agraire (IRYDA)**. Quel que soit l'intérêt de cette politique de colonisation intérieure, ses limites apparaissent à travers ces seules données : en 1981 seulement 59 000 colons avaient été installés, soit à peine 4% du nombre des exploitations de moins de 5 ha.

La décennie 1980 : vers une nouvelle politique ?

La chute du régime franquiste laissa espérer à une partie de l'opinion que la réforme agraire deviendrait une réalité. La loi de novembre 1979 sur les «propriétés manifestement améliorables» donnait la possibilité à l'Etat de contraindre les propriétaires de domaines sous-exploités à se soumettre à des **Plans d'Exploitation et d'Amélioration** (PEM), sous peine d'expropriation. Mais cette loi resta quasi lettre morte : c'est seulement en 1985 qu'une première mesure d'expropriation fut prise.

«Ainsi se confirme la politique des pouvoirs publics qui continue à privilégier le développement économique, les progrès techniques de l'agriculture et non les aspects sociaux. Le nouveau régime poursuit les objectifs productivistes du franquisme», écrit M. Daumas, qui illustre ce propos par l'exemple de la **loi sur la *dehesa*** promulguée par le gouvernement régional de l'Estrémadure en 1986 et dont le préambule précise qu'une réforme agraire «ne peut aujourd'hui prétendre à une simple répartition des terres, mais à une optimalisation des productions de la propriété, facteur de développement».

Parallèlement à ces actions localisées, se développaient dans le milieu rural espagnol des mouvements de fond porteurs de perturbations plus fortes, comparables à ceux du reste de l'Europe et dont les composantes les plus actives furent l'exode rural et la modernisation culturale. L'exode vers les villes entraîna de 1962 à 1982 une diminution de 15,8% du nombre des exploitations, dont la taille moyenne passa de 16 à 19 ha. Mais ce mouvement toucha de façon très inégale les diverses catégories : la quasi-totalité des 2 700 000 ha perdus par les groupes les plus modestes fut prise en compte par les exploitations de plus de 50 ha, preuve d'une nette concentration de la propriété. Mais le mouvement d'abandon des campagnes fut en partie freiné dans les dix dernières années à cause des difficultés de l'emploi dans les villes: le nombre des chômeurs est passé de 428 000 en 1974 (3,2% de la population active) à 3 415 000 en 1985 (22,2%).

Cependant les traits généraux que nous venons de dégager pour l'ensemble de l'Espagne doivent être nuancés, adaptés aux situations régionales, qui sont très diversifiées, et ce, non seulement en fonction des legs de l'histoire dans leurs relations aux conditions géographiques locales, mais aussi parce que la politique de régionalisation, dans laquelle l'Espagne s'est délibérément engagée, conduit à des orientations très différentes d'une région à l'autre. La notion de «réforme agraire» qui s'enlisait au niveau national resurgit avec force dans certaines de ces régions. Un autre facteur

Quelques indicateurs du système agraire espagnol

Evolution de la population active agricole

		% total actifs			% total actifs
1900	4 588 000	68,0	**1970**	3 706 000	31,2
1950	5 271 000	49,6	**1976**	2 792 000	21,2
1960	4 696 000	40,3	**1982**	2 032 000	18,1

Les exploitations privées en Espagne en 1982

Ha	Nombre unités	%	Superficie (en ha)	%
01-5	1 474 350	63,4	2 388 724	7,2
5-20	576 313	24,8	5 642 494	17,7
20-50	166 787	7,4	5 058 161	15,9
50-100	59 389	2,6	4 073 855	12,8
150-500	43 434	1,5	8 448 678	26,4
+ 500	5 546	0,2	6 398 264	20,0
Total	**2 325 819**	**100**	**32 010 176**	**100**

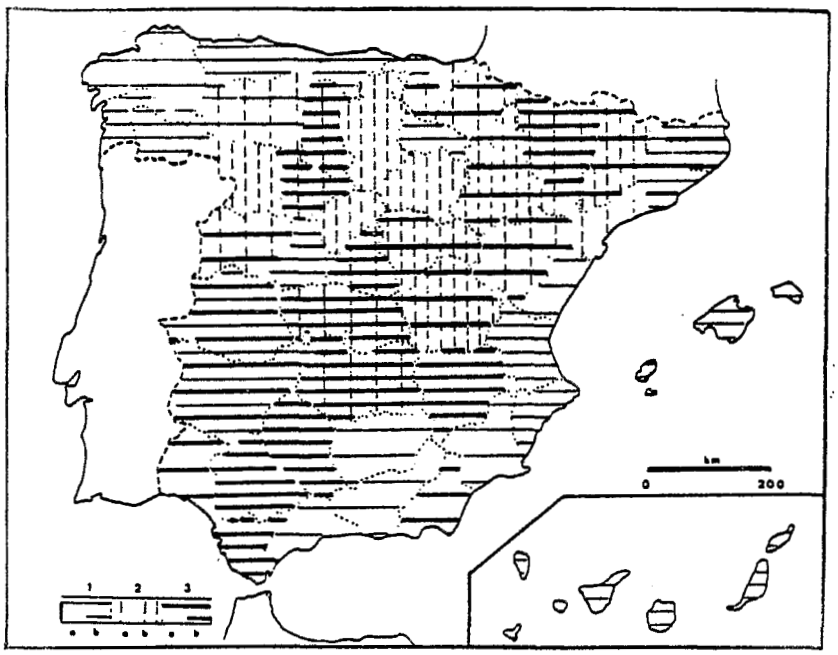
Evolution des exploitations agricoles – 1962-1982
(selon la superficie totale)

Taille (ha)	Nombre	Superficie
⟨ 5	- 16,4 %	- 11,3
5-20	- 19,8%	- 12,1
20-50	- 14,0%	- 6,5
50-100	+ 19,2%	+ 4,1
150-500	+ 21,3%	+ 1,6
⟩ 500	+ 2,6%	- 1,7
Ensemble	**- 7,2**	**- 3,4**

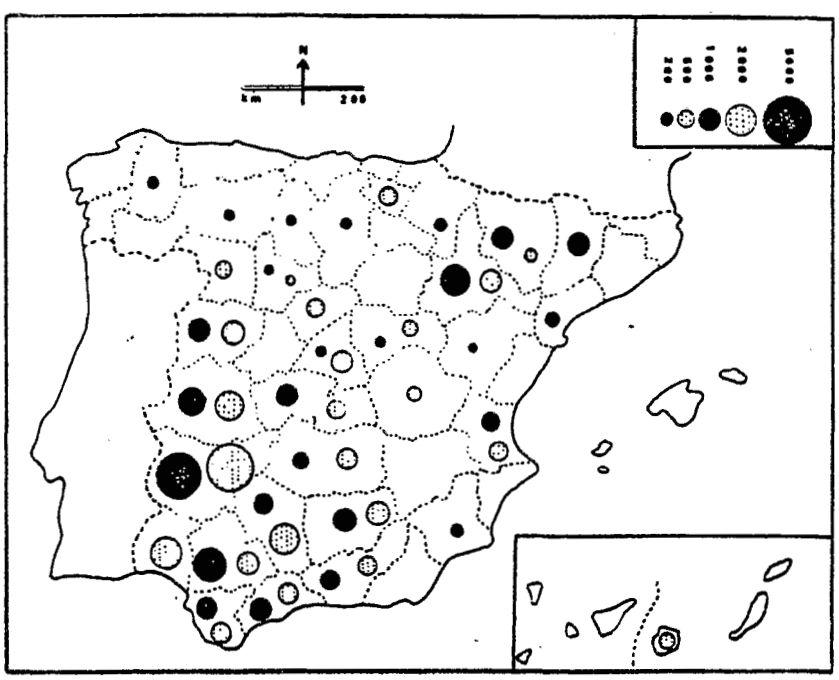
Source : DAUMAS, M., 1988.- D'après *Censo Agrario de Espana.*

Figure 92 : Aspects du système agraire espagnol

a) Aspects régionaux des structures sociales en 1962



b) Répartition provinciale des colons installés par l'IRYDA (de 1939 à 1975)



Source : DAUMAS, M., 1988.- *L'évolution des structures agraires en Espagne.*

de différenciation dans la dynamique actuelle est l'inégal développement de l'irrigation, celle-ci étant en particulier cause de multiplication des lots de petite propriété en *regadio*. Au total «*il y a dans l'évolution des structures deux tendances opposées : une forte concentration dans les terres vouées à la seule culture pluviale, une tendance à la division dans les terres irriguées*» (M. Daumas).

Parmi les situations les plus typiques, notons que :

– **dans les zones à minifundium dominant**, en Galice ou 91,4% des exploitations ont moins de 5 ha, malgré l'importance de l'exode rural, la productivité des exploitations et leur concentration restent faibles, dans le Levant l'émiettement de la terre se poursuit, ses effets étant compensés par l'augmentation de la rentabilité grâce au développement de l'irrigation et à l'amélioration des pratiques culturales ;

– **dans les zones de grande propriété**, en Estramadure où les domaines de plus de 100 ha avec 4,7% du nombre total occupent les deux tiers de la SAU, et où l'usage extensif des terres a conduit à un développement excessif des friches, la loi sur la *dehesa* fixe des normes d'exploitation, dont le non-respect conduit à des impositions relativement lourdes ; en Andalousie, le passage du latifundisme ancien à la grande exploitation capitaliste revêt une signification particulière et mérite une analyse à part (**chap. III.4.A**).

Parallèlement s'est développée dans le pays une prise de conscience des dégâts causés et des risques encourus dans les «*zones fragiles*», spécialement dans le Levant et en Andalousie. La succession extensive des cultures par défrichement, leur abandon consécutivement à l'exode rural, et en particulier sur les *paratas* (terrasses), accélère les processus d'érosion, entraînant la formation de *bad-lands* dans les collines et des inondations dévastatrices dans les plaines de piémont. Toute une publicité est faite sur la nécessité de lutter contre la désertification au nom de slogans du type : «L'Europe Verte s'arrête aux Pyrénées», «Un milliard de tonnes de terres s'en vont chaque année à la mer», «L'Espagne devient le bastion avancé des déserts africains». Un vaste programme de boisement a été lancé, devant concerner plus de 10 millions d'hectares. L'ampleur des dégâts causés en Andalousie et dans le Levante par les inondations de septembre 1989 a confirmé que ces craintes n'étaient pas vaines.

Si l'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun a suscité dans le Sud de la France des accusations de «concurrence déloyale», continuant à entraîner cycliquement des manifestations à la frontière, lors du passage de certaines «denrées sensibles» (salades, pêches, fraises ...), en Espagne les responsables agricoles s'interrogent également sur les conséquences possibles du Marché Unique de 1993 et «*les effets de l'adhésion sur l'idéologie du monde agraire et sur la politique institutionnelle au niveau national*» (cf. texte ci-dessus de A. Mutano), ainsi que sur les capacités d'adaptation des grands ensembles régionaux.

Les craintes sont grandes, dans le Nord-Ouest laitier et minifundiaire, comme dans le Centre céréalier et encore marqué par le système latifundiaire, de voir le pays servir de «déversoir» aux produits européens. Au contraire, l'Espagne méditerranéenne, celle des *huertas* et de leurs bordures, fonde de grandes espérances sur l'ouverture complète du grand marché du Nord. Le proche avenir dira si la dichotomie entre les deux Espagnes, à dynamismes agraires différenciés, se renforcera ou non.

Sur le plan territorial, la régionalisation, avec ses prolongements vers les autonomies, pose également un certain nombre de problèmes, comme nous l'avons vu à propos de la réforme agraire andalouse (**chap. III.4.A.**) et des *comarqas* catalans (**chap. IV.2.C**).

Mais économistes et politiciens espèrent que les élans combinés de l'essor touristique, de la démocratisation et de l'ouverture des marchés, se traduiront par une accélération dans l'élévation générale des niveaux de vie qui permettra de dépasser ces problèmes sectoriels et géographiques.

Il est clair que, dans cette évolution de la CEE, le jalon hispanique de la Méditerranéité devra tirer occasion de se renforcer.

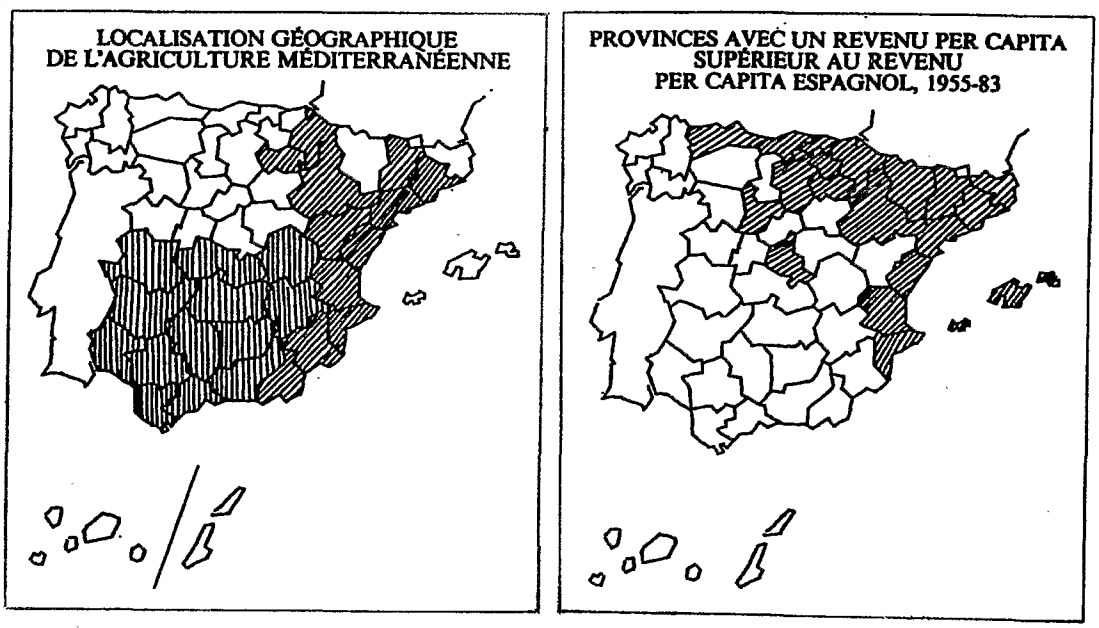
Figure 93 : Aspects des dynamismes régionaux espagnols

La carte de gauche met en évidence le déséquilibre Nord-Sud.

La carte de droite introduit une distinction fondamentale entre deux agricultures méditerranéennes :

– l'agriculture «continentale» à dominante de céréales, de vigne et d'oliviers, dont les produits sont en concurrence avec ceux de la CEE ;

– l'agriculture (sub) littorale, dont les produits spécifiques (fruits, légumes) bénéficient d'un large marché au sein de la CEE.



Source : SEQUEIROS-TIZON, S.G., 1986.- *Les déséquilibres régionaux ...*

Politiques européennes - politiques nationales : effets provoqués par l'adhésion de l'Espagne à la CEE sur l'idéologie du monde agraire et la politique institutionnelle agricole

En ce qui concerne l'agriculture, l'adhésion a tout d'abord, fortement dynamisé le comportement des différents agents sociaux et leur façon de concevoir les problèmes de l'agriculture. Ainsi, les débats ayant trait à la crise de la PAC, le besoin de la réformer et de modifier les principes qui, jusque-là, avaient inspiré la régulation du secteur agraire, ont eu des répercussions directes sur les discours des organisations professionnelles espagnoles qui, désormais, sont tenues de modifier leurs conceptions traditionnelles concernant la modernisation agricole, afin de les adapter aux nouveaux problèmes d'une agriculture excédentaire et coûteuse. De ce fait la participation de ces agents dans les institutions communautaires élargit l'horizon de leurs rapports avec d'autres organisations, tout en introduisant une nouvelle dynamique dans le panorama de l'associationnisme agraire espagnol.

Par ailleurs, l'adhésion a des répercussions directes sur le cadre institutionnel dans lequel se déroule la politique agraire espagnole. De la sorte, le processus de décentralisation politico-administrative, lié dès le départ à l'instauration du régime démocratique, inévitablement interfère avec le processus inverse représenté par l'intégration de l'Espagne dans une communauté supra-nationale comme la CEE. D'autre part, les changements qui ont lieu dans les rapports entre les pouvoirs publics et la profession agricole, notamment avec l'accroissement de nouvelles formes de représentation des agriculteurs et la réduction de l'hégémonie du syndicalisme, ont un sens particulier dans le cas de l'agriculture espagnole du fait de la faible tradition associative et de la présence de vieux éléments institutionnels appartenant au corporativisme franquiste.

Source : MUTANO, A., 1988.- Communication au Colloque *Campagnes de l'Europe*, Lyon.

c) L'Italie : l'étonnante diversité ou l'inégale modernité (42)

Nulle part sans doute, le paysage des campagnes ne revêt une valeur sensorielle aussi forte et aussi diverse qu'en Italie, où l'on voit se succéder la confusion ordonnée de la *coltura promiscua* de la Toscane et de l'Ombrie, ou des huertas de Palerme et de Caserte, la régularité un peu frustre de l'*openfield* dans les Abruzzes, la géométrie des terres de bonification récente de la Maremme et du Métaponte, ou encore des rizières de la région de Vercelli, les singularités des champs arborés de l'Apennin, ou celles des enclos pierreux de Sardaigne entre les ruines des *nuraghe*, ... (42).

Cette diversité est dans le prolongement d'une longue histoire agraire qui laisse apparaître des formes multiples d'archaïsmes, mais dont le rythme a connu depuis un siècle des coups de forte accélération, avec l'unification nationale d'abord, les bonifications mussoliniennes ensuite, puis les restructurations et le «miracle économique» de l'après-guerre, et enfin l'adaptation à l'Europe et à la crise économique depuis une quinzaine d'années.

L'essai de rattrapage structurel

L'archaïsme des structures se traduisait dans l'immédiat après-guerre par :

1°– l'importance du système latifundiaire : la propriété de plus de 500 ha couvrait 53% de la superficie agricole en Maremme, 26% en Sardaigne, 25 à 30% en Sicile, Lucanie, Calabre, 20% en Vénétie ; on recensait au total 4 millions d'hectares en économie latifundiaire, dont la moitié susceptible d'intensification ; seigneurs et *braccianti* perpétuaient dans le Sud des relations de type féodal ;

2°– le rôle du métayage, «*support d'une véritable civilisation agraire*» (P. Gabert), dans l'Italie centrale (Toscane et alentours) où il concernait 45% de la superficie ;

3°– la faiblesse de la paysannerie moyenne ; en 1933, 47 000 propriétaires détenaient 41% du sol tandis que 3 800 000 petits exploitants étaient maintenus sur le tiers de la superficie agricole, «*entre ces deux termes, la cohorte de ces exploitations moyennes qui ont donné à la paysannerie française son essor et sa physionomie était littéralement laminée*» (J. Béthémont).

Le rattrapage structurel a été le résultat à la fois de mouvements spontanés de transferts de populations, en relation avec l'essor de l'économie générale, et de l'intervention de l'Etat.

L'effondrement de la population agricole en une génération est attestée par le fait qu'entre 1959 et 1981, la part de la population active agricole est passée de 42,2 à 13,3%.

Parmi les réalisations étatiques, celles relatives à la **réforme agraire** ont été parmi les plus spectaculaires, elles n'ont cependant concerné, au sein de 8 régions, que 630 000 ha et 110 000 attributaires (avec des lots de 7 à 10 ha en irrigué). Cette opération a eu pour objectif essentiel de jouer le rôle de «soupape de sureté» à un moment où la tension sociale était au plus fort dans les campagnes dans lesquelles prédominait le système latifundiaire. En expropriant (avec indemnisation) les détenteurs de domaines sous-exploités de plus de 200 ha, l'Etat a supprimé les excès les plus insupportables du régime foncier, tout en laissant dans l'ensemble du pays une place notable à la grande propriété. L'une des conséquences les plus significatives de la modernisation agricole a été le doublement de la part de la propriété de plus de 100 ha (17,7% de la superficie en 1947, 33,6% en 1970) ; mais dorénavant elle est plus largement représentée dans le Centre (44% en Toscane) que dans le Sud (34% en Calabre, 27% en Sicile).

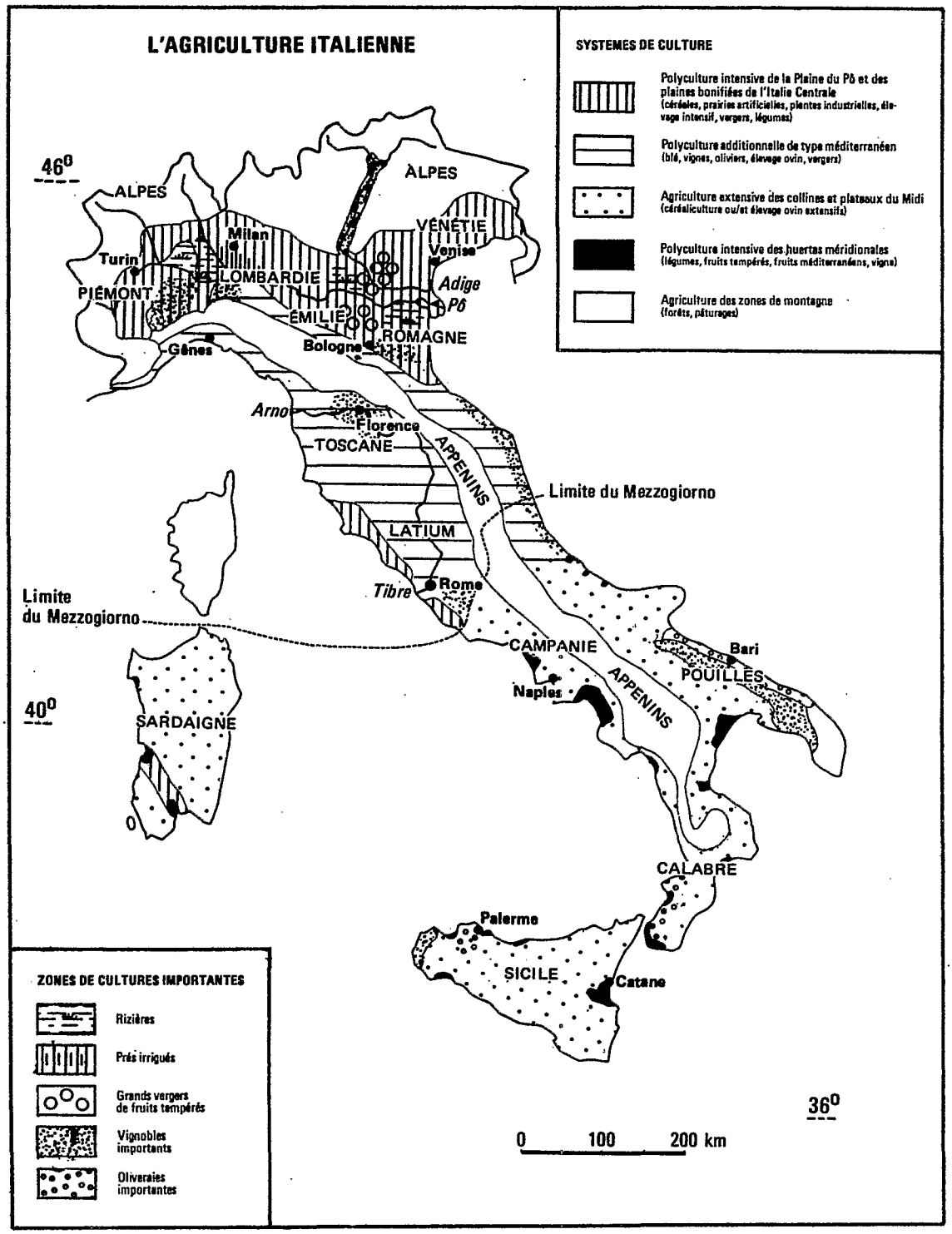
Plus significative que le transfert foncier lié à la réforme agraire a été la mutation du statut des exploitants agricoles, se traduisant par un véritable **effondrement du métayage** : en 1977 seulement 3,6% du nombre des exploitations, 5,1% de la SAU, le mouvement naturel de désaffection envers ce type d'association étant accéléré par l'intervention de l'Etat ou l'impulsion de la puissante *Federazione nationale di coltivatori diretti.* Le 1er Plan Vert (1961), la loi de 1964 interdisant de nouveaux contrats de métayage, le 2ème Plan Vert (1965) favorisèrent le maintien des exploitants sur leur tenure à des conditions plus favorables, ou leur accession à la propriété.

«Corps intermédiaire» et démocratie sociale : «une décentralisation en trompe l'oeil»

Près de 90% des exploitations agricoles s'étendent sur moins de 10 ha. Cette dilution du «niveau 1» du système agro-territorial a pour correctif le développement, aux niveaux supérieurs, des organismes chargés de l'encadrement des agriculteurs. Ces institutions revêtent des formes très variées, mais les plus importantes sont caractérisées par la place qui est donnée, dans leur genèse et leur fonctionnement, aux préoccupations d'ordre politique. En effet la population agricole a tenu dans la stratégie des partis politiques de l'Italie contemporaine un rôle plus décisif que dans les autres pays de la CEE. Il en résulte que l'encadrement de la paysannerie porte la marque de cette préoccupation majeure qui déborde les attendus proprement techniques et professionnels. Le **mouvement coopératif**, en particulier, en fournit la preuve. La multiplication des coopératives (mutuelles, distribution de crédits, régulation des marchés, vulgarisation technique, ...) s'est effectuée dans l'après-guerre sous l'obédience de la démocratie chrétienne et de la gauche socialo-communiste et il est significatif que la Sicile d'une part, l'Emilie-Romagne de l'autre, soient les principaux secteurs de cet essor coopératif.

Pour ce qui est des organisations syndicales, elles présentent «*la double particularité de reposer sur des affiliations politiques et la*

Figure 94 : L'agriculture italienne



Source : VANDENBROUCKE, M., 1984.- *L'agriculture italienne.*

situation de l'agriculteur dans l'exploitation» (M. Vandenbroucke).

Telle confédération relève de la démocratie chrétienne et représente surtout de petits exploitants, telle autre héritée du fascisme rassemble plutôt moyens et grands propriétaires, d'autres encore, liées au parti communiste, rassemblent les minifundiaires ou aussi les ouvriers agricoles. Cette dernière clientèle est abondante : les salariés représentent près de 40% des actifs agricoles.«*Conçues davantage pour assurer la stabilité d'une présence politique ou la permanence d'un clientélisme, les coopératives n'ont joué aucun rôle moteur pour l'agriculture italienne ... Elles ont contribué à ralentir sinon à figer les mutations indispensables des structures de production*» (*idem*).

Il est cependant des domaines dans lesquels les préoccupations d'ordre technique l'ont emporté. Ainsi, parmi les actions d'équipement, la traditionnelle **bonification**, illustrée par l'assèchement des Marais Pontins sous l'ère fasciste, s'est perpétuée ; au total, depuis le début du siècle, 3 millions d'hectares ont été ainsi récupérés ; parallèlement environ 4 millions d'hectares ont bénéficié de l'**irrigation**.

L'un des aspects les plus originaux de cette politique d'aménagement consiste dans la nature des orgaismes qui en ont la responsabilité. Les sociétés de bonification, *consorzi*, sont des associations de propriétaires du sol qui délèguent leur pouvoir à des organismes élus (députation et conseil), dont la compétence s'étend sur des *comprensori*, aires territoriales bien définies. Le *consorzio* établit des projets d'aménagement qui sont soumis aux autorités locales et ministérielles, il gère les ressources financières, lesquelles proviennent des contributions des bénéficiaires des travaux et de subventions de l'Etat. Cette participation est d'autant plus élevée que la part des travaux d'utilité publique (eau, électricité, voirie, ...) est plus importante dans le projet.«*Le consorzio est donc une société d'utilité publique, un Ente, assez proche de nos sociétés d'économie mixte, mais à l'intérieur de laquelle les rapports entre l'Etat et les particuliers sont conçus de façon différente ... Il n'y a pas monopole de l'Etat et de ses administrations, définition d'un domaine et d'un territoire réservés, mais collaboration avec la propriété et l'initiative privées dont on respecte la dynamique et le libre jeu*» (L. Coulet).

Cette attitude de désengagement apparent de l'Etat au profit des responsables locaux doit cependant être analysée de près. Car les apparences sont ici fallacieuses. S'il se manifeste effectivement une démocratie du clocher, il n'existe pas de véritable décentralisation, car les collectivités locales disposent en fait de peu de pouvoirs.

«*Elles ont certainement, et depuis près de vingt ans, le pouvoir de délibérer, de planifier, de réglementer. Elles ne s'en privent pas, et produisent toutes sortes de plans et de projets. Mais elles n'ont guère le pouvoir de faire. Elles ont peur d'autonomie parce qu'elles lèvent peu d'impôts, reçoivent peu de subventions globales, et obtiennent peu d'emprunts globaux*» (R. Prud'homme).

Ainsi peut-on constater qu'«il n'y a pour ainsi dire pas d'impôts locaux en Italie». Leur montant est de l'ordre de 460 F par habitant contre 4 400 F pour la France, soit près de dix fois plus chez nous. De plus, «par le jeu des lois spéciales» l'Etat central contrôle directement tout projet de quelque importance.

«*Pour le meilleur et pour le pire, l'Italie est l'un des pays les plus centralisés d'Europe*». La décentralisation est ici «*une politique de trompe l'oeil*».

Un bilan mitigé : le triple «glissement» de l'agriculture italienne

Si l'agriculture italienne a réalisé, depuis la dernière guerre mondiale, d'indéniables progrès, ceux-ci ont été inégaux selon les secteurs géographiques et les catégories de productions. Les grandes lignes de cette évolution peuvent être reconstituées à travers les changements en matière de distribution territoriale, de types de cultures, de bilan agro-alimentaire.

Le **glissement territorial** résulte d'une part de l'abandon des terres les plus médiocres et les plus difficiles à atteindre, spécialement en montagne, et d'autre part d'une agriculture pionnière dans des zones que la technique moderne a permis de valoriser, particulièrement par le drainage et l'irrigation. L'effet cumulatif de facteurs favorables fait que la plaine du Pô

fournit 40% de la production nationale, tandis que le Mezzogiorno, où l'agriculture retient 20% des actifs, et la montagne, n'ont pas fini d'opérer l'aménagement sélectif qui doit encore éliminer un certain nombre d'exploitations non rentables.

Le **glissement cultural** a pour conséquence le renforcement de la spécialisation proprement méditerranéenne : fruits et légumes qui représentent un quart de la valeur de la production finale, vin pour lequel l'Italie (plus de 70 millions d'hl) dépasse la France, cependant que la céréaliculture se stabilise et que l'élevage, malgré l'essor des cultures fourragères, reste le point faible de l'économie agricole.

Le **glissement vers un déficit agro-alimentaire s'élargissant** : le taux d'auto-approvisionnement du pays qui était de l'ordre de 90%, il y a trente ans, n'est plus que d'environ 75%.

Parfaitement intégrée aux structures de production et d'échange de l'Europe occidentale par ses domaines agro-industriels de la plaine padane, l'Italie continue, en ses montagnes et dans son Sud, à porter le handicap de sociétés paysannes marginalisées et à faible rentabilité de travail.

d) La France : régulation et cogestion, décentralisation et aménagement rural

Fortement intégrée à l'ensemble atlantique, et bénéficiant d'une large façade méditerranéenne, la France reste, par la valeur et la diversité de sa production, le premier pays agricole d'Europe. Le tournant de la Révolution en a fait une grande nation paysanne. Le Traité de Rome et les mesures d'adaptation au Marché Commun qui suivirent ont entraîné des perturbations qui jetèrent sur les routes des cortèges d'éleveurs bretons ou de viticulteurs languedociens et ont amené à s'interroger sur «la fin des paysans». Ces crises structurelles ont donné l'occasion aux représentants de la puissance publique et à ceux de la profession agricole de mettre au point des formes de concertation et de régulation qui ont conduit à une véritable politique de cogestion du monde agraire français.

1. Au niveau national. Etat et profession agricole : la politique de cogestion (43)

Le terme de **«cogestion»** est ici d'usage ambigu :

– d'une part il s'appliqua à une période de vingt ans entre 1960 et 1980, au cours de laquelle le pouvoir gaullien et ses successeurs mirent en place une série de structures dans lesquelles cohabitèrent et fonctionnèrent, en principe à parité, des représentants de l'administration et ceux de la profession ;

– d'autre part il exprimait une doctrine politique «*en laissant entendre que des relations entre l'Etat et la profession agricole équivalent à une division du travail fonctionnelle entre deux partenaires qui seraient de même nature*» (J. P. Billaud).

En tout état de cause, ce système donne incontestablement valeur nouvelle aux corps intermédiaires représentants de la profession.

● *Le renforcement des corps intermédiaires et la gestion interprofessionnelle*

Dans le prolongement de la loi d'orientation de 1960, est instituée, en 1962, la procédure des groupements de producteurs qui vise à renforcer la capacité d'organisation et de négociation de la profession, puis en 1964, est promulguée la loi tendant à définir **les principes et les modalités du régime contractuel en agriculture**, sorte de charte de l'économie concertée. «*Le principe fondamental d'une telle économie est la négociation, la clé de voûte du dispositif institutionnel est l'interprofession*» (E. Valceschini). Avec l'aide de la puissance publique et selon des dispositions réglementaires précises, les agriculteurs sont renforcés dans leur stratégie de conquête de la plus-value des filières de production.

De plus, par la loi de 1966 qui élevait les pratiques de la vulgarisation au niveau d'une véritable politique du développement agricole, ce sont les Chambres d'Agriculture qui en reçurent le quasi-monopole. Plus tard la procédure des plans de développement permettra d'intervenir dans la conduite interne des exploitations.

Ainsi toute une panoplie de moyens est mise en place : SAFER et plans de développement pour la structuration et le fonctionnement des unités de production, groupements de producteurs pour préparer la mise en marché (voire intervenir dans la production : cf. schéma directeur du vignoble), Chambres d'Agriculture (avec les SUAD) pour la modernisation technique, Crédit Agricole pour l'investissement.

«A travers cet appareil, la profession agricole prend en charge elle-même les fonctions d'organisation et de coordination qui, dans l'intégration verticale, sont dévolues au pôle intégrateur» (E. Valceschini).

• *Les étapes et les modalités de la cogestion*

La grande période de la concertation entre la profession agricole et l'Etat va de 1960 à 1981.

– Elle débute en 1960, lorsque, après concertation avec les instances syndicales (et spécialement le CNJA), est votée la loi d'orientation, dont l'un des prolongements sera la création de la SAFER, instrument de la régulation du marché foncier.

– Elle se renforce notablement avec la loi de 1966, laquelle met la politique de développement agricole aux mains des agriculteurs, par l'intermédiaire des Chambres d'Agriculture.

– Elle s'épanouit avec la création, en 1977, de la Conférence annuelle agricole qui réunit chaque année quatre grandes organisations professionnelles (l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture et trois organisations syndicales) et le Chef du gouvernement, et donne une occasion de dialogue direct entre la profession et l'exécutif national. «*Les agriculteurs constituent la seule catégorie socio-professionnelle à bénéficier d'une telle rencontre avec l'Etat*».

– Elle connaît une période d'interrogation entre 1982 et 1986 avec la gauche, laquelle cependant organise les Assises du développement, qui connurent un réel succès.

– Elle prend tournure nouvelle entre 1986 et 1988, lorsque le président de la FNSEA devient Ministre de l'Agriculture.

– Depuis mai 1988, elle cherche sa nouvelle voie ...

2. Le Midi méditerranéen : spécialisation agricole et rurbanisation

Dans le Midi méditerranéen se retrouvent, en termes variables, atténuées ou renforcées, les tendances dominantes de l'agriculture française: régression spatiale résultante de mouvements inégaux de conquête et d'abandon, élévation de la productivité par travailleur, mais également tentatives pour adapter le maillage territorial aux nécessités du monde actuel : au total les modifications dans les systèmes de culture apparaissent plus spectaculaires que celles des structures de production, celles-ci revêtent cependant une réelle importance.

• *La régression spatiale* (**Figure 95**)

La contraction de la SAU s'effectue de façon plus sensible aux deux extrémités de la chaîne de l'occupation territoriale : dans l'arrière-pays par abandon à la friche ou au parcours, autour des villes par transfert d'usage au bénéfice de la fonction résidentielle et de loisir. En Languedoc-Roussillon et en Corse, c'est la première forme qui l'emporte, en Provence-Côte d'Azur la seconde.

En Languedoc-Roussillon, en une génération, entre 1955 et 1980, la SAU est passée de 1 555 000 ha à 1 330 000, avec donc une régression totale de 14,5% en un quart de siècle. Elle affecte principalement le haut-pays montagneux et ses avancées vers le Sud (Garrigues). Un dynamisme urbain encore modeste (sauf pour Montpellier) et un aménagement balnéaire réalisé pour l'essentiel en secteur littoral quasi vide ont fait que les empiètements de la ville sur la campagne sont restés, somme toute, assez modestes dans la plaine.

Les mécanismes d'urbanisation et «d'exurbanisation» marquent beaucoup plus profondément la Provence, pour laquelle la carte indique l'étalement de ces phénomènes dans les bassins de Marseille-Aix et leur étirement en continuité de Toulon à Menton.

• *Une relative concentration des exploitations*

Vers 1955 on dénombrait en Languedoc-Roussillon 161 900 exploitations, retenant

Répartition des exploitations et de la superficie agricole utilisée (SAU) entre les classes d'exploitations (France 1955, 1970, 1980)

Classe de SAU (ha)	1955		1970		1980	
	Nombre	% Sf	Nombre	% Sf	Nombre	% Sf
⟨ 1	8,8	0,4	10,5	0,3	9,5	0,2
1 - 2	10,4	1,2	7,3	0,5	7,0	0,4
2 - 5	18,3	4,6	13,2	2,4	11,8	1,7
5 - 10	21,8	11,8	15,8	6,2	13,2	4,1
10 - 20	21,4	24,2	22,4	17,3	19,3	12,0
20 - 35	11,9	21,9	16,6	23,3		
35 - 50	3,9	11,9	6,7	14,7	27,5	37,0
50 - 100	2,7	14,8	5,8	20,0	9,0	26,1
100 - 200	0,7	6,4	1,4	9,8	2,3	12,9
⟩ 200	0,1	2,8	0,3	4,7	0,4	5,4
Nombre d'exploitations en milliers	2 307		1 588		1 263	
Surface totale des exploitations en millions d'ha		30,7		29,8		29,5

Commentaire : On voit des disparitions massives d'exploitations de moins de 20 ha. Les exploitations de plus de 200 ha augmentent moins, en nombre et en superficie occupée, que celles de 50 à 100 ha ou de 100 à 200 ha.

Source : BERGMAN, D., 1985.- *Les transformations structurelles de l'agriculture française depuis 1950.*- INRA.- 27 p.

205 000 actifs (37% du total régional) ; en 1980 les chiffres correspondants étaient de 83 741 exploitations et 80 000 actifs (10,8%). Le nombre des exploitations a diminué de 48%, celui des agriculteurs de 62%. Dans le même temps la superficie moyenne d'une exploitation augmentait de 66%, passant de 9,5 ha à 15,8 ha, chiffre nettement inférieur à la moyenne française 24,5 ha. La situation foncière du Midi français apparaîtra encore plus particulière si on note les faits suivants (concernant toujours le Languedoc-Roussillon) d'après P. Carrière (44) :

- la faible part des exploitations moyennes : «*toutes les classes de superficies inférieures à 20 ha ou supérieures à 200 hectares sont sur-représentées*» ;

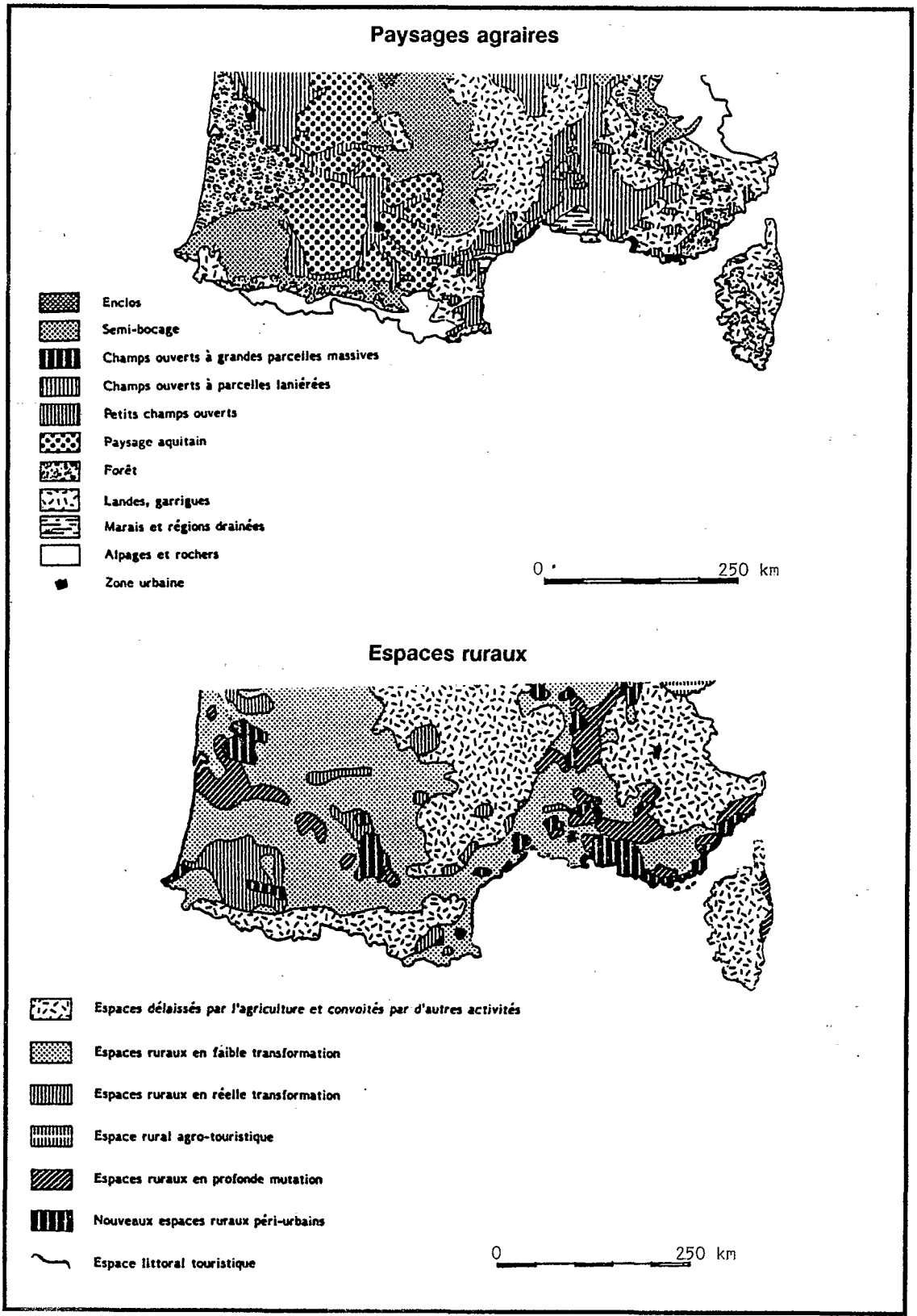
- la médiocrité des revenus : les exploitations réalisant moins de 8 000 UCF de marge brute comptent pour 53% du total des exploitations, contre 39,8% en France ;

- sur 83 700 exploitations, 52% n'assurent pas le plein emploi à un seul actif.

Ces opérations de restructuration foncière obéissent pour l'essentiel aux règles du marché. Cependant, depuis les lois Pisani de 1960-1962, l'action de la puissance publique ne doit pas être négligée, qu'elle pousse au départ des vieux agriculteurs (par l'IVD), ou qu'elle prenne la forme d'une participation directe des agents de la SAFER à la restructuration.

Le tableau ci-joint des activités des SAFER de la façade méditerranéenne fait ressortir, à travers les surfaces concernées et la valeur des terres, de notables différences dans le dynamisme des marchés fonciers locaux. Abstraction faite des zones montagneuses, aux superficies dégagées et aux prix médiocres (Lozère, les deux départements alpins, la Corse), la pression urbaine et touristique et la concurrence pour le sol irrigué font que la

Figure 95 : Espace damier dans le Sud de la France



Source : BRUNET, P., 1984.- *Carte des mutations de l'espace rural français.*

valeur moyenne de l'hectare varie du simple au double entre Aude et Gard d'un côté, Var, Bouches-du-Rhône et Vaucluse de l'autre.

Le cas de la SAFER du Languedoc, l'une des plus actives de France, est très significatif en l'affaire. Nous la présenterons à travers les quelques données suivantes :

– en 1975, année de référence, elle a réalisé 700 acquisitions, portant sur 5 200 ha valant 90 millions de francs ; 200 achats concernèrent chacun moins de 1 ha, par contre les unités de plus de 10 ha totalisèrent 2 000 ha, un seul domaine comptant 300 ha fut négocié aux prix de 6,5 millions de francs ;

– la SAFER joua le rôle d'agent foncier de la CNABRL dans le périmètre irrigué ;

– la SAFER participa activement à l'installation des rapatriés (206 au total), lesquels reçurent la moitié des 10 000 ha rétrocédés entre 1963 et 1969 ; par agrandissement d'unités trop petites ou par création de domaines à 2 UTH, elle a développé la catégorie de la moyenne exploitation ;

– parmi les actions les plus spectaculaires on peut compter :

° l'installation en collectif d'un groupe de rapatriés de Novi (près de Cherchell) comme maraîchers et serristes à Maurin (en banlieue de Montpellier) ;

° le drainage, la restructuration et l'irrigation de l'étang de Marseillette ;

° la réalisation de travaux de DRS avec terrasses complantées en vigne sur les versants de piémont de la Montagne Noire ;

° l'installation de 17 propriétés irrigables sur le plateau caillouteux de Beaucaire.

Dans la décennie 1970, au moment où le rôle de la SAFER paraît avoir été le plus positif, sa part dans le marché foncier local atteignit 23% (7 000 sur 23 000 ha), alors que pour l'ensemble de la France elle fut de 14,5% seulement (80 000 sur 550 000 ha).

Entre les deux opinions extrêmes concernant le rôle de la SAFER, l'une qui y voit «l'équivalent d'une réforme agraire à l'amiable», l'autre qui le considère comme «insignifiant, n'ayant modifié fondamentalement ni les prix, ni les structures», il semble qu'il y a place pour un jugement plus nuancé : dans les faits elle a tenu ponctuellement ou localement un rôle de régulation intéressant et a contribué à développer la classe des agriculteurs-entrepreneurs.

Les résultats inégaux de la diversification et de l'intensification

Entre le Languedoc-Roussillon et les autres régions une différenciation notable se manifeste en matière agraire, en fonction de la place inégale du vignoble : il pèse de ses 400 000 ha en Languedoc-Roussillon (cf. *supra*), il se dilue beaucoup dans le paysage provençal, perdant ici 20% de sa superficie entre 1970 et 1980. On note d'une part des reconversions réussies (comme dans la plaine de Saint-Maximin où l'action concertée de la Société du Canal de Provence, d'un groupement de développement agricole et d'une opération groupée d'aménagement agricole a permis la création d'un secteur d'irrigation pilote produisant des graines de semences, du maraîchage divers et des melons, le tout commercialisé sous l'égide d'une SICA), d'autre part la conquête de terres nouvelles au bénéfice de vins de qualité, (comme dans les Côtes du Ventoux où défrichements, arasements de collines et creusements de terrasses ont créé, sous les Dentelles de Montmirail, un paysage de cicatrices qui a fortement blessé les écologistes ...).

L'innovation agraire par excellence est celle que porte un réseau d'irrigation. La mise en place de la **Compagnie Nationale d'Aménagement du Bas-Rhône-Languedoc** en 1955, puis celle de la **Société du Canal de Provence** en 1958, firent naître de grandes expérances qui furent suivies (en dépit de la haute qualité technique, de la sophistication, des installations) de grandes déceptions. En Languedoc, au bout de trente années d'efforts, sur les 250 000 ha prévus, seuls quelque 110 000 ha sont effectivement desservis, ce qui ne représente que 15% de la SAU. «*La rareté et la cherté des capitaux d'infrastructure, mais aussi l'engorgement du marché des fruits et légumes sur les terres mises à l'arrosage, ont ralenti la propagation d'une innovation que les cultivateurs ont su maîtriser très vite*» (P. Carrière).

Activités des SAFER de la façade méditerranéenne

I - Achats de terres en 1982

	Nombre d'actes	Surfaces (ha)	Valeur (millions F)
Languedoc-Roussillon	748	7 036	202
Lozère	64	940	6
PACA	514	5 538	112
Corse	6	363	7

II - Prix moyen par ha et par département - 1981

(millions de F.)

Aude	21300	Alpes Haute-Provence	12 200
Gard	25 700	Hautes-Alpes	11 400
Hérault	29 400	Bouches-du-Rhône	46 200
Pyrénées-Or.	37 000	Var	42 600
Lozère	4 100	Vaucluse	50 400
		Corse du Sud	30 200
		Haute-Corse	14 000

Source : SAFER.

En Provence, la maîtrise des eaux de la Durance a permis le remodelage de réseaux anciens (Vaucluse et Bouches-du-Rhône), pour lesquels «*c'est la fin des pénuries estivales et l'assurance d'une alimentation régulière en eau*», et l'installation de nouveaux périmètres à alimentation sous pression qui sont créés dans les plaines des Bouches-du-Rhône et du Var. «*Mais il n'y a pas transformation fondamentale des systèmes de production : peu d'irrigants nouveaux, plutôt une amélioration de la desserte et des techniques sans qu'il y ait toujours une restructuration foncière préalable à la mise en eau. On assiste actuellement à un ralentissement des grands projets et à un redémarrage significatif de la petite irrigation individuelle ou collective, surtout dans la moyenne montagne sèche*» (R. Courtot *et al.*).

A la pointe du mouvement de reconversion, «*la révolution de la serre maraîchère et florale*», amorcée à partir de 1960-1965, sans prétendre mettre en cause la primauté des pays de l'Europe du Nord, s'est développée surtout en région PACA, qui, dès 1978, concentrait 45% des serres françaises.

«*Phagocytée par la croissance urbaine niçoise, la floriculture s'est déplacée et étendue dans les plaines du littoral varois autour de Fréjus à l'Est et d'Hyères à l'Ouest... La rareté et la cherté des terres sur ce littoral urbanisé nécessitent l'intensification maximum des systèmes de culture. Mais le progrès technique n'a pas été prolongé par une bonne organisation de la commercialisation. Toutefois la création du marché méditerranéen d'Ollioules constitue une tentative de redressement dans ce domaine*» (*A. de Reparaz et al.*) (44).

- *Un maillage agro-territorial complexe*

Parce que région rurale très anciennement organisée et ensemble de terroirs depuis des générations à dominance de cultures pérennes,

le Midi méditerranéen porte en soi des formes de stabilité voire de sclérose. Par contre-coup, dans l'effort de modernisation, se fait sentir la nécessité de prendre des initiatives en matière de structures agro-territoriales. On a donc vu apparaître, spécialement dans le cadre de la politique de décentralisation, aux divers niveaux de l'organisation spatiale, un certain nombre de mesures et de mécanismes tendant à les renforcer ou à en améliorer la cohérence.

– *Niveaux 1 et 2* : opérations groupées d'aménagement foncier (OGAF) ou Schéma directeur du vignoble équivalent à des opérations de remembrement-aménagement-développement.

– *Niveaux 3 et 4* : le village méditerranéen traditionnel, avec son faciès particulier : forte agglomération, perchement, finage tripartite, continue à marquer profondément le paysage ; mais il s'intègre dans des organisations spatiales fortement différenciées selon leur degré d'intégration à l'expansion urbaine ; les cartes dressées par P. Brunet illustrent la diversité des paysages agraires et des espaces ruraux, mettant en valeur un **type bas-provençal**, à large diffusion des «espaces ruraux péri-urbains» ou «en profonde mutation», le **type languedocien** à prédominance «d'espaces ruraux en faible transformation», un **type corse** à «espaces délaissés par l'agriculture» ; l'extrême diversité locale a gêné, malgré la volonté de certains leaders politiques, l'émergence de la «petite région», bien que le Languedoc-Roussillon, et plus spécialement le département de l'Hérault, aient joué un rôle pionnier en matière de chartes intercommunales.

– *Niveau 5* : **la région est perçue plus comme un label de cadre de vie, une référence historique vague («Languedoc», «Provence») que comme un cadre d'action territoriale contemporaine**, sauf en Roussillon où s'affirme la différence, et en Corse où l'insularité porte à l'autonomie. Les temps sont-ils venus de fondre toute la façade littorale de Cerbère à Menton en **une grande région méditerranéenne** ?

Tout au long de cette étude nous avons insisté sur l'effet structurant de la ville sur l'ensemble de l'organisation territoriale méditerranéenne, et ce phénomène ne fait que s'accentuer dans l'ère nouvelle des technopoles. Cependant, même dans les secteurs les plus évolués de la rive européenne, à travers les cas du Pays valencien, du Languedoc ou de l'Ombrie, nous avons pu constater à quel point la trame agraire participe de cette dynamique régionale. Et, avec des nuances, ne peut-on pas étendre à l'ensemble de la façade méditerranéenne de la CEE la constatation que D. Rivière fait à propos de l'Italie :

«Le trait majeur de l'évolution de l'Italie dans les quatre dernières décennies est l'importance de l'industrie dans l'organisation de l'espace. C'est en fonction de l'Entreprise que Arnaldo Bagnasco a pu individualiser, sous l'ancien clivage Nord/Sud, l'émergence d'une «Troisième Italie» aux structures sociales spécifiques. Mais le trait le plus caractéristique de l'Italie est le rôle que joue la matrice agraire dans cette transformation économico-sociale. Ceci aussi bien dans les institutions (la Caisse du Midi, plus récemment le Programme Intégré Méditerranéen) que dans les caractérisitques de l'émigration et de l'industrialisation : la flexibilité à l'italienne s'enracine dans des structures agraires anciennes, et elle tire sa vitalité d'un marché de l'emploi où les liens entre ville et campagne restent importants.»

Notes bibliographiques

(1) Titre de l'ouvrage de ALLAYA, M., LABONNE, M., PAPAYANNAKIS, M., 1988.- *Les échanges agro-alimentaires méditerranéens : enjeu mondial*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM (*Options Méditerranéennes*, Sér. Etudes).

(2) BONNEFOI, C., 1986.- La politique de développement régional de la Communauté Européenne. *Colloque PIM*, Montpellier, CIHEAM/IAMM.- 19 p.

(3) AMIN, S., 1987.- *L'économie arabe contemporaine*.- Paris : Editions Minuit.- 62 p.

(4) Large réflexion sur ce thème dans l'ouvrage : *«Les politiques de développement régional en Méditerranée»*, *op. cit.* (Compte rendu du séminaire organisé par la Mission d'Appui aux PIM à Montpellier en novembre 1986).

Egalement :
- BARTOLI, P., 1987.- L'agriculture dans le développement économique et les politiques communautaires en Méditerranée.- In : *Economies et Sociétés*, n° 7, pp. 111-147.

(5) BONNEFOI, C., 1987.- La notion d'intégration analysée au travers des Programmes Intégrés Méditerranéens. Communication au *Colloque PIM*, Marseille.- 21 p.

(6) Documentation de l'antenne PIM de Montpellier.

(7) Documentation FAO.

(8) TUBIANA, L., 1986.- La politique agricole méditerranéenne.- In : *Rapport SOLAGRAL*, Montpellier.- 6 p.

(9) PAPAYANAKIS, M., 1988.- *Bilan de l'économie grecque* (Conférences au CIHEAM/IAM, Montpellier).

(10) Deux publications récentes (1989) nous ont été de la plus grande utilité pour rédiger cette synthèse :

- (Collectif) (sous la présentation de Y. TEKELIOGLU), 1989.- *Agricultures méditerranéennes: : La Turquie*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 282 p. (*Options Méditerranéennes*, Sér. A).
- (Collectif), Turquie : La croisée des chemins.- In : *Revue du Monde musulman*, n° 5, 157 p., avec en particulier l'article de :
- LE LAN, J. M., et LERIN, F..- La politique agricole de la république turque, pp. 124-152.

(11) ARTAN, R., 1966.- Problems of Land Reform in Turkey.- In : *The Middle East Journal*, n° 20, pp. 317-334.
- DINO, A., 1964.- Perspectives d'une réforme agraire en Turquie.- In : *Tiers-Monde*, n° 18, pp. 297-312.
- KEYDER, C., 1983.- The Cycle of Share Cropping and the Consolidation of Small Peasant Ownership in Turkey.- In : *Journal of Peasant Studies*, n° 10, pp. 130-145.
- KEYDER, C., 1984.- Path of Rural Transformation in Turkey.- In : *Journal of Peasant Studies*, n° 11, pp. 34-39.

(12) MITCHELL, W.A., 1970.- *Turkish Villages in Interior Anatolia and von Thünen's «isolated State». A comparative analysis*.- 13 p.

- MULAYIM, Z.G., 1985.- *Assessment of rural Landlessness in Turkey*.- Rome : FAO.- 71 p. (Rapport).

(13) LE LAN, J.M., 1987.- *Le développement du secteur céréalier en Turquie*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 21 p.

- MEHMET, M. A., 1984.- Essais de réforme agraire en Turquie (19ème-20ème siècles).- Bucarest : *Rev. Etudes Sud-Est Europ.*, n° 22, pp. 259-265.
- TEKEKIOĞLU, Y., 1986.- Récents développements dans le secteur céréalier en Turquie.- In : F. LERIN (ed.).- *Céréales et produits céréaliers*, Montpellier : CIHEAM/IAMM (*Options Méditerranéennes*, Sér. Etudes), pp. 153-163.

(14) Conférence du Professeur O. TEKINEL au CIHEAM/IAM, Montpellier, en novembre 1987.

(15) Cette mise au point repose pour beaucoup sur l'utilisation, outre d'ouvrages classiques comme celui de :

- BESANCON, J., 1957.- *L'Homme et le Nil*.- Paris : Gallimard, de deux publications :
- BAKRE, M., BETHEMONT, J., COMMERE, R., VANT, A., 1980.- *L'Egypte et le Haut-barrage d'Assouan*.- *Université de* Saint-Etienne.- 191 p.
- SAINTE-MARIE, C. de, 1987.- *Les agricultures égyptiennes*.- Université de Paris I.- 242 p. + ann. (thèse de 3ème cycle).

Egalement :
- RUF, T., 1988.- *Histoire contemporaine de l'agriculture égyptienne*.- Paris : ORSTOM.- 289 p.
- ROUSSILLON, A. (sous la responsabilité de), 1988.- Egypte. Recompositions.- In : *Peuples méditerranéens*, n°s 41-42.- 354 p.

(16) WATERBURY, C., 1983.- Régime foncier et classe rurale en Egypte. Contribution à l'étude de la «nature de classes» du régime nassérien.- In : *Maghreb-Machrek*, n° 102, pp. 25-44.

(17) Cité par M. BRAKE *et al.*, *op. cit.* note (15).

(18) L'actualisation des données pour la décennie 1980 a été possible grâce à l'étude documentée de AYEB, B., 1988.- Le Haut barrage d'Assouan à l'épreuve de la sécheresse.- In : *Maghreb-Machrek*, n° 119, pp. 24-38.

(19) Le récent ouvrage de synthèse réalisé sous la direction de TROIN, J.F., 1985.- *Le Maghreb, hommes et espaces*.- Paris : A. Colin.- 360 p. (bibliographie abondante), et les deux autres synthèses de : DESPOIS, J., 1964.- *L'Afrique du Nord*.- Paris : PUF.- 622 p. et de DESPOIS, J. et RAYNAL, R., 1967.- *Géographie régionale de l'Afrique du Nord-Ouest*.- Paris : Payot.- 570 p., permettent de jalonner l'évolution du Maghreb depuis la deuxième guerre mondiale.

- CLAISSE, A., CONAC, G., 1988.- *Le Grand Maghreb*.- Paris : Economica.

(20) LE COZ, J., 1974.- *Les réformes agraires*.- Paris : PUF (chapitre V.B. : Le Maghreb : la décolonisation et les difficultés de la résorption du dualisme agraire).

(21) AMRANI, F., 1979.- *Réforme agraire et système politique : le cas de la Tunisie*.- Paris : (thèse d'Etat).

- ATTIA, H., 1977.- *Les Hautes-Steppes tunisiennes*.- Université de Paris VII.- 637 p.
- CAMAU, M. *et al.*, 1987.- *Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon ?*.- Paris : CNRS.- 420 p.
- Centre Universitaire d'Etudes Méditerranéennes, 1983.- *Tunisie*.- In : *Etudes méditerranéennes* (Poitiers) - 131 p. (fascicule 5).
- CHARFI, F., EL HABAIEB, H., REGNAULT, H., 1988.- Les régions tunisiennes face à l'élargissement de la CEE aux pays ibériques.- In : *Rev. Eco. Rég. et Urbaine*, n° 4, pp. 567-580.
- GACHET, J.P., 1987.- L'agriculture tunisienne : discours et stratégie.- In : *CAMAU, M. et al.*, pp. 181-230, *op. cit.*, note (2).
- KASSAB, A., 1980.- *Etudes rurales en Tunisie*.- Tunis : Université de Tunis.- 436 p.
- KASSAB, A., 1981.- L'agriculture tunisienne sur la voie de l'intensification.- In : *Ann. Géogr.*, pp. 55-86.
- KASSAB, A., SETHOM, H., 1979.- *Les régions géographiques de la Tunisie*.- Université de Tunis.- 450 p.
- MOUSSA, M.L.F., 1988.- *L'Etat et l'agriculture en Tunisie*.- Tunis : Bibliothèque de Droit.- 634 p.
- SETHOM, H., 1984.- *Le rôle des pouvoirs publics dans les mutations des paysages agraires et de l'économie rurale en Tunisie*.- Aix-en-Provence : CRESM.- 31 p.
- SIGNOLES, P., 1985.- *L'espace tunisien. Capitale et Etat-région*.- Tunis : URBAMA.- 1041 p.

(22) BEN ROMDHANE, 1984.- *L'Etat et la paysannerie*, *op. cit.* (cf. 4ème partie, n° 8).

(23) KASSAB, A., 1987.- Les sociétés de mise en valeur agricole, solution aux graves problèmes de l'agriculture tellienne.- In : *Etudes méditerranéennes* (Poitiers), n° 11, pp. 415-431.

(24) LABOUESSE, F., 1986.- L'agriculture marocaine au début des années 80 : situation et perspectives.- In : *Méditerranée*, n° 4, pp. 93-101.

Les relations avec la politique intérieure sont analysées dans :

- LEVEAU, R., 1985.- *Le fellah marocain défenseur du trône*.- Paris : FNSP (2° édition).- 319 p. et du même auteur : Le Maroc des années 80.- In : *Maghreb-Machrek*, n° 118, 1987.- 128 p.
- L'ouvrage de NOIN, D., 1970.- *La population rurale du Maroc*.- Paris : PUF.- 550 p., donne une vue d'ensemble des problèmes et est riche de détails ; à compléter par :

- BENCHERIFA, M., 1985.- Le monde rural marocain.- In : *Grande Encyclopédie du Maroc*, vol. Géogr. humaine.
- MAURER, G., 1987.- *Le nouveau visage des campagnes marocaines*.- 26 p. (multigr.).
- NACIRI, M., 1983.- L'aménagement de l'espace territorial au Maroc.- In : *Annuaire Afrique du Nord*.- 27 p.
- BEGUIN, H., 1974.- *L'organisation de l'espace au Maroc*.- Bruxelles.- 787 p. (thèse)
- La thèse de 3ème cycle de ZAIM, F. et ZAKKAR, A., 1981.- *Les politiques régionales et locales au Maroc*.- Grenoble : IREP, est un instrument commode pour l'étude des problèmes économiques.
- La thèse d'Etat de BOULISFANE, M., 1989.- *Système agro-alimentaire et politique de développement au Maroc*.- Université de Montpellier III.- 1029 p., constitue dorénavant une bonne référence.

(25) Cf. figure 8, chap. I.1 : les courbes de l'évolution démographique et des disponibilités en céréales.

(26) Cf. chapitre V.1.B.b.

(27) SWEARINGEN, W.D., 1988.- Terre, politique et pouvoir au Maroc.- In : *Monde arabe*, pp. 41-54.

(28) BELGHAZI, S., 1987.- *Spécialisation agricole et culture d'exportation au Maroc*, *op. cit.* (cf. 2ème partie, n° 36).

(29) MAURUS V., 1989.- Le Maroc nouveau dragon au portes de l'Europe.- In : *Le Monde*, 4/11/1989.

(30) La présentation du cas de l'Algérie est réduite ici, car nous devons le développer dans une publication à paraître dans *Espace rural* (Université de Montpellier III).

Nous rappellerons les thèses classiques de G. MUTIN : *La Mitidja*, de M. COTE : *Hautes plaines constantinoises*,

R. COUDERC : *Hautes-Steppes oranaises*, F. TOMAS : *Région d'Annaba*.

ainsi que les ouvrages de M. COTE :
– *L'espace algérien. Les prémices d'un aménagement, 1983*.- Alger : OPU.- 278 p.
– *L'Algérie ou l'espace retourné*.- Paris : Flammarion, 1988.- 362 p.
– celui de FREMONT, A., 1982.- *Algérie-El Djazaïr.- Les carnets de guerre d'un géographe*.- Paris : Maspéro.- 229 p. (coll. Hérodote).
– BRULE, J. C..- Transformations récentes de l'espace rural algérien.- *Bull. Soc. Languedocienne Géogr.*, n° 4, pp. 115-135.

et la récente thèse de sociologie de :
– CHAULET, C., 1986.- *La terre, les frères et l'argent*.- Alger.- 1015 p., 3 T. (cf. *supra* chapitre III.2.3.),
prolongée par :

– Les ruraux algériens et l'Etat.- In : *Monde arabe*, 1987, n° 45, pp. 67-79.

Parmi les travaux des économistes :
– BEDRANI, S., 1981.- *L'agriculture algérienne depuis 1966. Etatisation ou privatisation ?*.- Alger : OPU.- 414 p.
et
– BEDRANI, S., 1987.- Algérie une nouvelle politique envers la paysannerie.- In : *Monde arabe*, n° 45, pp. 55-66.

Nous avons présenté «La réhabilitation du secteur privé dans l'agriculture du secteur privé de l'Algérie socialiste» dans l'ouvrage *«Pour Fernand Joly»*, Paris, 1985, pp. 93-102.

(31) BURGAT, F..- Chronique sur la Libye. In : *Annuaire de l'Afrique du Nord* (spécialement : 1983, pp. 767-806 et 1985, pp. 849-898).

– BURGAT, F., 1987.- Libye. Le prix de la récession, *Encyclopedia Universalis*, pp. 300-303.
– (Collectif), 1975.- *La Libye nouvelle. Rupture et continuité*.- Paris : CNRS.- 303 p.

dont en particulier :
. ALBERGONI, G., et VIGNET-ZUNZ, J..- *Diversité et évolution de la société rurale*, pp. 161-184.
. MARTHELOT, P..- *La Libye : aperçu géographique*, pp. 35-78.
. REGNIER, J. J., TALBA L.- *Le problème du développement économique*, pp. 130-160.

– GINTZBERGER, G., et BAYOUMIM, 1977.- *Survey of the present situation and production of the Libyan Rangelands*.- Tripoli : Min. Libyen de l'Agriculture.- 50 p..
– GUENERON, H., 1976.- *La Libye*.- Paris : PUF.- 143 p.
– PLANHOL, X. de, 1975.- La Libye. In : *Géographie Rurale*. Paris : Galimard, T. 1, pp. 205-213 (Encyclopédie de la Pléiade).
– (*Publications officielles, avec illustrations abondantes*) :
1980.- *Libya Jamahiriya*.- 395 p.
1978.- *Moissons en toutes saisons à Jable El Akhdar*.- 147 p.

(32) Parmi les très nombreuses publications consacrées à ce sujet, nous retiendrons les numéros 309-310-311, 1986, du *Courrier des Pays de l'Est*, consacré à un «Panorama de l'Europe de l'Est» avec deux monographies consacrées à l'Albanie (E. LHOMEL) et à la Yougoslavie (T. GLOBAKAR).

(33) CARRIERE, P., DEFFONTAINES, J.P., et RAICHON, C., 1978.- *L'Albanie, développement d'une agriculture socialiste et méditerranéenne*.- Montpellier/Versailles : INRA.- 143 p.

– FRELASTRE, G., 1977.- *Paysans et collectivisme*.- Paris : Cujas.- 285 p.
– FRELASTRE, G., 1983.- *L'aménagement du territoire en Europe de l'Est*.- Paris : Cujas.- 280 p.
– JANDOT, G., 1981.- *Hiérarchie urbaine en R.P.S. d'Albanie, une image spatiale de l'édification du socialisme*.- Université de Montpellier III.- 365 p. (thèse).
– LHOMEL, E., 1986.- Albanie, cf. (32), pp. 5-17, 1988.- Stagnation persistante de l'économie albanaise en 1987.- In : *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 330, pp. 67-71.
– SIVIGNON, M., 1977.- Itinéraires de géographie rurale en Albanie.- In : *Méditerranée*, n° 1, pp. 8-15.

(34) FRELASTRE, G., 1977 et 1983, *op. cit.* note (33).

– GLOBOKAR, T., 1986.- *op. cit.* note (32), pp. 158-187.
– GLOBOKAR, T., 1988.- L'économie yougoslave entre autogestion et libéralisme.- In : *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 331, pp. 3-19.

(35) GOSSIAUX, J.F., 1982.- Groupe domestique et exploitation familiale en Yougoslavie. Table ronde, Montpellier, 11 p.

(36) ROUX, M., 1979.- Problèmes agraires yougoslaves.- In : *Etudes Rurales*, n° 73, pp. 97-114.

(37) (Collectif), 1972.- Recherche sur la Grèce rurale.- Paris : CNRS.- 138 p. (Mémoires et documents).

– DASKALOU, G., 1985.- L'évolution de la céréaliculture en Grèce : la longue marche vers l'autosuffisance.- In : F. LERIN (éd.), *Céréales et produits céréaliers*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM, pp. 169-174. (*Options Méditerranéennes*, Sér. Etudes).
– KAYSER, B., 1964.- *Géographie humaine de la Grèce*.- Paris : PUF.

– KOMNINIDIS, N., 1987.- *La situation de la régionalisation en Grèce*.- PDRM, pp. 52-57.
– MARGARIS, N.S., 1988.- *Grèce montagneuse : une interprétation du déclin social et économique*. Montpellier : SCOPE.- 21 p.
– PAPAYANAKIS, M., 1988.- *Bilan de l'économie grecque* (Conférence au CIHEAM/IAM, Montpellier).
– PECHOUX, Y., 1977.- Formation du réseau administratif et intégration du territoire dans la Grèce moderne.- In : *Etat, pouvoir et espace dans le Tiers Monde*.- Paris : IEDES, pp. 187-212.
– SIVIGNON, M., 1975.- *La Thessalie, analyse géographique d'une province grecque*.- Lyon : Université de Lyon II.- 563 p.
– VERGOPOULOS, K., 1972.- *Le capitalisme difforme et la nouvelle question agraire. L'exemple de la Grèce moderne*.- Paris : Anthropos.

(38) SIVIGNON, M., 1975.- *La Thessalie, op. cit.* note (37).

(39) BONTOSOGLOU-SIMOPOULOS, T., 1985.- *Industrie du sucre et quasi-intégration en Grèce*.- Montpellier : CIHEAM/IAMM.- 160 p. (*Master of Science*).

(40) ALLAYA, M., LABONNE, M., PAPAYANNAKIS, M., 1988, *op. cit.*, note (1).

(41) Ce chapitre a été largement inspiré par les publications de M. DAUMAS, en particulier :

– DAUMAS, M., 1979.- L'évolution de la question agraire en Espagne.- In : *Méditerranée*, pp. 27-40.
– DAUMAS, M., 1988.- L'évolution des structures agraires en Espagne.- In : *Ann. de Géogr.*.- 36 p.

Egalement :
– SEQUEIROS-TIZÓN, J.G., 1986.- *Les déséquilibres régionaux en Espagne, op. cit.* (4ème partie, n° 14).
et
– MUTANO, A., 1988.- *Effets de l'adhésion à la CEE*.- Lyon (Coll. Campagnes de l'Europe).

Nous rappelons les thèses utilisées dans les précédentes parties : R. COURTOT : *Pays valencien*, M. DRAIN : *Andalousie centrale*, R. HERIN : *Huertas*, C. MIGNON : *Andalousie méditerranéenne*.

(42) Pour l'ensemble de l'Italie, deux excellentes synthèses :

– DALMASSO, E. et GABERT, P., 1984.- *L'Italie*.- Paris : PUF, 268 p. ; pour le Mezzogiorno, cf. chapitres VII et VIII.
– VANDENBROUCHKE, M., 1984.- L'agricutlure italienne.- In : *Les agricultures européennes, Profils économiques*.- Paris, pp. 104-128.

Pour la régionalisation et la décentralisation, articles de L. CANALE et A. PICCHI., 1987.- PDRM (cf. 4ème partie n° 48 et 26), et M. FADDA, 1988.- *In : Pour* (cf. 1ère partie, n° 17).

Egalèment les thèses de L. COULET : *Emilie-Romagne*, H. DESPLANQUES : *Ombrie*, R. ROCHEFORT : *Sicile*, M. LE LANNOU : *Sardaigne*.

(43) Divers aspects de la dynamique agraire et de l'organisation territoriale françaises ont été évoqués dans les chapitres précédents. Nous renvoyons le lecteur aux bibliographies afférentes et spécialement aux mises au point collectives réalisées à l'occasion de colloques récents, tels que *Pour une agriculture diversifiée* (1986), *Campagnes européennes* (1988) et surtout *Les agriculteurs et la politique* (1987), avec notamment les communications de J. P. BILLAUD et de E. VALCESCHINI.

(44) Ce bref chapitre, complétant diverses données dans les parties précédentes, doit beaucoup aux synthèses réalisées, dans la publication dirigée par :

– BRUNET, P., 1984.- *Carte des mutations de l'espace rural français (1950-1980)*, 2 cartes et notice.- Université de Caen.- 131 p. dont : *Le Languedoc-Roussillon* par P. CARRIERE, pp. 91-108, La Provence-Côte d'Azur par A. de REPARAZ, C. DUBIANO, R. COURTOT, pp. 99-106, *La Corse* par P. CASTELA, pp. 105-107.

Le texte de cette publication était mis en page lorsque nous avons eu communication de l'ouvrage collectif, riche de renseignements et de réflexions :

– La C.E.E. méditerranéenne.- In : *Dossiers des images économiques du monde*, n°12, Paris : SEDES, 1990.- 309 p.

Nous avons pu en tirer quelques références, spécialement à partir des articles de :
– DAVY, L..- L'eau, atout ou limite au développement ;
– DRAIN, M..- Agriculture et sociétés rurales ; Conjoncture économique des états et intégration ; La montée en puissance de l'économie espagnole ;
– GACHELIN, C..- Processus et types d'industrialisation ;
– DACHARRY, M..- Tourisme méditerranéen. Quand l'histoire s'accélère ;
– SIVIGNON, M..- Géographie économique de la Grèce ;
– VIGARIE, A..- Méditerranée et C.E.E. : l'affirmation d'une mer ouverte.

Conclusion

La «Méditeranéité» une nouvelle frontière ?

Conclusion

La «Méditerranéité» une nouvelle frontière ? (★)

Au terme de cette étude des dynamismes agraires, deux séries de conclusions nous paraissent devoir être dégagées : l'une, plus générale, concernant l'enrichissement de l'idée d'espace à travers la notion de «territoire», l'autre, plus spécifique, relative au concept et à la réalité de la «Méditerranéité».

1 – Le principe de territorialité

Pour un «mode de pensée territorial»

La notion de «territorialité», c'est-à-dire celle de l'espace considéré dans ses relations avec le groupe social qui en a la jouissance et/ou le commandement, paraît devoir être enregistrée comme une catégorie mentale de base, nécessaire à la compréhension de l'ordre mondial. Et, sur la liste «*des modes de pensée fondamentaux*» récemment répertoriés, «*comme le mode de pensée déductif, le mode de pensée expérimental ou le mode de pensée historique et aussi le mode de pensée réflexif et critique qui devrait leur être toujours associé*» (1), il serait légitime de réserver une place au «*mode de pensée territorial*».

A l'époque actuelle, à mesure que s'affirme la prise de conscience que l'humanité vit (sur le globe terrestre ...) dans un monde fini, apparaît également la nécessité de valoriser cet espace de vie en conférent aux personnes qui y vivent la responsabilité de le gérer, non pas seulement comme un support de production, mais encore comme un bien altérable, périssable, dont il s'agit d'assurer la maintenance. Les notions de propriété, d'héritage, intégrent de plus en plus une valeur sociale et, en cette fin du XXème siècle, la Cité confond ainsi, de façon de plus en plus éclairée, son destin avec celui de son territoire.

L'effet de dramatisation résultant, de nos jours, de la relation de la société à son espace s'ajoute à la signification générale que peut revêtir cette notion en tant que ressort de la réflexion et justifie, nous semble-t-il, «l'assimilation réfléchie et critique» du mode de pensée territorial. Car on peut constater, aux divers niveaux de son fonctionnement, un enrichissement de la pratique territoriale : cette publication en a fourni maintes preuves.

La vogue des notions de «décentralisation», de «régionalisation» ne correspond pas à une mode passagère, mais traduit un mouvement profond qui remet en cause les rapports entre citoyen, pouvoir et territoire. Dans le domaine agraire, plus encore que dans d'autres, il est admis que l'efficacité d'un système socio-économique dépend directement du degré de participation et de la capacité de décision de l'ensemble des acteurs concernés. Le mode de pensée territorial sous-tend une démarche vers la démocratie, y compris la démocratie directe.

Il apparaît que l'opposition entre la notion de société composite, admettant la coexistence de modes de production différents, et celle de société de transition impliquant, au nom de l'idéologie, la référence à «*une morale et un comportement homogènes dans une société qui se veut homogène*» et posant «*le problème de la rupture*», est dépassée. Les événements qui se

(★) Les notes bibliographiques sont reproduites en fin de chaque partie.

sont déroulés à travers le monde au cours de la dernière décennie ont montré les limites et les contradictions des idéologies, qu'elles soient d'orientation néo-libérale ou socialiste. La mondialisation des échanges et la recherche d'un minimum d'harmonie entre les nations ne conduisent pas à l'établissement d'une uniformité de la pensée et des régimes socio-politiques, mais à la définition des règles favorisant leur fonctionnement et leur cohabitation au sein d'un système global. Toute démarche sectorielle (au sens des activités professionnelles) ou localisées (régionalisme) visant à apporter des solutions à des problèmes réels en admettant ces principes devrait être considérée comme un «progrès».

L'héritage méditerranéen : une territorialité conflictuelle, un champ de fractures

L'ordre territorial méditerranéen consiste en un champ de forces développé au cours de l'histoire sur des bases diverses : culturelles (linguistiques : langue d'oïl-langue d'oc, berbère-arabe ..., religieuses : Chrétienté-Islam ...), dynastiques (Bourbon-Habsbourg-Savoie, Ommeyades-Abbasides, Almoravides-Almohades ...), économiques (capitalisme-socialisme), politiques (nations et empires, colonisation, communautés supra-nationales).

De cette multiplicité de rapports dominant-dominé il est résulté un maillage territorial dont la genèse a connu de grands décalages et l'histoire des péripéties diversement dramatiques.

Dans la mise en place de ces structures territoriales se combinent des éléments fortement localisés : masses paysannes, centres urbains, et des éléments plus abstraits : idéologies, lois du marché capitaliste ... L'aboutissement en est la constitution de valeurs patrimoniales à diverses échelles, dont celle des Etats souverains. On en dénombre 26 limitrophes de la Méditerranée.

Et dans la distribution des Nations, la Méditerranée, après avoir joué à plusieurs reprises dans l'histoire le rôle d'un actif agent de liaison, apparaît maintenant comme une coupure majeure, fonctionnant comme :

– **fossé culturel** : les événements récents ont révélé l'ampleur des incompréhensions résultant des différences dans les traditions religieuses et les comportements qu'elles induisent ; des perversions dans la prise en compte de l'ethno-territorialité pouvant conduire à des conflits de type raciste ;

– **clivage organique entre les pays** parvenus à des niveaux décalés du développement : lorsqu'elle est accentuée, la différence entre pays développés et pays sous-développés crée des dysfonctionnements dans leurs relations, non seulement du fait des inégalités dans les niveaux de vie, mais encore à cause des disparités dans les rythmes démographiques ;

– **frontière politique** : la constitution de la Communauté Européenne et ses velléités de se transformer en une «forteresse» pousse les pays tiers à s'organiser de leur côté (Grand Maghreb, Pays arabes ...) et cette politique des «blocs» peut conduire à de regrettables affrontements ;

– **élément d'une ligne de front planétaire entre Nord et Sud** : le sillon méditerranéen devient jalon d'une séparation s'étendant à l'ensemble du globe entre pays détenteurs de capitaux et pays dont l'endettement hypothèque plus ou moins gravement l'avenir.

Vers une réalisation du label méditerranéen : gravitation et osmoses, *sun belts* et technopoles

Mais par delà ces fractures, des forces se manifestent pour aider à dépasser les obstacles et à créer des flux puissants de relations entre les deux rives : le Nord constitue pour le Sud un bassin d'emploi fortement attractif, le Sud est pour le Nord terre d'exotisme et de dépaysement à faible distance : migrations de travail et migrations touristiques multiplient les conditions d'échanges, sinon de brassage, de populations de part et d'autre de la Méditerranée.

Le mythe méditerranéen fondé sur l'idée d'une symbiose réussie de la nature et de l'histoire, de l'écologique et du culturel, est perçu à travers une image paysagère valorisante, fond de décor d'un niveau de vie élevé et d'une civilisation raffinée. Le tourisme balnéaire et culturel tient lieu de dynamique publicitaire entraînant l'ensemble de l'économie. Il a créé une frange dorée sur une part importante du rivage Nord ; il a même poussé un bastion avancé dans le Nord-Est de la Tunisie. Mais ce clinquant ne fait que mieux ressortir le décalage avec le rythme de vie de campagnes environnantes restées «intactes», c'est-à-dire arriérées.

Pour la Maroc et l'Egypte, l'exploitation des splendeurs paysagères et monumentales est également source de profits et de devises.

La relation au tropisme solaire doit être envisagée au-delà des activités qui lui semblent à première vue organiquement liées : agriculture et tourisme. Dans le secteur industriel lui-même la part du service et de l'intervention de l'homme à un haut degré de technicité, voire de science, tient une place de plus en plus grande. Corrélativement, le souci de placer la main-d'oeuvre dans les meilleures conditions écologiques conduit à la transformation de certaines «aires périphériques» en «aires attractives». La notion de technopole associe des phénomènes de pluriactivité à fort investissement en matière grise et des exigences de conditions de vie à niveau élevé. En France, les exemples des complexes d'activités de Sophia Antipolis et de Montpellier donnent une idée de la diversité des combinaisons possibles en l'affaire. Ces réalisations exercent des effets d'entraînement sur l'ensemble des activités régionales. Et le secteur agricole lui-même n'y échappe pas. L'investissement en connaissance scientifique, la relation avec universités, instituts et centres de recherche, deviennent de plus en plus composantes de l'évolution agricole. La relation ville-campagne en est transformée. Par gravitation et par osmose se constitue le *sun belt* littoral méditerranéen (C. Gachelin). Il se crée de la sorte un complexe paysager englobant à la fois capitales régionales redynamisées, vieux centres universitaires et campus modernistes, stations balnéaires «*new look*» et entreprises d'application de pointe au milieu de jardins maraîchers et de vergers gérés à l'ordinateur. Ainsi se créent, sur les rives d'une mer intérieur qui par ses détroits s'affirme de plus en plus comme une «mer ouverte» (A. Vigarié), de nouvelles formes de territorialité.

Si, sur la façade Nord de l'aire méditerranéenne, la structuration de l'espace s'articule de plus en plus fortement autour d'un **réseau de technopoles**, nous avons noté (fin de la Vlème partie) que cette dynamique tend à intégrer, sur des formes diverses, la trame agraire, que celle-ci soit représentée par les zones concentriques de la *huerta* comme pour Valence, les blocs viticoles pour Montpellier ou l'apparent fouillis *de la coltura promiscua* pour Florence.

Dans le même temps, sur l'extrême frange de la rive Sud, dans la steppe algérienne, se prépare une nouvelle **loi pastorale** qui fonde l'organisation de l'espace sur la **reconnaissance de la tribu**, avec en corollaire la mise en place d'un front pionnier agraire (plantations, îlots d'irrigation par pivot, céréaliculture extensive pour alimentation du bétail).

2 – Les paradoxes de l'agriculture méditerranéenne : friche volontariste et désertification subie

Des trois révolutions : agronomique (technologique), agraire et rurale qui ont affecté les campagnes du monde, à travers le XXème siècle, chacune a connu dans la zone méditerranéenne ses triomphes et ses limites.

La **révolution agronomique** sous ses formes les plus générales, mécanique et génétique, comme sous celle, plus localisée, du passage à l'irrigation, a pris des intensités variables, aboutissant régionalement à des reclassements des espaces de production, mais maintenant, voire renforçant, l'opposition entre les deux rives de la Méditerranée. Au Nord, la recherche de la performance a abouti à de tels succès que le problème est maintenant d'en limiter les effets : la saturation économique aboutit à des actions de rétention : retrait et destruction d'une fraction de la production, gel de parts de l'espace. Si les perspectives liées à la motorisation apparaissent plus limitées, celles qui concernent la génétique semblent encore très larges. Au Sud, la Turquie a confirmé les possibilités d'une «révolution verte» bien conduite en milieu sub-aride, ailleurs (Algérie médiane) de sérieux blocages se manifestent. Quant à la révolution par l'eau, si elle a, des pays du Guadalquivir à ceux de l'Euphrate, donné l'occasion de réalisations particulièrement spectaculaires, elle révèle également, d'année en année, ses limites. Le «problème de l'eau», celui de la pénurie de cet élément précieux, et celui de son nécessaire partage entre les divers besoins et activités des hommes, risque d'avoir, dans les prochaines décennies, des effets fortement restrictifs sur le développement agricole et la structration spatiale.

Le quart de siècle qui a suivi la fin de la deuxième guerre mondiale a correspondu à la période faste de la **réforme agraire** pour laquelle les péoccupations d'égalité sociale l'emportaient sur la recherche de l'efficience économique. Dorénavant, en matière de structures, le stade

des formules magiques de la révolution agraire est dépassé.

Pour ce qui est la **révolution verte**, considérée non seulement comme une somme d'actions (équipements) visant à établir la parité des conditions de vie entre la campagne et la ville, mais encore comme une politique associant le maximum d'habitants à la maîtrise de leur environnement, elle s'insère de façon de plus en plus lucide dans des programmes de **gestion écologique de l'espace.**

Dressant le bilan de l'agriculture française dans le cadre de la CEE, C. Servolin insiste sur les paradoxes de ce secteur d'activité : fournissant moins de 10% du PIB, il fait l'objet d'une «intervention sociale constante et multiforme» de la puissance publique, jusqu'à sembler ***«comme soustrait aux mécanismes économiques normaux et fonctionnant d'une manière artificielle»*** (2).

De l'autre côté de la Méditerranée, l'anomalie réside moins dans les atteintes portées aux règles de l'économie et du marché que, d'une part dans les pratiques archaïques de groupes de populations vivant en marge des normes de la vie moderne, d'autre part dans les dommages que l'on fait subir au milieu naturel : sous l'aiguillon de la pénurie, les maladresses de la mise en culture par l'araire ou par le tracteur, le sur-pâturage de la steppe, le pompage anarchique dans la nappe, au total les excès de la «méditerranéisation», conduisent à la rupture des équilibres biologiques des régions arides.

Adoptant la règle du progrès par l'ouverture, de la modernisation par la mondialisation, les pays méditerranéens ont cherché à rattraper les handicaps liés à un milieu naturel difficile à maîtriser et à une position de subordination par rapport aux centres de décision, en jouant la carte de l'intégration du Sud au Nord. Cette stratégie a donné des résultats très positifs pour les pays qui étaient dotés de moyens d'échange à forte valeur brute (pétrole) ou pour ceux qui ont su adapter leur production agricole (renforcement des spécialisations au sein de la filière fruits et légumes) et par transfert de la force de travail vers les secteurs secondaire et tertiaire.

Mais à la différence de ce qui s'est produit pour les pays de l'Europe du Nord-Ouest lors de la première révolution industrielle, les opérations de régulation par progrès des rendements ou par compensation de la balance commerciale ont rarement eu leur plein effet. Et a côté d'autres facteurs, un élément essentiel a contribué à créer ou à aggraver les déséquilibres, le «boom démographique» : alors que le croît annuel moyen avait été dans l'Europe du Nord-Ouest, au XIXème siècle, de l'ordre de 1%, il dépasse les 3% en pays méditerranéens dans la deuxième partie du XXème siècle. Et cette rupture dans la relation espace-temps a faussé les rythmes de la relation société-économie, entraînant des dysfonctionnements multiples : déficit de la balance agro-alimentaire (la couverture des besoins nationaux qui était pour l'Algérie de l'ordre de 100% en 1950 est descendue à moins de 50%), et spécialement pour les produits de base, renforcement de la dépendance en approvisionnement envers les pays étrangers, et aggravation des distorsions régionales au détriment des «zones de faible productivité» et tout particulièrement de la zone médiane subaride de la rive Sud.

Au total, dans les pays les moins industrialisés, le bilan des deux dernières décennies conduit au constat de la faible marge de progrès de la production agricole (3) :

«Le niveau technologique demeure très bas en général et la faible utilisation des intrants industriels en apporte la preuve : la motorisation reste inférieure à un tracteur pour 100 ha et, à part l'Egypte, la consommation d'engrais ne dépasse pas 40 kg/ha en moyenne. Les progrès accomplis pendant la dernière décennie dans l'utilisation des intrants n'a pas permis un bond réellement significatif de la modernisation agricole. L'insertion de l'agriculture dans l'activité économique générale s'en trouve retardée. La force de travail est à la fois abondante et peu qualifiée par rapport aux pratiques d'une agriculture moderne et, partant, elle est mal rémunérée et ne peut accéder que difficilement aux facteurs physiques de l'intensification et à leur usage efficace. Les productions nationales satisfont de moins en moins à la demande alimentaire, croissante avec la démographie».

«Du blé ou des fraises»

Cependant dans l'un et l'autre cas, le secteur agricole, qu'il ait pour objet d'assurer à la nation le minimum de denrées vitales ou de contribuer à l'équilibre du commerce extérieur, est considéré comme arme stratégique de première importance. Mais au Nord, la recherche de l'efficacité

économique conduit à contester, à réglementer, le droit de produire et à réduire l'espace agraire, tandis qu'au Sud, la démarche est au contraire de contourner les blocages à la productivité par la conquête de nouvelles terres jusqu'au risque de la désertification.

Un rapport récent de la CEE, relatif à l'évolution du secteur agricole dans le territoire des Douze, insiste à la fois sur :

– la situation d'excédent de terres résultant de l'accroissement des rendements et de la saturation des marchés, amenant à envisager la mise en friche de 15 millions d'hectares ;

– le renforcement des oppositions entre trois types de régions rurales relevant chacune d'un programme d'intervention spécifique : régions répondant à la pression de l'évolution moderne, régions en déclin où l'adaptation structurelle de l'agriculture est bloquée, régions fragiles et marginalisées ;

– la nécessité de relever la qualité des produits par une politique de label et d'appellation d'origine contrôlée.

La façade méditerranéenne de l'Europe a en l'affaire une carte particulière à jouer, du fait même des spécificités de son écologie, mais de façon variable, selon ses potentialités locales. L'aspect en «damier» de ses espaces ruraux devrait en être encore renforcé. Diverses interventions, dont celles développées dans le cadre des PIM prouvent que ce risque est pris en compte.

Cependant, ces problèmes doivent être envisagés dans une perspective plus large, spécialement celle de l'ensemble méditerranéen. Les directives de Bruxelles mettent en lumière les déphasages dans les systèmes agraires. Elles ne peuvent s'appliquer de façon identique là où les blés donnent régulièrement plus de 40 qx/ha et où des impératifs de marché mettent au premier rang des préoccupations la résorption des excédents et la fixation des quotas de production, et là où la céréaliculture, pourvoyeuse en denrées de base, est bloquée à des rendements moyens inférieurs à 10 qx/ha, où la couverture des besoins par la production nationale descend au-dessous de 50%, même si les marchés internationaux sont engorgés. Comment préconiser une politique malthusienne pour des produits alimentaires fondamentaux, alors que les «pays d'en face» n'ont pas résolu leur problème vivrier ? Comment renforcer en Europe la production de denrées proprement méditerranéennes (agrumes, maraîchage de contre-saison) alors que c'est introduire une concurrence mortelle pour l'agriculture de l'autre rive ?

Et, dans l'autre sens, celui de la spécialisation à outrance de la production agricole des pays méditerranéens du Sud et de l'Est, en vue de l'exportation de produits haut de gamme sur le marché européen, le choix peut-il être vraiment «payant» ? : c'est la solution que certains recommandent pour l'Egypte :

«La réduction ou même l'abandon de la production du blé au profit de "cultures spéculatives" (primeurs, fruits, fleurs ...) destinées au marché européen et dont les recettes permettraient de couvrir les besoins en céréales de l'Egypte : des fraises contre le blé» (4). Très réservé au sujet de cette orientation, A. Roussillon constate que *«les voies du développement et de la justice sociale»* ne se dégagent pas aisément *«dans une économie sous perfusion»*.

Les résultats parfois spectaculaires obtenus par le bon usage du «paquet technologique» au sein de la «révolution verte», la conquête de terres nouvelles, spécialement par l'irrigation, ont joué depuis la deuxième guerre mondiale le rôle de «soupape de sûreté» pour de nombreux pays ; mais cette panoplie de moyens techniques a atteint souvent ses limites d'intervention. Car *«les transferts de technologie sont beaucoup plus difficiles en agriculture "science des localités" que dans d'autres domaines»* (5).

Les problèmes des structures : au-delà des idéologies

En matière de structures, le stade des formules simples de la réforme (de la révolution) agraire est dépassé. Seuls deux pays en enfermement idéologique (Ô ! combien différent de l'un à l'autre), l'Albanie et Israël, et, avec plus de souplesse, un troisième, la Yougoslavie, continuent à appliquer des doctrines collectivistes.

Dans la mise en place des structures du néo-libéralisme, le désengagement ou l'intervention de l'Etat se combinent en termes très variables. En Algérie la débâcle du socialisme agraire conduit à une grande relance du secteur privé. En Tunisie

l'appel au grand capitalisme bancaire vise à créer des «sociétés de mise en valeur et de développement agricole» correspondant à de vastes exploitations. En Espagne et au Maroc (et maintenant en Turquie) on s'est fondé sur les grands équipements hydrauliques pour faire d'une colonisation intérieure intensive le substitut à la réforme des structures. En France la concertation entre puissance publique et profession agricole aboutit à des formes de cogestion, dont, en matière de remodelage foncier, la SAFER est le principal instrument.

Mais derrière la diversité des structures, et la forte poussée vers l'agriculture d'entreprise, se confirme la capacité d'adaptation de l'agriculture familiale.

Grâce à la pluriactivité de ses membres, il arrive que la famille assure le revenu de l'exploitation agricole (au lieu de l'inverse) en même temps que la continuité du patrimoine. Ce complément de ressource peut être obtenu dans le bassin d'emploi local ou par le recours à l'émigration (surtout en façade Sud). La notion d'«agriculture duale» doit ainsi être nuancée : les lois du marché et de la productivité tendent à s'appliquer à l'ensemble des exploitations, celles qui pratiquent l'auto-consommation sont appelées à disparaître dans un proche avenir. Cependant, par sa flexibilité même, le «modèle paysan» rénové garde la capacité de se reproduire.

«*Pour rester, les paysans deviennent des agriculteurs ... Par la terre, par le travail, par l'habitat et par la famille, ce qui est essentiel, les agriculteurs restent des paysans*» (6).

Au terme de cette analyse, on se doit de dresser le constat du maintien, voire de l'aggravation, de la fragilité globale de l'agriculture méditerranéenne. En dépit de la gravité de ses propres problèmes, la zone tempérée hercynienne forte de ses performances agronomiques («usines» à grains, à lait, à viande) et de la sophistication de ses industries de transformation et de conditionnement (firmes multinationales) maintient toujours la bande méditerranéenne en situation de marginalisation. La partie sud-européenne a dû faire le sacrifice d'une grande partie de ses cultures vivrières de base (céréales, matières grasses) et accentuer son orientation vers des productions spécifiques à label haut de gamme. Mais la rive Sud de la Méditerranée, bloquée par sa démographie et par l'aridité, ne peut faire ce choix et doit continuer à jouer sur les deux tableaux, celui de la production vivrière et celui de la production de rente.

L'entrée dans le Marché Commun ne rétablit pas les équilibres des balances commerciales : si les déficits en échanges agro-alimentaires de l'Algérie et de l'Egypte sont de l'ordre de 3 milliards de dollars, celui de l'Italie atteint 16 milliards, et après leur entrée dans la CEE, la Grèce d'abord, l'Espagne ensuite, en réduisant leurs pratiques protectionnistes, ont dû également enregistrer des déficits croissants (F. Lauret).

Pour une gestion écologique de l'espace

Les disparités sociales encore fortes sont doublées par des déséquilibres géographiques entre secteurs de focalisation et secteurs de marginalisation qui, combinés avec des phénomènes de rurbanisation, mettent au premier plan les relations ville-campagne, ainsi que les problèmes de rapports entre Etat et collectivités, pour gérer au mieux aménagement rural et développement local. Les permanences dans certaines logiques de l'organisation agro-territoriale devraient favoriser le passage de structures héritées d'ethnies révolues à des formes plus modernes de solidarité et de productivité.

A mesure que se précise la volonté d'une gestion écologique de l'espace, la notion de système agraire prend en compte la nécessaire participation à la protection de l'environnement. Dans plusieurs pays d'Europe (principalement en Italie et en France) les cadres réglementaires de cette action existent, mais il manque une conception lucide de l'ensemble du problème et la volonté de le régler.

Pour les pays en voie de développement, certains affirment que la notion de protection écologique est un luxe de nations riches qui ne doit pas entraver la conquête et l'exploitation des terres lorsque la préoccupation immédiate est d'assurer la nourriture des populations. Conception tout à fait erronée qui ne tient pas compte de la fragilité particulière des espaces marqués par l'aridité. Des cas très significatifs illustrent ce point de vue. Par exemple, en Algérie, dans la zone tellienne, envasement des barrages qui conduit au démantèlement de secteurs équipés pour l'irrigation ; dans la steppe, ensablement de villages situés dans des bassins, parce que l'extension des cultures et du pâturage sur les bordures a provoqué un enchaînement d'érosion

fluviatile et éolienne. Pour l'ensemble des programmes de mise en valeur, la non prise en compte des phases climatiques extrêmes vers la sécheresse comme pour le Nil, vers l'humidité comme pour le Sebou, fait peser des menaces sur des vastes régions.

Dans l'introduction à cette publication, nous avons noté que, en prolongement avec les révolutions agricoles, agraire et rurale, l'humanité s'ouvrait à la révolution écologique. L'évaluation du coût démographique, le renforcement de l'impact de la science appliquée sur la nature ont mis au premier plan de la préoccupation des nations les problèmes de l'environnement, et ont amené à repenser les fondements de la relation des sociétés à leurs espaces. Dans le rapport aménagement-environnement, se dégage même une tendance à renverser les termes du binôme et à faire de l'environnement non un élément second, de la protection duquel on se préoccupe après coup, mais un élément moteur dont la prise en compte détermine les objectifs et les mécanismes propres aux actions d'aménagement. Dans la définition des programmes d'intervention, les soucis de «lutte contre les pollutions» et de «protection des ressources naturelles» doivent devenir aussi décisifs que ceux de la création d'emplois et de la rentabilité économique.

Dans cette option pour une gestion écologique de l'espace, telle que définie en notre premier chapitre, au-delà des préoccupations communes à l'ensemble de la planète : perturbations de la haute ou de la basse atmosphère, détériorations liées aux trop fortes agglomérations humaines, et également, en matière agraire, dégradations diverses du sol en rapport avec les excès ou les maladresses dans l'usage des engins mécaniques ou des intrants chimiques, apparaissent des altérations propres à chaque zone du globe.

Dans la zone méditerranéenne, nous avons relevé, en ce qui concerne le secteur agraire, deux problèmes dont les conditions climatiques de l'année 1989 ont permis de souligner toute la gravité, entraînant la remise en cause d'aspects fondamentaux des équilibres régionaux. Il s'agit du problème des incendies et du problème de l'eau.

Pour ce qui relève des incendies, et spécialement dans la zone médiane nord-méditerranéenne, nous avons souligné (**chap. V**) que leur expansion conduit, pour maîtriser le phénomène, à imposer de nouvelles stratégies, fondées sur un remodelage du binôme zonage-maillage de l'espace et sur une participation active des populations locales à la préparation et à la réalisation du plan de lutte contre ce fléau.

Pour ce qui est du thème de l'eau, le problème se pose certes cà et là, et surtout dans les années sèches, du fait de la pollution des eaux courantes ou des nappes souterraines, et une constante vigilance est requise en ce domaine.

Mais pour l'ensemble méditerranéen, et plus particulièrement dans les secteurs les plus arides, et donc principalement sur la rive Sud, c'est en terme de **pénurie** que le problème est à envisager. On ne saurait insister sur les conséquences dramatiques qui doivent résulter, à brève échéance, de la limitation relative des ressources en eau pour des sociétés en croissance démographique exponentielle, essayant de rattraper leur grand retard en équipements et en services et se trouvant en situation de conquête spatiale sur des aires de plus en plus arides. Surpopulation, suréquipement, surculture, et surpâturage mettent la zone médiane sud-méditerranéenne, s'il se produit une période de sécheresse longue, sous la menace des ruptures catastrophiques.

3 – La remise en cause de la relation Etat-communautés rurales et du système agro-territorial : à la recherche de nouvelles identités

Le comportement des partenaires dans la relation Etat-paysannerie est fondé sur une série de contradictions concernant la triple situation du paysan en tant que :

– **producteur**, fournisseur des denrées alimentaires de base, mais considéré comme un «professionnel» souvent pétri d'archaïsmes, à faible rentabilité de travail, occupant un emploi qu'il s'agit de préserver, qui a donc besoin d'assistance, mais que l'on a, en même temps, tendance à marginaliser ;

– **citoyen**, que sa formation culturelle moins poussée maintient dans une position en retrait, mais qui, du fait de son appartenance à une catégorie d'électeurs numériquement importante, mérite une attention particulière ;

– **détenteur d'une portion de terre**, facteur de production, mais aussi fondement d'une condition de «capitaliste».

Sur ces bases on voit l'Etat combiner en termes variables des attitudes :

– de **contrôle** permanent sur le fonctionnement économique par la politique des prix, sur les organisations professionnelles, et sur les collectivités locales, allant de la simple régulation des forces en présence jusqu'à la mise sous tutelle ;

– d'**intervention plus ou moins directe** dans la fonction agricole :

Etat entrepreneur : prenant en charge par ses agents la direction d'unités de production, en régime capitaliste comme au Maroc par le biais de la SODEA et la SOGETA, en régime socialiste sous couvert d'une pseudo-autogestion (Yougoslavie, Algérie) ou de pseudo-coopératives (Albanie) ;

Etat aménageur et/ou planificateur : le milieu agricole et rural n'étant souvent concerné qu'«en bout de course» dans les plans élaborés, sauf si la vie de la nation en est directement dépendante (Egypte) ou si des opérations concentrées amènent des progrès substantiels (périmètres d'irrigation, spécialement au Maroc, en Lybie, en Turquie, en Albanie, en Espagne ...) ; mais souvent l'éparpillement des centres agraires contraints à des actions diluées de faible efficacité ;

– de **délégation de pouvoir** : devant la complexité grandissante des organismes sous la dépendance de la puissance publique, la tendance est à la décentralisation politique et la contractualisation économique, ce qui amène à privilégier (ou même à en susciter la création) des corps intermédiaires (communautés rurales, groupements de producteurs, syndicats paysans ...) avec lesquels le dialogue devrait conduire à des pratiques de cogestion du secteur agricole et du système territorial.

L'opposition est forte ici entre pays économiquement et politiquement avancés, à démocratie bien assise et à structures professionnelles solides (France, Italie) et les pays en voie de développement où devant les insuffisances ou carences économiques et sociales, l'Etat est amené à se substituer aux pouvoirs politiques et professionnels.

«La crise de l'Etat nouveau au Maghreb en particulier vient aussi de ce que, ayant cherché à détruire les groupes intermédiaires anciens pour assurer non sa primauté mais son exclusivité, il n'a pas cherché à développer (Algérie, Libye) ou pleinement réussi à promouvoir (Tunisie, Maroc) corrélativement ***ces groupes d'identification*** *nouveaux qui dans les Etats modernes occidentaux forment les partis politiques et les syndicats, organes de captation, d'expression et de canalisation des doléances des groupes nouveaux qui sont désormais le produit de la division durkheimienne du travail et non plus des liens du sang ou du corporatisme. L'Etat moderne national et territorial suppose la démocratie, car sans celle-ci, que sous-tend la référence de l'Etat moderne à la nation, comment pourrait donc se faire l'identification du citoyen-individu à l'Etat ?»* (7)

En compensation à la mondialisation de l'économie et au renforcement des filières verticales de production, une imbrication plus poussée de la société civile et de la société politique et une tendance à la relocalisation des groupements humains poussent au renouveau des communautés rurales et donc à une meilleure prise en compte du système agraire par les populations concernées.

Ces considérations vont dans le même sens que celles que vient de développer A. Lipietz dans son essai **Choisir l'audace. Une alternative pour le XXIème siècle** (8). Pour pallier les insuffisances et les déviations du «libéralisme productiviste» qui domine actuellement dans les pays développés, il préconise un nouvel ordre socio-économique reposant sur :

– une nouvelle alliance de l'initiative et de la solidarité, aboutissant par exemple à créer *«un secteur de travaux d'"utilité sociale", correctif à une "société duale" et arme absolue contre la crise de l'Etat-providence»* ;

– un meilleur fonctionnement du système démocratique que l'on ne sait guère faire marcher que dans le cadre national :

«Les difficultés mêmes de cette démocratie délégative "formelle" semblent trouver leur solution naturelle en raccourcissant encore leur

champ d'extension géographique : les compromis que l'on ne peut réaliser à l'échelon national, on pense souvent (et non sans raison) pouvoir les trouver au niveau régional, local» ;

– la pratique d'un écologisme qui soit un humanisme et qui refuse d'abandonner les «laissés *pour compte*» ;
– et, au total, **la substitution d'une communauté-providence à l'Etat-providence.**

S'il existe des survivances de l'âge ancien dans lequel les carences du pouvoir central laissaient à la communauté locale, vivant en semi-autarcie, de réelles possibilités d'organisation de ses relations entre ses membres et sur son espace de vie, une dynamique propre au XXème siècle va, pour l'essentiel, dans le sens à la fois de la subordination aux règles du marché capitaliste et de l'observance des normes de fonctionnement de l'Etat moderne.

Le maillage territorial qui se renforce et se diversifie est support de l'ordre politique (administratif) et socio-économique (techno-structure). Et ce cadre est encore renforcé lorsqu'il est doublé par la trame d'organisation du parti dominant (démocratie chrétienne en Italie, Istiqlâl au Maroc ...) ou même du parti unique (**qasma** du FLN en Algérie, Néo-Destour prenant en charge la gestion de l'**imada** en Tunisie). La combinaison de la planification économique et de l'aménagement de l'espace aboutit à l'omnipotence des technostructures et à une véritable «délocalisation» du pouvoir au profit de l'Etat territorial.

Mais les excès mêmes de la centralisation (machinerie inefficace à force de lourdeur) amènent, soit par volonté d'assouplissement dans l'exercice de l'autorité (décentralisation), soit par réaction de la base (régionalisation ascendante), à une certaine «relocalisation» du pouvoir et à la relance des niveaux territoriaux de base.

Entre l'étatisme étouffant et la défense professionnelle virant facilement au corporatisme anachronique, la paysannerie cherche à se donner une nouvelle identité, en particulier par la participation active à la gestion du système agro-territorial, au niveau de la commune et des organisations d'inter-communalité.

A l'échelon méditerranéen, grande est la diversité des situations, d'une part entre nations : en fonction du niveau de développement, de la nature du régime politique (démocratique ou autoritaire), du poids des héritages historiques ..., mais aussi d'autre part, au sein d'un même pays, en fonction du phénomène de focalisation-marginalisation. *Parmi les cas types rappelons* :

– la cogestion à la française et les chartes intercommunales, le mélange d'étatisme renforcé et de politique agrarienne consensuelle de la Turquie et du Maroc, avec de pseudo-réformes agraires et le pouvoir des notables sur les communautés traditionnelles, le poids de la technostructure et l'aménagement du territoire en Albanie, mais également dans l'Algérie de Boumédienne ... ;

– le maintien des communautés pastorales du Moyen-Atlas à l'âge infra-agraire, tandis que les irrigants du Tadla, fortement intégrés dans les trames de l'office régional d'aménagement en sont à l'âge supra-agraire, en Andalousie littorale multiplication des entrepreneurs enrichis grâce aux miracles de la sur-intensification par l'*enarenado*, tandis que le cercle vicieux de la pauvreté finit de désagréger les communautés montagnardes ...

Au total c'est par l'élévation de sa condition de «professionnel» et par une meilleure participation à la gestion démocratique de son territoire que l'agriculteur, s'appuyant sur des pouvoirs intermédiaires, parviendrra à améliorer sa position dans l'inévitable dialogue avec la puissance étatique, et à affirmer sa nouvelle identité.

4 – Une «nouvelle frontière » ? (9)

En cette fin du XXème siècle, la zone méditerranéenne apparaît comme «une nouvelle frontière», c'est-à-dire comme aire de conquête, de déstructuration-restructuration des territoires, de remise en cause des relations de la société à son espace. Et ce phénomène se manifeste de façon complexe, sur une triple ligne de front pionnier :

– front pionnier européen, traduisant, à l'intérieur d'un Marché Commun élargi, un transfert d'activité vers la façade méditerranéenne avec un déplacement du centre de gravité du continent vers le Sud ;

– front pionnier africain et asiatique, où des techniques plus performantes d'aménagement et de mise en valeur (irrigation) conduisent à des opérations de colonisation intérieure et de «méditerranéisation» de la zone aride ;

– front pionnier axial : si, à l'occasion de sursauts idéologiques ou de rejeux de l'histoire, la Méditerranée joue encore son rôle de frontière intercontinentale renforcée, elle est aussi de plus en plus espace de rencontre et d'échange en matière de technologies, de loisirs, de culture.

Vers la reconnaissance de la «Méditerranéité» : de «l'hypothèse de recherche» à un «contrat de développement»

Certains anthropologues sensibles à «*la contradiction majeure ..., l'inexistence d'une culture commune à l'ensemble de l'aire ...*» sont amenés à voir dans cette diversité culturelle le produit même de l'intensité des relations interméditerranéennes : «*les sociétés méditerranéennes sont historiquement des sociétés agonistiques dans lesquelles les relations entre groupes, entre groupements, qu'elle qu'en soit la taille, sont des relations de concurrence ...*» (10), pour eux la «méditerranéité» se réduit donc à une hypothèse de travail introduisant une explication au constat de fragmentation culturelle de la zone par la permanence d'un champ de rivalités et de luttes correspondant à la mer intérieure et à ses bordures. Certaines circonstances de l'actualité politique et économique semblent justifier cette conception pessimiste.

Au moment où se manifestent la consolidation de l'unité européenne et le renforcement de sa «méridionalité», se précise le risque de l'élargissement de la coupure entre les deux rives de la Méditerranée, prenant le sens de la confirmation d'une distorsion entre pays riches et pays pauvres.

A partir de 1993, la Politique Agricole Commune n'aura-t-elle pas tendance à souligner la connotation «étrangère» des pays tiers méditerranéens ?

C'est dans cette perspective à court terme, et dans celle d'une évolution démographique qui portera les pays de la rive Sud de la Méditerranée à rassembler, vers 2020, une population presque double de celle de la rive Nord (environ 340 millions d'habitants contre 180) – alors qu'actuellement leurs chiffres respectifs sont de l'ordre de 180 millions de personnes –, que doit être envisagée l'évolution des dynamiques méditerranéennes.

Pour le moment, cette évolution s'effectue selon des voies nettement divergentes. Car si un déterminisme géographique apparemment très fort, celui de la proximité et celui de la complémentarité, semble devoir jouer pour multiplier les échanges entre les pays ouverts sur l'Atlantique et ceux qui bordent la Méditerranée, dans la réalité ces relations jouent de façon très hétérogène et très inégale. Pour ce qui est du Maghreb par exemple, la complémentarité économique avec la CEE a valeur vitale : elle concerne les deux tiers de ses importations comme de ses exportations, alors que pour l'Europe le partenaire maghrébin ne compte que pour 1,3 et 1,5% de ses importations et de ses exportations.

Ces déséquilibres apparaissent d'autant plus aberrants que les techniques modernes de transport : bateaux réduisant la durée des parcours les plus longs à une journée, avions la ramenant à moins d'une heure, ont amenuisé les distances. Emigrants dans un sens, touristes et coopérants techniques dans l'autre franchissent aisément les intervalles.

Il s'agit donc de renverser le mouvement de la dérive continentale qui tend à accentuer le détachement de l'Europe d'avec l'Afrique et le Proche-Orient.

En fait, des données de l'histoire en cette fin de XXème siècle conduisent à des dynamiques spatiales nouvelles, en faisant de la «Méditerranéité» un zonage organisé, fondé sur une complémentarité économique et visant même à créer une asssociation de progrès.

Sur le plan commercial, l'adaptation aux déséquilibres entre partenaires amène à adopter des procédures d'échange spécifiques : formes de troc, crédit différé, subventions ...

Et même, depuis peu, le capitalisme privé européen, après une longue période de repli et d'hésitation, considère à nouveau les pays sud-méditerranéens comme champs d'investissements dignes d'intérêt, dans certaines conditions du moins. Leur «périphicité» joue (maintenant que le Portugal et l'Espagne tendent à aligner leurs prix sur ceux de l'ensemble de la

CEE) en leur faveur. Le Maroc «nouveau dragon» aux portes de l'Europe (**chap. VII.2.B.*b***) bénéficie, en l'année 1989, d'une situation nouvelle : on y voit les investisseurs étrangers, français, italiens, allemands «*grisés par la croissance et les atouts d'un pays où les salaires sont huit à dix fois moins élevés que sur le vieux continent..., et les charges sociales infimes*» (11).

Cependant les mesures générales de solidarité et d'échanges n'auront d'effet que si elles sont accompagnées par le recours, au Sud de la Méditerranée, aux procédés propres à tempérer le boom démographique.

L'association **Echanges Méditerranéens**, comprenant les représentants de divers pays riverains, a élaboré, en juin 1987, un **Manifeste méditerranéen**, lequel, entre autres considérations, proclame que (12):

«*L'augmentation de la production agricole dans les pays du Sud de la Méditerranée est grande priorité, étant donné la population croissante qu'il faut nourrir. Il est donc capital de trouver des incitations appropriées, des ressources en eau, et de stimuler la récupération des terres. Il faut favoriser la protection et la préservation du système écologique méditerranéen*».

L'on en vient même à préconiser l'élaboration d'un vaste «**contrat de développement entre l'Europe et le Maghreb**», ou, plus largement la création d'une «**OCDE méditerranéenne**» entre les pays des deux rives. Et, parallèlement il a été envisagé la fondation de **SICAV de développement** et d'organismes de collecte d'épargne afin de mobiliser les économies des émigrés (estimée à 3,5 milliards de francs en France) et de draîner les investissements vers les pays du Sud (13).

Ces formules resteront-elle à l'état de voeux pieux ou signifient-elles vraiment que c'est dans le cadre d'une «méditerranéité» reconnue et aménagée, que doit être envisagée une liaison plus rationnelle entre dynamique agraire, environnement et économie globale ?

Grand lac touristique et lieu de rencontre des civilisations, mais aussi front névralgique de la géopolitique mondiale, le Bassin Méditerranéen peut-il devenir cadre de concertation pour un **Projet de Développement Agraire Régionalisé**?

N'est-on pas habilité à étendre (*mutatis mutandis*) à l'ensemble du Monde méditerranéen certaines des considérations que développe P. Rambaud à propos de la signification de la Politique Agricole Commune au sein de la CEE ? Posant le problème de la relation entre «européen et national», il déroule une démarche en trois temps (14) :

«*La communauté européenne est une production utopique de l'imaginaire social en débat avec l'idéologie de la nation. Leur articulation s'opère à travers la démocratie sans cesse affirmée comme valeur et comme figure d'organisation sociale. Ne s'agit-il pas d'une expression historiquement neuve du politique ? De ce processus, la politique agricole seule à être "commune" sert de laboratoire d'expérimentation, peut-être sans que les décideurs en perçoivent toutes les implications*».

En dégageant les linéaments d'une politique agricole relative aux deux rives de la Méditerranée et en favorisant des transferts de technologie et des relations commerciales propres à assurer le progrès économique, ne contribuerait-on pas à mettre en place un «laboratoire d'expérimentation» susceptible d'amorcer «*une expression historiquement neuve de la politique*» et d'affirmer «*la démocratie comme valeur et comme figure d'organisation sociale*» ?

Etant, bien entendu, que démocratie ne signifie pas égalitarisme et que renforcement du local n'implique pas oblitération de l'Etat. La gestion de l'espace dépend toujours du subtil **jeu circulaire de pouvoir** défini plus haut et mettant en cause contrôle étatique, relais par des corps intermédiaires et des réseaux notabiliaires, restructuration des communautés locales, participation réactivée des citoyens. Mais la nature, les comportements et les interrelations de ces diverses composantes sont en perpétuel mouvement, en rapport avec une économie de plus en plus dépendante de la découverte scientifique et de ses applications technologiques et au sein d'une société qui essaie de combiner les avantages de l'efficience du libéralisme et les aspirations à plus d'équité dans les conditions humaines.

Par ailleurs, pour équilibrer le poids de l'Europe germanique dans la nouvelle construction du continent, n'est-il pas souhaitable que l'Europe latine se renforce de son côté et valorise sa

façade vers le Sud, du moins au sein d'un complexe de la Méditerranée occidentale ?

Au-delà du cas particulier du Monde méditerranéen, c'est dans le cadre d'une réflexion renouvelée sur la relation entre espace et sociétés que les problèmes doivent être posés ; il serait opportun de mettre en place les structures d'une véritable **Sciences des territoires** spécialement au service de la volonté politique de maîtriser et de résorber les déséquilibres et les conflits entre le Nord et le Sud.

Ce texte a été rédigé au cours de l'été 1989. Les événements de cette fin d'année, et spécialement le triomphe du libéralisme et de la démocratie dans l'Est européen ne font que confirmer les options fondamentales que nous avons dégagées quant au risque de voir l'attention des responsables politiques et économiques de l'Europe occidentale s'orienter vers l'Est au détriment du Sud. Ce risque existe ; cependant des assurances ont été données par la CEE que l'aide aux pays du Tiers Monde n'en serait pas affectée.

Par ailleurs, pour équilibrer le poids de l'Europe germanique dans la nouvelle construction du continent, n'est-il pas souhaitable que l'Europe latine se renforce de son côté et valorise sa façade vers le Sud, du moins au sein d'un complexe de la Méditerranée occidentale ?

CIHEAM - Options Mediterraneennes

Notes bibliographiques

(1) Cette notion de «mode de pensée» est présentée dans le rapport de base sur la *Réforme de l'enseignement* remise à l'automne de 1988 par la Commission P. Bourdieu - F. Gros.

(2) SERVOLIN, C., 1989.- *L'agriculture moderne*.- Paris : Le Seuil.

(3) (Collectif),1989.- *Le Plan bleu*.- Paris : Economica.- 442 p.

(4) ROUSSILLON, A., 1988.- Développement et justice sociale dans une économie en perfusion... .- In : *Peuples méditerranéens*, n° 41-42.

(5) FEVRIER, G., 1988.- Un réseau de coopération pour le développement européen, *Pour*, n° 118, pp. 117-122.

(6) FREMONT, A., 1989.- *France. Géographie d'une société*, Paris : Flammarion.- 290 p.

(7) BADUEL, P. R., Le front de l'Etat. Eléments pour une approche comparative autour de la Méditerranée, *Revue du Monde musulman et de la Méditerranée*, n° 48-49, pp. 127-164.

(8) LIPIETZ, A.,1989.- *Choisir l'audace. Une alternative pour le XXIème siècle*.- Paris : La Découverte.- 156 p.

(9) DREVET, J. F., 1986.- *La Méditerranée, nouvelle frontière pour l'Europe des douze ?*.- Paris : Karthala.- 232 p.

(L'expression a été reprise en 1989 par C. CHEYSSON, représentant de la France auprès de la Communauté Européenne à Bruxelles, pour préciser des interventions spécifiques vis-à-vis du Maghreb.)

(10) (Collectif),1978.- Cultures et politiques en Méditerranée. Questions et propositions, *Peuples méditerranéens*, n° 2, pp. 137-164.

(11) MARUS V., 1989.- Le Maroc, nouveau «dragon» aux portes de l'Europe.- In : *Le Monde* 4/11/1989.

(12) (Collectif), 1987.- Manifeste méditerranéen, *Echanges méditerranéens*, n° 98.

(13) Proposition avancée par M. MOALLA, Président de l'Institut arabe des Chefs d'entreprise, au Forum de Tanger (*Echanges méditerranéens*, 1989, n° 101-102-103) et par M. A. SIDKY, ancien Premier Ministre égyptien, au Forum de Marseille, en octobre 1989.

(14) RAMBAUD, P., 1988.- Européen et national. Une nouvelle forme du politique, Comm. *Colloque Campagnes de l'Europe*, Lyon.- 3 p.

CIHEAM - Options Mediterraneennes

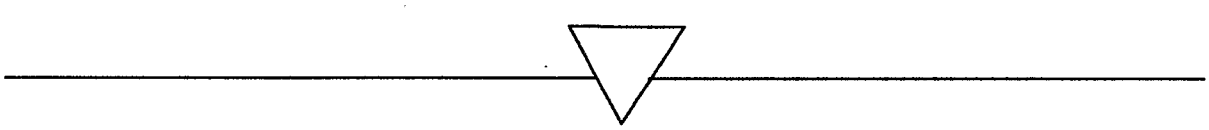
Table des Figures

1 – Le système agraire et ses composantes *(p. 8)*
2 – Capital et travail en agriculture (en France) *(p. 9)*
3 – Des écosystèmes finalisés : le dynamisme agraire dans le Rif oriental *(p. 11)*
4 – Société composite et hétérogénéité foncière *(p. 17)*
5 – Aspects du zonage écologique en Languedoc-Roussillon en fonction du degré d'artificialisation du milieu *(p. 20)*
6 – «Méditerranéité» et aridité *(p. 26)*
7 – Centre et périphérie en Europe occidentale *(p. 27)*
8 – Le Nord et le Sud : le «ciseau» démographique *(p. 30)*
9 – Le poids de la démographie. Courbes de l'évolution démographique et des disponibilités en céréales au Maroc *(p. 31)*
10 – Appropriation foncière d'origine urbaine (vignes) en Bas-Languedoc *(p. 34)*
11 – Turbulences et nouvelles donnes de la géopolitique en Europe occidentale *(p. 36)*
12 – Les migrations internationales du travail dans le Bassin méditerranéen *(p. 38)*
13 – Part du secteur primaire dans les activités socio-professionnelles au sein de l'Europe des Douze - en 1985 *(p. 39)*
14 – Les domaines bio-climatiques nord-africains *(p. 47)*
15 – Terroirs et aménagement dans une plaine deltaïque : le cas de la Camargue *(p. 51)*
16 – Atteintes au milieu naturel en région semi-aride : le cas des Hautes Plaines constantinoises *(p. 53)*
17 – Système agro-sylvo-pastoral et logique paysanne en Pays Haha *(p. 60)*
18 – Un exemple d'intensification et de diversification : le passage du triennal inversé au biennal en Andalousie *(p. 65)*
19 – Spécialisation régionale de l'agriculture égyptienne. De la «Méditerranéité» à la «tropicalité» *(p. 66)*
20 – Sédentarisation et intensification en zone aride *(p. 71)*
21 – La petite hydraulique. Diversité des techniques de mobilisation des eaux en Tunisie du Sud *(p. 76)*
22 – Saisonnement dans la production et le commerce de la tomate en France *(p. 81)*
23 – Aspects de l'économie de la tomate en Europe occidentale et au Maghreb *(p. 82)*
24 – Bassins fruitiers en France *(p. 85)*
25 – Le renouveau de la culture de l'olivier en Tunisie du Sud *(p. 87)*
26 –Tendances des bilans vinicoles européens *(p. 91)*
27 – Paysage agraire d'*openfield* en Syrie : le système *mouchaa (p. 93)*
28 – La trame à cinq soles (système ancien) du Tadla, vers Afourer (Maroc Central) *(p. 94)*
29 – La terre carrefour de pouvoirs, la possession amalgame de droits *(p. 104)*
30 – Finages et complémentarités des terroirs : trois types d'organisation de l'espace tribal dans l'Est algérien *(p. 108)*
31 – Le bassin de l'Ounein (Haut-Atlas central). Formes d'occupation du sol et structures des finages villageois *(p. 112)*
32 – Le bassin de l'Ounein (Haut-Atlas central). Pratiques et niveaux de structuration de l'espace vécu *(p. 114)*
33 – Une région hydraulique en constitution : le Gharb *(p. 118)*
34 – Les pôles agro-industriels du Gharb *(p. 119)*
35 – L'impossible géométrie «agro-pastorale». Découpage spatial et organisation des parcours dans la zone test du Projet Merteba *(p. 120)*
36 – Exemple de décollectivisation par étapes : les Oulad Khalifa du Gharb (Maroc) *(p. 124)*
37 – Un exemple d'éradication du système latifundiaire : les effets de la réforme agraire en Egypte *(p. 126)*

CIHEAM - Options Mediterraneennes

38 — Aspects de l'aménagement dans le Sud jordanien *(p. 129)*
39 – Etat, capitalisme et grande entreprise : les terres gérées par la Compagnie de Tahrir-Sud dans le secteur de bonification au Nord-Ouest du Delta du Nil *(p. 133)*
40 – L'habitat comme composante du système agraire. Exemple de la commune de Spello (Ombrie) (p. 140)
41 – Réforme agraire et armature rurale dans le Sud de l'Italie *(p. 142)*
42 – Habitat et organisation de l'espace dans le secteur de bonification du Nord-Ouest du delta du Nil (p. 143)
43 – Les villages socialistes en Algérie *(p. 147)*
44 – La crise agricole et ses conséquences. Exemple de l'Andalousie méditerranéenne *(p. 156)*
45 – La pluriactivité en France. Les actifs extérieurs dans la population agricole familiale *(p. 170)*
46 – L'émigration dans une montagne surpeuplée : le Rif Oriental *(p. 172)*
47 – Nouvelles stratégies de l'émigration : exemple d'une famille d'El Ferch (Tunisie du Sud) *(p. 173)*
48 – Les CAPCS dans l'organisation agro-territoriale algérienne *(p. 175)*
49 – Les catégories d'agriculteurs de l'Hérault *(p. 179)*
50 – Néo-latifundium, capitalisme et intégration agro-industrielle. Le groupe ANTAR dans la région de Murcie *(p. 181)*
51 – Capitalisme d'Etat et système agro-alimentaire au Maroc : la SODEA, bases foncières et filiales *(p. 182)*
52 – Système territorial et pouvoir local en Algérie (vers 1985) *(p. 198)*
53 – La «petite région» niveau pertinent du développement local. Les chartes inter-communales en Languedoc-Roussillon *(p. 205)*
54 – Organisation territoriale et pouvoir en Catalogne *(p. 208)*
55 – Le paysage ombrien *(p. 217)*
56 – L'emprise urbaine sur les campagnes ombriennes *(p. 220)*
57 – Le complexe hydraulique du Languedoc-Roussillon *(p. 222)*
58 – Un exemple de régression culturale en région hydraulique (Souss) *(p. 223)*
59 – Les *huertas* espagnoles *(p. 226)*
60 – La mobilité foncière en région maraîchère (Comtat) *(p. 228)*
61 – Terroirs et occupation du sol dans la région valencienne de 1950 à 1980 *(p. 230)*
62 – Le complexe rurbain valencien *(p. 231)*
63 – Grande hydraulique et focalisation de l'espace au Maroc *(p. 234)*
64 – Le périmètre d'irrigation du Haouz *(p. 236)*
65 – Lotissements coopératifs au Maroc dans la plaine de Tadla *(p. 237)*
66 – Trame hydraulique et utilisation du sol dans le périmètre irrigué de Bou Areg (Maroc oriental) *(p. 240)*
67 – Mosaïque culturale dans le périmètre irrigué de Bou Areg (Maroc oriental) *(p. 241)*
68 – Répartition du vignoble languedocien *(p. 244)*
69 – Evolution du vignoble languedocien *(p. 245)*
70 – Un système agro-pastoral en montagne berbère *(p. 250)*
71 – Rétraction de l'emprise humaine dans une vallée des Alpes du Sud *(p. 251)*
72 – La tranformation du paysage agraire dans une montagne surpeuplée : le Prérif central près de Taounate *(p. 263)*
73 – Organisation territoriale et aménagement rural en Pays cévenol (Vallée française) *(p. 256)*
74 – Unités pastorales et organisation de la steppe en Algérie *(p. 262)*
75 – La commune algérienne unité d'aménagement équivalant à une «petite région» *(p. 263)*
76 – Le dynamisme rural sélectif en France *(p. 267)*
77 – Urbanisation, industrialisation et déperdition des terres agricoles dans le secteur de Skikda (p. 268)
78 – Aspects de la relation ville-campagne en Tunisie *(p. 270)*
79 – La ville comme facteur de déstructuration-restructuration de la campagne (autour de Montpellier) *(p. 274)*
80 – Les régions à PIM au sein de la CEE *(p. 292)*
81 – Un exemple du commerce de produits alimentaires en Méditerranée *(p. 295)*
82 – Les échanges extérieurs de l'Egypte *(p. 305)*
83 – Barrages et extension des cultures dans la Vallée du Nil *(308)*

84 – Evolution des rendements des principales cultures en Egypte – 1880-1985 *(310)*
85 – Les conquêtes de «nouvelles terres» en Egypte *(p. 313)*
86 – Les secteurs agraires en Algérie (évolution 1960-1980) *(p. 324)*
87 – L'affirmation de la «méditerranéité» de la Libye *(p. 330)*
88 – Un exemple de la combinaison des terroirs au sein du système collectif albanais en pays de collines *(p. 336)*
89 – La maîtrise de l'eau en Albanie *(p. 338)*
90 – Les régions yougoslaves *(p. 339)*
91 – Centre et périphérie en Grèce *(p. 344)*
92 – Aspects du système agraire espagnol *(p. 351)*
93 – Aspects des dynamismes régionaux espagnols (p. 353)
94 – L'agriculture italienne *(p. 356)*
95 – Espace-damier dans le Sud de la France *(p. 361)*



CIHEAM - Options Mediterraneennes

Table des matières

Introduction : De la gestion écologique aux équilibres géopolitiques. **(p. 3)**

★

Ière Partie : Systèmes agraires et «Méditerranéité».

Chap. I : Les systèmes agraires. Concepts et problématique. **(p. 7)**

A – Le système de production agricole **(p. 8)**
B – Un écosystème finalisé **(p. 12)**
C – Le système agro-alimentaire **(p. 13)**
D – Formation sociale et mode de production : la société composite **(p. 14)**
E – Le système agro-territorial : zonage et maillage, terroirs et territoires **(p. 16)**
F – La finalité : de la macro-économie au développement local **(p. 22)**

Chap. 2 : La «Méditerranéité», zonage et label paysager, rente de situation et carrefour de flux. **(p. 25)**

A – L'identité méditerranéenne **(p. 25)**
B – Les rythmes déphasés de l'histoire agraire : les Suds **(p. 33)**
a) Les principes : variations sur l'intensité et sur l'autonomie **(p. 33)**
b) Les Suds : un dispositif zonal en quatre bandes **(p. 35)**
C – Les grandes turbulences de la fin du siècle et les nouvelles donnes de la géopolitique **(p. 37)**

★

IIème Partie : Systèmes de production et effet de zonage. Le double clavier de l'espace et du temps.

Chap. 1 : Agriculture et mobilité des paysages **(p. 48)**

A – Les domaines morpho-climatiques : le cas type du Maghreb **(p. 48)**
B – Pratiques culturales et processus d'érosion **(p. 49)**
C – Les terroirs leitmotivs permanents de l'ordre méditerranéen **(p. 50)**
a) Les plaines intermédiaires **(p. 50)**
b) Les plaines alluviales de niveau de base **(p. 52)**
c) Les plaines arides **(p. 52)**

Chap. 2 : Les chaînes technologiques : de l'extensif à l'intensif, de l'araire au tracteur. **(p. 55)**

A – Les deux extrémités de la chaîne **(p. 55)**
a) Le système traditionnel : extensivité et pratiques anti-aléatoires **(p. 55)**
b) Les voies de la modernisation : intensification, diversification, gestion **(p. 57)**

CIHEAM - Options Mediterraneennes

B – Les déphasages dans la révolution agricole (p. 61)
a) Des techniques inégalement adaptées (p. 61)
b) Le modèle de la grande exploitation mécanisée : le Projet de Frétissa en Tunisie (p. 68)
c) Les limites de l'intensification (p. 69)
d) Les contraintes du système agro-pastoral (p. 70)
e) Les «technologies alternatives» (p. 71)

C – L'irrigation, le grand saut technologique (p. 72)
a) Petite et grande hydraulique (p. 72)
b) Les stratégies d'aménagement spatial (p. 75)

D – La filière fruits et légumes : conquêtes technologiques et conquêtes spatiales (p. 78)
a) Des produits «nobles» ou «anoblis» (p. 78)
b) La diversité des paysages (p. 80)
c) L'aboriculture : tradition et modernité (p. 86)
– Un exemple de rénovation : la relance de l'oliveraie tunisienne (p. 86)
– Les agrumes : une production haut de gamme (p. 88)

E – La vigne «plante de civilisation» (p. 89)

F – Le champ comme maillon de la chaîne technologique, de l'infra- au supra-agraire (p. 92)

★

IIIème Partie : Pouvoirs et territoires. Communautés rurales et Etat territorial.

Chap. 1 : L'impossible «modèle» foncier. Le quadrige paysan-communauté-seigneur-Etat. (p. 103)

Chap. 2 : L'ordre communautaire. La trame des finages. (p. 107)

A – Les pays sud-méditerranéens : les survivances de l'ordre tribal (p. 109)
a) Les principes : le démembrement du droit de propriété (p. 109)
b) Les réalités : finages et complémentarité des terroirs (p. 111)

B – Continuités et ruptures (p. 116)
a) Une communauté de référence : le bassin de l'Ounein (Haut-Atlas) (p. 116)
b) La collectivité assiégée et prolétarisée : le Gharb à l'heure agro-industrielle (p. 116)
c) La collectivité face à l'Etat aménageur : le cas du Sud tunisien (p. 117)
d) La grande famille substitut de la collectivité : la délocalisation et ses limites (p. 121)

Chap. 3 : Les réformes agraires : de la révolution politique à la régulation sociale. (p. 131)

Chap. 4 : Survivances et mutations du système latifundiaire. (p. 131)

A – Le système andalou : «en finir avec le XIXème siècle» (p. 131)
B – Le système toscano-ombrien : grande propriété et métayage (p. 134)
C – Le système fassi : le renforcement de la classe agrarienne (p. 134)

Chap. 5 : L'habitat composante du système agraire. (p. 137)

CIHEAM - Options Mediterraneennes

IVème Partie : Crises et régulations.

Chap. 1 : Vers une agriculture duale ? Crise agricole et redéploiement spatial. *(p. 155)*

A – Les deux pôles : néo-artisanat familial et agriculture d'entreprise *(p. 157)*
B – La régulation socio-économique *(p. 159)*
a) Le remodelage par la taille de l'exploitation *(p. 160)*
b) Le réajustement par le mode de faire-valoir *(p. 161)*
c) L'incitation par la politique des prix *(p. 165)*

C – Recomposition socio-professionelle et stratégies familiales *(p. 169)*
a) Pluriactivité «additionnelle» ou «structurelle» *(p. 169)*
b) Un système d'association et de coopérative en perpétuel mouvement *(p. 171)*
c) La permanence du risque : difficulté zonale et difficulté structurelle *(p. 177)*

D – Quelques types d'évolution *(p. 177)*
a) Un cas de continuité : le propriétaire-viticulteur roussillonais *(p. 178)*
b) La diversification socio-professionnelle : l'éventail agricole héraultais *(p. 178)*
c) Des formes du grand capitalisme agraire *(p. 179)*
d) La coexistence au sein des filières : le cas des fruits et légumes *(p. 180)*
e) Un exemple de système agraire composite : le Tell tunisien *(p. 185)*

Chap. 2 : A la recherche d'une logique agro-territoriale. *(p. 187)*

A – L'inégal développement, une fatalité ? *(p. 187)*
a) La «Méditerranéité» un bloc fracturé *(p. 188)*
b) Régionalisation et développement territorial *(p. 188)*

B – Dynamique agraire et développement local *(p. 190)*
a) Aspects de «politiques localisées» : terroirs et réseaux *(p. 190)*
b) La difficile relance de la communauté rurale *(p. 195)*
b-1) De la société segmentaire à l'organisation communale : le cas du Maghreb *(p. 196)*
b-2) La commune moderne : diversité professionnelle et collectivité territoriale *(p. 201)*

C – La «petite région» niveau pertinent du développement local *(p. 204)*
a) En France : deux décennies de réalisations *(p. 204)*
b) Comprensori et comarquas : deux dynamismes contraires *(p. 207)*
c) La Grèce : la communauté structurellement intégrée *(p. 207)*

★

Vème Partie : Types d'organisations régionales. Focalisations et marginalisations.

Chap. 1 : Des zones focales (régions agraires). Intensification et spécialisation. *(p. 219)*

A – Une campagne profondément humanisée : le paysage toscano-ombrien. *Coltura promiscua* et imbrication ville-campagne *(p. 219)*

B – Les espaces hydrauliques *(p. 221)*
a) la huerta : système hydraulique et raccourci de civilisation *(p. 225)*
a-1) le type comtadin : un bocage géométrique avec usines maraîchères *(p. 225)*
a-2) la huerta de Valence, un système rurbain *(p. 229)*
b) Les grands périmètres laboratoires de l'action étatique au Maroc *(p. 232)*

C – Le vignoble languedocien : un bloc socio-territorial *(p. 239)*

Chap. 2 : Le marginal et l'extensif. *(p. 247)*

A – La montagne : complémentarités anciennes, solidarités nouvelles *(p. 247)*
a) Une montagne surpeuplée en aménagement : le Rif et le Projet DERRO *(p. 252)*
b) Le Sud du Massif Central : de la déprise à la reprise ? *(p. 254)*
c) A la recherche de la «petite région» : la Comunita montane en Italie *(p. 257)*

B – Dynamique agraire et dynamique forestière *(p. 258)*
a) En Europe la contradiction : phase progressive, la forêt embroussaillée et incendiée *(p. 258)*
b) En Afrique du Nord et au Moyen-Orient : la phase régressive : la forêt en lambeaux *(p. 259)*

C – La steppe : le pastoralisme réglementé, la difficile sédentarisation des troupeaux et des hommes *(p. 260)*

D – Les interfaces ville-campagne *(p. 265)*
a) Le système périurbain, le cas de Tunis *(p. 269)*
b) Tourisme et système agraire : conflit pour l'espace ou complémentarité économique *(p. 271)*

E – Un pays médian, la Garrigue : de la marginalisation à la périurbanisation *(p. 273)*

F – Un cas type de politique d'intégration régionale : le *Mezzogiorno* *(p. 277)*

★

VIème Partie : Les politiques nationales. L'Etat en question. Vers la supranationalité.

Chap. 1 : La crise de l'Etat territorial. *(p. 289)*

A – Moins ou mieux d'Etat ? *(p. 289)*

B – Les politiques supranationales et la difficile prise en compte de la «Méditerranéité» *(p. 290)*
a) Les pays de la CEE : du productivisme triomphant à l'ère de la friche *(p. 290)*
– Le Marché Commun et les PIM *(p. 291)*
b) La solidarité arabe : le pétrole au service de l'aménagement hydraulique *(p. 293)*
– Le Grand Maghreb : de l'UMA à l'oumana ? *(p. 294)*

C – La politique agricole méditerranéenne, un simple marchandage? *(p. 296)*

Chap. 2 : Les politiques nationales. *(p. 301)*

A – Le Machrek (Moyen-Orient) *(p. 301)*
a) La Turquie : la «révolution verte» et ses limites *(p. 301)*
– L'impossible réforme agraire
– Les phases et les moyens de l'intensification agricole
b) L'Egypte : le Nil et le pétrole. Le scribe et le fellah *(p. 304)*
– Les grandes ruptures : démographique, économique, alimentaire
– Les trois révolutions
– L'Etat patron
– Vers le libéralisme : une contre-réforme agraire ?

B – Le Maghreb : la diversité des expériences structurelles *(p. 315)*
a) Le pragmatisme tunisien : des «unités coopératives de production (UCP) aux Sociétés de mise en valeur agricole» *(p. 315)*
– La décennie 1960 : l'échec des UCP, une affaire encore lourde de signification
– La décennie 1970 : les contradictions et les limites de la politique d'encadrement du crédit

CIHEAM - Options Mediterraneennes

– La décennie 1980 : la relance capitaliste par l'Etat et la banque
b) Le Maroc : une «grande politique agricole» **(p. 318)**
– Les principes : libéralisme et primauté de l'économique, la politique de zonage
– Les réajustements structurels
– Vers l'ère agro-alimentaire et le million d'hectares irrigués
– Les insuffisances et les incertitudes : à la recherche d'une nouvelle stratégie agricole
c) L'Algérie socialiste laboratoire permanent de la réforme agraire **(p. 322)**
– Le double secteur socialiste (1962-1972-1980)
– La décennie 1980 : crise de confiance et remodelage en deux temps du secteur socialiste
d) La Libye un Etat méditerranéen de «type arabique» **(p. 329)**
– Le dualisme traditionnel : frange paysanne, immensités bédouines
– Les grands projets de développement agraire
– Le projet de la «grande rivière artificielle» et la «méditerranéisation» de l'agriculture libyenne

C – Deux systèmes socialistes européens **(p. 333)**
a) L'Albanie : marxisme-léninisme et ruralité triomphante **(p. 333)**
– L'idéal de la *macro-entreprise mécanisée*
– Le système agraire composante de l'aménagement du territoire
b) La Yougoslavie, les limites de l'autogestion **(p. 337)**
– Secteur socialiste et secteur privé
– Une petite paysannerie associant tradition et modernisme

D – La façade méditerranéenne de l'Europe des Douze **(p. 342)**
a) La Grèce : petite paysannerie et option européenne **(p. 342)**
– Réforme agraire et petite paysannerie
– Progrès technique et intervention de l'Etat
– Blocage structurel : «vers une réforme agraire inverse»
b) L'Espagne – La «colonisation» substitut à la réforme agraire **(p. 348)**
– Le déphasage structurel
– La décennie 1980 : vers une nouvelle politique ?
c) L'Italie : l'étonnante diversité, l'inégale modernité **(p. 354)**
– L'essai de rattrapage structurel
– Corps intermédiaires et démocratie sociale : «une décentralisation en trompe l'oeil»
– Un bilan mitigé : le triple «glissement» de l'agriculture italienne
d) La France : régulation et cogestion, décentralisation et aménagement rural **(p. 358)**
– Au niveau national. Etat et profession agricole : la politique de cogestion
– Le Midi méditerranéen : spécialisation agricole et rurbanisation
– Résultats inégaux de la diversification et de l'intensification

★

Conclusion : La «Méditerranéité» une nouvelle frontière ?

1 – Le principe de territorialité **(p. 371)**

2 – Les paradoxes de l'agriculture méditerranéenne **(p. 373)**

3 – La remise en cause de la relation Etat-communautés rurales et du système agro-territorial : à la recherche de nouvelles identités **(p. 377)**

4 – Une «nouvelle frontière» ? **(p. 379)**